



NATIONS UNIES
Office contre la drogue et le crime

2007

RAPPORT MONDIAL SUR LES DROGUES



Remerciements

Le présent rapport a été mis au point par la Section de la recherche et de l'analyse de l'ONUDDC, sous la direction de Sandeep Chawla et de Thibault le Pichon; il s'appuie sur les travaux entrepris par de nombreux personnels de l'ONUDDC à travers le monde et a grandement bénéficié de leur expertise.

Équipe principale: Coen Bussink, Anja Korenblik et Martin Raithelhuber (cartes et données sur la production de coca, d'opium et de cannabis), Suzanne Kunnen (maquette et publication assistée par ordinateur), Kristina Kuttinig (maquette et publication assistée par ordinateur), Theodore Leggett (Chapitre 2), Aruna Nathwani (appui statistique et cartes), Thomas Pietschmann (analyse des tendances et statistiques), Wolfgang Rhomberg (gestion et coordination de la base de données), Ali Saadeddin (entrée des données), Jennifer Sarvary (assistance éditoriale), et Melissa Tullis (coordination et vue d'ensemble des tendances mondiales).

L'ONUDDC réitère l'expression de sa vive reconnaissance aux États membres, qu'elle remercie de lui avoir communiqué les rapports et informations qui ont fourni la base de cette nouvelle édition du Rapport mondial sur les drogues; elle dit aussi toute sa gratitude à l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), ainsi qu'à l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT).

L'ONUDDC tient également à remercier le Gouvernement de la Suède de l'appui financier qu'il continue d'apporter à cette publication.

2007

RAPPORT MONDIAL SUR LES DROGUES



Publication des Nations Unies
Numéro de vente: F. 07.XI.5
ISBN 978-92-1-248155-5

Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

La présente publication n'a pas été revue par les services d'édition

TABLE DES MATIÈRES

Préface1	
Introduction	3
Notes explicatives	5
Résumé analytique	7

1. TENDANCES DES MARCHÉS MONDIAUX

1.1 Aperçu général	
1.1.1 L'évolution du problème mondial de la drogue	25
1.1.2 Perspectives des marchés mondiaux des drogues	35
1.2 Marché de l'opium et de l'héroïne	
1.2.1 Aperçu général des tendances	37
1.2.2 Production	38
1.2.3 Trafic	45
1.2.4 Abus	55
1.3 Marché de la coca et de la cocaïne	
1.3.1 Aperçu général des tendances	63
1.3.2 Production	64
1.3.3 Trafic	70
1.3.4 Abus	82
1.4 Marché du cannabis	
1.4.1 Aperçu général des tendances	95
1.4.2 Production	96
1.4.3 Trafic	105
1.4.4 Abus	114
1.5 Marché des stimulants de type amphétamine	
1.5.1 Aperçu général des tendances	123
1.5.2 Production	124
1.5.3 Trafic	134
1.5.4 Abus	150

2. 2. UN EMPIRE OCCULTE OU UNE MAIN INVISIBLE? LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE ET LE TRAFIC TRANSNATIONAL DE DROGUES

2.1 Introduction	169
2.2 Évaluation du degré d'organisation des groupements criminels	171
2.3 Acheminement de la cocaïne de Colombie aux États-Unis via l'Amérique centrale	174
2.4 Acheminement de l'héroïne vers la Fédération de Russie via l'Asie centrale	182
2.5 Suivi du trafic	189

3. ANNEXE STATISTIQUE

3.1	Production	
3.1.1	Afghanistan	195
3.1.2	Bolivie	201
3.1.3	Colombie	205
3.1.4	RDP lao	209
3.1.5	Myanmar	212
3.1.6	Pérou	217
3.2	Saisies	221
3.3	Saisies de laboratoires illicites	222
3.4	Prix	
3.4.1	Opiacés: prix de gros, prix de la rue et degrés de pureté	223
3.4.2	Cocaïne: prix de gros, prix de la rue et degrés de pureté	228
3.4.3	Cannabis: prix de gros, prix de la rue et degrés de pureté	232
3.4.4	Stimulants de type amphétamine: prix de gros, prix de la rue et degrés de pureté	237
3.5	Consommation	
3.5.1	Prévalence annuelle	
3.5.1.1	Opiacés	241
3.5.1.2	Cocaïne	243
3.5.1.3	Cannabis	244
3.5.1.4	Stimulants de type amphétamine (à l'exclusion de l'ecstasy)	246
3.5.1.5	Ecstasy	248
3.5.2.	Demande de traitement	
3.5.2.1	Principales drogues consommées par les personnes traitées pour toxicomanie en Afrique	249
3.5.2.2	Principales drogues consommées par les personnes traitées pour toxicomanie en Amérique	250
3.5.2.3	Principales drogues consommées par les personnes traitées pour toxicomanie en Asie	251
3.5.2.4	Principales drogues consommées par les personnes traitées pour toxicomanie en Europe	252
3.5.2.5	Principales drogues consommées par les personnes traitées pour toxicomanie en Océanie	253

4. MÉTHODOLOGIE257

Préface

Il se passe quelque chose de neuf et d'important sur le marché mondial des drogues. Dans l'édition 2006 du *Rapport mondial sur les drogues*, nous avançons que le contrôle des drogues fonctionnait et que le problème mondial de la drogue était endigué. Le présent Rapport 2007 apporte de nouvelles preuves de cette tendance. Pour la plupart des drogues illicites - cocaïne, héroïne, cannabis et stimulants de type amphétamine (STA) - on décèle des signes de stabilité globale, qu'il s'agisse de la culture des plantes dont on extrait les stupéfiants, de la production ou de la consommation de ces drogues. Formons le vœu que, d'ici à quelques années, les preuves à l'appui de cette assertion soient statistiquement et logiquement irréfutables.

Cela ne signifie pas pour autant que le problème de la drogue soit résolu ou que nous puissions nous reposer sur nos lauriers. D'autant que cette bonne nouvelle n'est pas universelle. Les progrès réalisés dans certaines régions sont souvent contrebalancés par une régression ailleurs. Mais dans l'ensemble, nous sommes, semble-t-il, parvenus à stabiliser et à maîtriser la situation en matière de drogues.

Premier signe encourageant : la culture de la coca continue de baisser dans les pays andins, dans le sillage du recul enregistré en Colombie. La demande mondiale de cocaïne s'est également stabilisée, bien que la baisse constatée aux États-Unis soit contrebalancée par une hausse alarmante dans certains pays européens. En second lieu, la production et la consommation de STA plafonnent; on enregistre même une nette tendance à la baisse en Amérique du Nord et - à un moindre degré - en Europe. Troisièmement, les mises en garde sanitaires quant à la puissance accrue du cannabis, parues dans les dernières livraisons du *Rapport mondial sur les drogues*, semblent avoir été entendues. Pour la première fois depuis de nombreuses années, en effet, on n'enregistre pas de hausse de la production et de la consommation mondiales de cannabis. Quatrièmement, quoique importante, la production d'opium est aujourd'hui principalement concentrée dans les provinces australes de l'Afghanistan. Ainsi, la province d'Helmand est-elle à la veille de devenir le plus gros pourvoyeur de drogues de la planète et de s'arroger l'honneur douteux de cultiver plus de plantes stupéfiantes que des pays entiers, comme le Myanmar, le Maroc ou même la Colombie. Guérir Helmand de son cancer de la drogue et de l'insurrection débarrassera le monde de la menace que fait peser sur lui le plus dangereux des stupéfiants et aidera grandement à ramener la sécurité dans la région.

Autre bonne nouvelle, la détection et la répression des infractions relatives aux drogues ont progressé : près de la moitié de la cocaïne produite est aujourd'hui interceptée (le taux d'interception n'était que de 24% en 1999), de même que plus de 25% de l'héroïne (contre 15% seulement en 1999).

Cette amélioration de la situation ne saurait être attribuée à un seul et unique facteur : les tendances des drogues réagissent aux politiques à long terme et à l'évolution de l'ensemble de la société, non à des causes ponctuelles. Cependant, d'un point de vue chronologique, on constate une évidente corrélation entre les efforts déployés - sous l'égide des Nations Unies - dans la lutte contre la drogue et l'actuelle récession de l'économie de la drogue. En d'autres termes, le monde a pris au sérieux, semble-t-il, l'engagement pris lors de l'Assemblée générale extraordinaire des Nations Unies, en 1998, d'intensifier les mesures visant à faire baisser, à la fois la production illicite et la demande de drogues d'ici à 2008.

Bien que stable, la situation reste fragile et pourrait s'inverser du fait d'un certain nombre de facteurs. Mais le plus important, vu qu'il subsiste 25 millions d'usagers à problème dans le monde, c'est qu'il reste encore bien des progrès à faire.

L'offre: L'Asie du Sud-Est s'apprête à mettre un point final à un chapitre tragique de son histoire, qui a ravagé le Triangle d'or pendant des décennies - la région est pratiquement libérée de l'opium aujourd'hui. Elle n'est toutefois pas libérée du fléau de la pauvreté, de sorte que de nombreux cultivateurs restent vulnérables à la tentation de revenus illicites. Une assistance accrue s'impose - tant pour les cultures de substitution que pour la recherche de revenus de remplacement - pour assurer un développement exempt de drogues dans la zone du bassin du Mékong. Le même raisonnement vaut pour l'Afghanistan et les pays andins. Récompenser les activités rurales licites et favoriser le développement encouragera les paysans à abandonner d'eux-mêmes leurs cultures illicites au profit de perspectives plus attrayantes et plus durables que l'éradication forcée.

Le contexte politique général influe, lui aussi, sur l'offre de drogues. La culture des plantes dont on extrait des stupéfiants

prospère quand règne un climat d'instabilité, de corruption et de mauvaise gouvernance. Les plus grands centres de production de drogues de la planète sont situés dans des régions qui échappent au contrôle du gouvernement central, comme le sud de l'Afghanistan, le sud-ouest de la Colombie et le Myanmar oriental. Tant que le contrôle de l'État, la démocratie et la primauté du droit n'auront pas été rétablis, ces régions resteront des foyers d'insurrection et de production de drogues et continueront de représenter le principal obstacle à l'endigement de la production de drogues.

Le trafic: La criminalité organisée recherche toujours la solution de facilité. De nombreuses filières du trafic de drogues passent par des zones d'instabilité où la corruption réduit toute interdiction à néant. Le défi consiste à bloquer ces itinéraires en renforçant le maintien de l'ordre, à mettre un terme au détournement de précurseurs chimiques, à accroître l'intégrité du système judiciaire, et - enfin et surtout - à combattre la corruption parmi les fonctionnaires, aux frontières comme dans les administrations locales. Faute de quoi, comme cela se produit dans plusieurs régions de l'Amérique centrale, des Caraïbes et des Balkans, certains pays se trouveront pris entre deux feux, victimes de la criminalité liée aux drogues. Comme le montre la présente livraison du *rapport*, des signes d'alerte prouvent que l'Afrique subit désormais les assauts de trafiquants de cocaïne de l'Occident (Colombie) et de trafiquants d'héroïne de l'Orient (Afghanistan). Il faut affronter d'urgence cette menace pour mettre rapidement un terme à la criminalité liée aux drogues, au blanchiment de capitaux et à la corruption, et prévenir une propagation de la toxicomanie qui pourrait causer des ravages sur un continent déjà en proie à d'autres tragédies.

Une coopération régionale s'impose, partout dans le monde. L'ONUDC se réjouit de l'ouverture, en 2007, de centres régionaux pour la lutte antidrogue et l'échange d'informations en Asie centrale et dans les pays du Golfe. Le temps semble venu d'envisager la création d'un mécanisme analogue pour faciliter la coopération et l'échange d'informations liées aux drogues en Asie du Sud-Est.

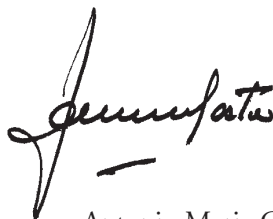
Les saisies de cannabis et de STA sont plus difficiles car les itinéraires d'approvisionnement sont plus courts. Dans bien des cas, les drogues sont produites et consommées dans le même pays, parfois dans la même ville, ce qui les rend facilement accessibles, abordables et, dans certains cas, socialement acceptables. Cela suggère que pour ces drogues, comme pour d'autres types de substances placées sous contrôle, le principal défi consiste à sensibiliser l'opinion quant aux risques sanitaires et à s'employer à réduire la demande.

La demande: Pour aller au-delà d'une simple politique d'endigement et réduire le risque que les drogues font peser sur la santé et la sécurité publiques, il faut accorder plus d'attention à la prévention et au traitement des toxicomanies. Et si une bonne partie du *Rapport 2007* traite des tendances mondiales en termes de culture, de production, de saisies et de prix, celles-ci ne constituent que des symptômes. Si l'on veut réduire le problème de la drogue à long terme, il faut intervenir davantage au niveau de la consommation pour traiter le problème à sa source : les usagers des drogues.

La toxicomanie est une maladie qui peut être prévenue et traitée. Une détection précoce, des mesures de prévention plus énergiques, un traitement plus efficace de l'assuétude et l'intégration du traitement des toxicomanies dans les programmes de santé publique et d'aide sociale peuvent affranchir les usagers dépendants du cauchemar de l'assuétude. Traiter les victimes de la drogue, c'est investir dans la santé de la nation, tout comme de traiter les personnes qui souffrent du VIH, du diabète ou de la tuberculose.

Qui plus est, l'usage des drogues étant un problème de santé qui tend à se muer en problème social, leur abus concerne l'ensemble de la société. Notre devoir, comme parents, enseignants, collègues et citoyens, est d'aider les gens à reprendre la maîtrise de leur vie, plutôt que d'en laisser le contrôle aux stupéfiants.

Nous tournant vers l'avenir, il semble évident que même si l'on est réellement parvenu à endiguer le problème de la drogue, il n'en faudra pas moins innover pour opérer un changement de paradigme. Il s'agit-là d'une responsabilité collective, qui engage, à l'échelon *international*, les pays producteurs et les pays de consommation, à l'échelon régional, les pays voisins, et à l'échelon *national*, les différents secteurs de la société. Assumons chacun notre part de cette responsabilité afin d'améliorer, à la fois, la santé et la sécurité publiques dans le monde.



Antonio Maria Costa
Directeur exécutif

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Introduction

L' Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) est un leader mondial dans la lutte multilatérale contre les drogues illicites et la criminalité internationale. Son programme de travail repose sur trois piliers :

- la recherche et les travaux d'analyse aux fins d'approfondir notre savoir et notre compréhension des questions liées aux drogues et au crime et d'élargir la base de connaissances sur laquelle fonder les décisions d'ordre politique et opérationnel;
- un travail normatif visant à aider les États à ratifier et à appliquer les traités internationaux, l'élaboration de lois internes sur les drogues, la criminalité et le terrorisme, et la fourniture de services fonctionnels et aux organes directeurs et conventionnels; et
- des projets de coopération technique sur le terrain visant à renforcer la capacité des États membres à combattre les drogues illicites, le crime et le terrorisme.

En 1998, consciente de la nécessité de disposer d'informations exhaustives, factuelles et objectives en matière de contrôle international des drogues, l'Assemblée générale a donné pour mandat à l'ONUDC de publier "des informations exhaustives et équilibrées sur le problème mondial de la drogue". L'ONUDC publie ces évaluations chaque année depuis 1999.

Cette année, le Rapport a été restructuré de manière à ne plus constituer qu'un seul volume. Les tableaux détaillés des saisies, qui apparaissaient jusqu'ici au volume II, sous le titre "Saisies", sont désormais disponibles sur le site web de l'ONUDC. Un document au format .pdf contenant les tableaux détaillés des saisies peut être consulté et téléchargé sur le site: www.unodc.org (à la même adresse que le Rapport). Sur demande, les tableaux détaillés des saisies peuvent aussi être obtenus sur CD. On peut se procurer ce CD en écrivant à l'adresse courriel suivante : RAS@unodc.org

Dans la première section, le Rapport continue d'analyser les tendances dans le monde et sur les quatre principaux marchés des drogues. En outre, dans cette ultime livraison du Rapport, on examine en profondeur l'articulation entre criminalité transnationale organisée et trafic de drogues. Le rapport contient aussi une courte annexe statistique riche en détails sur la production, les prix et la consommation. Le champ d'action couvert par le rapport reste très étendu car celui-ci propose au lecteur un tableau exhaustif du problème de la drogue dans le monde.

Comme les années précédentes, le Rapport se fonde sur des données provenant, pour l'essentiel, du questionnaire destiné à l'élaboration des rapports annuels envoyé par les Gouvernements à l'ONUDC en 2006; au besoin, ces données sont complétées par d'autres sources, lorsqu'il en existe. Deux des principales limitations en la matière sont : i) que le renvoi du questionnaire n'est pas assez systématique, qu'il s'agisse du nombre de pays qui le remplissent et du contenu des réponses, et ii) que la plupart des pays ne disposent pas de systèmes de contrôle adéquats permettant de produire des données fiables, exhaustives et comparables au plan international. Les systèmes de surveillance nationaux continuent néanmoins de se bonifier - et l'ONUDC a contribué à cette progression.

La version électronique du *Rapport mondial sur les drogues 2007* peut être téléchargée depuis le site web de l'ONUDC: www.unodc.org. Commentaires et réactions peuvent être envoyés à l'adresse suivante : worlddrugreport@unodc.org.

Notes explicatives

La présente publication n'a pas été revue par les services d'édition

Les désignations usitées et la présentation des textes n'impliquent nulle prise de position des Nations Unies quant au statut juridique d'un pays, d'une région ou d'un territoire, ni quant à ses dirigeants ou à ses frontières.

Les noms employés pour désigner les pays et régions sont ceux qui étaient officiellement en vigueur au moment où les données pertinentes ont été recueillies.

Dans différentes sections, le présent rapport use d'un certain nombre de désignations régionales qui ne sont pas des désignations officielles - comme suit : Europe occidentale et centrale : les 25 membres de l'Union européenne, plus les pays de l'AELE, plus Saint-Marin et Andorre; Europe de l'Est: les pays européens de la CEI; Europe du Sud-Est: la Turquie et les pays des Balkans non membres de l'UE; Amérique du Nord: Canada, Mexique et États-Unis d'Amérique.

Le rapport use des abréviations ci-après :

CEI	Communauté d'États indépendants
CICAD	Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues
DEA	DEA (Drug Enforcement Administration des États-Unis [= Direction de la lutte antidrogue])
DELTA	Base de données des estimations et de l'analyse des tendances à long terme
DUMA	Surveillance de l'usage de drogues en Australie
ESPAD	Enquête européenne en milieu scolaire sur l'alcool et d'autres drogues
INCSR	Rapport sur la stratégie internationale de lutte contre les stupéfiants [États-Unis]
Interpol	Organisation internationale de police criminelle
LSD	diéthylamide de l'acide lysergique
OEDT	Observatoire européen des drogues et des toxicomanies
OICS	Organe international de contrôle des stupéfiants [= l'Organe]
OMD	Organisation mondiale des douanes
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PCP	phencyclidine
PSCI	Programme mondial de surveillance des cultures illicites du PNUCID
STA	Stupéfiants de type amphétamine
THC	tétrahydrocannabinol

Poids et mesures :

u = unité;

l = litre;

kg = kilogramme;

ha = hectare;

t = tonne

Résumé analytique

1. Tendances des marchés mondiaux

1.1 Aperçu général

Évolution du problème mondial de la drogue

Le problème mondial de la drogue a été endigué. En 2005/2006, les marchés mondiaux des principales drogues illicites – opiacés, cocaïne, cannabis, et stimulants de type amphétamine – sont demeurés généralement stables. On note, en particulier, une nette stabilisation du marché du cannabis, qui avait connu une expansion rapide pendant un certain temps. S'alignant sur la tendance à long terme, la proportion totale des drogues saisies par les services de répression a, elle aussi, augmenté : quelque 42 pour cent de la production mondiale de cocaïne et 26 pour cent de la production mondiale d'héroïne ne sont jamais parvenus jusqu'aux consommateurs.

Bien entendu, ces chiffres globaux recouvrent de grandes variations. Le fait le plus notable est que la production d'héroïne a continué de croître dans les provinces du Sud de l'Afghanistan, ravagées par les conflits. Bien que la consommation mondiale d'héroïne ne semble pas augmenter, l'impact de cette poussée de l'offre devra être suivi de près.

Comment la production de drogues a-t-elle évolué ?

Les marchés mondiaux de la drogue commencent, pour la plupart, à la ferme. Toutefois, contrairement à ce qui se passe pour d'autres récoltes, la culture du pavot à opium, de la feuille de coca et du cannabis prend place sous la menace permanente de l'éradication, de sorte que le nombre et l'emplacement des superficies cultivées varie considérablement d'une année à l'autre. L'ONUDC, en coopération avec les autorités nationales compétentes, procède à une surveillance des cultures de plantes servant à fabriquer des stupéfiants dans tous les grands pays producteurs de pavot à opium et de feuilles de coca. Les variations affectant le nombre et l'emplacement des superficies cultivées, ainsi que les rendements, peuvent ainsi être suivies avec un certain degré de précision.

Près de 92 pour cent de l'héroïne produite dans le monde provient des pavots à opium cultivés en Afghanistan. Et bien que les cultures de pavot aient massivement augmenté en Afghanistan en 2006, le total des surfaces cultivées demeure de 10% inférieur à ce qu'il était en 2000. Cette baisse est due principalement aux succès constants remportés dans la réduction des superficies cultivées en Asie du Sud-Est. Dans le Triangle d'or, la culture du pavot à opium

a baissé de quelque 80 pour cent depuis 2000.

L'essentiel de la cocaïne vendue dans le monde provient des champs de coca de Colombie, du Pérou et de Bolivie. Les superficies totales plantées en cocaïers ont chuté de 29 pour cent, tombant à quelque 156 900 hectares entre 2000 et 2006, principalement en raison de la réduction des cultures opérée en Colombie. Au Pérou et Bolivie, les superficies plantées en cocaïers ont augmenté au cours de la même période, mais sont néanmoins demeurées très en deçà des niveaux signalés une décennie plus tôt.

Comme nous l'indiquions dans la précédente édition du Rapport mondial sur les drogues, il est impossible de déterminer avec précision les emplacements et le nombre total d'hectares plantés en cannabis, car celui-ci est cultivé dans 172 pays au moins, souvent sur de petites parcelles et par les consommateurs eux-mêmes. Le seul pays pour lequel on dispose d'estimations fiables est le Maroc, source de près de 70 pour cent du haschisch consommé en Europe. L'ONUDC et le Gouvernement du Maroc surveillent de près la production de haschisch à grande échelle depuis 2003. D'après les études réalisées, la culture du cannabis au Maroc a chuté ces dernières années, passant d'un niveau record de 134 000 hectares en 2003, à 76 400 hectares seulement en 2005. Indépendamment du Maroc, peu d'études nationales ou régionales ont été consacrées à l'étendue des cultures de cannabis.

Il convient toutefois d'établir un distinguo entre la superficie des cultures servant à fabriquer des stupéfiants et l'importance de la production de drogues. Les rendements des cultures peuvent être notamment affectés par les variations climatiques et les changements apportés aux techniques de production. De ce fait, la baisse à long terme des superficies cultivées ne se traduit pas forcément par une chute de la production totale. La production d'opium de l'Afghanistan a crû de près de 50 pour cent en 2006, portant la production mondiale d'héroïne à un niveau record de 606 t en 2006 (soit 5% de plus que l'ancien record, datant de 1999, qui était de 576 t). De même, les succès remportés entre 2000 et 2006 dans la réduction des superficies plantées en cocaïers n'ont pas débouché sur une baisse proportionnelle de la production de cocaïne, apparemment en raison des améliorations apportées à la culture du cocaïer et aux techniques de production de la cocaïne. Celle-ci est généralement restée stable ces dernières années; en 2006, on l'estimait à 984 t.

Les stimulants de type amphétamine font l'objet d'une fabrication illicite à partir de précurseurs licitement produits,

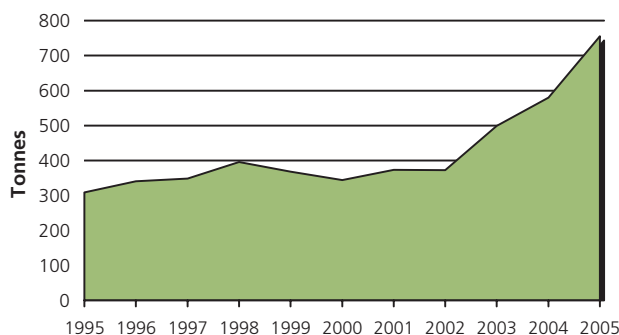
ce qui permet donc d'estimer indirectement la production mondiale. Cette production semble néanmoins stable; en 2005, elle se situait aux environs de 480 t. En même temps, les saisies de laboratoires de STA et de précurseurs ont abruptement chuté, sans doute en raison d'un meilleur contrôle des précurseurs et des réductions sensibles ayant affecté la production intérieure de certains marchés clés, comme les États-Unis.

Comment l'interception du trafic de drogues a-t-elle évolué ?

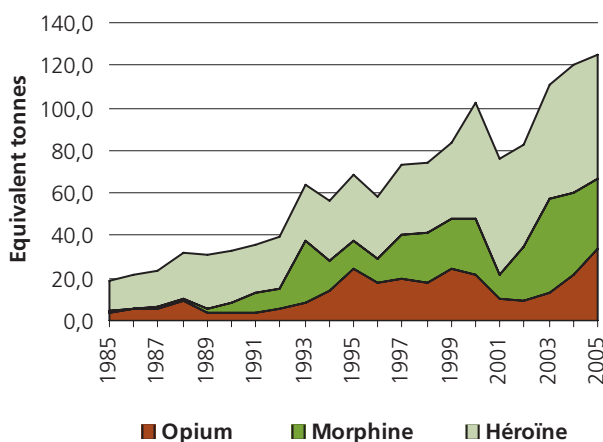
Chaque année, les services de détection et de répression saisissent une proportion accrue de la production mondiale de drogues. En 2005, 42 pour cent de la production mondiale de cocaïne et 26 pour cent de la production mondiale d'héroïne ont été interceptés par les autorités. Pour l'héroïne, cela signifie que les quantités proposées aux consommateurs en 2005 ont été, en fait, de 5 pour cent inférieures à celles de 2000, et de 8 pour cent inférieures à ce qu'elles étaient une décennie plus tôt. Les saisies de cocaïne ont augmenté de façon encore plus marquée, dépassant largement les 24 pour cent de la production mondiale enregistrés en 2000. L'amélioration de la coopération entre services de répression a permis d'augmenter le volume des saisies au voisinage de la source. En 2005, il est de fait que 58 pour cent des saisies mondiales de cocaïne ont été effectuées en Amérique du Sud, aux Caraïbes et en Amérique centrale.

Au cours de la dernière décennie, la tendance la plus notable en matière de saisies a été l'augmentation marquée du nombre de saisies de stimulants de type amphétamine (STA). En 2000, celles-ci ont accusé une crête avec 49 t, avant que de chuter au cours des quatre années suivantes.

Saisies mondiales de cocaïne entre 1995 et 2005

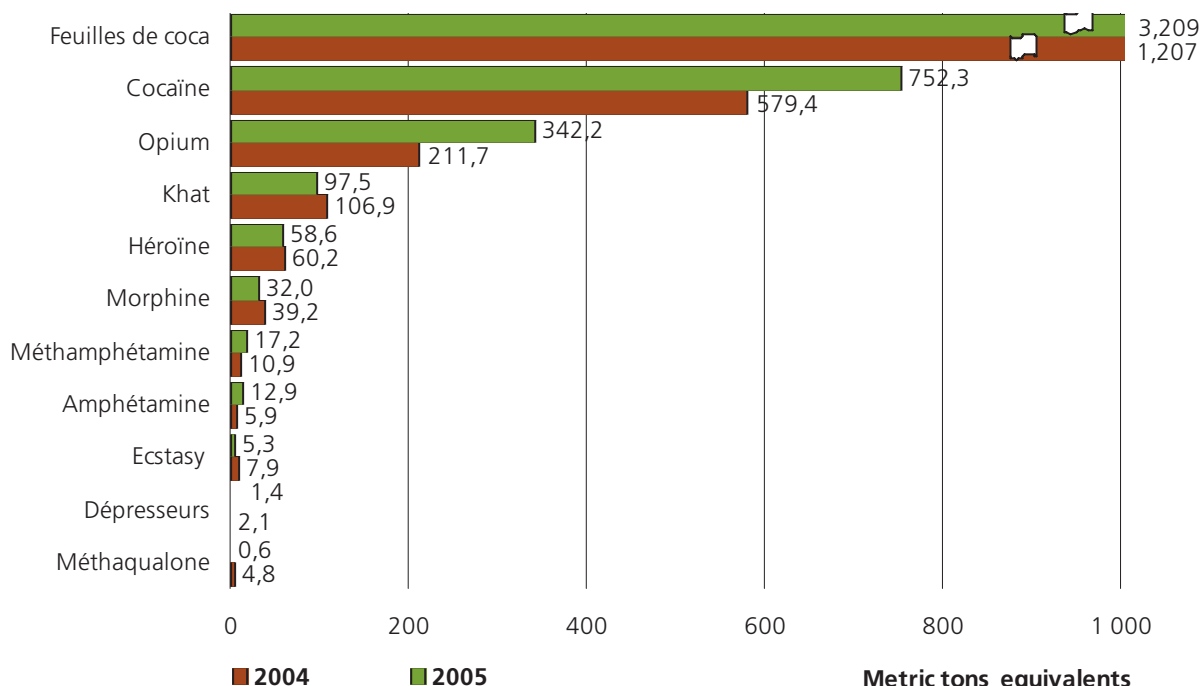


Saisies mondiales d'opiacés, exprimées en équivalent héroïne, par substance, 1985-2005

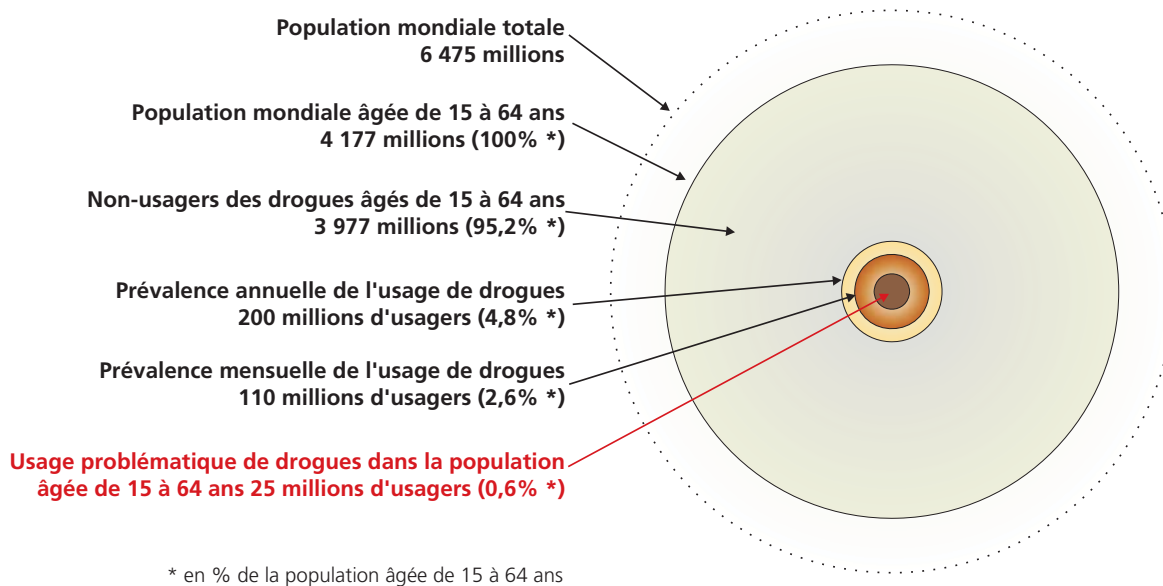


En 2005, elles ont recommencé à augmenter, atteignant 43 t.

Saisies mondiales de drogues, à l'exclusion du cannabis, 2004-2005



Illegal drug use at the global level (2005/2006)



Les saisies de feuilles de cannabis, en revanche, ont chuté en 2005 - une tendance observée sur tous les continents. Cette baisse s'explique par la multiplication des éradications; elle intervient dans le contexte d'une demande stabilisée et pourrait bien être liée au déclin du trafic transnational résultant d'une dépendance croissante vis-à-vis de la production locale. Les saisies de résine de cannabis ont chuté, elles aussi, mais cela peut être directement lié à la baisse de la production de haschisch au Maroc.

Comment l'usage des drogues évolue-t-il ?

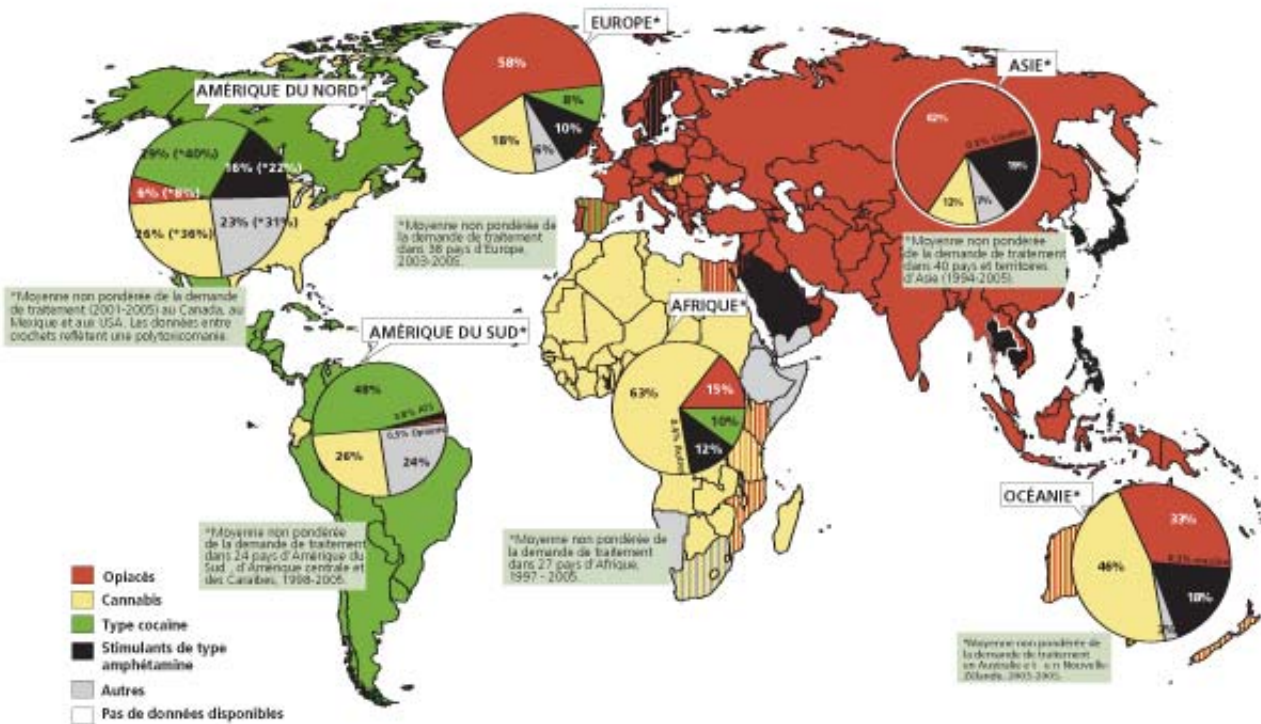
Si une fraction importante de la population mondiale consomme chaque année des drogues illicites (5 pour cent, environ, de la population âgée de 15 à 64 ans), seul un petit nombre de consommateurs (0,6%) peuvent être considérés comme "usagers à problème". Dans l'ensemble du monde, quelque 200 millions de personnes consomment des drogues chaque année. Comme on pouvait s'y attendre, les drogues posant problème à l'échelon mondial restent les opiacés (en particulier l'héroïne), suivis par la cocaïne. Pour la plupart des pays d'Europe et d'Asie, les opiacés restent la principale drogue posant problème; en Amérique du Sud, les demandes de traitement des toxicomanies restent principalement liées à l'abus de cocaïne; et en Afrique, l'essentiel des demandes de traitement sont liées au cannabis.

Estimation de l'ampleur de l'usage de drogues (prévalence annuelle*) en 2005/6 (ou dernière année disponible)

	Cannabis	Stimulants de type amphétamine		Cocaïne	Opiacés	Dont héroïne
		Amphétamines	Ecstasy			
(par millions de personnes)	158,8	24,9	86	14,3	15,6	11,1
En pourcentage de la population mondiale âgée de 15 à 64 ans	38%	0,6%	0,2%	0,3%	0,4%	0,3%

* La prévalence annuelle est une mesure du nombre/pourcentage d'individus qui ont consommé une drogue illicite une fois au moins au cours des 12 mois précédant l'évaluation.

Principales drogues posant problème (telles que reflétées par les demandes de traitement) en 2005 (ou dernière année disponible)

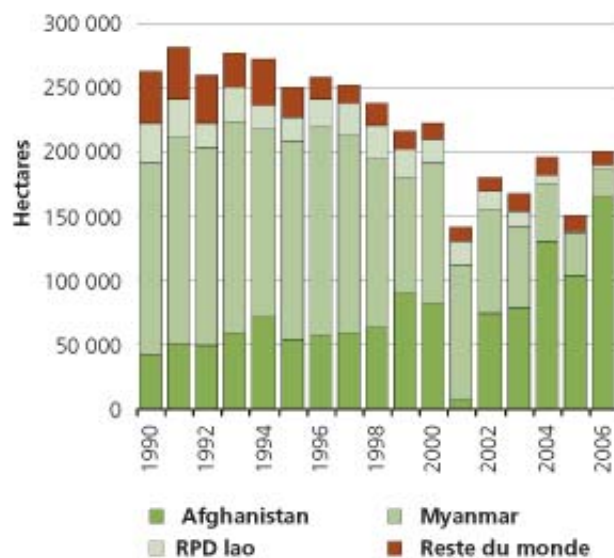


1.2 Marché de l'opium et de l'héroïne

À court terme, au moins, les conditions prévalant sur les marchés mondiaux de l'héroïne seront déterminées par la situation régnant dans le sud de l'Afghanistan, ce pays ayant à lui seul fourni 92 pour cent de la production mondiale d'opium en 2006. La production d'aucune autre drogue ne se trouve aussi fortement concentrée dans une seule région. Cette concentration a été de pair avec les remarquables progrès à long terme de l'élimination d'autres sources d'approvisionnement, principalement en Asie du Sud-Est, région où la culture du pavot à opium a décliné de plus de 85 pour cent au cours de la dernière décennie. Rien qu'entre 2005 et 2006, la culture du pavot à opium en Asie du Sud-Est est passée de 35 000 à 24 000 hectares.

On ne saurait surestimer l'importance de la réduction des superficies plantées en pavot à opium au Myanmar et au Laos. Bien qu'en 2006, cette culture ait augmenté massivement en Afghanistan, la superficie mondiale plantée en pavot à opium illicite est restée cette année-là inférieure de 10 pour cent à ce qu'elle était en 2000, en raison de la réduction intervenue en Asie du Sud-Est. Mais malgré cette diminution des superficies cultivées, la production potentielle d'héroïne a augmenté du fait que les champs afghans sont plus productifs que ceux de l'Asie du Sud-Est. En 2006, la production mondiale d'opium a atteint un niveau record de 6 610 t, soit un accroissement de 43 pour cent par rapport à 2005.

Culture mondiale du pavot à opium, en hectares (1990-2006)

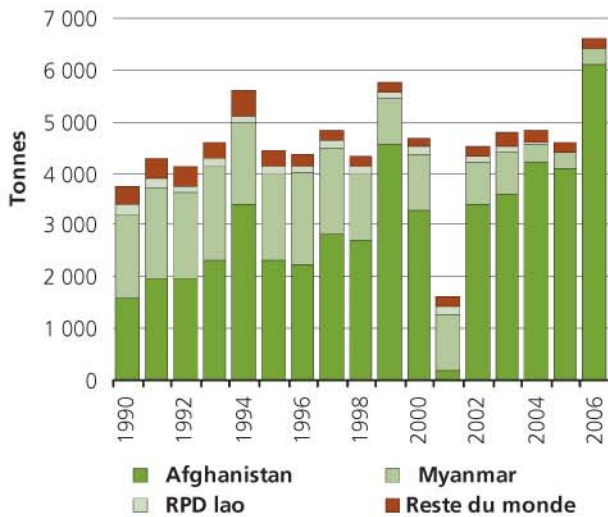


Dans ces conditions, l'offre augmentant et la demande restant stable, on pourrait s'attendre à une baisse des prix au voisinage de la source, mais les prix des opiacés ne sont

pas faciles à prédire car on comprend encore mal la dynamique mondiale de ce marché. En dépit d'un accroissement de production de 49 pour cent en Afghanistan en 2006, les prix de l'opium ont, en fait, chuté de 17 pour cent dans le pays. Cela pourrait indiquer une accumulation de stocks importants, mais dont on ignore où et comment ils auraient été constitués.

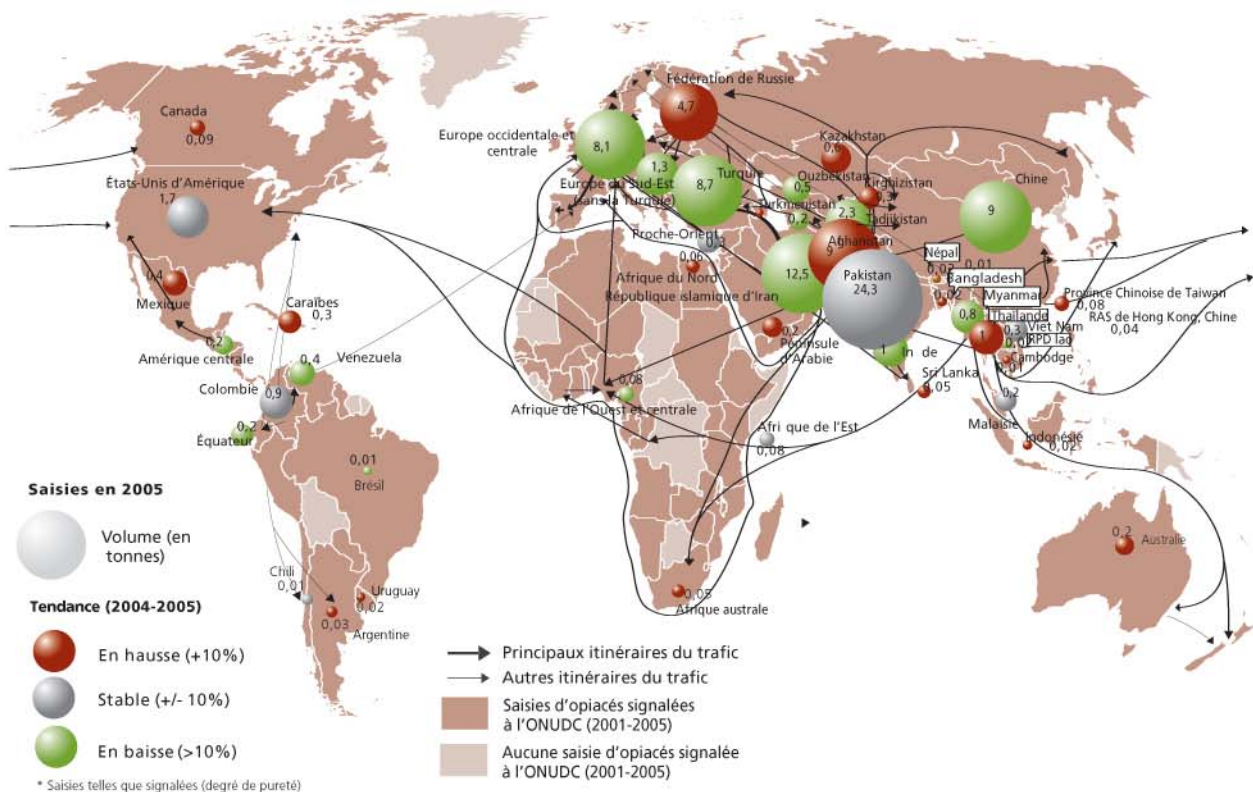
Ces dernières années, le marché mondial de l'héroïne s'est divisé en trois sous-marchés régionaux. Les opiacés afghans ont approvisionné les marchés des pays voisins, de l'Europe, du Proche- et du Moyen-Orient, et de l'Afrique. Les opiacés produits en Asie du Sud-Est ont alimenté les marchés de la Chine, ceux des autres pays d'Asie du Sud-Est et ceux de l'Océanie. Les opiacés produits en Amérique latine ont approvisionné le marché de l'Amérique du Nord. Il semble toutefois que le trafic transrégional gagne en importance. Plusieurs indications, par exemple, donnent à penser qu'une certaine quantité – modeste mais régulière – d'opiacés afghans parvient en contrebande en Amérique du Nord, via l'Afrique de l'est et de l'ouest, ou via l'Europe.

Production mondiale de pavot à opium, (1990-2006)

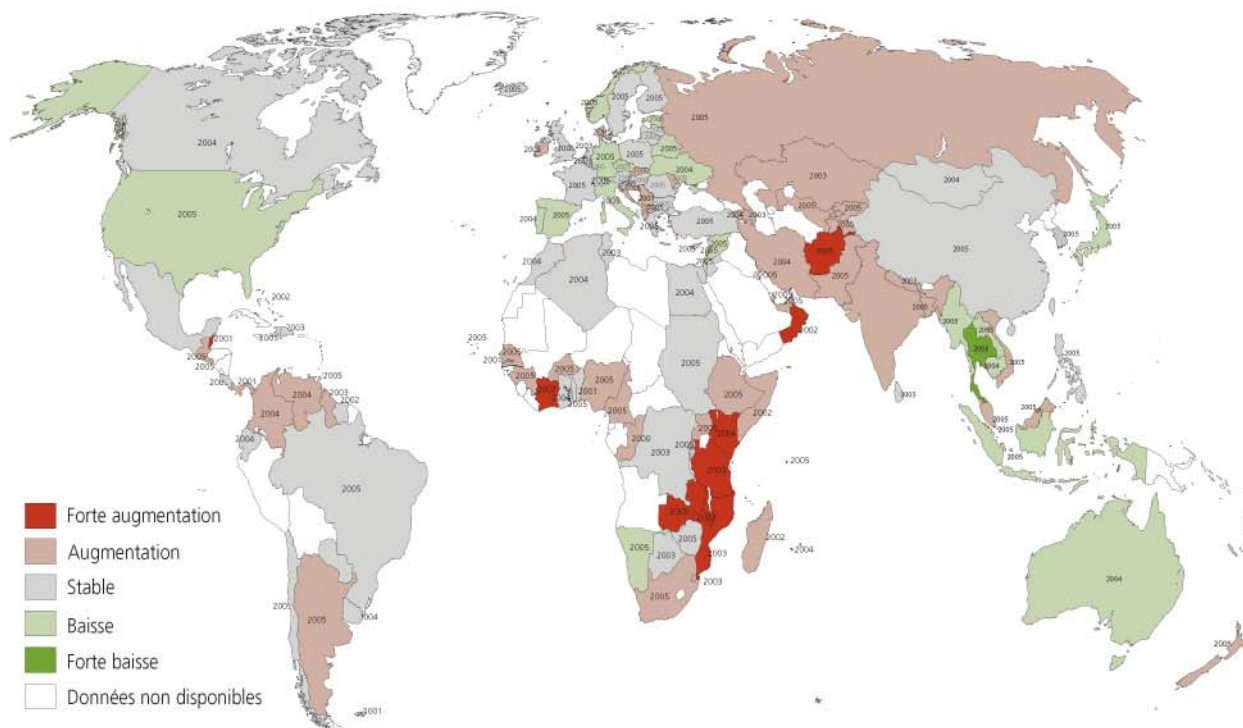


D'une manière générale, et c'est encourageant, le marché de la consommation est demeuré stable, malgré les accroissements importants enregistrés dans les pays qui jouxtent les principaux itinéraires du trafic. Parmi les pays où l'usage d'héroïne augmente, citons ceux qui entourent l'Afghanistan (Pakistan, Iran et Asie centrale), ainsi que la Russie, l'Inde et certaines parties de l'Afrique. Nombre de ces régions souffrent de taux de pauvreté élevés et de VIH, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux pires effets de cette drogue. Il importera de surveiller de près ces tendances dans les années à venir.

Saisies d'héroïne et de morphine en 2005 (pays ayant signalé des saisies* de plus de 10 kg)



Évolution de l'usage d'héroïne et d'autres opiacés en 2005 (ou dernière année disponible)



1.3 Marché de la coca et de la cocaïne

Le marché mondial de la cocaïne est généralement stable, tant pour l'offre que pour la demande. On n'est parvenu à une stabilité de l'offre que grâce à des campagnes d'éradication intensives, en particulier en Colombie. Les superficies plantées en cocaïers ont diminué de 29 pour cent entre 2000 et 2006, ce qui inclut notamment une réduction de 52 pour cent des cultures de coca en Colombie. Les superficies plantées en cocaïers au Pérou et en Bolivie ont augmenté pendant cette période, mais n'en sont pas moins demeurées très en-deçà des niveaux atteints une décennie plus tôt, ce qui reflète bien une baisse à long terme de la demande.

Certaines indications permettent de penser que, bien que maîtrisée, l'offre témoigne d'une certaine souplesse sur ce marché. Les succès remportés dans la réduction des superficies plantées en cocaïers entre 2000 et 2006 n'ont pas débouché sur une baisse de la production de cocaïne. Ces dernières années, l'usage d'engrais et de pesticides, ainsi que le recours à des techniques de production bonifiées, ont permis d'améliorer les rendements en coca, de sorte que la production de cocaïne est demeurée essentiellement stable (1 008 t en 2004, 980 t en 2005, 984 t en 2006).

La production restant généralement stable, certains signes encourageants donnent à penser que, grâce à la multiplication des mesures d'interdiction, la réduction de l'offre a progressé. D'une manière générale, le taux d'interception a augmenté, passant de 24 pour cent, en 2000, à 42 pour

cent, en 2006. L'amélioration de la coopération – interne et transfrontières – entre forces de l'ordre semble avoir favorisé un accroissement du volume des saisies, à l'intérieur et au voisinage des pays producteurs. En fait, en 2005, 58 pour cent des saisies mondiales de cocaïne ont été effectuées en Amérique du Sud, aux Caraïbes et en Amérique centrale. L'Amérique du Nord et l'Europe occidentale et centrale, les deux grandes régions consommatrices de cocaïne, ont, elles aussi, continué d'en saisir de grandes quantités (28 pour cent et 14 pour cent des saisies mondiales, respectivement). Une fois encore, c'est en Colombie que les plus fortes saisies de cocaïne ont été opérées en 2005; venaient ensuite les États-Unis, le Venezuela, l'Espagne, l'Équateur et le Mexique.

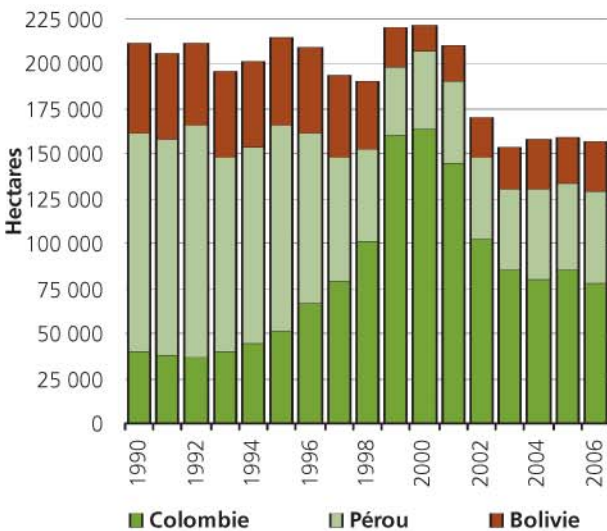
La cocaïne est fréquemment introduite en Europe en contrebande via la région des Caraïbes et, de plus en plus souvent, l'Afrique. Au cours de la période 2000-2005, les plus fortes augmentations de saisies ont été signalées par des pays d'Afrique et d'Europe occidentale et centrale. En Afrique, le volume des saisies s'est trouvé multiplié par six, tandis qu'il a quadruplé en Europe occidentale et centrale. En 2005, la plus forte saisie de cocaïne en Europe a été opérée en Espagne; venaient ensuite le Portugal et les Pays-Bas, ce qui reflète, à la fois, la fermeté des mesures nationales de répression et l'augmentation du trafic à destination de ces pays – où le marché de la consommation est dynamique, et qui sont les principaux points d'entrée de la cocaïne sur le territoire de l'Union européenne.

De même, l'accroissement du volume des saisies effectuées en Afrique montre que ce continent, en particulier les pays qui longent le Golfe de Guinée et les côtes du Cap-Vert, est de plus en plus utilisé comme point de transbordement pour la cocaïne expédiée d'Amérique du Sud à destination des marchés d'Europe occidentale.

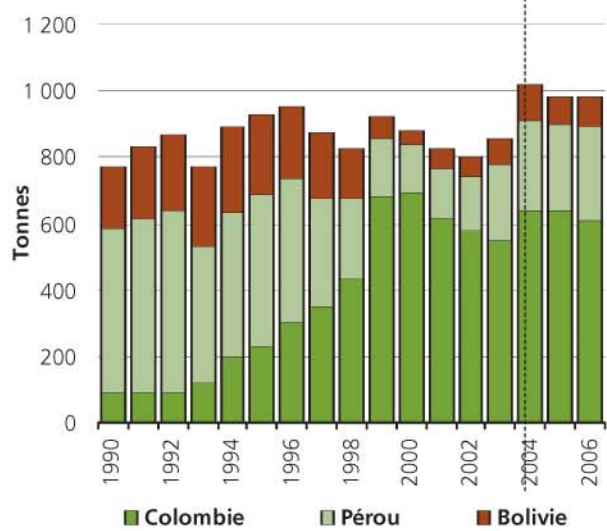
Si le marché de consommation de l'Amérique du Nord a cessé de croître, la cocaïne opère une percée préoccupante sur de nouveaux marchés en expansion rapide. La consommation a beaucoup augmenté en Europe, doublant ou

triplant même dans certains pays au cours de la dernière décennie. En Afrique aussi, notamment dans les pays d'Afrique de l'Ouest, l'usage de la cocaïne a augmenté. Le niveau général de la consommation de cocaïne en Europe reste encore nettement inférieur à celui de l'Amérique du Nord. Toutefois, l'Espagne a récemment signalé que, pour la première fois, les taux de prévalence annuels de la cocaïne avaient dépassé ceux des États-Unis en 2005. Le Royaume-Uni et l'Italie ont, eux aussi, signalé des taux croissants de consommation de cocaïne.

Culture mondiale du cocaïer*, 1990-2006

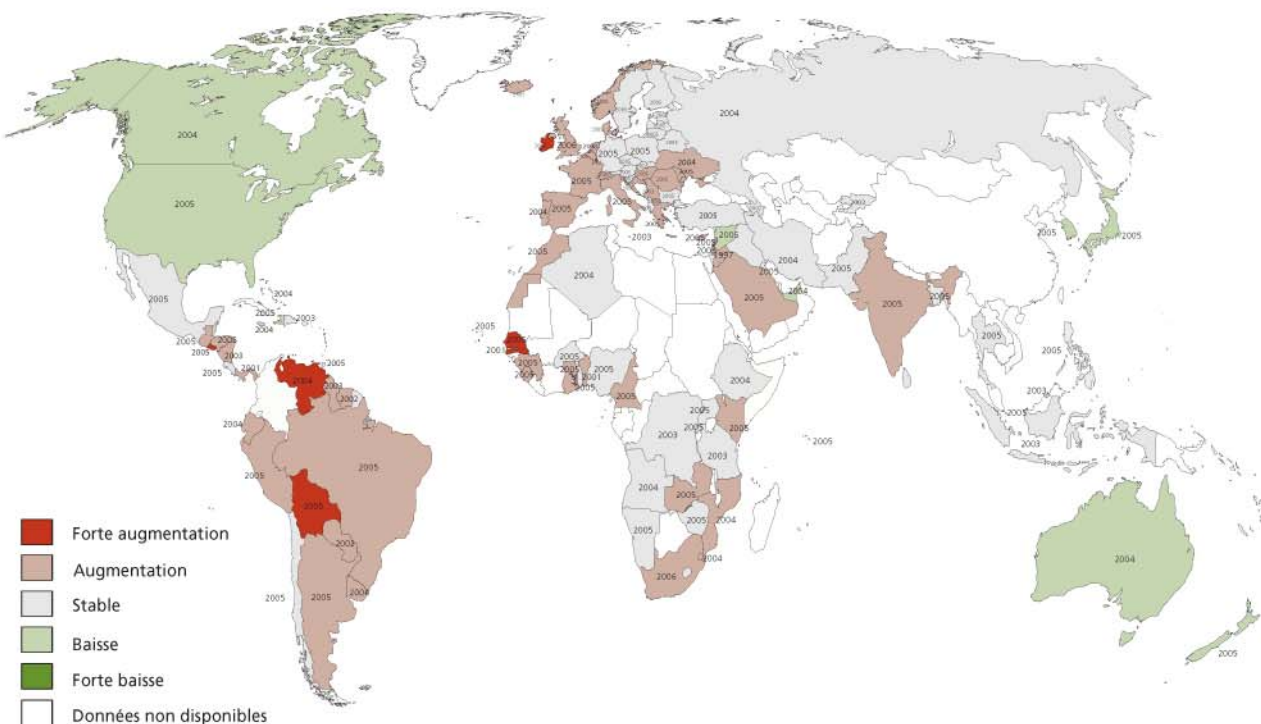


Production mondiale de cocaïne, 1990-2006



* données révisées

Évolution de la consommation de cocaïne en 2005 (ou dernière année disponible)



1.4 Marché du cannabis

Le cannabis représente, de loin, le plus gros marché des drogues illicites, puisqu'il touche chaque année quelque 160 millions de consommateurs. L'ampleur même de la production et de la consommation les rend difficiles à définir et à quantifier. Les rapports reçus par l'ONUDC suggèrent que 172 pays et territoires au moins produisent du cannabis. Les indications faisant état d'une stabilisation générale du marché en 2005 sont fort encourageantes; il reste cependant à voir si cette tendance s'installera dans la durée.

La production de résine de cannabis (également connue sous le nom de haschisch) reste concentrée en Afrique du Nord (Maroc) ainsi que dans la région Asie du Sud-Ouest/Moyen-Orient, en particulier en Afghanistan et au Pakistan. Les enquêtes menées par l'ONUDC en collaboration avec les autorités marocaines ont révélé une diminution des superficies plantées en cannabis au cours des dernières années : celles-ci sont passées d'un niveau record de 134 000 ha, en 2003, à 76 400 ha, en 2005. La production de résine a décliné encore plus abruptement, passant de 3 070 t, en 2003, à 1 070 t, en 2005. L'essentiel de cette production est consommée en Europe.

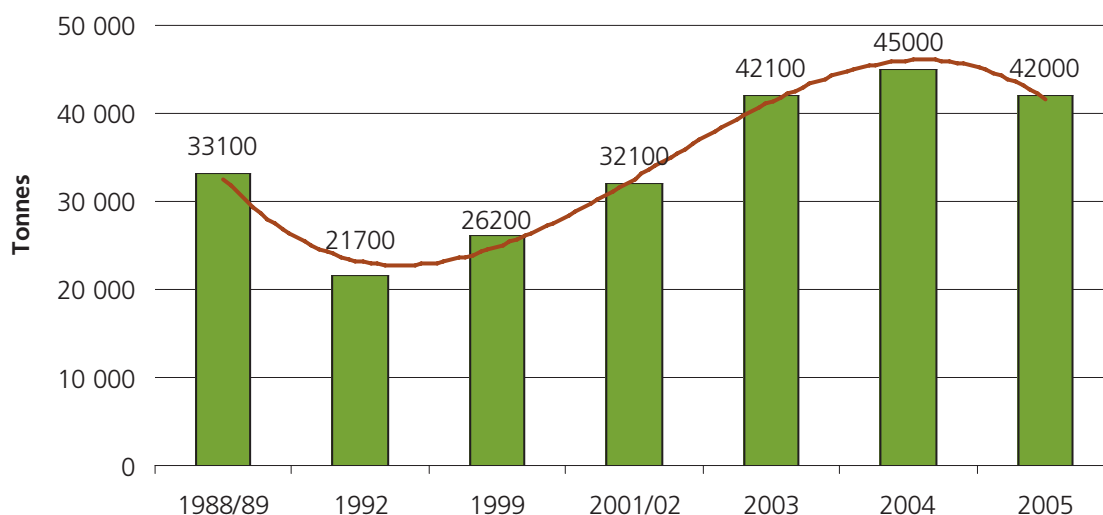
Les saisies de feuilles de cannabis continuent de se concentrer principalement en Amérique du Nord (66% des saisies mondiales en 2005), suivie par l'Afrique (16%). Les saisies mondiales de feuilles de cannabis ont accusé un fort accroissement au cours de la période 2000-2004, ce qui

traduit probablement l'accroissement de la production, du trafic et de la consommation de feuilles de cannabis. En 2005, toutefois, les saisies de feuilles de cannabis ont décliné de façon notable par rapport à celles de 2000. Ce déclin est signalé par tous les continents. L'éradication des cultures a, certes, joué un rôle, mais les autres motifs d'une telle réduction ne sont pas encore pleinement connus. Une baisse durable pourrait également indiquer une dépendance croissante du cannabis localement produit.

Les saisies mondiales de résine de cannabis ont, elles aussi, baissé en 2005 en raison d'une baisse de la production de haschisch au Maroc. L'Espagne accuse toujours les plus fortes saisies (52% des saisies mondiales de haschisch en 2005), suivie par le Pakistan (7%) et le Maroc (7%).

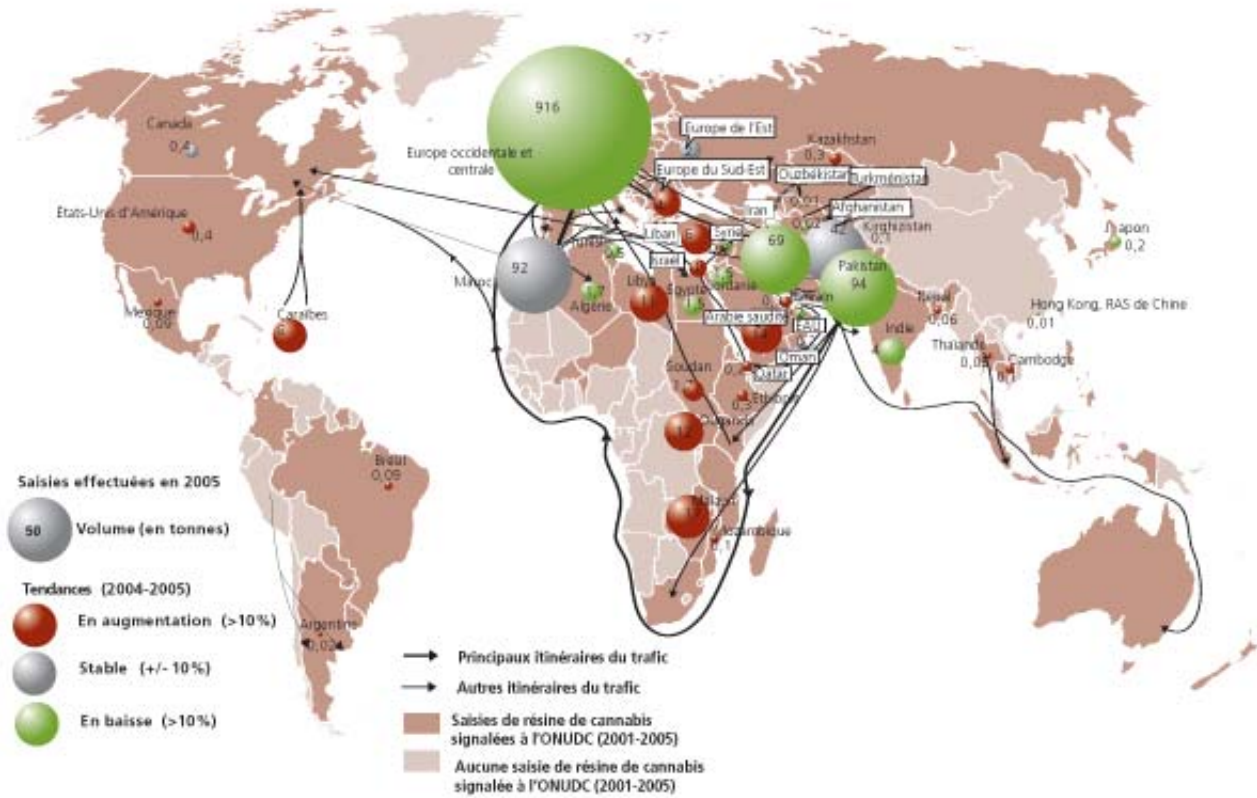
Les marchés de consommation de l'Amérique du Nord semblent s'être quelque peu contractés. On constate aussi une baisse des abus de cannabis en Océanie, l'une des régions du monde où le taux de prévalence du cannabis est le plus élevé. Mais on a décelé une augmentation de l'usage de cannabis en Afrique et dans la plupart des pays d'Amérique du Sud. La situation en Europe et en Asie est mitigée. Le nombre total de pays signalant une augmentation de l'usage de cannabis a chuté, passant de 58 pour cent des pays faisant rapport, en 2000, à 45 pour cent, en 2005, tandis que le nombre de pays accusant une baisse est passé de 7 pour cent, en 2000, à 21 pour cent, en 2005.

Estimation de la production mondiale de feuilles de cannabis, 2000-2005

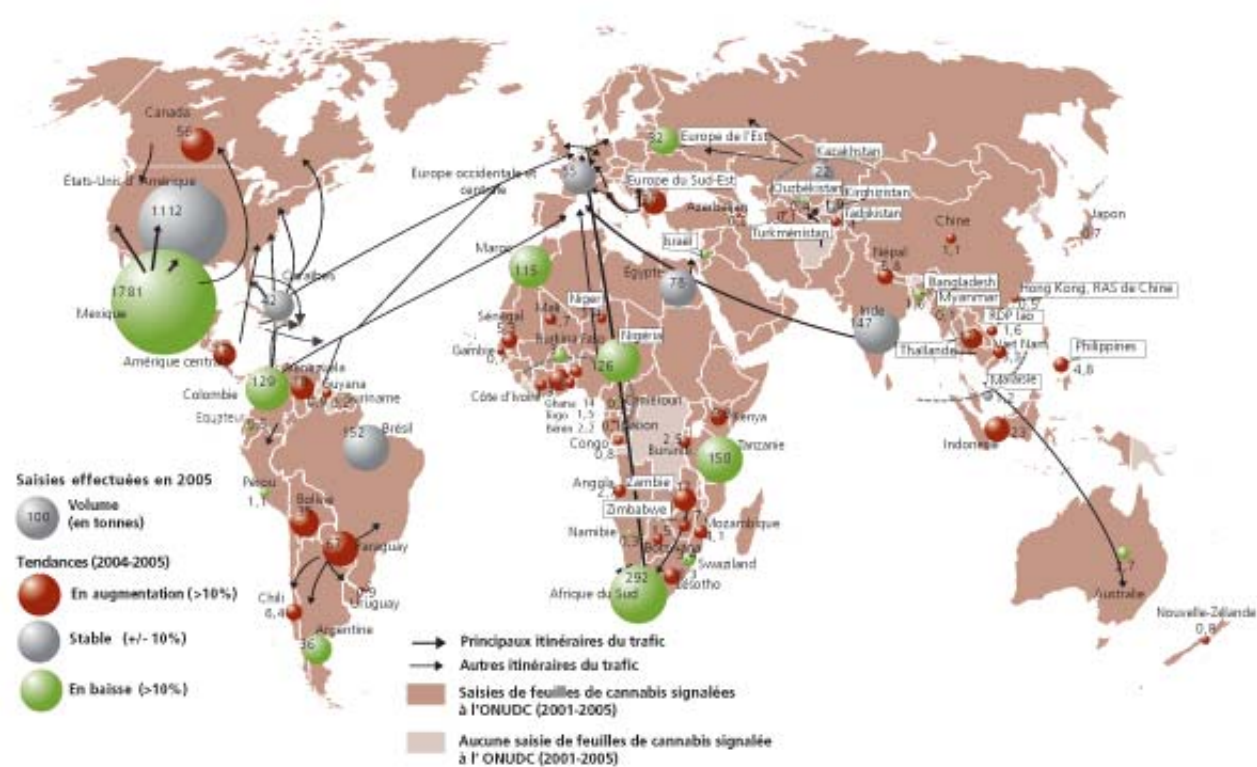


¹ Un total de 82 pays ont explicitement signalé des cultures illicites de cannabis sur leur territoire au cours de la période 1995-2005. En outre les États membres ont identifié 134 pays sources pour la production de cannabis. Qui plus est, 146 pays ont dit avoir saisi des plantes de cannabis au cours de la période 1995-2005, ce qui constitue un indicateur indirect de l'existence d'une production de plants de cannabis dans un pays, car les plants de cannabis ne sont généralement pas exportés en contrebande au travers des frontières (seuls le produit final l'est). La combinaison de ces données suggère que le cannabis est produit dans 172 pays et territoires.

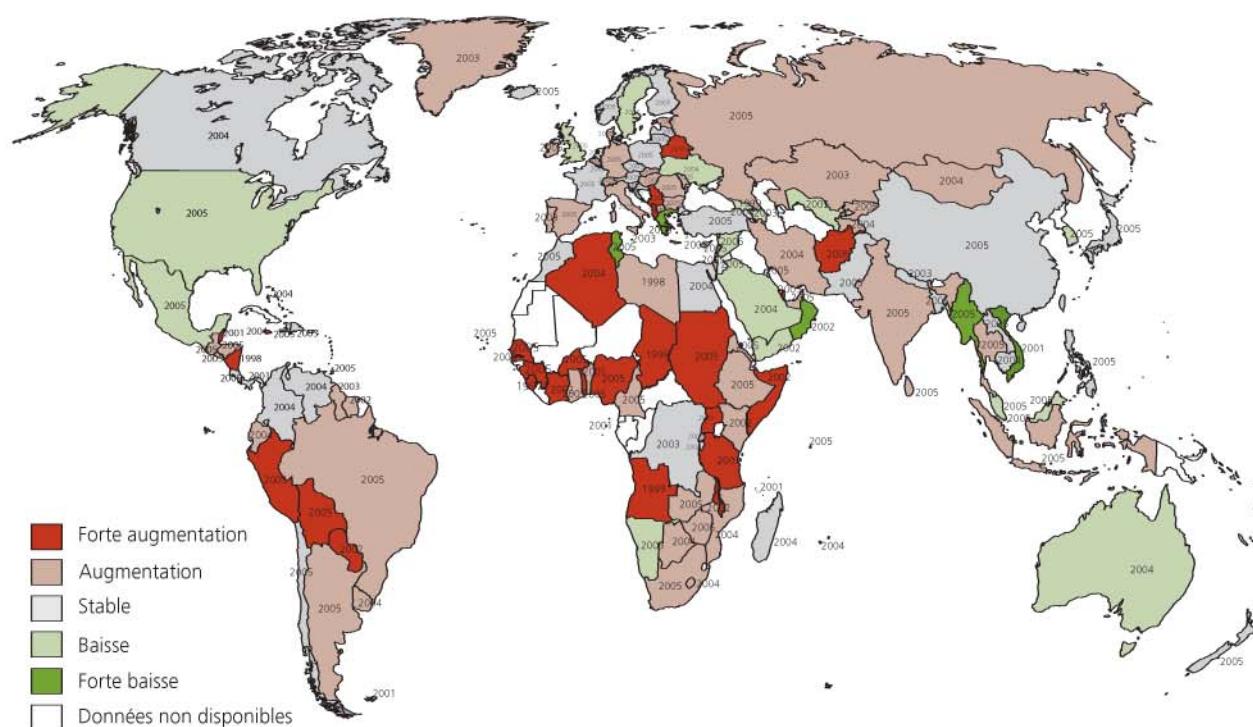
Trafic de résine de cannabis en 2005 (pays signalant des saisies de plus de 10 kg)



Trafic de feuilles de cannabis en 2005 (pays signalant des saisies de plus de 100 kg)



Évolution de l'usage de cannabis en 2005 (ou dernière année disponible)



1.5 Marché des stimulants de type amphétamine

On constate une stabilisation générale du marché des STA. Les augmentations alarmantes de la production de STA tout au long des années 90 semblent plafonner ces dernières années. Cela tient probablement aux efforts récemment déployés pour améliorer et encadrer le contrôle des précurseurs.

La principale zone de production de méthamphétamine reste l'Asie du Sud-Est (dont le Myanmar, la Chine et les Philippines) et l'Amérique du Nord. Traditionnellement, le gros de la méthamphétamine vendue aux États-Unis était produite dans le pays, à l'aide de précurseurs chimiques importés en contrebande, via le Canada ou le Mexique. L'amélioration des contrôles pratiqués au Canada et le renforcement de ceux appliqués aux États-Unis ont provoqué une baisse du nombre de laboratoires clandestins opérant aux États-Unis, ainsi qu'un transfert de la production au Mexique, de l'autre côté de la frontière. Toutefois, le Mexique a lui-même amélioré son régime de contrôle des précurseurs, ce qui a poussé les organisations de narcotrafiquants à exploiter d'autres secteurs, comme l'Amérique centrale et, peut-être même, l'Afrique.

En Afrique du Sud, où la méthamphétamine est fabriquée pour le marché intérieur, la production et la consommation ont, toutes deux, progressé. La région de l'Océanie, notamment l'Australie et la Nouvelle-Zélande, continue d'être un producteur et un consommateur important de méthamphétamine, mais rien n'indique qu'elle en exporte.

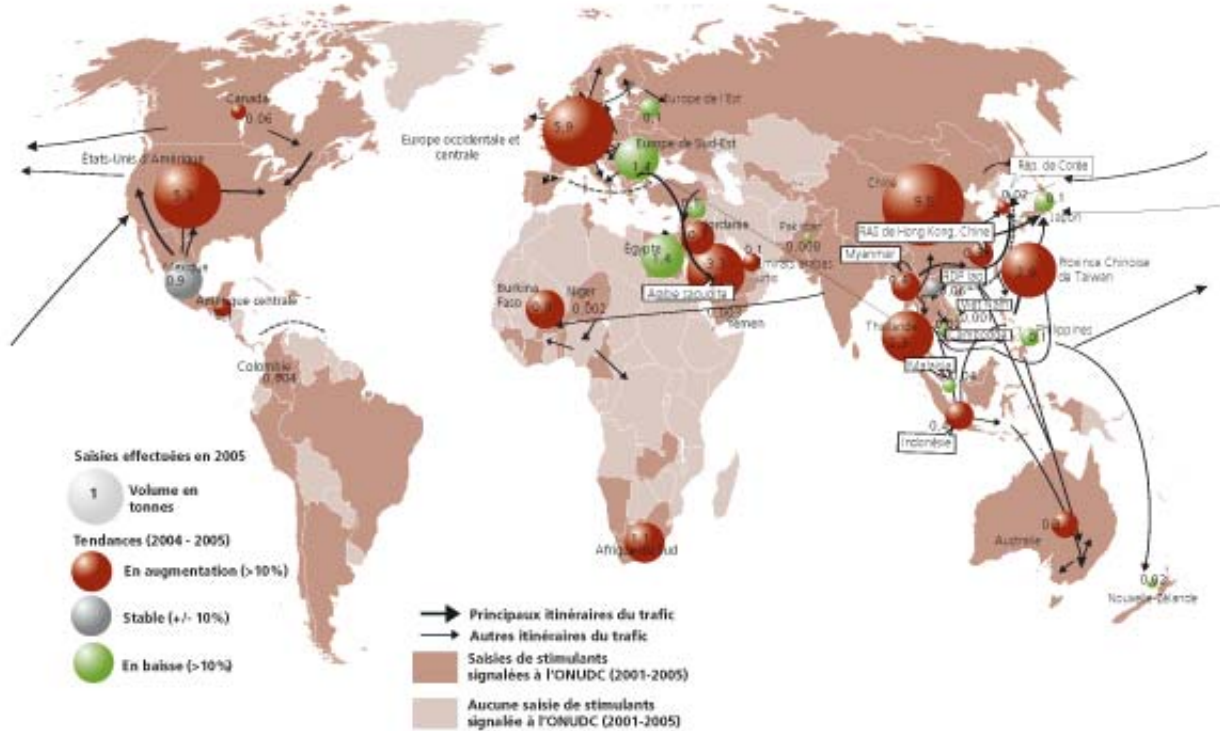
La production d'amphétamine reste principalement concentrée en Europe, notamment aux Pays-Bas et en Pologne, suivis par la région de la Baltique et la Belgique. On signale aussi une certaine production d'amphétamine en Amérique du Nord (principalement aux États-Unis) et en Asie du Sud-Est.

La production d'ecstasy reste, elle aussi, largement concentrée en Europe, encore qu'elle ait également augmenté hors d'Europe ces dernières années, notamment en Amérique du Nord et en Asie du Sud-Est de l'Est et du Sud-Est.

Les saisies de méthamphétamine restent en tête des saisies mondiales de STA. Au cours de la période 2000-2005, 49 pour cent des saisies de STA concernaient la méthamphétamine, 15 pour cent l'amphétamine, et 14 pour cent l'ecstasy. Ces dernières années, on décèle toutefois une augmentation de la proportion d'amphétamine et une baisse de la proportion de méthamphétamine, ce qui traduit l'amélioration des contrôles appliqués aux contrôles des deux principaux précurseurs de la méthamphétamine, l'éphédrine et la pseudo-éphédrine.

La demande mondiale en amphétamines (méthamphétamine et amphétamine), qui avait fortement augmenté dans la plupart des régions du monde dans les années 90, montre aujourd'hui les signes d'une stabilisation générale. Avec près de 25 millions d'utilisateurs, le marché mondial des amphétamines est supérieur à ceux de la cocaïne et de

Trafic d'amphétamines en 2005 (pays ayant signalé des saisies* supérieures à 1 kg)

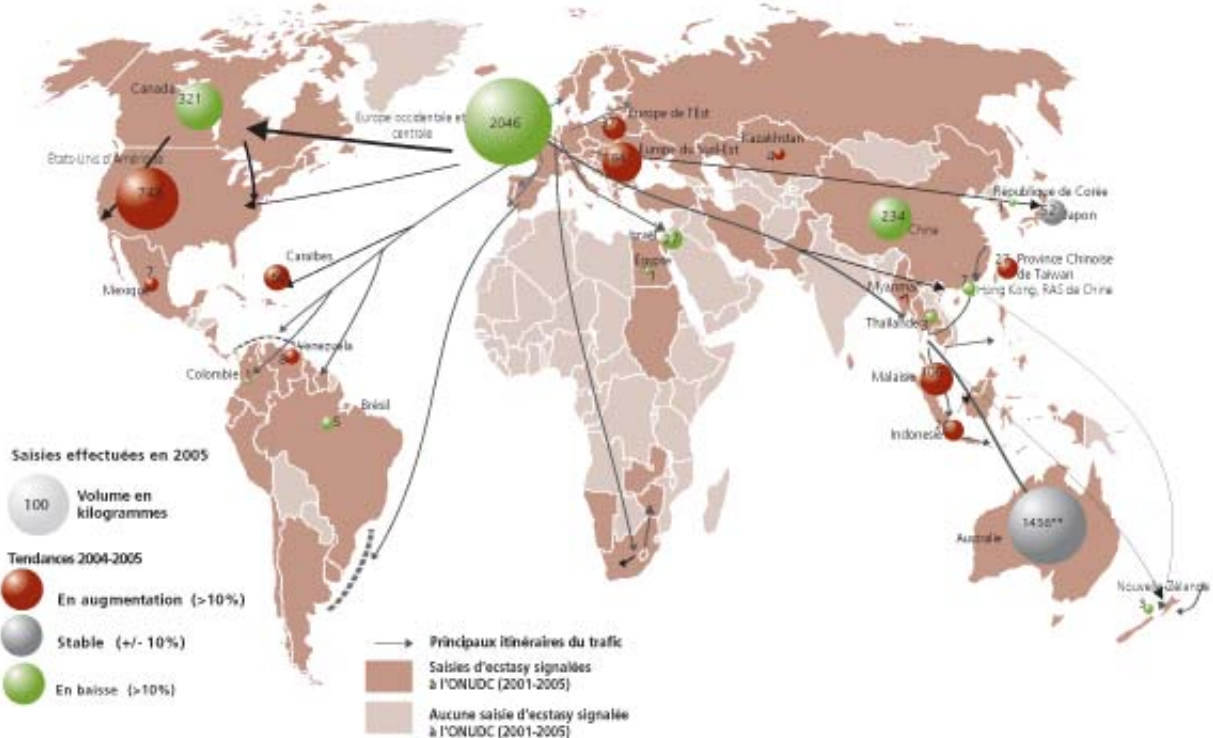


* Saisies telles que signalées (pureté de la rue); les unités ont été converties en équivalents poids (30mg par unité)

l'héroïne. On pense que 15 à 16 millions de ces usagers consomment de la méthamphétamine. Après l'expansion du marché de la consommation dans les années 90, des

signes de ralentissement et de stabilisation ont été constatés un peu partout ces dernières années, en particulier en Amérique du Nord.

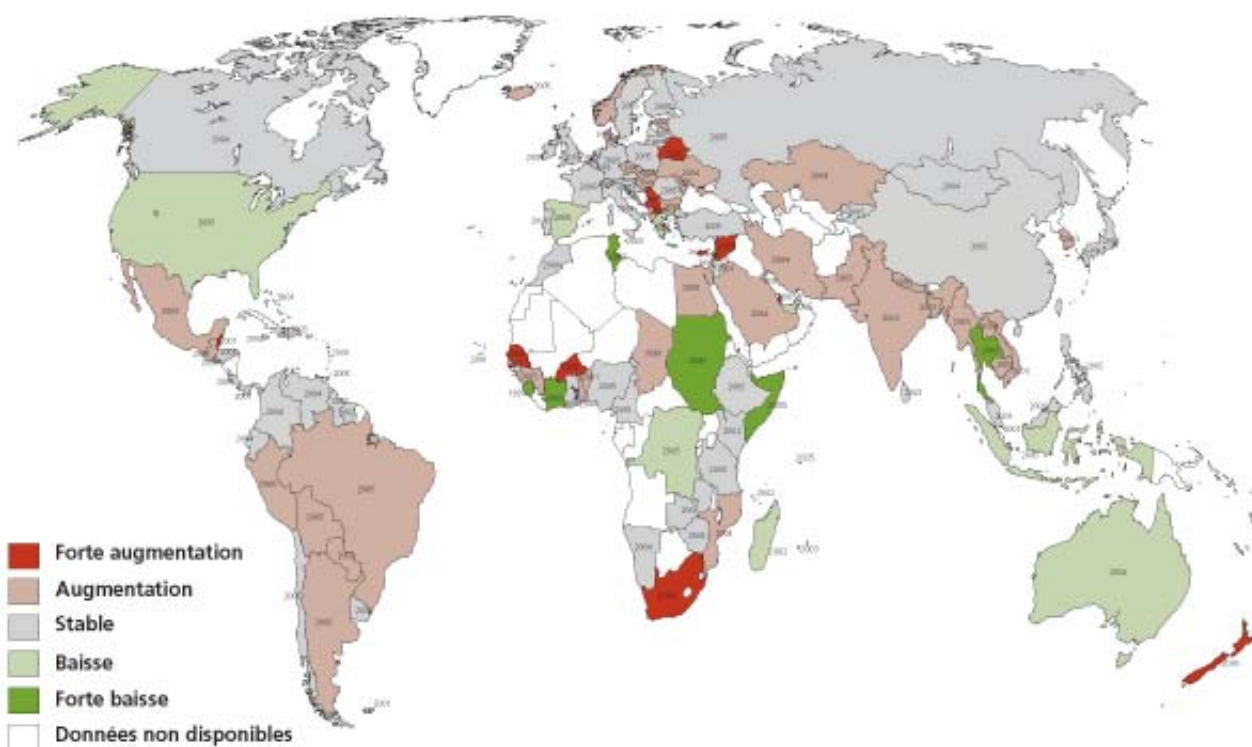
Trafic d'ecstasy en 2005 (pays ayant signalé des saisies* supérieures à 1 kg)



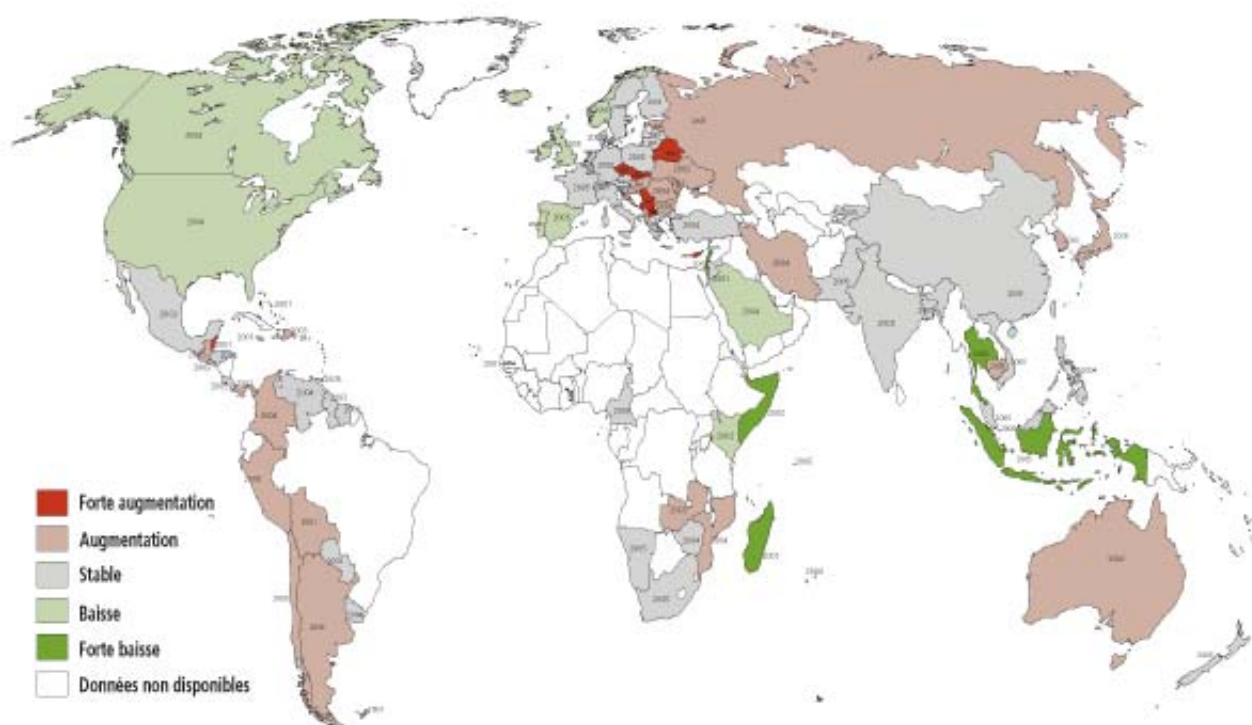
* Saisies telles que signalées (pureté de la rue)

** Somme totale des saisies communiquées par les services de répression nationaux et ceux des États et territoires.

Évolution de l'usage d'amphétamines (méthamphétamine, amphétamine et substances apparentées) en 2005 (ou dernière année disponible)



Évolution de l'usage d'ecstasy (MDMA, MDA et MDEA) en 2005 (ou dernière année disponible)



2. Un empire occulte ou une main invisible ? La criminalité organisée et le trafic transnational de drogues

Le trafic transnational de drogues est-il aux mains de vastes groupements criminels organisés ? ou bien est-il principalement le fait d'associations de trafiquants moins importantes et moins structurées ? La réponse à cette question aura une incidence sur la façon dont on aborde l'interdiction des drogues. On peut tenter d'y répondre à l'aide des indicateurs existants, en particulier les chiffres des saisies, les données relatives aux prix et les tendances de l'usage. Pour évaluer la validité potentielle d'une telle approche, ces indicateurs ont été examinés dans le cadre de deux des principaux courants de drogues illicites dans le monde : l'acheminement de la cocaïne destinée aux États-Unis, via l'Amérique centrale, et le trafic d'héroïne à destination de la Fédération de Russie, via l'Asie centrale.

Acheminement de la cocaïne destinée aux États-Unis via l'Amérique centrale

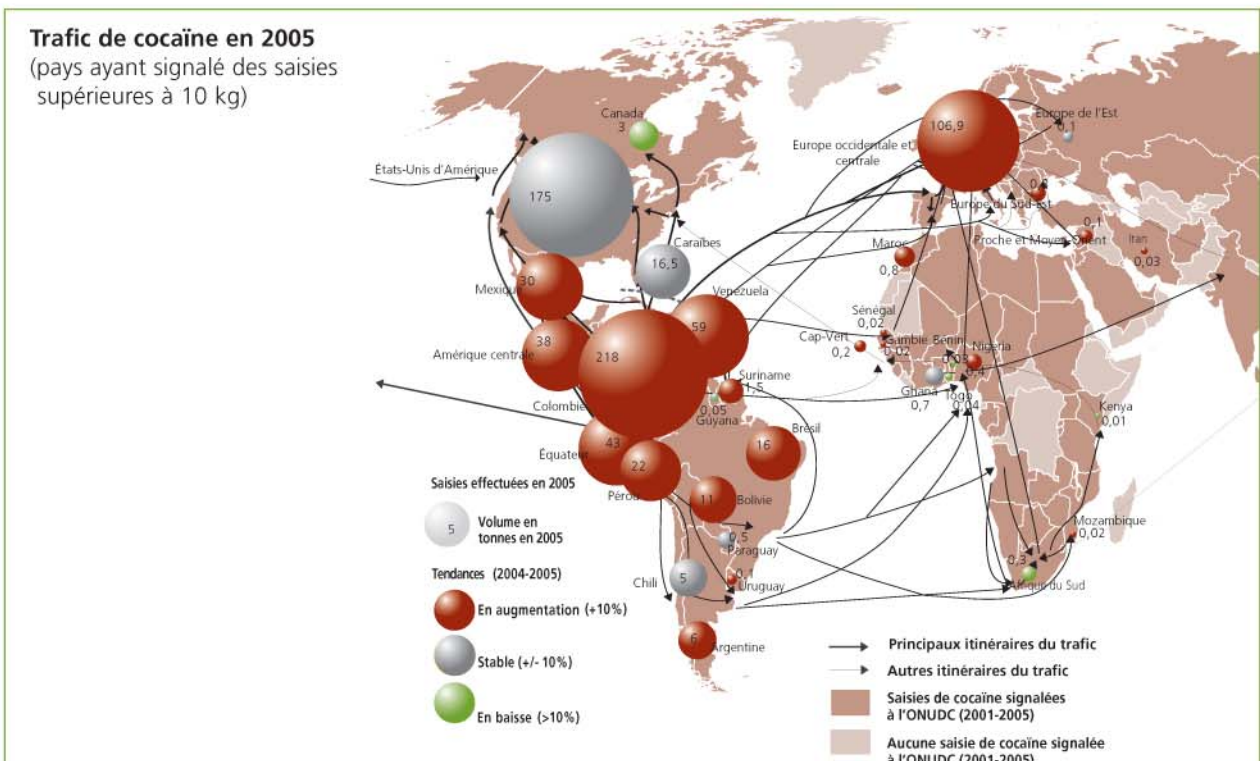
Ce courant de drogues est assurément moins centralisé aujourd'hui qu'il ne l'était aux jours où les cartels de Cali et de Medellín régnaient sur le marché de la cocaïne, à tous les niveaux. Mais l'importance des saisies opérées dans cette région, ainsi que le faible taux d'usage dans les pays et zones de transit, semblent indiquer que le trafic de cocaïne demeure hautement structuré et dominé par quelques très puissantes organisations.

Les États-Unis restent le principal consommateur de cocaïne de la planète ; 88 pour cent de la cocaïne qui leur est destinée transitent par le couloir Amérique centrale/Mexique : 50 pour cent, environ, le long des côtes du Pacifique, et 38 pour cent le long de la côte Caraïbe de

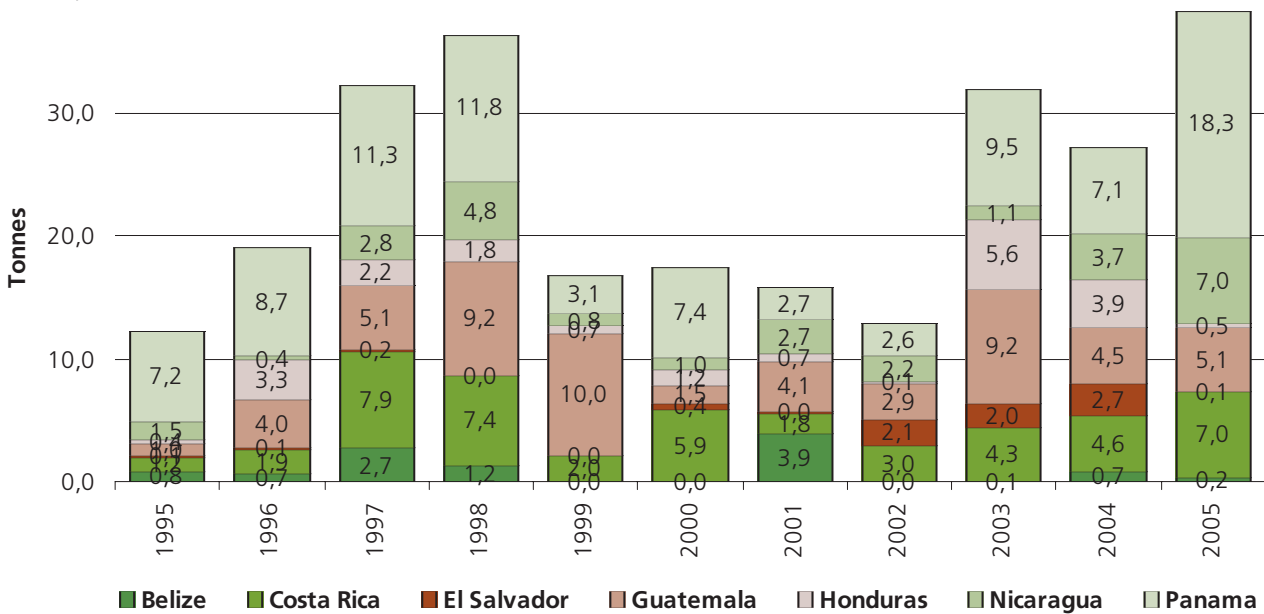
l'Amérique centrale. De nos jours, la cocaïne circule principalement par voie maritime ; vu le coût et la complexité de la contrebande en haute mer, ce simple fait montre bien le haut degré d'organisation requis.

Les plus fortes saisies de cocaïne, telles que consignées dans la base de données des saisies de l'ONUDD, représentent force tonnes de drogues et plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de millions of dollars. De telles expéditions dépassent bien évidemment les moyens de petits réseaux de trafiquants indépendants. La part des très grosses saisies dans le total national des saisies opérées tend à indiquer que si la contrebande à petite échelle continue d'exister, le gros du trafic reste aux mains d'opérateurs plus expérimentés. En 2004, par exemple, plus de 25 pour cent du total de la cocaïne saisie au Honduras provenaient d'une seule saisie en mer, tandis que 42 pour cent de la cocaïne saisie au Nicaragua provenaient de deux grosses saisies effectuées sur la côte Atlantique.

Les expéditions de quantités massives de drogues peuvent être déduites de l'irrégularité du total national des saisies, même quand on n'en connaît pas le détail. Par exemple, El Salvador, qui n'avait saisi que 32 kg de cocaïne en 2001, porta ensuite le total de ses saisies à 2 ou 3 tonnes par an entre 2002 et 2004. En 2005, en revanche, le pays ne saisit que 32 kg. Il est peu plausible que le volume réel de la cocaïne en transit ou l'action des services de répression varient si grandement d'une année sur l'autre ; on est donc fondé à penser que le total des saisies reflète bien la présence ou l'absence d'un petit nombre d'expéditions massives.

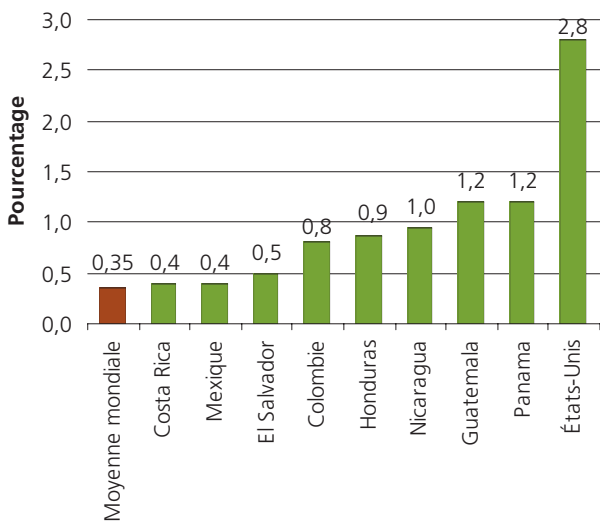


Tonnes de cocaïne saisies dans les pays d'Amérique centrale (chiffres arrondis)



Dans l'idéal, les organisations de trafiquants de drogues voudraient pouvoir livrer tous leurs produits aux lieux de destination où ils se vendent le mieux ; de ce fait, les "pertes" de cocaïne essuyées sur les marchés de moindre valeur des pays de transit leur paraît un signe d'inefficacité, souvent associé à des réseaux diffus de passeurs ou de "mules", qui sont payés en nature plutôt qu'en espèces. L'usage relativement peu élevé des drogues dans les pays de transit suggère que le trafic au travers de cette région reste hautement organisé.

Adultes âgés de 15 à 64 ayant consommé de la cocaïne au cours de l'année écoulée



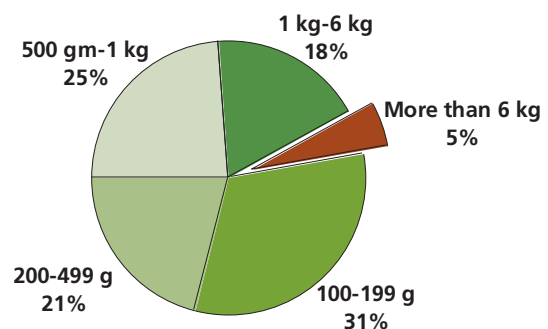
Enfin, les chiffres des arrestations opérées aux États-Unis, communiqués par les autorités fédérales, révèlent que le trafic de drogues est dominé par deux "syndicats", l'un mexicain et l'autre colombien. Si cela révèle un moindre degré de centralisation que ce ne serait le cas si les producteurs de drogues contrôlaient la chaîne de l'offre tout

entière, cela n'en prouve pas moins que les drogues ne font pas simplement que filtrer vers le nord, en changeant plusieurs fois de mains. Les données relatives aux arrestations montrent que les citoyens du pays de transit (d'Amérique centrale) jouent un rôle mineur sur le territoire des États-Unis.

Héroïne destinée à la Fédération de Russie acheminée via l'Asie centrale

Par contraste, le trafic au travers de l'Asie centrale semble relativement désorganisé. Les estimations donnent à penser que seule une petite proportion de l'héroïne à destination de la Russie est saisie (peut-être 10%), d'où la possibilité que d'importantes expéditions aient lieu sous le couvert de la corruption. La plupart des saisies opérées sont toutefois des plus modestes, 95% d'entre elles restant inférieures à six kg. Une telle quantité peut être achetée en Afghanistan pour 10 000 \$ E.-U., environ, une somme tout à fait abordable pour de petits groupements criminels.

Ventilation des quantités d'héroïne confisquées à l'occasion de 1870 grandes saisies (100 g +) en Fédération de Russie (2004-2005)

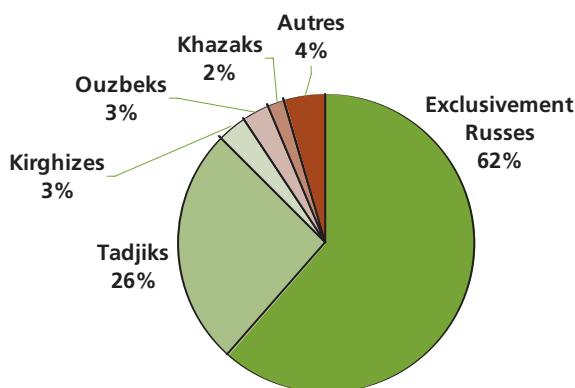


Il semblerait que des Afghans aident à faire sortir l'héroïne d'Afghanistan. La drogue peut ensuite changer de mains et être remise à des citoyens kirghizes ou kazakhs jusqu'à son arrivée au Kazakhstan, où elle sera livrée à des groupements kazakhs ou russes, qui la transporteront jusqu'en Russie. Certaines indications donnent à penser que les trafiquants kirghizes et kazakhs comptent sur des groupements tadjiks et ouzbeks pour leurs fournir les drogues qui leur permettront de poursuivre leur trafic. D'une manière générale, le transport via une zone de transit est souvent contrôlé par les citoyens du pays, le franchissement de la frontière mobilisant des groupes des deux nationalités.

Peu de citoyens tadjiks sont jamais arrêtés au Kazakhstan pour trafic de drogues, mais une bonne part des saisies importantes effectuées en Russie impliquent des ressortissants tadjiks. Sur les 954 saisies d'héroïne de plus de 100 grammes signalées à l'ONUDDC entre 1999 et 2004, et qui précisaient la nationalité des trafiquants, 252 impliquaient des citoyens tadjiks (26%), travaillant soit seuls, soit de concert avec des trafiquants d'autres nationalités. Toutefois, si les groupements tadjiks jouent un rôle important dans le franchissement de la frontière avec l'Afghanistan et le trafic sur le territoire russe, le fait que si peu d'entre eux soient jamais arrêtés au Kazakhstan peut laisser supposer qu'ils ne contrôlent pas l'expédition d'héroïne pendant l'étape intermédiaire du trafic.

font passer l'héroïne d'Afghanistan en Russie. On décèle toutefois une certaine convergence depuis quelque temps : le trafic de cocaïne semble moins organisé qu'au temps des cartels de Medellín et de Cali et le commerce de l'héroïne en Afghanistan croît régulièrement et commence à mieux s'organiser.

Participation de non-Russes aux importantes saisies opérées en Russie (1999-2004)



Enfin, les taux d'usage de drogues ont rapidement augmenté en Asie centrale, ce qui pourrait indiquer que la contrebande est effectivement le fait d'un grand nombre de petits convoyeurs, avec la possibilité que l'héroïne soit revendue plusieurs fois avant de parvenir à sa destination finale.

Les deux exemples ci-dessus mettent en relief les deux extrémités d'un même spectre : à un bout, des groupes hautement organisés qui s'emploient à expédier des envois de plusieurs millions de dollars de Colombie aux États-Unis, et à l'autre, de nombreux acteurs agissant sans coordination, et qui, réagissant aux sollicitations du marché,

1. TENDANCES DES MARCHÉS MONDIAUX



1.1 Aperçu général

1.1.1 L'évolution du problème mondial de la drogue

Poursuite de l'endigement du problème de la drogue.

Le problème mondial de la drogue est sur le point d'être endigué. La production et la consommation de cannabis, de cocaïne, d'amphétamines et d'ecstasy se sont stabilisées – à une seule exception près. Cette exception, c'est l'augmentation constante de la production d'opium en Afghanistan. Cet accroissement continue de faire peser une grave menace – sur la sécurité du pays, d'abord, mais aussi sur l'endigement mondial des abus d'opiacés. Même en Afghanistan, toutefois, la production d'opium à grande échelle reste concentrée et augmente dans un petit nombre de provinces du Sud, où l'autorité du Gouvernement central est actuellement limitée et où les insurgés continuent de tirer profit du négoce de l'opium.

Dans l'ensemble, la plupart des indicateurs signalent une stabilisation de la croissance des principaux marchés des drogues illicites. C'est là une bonne nouvelle qui peut marquer un jalon important dans le contrôle des drogues à long terme. Il est plus facile de s'attaquer à un problème stable et dûment circonscrit qu'à un problème qui progresse de façon chaotique – à la condition, bien sûr, d'y voir l'occasion de renouveler les engagements pris, et non de s'en servir comme d'une excuse pour relâcher sa vigilance.

La plupart des indications dont on dispose montrent toutefois que les États membres sont bel et bien résolus à réaffirmer leur engagement en faveur du contrôle des drogues. Bien que l'évaluation des politiques suivies se situe en dehors du champ d'application du présent rapport, les estimations et les tendances évoquées dans les pages qui suivent fournissent de nombreux exemples des progrès obtenus grâce à une collaboration internationale. Et il semble effectivement que le resserrement de la collaboration internationale, le partage des renseignements, des savoirs et des expériences, joints à la conviction qu'on ne peut s'attaquer au problème mondial de la drogue que sur la base d'un 'partage des responsabilités', semblent gagner du terrain et porter leurs fruits.

Après la stabilisation intervenue en 2005, la production d'opium a augmenté en 2006 ...

La superficie totale plantée en pavot à opium était de 201 000 hectares en 2006. Ce chiffre représente une forte pro-

gression par rapport à l'année précédente (+33%), encore qu'il reste très en-deçà du niveau de 1998 (238,000 ha), et inférieur de 29 pour cent au pic atteint en 1991 (282 000 ha). Vu que les rendements d'opium de l'Afghanistan sont supérieurs à ceux de l'Asie du Sud-Est, la production mondiale d'opium est toutefois plus élevée que dans les années 90.

Après un bref déclin en 2005 (-5%), la production mondiale d'opium a vigoureusement progressé en 2006 (+43%) pour atteindre 6 610 t, reflétant, pour l'essentiel, l'expansion massive de la production d'opium en Afghanistan (+49%). À lui seul, l'Afghanistan a compté pour 92 pour cent de la production mondiale d'opium illicite en 2006. De ce fait, on estime que la production mondiale d'héroïne a atteint 606 t en 2006. La mauvaise nouvelle provenant d'Afghanistan occulte également la bonne nouvelle relative aux progrès réalisés en Asie du Sud-Est. La production d'opium du Triangle d'or (celle, principalement, du Myanmar et du Laos) a chuté de 77 pour cent entre 1998 et 2006, et de 84 pour cent depuis le pic de 1991.

... tandis que la production de cocaïne est demeurée stable

Une légère baisse des superficies plantées en cocaïers (-2 pour cent) a été enregistrée en 2006, ramenant leur total à 157 000 hectares. Dans la région andine, comparées à ceux de 2000, les champs de cocaïers ont été réduits de 29 pour cent; en Colombie, ils ont diminué de près de 52 pour cent. Ces progrès ne se sont pourtant pas traduits par un déclin de la production mondiale de cocaïne, en raison d'une amélioration des rendements et des techniques de production. On estime que la production mondiale de cocaïne est demeurée foncièrement inchangée en 2006, comparée à l'année – et même aux deux années – précédente(s). Suite à la révision des estimations de rendements, la production mondiale est maintenant estimée à 984 t. La baisse constatée en Colombie (-5 %) a été compensée par les accroissements enregistrés en Bolivie (+18%) et au Pérou (+8%).

La production de cannabis a décliné en 2005 ...

Les estimations relatives aux feuilles comme à la résine de cannabis ont accusé une baisse en 2005. Ce recul faisait

suite à plusieurs années de croissance soutenue. La production mondiale de feuilles de cannabis, désormais estimée à 42 000 t, est donc inférieure à celle de 2004 (45 000 t). La production mondiale de résine de cannabis a, elle aussi, baissé, passant de 7 500 t, en 2004, à 6 600 t, en 2005, ce qui reflète, pour l'essentiel, la baisse de la production de résine au Maroc.

... et la production de STA s'est stabilisée

La production mondiale de stimulants de type amphétamine semble s'être stabilisée aux environs de 480 t en 2005, ce qui représente un léger recul par rapport aux 500 t de 2000. On a constaté un déclin de la production d'ecstasy (qui est passée de 126 t, en 2004, à 113 t, en 2005), ainsi qu'une légère baisse de la production de méthamphétamine, ramenée de 291 à 278 t, qui a été contrebalancée par un accroissement de la production mondiale d'amphétamine (passée de 63 à 88 t).

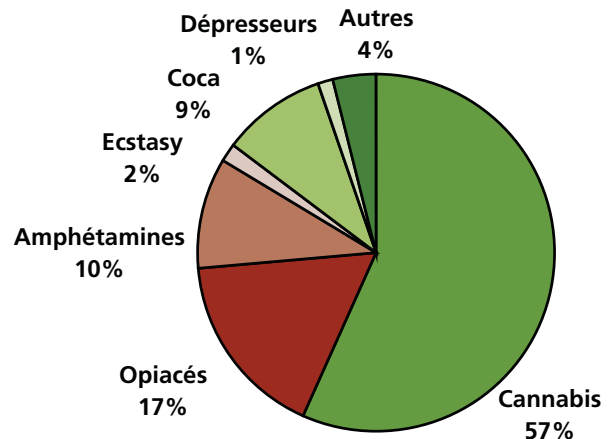
Les États membres ont signalé 1,5 million de saisies de drogues à l'ONUDC

Les États membres ont signalé à l'ONUDC 1,5 million de saisies de drogues pour l'année 2005, soit 21 pour cent de plus que l'année précédente. Une partie de cet accroissement peut être attribuée à l'amélioration du mode de notification. Cent douze pays ont fourni des statistiques détaillées sur les saisies opérées en 2005 (en 2004, ils n'avaient été que 95 à le faire). Si l'on ne retient que les seules données des pays ayant fait rapport en 2004 et en 2005, on estime l'accroissement constaté à 10 pour cent.

Plus de la moitié (57 %) des saisies concernaient le cannabis (feuilles, résine, huile, plantes et semences). Les opiacés (opium, morphine, héroïne, opiacés de synthèse et graines de pavot), comptaient pour 17 pour cent, l'héroïne représentant à elle seule 14 pour cent du total. Venaient ensuite les saisies de stimulants de type amphétamine (12 %). Près de la moitié de ces saisies (soit 5,5 % du total) concernaient la méthamphétamine, suivie par l'amphétamine (2,5 %) et l'ecstasy (2%); le reste (2 %) comprenait les comprimés de 'Captagon' (Proche-Orient) et de 'Maxiton Forte' (Égypte), l'«éphédrone» (methcathinone), ainsi que diverses amphétamines non spécifiées. Les produits de la coca comptaient pour 9 pour cent du total des saisies mondiales, pour l'essentiel de la cocaïne (8 % dutotal).

Les dépresseurs représentaient 1 pour cent du total mondial des saisies, et les autres drogues 4 pour cent. Ce groupe comprend des substances telles que la méthaqualone, le khat, divers stupéfiants de synthèse, le LSD, la kétamine, diverses substances psychotropes non spécifiées, et des inhalants. Certaines de ces substances (dont le khat, la kétamine et certaines substances psychotropes) ne sont pas soumises à un contrôle international, mais relèvent d'un

Fig. 1: Ventilation des saisies opérées en 2005, par substance (N = 1,51 million)



Source: Rapports des gouvernements à l'ONUDC.

contrôle national dans plusieurs États membres.

Les plus grandes quantités saisies concernent le cannabis, la cocaïne et les opiacés

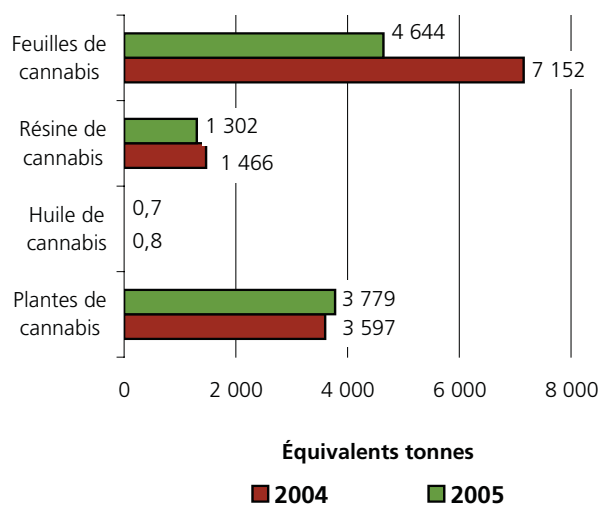
Les informations relatives aux quantités de drogues saisies en 2005 ont été fournies par 118 pays, en réponse au questionnaire de l'ONUDC destiné à l'élaboration des rapports annuels. Complétant ces données par des renseignements obtenus à d'autres sources¹, l'ONUDC a compilé des données et des informations en provenance de 165 pays et territoires ; celles-ci forment la base de l'analyse ci-dessous.

Les plus importantes saisies opérées dans le monde concernent le cannabis (feuilles, puis résine), suivi par la cocaïne, les opiacés et les STA. L'ensemble des saisies de cannabis s'est monté à plus de 9 700 t en 2005, dont 5 947 t pour les produits finals du cannabis (feuilles, résine et huile). Les saisies de cocaïne se sont montées à 752 t ; celles des opiacés, exprimées en équivalents héroïne, ont atteint 125 t et celles des STA (méthamphétamine, amphétamine, amphétamines non-spécifiées) 43 t.

Les augmentations signalées pour 2005 concernaient les feuilles de coca, la cocaïne, les amphétamines, ainsi que le GHB et le LSD. La production mondiale de cocaïne étant demeurée inchangée, l'accroissement sensible des saisies de cocaïne tient exclusivement, semble-t-il, à l'efficacité et aux succès des mesures de répression. Bien que les saisies d'amphétamines aient augmenté en 2005, elles restent en deçà des niveaux record de 2000 et 2001. Le trafic mondial d'amphétamines est demeuré fondamentalement stable au cours des cinq dernières années.

¹ Rapports des Gouvernements, rapports HONLEA, bureaux extérieurs de l'ONUDC, Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique, OIPC /Interpol, Organisation mondiale des douanes (OMD), CICAD, OEDT, Département d'État des États-Unis, International Narcotics Control Strategy Report (États-Unis), etc.

Fig. 2: Saisies mondiales de cannabis, 2004-2005



Source : ONUDC, rapports des Gouvernements.

Les saisies d'opiacés sont demeurées stables en 2005 – ce qui reflète la stabilité de la production d'opium cette année-là. L'augmentation des saisies d'opium compense la baisse des saisies d'héroïne et de morphine. Les données préliminaires pour 2006 indiquent toutefois un net accroissement des saisies d'opiacés, ce qui cadre avec l'augmentation de la production d'opium en Afghanistan.

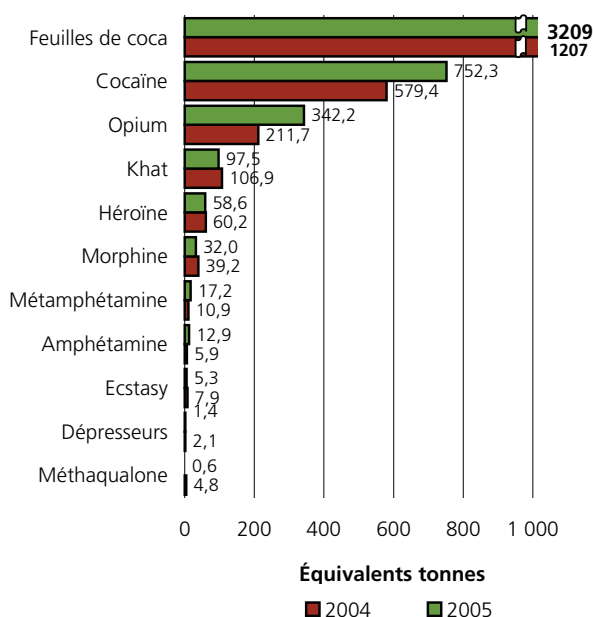
En 2005, les saisies mondiales de feuilles, de résine et

d'huile de cannabis ont chuté. La baisse des saisies de feuilles de cannabis résulte, semble-t-il, de l'intensification des activités d'éradication dans un certain nombre de pays du monde. La baisse des saisies de résine de cannabis est sans doute liée au déclin de la production de résine au Maroc.

Baisse des saisies de drogues (exprimées en unités de consommation type) en 2005

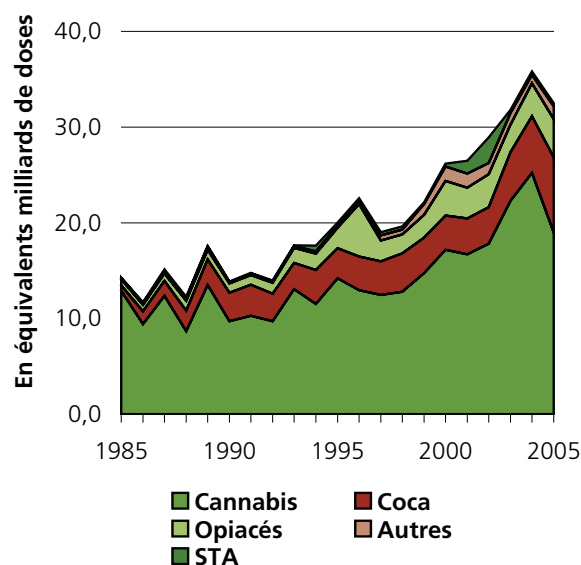
Les quantités de drogues saisies n'étant pas directement comparables, il est difficile d'en tirer des conclusions générales sur la physionomie d'ensemble du trafic de drogues. Le ratio poids/effets psychoactifs variant sensiblement d'une drogue à une autre (la consommation d'un gramme d'héroïne n'étant pas équivalente à celle d'un gramme de feuilles de cannabis), la comparabilité des données est améliorée si l'on convertit le poids d'une saisie en unités de consommation type ou doses absorbées par les usagers. Toutefois, les unités de consommation type varient entre les pays (et parfois même au sein des différentes régions d'un même pays), entre les substances rassemblées au sein d'une même catégorie (feuilles de cannabis du commerce et marijuana de qualité supérieure, par exemple), entre groupes d'usagers, ainsi que dans le temps. Il n'existe aucun taux de conversion qui permette de prendre en compte tous ces facteurs. Les comparaisons établies aux fins du présent rapport sont fondées sur les taux de conversion mondiaux, exprimés en milligrammes par dose², utilisés empiriquement dans la littérature scientifique et par les services de répression. Les estimations qui en résultent

Fig. 3: Saisies mondiales de drogues, à l'exclusion du cannabis, 2004-2005



Source : ONUDC, rapports des Gouvernements.

Fig. 4: Saisies mondiales de drogues exprimées en 'équivalents doses', 2000-2005



Source : ONUDC, rapports des Gouvernements.

2 Aux fins du présent calcul, on est parti des unités de consommation type (degré de pureté de la rue) ci-après : feuilles de cannabis 0,5 gramme par joint; résine de cannabis: 0,135 gramme par joint; cocaïne: 0,1 gramme par ligne; ecstasy: 0,1 gramme par comprimé; héroïne: 0,03 gramme par dose; amphétamines: 0,03 gramme par comprimé; LSD: 0,00005 gramme (50 microgrammes).

Fig. 5: Tendances des saisies mondiales, 1995 - 2005

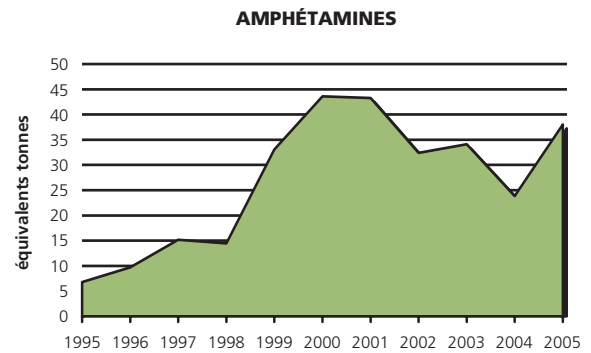
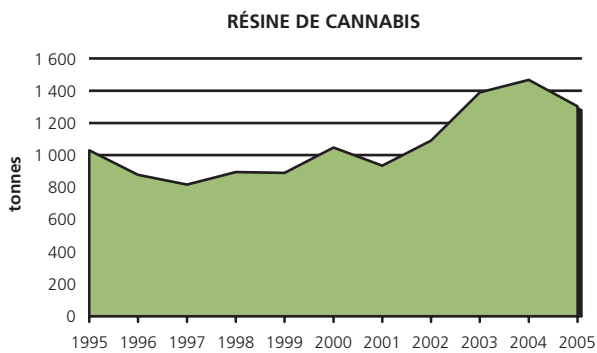
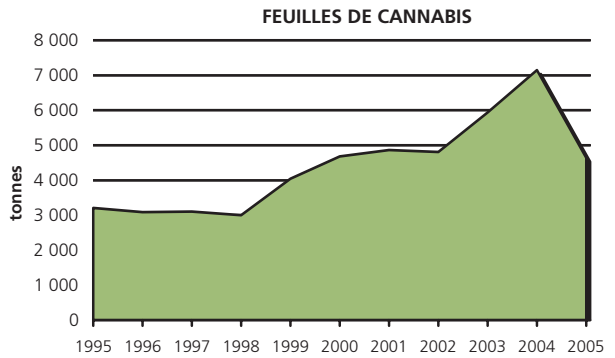
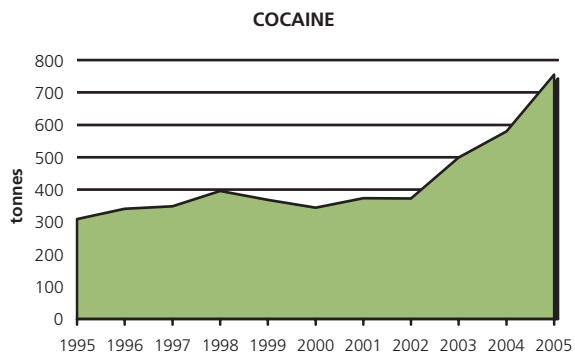
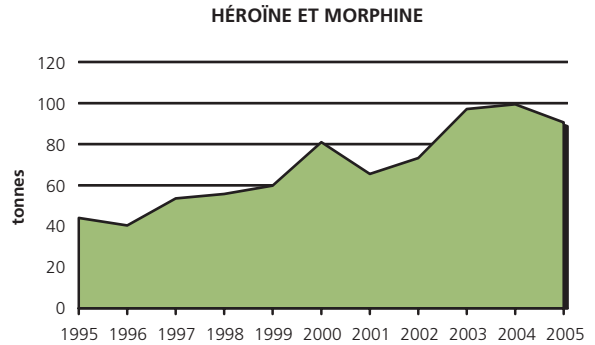
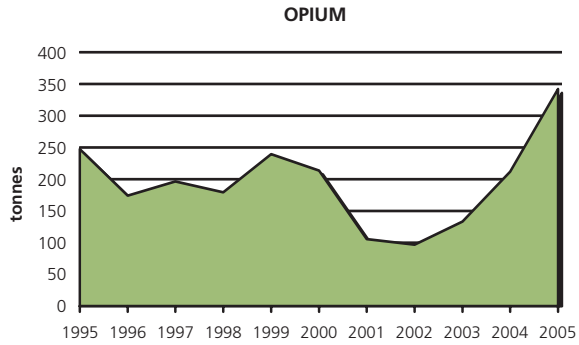
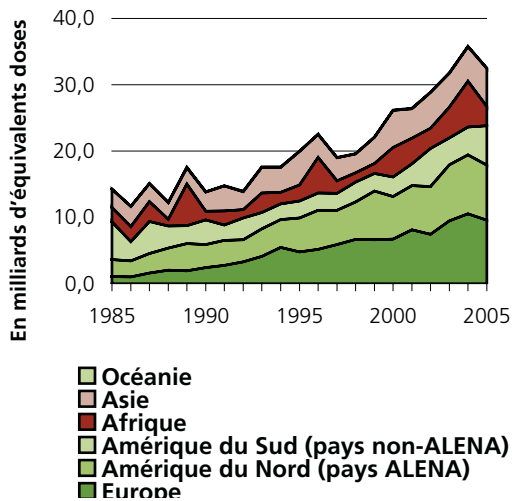


Fig. 6: Ventilation des saisies par région, en 'équivalents doses', 1985-2005 (N = 32,5 milliards d'unités)



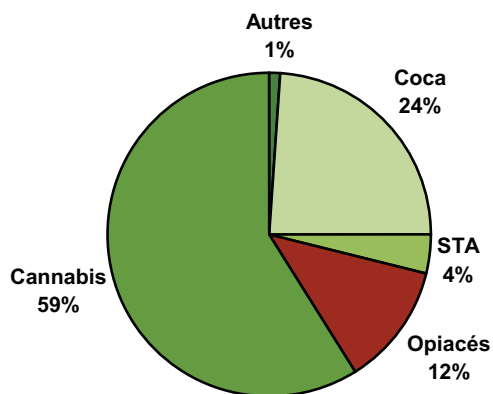
Source : ONUDC, rapports des Gouvernements.

tent doivent être interprétées avec circonspection.

Sur la base de ces calculs, les saisies mondiales ont représenté l'équivalent de 32,5 milliards d'unités en 2005, soit une légère baisse par rapport aux 35,8 milliards d'unités de l'année précédente (-9%). Le nombre de saisies effectuées ayant augmenté en 2005, la diminution constatée des équivalents unités ne saurait être attribuée à une diminution des activités de répression. Elle reflète très probablement les premiers signes de la stabilisation des flux du trafic mondial de drogues, qui va de pair avec la stabilisation de la production et de la consommation mondiales.

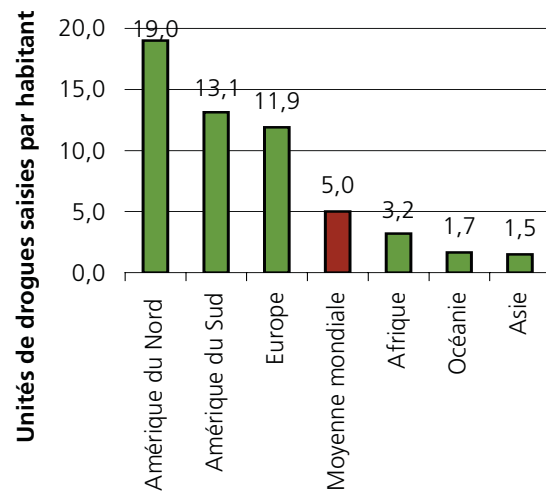
En termes d'unités, plus de la moitié des saisies (59 %) concernaient le cannabis, suivi par les substances apparentées à la coca (24 %), les opiacés (12 %) et les stimulants de type amphéta-mine (4%). Si le cannabis vient largement en tête de ce tableau, quel que soit le type de mesure utilisé, il est intéressant de noter qu'en termes d'unités de

Fig. 7: Ventilation des saisies par région, en 'équivalents doses', 1985-2005



Source : ONUDC: rapports des Gouvernements.

Fig. 8: Drug units/doses seized per inhabitant in 2005



Source: ONUDC, Government reports.

drogues saisies, la cocaïne vient au second rang. Pourtant, en termes de nombre de saisies effectuées, la cocaïne se classe quatrième, derrière les opiacés, mais aussi derrière les STA. Cela reflète le fait que si de nombreuses tonnes de cocaïne sont saisies chaque année, les autres drogues font l'objet d'un trafic portant sur de moindres quantités

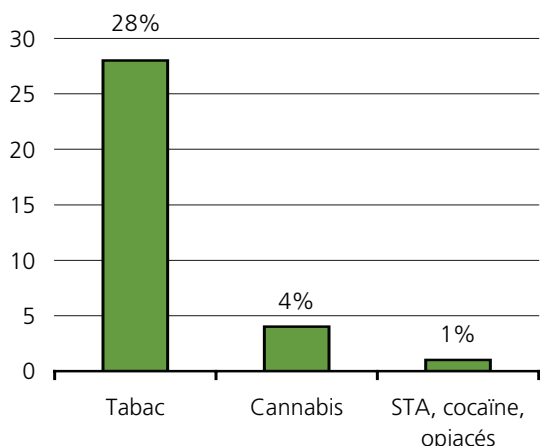
Une ventilation des saisies par région montre que 44 pour cent du total des drogues, exprimées en équivalents unités, ont été saisies dans les Amériques, 29 pour cent en Europe, 18 pour cent en Asie, 9 pour cent en Afrique, et 0,2 pour cent dans la région de l'Océanie. En 2005, le nombre des saisies a chuté en Afrique, dans la région de l'Océanie, en Europe et en Amérique du Nord, mais il a augmenté en Amérique du Sud et en Asie.

Par habitant, c'est en Amérique du Nord que le trafic de drogues est le plus répandu, ce qui reflète des taux d'abus élevés et/ou le fait que les forces de l'ordre de cette région sont particulièrement actives dans la lutte contre le trafic de stupéfiants. C'est en Amérique du Nord que l'on saisit les plus grandes quantités de drogues par habitant (19 doses) ; viennent ensuite Amérique du Sud (13 doses) et l'Europe (11 doses). La moyenne mondiale est de 5 doses par habitant par an. L'Afrique, l'Océanie et l'Asie restent en deçà de la moyenne mondiale. En Asie, cependant, les données varient selon les sous-régions. Dans la sous-région Proche- et Moyen-Orient/Asie du Sud-Ouest, les saisies représentent 11 doses par habitant, pratiquement le même niveau qu'en Europe.

Stabilisation générale de l'usage mondial de drogues

Pour la troisième année consécutive, le niveau estimatif de l'usage des drogues dans le monde est demeuré pratiquement inchangé. Quelque 200 millions de personnes, soit 5 pour cent de la population mondiale âgée de 15 à 64 ans

Fig. 9: Usage de drogues illicites comparé à celui du tabac (en % de la population mondiale âgée de 15 à 64 ans)



Source: ONUDC, OMS.

ont consommé des drogues une fois au moins au cours des 12 mois précédents.

L'usage des drogues reste très inférieur au tabagisme (28 %). L'estimation de l'ONUDC relative au nombre d'usagers à problème dans le monde demeure inchangé et se situe à quelque 25 millions de personnes, soit 0,6% de la population mondiale âgée de 15 à 64 ans.

À l'exception d'un léger accroissement de l'usage de cocaïne (selon les estimations de prévalence), l'usage de l'ensemble des drogues illicites est resté stable ou a même légèrement reculé en 2005/6. Les augmentations de l'usage de cannabis et d'ecstasy enregistrées en 2004/5 ne se sont pas reproduites au cours de la période 2005/6. 25 millions d'usagers (0,6% *)

Consommé par près de 4 pour cent de la population, soit près de 160 millions de personnes, le cannabis reste largement en tête de la consommation de substances illicites. Les estimations relatives à l'usage mondial de cannabis sont légèrement inférieures à celles de l'an dernier, en raison de la baisse enregistrée en Amérique du Nord et – pour la première fois – du recul constaté sur le grand marché de cannabis de l'Europe occidentale. L'usage mondial de cannabis a également poursuivi sa régression dans la région de l'Océanie. En outre, un certain nombre d'enquêtes auprès des ménages ont constaté des taux de prévalence inférieurs aux estimations de l'ONUDC pour les pays concernés. L'usage de cannabis a augmenté en Afrique, dans plusieurs régions d'Amérique du Sud, dans différentes parties de l'Asie (Asie du Sud-Ouest, Asie centrale et Asie du Sud) et dans plusieurs régions d'Europe de l'Est et du Sud-Est. S'il est trop tôt pour parler d'une baisse générale de l'usage, les signes d'une stabilisation de l'usage mondial de cannabis n'en sont pas moins manifestes.

Les stimulants de type amphétamine (STA), dont les amphétamines, la méthamphétamine et l'ecstasy, viennent au second rang des substances consommées. On estime qu'au cours de la période 2005/6, quelque 25 millions de personnes ont consommé des amphétamines (dont de la méthamphétamine) une fois au moins au cours des 12 mois précédents, soit le même nombre que l'année antérieure. Quelque 9 millions de personnes auraient consommé de l'ecstasy au cours de la période 2005/6, contre 10 millions en 2004/5. La baisse de la consommation d'ecstasy a principalement concerné l'Amérique du Nord.

Le nombre d'usagers des opiacés est demeuré stable, donc au même niveau qu'en 2004/5. Quelque 16 millions de personnes, soit 0,4 pour cent de la population mondiale âgée de 15 à 64 ans, ont consommé des opiacés. Onze millions d'entre elles, soit 0,3 pour cent de la population, ont

Fig. 10: Usage de drogues illicites dans le monde (2005/2006)

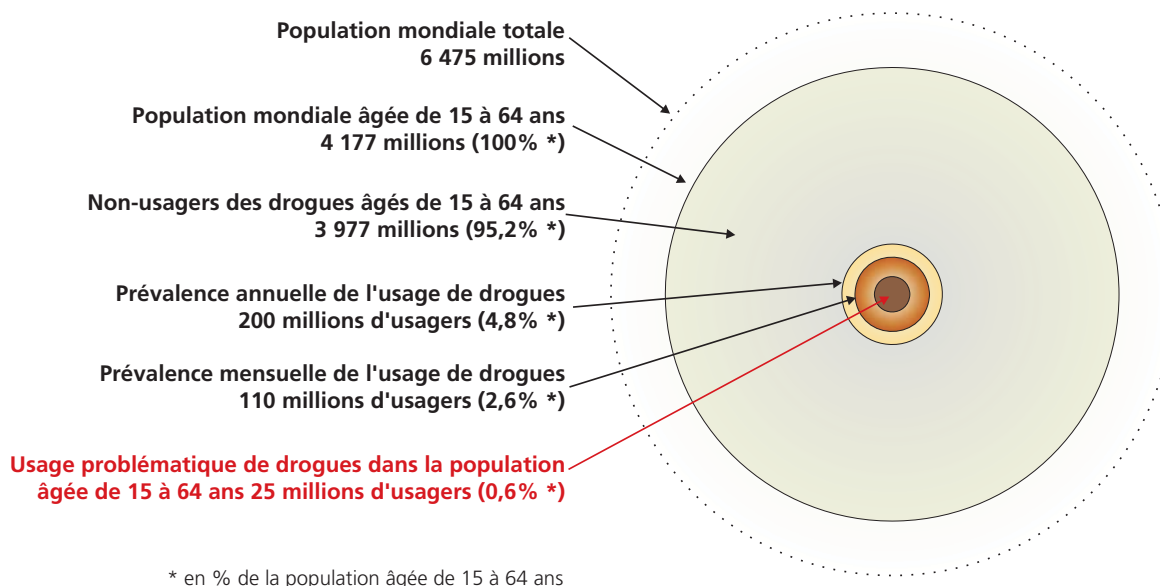


Table 1: Ampleur de l'usage de drogues (prévalence annuelle*), estimations pour 2005/6 (ou dernière année disponible)

	Cannabis	Stimulants de type amphé- tamine		Cocaïne	Opiacés	dont l'héroïne
		Amphetamines	Ecstasy			
(en millions de personnes)	158,8	24,9	8,6	14,3	15,6	11,1
En % de la population mon- diale âgée de 15 à 64 ans	3,8%	0,6%	0,2%	0,3%	0,4%	0,3%

La prévalence annuelle est une mesure du nombre/pourcentage d'individus qui ont consommé une drogue illicite une fois au moins au cours des 12 mois précédant l'évaluation.

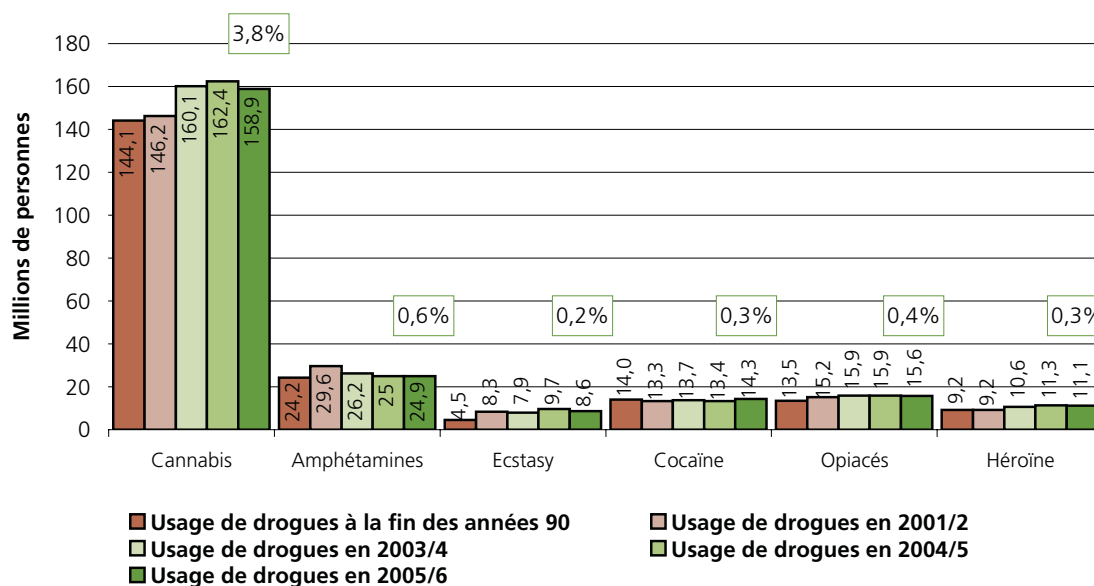
consommé de l'héroïne. Dans l'ensemble, la consommation a baissé ou s'est stabilisée sur les marchés établis, dont d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord ; mais elle a augmenté, en revanche, dans les pays qui jouxtent l'Afghanistan et sur les nouveaux marchés, comme celui de l'Afrique. Dans la plupart des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, les abus d'opiacés ont baissé ou se sont stabilisés.

L'estimation du niveau mondial de l'usage de cocaïne a légèrement augmenté, passant à 14 millions de personnes, soit 0,3 pour cent de la population totale. Les accroissements toujours constatés en Amérique du Sud, en Afrique et en Europe ont été partiellement compensés par les baisses signalées en Amérique du Nord. L'ONU DC tient également à jour des données relatives aux tendances de l'usage, telles que perçues par les experts. Leurs résultats ne sont pas toujours identiques aux informations concrètes

communiquées³. Les estimations de tendances fournies à l'ONU DC par les États membres diffèrent quelque peu et indiquent que l'usage mondial de cocaïne a légèrement baissé en 2005.

C'est en Amérique du Nord que la demande de traitement reste la plus élevée

Les demandes de traitement pour toxicomanie sont un indicateur important pour l'évaluation de la situation mondiale, car elles indiquent les drogues qui grèvent le plus lourdement les systèmes de santé nationaux. Les États membres font état d'un total de 4,5 millions de personnes en traitement pour abus de drogues. Des 25 millions de personnes (0,6% de la population mondiale âgée de 15 à 65 ans) jugées fortement dépendantes des drogues, 1 sur 5

Fig. 11: Usage de drogues illicites - estimations de l'ONU DC, fin des années 90 à 2005/2006

Sources : ONU DC, Rapports des Gouvernements, OEDT, CICAD, enquêtes locales.

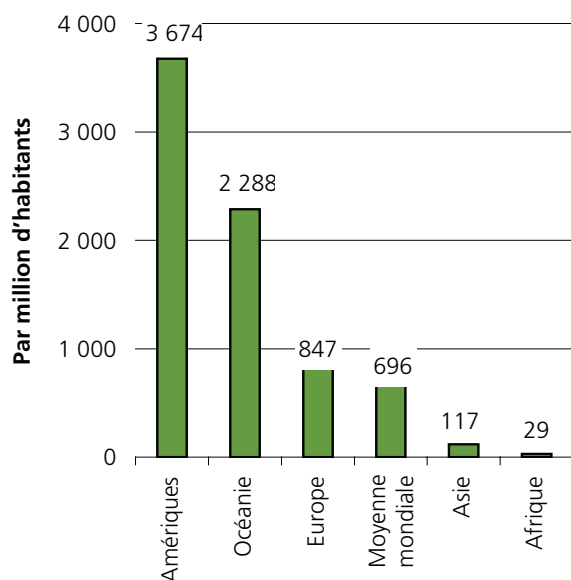
³ On trouvera une explication détaillée à la section "Méthodologie" du présent rapport.

suit un traitement pour assuétude.

Le nombre de personnes en traitement est plus élevé que ne l'indiquait la précédente livraison du Rapport mondial sur les drogues (3,7 millions). Une bonne part de l'accroissement constaté est dû à un mode de notification amélioré (en particulier dans les pays d'Amérique du Sud). Le total mondial réel est peut être plus élevé car un grand nombre de pays ne disposent pas encore de systèmes d'enregistrement exhaustifs.

Selon les données communiquées, quelque 700 personnes par million ont suivi un traitement pour abus de drogues en 2005. C'est dans les Amériques que l'on enregistre le plus grand nombre de traitements par million d'habitants (3 670); viennent ensuite l'Océanie (2 288) et l'Europe (847). Sur le continent des Amériques c'est en Amérique du Nord que l'on enregistre le plus grand nombre de traitements (5 050); les traitements administrés en Europe occidentale (1 400) sont bien plus nombreux que sur le reste du continent (360). Les taux de traitements sont peu élevés en Asie (120) et en Afrique (30). Ces dernières années, une bonne part des progrès réalisés dans la stabilisation ou la réduction de la consommation de drogues ont été enregistrés en Amérique du Nord, dans la région de l'Océanie et en Europe occidentale, où l'on a mis en place des capacités de traitement plus importantes.

Fig. 12: Traitements pour toxicomanie, par million d'habitants - en 2005 (N = 4,5 million)



Source : ONUDC, Rapports des Gouvernements.

Les demandes de traitement pour abus d'opiacés restent plus élevées en Asie et en Europe

En Asie et en Europe – où vit plus de 70 pour cent de la population mondiale – les opiacés représentent le gros des demandes de traitement liées aux drogues (62% et 58%, respectivement, en 2005).⁴ Les demandes de traitement liées aux abus d'opiacés sont plus élevées en Europe orientale (61%) qu'en Europe occidentale (55%). La proportion des demandes de traitement pour abus d'opiacés par rapport au total des demandes de traitement a baissé dans les deux régions depuis la fin des années 1990⁵. Cela traduit, en Europe, l'abus croissant de cannabis, de cocaïne et de STA, et en Asie l'abus croissant de STA et, à un moindre degré, de cannabis. La diminution constatée en Asie est également liée à la baisse de la production d'opium en Asie du Sud-Est. En Océanie, la proportion des demandes de traitement pour abus d'opiacés diminue par rapport à la demande totale de traitement. Cette tendance est apparue au lendemain de la pénurie d'héroïne intervenue en 2001. La seule exception à cette baisse générale est l'Afrique, où les demandes de traitement liées aux abus d'héroïne, qui ne représentaient que 8 pour cent du total des demandes de traitement à la fin des années 1990, sont passées à 15 pour cent, en 2005. Cette augmentation est particulièrement manifeste en Asie orientale et australe.

Le traitement des abus de cocaïne reste plus élevé dans les Amériques – mais c'est en Europe que l'on enregistre les accroissements les plus sensibles

En Amérique du Sud, la cocaïne continue de représenter l'essentiel des demandes de traitement (48%), encore que cette proportion ait diminué depuis la fin des années 1990. L'Amérique du Nord enregistre, elle aussi, une proportion élevée de traitements pour cocaïnomanie (40%). Aux États-Unis, les demandes de traitement pour abus de cocaïne ont accusé un net recul, mais ce n'était pas le cas au Canada ni au Mexique; la moyenne non pondérée pour l'Amérique du Nord n'a que faiblement baissé. Le plus fort accroissement des demandes de traitement pour abus de cocaïne a été observé en Europe (où il est passé de 3 % à 8 %). Les données montrent également que la cocaïne reste principalement le problème de l'Europe occidentale, où elle compte désormais pour 13 pour cent des demandes de traitement. En Europe orientale, la proportion est de 2 pour cent, et en Afrique de 10 pour cent. En Asie, par contraste, les demandes de traitement pour abus de cocaïne restent insignifiants (0.3%).

⁴ Si certains pays ont un système d'enregistrement global des traitements, d'autres ne disposent que des données fournies par quelques cliniques. Se contenter d'additionner les nombres de personnes inscrites en traitement pour telles substances spécifiques introduirait un biais excessif en faveur des pays qui disposent d'un système de surveillance à l'échelle nationale. Pour surmonter ce problème, on a commencé par calculer les proportions à l'échelle du pays; puis, partant de ces résultats, l'on en a tiré les moyennes (non pondérées) de la région concernée. Les données indiquées sont celles qui ont été communiquées pour 2005. Dans le cas où aucune donnée n'avait été communiquée pour un pays donné en 2005, on s'est servi des données de l'année précédente.

⁵ Les comparaisons subséquentes sont fondées sur les statistiques relatives aux traitements rassemblées et publiées dans le Rapport mondial sur les drogues 2000.

C'est en Afrique que la demande de traitement pour abus de cannabis reste la plus forte, mais elle augmente partout dans le monde

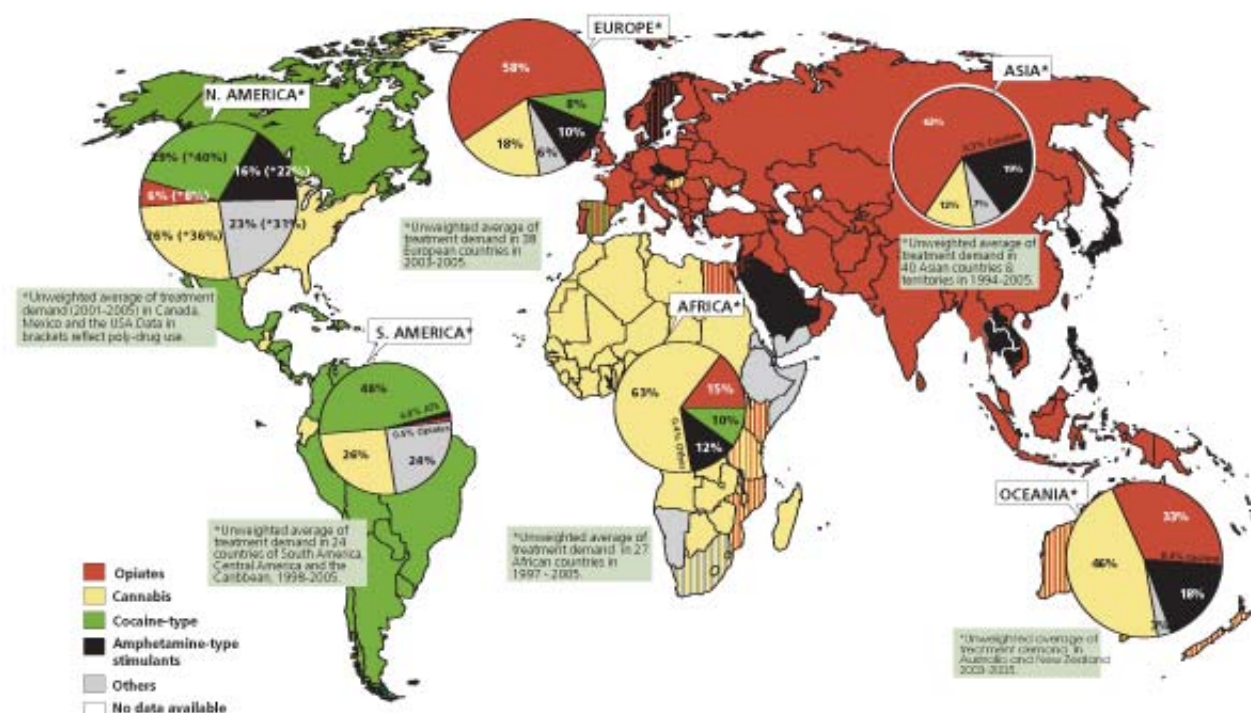
En Afrique, le gros des demandes de traitement pour toxicomanie concerne les abus de cannabis (63 % en 2005). Celles-ci ont sensiblement augmenté dans le monde au cours de la dernière décennie : dans la région de l'Océanie (de 13 % à 46 %), en Amérique du Nord (de 23 % à 36 %), en Amérique du Sud (de 15 % à 26 %), en Europe (de 10 % à 18 %) et en Asie (de 9 % à 12 %). Certaines des hausses marquées enregistrées dans la région de l'Océanie, en Amérique du Nord et en Europe tiennent à l'offre d'un cannabis aux teneurs en THC⁶ très supérieures à celles du passé. C'est principalement dans les pays développés que l'on constate une élévation des teneurs en THC.

C'est en Asie de l'Est et du Sud-Est, en Océanie et en Amérique du Nord que la demande de traitement pour abus STA est la plus forte

La proportion des traitements liés aux abus de STA est par-

ticulièrement élevée en Asie (19%), notamment en Asie de l'Est & du Sud-Est (moyenne non pondérée de 37 % en 2005), dans la région de l'Océanie (18 %) et en Amérique du Nord (16%). Ces proportions sont moindres en Afrique (12%) et en Europe (10%). Au cours de la dernière décennie, les demandes de traitement liées aux abus de STA ont augmenté dans l'ensemble des régions. Comparée aux chiffres publiés l'an dernier dans le Rapport mondial sur les drogues, la demande de traitement pour abus de STA a continué de croître en Amérique du Nord, en Asie et en Afrique, mais elle s'est stabilisée en Europe et a légèrement fléchi dans la région de l'Océanie. L'accroissement du nombre des traitements liés aux abus de STA est la conséquence des abus de ces substances au cours des dernières années. Ainsi, les données relatives les États-Unis font état d'un net recul des taux de prévalence des STA, alors que le nombre de traitements pour abus de STA continue de croître.

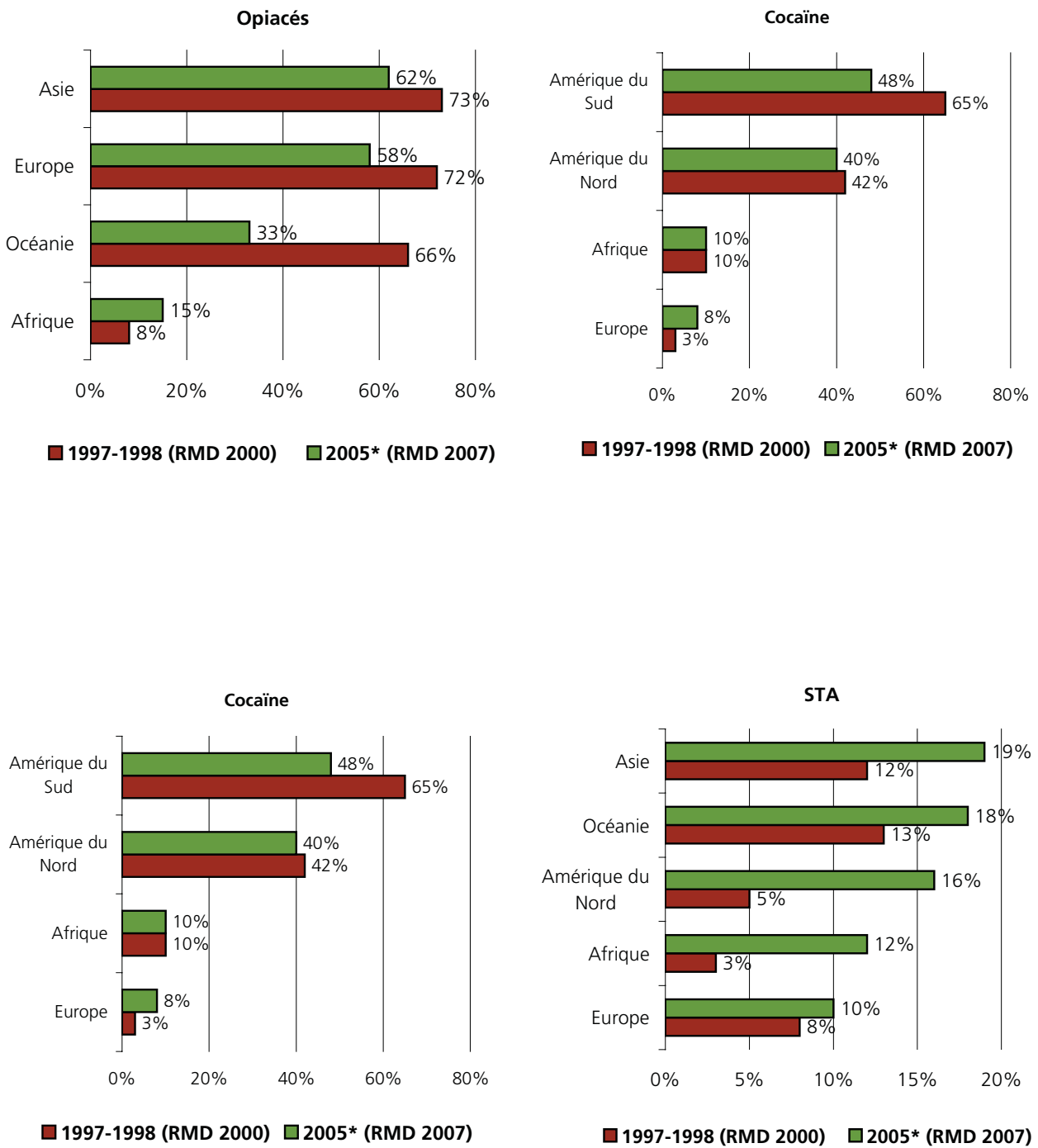
Map 1: Principales drogues posant problème (telles que reflétées par les demandes de traitement reçues en 2005 (ou dernière année disponible)



Source : ONUDC, Rapports des Gouvernements.

⁶ Tetrahydrocannabinol is the main psychoactive substance in cannabis

Fig. 13: Pourcentages de personnes en traitement pour abus de drogues spécifiques: 1997/98 and 2005*



* 2005 ou dernière année disponible ; calculé comme moyenne non pondérée des pays faisant rapport dans une région donnée; informations tirées des rapports de 40 pays d'Asie, de 38 pays d'Europe, de 27 pays d'Afrique, de 24 pays d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et des Caraïbes, de 3 pays d'Amérique du Nord et de 2 pays de la région Océanie.

Sources : ONUDC, Rapports des Gouvernements, OEDT, CICAD.

1.1.2 Perspectives des marchés mondiaux des drogues

Consolider les acquis

S'il s'est produit une contraction géographique à long terme des centres de culture et de production d'opium/opiacés et de coca/cocaïne, les centres de production du cannabis et des STA, en revanche, se sont éparpillés. En dépit d'une stabilisation générale des marchés de chacun des quatre grands groupes de drogues illicites, plusieurs signes indiquent un accroissement des taux d'abus dans certaines régions. Il sera donc important de surveiller attentivement les marchés pour voir si cette tendance à la stabilisation se maintient. Le but visé est, bien évidemment, de passer de l'endigement à une réduction globale des abus. Il sera indispensable pour y parvenir de bien comprendre les obstacles à circonvenir, ainsi que les conditions propices à la réussite.

Apparition de nouvelles filières d'acheminement de la drogue

Il faut s'attendre à voir apparaître de nouveaux itinéraires du trafic - et les surveiller de près. Quel que soit leur degré d'organisation et de professionnalisme, les groupements de trafiquants savent s'adapter et se montrer créatifs en matière de distribution. Au cours des dernières années, de nouvelles filières sont apparues dans certaines régions. L'Afrique, en particulier, est de plus en plus exploitée par les trafiquants de drogues et l'on peut s'attendre que cette tendance se poursuive. De même, les filières du trafic entre l'Afghanistan et la Chine, via le Pakistan et l'Asie centrale (qui visent à compenser la baisse de production intervenue au Myanmar) sont une autre zone de croissance potentielle qui mérite une surveillance plus attentive.

Naissance de nouveaux marchés de consommation

Dans le cadre d'une stabilisation générale de la demande, on peut probablement identifier des marchés de consommation naissants pour chacun des quatre principaux groupes de drogues. Dans le cas des opiacés, ces nouveaux marchés semblent se constituer le long des itinéraires suivis par les trafiquants, ainsi que dans les pays africains; dans le cas des amphétamines et des STA, certaines indications font supposer la naissance de nouveaux marchés en Europe du Sud-Est, ainsi qu'au Proche et Moyen-Orient ; et la cocaïne continue de trouver de nouveaux débouchés en Amérique du Sud, en Europe et en Afrique. Certains rapports font état de l'apparition de marchés de la cocaïne dans plusieurs pays d'Asie. Les abus d'opiacés augmentent en Afrique, notamment dans les pays d'Afrique de l'Est et en Afrique du Sud, et l'usage de la cocaïne croît dans les

pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique australe.

Marché de l'opium et de l'héroïne

L'évolution de la situation en Afghanistan continuera de déterminer le niveau de la production mondiale d'opium. Rien ne permettant de supposer que la production augmentera sensiblement dans les autres pays producteurs d'opium, où l'offre s'est contractée, la part de l'Afghanistan dans la production mondiale d'opium pourrait encore augmenter cette année. Les indications préliminaires laissent présager un nouvel accroissement de la production d'opium dans ce pays en 2007.

Il est probable que de nouvelles filières du trafic soient révélées, voire créées. Les itinéraires à destination et au travers de la Chine et de l'Inde en sont des exemples probants. Une augmentation des abus semble probable dans les pays qui jouxtent l'Afghanistan, ainsi que le long des principaux itinéraires du trafic, alors que l'on peut s'attendre que la demande restera stable sur les marchés établis.

Marché de la coca et de la cocaïne

Il est probable que les niveaux de production resteront stables et que la Colombie conservera sa part de la production totale. L'évolution de la situation en Bolivie continuera d'influer sur le marché. Les mesures de prévention n'ayant pas été amplifiées, la tendance à la hausse des abus constatée en Europe pourrait se poursuivre.

Cannabis

Le caractère insidieux de ce marché ne semble guère devoir changer à court terme. À moyen terme, la production de résine pourrait continuer de baisser, en raison des efforts constants déployés par le Maroc. La production de feuilles de cannabis pourrait bien augmenter après le déclin enregistré en 2005. L'expansion de la production hydroponique, donc l'accroissement de la production dans les pays développés, semble devoir se poursuivre. Malgré la stabilisation générale de l'usage constatée en 2005/06, il est trop tôt pour prévoir la fin de l'augmentation de la consommation de cannabis.

STA

Si la production de STA est souple, en ce sens qu'elle fait appel à une technologie simple et peut se satisfaire d'infrastructures temporaires, elle se révèle plutôt rigide quand il s'agit des intrants chimiques nécessaires à la fabrication du produit final. Tant que les contrôles exercés sur ces pro-

duits chimiques seront maintenus et resteront efficaces, la difficulté de s'en procurer entravera la production mondiale. En 2005/2006, ces contrôles ont été resserrés, donnant des résultats spectaculaires dans plusieurs régions. Si ces efforts se poursuivent pendant quelques années, il serait alors possible de mettre fin à l'accroissement de l'offre sur ce marché. D'un autre côté, on assiste aussi à des stratégies de "contournement", certains des précurseurs chimiques nécessaires étant de plus en plus fréquemment élaborés à partir de produits chimiques faciles à se procurer sur le marché.

S'il est plausible que l'amphétamine, la méthamphétamine et l'ecstasy continueront de trouver de nouveaux consommateurs, on peut s'attendre que, dans l'ensemble, le marché demeurera stable. La consommation d'ecstasy continuera de baisser sur les marchés établis des pays développés ; elle augmentera sur les marchés des pays en développement.

Volonté politique à l'échelon national et international

Si l'on prend pour point de départ la Convention internationale de l'opium signée à La Haye en 1912, on peut assurément proclamer que la lutte contre le problème de la drogue a été longue. Quand cette lutte s'est révélée efficace (et nous avons énuméré ses succès dans différentes livraisons du Rapport mondial sur les drogues), sa réussite a principalement tenu à la pérennité de l'engagement politique et des dotations en ressources, à l'échelon national et international.

Les tendances révélées dans le présent Rapport montrent que la stabilisation à laquelle on est actuellement parvenu pourrait marquer une étape importante dans le contrôle des drogues. Ce mouvement de stabilisation a souvent été marqué; à court terme, il a pu être maintenu. Le renouvellement des engagements pris et le maintien de l'élan acquis à l'échelon international sont indispensables au succès de ces tendances, voire à l'obtention d'une réduction durable et à long terme sur chacun des grands marchés de la drogue.

Dans un tel contexte, les politiques suivies, les méthodes employées et l'assistance doivent être globales et dûment ordonnancées. En 1998, lors de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue, un consensus s'était établi au sein de la communauté internationale pour dire qu'on ne pourrait s'attaquer efficacement au problème de la drogue que de façon globale et intégrée. Le premier pas en ce sens consistait à intervenir, sur les deux volets du problème à la fois : l'offre et la demande. Près de dix ans plus tard, il est évident que ce principe fondamental forme aujourd'hui la base de l'ensemble des politiques en matière de drogues. De même, on reconnaît de plus en plus volontiers la nécessité d'opter pour des politiques et des interventions de contrôle globales. Pour lutter contre le problème de l'offre en Afghanistan, par exemple, il faut contrôler la demande dans les pays voisins et en

Europe, s'attaquer au problème croissant des abus en Afghanistan même et à l'émergence de nouvelles filières de trafic via l'Asie centrale – ce qui devrait, à son tour, permettre de combattre la hausse des taux d'infection par VIH liées à l'usage de drogues par injection dans la région. Mais chacune de ces questions doit aussi être traitée dans son propre contexte. Dans certains cas, cela obligera à traiter du problème de la drogue dans le cadre plus vaste de la sécurité des personnes et du développement. Ce type d'approche est plus complexe et requerra une coordination internationale, mais elle devrait donner des résultats durables.

La communauté internationale préconisant de plus en plus ce type d'approche, l'un des meilleurs moyens de garantir son succès sera de veiller au bon ordonnancement des interventions. Pour plus d'efficacité, leur enchaînement devra se fonder sur une connaissance approfondie de la dynamique du marché des drogues. Ces savoirs progressant, il deviendra possible de concevoir des stratégies plus perfectionnées. À quel stade d'une épidémie de drogue, par exemple, doit-on intensifier les efforts en matière de traitement ? Ou quand peut-on viser une réduction abrupte de la demande avec le plus de chances de succès ? Il n'existe pas de réponses précises à ces questions. Toutefois, les savoirs régulièrement accumulés au cours des dix dernières années nous permettent désormais de mieux comprendre la dynamique du marché des drogues. Si l'on parvient à conserver l'élan acquis, une planification stratégique de cette nature pourra efficacement contribuer à faire régresser le problème de la drogue - et ne pas simplement se contenter de l'endiguer.

1.2 Marché de l'opium et de l'héroïne

1.2.1 Aperçu général des tendances

Les niveaux record de l'offre d'opiacés afghans continuent de menacer la stabilisation de la demande, manifeste sur tous les grands marchés de consommation illicite. L'Afghanistan cultivant aujourd'hui 82 pour cent des superficies mondiales plantées en pavot à opium, l'économie de l'offre est désormais déterminée par la production locale et par la distribution à l'extérieur du pays. Une telle concentration de l'économie de l'offre est unique sur les quatre grands marchés illicites; elle s'est produite au cours de la dernière décennie, principalement en raison des succès pérennes remportés dans la réduction des cultures en Asie du Sud-Est – dans la zone dite du Triangle d'or – où la culture du pavot a reculé de 87 pour cent depuis dix ans. Entre 2005 et 2006, la culture du pavot à opium dans cette région est passée de 35 000 ha à 24 000 ha. On ne saurait surestimer l'importance d'une telle réduction des cultures d'opium au Myanmar et au Laos. Bien que la culture du pavot à opium ait massivement augmenté en Afghanistan en 2006, la superficie totale plantée en pavot à opium (un peu plus de 200 000 ha) restait, en 2006, de 10 pour cent inférieure au niveau de 2000, et de plus de 20 pour cent inférieure au niveau de 1996.

En dépit des succès remportés dans la réduction des cultures et de la production du Triangle d'or, la production mondiale d'opium a crû de 50 pour cent depuis 1998. À lui seul, l'Afghanistan fournit aujourd'hui 92 pour cent de la production d'opium illicite de la planète (en 2000, il n'en produisait que 70 pour cent, et une décennie plus tôt, 52 pour cent seulement). Comme pour exacerber le problème, les rendements obtenus en Afghanistan – supérieurs à ceux des autres régions de production – ont porté la production mondiale d'opium à un niveau record de 6 610 t en 2006, soit un accroissement de 43 pour cent par rapport à 2005. Une telle concentration de la production, ainsi que le risque d'une flambée de l'offre, sont deux des raisons qui militent en faveur d'une poursuite de la surveillance et d'une meilleure compréhension des modalités du trafic des opiacés et des itinéraires empruntés. Le taux mondial d'interception des opiacés est passé de 9 pour cent, à peine, en 1990, à 15 pour cent, en 1995, à 21 pour cent, en 2000, et à 26 pour cent, en 2005 – reflétant ainsi l'intensification des efforts déployés par les États membres pour restreindre le trafic des opiacés. La forte augmentation des saisies a montré que le volume réel d'opiacés offerts à la consommation en 2005 était inférieur de 5 pour cent à celui de 2000, et de 8 pour cent inférieur à celui de la décennie précédente.

L'une des caractéristiques récentes de ce marché est que le comportement des prix et les autres indicateurs sont moins révélateurs des fluctuations de l'offre et de la demande qu'on n'aurait pu l'espérer. Vu la poussée de l'offre et la stabilité de la demande, on aurait pu s'attendre à une baisse

des prix près de la source, mais les prix des opiacés ne sont guère faciles à prédire, car on comprend encore mal la dynamique mondiale de ce marché. Malgré une hausse de production de 49 pour cent en Afghanistan en 2006, les prix de l'opium n'ont baissé que de 17 pour cent dans le pays. Cela pourrait indiquer une accumulation de stocks importants, mais dont rien ne prouve où ni comment ils auraient été constitués.

Les opiacés afghans alimentent les marchés des pays voisins, ceux aussi de l'Europe, du Proche et Moyen-Orient et de l'Afrique. Les opiacés produits en Asie du Sud-Est fournissent principalement les marchés de la Chine et des autres pays d'Asie du Sud-Est, ainsi que l'Océanie. Les opiacés produits en Amérique latine sont principalement destinés au marché nord-américain. Il semblerait toutefois que le trafic transrégional gagne en importance. Certaines indications donnent à penser qu'une certaine proportion modeste mais croissante d'opiacés afghans sont acheminés vers l'Amérique du Nord, soit via l'Afrique de l'Est ou de l'Ouest, soit via l'Europe.

Dans l'ensemble, et c'est encourageant, le marché de la consommation est demeuré stable en dépit d'une augmentation marquée de la consommation dans les pays qui jouxtent les grands itinéraires du trafic. La consommation d'opiacés diminue dans les pays frontaliers de l'Afghanistan: Pakistan, Iran et pays d'Asie centrale. Les abus augmentent dans certains pays de transit ou de consommation, dont la Russie, l'Inde, et les pays d'Afrique orientale, australe et occidentale.

Si le gros des opiacés qui alimentent le marché chinois continue de provenir du Myanmar, certains rapports font état d'une augmentation du trafic des opiacés afghans à destination de la Chine, vraisemblablement pour compenser la baisse de production intervenue au Myanmar. Il est peu probable que ce manque à produire ait été entièrement compensé par le nouvel approvisionnement afghan et la demande globale de la Chine s'oriente vers la stabilisation. La demande fléchit dans plusieurs autres pays d'Asie du Sud-Est et du Pacifique, jusqu'ici alimentés par le Triangle d'or.

En dépit d'une hausse de l'approvisionnement mondial en opiacés, on signale une stabilisation – ou un ralentissement – sur la plupart des grands marchés de consommation, dont ceux de l'Europe occidentale et centrale, de l'Amérique du Nord, de l'Asie de l'Est et du Sud-Est Asie et de la région de l'Océanie. Le marché de consommation de l'héroïne en Amérique du Nord semble stable, voire en léger déclin, ce qui traduit peut-être une offre moins dynamique des pays producteurs d'Amérique du Sud et une pénurie d'opiacés en provenance d'Asie du Sud-Est.

1.2.2 Production

La réduction des cultures d'opium intervenue pour la sixième année consécutive en Asie du Sud-Est n'a pu contrebalancer l'augmentation des surfaces cultivées en Afghanistan.

À l'échelle mondiale, on estime que les superficies plantées en pavot à opium illicite ont augmenté de 33 pour cent en 2006, principalement en raison de la hausse abrupte enregistrée en Afghanistan. En Asie du Sud-Est, la culture du pavot à opium a continué de décliner pour la sixième année consécutive, mais n'a pu compenser l'augmentation enregistrée en Afghanistan. Depuis 1998, la culture mondiale du pavot à opium a diminué de 15 pour cent, revenant à 201 000 ha en 2006.

La superficie totale des cultures de pavot à opium en Afghanistan a crû de 59 pour cent, passant de 104 000 ha, en 2005, à 165 000 ha, en 2006. C'est la plus vaste zone jamais plantée en pavot à opium en Afghanistan. Les superficies cultivées dans le reste du monde diminuant, la part de l'Afghanistan dans le total des cultures mondiales a augmenté en conséquence : en 2006, pour renversant que cela paraisse, 82 pour cent des cultures de pavot à opium ont été pratiquées dans un seul pays.

Soixante-deux pour cent des champs de pavot cultivés en Afghanistan sont concentrés au sud du pays. La culture de l'opium a repris à l'échelon provincial; en 2006, seules six des 34 provinces afghanes étaient exemptes de champs de pavot à opium. Dans les 12 années qui ont suivi le lancement (en 1994) des enquêtes de l'ONU DC sur la production d'opium, sa culture a augmenté à huit reprises, et diminué quatre fois seulement. Au Pakistan, où le pavot à opium pousse dans la zone frontalière avec l'Afghanistan, le Gouvernement a signalé une baisse de 59 pour cent des cultures, ce qui ramène le total des superficies cultivées à 1 545 ha.

En Asie du Sud-Est, les cultures continuent de régresser. Depuis 1998, la part de l'Asie du Sud-Est dans la culture mondiale de l'opium a chuté, passant de 67 pour cent à 12 pour cent seulement en 2006. Ce recul est dû pour l'essentiel à la baisse des cultures au Myanmar, où les superficies plantées en pavot à opium ont encore diminué de 34 pour cent, ne représentant plus que 21 500 ha en 2006. Plusieurs facteurs importants sont à l'origine de ce déclin. Étonnamment, on n'a relevé aucune culture d'opium dans la région de Wa en 2006, alors que l'année précédente elle représentait 30 pour cent des cultures de pavot à opium du pays. De même, contrairement à la tendance nationale, un accroissement notable des superficies cultivées a été observé au sud de l'État Chan, dont la part dans les cultures

nationales est passée de 34 pour cent, en 2005, à 73 pour cent, en 2006. Selon les chiffres de 2006, le Myanmar ne représente plus aujourd'hui que 11 pour cent des cultures mondiales de pavot à opium. En RDP lao, la culture du pavot à opium est très peu importante en 2006, en dépit d'un accroissement de 700 ha qui a porté la superficie totale à 2 500 ha.

Dans les Amériques, on continue de cultiver du pavot à opium pour l'écouler sur les marchés illicites de l'Amérique du Nord, mais cette production reste très modeste comparée à celles de l'Asie du Sud-Ouest et du Sud-Est. Selon les estimations du Gouvernement de la Colombie, la zone de culture du pavot couvre 1 000 ha environ. Il est difficile de quantifier les quantités produites au Pérou car le système national de surveillance des cultures illicites appuyé par l'ONU DC n'a pas encore élaboré de méthode fiable pour la détection du pavot à opium. Les gouvernements de la Colombie, du Mexique et du Pérou poursuivent leurs campagnes d'éradication.

Une culture à petite échelle subsiste dans de nombreux pays et régions, dans le Caucase, par exemple, ainsi qu'au Guatemala, dans la Fédération de Russie, en Thaïlande, en Inde, en Ukraine et au Viet Nam.

La production d'opium continue d'augmenter en raison de l'amélioration des rendements

Si les cultures accusent une tendance à la baisse, la production mondiale d'opium, elle, a augmenté de 50 pour cent depuis 1998. En 2006, elle a crû de 43 pour cent par rapport à l'année précédente, passant à plus de 6 610 t. L'accroissement de la production mondiale d'opium est plus prononcé, du fait que les cultivateurs de pavot d'Afghanistan obtiennent de meilleurs rendements que ceux des autres régions de culture. En 2006, l'Afghanistan a compté, à lui seul, pour 92 pour cent de la production mondiale, produisant 6 100 t d'opium avec un rendement moyen de 37 kg/ha.

Au Myanmar, les rendements s'élevaient entre 8,9 kg/ha, dans l'État Chan oriental, et 16,6 kg/ha dans l'État Chan du Sud, où l'on continue, semble-t-il, d'user de modes de culture améliorés. La moyenne nationale est de 14,6 kg/ha. Grâce aux accroissements de production enregistrés ces dernières années, les volumes produits sont restés stables malgré la réduction des superficies cultivées. De ce fait, le niveau de la production d'opium (315 t en 2006) est donc resté proche de celui de 2005.

Dans l'ensemble, les prix diminuent en Afghanistan et augmentent sur les marchés rétrécis

En Afghanistan, les prix de l'opium sec à l'exploitation ont baissé lentement mais régulièrement, s'établissant à 125 \$ É.-U./kg en décembre 2006, contre 150 \$ É.-U./kg l'année précédente. Les différences de prix entre régions se sont maintenues : ils sont considérablement plus élevés dans l'Afghanistan oriental que dans le sud, où le gros de la production prend place. En 2006, les prix ont baissé dans toutes les régions, sauf dans le nord. Le recul général des prix, modeste en comparaison de l'accroissement marqué de la production, reflète, pense-t-on, l'abondance de l'offre sur le marché.

Au Myanmar, le prix de l'opium à l'exploitation a augmenté de 23 pour cent, passant de 187 \$ É.-U./kg, en 2005, à 230 \$ É.-U./kg, en 2006, au temps de la récolte. C'est en RDP lao que les prix sont les plus élevés : ils dépassent les 500 \$ É.-U. /kg, traduisant la pénurie d'opium dans le pays.

La plupart des laboratoires ont été démantelés dans la Fédération de Russie, en République de Moldova et en Afghanistan – où leur nombre a augmenté.

En 2005, huit pays ont signalé le démantèlement de laboratoires engagés dans la fabrication clandestine d'opiacés; au total, 844 laboratoires ont été détruits. Comme en 2004, c'est dans la Fédération de Russie que le plus grand nombre de laboratoires ont été démantelés (43 pour cent); venaient ensuite la République de Moldova (33 pour cent) et l'Afghanistan (22 pour cent). Les laboratoires de la

Fédération de Russie et de la République de Moldova produisaient principalement de l'opium acétylé à partir de paille de pavot cultivée localement, tandis que les laboratoires afghans produisaient de la morphine et un peu d'héroïne. Un petit nombre de laboratoires d'opium/héroïne ont également été détruits en Colombie (6), au Myanmar (4), au Bélarus, en Inde, et en Lettonie (1 par pays).

Le nombre croissant de laboratoires d'héroïne démantelés en Afghanistan et la disparition quasi totale des laboratoires d'héroïne, selon les statistiques communiquées par les autres pays situés le long des itinéraires du trafic semblent confirmer que l'opium afghan est de plus en plus fréquemment transformé en morphine et en héroïne en Afghanistan même. Les rapports préliminaires, qui font état de démantèlements encore plus nombreux, en 2006, de laboratoires d'héroïne en Afghanistan corroborent cette hypothèse. Les saisies d'anhydride acétique, un précurseur utilisé pour transformer l'opium en héroïne, confirment la présence de cette substance en Afghanistan. Étant donné que l'anhydride acétique n'est pas produit localement et que l'on a les preuves d'une production d'héroïne en Afghanistan, tout porte à croire que cette substance est introduite dans le pays en contrebande. Toutefois, à l'exception de la Chine, aucun des pays qui jouxtent l'Afghanistan n'a signalé de saisies d'anhydride acétique en 2005 ni en 2006. Les importantes saisies de morphine effectuées dans certains pays voisins (principalement le Pakistan et l'Iran) suggèrent toutefois que de grandes quantités de morphine sont encore transformées en héroïne dans les pays voisins de l'Afghanistan.

Tableau 2: Importantes éradications de cultures de pavot à opium signalées (en hectares), 1995-2006

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Afghanistan	-	-	-	-	400	121	-	-	21 430	*	5 103	15 300
Colombie	3 466	6 885	6 988	2 901	8 249	9 254	2 385	3 577	3 266	3 866	2 121	569
Égypte	-	-	-	-	-	-	-	15	34	65	45	50
Guatemala	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	48	47
RPD lao	-	-	-	-	-	-	-	-	4 134	3 556	2 575	1 518
Mexique	5 389	14 671	17 732	17 449	15 461	15 717	15 350	19 157	20 034	15 926	20 803	6 831
Myanmar	3 310	1 938	3 093	3 172	9 824	1 643	9 317	7 469	638	2 820	3 907	3 970
Pakistan	-	867	654	2 194	1 197	1 704	1 484	-	4 185	5 200	391	354
Pérou	-	-	-	4	18	26	155	14	57	98	92	88
Thaïlande	580	886	1,053	716	808	757	832	507	767	122	110	153
Venezuela	-	-	-	-	-	-	-	-	-	87	154	-
Viet Nam	477	1 142	340	439	-	426	-	-	-	32	-	-

* Bien qu'une campagne d'éradication ait eu lieu en 2004, elle n'a pas été officiellement signalée à l'ONUDC.

Tableau 3: Culture mondiale de pavot à opium illicite et production d'opium, 1990-2006

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
CULTURES ^(a) EN HECTARES																	
ASIE DU SUD-OUEST																	
Afghanistan	41 300	50 800	49 300	58 300	71 470	53 759	56 824	58 416	63 674	90 583	82 171	7 606	74 100	80 000	131 000	104 000	165 000
Pakistan	7 488	7 962	9 493	7 329	5 759	5 091	873	874	950	284	260	213	622	2 500	1 500	2 438	1 545
Sous-total	48 788	58 762	58 793	65 629	77 229	58 850	57 697	59 290	64 624	90 867	82 431	7 819	74 722	82 500	132 500	106 438	166 545
ASIE DU SUD-EST																	
RPD lao	30 580	29 625	19 190	26 040	18 520	19 650	21 601	24 082	26 837	22 543	19 052	17 255	14 000	12 000	6 600	1 800	2 500
Myanmar	150 100	160 000	153 700	165 800	146 600	154 070	163 000	155 150	130 300	89 500	108 700	105 000	81 400	62 200	44 200	32 800	21 500
Thaïlande ^(b)	1 782	3 727	3 016	998	478	168	368	352	716	702	890	820	750				
Viet Nam ^(b)	18 000	17 000	12 199	4 268	3 066	1 880	1 743	340	442	442							
Sous-total	200 462	210 352	188 105	197 106	168 664	175 768	186 712	179 924	158 295	113 187	128 642	123 075	96 150	74 200	50 800	34 600	24 000
AMÉRIQUE LATINE																	
Colombie		1 160	6 578	5 008	15 091	5 226	4 916	6 584	7 350	6 500	6 500	4 300	4 100	4 100	3 950	2 000	1 000
Mexique ^(c)	5 450	3 765	3 310	3 960	5 795	5 050	5 100	4 000	5 500	3 600	1 900	4 400	2 700	4 800	3 500	3 300	n/a
Sous-total	5 450	4 925	9 888	8 968	20 886	10 276	10 016	10 584	12 850	10 100	8 400	8 700	6 800	8 900	7 450	5 300	4 300
AUTRES																	
Combinés ^(d)	8 054	7 521	2 900	5 704	5 700	5 025	3 190	2 050	2 050	2 050	2 479	2 500	2 500	3 000	5 190	5 162	6 155
GRAND TOTAL	262 754	281 560	259 686	277 407	272 479	249 919	257 615	251 848	237 819	216 204	221 952	142 094	180 172	168 600	195 940	151 500	201 000
PRODUCTION POTENTIELLE EN TONNES																	
OPIUM ^(e)																	
ASIE DU SUD-OUEST																	
Afghanistan	1 570	1 980	1 970	2 330	3 416	2 335	2 248	2 804	2 693	4 565	3 276	185	3 400	3 600	4 200	4 100	6 100
Pakistan	150	160	181	161	128	112	24	24	26	9	8	5	5	52	40	36	39
Sous-total	1 720	2 140	2 151	2 491	3 544	2 447	2 272	2 828	2 719	4 574	3 284	190	3 405	3 652	4 240	4 136	6 139
ASIE DU SUD-EST																	
RPD lao	202	196	127	169	120	128	140	147	124	124	167	134	112	120	43	14	20
Myanmar	1 621	1 728	1 660	1 791	1 583	1 664	1 760	1 676	1 303	895	1 087	1 097	828	810	370	312	315
Thaïlande ^(b)	20	23	14	17	3	2	5	4	8	8	6	6	9				
Viet Nam ^(b)	90	85	61	21	15	9	9	2	2	2							
Sous-total	1 933	2 032	1 862	1 998	1 721	1 803	1 914	1 829	1 437	1 029	1 260	1 237	949	930	413	326	335
AMÉRIQUE LATINE																	
Colombie		16	90	68	205	71	67	90	100	88	88	80	76	76	56	28	14
Mexique ^(c)	62	41	40	49	60	53	54	46	60	43	21	91	58	101	73	71	n/a
Sous-total	62	57	130	117	265	124	121	136	160	131	109	171	134	177	129	99	85
AUTRES																	
Combinés ^(d)	45	45	-	4	90	78	48	30	30	30	38	32	32	24	68	59	51
GRAND TOTAL	3 760	4 274	4 143	4 610	5 620	4 452	4 355	4 823	4 346	5 764	4 691	1 630	4 520	4 783	4 850	4 620	6 610
HEROÏNE																	
Héroïne potentielle ^(f)	376	427	414	461	562	445	436	482	435	576	469	163	452	478	495	472	606

a) Pavot à opium récoltable après éradication.

b) Vu la faible production, culture et production ont été incluses dans la catégorie "Autres", pour le Viet Nam dès 2000, et pour la Thaïlande à partir de 2003.

c) Son système d'enquêtes étant en cours d'élaboration, le Gouvernement du Mexique signale qu'il ne peut fournir d'estimation des cultures, ni entériner celles publiées par l'ONUDD, qui sont tirées d'enquêtes effectuées par le Gouvernement des États-Unis.

d) Comprend la Russie, l'Ukraine, l'Asie centrale, la région du Caucase, les autres pays de la CEI, les pays baltes, le Guatemala, le Pérou, le Viet Nam (à partir de 2000), la Thaïlande (à partir de 2003), l'Inde, l'Égypte et le Liban.

e) Tous les chiffres se réfèrent à l'opium sec.

f) Les estimations de l'héroïne pour l'Afghanistan sont fondées sur l'Enquête sur la production d'opium en Afghanistan (publiée chaque année depuis 1994). Pour les autres pays, on se sert d'un ratio de conversion de l'opium en héroïne de 10:1.

Fig. 14: Culture mondiale du pavot à opium (en hectares), 1990-2006

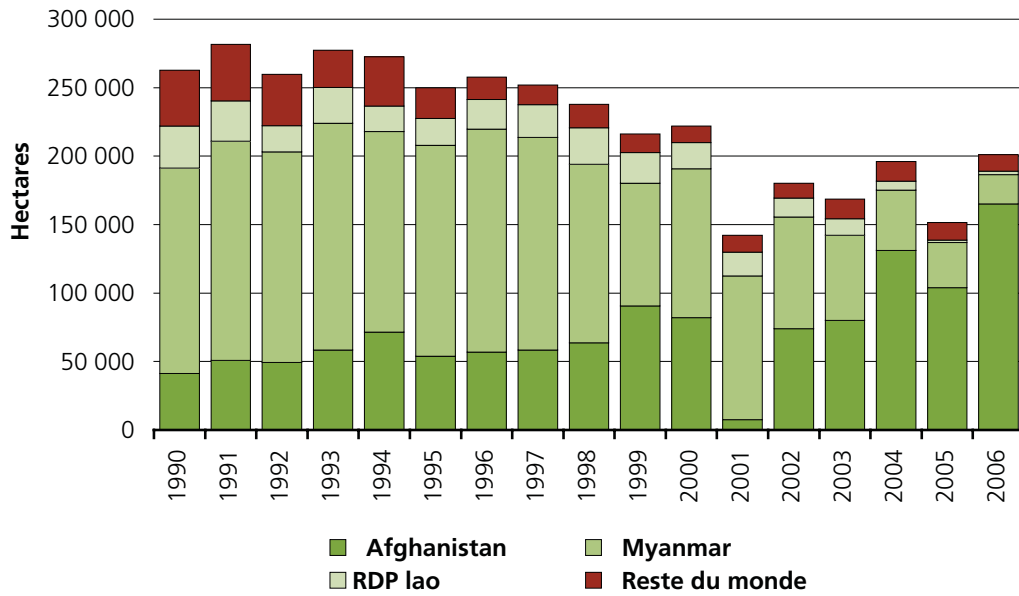
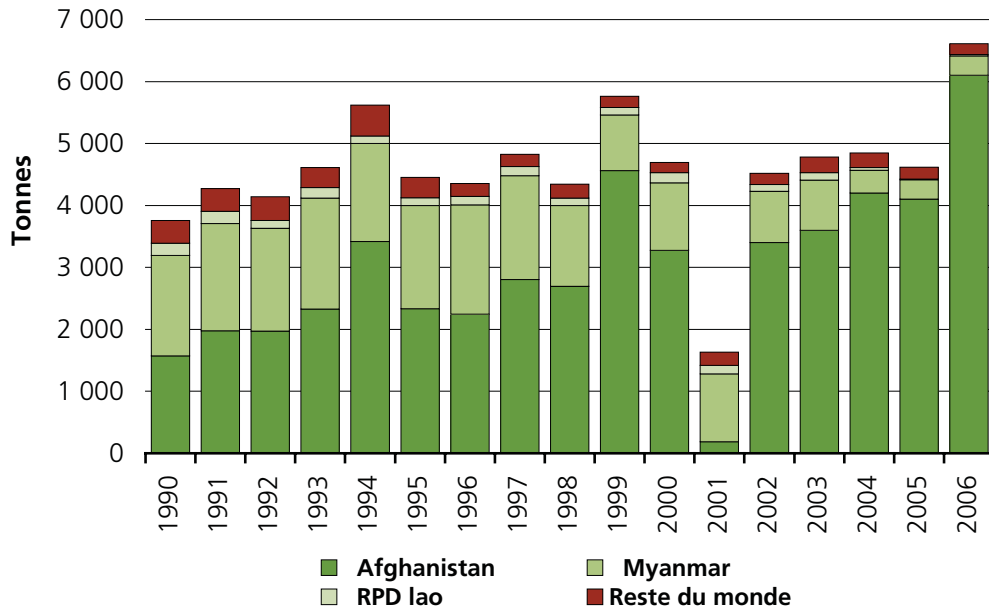
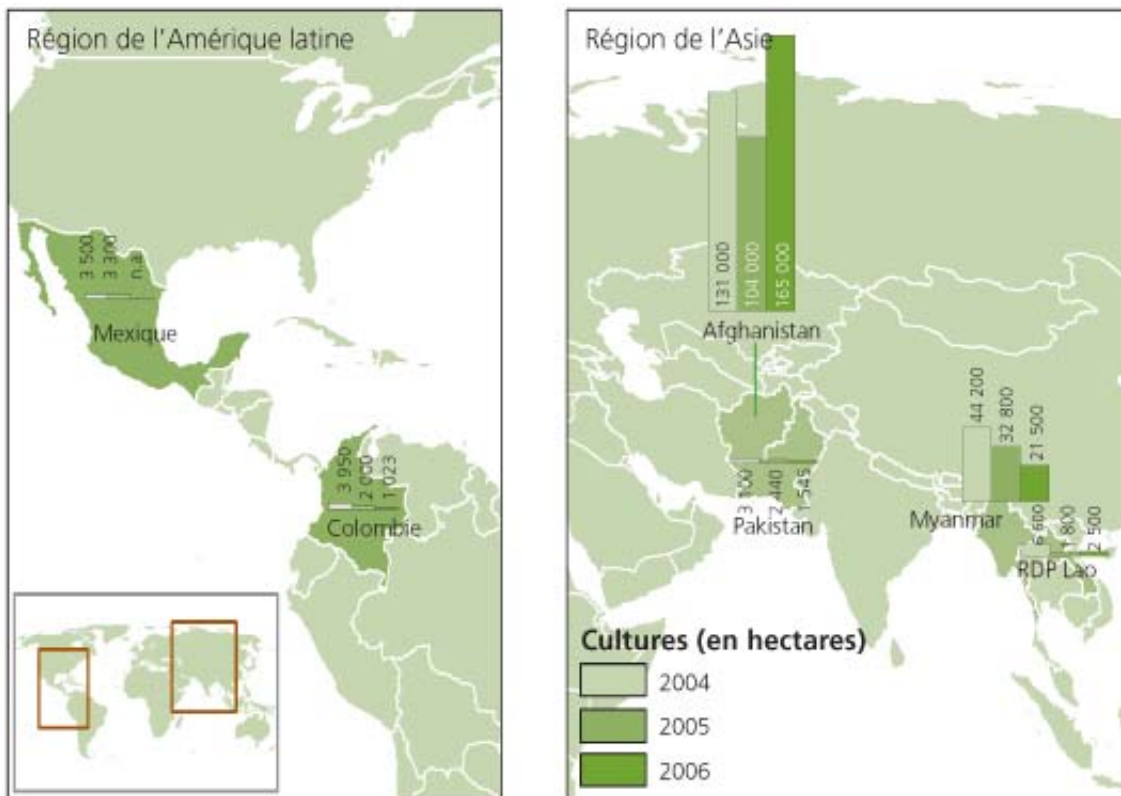


Fig. 15: Production mondiale d'opium (en tonnes), 1990-2006



Carte 2: Culture du pavot à opium, 2004-2006



Carte 3. Production de pavot à opium, 2004-2006

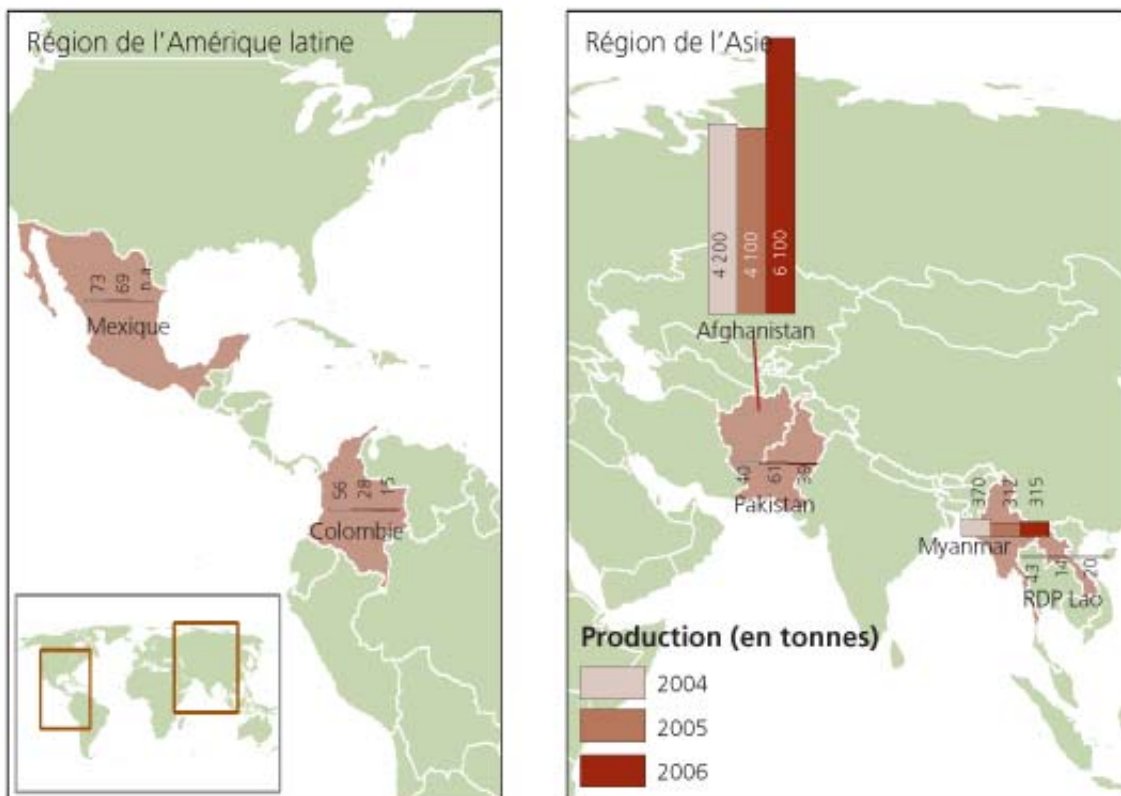
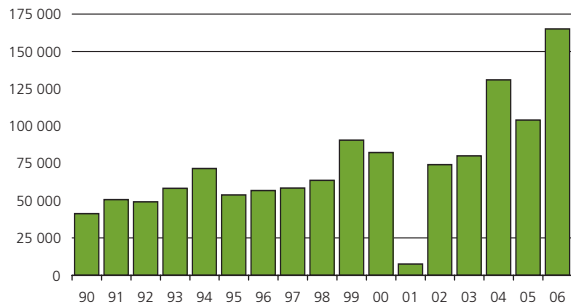
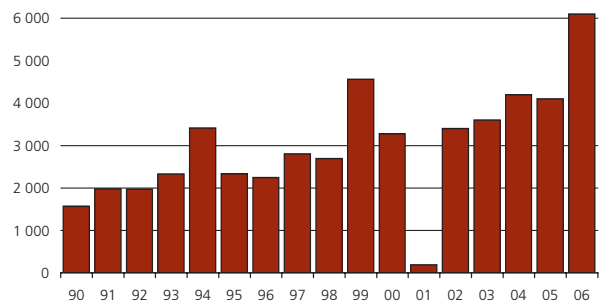


Fig. 16: Culture annuelle du pavot à opium et production d'opium dans les principaux pays producteurs,

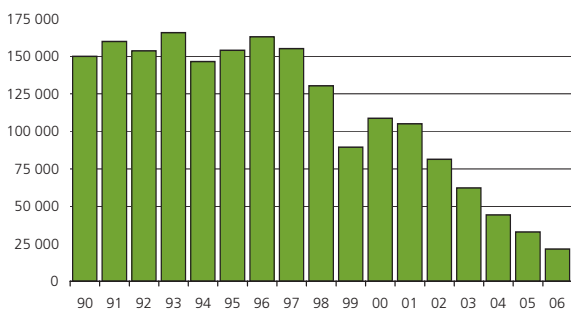
AFGHANISTAN: CULTURE DU PAVOT À OPIUM (en hectares), 1990-2006



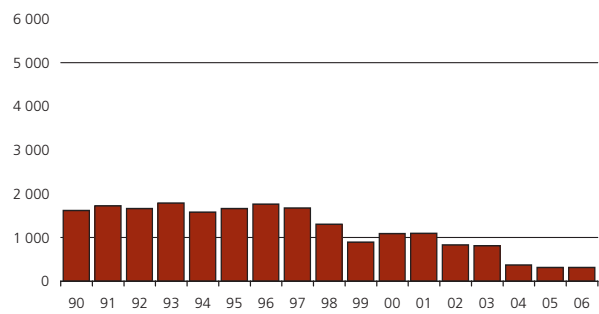
AFGHANISTAN: PRODUCTION D'OPIUM (en tonnes), 1990-2006



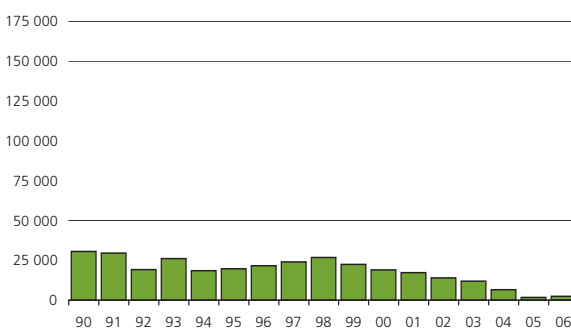
MYANMAR: CULTURE DU PAVOT À OPIUM (en hectares), 1990-2006



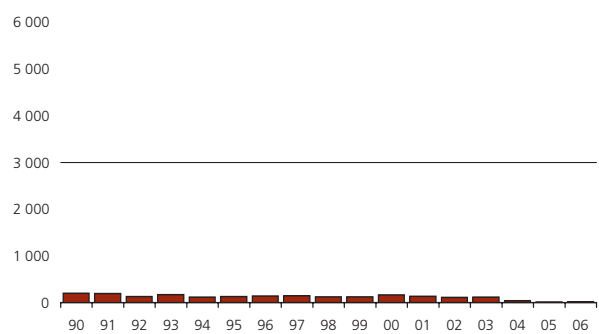
MYANMAR: PRODUCTION D'OPIUM (en tonnes), 1990-2006



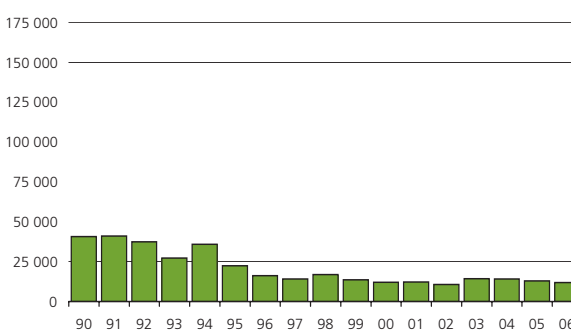
RDP lao: CULTURE DU PAVOT À OPIUM (en hectares), 1990-2006



RDP lao: PRODUCTION D'OPIUM (en tonnes), 1990-2006



RESTE DU MONDE: CULTURE DU PAVOT À OPIUM (en hectares), 1990-2006



RESTE DU MONDE: PRODUCTION D'OPIUM (en tonnes), 1990-2006

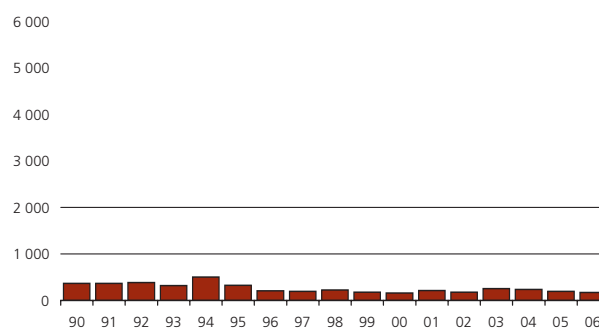


Fig. 17: Culture du pavot à opium

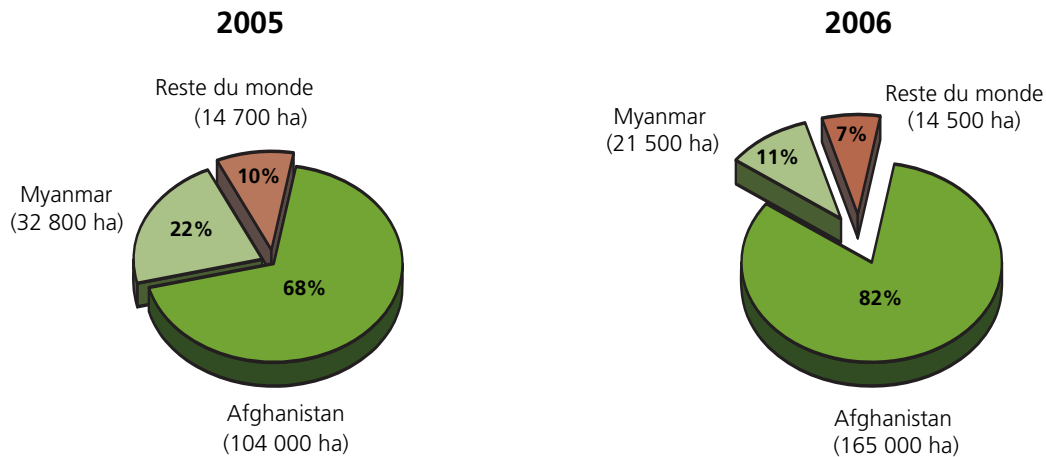
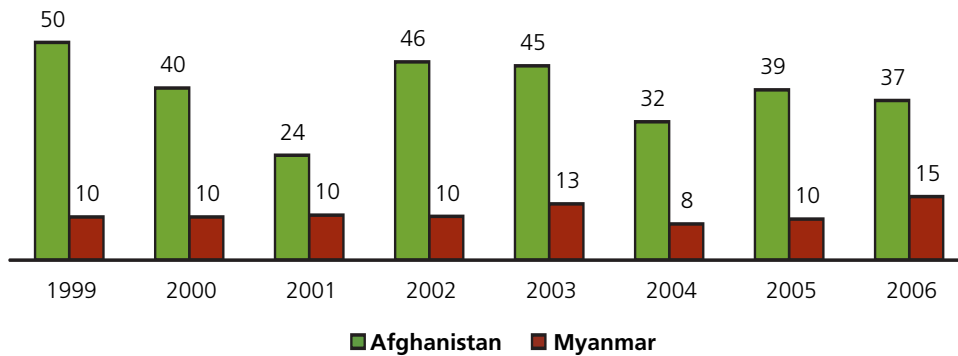
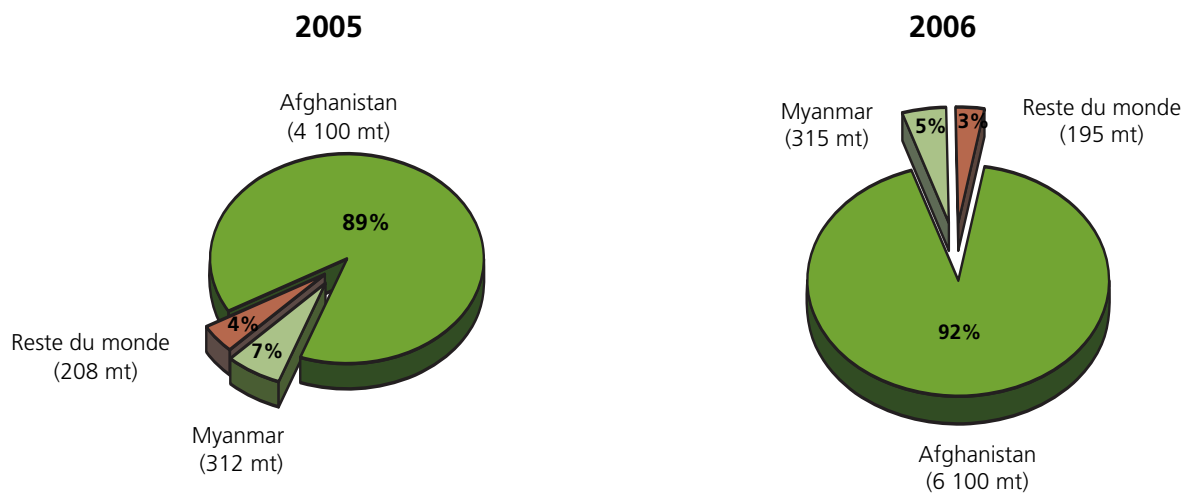


Fig. 18: Rendements de l'opium en Afghanistan et au Myanmar (kg/ha), 1999-2006



Les différences constatées dans les rendements d'opium de l'Afghanistan et du Myanmar s'expliquent par l'utilisation de diverses variétés de pavot et par des conditions de culture différentes. Les écarts de rendements constatés, d'une année sur l'autre, dans un même pays sont dûs à des variations climatiques et/ou, comme dans le cas de l'Afghanistan en 2001, à une modification de la répartition relative entre cultures irriguées et cultures pluviales.

Fig. 19: Production d'opium



1.2.3 Trafic

Le trafic des opiacés emprunte trois grands itinéraires

Il existe trois grands centres de production d'opiacés, qui alimentent trois marchés distincts, soit :

- Afghanistan : alimente les pays voisins, le Moyen-Orient, l'Afrique et, en particulier, l'Europe;
- Myanmar/RDP lao : fournit les pays voisins, en particulier la Chine, et l'Océanie (principalement l'Australie); et
- Amérique latine (Mexique, Colombie, Guatemala et Pérou) : alimente l'Amérique du Nord, en particulier les États-Unis.

En 2006, sur l'ensemble des opiacés qui ont quitté l'Afghanistan, 53 pour cent sont passés par l'Iran, 33 pour cent ont transité via le Pakistan et 15 pour cent via l'Asie centrale (surtout le Tadjikistan). Si l'on ne considère que l'héroïne et la morphine, le gros des expéditions afghanes (48%) a transité par le Pakistan, suivi par l'Iran (31%) et l'Asie centrale (21%)¹.

L'itinéraire partant d'Afghanistan se poursuit via le Pakistan, l'Iran, la Turquie et les Balkans vers les centres de distribution d'Europe occidentale. Toutefois, des itinéraires de remplacement ont également été prévus pour contourner la frontière entre la Turquie et la Bulgarie; les uns vont en Roumanie via l'Ukraine, d'autres, conduisent en Europe occidentale par la route des Balkans.

Si les données tirées des saisies et les renseignements des forces de répression indiquent que l'itinéraire occidental des Balkans a pris de l'importance au cours de la période 2000-2004, cette tendance ne s'est pas poursuivie en 2005. En outre, le volume des saisies a augmenté le long de l'itinéraire oriental des Balkans, ce qui reflétait simplement le nombre de saisies signalées par la Roumanie et la Hongrie; mais les saisies opérées en Bulgarie et en Turquie ont diminué.

L'itinéraire conduisant en Fédération de Russie et vers les autres pays de la CEI passe principalement par l'Asie centrale; l'héroïne destinée aux pays baltes et nordiques emprunte également cette voie. D'autres routes, aériennes celles-ci, conduisent en Europe (notamment au Royaume-Uni) via le Pakistan, le Moyen-Orient, l'Afrique de l'Est et

de l'Ouest, et (selon Interpol) aux États-Unis via l'Afrique de l'Ouest.

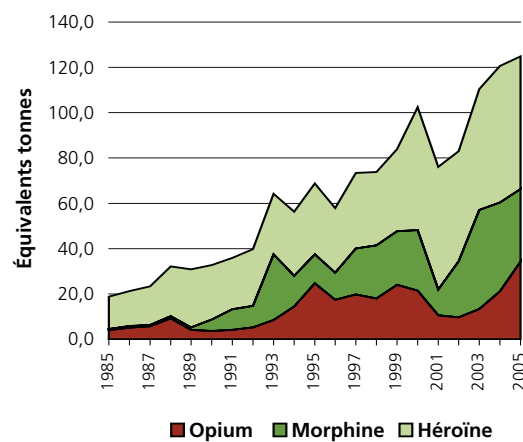
En 2005/06, de nouveaux itinéraires d'acheminement de l'héroïne sont partis d'Afghanistan à destination de la Chine et de l'Inde, via le Pakistan, et à destination de la Chine, via l'Asie centrale, ce qui a permis de compenser partiellement la baisse de l'approvisionnement de la Chine en héroïne en provenance du Myanmar.

Le taux mondial d'interception des opiacés continue d'augmenter ...

En 2005, le tableau des saisies mondiales se présentait comme suit : 342 t d'opium (contre 212 en 2004), 32 t de morphine (contre 39 en 2004) et 59 t d'héroïne (contre 60 en 2004). Les saisies combinées d'opiacés (héroïne, morphine et opium, telles qu'exprimées en équivalents héroïne²), ont représenté 125 t en 2005, soit un accroissement de 3 pour cent par rapport aux 121 t de 2004.

Au cours de la dernière décennie, le taux de croissance annuel des saisies d'opiacés a été, en moyenne, de 6 pour cent, ce qui dépassait l'accroissement de la production mondiale d'opium et a débouché sur une hausse du taux mondial d'interception des opiacés, qui est passé de 15 pour cent, en 1995, à 26 pour cent, en 2006.

Fig. 20: Saisies mondiales d'opiacés, exprimées en équivalents héroïne, par substance, 1985-2005



Source: UNODC, Annual reports Questionnaire Data / DELTA.

¹ ONUDC, Enquête sur la production d'opium en Afghanistan 2006, octobre 2006.

² Aux fins de ce calcul, on suppose que 10 kg d'opium équivalent à 1 kg de morphine ou à 1 kg d'héroïne.

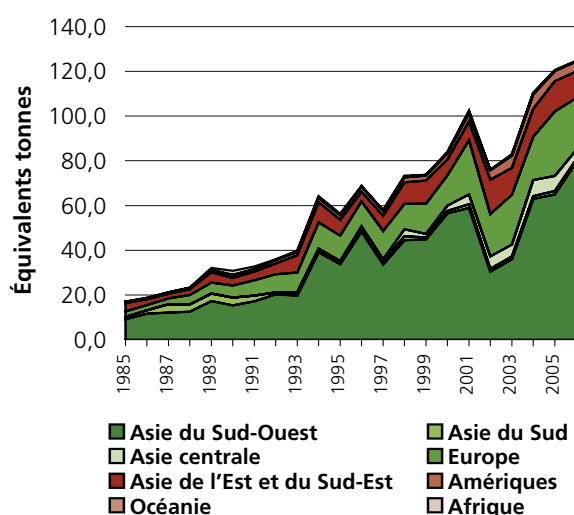
... le gros des saisies intervenant près des zones de production...

En 2005, la majorité des saisies d'opiacés (67%) ont été opérées dans les pays qui entourent l'Afghanistan. En y ajoutant les saisies effectuées en Europe, elles représentaient, ensemble, 87 pour cent du total mondial. Les autres saisies ont été opérées en Asie de l'Est et du Sud-Est et en Océanie (10%), les Amériques comptant pour 4 pour cent et l'Afrique pour 0,2 pour cent. L'Afrique est de plus en plus approvisionnée en opiacés par l'Asie du Sud-Ouest.

Les saisies d'opiacés ont augmenté en Asie du Sud-Ouest en 2005 (+ 22%), mais elles ont chuté en Asie de l'Est et du Sud-Est (- 12%), reflétant la baisse de production au Myanmar et en RDP lao. La forte augmentation des saisies en Asie du Sud-Ouest a également aidé à stabiliser le marché européen, où les saisies d'opiacés ont diminué de 10 pour cent.

Dans l'intervalle, les saisies d'opiacés ont augmenté de 17 pour cent en Europe de l'Est (c'est-à-dire dans les pays européens de la CEI), qui est alimentée en opiacés afghans via l'Asie centrale. Les saisies opérées en Asie centrale ont chuté de 38 pour cent en 2005, principalement du fait du Tadjikistan (- 51 per cent). Ce recul est lié aux dispositions transitoires prises au moment où le contrôle des frontières a été transféré aux autorités tadjikes. Le Tadjikistan n'en a pas moins saisi le gros des opiacés en Asie centrale (près de

Fig. 21: Saisies mondiales d'opiacés, exprimées en équivalents héroïne*, ventilation par région, 1985-2005

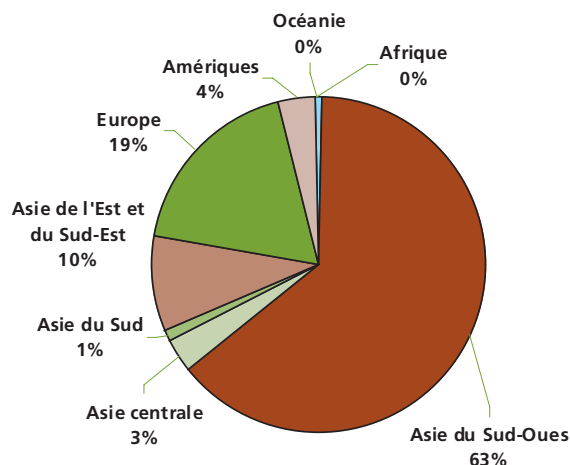


* Aux fins de ce calcul, on suppose que 10 kg d'opium équivalent à 1 kg de morphine ou à 1 kg d'héroïne.

Source: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels / DELTA.

60 pour cent en 2005). Le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, ainsi que la Fédération de Russie, ont, tous, signalé une augmentation du volume des saisies.

Fig. 22: Saisies mondiales d'opiacés, exprimées en équivalents héroïne*, ventilation par région, 2005



Source: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels / DELTA.

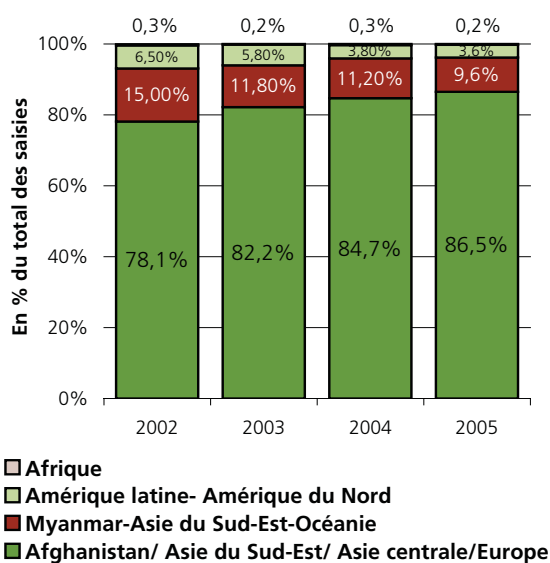
* Aux fins de ce calcul, on suppose que 10 kg d'opium équivalent à 1 kg de morphine ou à 1 kg d'héroïne.

... et principalement le long de l'itinéraire de trafic Afghanistan-Europe.

Entre 2002 et 2005, la proportion des opiacés saisis le long de l'itinéraire de trafic Afghanistan-Europe est passée de 78 à 87 pour cent, reflétant la hausse de la production d'opium en Afghanistan. Les saisies opérées le long des deux autres grands itinéraires ont diminué, tombant de 15 à 10 pour cent pour la route Asie du Sud-Est/Océanie, et de 7 à 4 pour cent pour l'itinéraire Amérique latine-Amérique du Nord. Ces baisses reflètent les baisses de production constatées en Asie du Sud-Est et en Amérique latine.

Les niveaux du trafic d'opiacés entre l'Asie du Sud-Est et l'Amérique du Nord et entre l'Amérique latine et l'Europe, sont restés bas. À partir de 2005/06, toutefois, les opiacés produits en Afghanistan ont été acheminés vers la Chine en quantités croissantes.

³ UNODC, Annual Reports Questionnaire data.

Fig. 23: Répartition des saisies d'opiacés (exprimées en équivalents héroïne*), 2002-2004

* en appliquant un taux de conversion où 10 kg d'opium équivalent à 1 kg de morphine et à 1 kg d'héroïne

Source: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels / DELTA.

Les plus fortes saisies d'opiacés ont lieu en Iran et au Pakistan

En 2005, c'est en Iran que les plus grandes quantités d'opiacés (héroïne, morphine et opium en équivalents héroïne) ont été saisies (29 %); venaient ensuite le Pakistan (20% du total), l'Afghanistan (15 %), la Chine (7.5%), la Turquie (7%), la Fédération de Russie (4%) et le Tadjikistan (2%). Le Royaume-Uni⁴ comptait pour 1,8 pour cent des saisies mondiales d'opiacés, les États-Unis pour 1,4 pour cent, et l'Italie pour 1,1 pour cent.

Bien que l'Afghanistan n'ait compté que pour 2 pour cent des saisies mondiales d'opiacés en 2002, cette proportion est passée à 4 pour cent en 2004 et à 15 pour cent en 2005, ce qui a représenté la plus forte augmentation de l'année dans le monde.

Une ventilation des saisies d'opiacés en 2005, par substance, donne le tableau ci-après :

- Opium (342 t) – Iran: 68 pour cent (reflétant la forte consommation intérieure), Afghanistan: 27 pour cent, et Pakistan: 2 pour cent.
- Héroïne et morphine ensemble (91 t) – Pakistan: 27

pour cent, Iran: 14 pour cent, Chine, Afghanistan et Turquie: 10 pour cent chacun, Fédération de Russie: 5 pour cent, et Tadjikistan: 3 pour cent.

- Morphine (32 t) – Pakistan: 69 pour cent, Iran: 22 pour cent, Afghanistan: 6 pour cent, et Turquie: 2 pour cent. Les usagers des drogues ne consommant généralement pas de morphine, les grosses saisies indiquent la fabrication subséquente d'héroïne. Les fortes saisies de morphine signalées par les voisins de l'Afghanistan montrent aussi que d'importantes quantités d'héroïne sont encore produites hors d'Afghanistan. Toutefois, le Pakistan, l'Iran et la Turquie n'ont signalé aucun démantèlement de laboratoire clandestin d'héroïne en 2005, ce qui laisse planer une incertitude sur le lieu exact de sa fabrication.
- Héroïne (59 t) – Chine: 15 pour cent, Turquie: 14 per cent, Afghanistan: 12 pour cent, Iran: 10 pour cent, Fédération de Russie: 8 pour cent, ainsi que Tadjikistan, Royaume-Uni⁵ et Pakistan: 4 pour cent chacun, États-Unis: 3 pour cent, et Italie: 2 pour cent. Cela montre que la Chine est le plus grand marché d'héroïne d'Asie de l'Est et du Sud-Est; la Fédération de Russie est, de loin, le plus gros marché d'Europe de l'Est; le Royaume-Uni et l'Italie sont les plus importants marchés d'Europe occidentale, et les États-Unis le plus gros marché des Amériques.

L'Asie du Sud-Ouest fait état de saisies record en 2006 ...

Les données préliminaires concernant l'Iran et le Pakistan laissent supposer un nouvel accroissement du total des saisies d'opiacés en 2006 (+ 46 pour cent). Si cela témoigne de la pérennité des efforts déployés dans les deux pays, cela reflète aussi l'accroissement de 49 pour cent de la production d'opium en Afghanistan en 2006, principalement dans les provinces du sud, proches du Pakistan et de l'Iran. Les saisies d'opiacés ont également augmenté de près de 25 pour cent en Turquie en 2006, ce qui laisse supposer que l'itinéraire 'traditionnel' du trafic via le Pakistan, l'Iran, la Turquie et les Balkans connaît un regain d'importance.

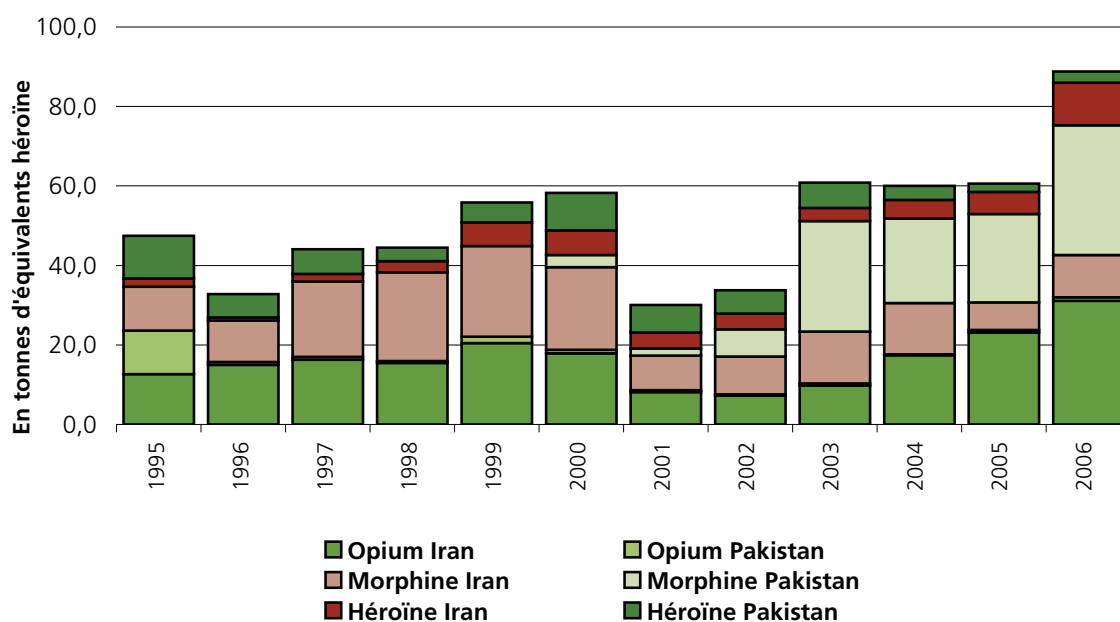
... tandis que les saisies d'opiacés plafonnent en Asie centrale

Par contraste, les données préliminaires relatives aux pays d'Asie centrale révèlent une stabilisation des saisies d'opiacés, avec un accroissement de 1 pour cent consécutif à une baisse de 38 pour cent en 2005. Les estimations de l'ONUDC suggèrent toutefois que le trafic via l'Asie centrale a augmenté de quelque 12 pour cent en 2006.

⁴ Les données concernant le Royaume-Uni se rapportent à l'année 2004; elles servent ici de données de substitution pour 2005.

⁵ *ibid.*

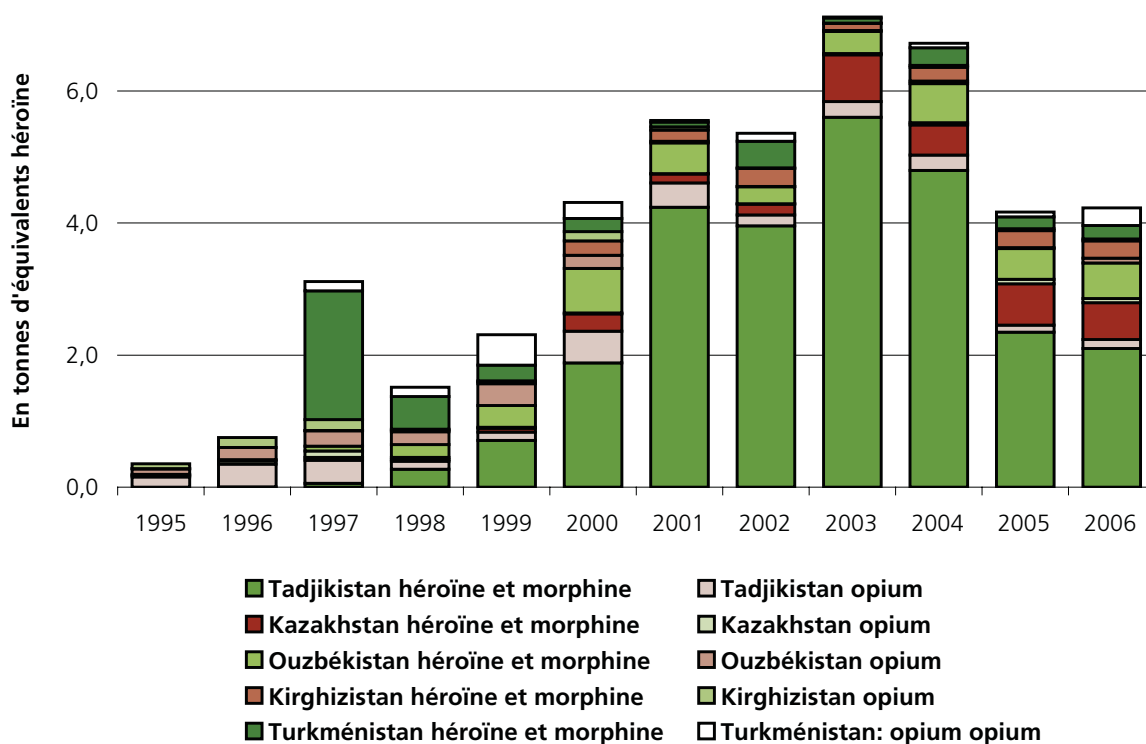
Fig. 24: Saisies d'opiacés (en tonnes d'équivalents héroïne*) au Pakistan et en Iran, 1995-2006



* Aux fins de ce calcul, on suppose que 10 kg d'opium équivalent à 1 kg de morphine ou à 1 kg d'héroïne.

Source: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels / DELTA.

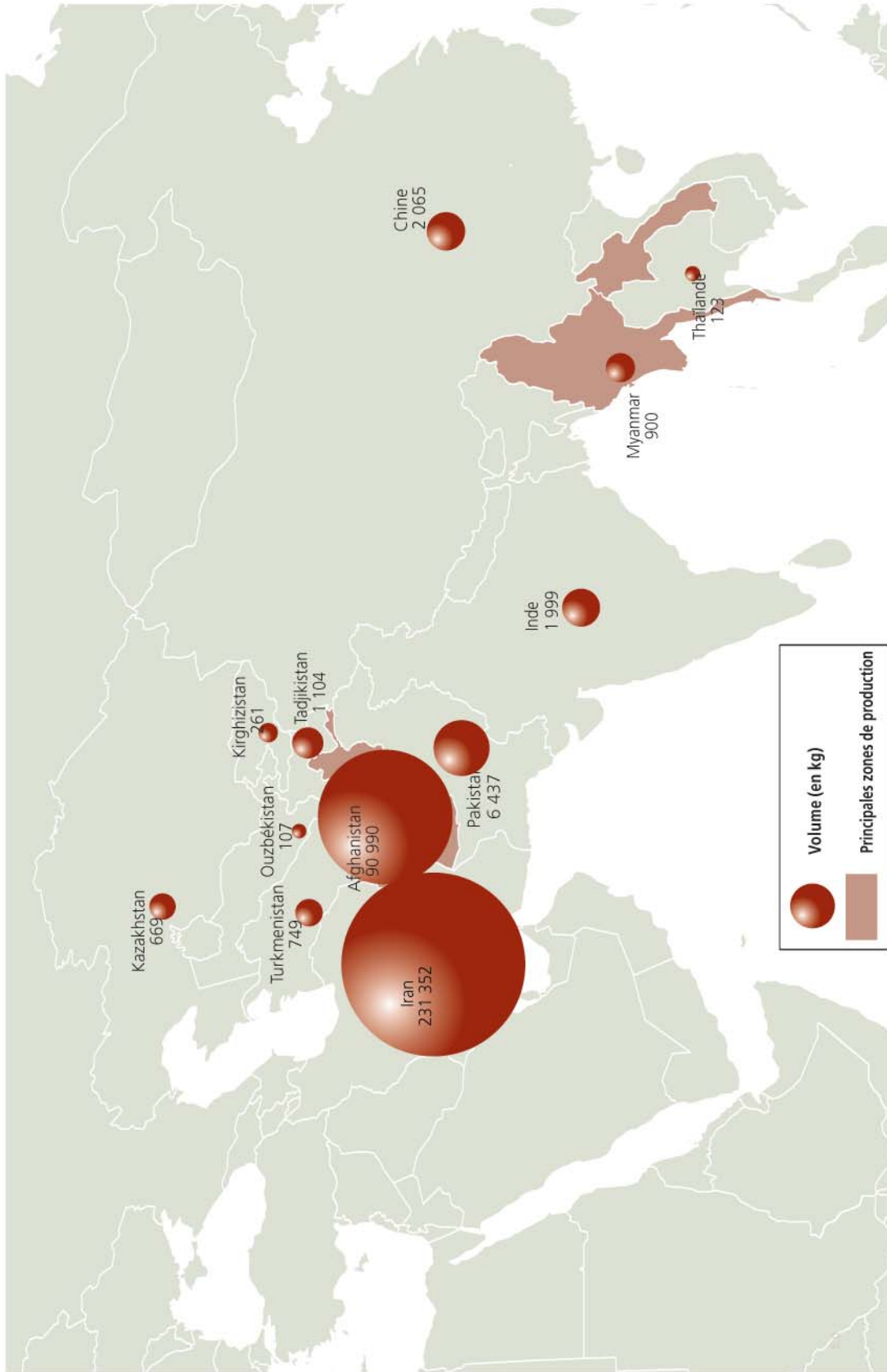
Fig. 25: Saisies d'opiacés en Asie centrale, 1995-2006



* Aux fins de ce calcul, on suppose que 10 kg d'opium équivalent à 1 kg de morphine ou à 1 kg d'héroïne; les pays d'Asie centrale n'ont quasiment pas signalé de saisies de morphine ces dernières années.

Source: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels / DELTA.

Carte 4: Trafic d'opium, 2005 (pays ayant signalé des saisies* supérieures à 10 kg)



* Saisies, telles que signalées (pureté de la rue)

Source: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels / DELTA.

Fig. 26: États-Unis: prix de gros et de détail de l'héroïne, 1990-2005 (en \$ E.-U. par g.)

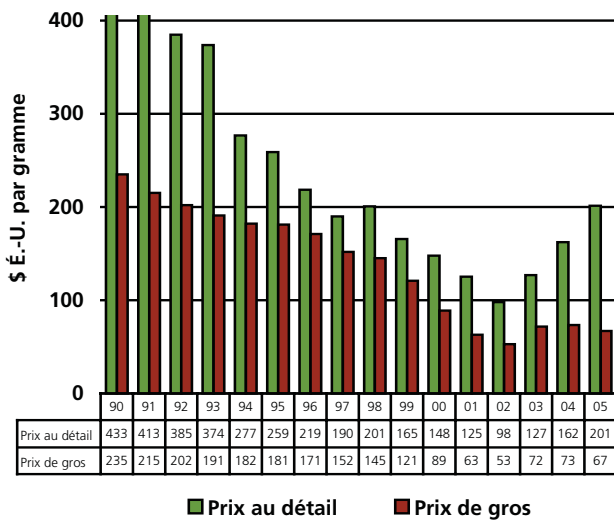


Fig. 27: EUROPE: prix de gros et de détail de l'héroïne, 1990-2006 (en \$ E.-U. par g.)

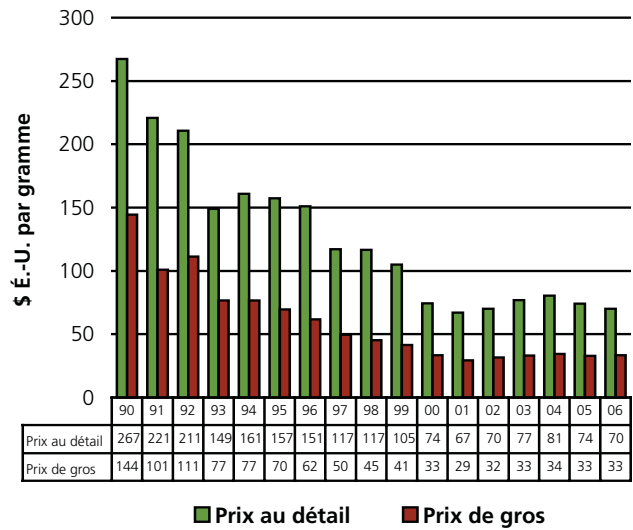


Fig. 28: Prix de gros de l'héroïne en Europe et aux Etats-Unis, 1990-2006 (en \$ E.-U. par gramme)

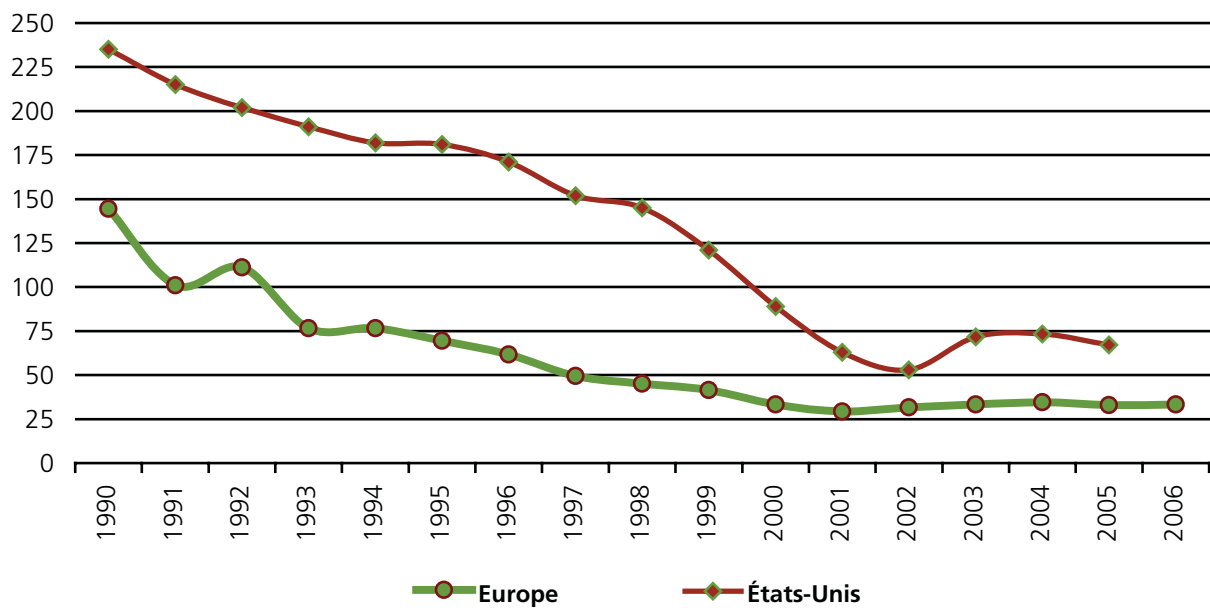
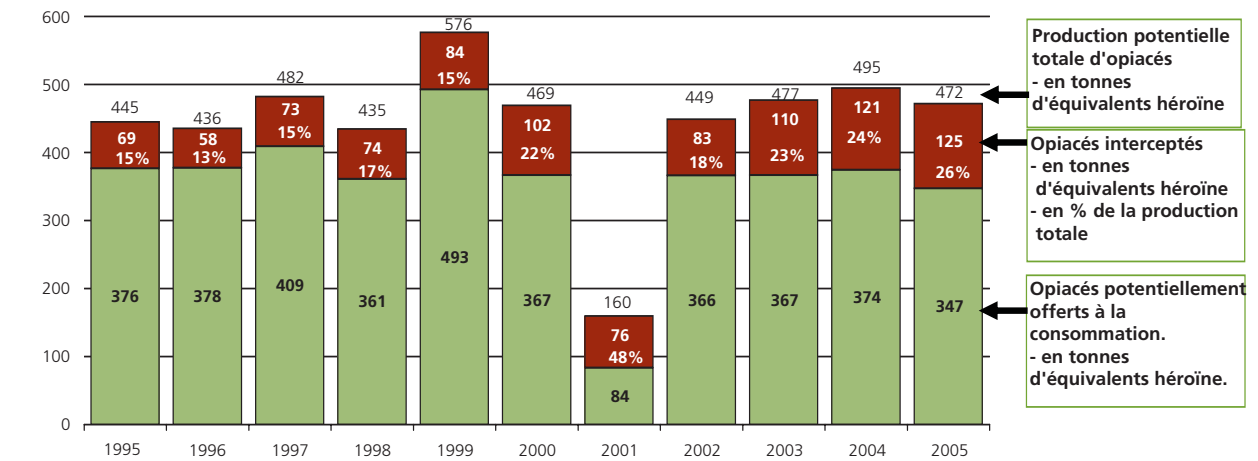
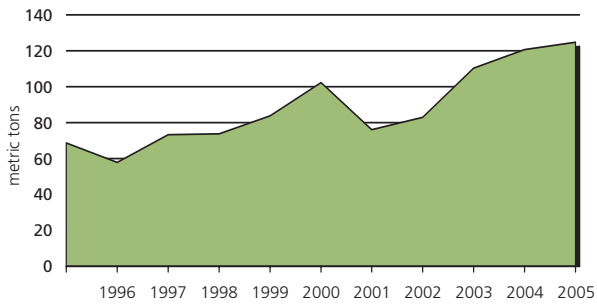


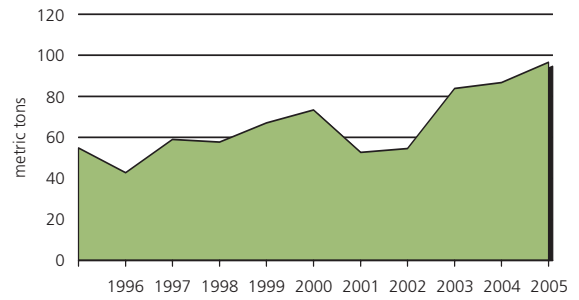
Fig. 29: Offre mondiale d'opiacés, 1994 - 2005



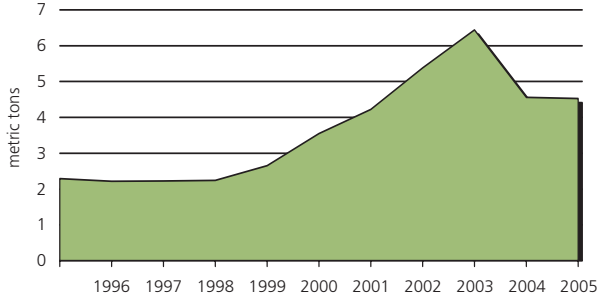
OPIACÉS INTERCEPTÉS – MONDE
1995 - 2005



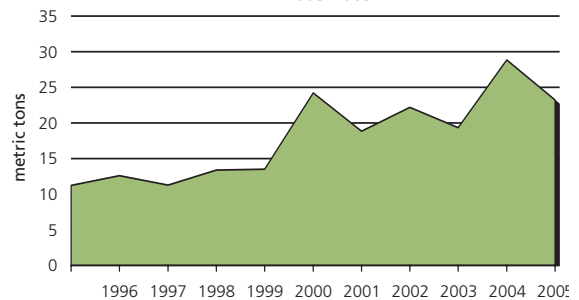
OPIACÉS INTERCEPTÉS - ASIE
1995-2005



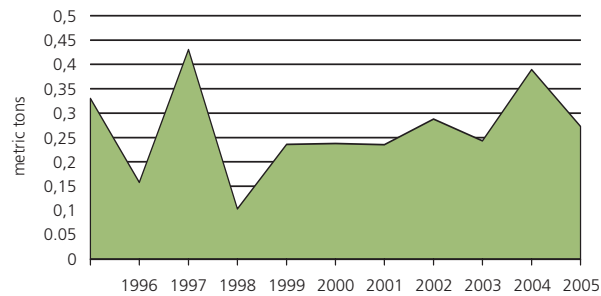
OPIACÉS INTERCEPTÉS – AMÉRIQUES –
1995-2005



OPIACÉS INTERCEPTÉS - EUROPE –
1995-2005



OPIACÉS INTERCEPTÉS – AFRIQUE –
1995-2005



OPIACÉS INTERCEPTÉS - OCÉANIE –
1995-2005

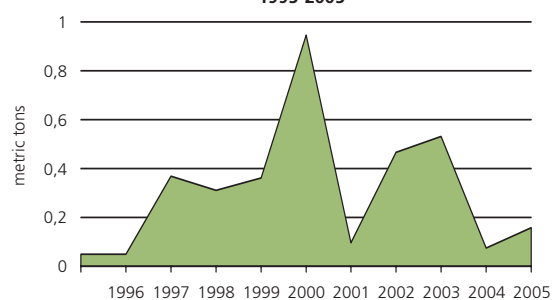
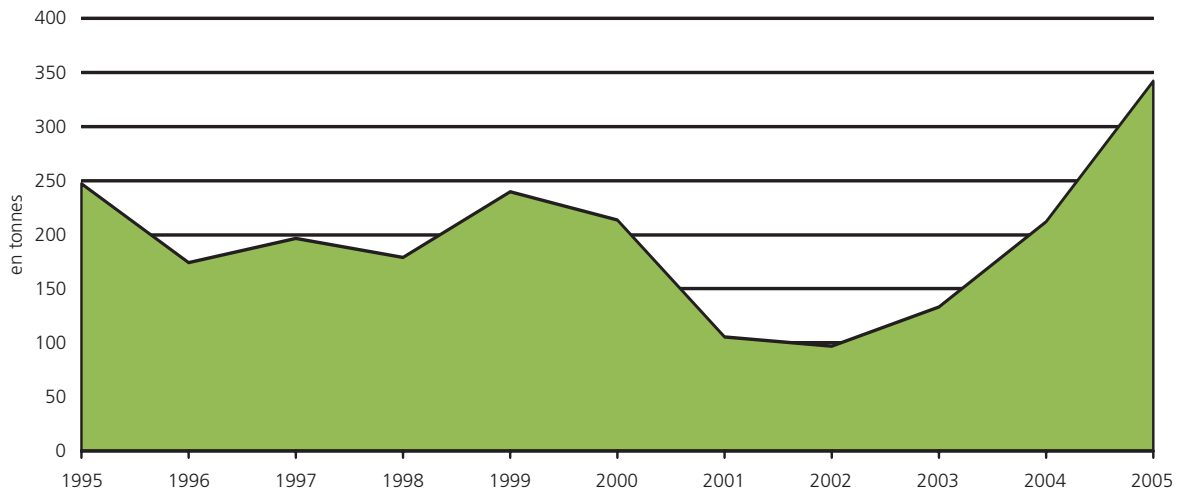
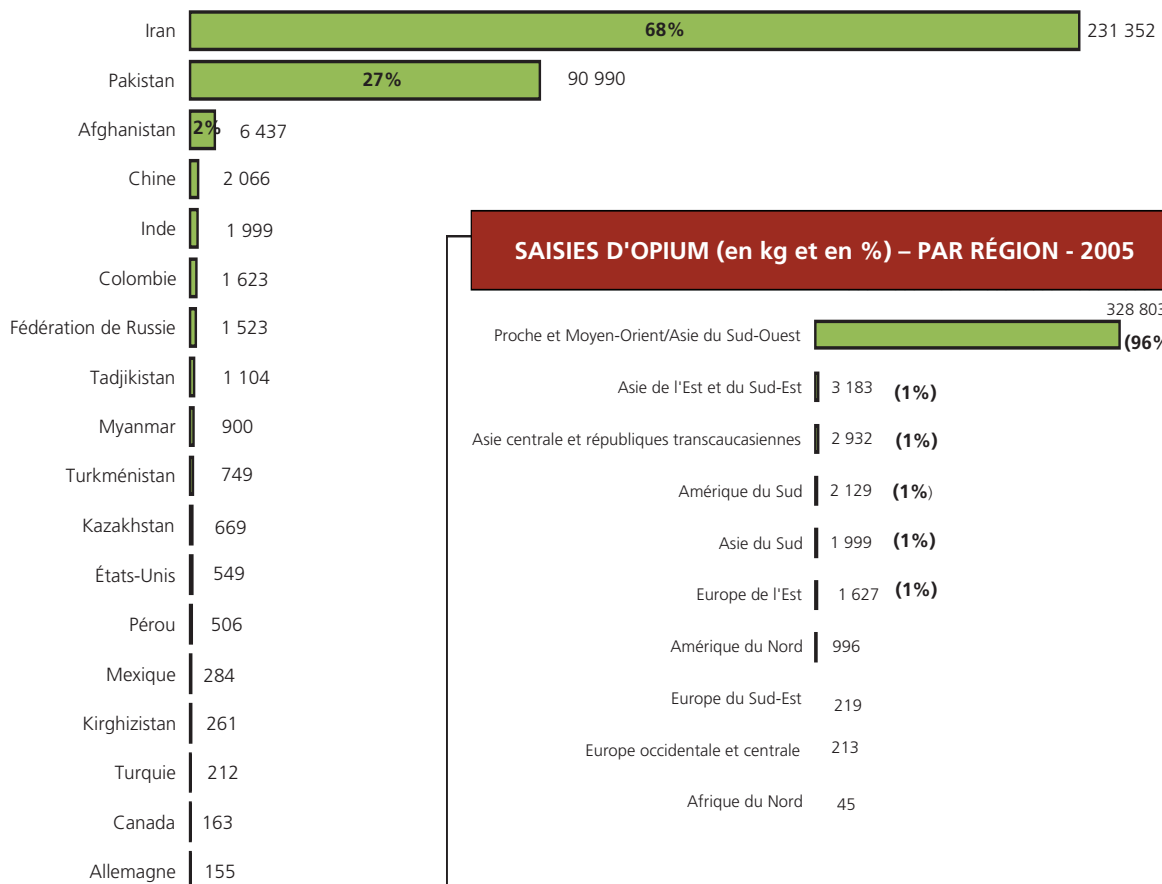


Fig. 30: Saisies mondiales d'opium, 1995 - 2005



Année	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Tonnes	247	174	196	179	239	213	106	97	133	212	342

SAISIES D'OPIUM EN % DU TOTAL MONDIAL ET EN KG – PAYS VENANT EN TÊTE DU CLASSEMENT - 2005



SAISIES D'OPIUM (en kg et en %) – PAR RÉGION - 2005

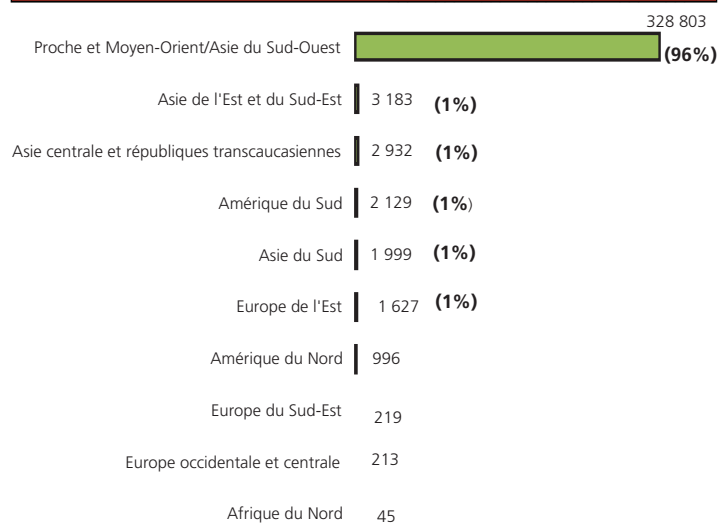
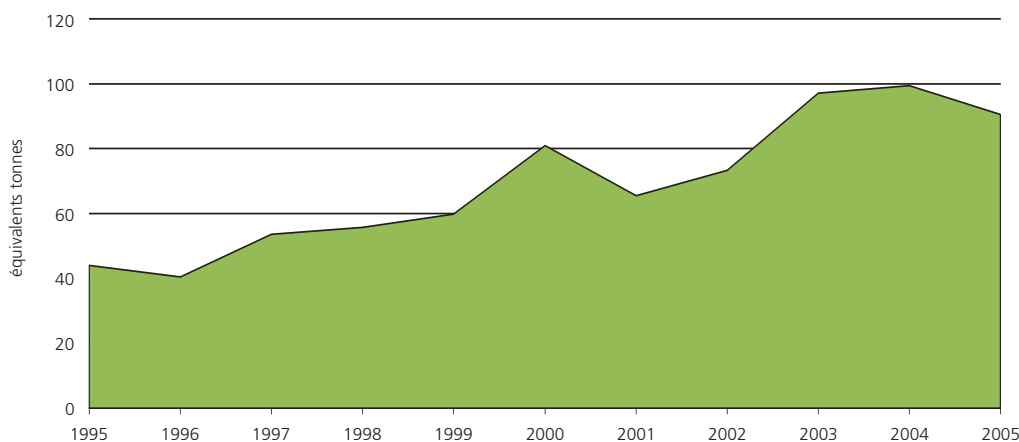


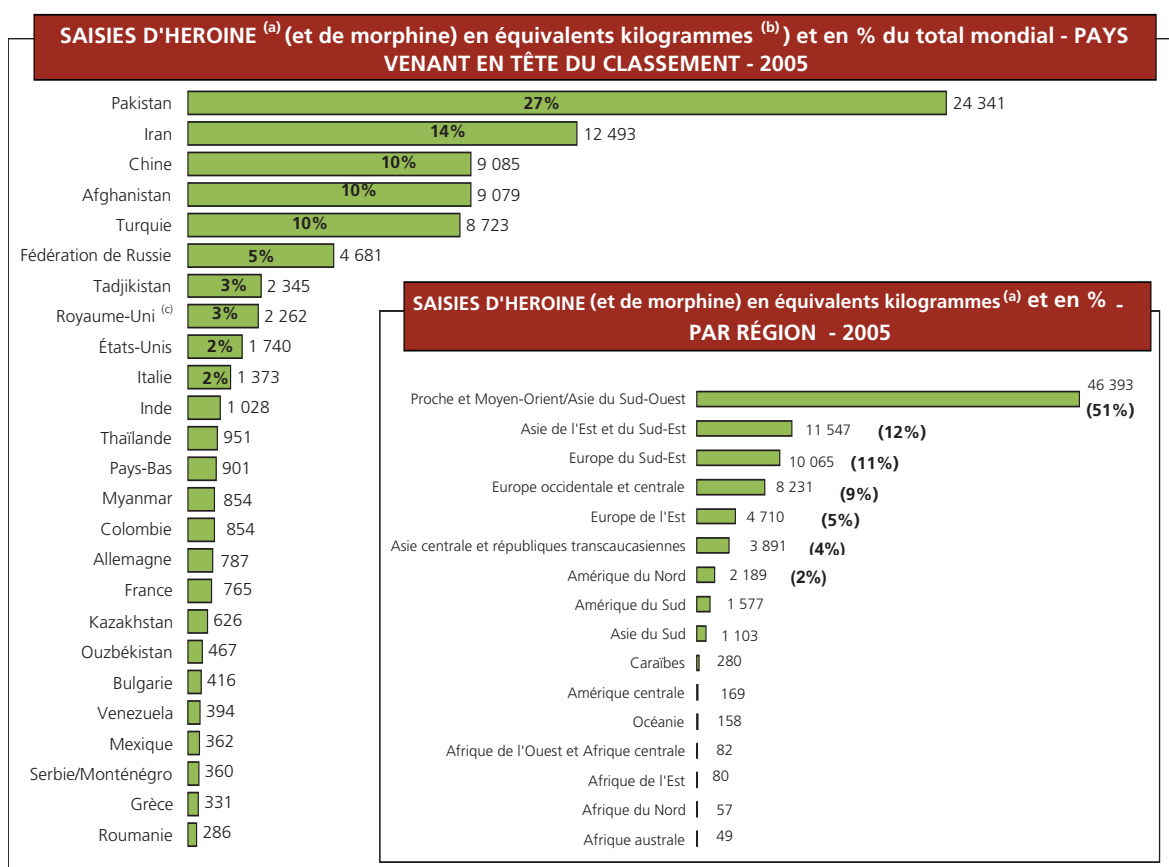
Fig. 31: Saisies mondiales d'héroïne a) et de morphine b) , 1995 - 2005



(a) saisies telles que signalées (pureté de la rue)

(b) Aux fins de ce calcul, on suppose qu'1 kg de morphine équivaut à 1 kg d'héroïne; les pays d'Asie d'Asie centrale n'ont quasiment pas signalé de saisies de morphine ces dernières années.

Année	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Équivalents tonnes	44	40	54	56	60	78	66	73	97	99	91



(a) Saisies, telles que signalées (pureté de la rue)

(b) Aux fins de ce calcul, on suppose qu'1 kg de morphine équivaut à 1 kg d'héroïne; les pays d'Asie centrale n'ont quasiment pas signalé de saisies de morphine ces dernières années.

(c) Ces données se rapportent à 2004.

1.2.4 Abus

Les abus mondiaux d'opiacés restent généralement stables

Les abus mondiaux d'opiacés se sont stabilisés; on estime que 15,6 millions de personnes en consomment, soit 0,4 pour cent de la population mondiale âgée de 15 à 64 ans. Les opiacés restent la principale drogue posant problème dans le monde et sont à l'origine de quelque 60 pour cent des demandes de traitement en Asie et en Europe.

Plus de la moitié des usagers des opiacés de la planète vivent en Asie; c'est le long des itinéraires principaux du trafic sortant d'Afghanistan que l'on enregistre les taux d'abus les plus élevés. La prévalence annuelle des opiacés, dont l'héroïne, est élevée en République islamique d'Iran, où le nombre de toxicomanes dépasse, pense-t-on, 1,2 million (soit 2,8 pour cent de la population générale âgée de 15 à 64 ans). Les abus d'opiacés sont également élevés en Asie centrale. Les dernières enquêtes réalisées en coopération avec le Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues de l'ONUDD ont constaté que les taux de prévalence des abus d'opiacés en 2006 allaient de 0,5 pour cent de la population âgée de 15 à 64 ans, au Tadjikistan, à 0,8 pour cent, en Ouzbékistan et au Kirghizistan, et à 1 pour cent, au Kazakhstan. Les usagers des opiacés de l'Asie centrale sont près de 300 000.

Une nouvelle étude réalisée au Pakistan a estimé un taux de prévalence de 0,7 pour cent dans les quatre principales provinces du pays (fourchette : 400 000 à 600 000 personnes) en 2006. En extrapolant à partir de ces résultats, l'ONUDD estime à 640 000, environ, le nombre des consommateurs d'opiacés au Pakistan; près de 500 000 d'entre eux sont héroïnomanes. Ces conclusions rejoignent celles d'une étude réalisée en 2000/01. Vu l'accroissement massif de la production d'opium et d'héroïne dans l'Afghanistan voisin, cette stabilité des taux de prévalence est un accomplissement notable. Le taux de prévalence de l'usage d'opiacés va de 0,4 pour cent, dans les provinces du Pendjab et de Sind, à 0,7 pour cent dans la province de la frontière du nord-est, et à 1,1 pour cent, au Balouchistan.¹ Ces deux dernières partagent une frontière avec l'Afghanistan. Si le taux global des abus n'a pas beaucoup

varié au Pakistan, la proportion d'usagers des drogues par injection a augmenté de façon alarmante, passant de 3 pour cent, en 1993, à 15 pour cent, en 2000/01, et à 29 pour cent, en 2006.

Une étude publiée en Inde en 2004 a révélé des taux de prévalence d'opiacés de l'ordre de 0,7 pour cent dans la population masculine², ce qui équivaut à une prévalence annuelle de 0,4 pour cent, environ, dans la population générale âgée de 15 à 64 ans, soit un peu moins de 3 millions de personnes. Les abus d'opiacés ont augmenté en Inde en 2005, attisés par la disponibilité croissante d'héroïne importée en contrebande d'Afghanistan.

La prévalence annuelle en Chine (2004) est estimée à moins de 0,2 pour cent, soit 1,7 million d'usagers. Le nombre de toxicomanes 'actifs' officiellement homologués se montait à 785 000, en 2005, dont 700 000 héroïnomanes (78%); 2,28 pour cent étaient opiomanes, et 0,19 pour cent morphinomanes. Le marché chinois des opiacés s'est, semble-t-il, stabilisé en 2005/06.³

Les abus d'opiacés sont généralement demeurés stables – accusant même parfois un léger déclin – en Europe occidentale et centrale. Le taux de prévalence annuel est resté proche de 0,5 pour cent de la population âgée de 15 à 64 ans (1,5 million de personnes). Les principaux marchés d'opiacés de l'Europe occidentale sont ceux du Royaume-Uni (350 000 personnes, environ) et de l'Italie (300 000), suivis par ceux de la France (170 000), de l'Allemagne (120 000) et de l'Espagne (70 000). Les données concernant l'Espagne indiquent que les abus d'opiacés ont diminué dans les dernières années. Ces données sont extrapolées à partir des estimations de l'usage problématique de drogues. Les résultats des enquêtes auprès des ménages menées dans tous les pays susmentionnés donnent des chiffres nettement inférieurs (avec des taux de prévalence généralement situés autour de 0,2%). Toutefois, vu que de nombreux héroïnomanes n'ont pas de domicile fixe, les enquêtes auprès des ménages ne fournissent sans doute pas une mesure optimale du nombre de consommateurs d'opiacés.

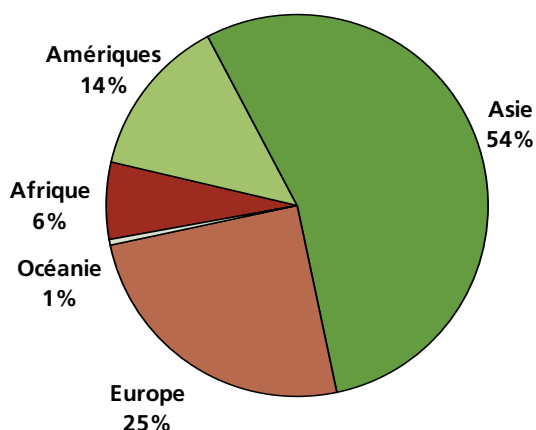
Le plus gros marché d'opiacés de l'Europe de l'Est est très probablement celui de la Fédération de Russie. Cepen-

¹ ONUDD: Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues: Évaluation de l'usage problématique de drogues au Pakistan en 2007, résultats préliminaires, mai 2007.

² ONUDD et Ministère de la justice sociale et de la responsabilisation, Gouvernement de l'Inde: Ampleur, caractéristiques et tendances de l'abus de drogues en Inde, enquête nationale, 2004.

³ Zhao Wanpeng, Directeur adjoint de la Division de la coopération internationale, Bureau du contrôle des stupéfiants, Ministère de la sûreté publique: 'Mesures mises en œuvre en Chine pour prévenir la production illicite de drogues de synthèse et de leurs précurseurs', exposé fait à la conférence 'Europe-Asie - Coopération en matière de drogues de synthèse et de leurs précurseurs', 6-7 mars 2007.

⁴ Cela reflète aussi les grandes différences entre les estimations de l'abus total de drogues en Fédération de Russie. L'examen des estimations actuelles du nombre total d'usagers se situe dans une fourchette allant de 1,5 million à 6 millions de personnes (ONUDD: Tendances des drogues illicites en Fédération de Russie, 2005).

Fig. 32: Ventilation des usagers d'opiacés, par région, en 2005

Source: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels, rapports des Gouvernements, rapports des organismes régionaux, estimations de l'ONUDC.

dant, les estimations du nombre d'usagers des opiacés varient considérablement⁴.

L'ONUDC s'est servi des estimations des autorités russes pour la période 2000/01; celle-ci laissent supposer quelque 2 millions d'usagers des opiacés⁵ dans le pays (équivalent à 2% de la population âgée de 15 à 64 ans), dont 1,5 million consomment de l'héroïne. En 2005, on dénombrait 343 509 toxicomanes immatriculés dans les centres nationaux de traitement, soit 0,24 pour cent de la population totale du pays. Plusieurs provinces proches de la frontière avec le Kazakhstan (Samara, Khanty-Mani, Kemerovo, Tyumen, Primorsky, Novosibirsk) signalaient des taux d'usage supérieurs à la moyenne (0,5% à 0,7%). On signalait également des taux d'abus élevés à Irkutsk (Extrême-Orient; 0,5%), Tomsk (Sibérie du sud) et Krasnodar (région du Caucase, 0,4%).⁶ La première enquête nationale du pays est prévue pour 2007.

Dans les Amériques, le plus important marché d'opiacés est celui des États-Unis, qui compte quelque 1,2 million d'usagers de l'héroïne (0,6% de la population âgée de 15 à 64 ans). Ces chiffres sont fondés sur une estimation des usagers réguliers et occasionnels d'héroïne en 2000. On ne dispose pas d'estimations plus récentes de l'usage global d'héroïne aux États-Unis. Les données de tendances suggèrent toutefois que les abus d'héroïne ont baissé depuis 2000, ce que semble confirmer les résultats des enquêtes parmi les ménages. Elles montrent qu'il n'y avait plus dans

Tableau 4: Prévalence annuelle des abus d'opiacés, 2005

	Abus d'opiacés...		... dont abus d'héroïne	
	population en millions	en % de la population âgée de 15 à 64 ans	Population en millions	in % of population 15-64 years
EUROPE	3 860 000	0,7	3 250 000	0,6
Europe occidentale et centrale	1 420 000	0,5	1 370 000	0,4
Europe du Sud-Est	184 000	0,2	130 000	0,2
Europe de l'Est	2 300 000	1,6	1 750 000	1,2
AMÉRIQUES	2 130 000	0,4	1 480 000	0,3
Amérique du Nord	1 310 000	0,5	1 245 000	0,4
Amérique du Sud	830 000	0,3	230 000	0,1
ASIE	8 480 000	0,3	5 350 000	0,2
OCÉANIE	90 000	0,4	30 000	0,1
AFRIQUE	980 000	0,2	980 000	0,2
TOTAL MONDIAL	15 550 000	0,4	11 090 000	0,3

Supérieur à la moyenne mondiale



Voisin de la moyenne mondiale



Inférieur à la moyenne mondiale



Source: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels, rapports des Gouvernements, rapports des organismes régionaux, estimations de l'ONUDC.

⁵ Extrapolation d'une estimation du nombre total d'usagers des drogues en Fédération de Russie (2,3 millions) (OCDPC, Profil de pays, la drogue et la crime en Fédération de Russie, 2002); estimations du % d'usagers des opiacés dans le nombre total de toxicomanes homologués.

⁶ Ministère de la santé, cité dans ONUDC: Tendances des drogues illicites en Fédération de Russie, 2005.

le pays que 380 000 usagers de l'héroïne en 2005 (soit 0,2% de la population générale âgée de plus de 12 ans); ils étaient encore 400 000 en 2002.

Le Brésil est le plus vaste marché d'opiacés d'Amérique du Sud (600 000 consommateurs, soit 0,5% de la population générale âgée de 12 à 65 ans, selon les résultats de l'enquête auprès des ménages réalisée en 2005. Ce marché se distingue par un usage massif d'opiacés de synthèse et le taux de prévalence de l'héroïne y est inférieur à 0,05 pour cent.

L'héroïne compte pour plus de 70 pour cent des abus d'opiacés

Près de 71 pour cent des 15,6 millions de consommateurs d'opiacés de la planète consomment de l'héroïne. Cela représente 11 millions d'individus. Les pourcentages varient toutefois beaucoup selon les régions. Si la quasi-totalité des toxicomanes africains disent consommer de l'héroïne, ce n'est le cas que d'un tiers seulement des usagers de l'Océanie. Cette caractéristique particulière de l'abus s'explique par la difficulté de se procurer de l'héroïne et par la disponibilité d'opiacés de synthèse.

Les abus d'héroïne en Europe occidentale et centrale se sont stabilisés à 1,4 million. Les niveaux sont un peu plus élevés en Europe de l'Est qu'en Europe occidentale et centrale. Les estimations de l'ensemble des consommateurs d'héroïne en Europe (3,3 million d'usagers) sont supérieures aux estimations correspondantes pour les Amériques (1,5 million). L'Asie et l'Europe comptent, ensemble, pour plus des trois-quarts des abus d'héroïne dans le monde.

L'abus d'héroïne par injection expose les usagers au risque de VIH/SIDA. Selon le Programme commun des nations unies sur le VIH-sida (ONUSIDA), l'usage de drogues par injection a contribué aux flambées épidémiques en Inde, en Indonésie, en République islamique d'Iran, en Jamahiriya arabe libyenne, au Pakistan, en Espagne, en Ukraine, en Uruguay et au Viet Nam. En Chine, en Asie centrale et dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, l'usage de drogues par injection a été le mode de transmission du VIH le plus fréquemment cité ces dernières années.

Les pays d'Afrique de l'Est, notamment le Kenya, le Mozambique et la République-Unie de Tanzanie, ont signalé un accroissement sensible des abus d'héroïne au cours des dernières années.

Une nette augmentation des abus d'opiacés a également été signalée par l'Afrique du Sud et par un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest. En règle générale, ces accroissements sont liés au plus grand volume d'héroïne transitant par ces régions.

Les abus d'héroïne continuent d'augmenter en Asie, principalement dans les pays proches de l'Afghanistan...

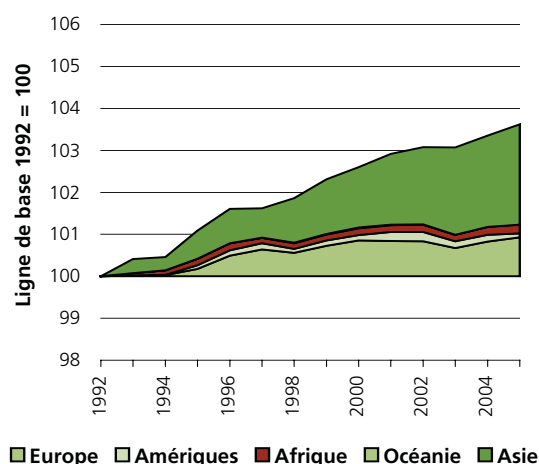
Si la nouvelle estimation des abus d'opiacés dans le monde (15,6 millions d'usagers) est légèrement inférieure à celle

que nous signalions dans la dernière livraison du Rapport mondial sur les drogues (15,8 millions), l'indicateur de l'usage de drogues suggère que l'abus d'opiacés a, lui aussi, légèrement augmenté dans le monde en 2005. Cela reflète surtout l'augmentation des abus d'opiacés signalés par l'Afghanistan, l'Iran, le Pakistan, l'Inde, les pays d'Asie centrale, la Fédération de Russie et de nombreux pays d'Afrique orientale et australe.

... mais sa consommation diminue en Asie de l'Est et du Sud-Est

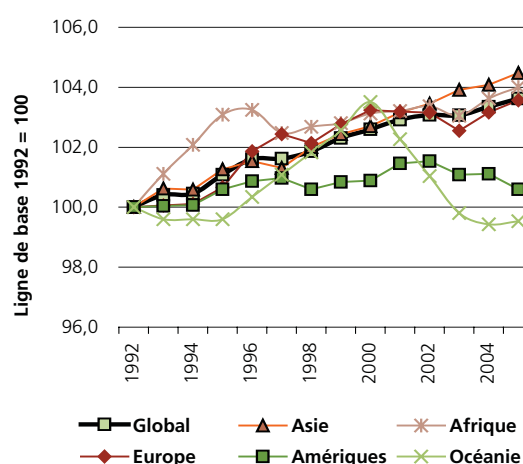
La plupart des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont signalé une baisse des abus d'opiacés en 2005, suite à la forte chute enregistrée dans la production d'opium au Myanmar

Fig. 33: Tendances perçues de l'usage composite d'opiacés, 1992-2005



Source: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels, rapports des Gouvernements; bureaux de terrain de l'ONUDC; Réseau d'information (de l'ONUDC) pour l'Asie et le Pacifique; Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues; OEDT; CICAD; rapports HONLEA et études locales.

Fig. 34: Opiate use perception trends, 1992-2005



Sources: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels, rapports des Gouvernements; bureaux de terrain de l'ONUDC; Réseau d'information (de l'ONUDC) pour l'Asie et le Pacifique; Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues; OEDT; CICAD; rapports HONLEA et études locales.

et en RDP lao. Le marché de la Chine est, paraît-il, resté stable car la diminution du volume d'opiacés en provenance du Myanmar a été compensée par une augmentation des quantités d'opium arrivant d'Afghanistan. Entre 1992 et 2005, l'indicateur de l'usage de drogues pour l'Asie a suivi la tendance mondiale – du moins jusqu'à ces dernières années, quand l'augmentation constatée a largement dépassé la moyenne mondiale.

L'usage d'opiacés reste stable – voire légèrement déclinant – en Europe occidentale et centrale, mais augmente en Europe de l'Est ...

L'usage d'opiacés est resté stable ou a même légèrement décliné en 2005 dans les pays d'Europe occidentale et centrale. Il est toutefois censé avoir augmenté en Europe de l'Est (pays de la CEI), notamment dans la Fédération de Russie, ainsi que dans un petit nombre de pays de l'Europe du Sud-Est, le long de la route des Balkans. Cela a provoqué, pour la deuxième année consécutive, une légère hausse de l'indicateur de l'usage de drogues pour l'Europe. Suite à l'interdiction des cultures de pavot à opium en Afghanistan, en 2001, les abus constatés en Europe ont diminué jusqu'en 2003, mais ils ont fini par retrouver leur niveau de 2000. Au terme de la forte croissance enregistrée dans les années 1990, la consommation d'opiacés s'est, pour l'essentiel, stabilisée. L'indicateur de l'usage de drogues pour l'Europe est globalement conforme à la moyenne mondiale.

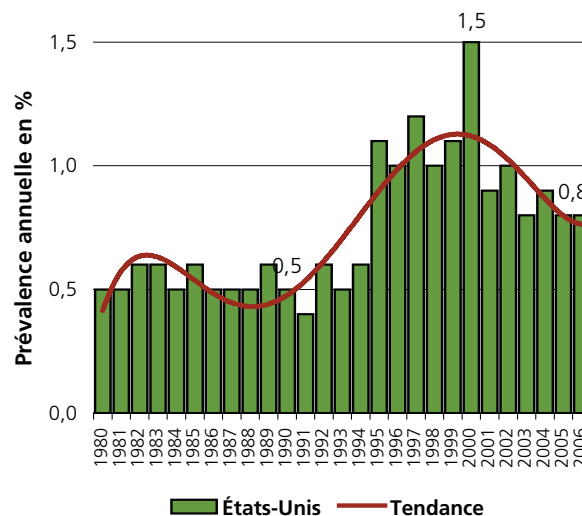
... diminue dans les Amériques ...

L'indicateur de l'usage de drogues fait état d'une légère baisse des abus d'opiacés dans les Amériques en 2005 et d'une baisse sensible depuis depuis 2001/2. Cette tendance est confirmée par les résultats des enquêtes en milieu scolaire réalisées aux États-Unis et au Canada, qui montrent que l'usage d'héroïne diminue au terme de la forte croissance enregistrée dans les années 1990. Aux États-Unis, la prévalence annuelle de la consommation d'héroïne a chuté, passant de 1,5 pour cent, en 2000, à 0,8 pour cent en 2005/6. La baisse de la production d'opium en Amérique latine et en Asie du Sud-Est – les deux fournisseurs traditionnels du marché nord-américain – semble y avoir contribué.

... et en Océanie ...

Après les fortes augmentations enregistrées dans les années 1990, les tendances de l'usage d'opiacés ont changé de cap après 2000. L'indicateur de tendance est désormais en-dessous de son niveau de la décennie antérieure. La région de l'Océanie, et en particulier l'Australie, avait naguère l'un des taux d'abus d'opiacés les plus élevés du monde. Cette situation a changé dans les premières années du nouveau millénaire, suite à une forte pénurie d'héroïne en 2001. Cette "sécheresse" provoqua une baisse des degrés de

Fig. 35: Prévalence annuelle de l'usage d'héroïne parmi les élèves de 12e année des écoles des États-Unis, 1980-2005

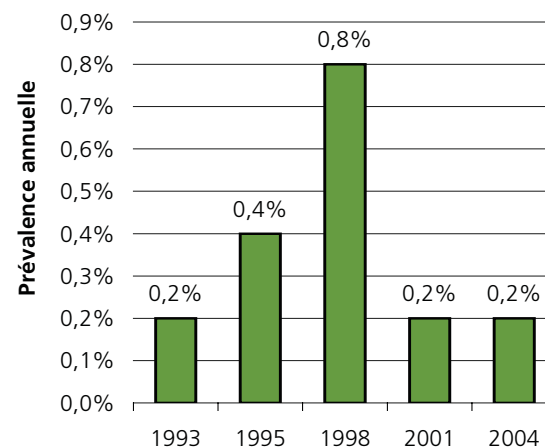


Source: Institut national de lutte contre l'abus des drogues (NIDA) [États-Unis]: Aperçu des principales conclusions

pureté, ainsi qu'une hausse abrupte des prix de l'héroïne, obligeant un grand nombre d'héroïnomanes à "décrocher". Le nombre de décès liés aux drogues chuta considérablement. Les craintes que la hausse des prix se traduise par un regain de criminalité et que l'amélioration due à la contraction de l'offre ne dure pas ne se concrétisèrent jamais. L'enquête stratégique nationale sur les drogues réalisée en 2004 auprès des ménages montra que la prévalence annuelle des abus d'héroïne – qui avait très fortement chuté en 2001 – demeura basse en 2004.

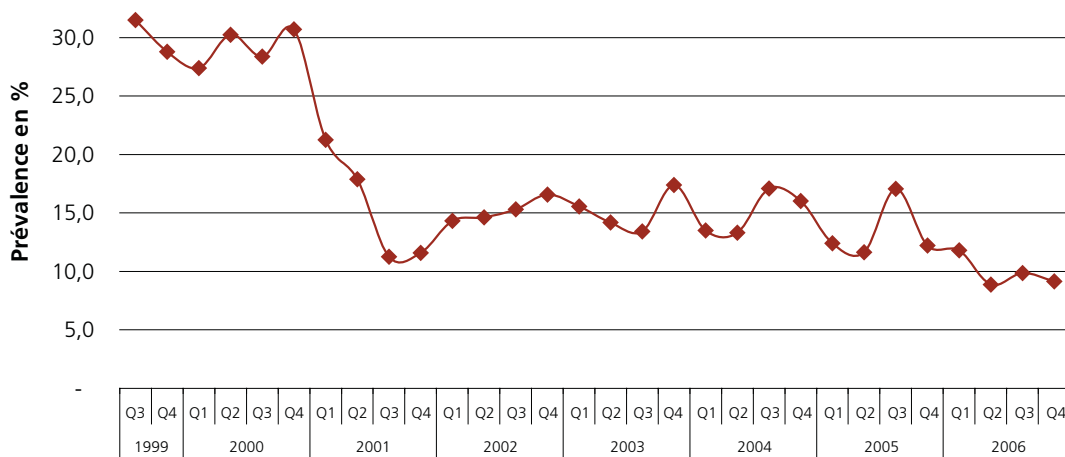
Le Projet australien de surveillance de la consommation de drogues (DUMA) montre que l'usage d'héroïne est resté à

Fig. 36: Usage d'héroïne dans la population générale (âgée de plus de 14 ans), Australie, 1993-2004



Source: Australian Institute of Health and Welfare (AIHW), 2004 National Drug Strategy – Enquête auprès des ménages.

Fig. 37: Dépistage des abus d'héroïne parmi les détenus australiens*



* moyenne non pondérée des résultats concernant l'Australie occidentale (East Perth), l'Australie du Sud (Adelaïde et Elizabeth), la Nouvelle-Galles du Sud (Sydney) et le Queensland (Brisbane et Southport).

Source: Institut australien de criminologie: Surveillance de l'usage des drogues en Australie (DUMA).

son seuil le plus bas en 2005 et a encore chuté en 2006. Alors qu'en 1999 et 2000, près de 30 pour cent des personnes appréhendées disaient avoir consommé de l'héroïne, leur proportion était tombée à 16 pour cent en 2005 (puis à moins de 10 pour cent au cours des deux derniers trimestres de 2006).

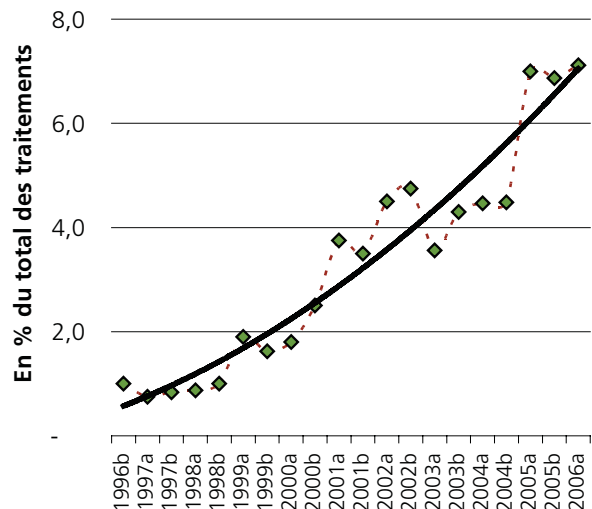
L'usage des opiacés continue de croître en Afrique

L'usage des opiacés a continué de croître en Afrique, notamment dans les régions orientales et australes du continent. Cela est très probablement dû à l'intensification du trafic d'héroïne. L'accroissement intervenu en Afrique venait au second rang des hausses constatées, après l'Asie; sur l'indicateur de l'usage de drogues, l'Afrique dépasse aujourd'hui légèrement la moyenne mondiale.

La tendance à la hausse enregistrée au cours de la dernière décennie est bien illustrée par le Réseau épidémiologique sud-africain sur l'abus des drogues (SACENDU). En 1996, l'héroïne comptait pour moins de 1 pour cent des demandes de traitement (alcool compris). Aux deux premiers trimestres de 2006, ce pourcentage était passé à 7 pour cent. Au cours des dernières années, le nombre des admissions en vue d'un traitement (avec l'héroïne pour principale drogue consommée) a fortement augmenté dans plusieurs régions: à l'Ouest de la province du Cap (Cape Town), dans le Gauteng (Pretoria et Johannesburg), à Mpulanga et au KwaZoulou-Natal (Durban, Pietermaritzburg). Les données préliminaires pour les troisième et quatrième trimestres de 2006 montrent que la hausse fut particulièrement marquée dans le Gauteng et au KwaZulu-Natal. En Afrique du Sud, l'héroïne est principalement

fumée. Toutefois, sur le nombre total de patients de l'Ouest de la province du Cap, du Mpuglanga et du Gauteng, dont l'héroïne était la principale drogue consommée, 11 pour cent, 33 pour cent et 42 pour cent, respectivement, disaient en avoir usé par injection au second semestre de 2006.⁷

Fig. 38: Afrique du Sud – Part de l'héroïne comme principale drogue consommée dans les demandes de traitement*, 1996-2006

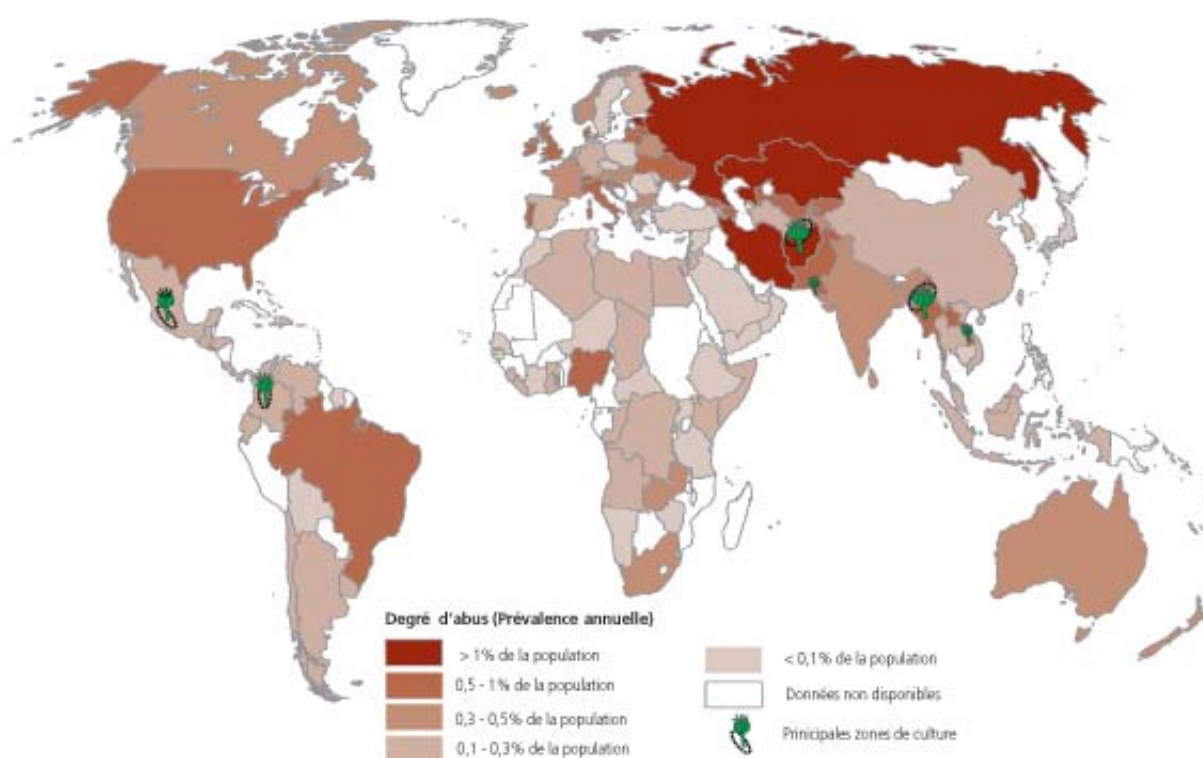


* moyenne non pondérée des traitements (alcool compris) dans 6 provinces

Source: SACENDU, Research Brief (instructions en matière de recherche), Vol. 9 (2), 2006.

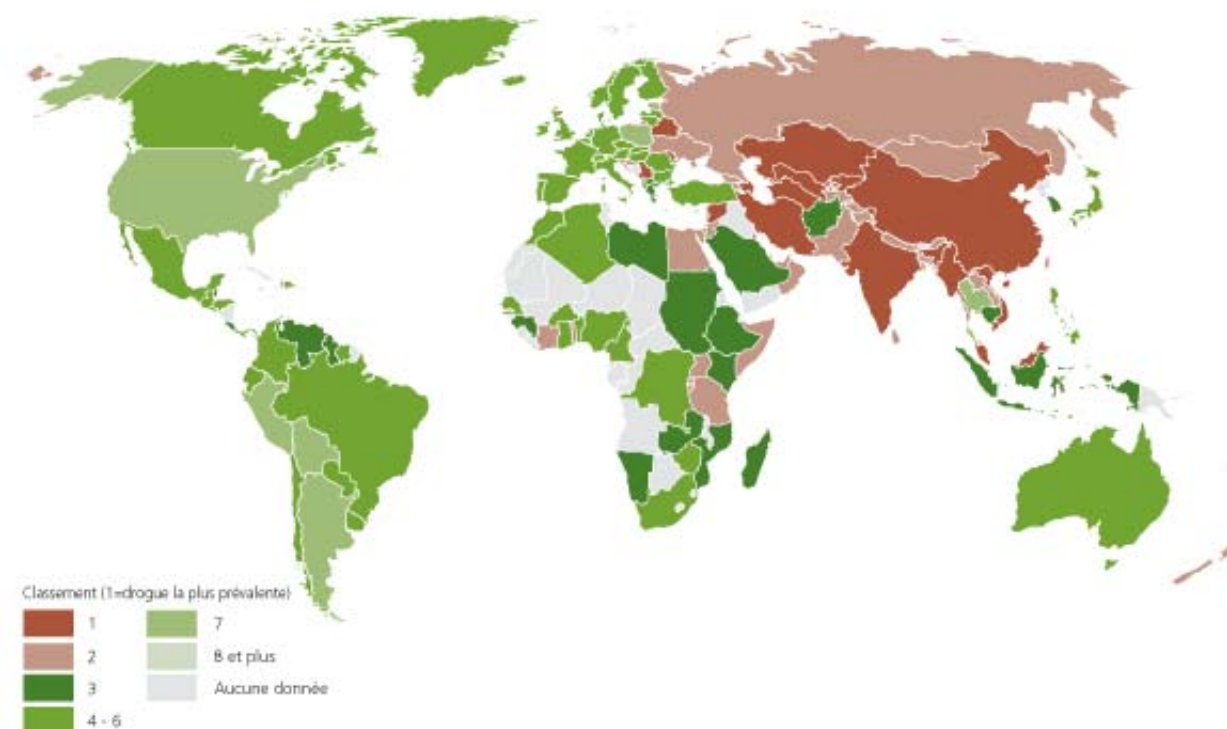
7 SACENDU, mise à jour, 25 mai 2007.

Carte 6: Abus d'opiacés (y compris héroïne), 2005 (ou dernière année disponible)



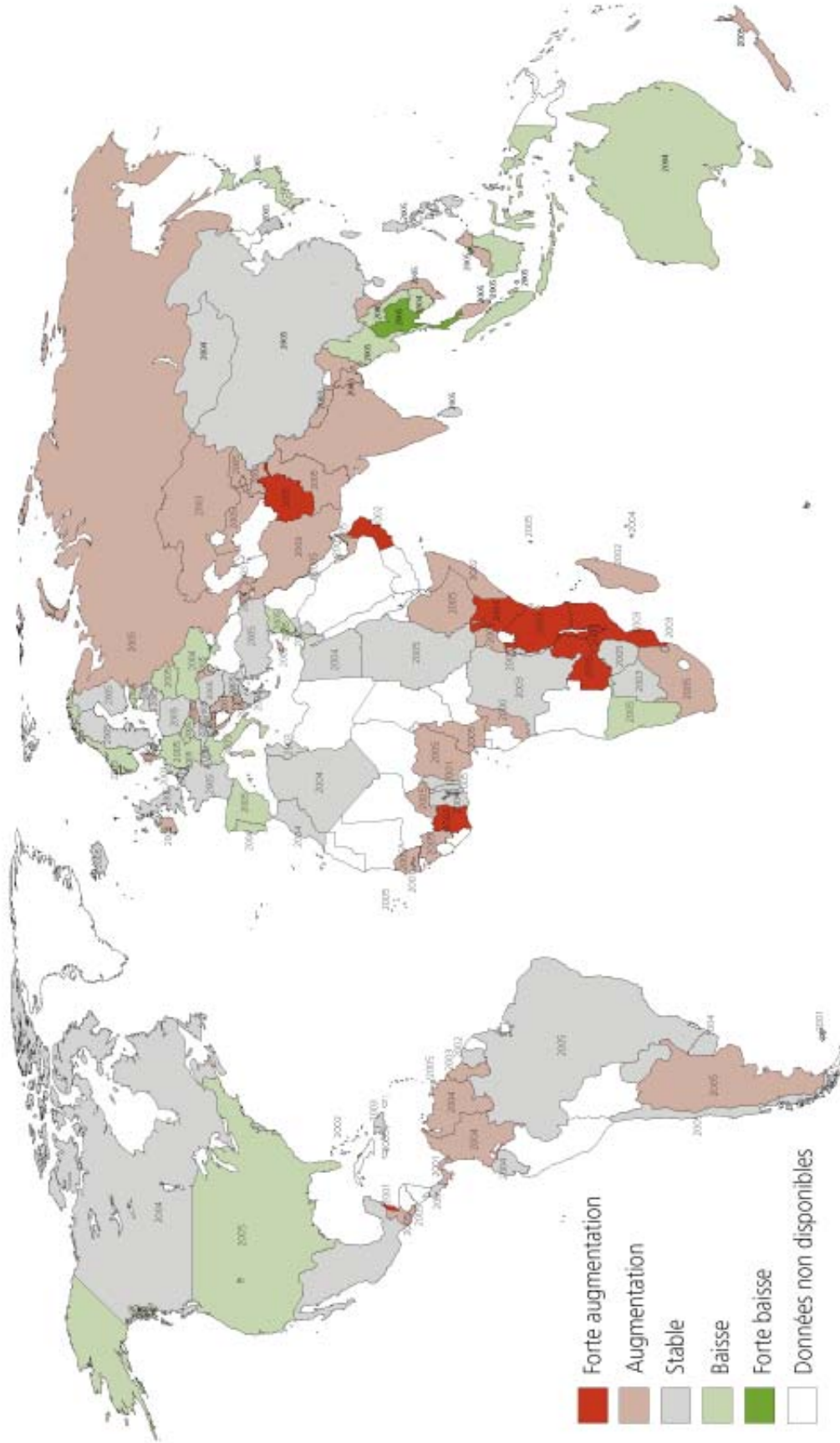
Sources: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels; DELTA; rapports des Gouvernements; Département d'État des États-Unis; Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT); Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD); ONUDC. Données du projet Afrique de l'ONUDC.

Carte 7: Classement des opiacés (dont l'héroïne) par ordre de prévalence, 2004 - 2006



Sources: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels; SAMSHA; Enquête nationale auprès des ménages sur l'abus des drogues; Ministère iranien de la santé; Étude d'évaluation rapide; Questionnaire de l'ONUDC; Conseil de l'Europe; Enquête européenne en milieu scolaire sur l'alcool et d'autres drogues (ESPAD).

Carte 8: Évolution de l'usage d'héroïne et des autres opiacés, 2005 (ou dernière année disponible)



* Sources: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels; Enquêtes nationales auprès des ménages communiquées à l'ONUDC; Département d'État des États-Unis; (Bureau des affaires internationales de stupéfiants et de répression); International Narcotics Control Strategy Report; Rapports des services de répression; Réseau épidémiologique sud-africain sur l'abus des drogues (SACENDU); ONUDC; Réunion des chefs des services nationaux de répression compétents en matière de drogues (HONLEA); Enquêtes sur l'opium de l'ONUDC; Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); ONUDC; Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); Données du projet Afrique de l'ONUDC.

1.3 Marché de la coca et de la cocaïne

1.3.1 Aperçu général des tendances

Le marché mondial de la cocaïne est généralement stable; les indicateurs relatifs à l'offre et à la demande se maintiennent à peu près au niveau des années précédentes. La superficie mondiale plantée en cocaïers a diminué de 29 pour cent (revenant à quelque 157 000 hectares) entre 2000 et 2006, reflétant la réduction massive des cultures de coca en Colombie (-52 pour cent) suite à une grande campagne d'éradication. Les zones plantées en cocaïers au Mexique et au Pérou ont augmenté durant cette période mais sont néanmoins demeurées nettement inférieures aux niveaux signalés une décennie plus tôt (-45 pour cent pour le Pérou et la Bolivie au cours de la période 1995-2006).

Certains signes montrent que, bien qu'endigée, l'offre s'adapte à la situation. Les succès remportés dans la réduction des cultures de coca entre 2000 et 2005 n'ont pas provoqué une chute de la production de la cocaïne. Au cours des dernières années, l'usage d'engrais et de pesticides et le perfectionnement des savoirs et des compétences dans le traitement des feuilles de coca ont permis d'améliorer les rendements, d'où la stabilité générale de la production. En 2006, les zones plantées en cocaïers en Bolivie, en Colombie et au Pérou représentaient 156 900 ha, soit 2 pour cent de moins qu'en 2005. La production mondiale de cocaïne est, elle aussi, demeurée largement inchangée; elle se montait à 984 t en 2006.

L'approvisionnement du marché restant globalement stable, certains signes encourageants donnent à penser que les interdictions ont permis de progresser dans la réduction de l'offre. Les saisies de cocaïne restent importantes. D'une manière générale, le taux d'interception a grimpé, passant de 24 pour cent, en 2000, à 42 pour cent, en 2006. Une meilleure coopération entre services de répression – tant sur le plan national qu'entre pays concernés – semble avoir débouché sur un accroissement des saisies, à l'intérieur et au voisinage des pays producteurs. En fait, 50 pour cent des saisies mondiales de cocaïne ont pris place en Amérique du Sud (y compris les Caraïbes et l'Amérique centrale) en 2005. L'Amérique du Nord et l'Europe occidentale et centrale, les deux grandes régions de consommation de la cocaïne, ont, elles aussi, continué de saisir de grandes quantités de drogues (28 pour cent et 14 pour cent des saisies mondiales, respectivement). En 2005, les plus fortes saisies mondiales de cocaïne ont été effectuées, une fois encore, en Colombie; venaient ensuite les États-Unis, le Venezuela, l'Espagne, l'Équateur et le Mexique. Le gros de la cocaïne pénètre aux États-Unis par le Mexique. Quant aux organisations de trafiquants, il semble qu'un

revirement se soit opéré et que les groupements criminels colombiens aient été remplacés par des groupements mexicains, qui dominent aujourd'hui le commerce de gros à destination des États-Unis.

Au sein de ce marché, les modes de distribution continuent d'évoluer. La cocaïne est acheminée en contrebande en Europe via les Caraïbes et, de plus en plus souvent, via l'Afrique. Au cours de la période 2000-2005, les hausses de saisies les plus spectaculaires ont été signalées par des pays d'Afrique et d'Europe occidentale et centrale. Dans les deux régions, les saisies de cocaïne ont presque quadruplé au cours de la période 2000-2005, ce qui souligne la nécessité de surveiller étroitement, dès leur apparition, les nouveaux marchés de consommation et les itinéraires de transit. C'est en Espagne que les plus fortes saisies européennes de cocaïne ont eu lieu en 2005; venaient ensuite le Portugal et les Pays-Bas. Cela souligne, à la fois, le dynamisme des actions nationales de répression et l'augmentation du trafic à destination de ces pays, qui sont dotés de marchés de consommation très actifs et restent les principaux points d'entrée de la cocaïne dans l'Union européenne.

De même, l'augmentation des saisies en Afrique illustre bien le fait que ce continent, et notamment les pays qui longent le Golfe de Guinée et les côtes du Cap-Vert servent de plus en plus fréquemment de point de transbordement pour la cocaïne provenant d'Amérique du Sud et destinée aux marchés d'Europe occidentale.

Le marché mondial de la cocaïne est estimé à 14 millions de consommateurs. Si la demande a cessé de croître en Amérique du Nord, la cocaïne fait des percées alarmantes sur des marchés nouveaux et en expansion. La consommation a sensiblement augmenté en Europe, doublant, voire triplant dans certains pays au cours de la dernière décennie. L'usage de cocaïne a également augmenté en Afrique, notamment dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Le niveau de la consommation européenne de cocaïne reste sensiblement inférieur à celui de l'Amérique du Nord. Toutefois, l'Espagne a récemment signalé qu'en 2005, les taux annuels de prévalence de la cocaïne avaient, pour la première fois, dépassé ceux des États-Unis. Le Royaume-Uni et l'Italie signalent aussi une consommation accrue de cocaïne.

Plusieurs pays d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et des Caraïbes ont, eux aussi, signalé une augmentation des abus de cocaïne, qui reflètent la croissance des marchés de

consommation le long de la chaîne de distribution. Il faut surveiller attentivement ces augmentations aux fins d'enrayer tout nouvel accroissement de l'offre et de la demande.

Les niveaux d'abus de la cocaïne en Asie et en Europe de l'Est restent encore très bas. Le ratio prix/revenu est très élevé dans ces pays; bien que cela ait sans doute permis de légèrement freiner la demande dans le passé, on n'en signale pas moins une augmentation des abus sur certains de

ces marchés. Compte tenu de certaines des tendances des nouveaux marchés, on peut aisément déceler une progression régulière de l'usage de cocaïne. Un élément toutefois a changé : le nombre de pays signalant des taux d'abus de cocaïne croissants a chuté, passant de 62 pour cent du total des pays faisant rapport, en 2000, à 40 pour cent, en 2005. Le nombre de pays signalant un usage stable ou en déclin a augmenté.

1.3.2 Production

Tableau 5: Culture illicite du cocaïer dans le monde et production mondiale de cocaïne

Culture illicite du cocaïer dans le monde et production mondiale de cocaïne																		
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	
CULTURE DU COCAÏER ^(a) EN HECTARES																		
Bolivie ^(b)	50 300	47 900	45 300	47 200	48 100	48 600	48 100	45 800	38 000	21 800	14 600	19 900	21 600	23 600	27 700	25 400	27 500	
Colombie ^(c)	40 100	37 500	37 100	39 700	44 700	50 900	67 200	79 400	101 800	160 100	163 300	144 800	102 000	86 000	80 000	86 000	78 000	
Peru ^(d)	121 300	120 800	129 100	108 800	108 600	115 300	94 400	68 800	51 000	38 700	43 400	46 200	46 700	44 200	50 300	48 200	51 400	
Total	211 700	206 200	211 500	195 700	201 400	214 800	209 700	194 000	190 800	220 600	221 300	210 900	170 300	153 800	158 000	159 600	156 900	
PRODUCTION POTENTIELLE DE FEUILLES DE COCA SÉCHÉES ^(e) EN TONNES																		
Bolivie	77 000	78 000	80 300	84 400	89 800	85 000	75 100	70 100	52 900	22 800	13 400	20 200	19 800	27 800	38 000	28 200	33 200	
Colombie	45 300	45 000	44 900	45 300	67 500	80 900	108 900	129 500	165 900	261 000	266 200	236 000	222 100	186 054	164 280	164 280	154 130	
Peru	196 900	222 700	223 900	155 500	165 300	183 600	174 700	130 600	95 600	69 200	46 200	49 300	52 500	72 800	101 000	97 000	105 100	
Total	319 200	345 700	349 100	285 200	322 600	349 500	358 700	330 200	314 400	353 000	325 800	305 500	294 400	286 654	303 280	289 480	292 430	
PRODUCTION POTENTIELLE DE COCAÏNE (f) , EN TONNES																		
Bolivie	189	220	225	240	255	240	215	200	150	70	43	60	60	79	98	80	94	
Colombie	92	88	91	119	201	230	300	350	435	680	695	617	580	550	640	640	610	
Peru ^(g)	492	525	550	410	435	460	435	325	240	175	141	150	160	230	270	260	280	
Total	774	833	866	769	891	930	950	875	825	925	879	827	800	859	1 008	980	984	

(a) Potentiellement récoltable, après éradication

(b) Sources: 1990-2002: CICAD et Département d'État des États-Unis: International Narcotics Control Strategy Report; 2003-2006: Système national de surveillance des cultures illicites, appuyé par l'ONUDC.

(c) Sources: 1990-1998: 1999-2006: Système national de surveillance des cultures illicites appuyé par l'ONUDC.

(d) Sources: 1990-1999; 2000-2006: Système national de surveillance des cultures illicites appuyé par l'ONUDC.

(e) Se réfère à la production potentielle totale de feuilles de coca séchées utilisables dans la production de cocaïne, une fois déduites les quantités utilisées par les gouvernements à des fins licites, traditionnelles ou autres, autorisées par la législation nationale. En l'absence d'une définition standard de l'expression "feuille de coca séchée", et vu la grande diversité des modes de traitement de la feuille de coca fraîchement récoltée, les chiffres ne sont pas toujours comparables entre pays.

(f) Quantités de cocaïne pouvant potentiellement être fabriquées à partir des feuilles de coca récoltées localement (en raison des importations et des exportations, les quantités exactes de cocaïne pouvant être fabriquée dans un pays peuvent varier).

(g) Les chiffres de 2003 à 2005 ont été révisés, compte tenu des informations actualisées sur les quantités de feuilles de coca nécessaires à la production d'un kg de chlorhydrate de cocaïne, avec une pureté de 100%.

La culture mondiale de la coca est demeurée fondamentalement stable en 2006 ...

En 2006, les superficies plantées en cocaïers en Bolivie, en Colombie et au Pérou atteignaient 156 900 ha. Si cela représente une légère diminution (-2 pour cent) par rapport à 2005, la baisse constatée en Colombie a été presque entièrement contrebalancée par les hausses intervenues en Bolivie et au Pérou. Les estimations montrent que les superficies totales plantées en cocaïers sont demeurées fondamentalement stables depuis 2003. Toutefois, la superficie mondiale des cultures de coca reste inférieure à celle des années 1990, et de 29 pour cent inférieure à celles de 2000 (221 300 ha).

La Colombie reste le pays où l'on trouve les plus vastes cultures de coca; celles-ci représentent la moitié du total des superficies plantées en cocaïers. La culture de la coca en Colombie a baissé de 9 pour cent, passant de 86 000 ha, en 2005, à 78 000 ha, en 2006. D'une manière générale, en dépit des fluctuations des dernières années, la culture de la coca en Colombie s'est révélée relativement stable depuis 2003.

Au Pérou, cependant, la culture de la coca a augmenté de 7 pour cent, passant à 51 400 ha. Malgré cet accroissement, cette culture est demeurée très en-deçà des niveaux enregistrés au milieu des années 1990, époque où le Pérou était le plus grand cultivateur mondial. Le Pérou occupe aujourd'hui le second rang – derrière la Colombie – et a compté pour un tiers du total des cultures en 2006.

La Bolivie, troisième producteur de feuilles de coca, vient toujours largement derrière la Colombie et n'a représenté que 18 pour cent des cultures mondiales de coca. Comme au Pérou, les terres plantées en cocaïers ont augmenté de 8 pour cent par rapport à 2005, pour atteindre 27 500 ha en 2006, niveau presque analogue à celui de 2004.

Rien n'indique l'existence de vastes cultures de coca en dehors des trois grands pays producteurs. On estime généralement que la culture de la coca est restée marginale dans les pays voisins, comme l'Équateur et le Venezuela.

... laissant le niveau de la production potentielle de cocaïne pratiquement inchangé ...

La production potentielle globale de cocaïne (984 t en 2006) reste analogue à celle de l'année précédente : 610 t en Colombie, 280 t au Pérou et 94 t en Bolivie. Le niveau de la production potentielle reste pratiquement inchangé par rapport à la décennie antérieure.

... tandis que les prix des produits de la coca à la sortie de l'exploitation ont baissé dans la plupart des régions

Au Pérou, les prix à la sortie de l'exploitation des feuilles de coca séchées au soleil ont chuté, passant de la moyenne nationale de 2,9 \$ É.-U./kg, en 2005, à 2,5 \$ É.-U./kg seulement, en 2006. Les prix mensuels moyens des feuilles de coca séchées au soleil à la sortie de l'exploitation en 2006 sont restés dans la fourchette observée depuis 2001, soit entre 2 et 3 \$ É.-U./kg.

En Bolivie, les prix à la sortie de l'exploitation des feuilles de coca séchées au soleil sont tombés au-dessous des prix – déjà assez bas – de 2005, atteignant une moyenne de 3,9 \$ É.-U./kg, ce qui est très inférieur au prix minimum de 5 \$ É.-U./kg enregistré entre 2000 et 2004. Les prix des feuilles de coca en Bolivie sont restés très supérieurs aux prix pratiqués au Pérou voisin.

En Colombie, le prix annuel moyen de la pâte de coca a atteint 879 \$ É.-U./kg, et celui du chlorhydrate de cocaïne 1 762 \$ É.-U./kg. Les prix de la pâte de coca à la sortie de l'exploitation, qui étaient tombés au début de 2006 en-deçà des niveaux atteints avant 2001 (750 \$ É.-U./kg), se sont raffermis dans le courant de l'année pour atteindre un prix record de plus de 1 010 \$ É.-U./kg en décembre 2006.

La plupart des laboratoires clandestins qui fabriquent du chlorhydrate de cocaïne sont situés en Amérique du Sud

En 2005, les gouvernements ont signalé la destruction de 5 737 laboratoires clandestins fabriquant de la cocaïne (à l'exclusion des cuves de macération), ce qui représente un quadruplement depuis 2000, année où l'on n'avait démantelé que 1 314 laboratoires. Outre les laboratoires clandestins, un grand nombre de cuves de macération des feuilles de coca ont été détruites en Bolivie et au Pérou.

Plus de 99 pour cent des laboratoires clandestins démantelés en 2005 se trouvaient en Bolivie, en Colombie et au Pérou. Cela montre bien que la chaîne de production tout entière de la cocaïne, de la pâte de coca au chlorhydrate de cocaïne, en passant par la cocaïne base, est située au voisinage des zones de culture dans les trois pays concernés. L'analyse des laboratoires par type montre qu'à de rares exceptions près, les laboratoires de la Bolivie et du Pérou produisent de la pâte de coca et de la cocaïne base, tandis qu'en Colombie, un grand nombre de laboratoires produisent du chlorhydrate de cocaïne. Les chiffres préliminaires pour 2006 révèlent un schéma similaire.

La découverte de laboratoires de cocaïne clandestins en-dehors des pays qui cultivent la coca prouve qu'un petit volume de cocaïne est également produit dans d'autres pays. Toutefois, la grande majorité des 210 laboratoires clandestins détruits dans le monde en 2005 étaient situés en Colombie (163); 33 autres étaient implantés dans différents pays d'Amérique du Sud, et 14 seulement dans d'autres régions du monde, comme l'Espagne (11), la France, l'Afrique du Sud et les États-Unis d'Amérique (un chacune).

Au cours de l'année 2005, le rôle de la Colombie comme principal pays producteur de cocaïne a été à nouveau démontré par le fait que les plus grosses saisies de permanganate de potassium, un précurseur chimique nécessaire à la production de chlorhydrate de cocaïne, ont été opérées en Colombie (141 t). Vu le petit nombre de laboratoires clandestins de permanganate de potassium découverts en Colombie en 2005, il semble peu plausible que la totalité du permanganate de potassium nécessaire à la fabrication de la cocaïne provienne de sources colombiennes. Toutefois, aucune saisie importante n'a été signalée dans les ports d'entrée dans le pays, et l'on ne sait pas grand chose des sources ni des itinéraires du permanganate de potassium pénétrant en contrebande en Colombie.

Fig. 39: Culture mondiale du cocaïer (en hectares), 1990-2006

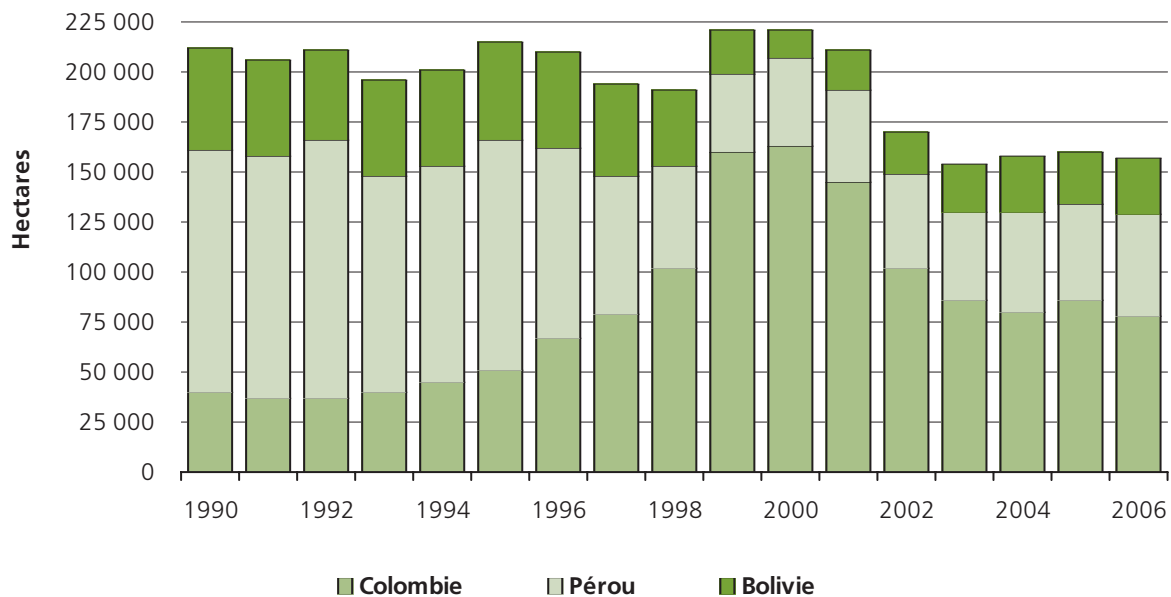
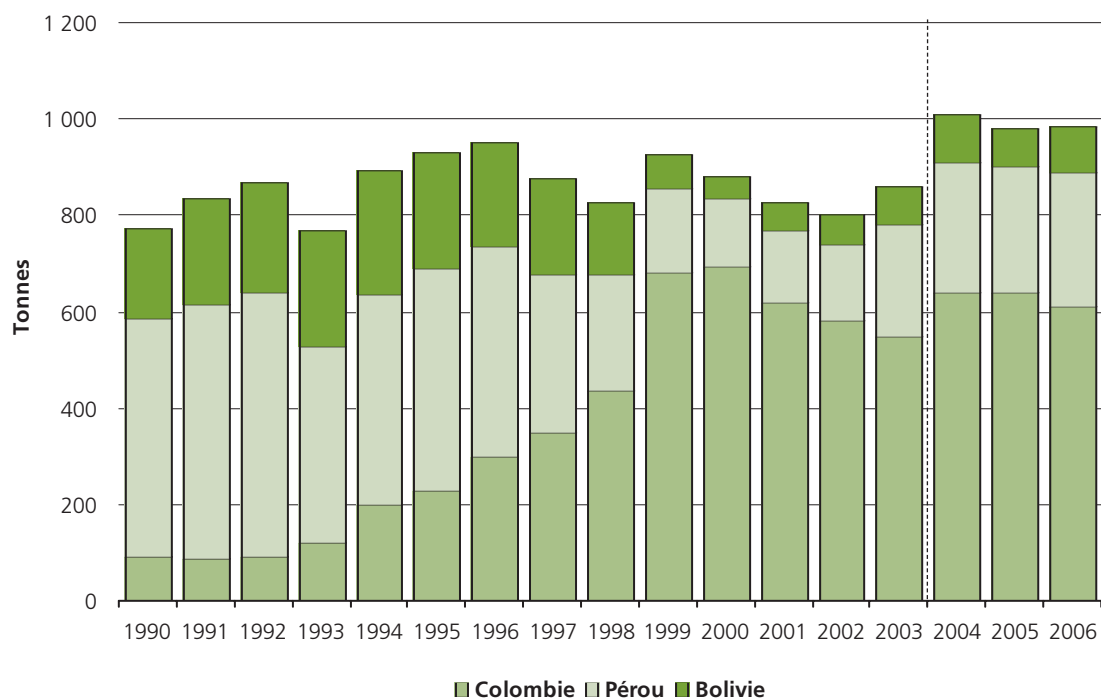


Fig. 40: Production mondiale de cocaïne (en tonnes), 1990-2006



Note: Les estimations relatives à la production colombienne de cocaïne en 2004 et dans les années suivantes ne sont pas directement comparables à celles des années précédentes.

Carte 9: Culture du cocaïer, 2004 - 2006



Carte 10: Production potentielle de cocaïne, 2004 - 2006

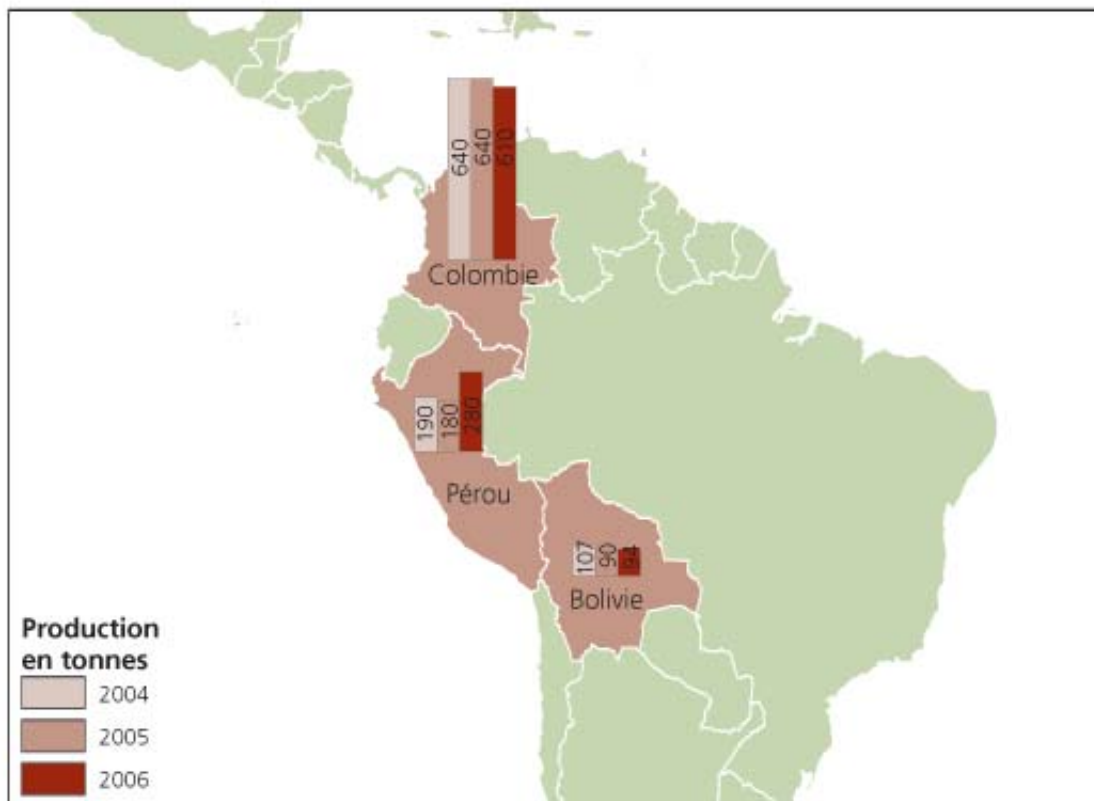
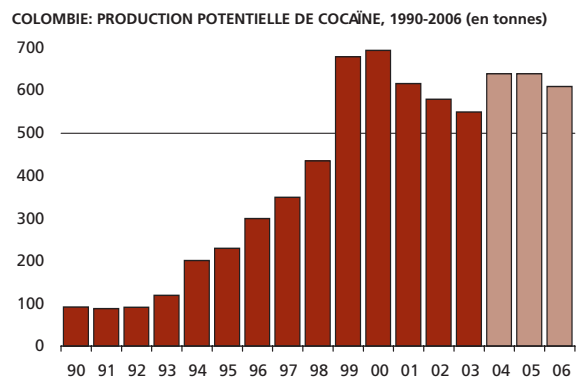
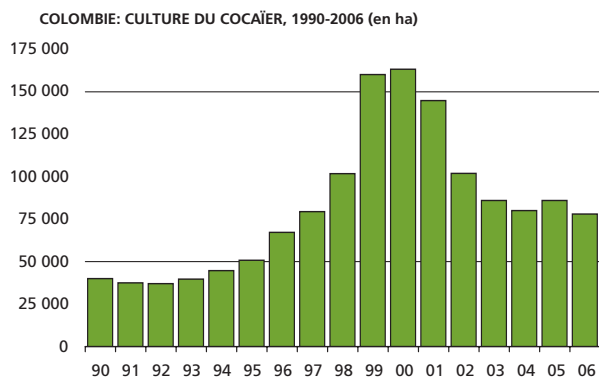


Fig. 41: Culture annuelle du cocaïer et production de cocaïne dans les principaux pays producteurs, 1990 - 2006



Les estimations relatives à la Colombie pour 1999 et les années suivantes proviennent du système de surveillance national établi par le Gouvernement colombien avec l'appui de l'ONUDC. En raison d'un changement de méthodologie, les chiffres pour 1999 et les années suivantes ne peuvent être directement comparés à ceux des années précédentes. Les données des production pour les années 2004 à 2006 sont fondées sur la recherche de terrain menée en Colombie

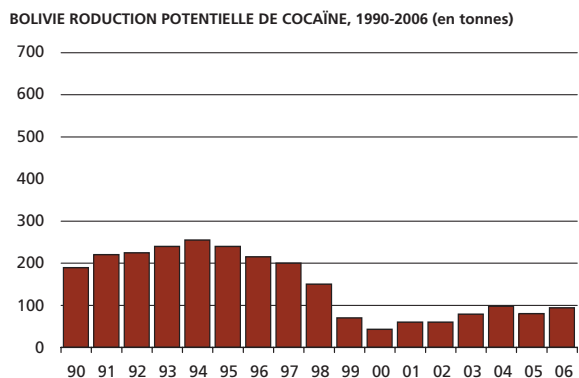
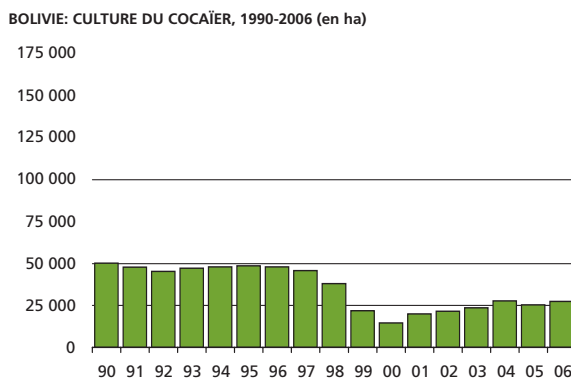
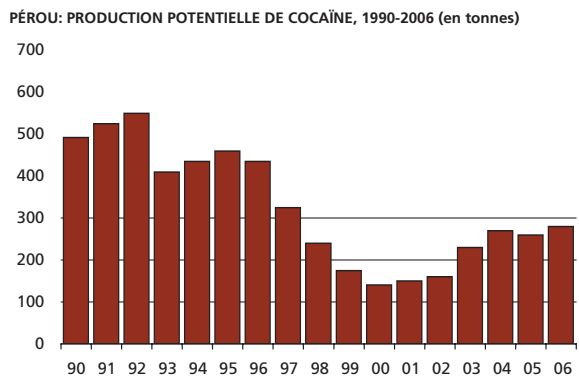
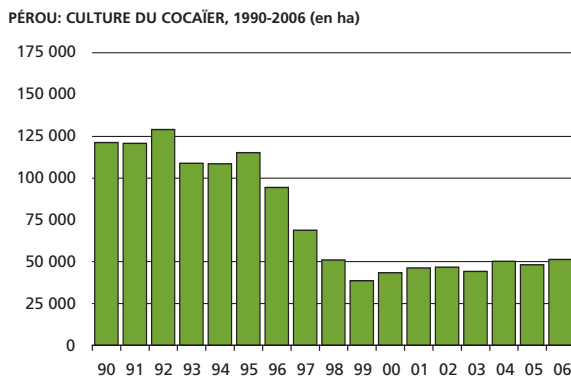


Fig. 42: Culture du cocaïer (en pourcentage du total mondial)

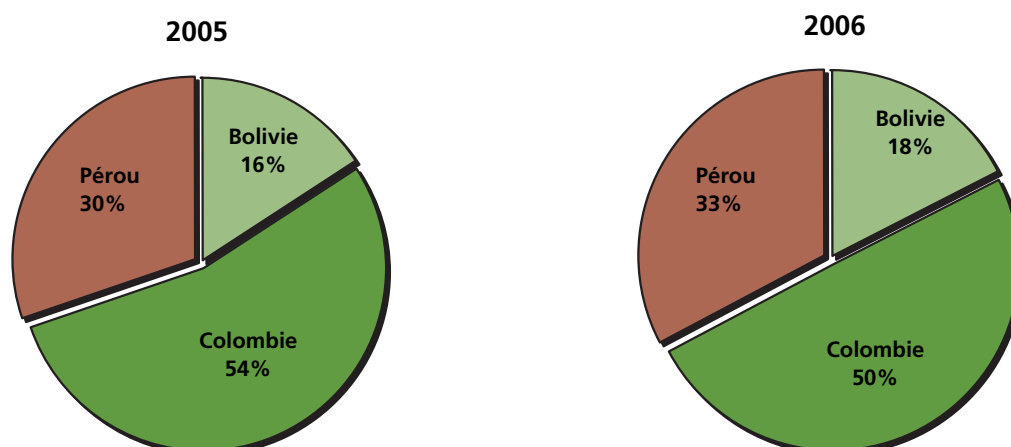


Fig. 43: Production potentielle de cocaïne (en pourcentage du total mondial)

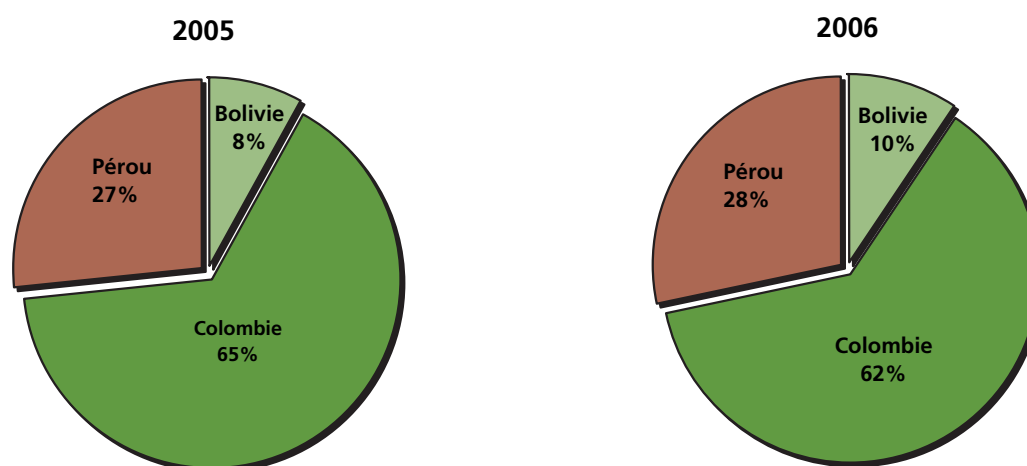


Tableau 6: Éradication cumulée notifiée des plantations de cocaïers (en ha), 1994 - 2006

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bolivie	1.100	5.493	7.512	7.000	11.620	15.353	7.653	9.395	11.839	10.089	8.437	6.073	5.070
Colombie	4.904	25.402	22.576	44.123	69.155	44.158	61.568	95.897	153.126	137.033	142.786	170.752	213.371
Pérou	-	-	1.259	3.462	7.834	14.733	6.208	6.436	7.134	11.312	10.399	12.237	12.688
Équateur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17	-
Venezuela	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	118	40	0

1.3.3 Trafic

Les saisies mondiales de cocaïne ont atteint un niveau record sans précédent en 2005 ...

En 2005, les saisies de cocaïne ont atteint 756 t (pureté de la rue), ce qui constitue la quantité la plus importante jamais enregistrée, ainsi qu'un accroissement de 30 pour cent par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est due pour une bonne part à l'amélioration de la coopération entre services de répression et à un meilleur partage des renseignements, ce qui a souvent permis de procéder à des saisies avant même que les drogues ne parviennent dans le pays de destination final.

... d'où le niveau record des interceptions mondiales de cocaïne ...

De ce fait, le taux mondial d'interception est passé de 34 pour cent, en 2004, à 42 pour cent, en 2005¹; cela représente une très forte augmentation par rapport aux 20 pour cent de 1995. Toutefois, les rendements et le savoir-faire des laboratoires semblent s'être améliorés ces dernières années et cela n'est peut-être pas encore pleinement reflété dans les estimations actuelles de la production mondiale de cocaïne. On pourrait donc avoir affaire à un taux d'interception mondial de cocaïne surestimé. S'il faut s'attendre à l'avenir à certains ajustements des chiffres relatifs à la production, il ne fait aucun doute que les taux d'interception de la cocaïne ont grandement augmenté ces dernières années.

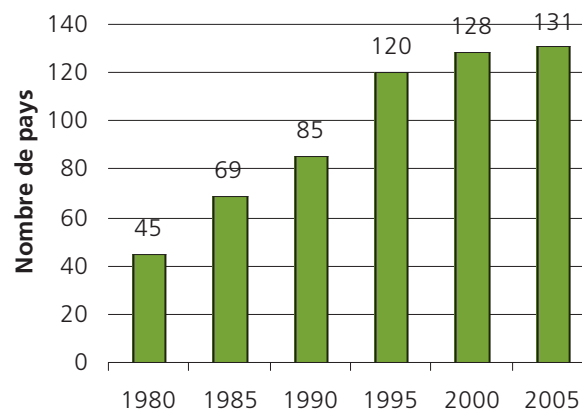
... tandis que le trafic de cocaïne poursuit sa progression géographique

En même temps, l'on a assisté à une expansion géographique du trafic de cocaïne. En 2005, 131 pays ont signalé des saisies de cocaïne (contre 69 deux décennies plus tôt); aujourd'hui, près de 80 pour cent des pays qui notifient des saisies de drogues font état de saisies de cocaïne. Cela semble indiquer que le trafic de cocaïne devient un phénomène mondial qui touche toutes les régions du monde.

Les saisies de cocaïne restent concentrées dans les Amériques ...

Les saisies de cocaïne restent toujours fortement concentrées dans les Amériques (85 pour cent). L'Amérique du Sud, d'où proviennent toutes les feuilles de coca et l'essen-

Fig. 44: Expansion du trafic de cocaïne: Nombre de pays signalant des saisies de cocaïne



Sources: ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels / DELTA.

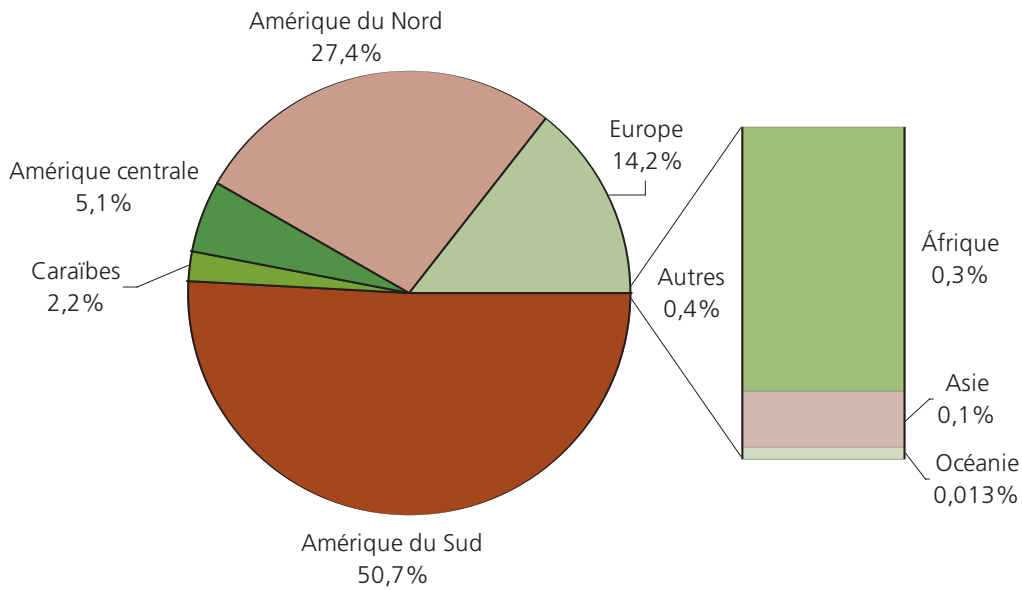
tiel de la cocaïne, comptait pour 51 pour cent des saisies mondiales, l'Amérique du Nord, principal marché mondial de la cocaïne, comptant pour 27 pour cent du total. L'Amérique centrale et les Caraïbes, grandes régions de transit, représentaient 7 pour cent du total des saisies. Le seul grand marché en-dehors des Amériques est celui de l'Europe, où 14 pour cent des saisies mondiales de cocaïne ont été effectuées, dont 99 pour cent en Europe occidentale et centrale. Le reste du monde n'a compté que pour moins d'un pour cent des saisies mondiales et concerne principalement l'Afrique.

Les saisies de cocaïne augmentent en Amérique du Sud ...

Au cours des années récentes, l'accroissement des saisies mondiales de cocaïne a été particulièrement marqué en Amérique du Sud, où une hausse a été constatée non seulement en termes absolus, mais aussi en termes relatifs. La proportion des saisies de cocaïne effectuées en Amérique du Sud (à l'exclusion des Caraïbes et de l'Amérique centrale) est passée de 38 pour cent, en 1990, à 44 pour cent, en 2000, et à 51 pour cent, en 2005. Cela reflète clairement les efforts croissants déployés par les pays producteurs et leurs voisins pour renforcer les mesures d'interdiction à la source et dans son voisinage.

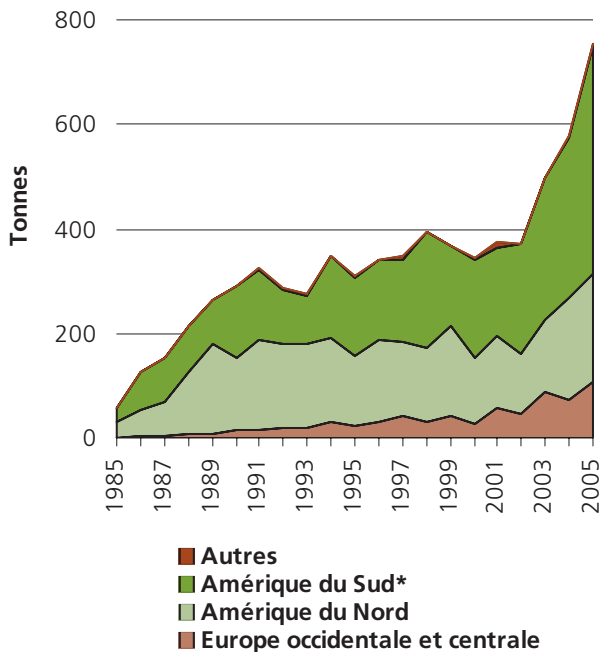
¹ Le taux mondial d'interception a été calculé sur la base d'une production mondiale de cocaïne de 980 t en 2005 et de saisies mondiales s'élevant à 756 t (pureté de la rue), ce qui, vu la moyenne mondiale de pureté (55 pour cent en 2005, d'après les données communiquées à l'ONU DC par les États membres dans leurs réponses au Questionnaire destiné aux rapports annuels), équivaudrait à la saisie de quelque 416 t de cocaïne pure.

Fig. 45: Répartition des saisies mondiales de cocaïne en 2005 (N = 756 t)



Sources: ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels / DELTA.

Fig. 46: Répartition des saisies mondiales de cocaïne, ventilation par région, 1985-2005



* Amérique du Sud, y compris les Caraïbes et l'Amérique centrale

^a que se comunicaron, al grado de pureza habitual en la calle

Sources: ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels / DELTA.

... ainsi qu'en Europe

La part de l'Europe dans les saisies mondiales de cocaïne a abrupement augmenté, passant de moins de 3 pour cent, en 1980, à 8 pour cent, en 2000, et à 14 pour cent, en 2005. Cela reflète les courants de trafic régulièrement croissants et la propagation de l'usage de cocaïne en Europe.

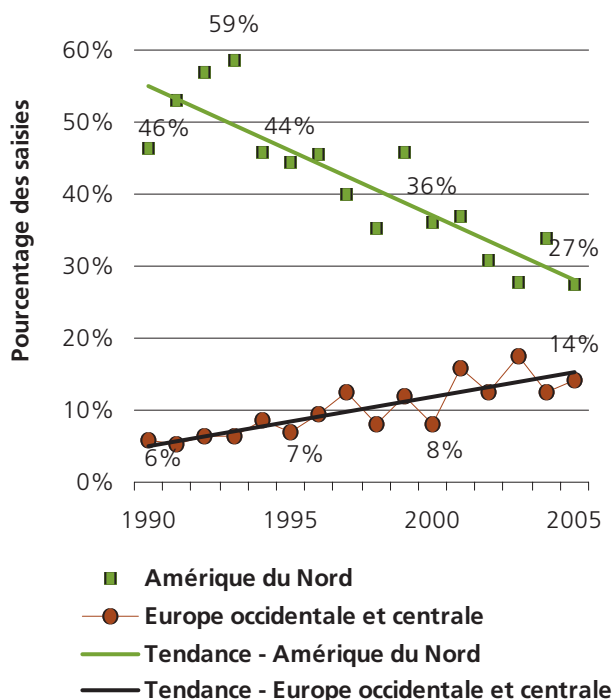
La part de l'Amérique du Nord dans le total des saisies est en baisse ...

En revanche, la proportion des saisies effectuées en Amérique du Nord a reculé, tombant de 46 pour cent, en 1990, à 36 pour cent, en 2000, et à 27 pour cent, en 2005. Cela reflète la stabilisation – voire la baisse – intervenue sur le marché intérieur, ainsi que les efforts déployés pour renforcer les capacités d'interdiction dans les pays sources et de transit.

... ce qui se reflète dans les enquêtes en milieu scolaire sur la disponibilité de la cocaïne aux États-Unis

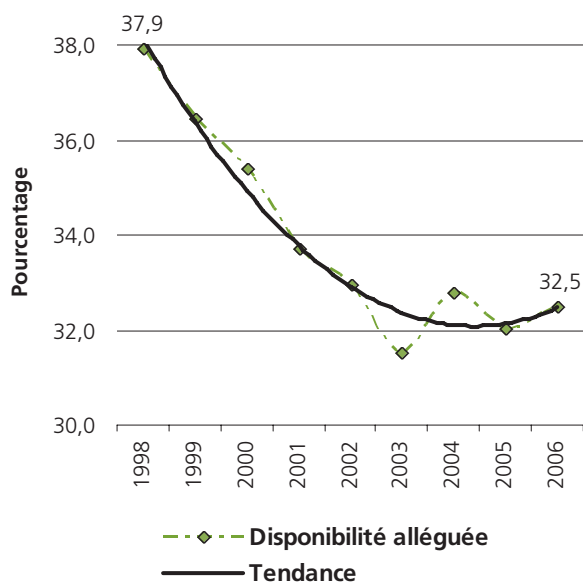
Le renforcement des mesures d'interdiction dans les principaux pays de transit de la drogue et en Amérique du Nord a eu un impact sur la disponibilité de la cocaïne aux États-Unis. Celle-ci, telle que perçue par les élèves du secondaire, a diminué entre 1998 et 2006; en 1998, 38 pour cent d'entre eux avaient trouvé 'facile' ou 'assez facile' de se procurer de la cocaïne; ce n'était plus le cas que de 33 pour cent d'entre eux en 2006. Au cours des dernières années, la

Fig. 47: Proportion des saisies mondiales effectuées en Amérique du Nord et en Europe occidentale



Source: ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels / DELTA.

Fig. 48: Disponibilité perçue de la cocaïne parmi les élèves du secondaire aux États-Unis [moyenne non pondérée des élèves de 8e, 10e et 12e année ayant déclaré qu'il était 'facile' ou 'assez facile' de se procurer de la cocaïne]



Source: NIDA (Institut national de lutte contre l'abus des drogues des États-Unis): Étude 'Monitoring the Future'.

disponibilité perçue a fluctué mais est généralement restée stable. En Europe, toutefois, tous les indicateurs signalent une plus grande disponibilité de cocaïne.

Les plus fortes saisies sont effectuées dans un petit nombre de pays

Si un nombre croissant de pays signalent des saisies de cocaïne, les plus fortes d'entre elles sont effectuées dans un petit nombre de pays. Cinq d'entre eux à peine ont compté pour 72 pour cent des saisies mondiales de cocaïne en 2005.

Pour la quatrième année consécutive, la Colombie est arrivée en tête des plus fortes saisies de cocaïne. Elle a saisi 217 t de chlorhydrate de cocaïne (HCl) et de cocaïne base en 2005, soit 29 pour cent du total mondial, ce qui représente une hausse sensible par rapport aux 19 pour cent de 1995. Les saisies opérées en Colombie en 2005 – les plus fortes jamais effectuées dans ce pays – ont dépassé de 16 pour cent celles de l'année précédente. Cette année-là, le taux d'interception de la cocaïne² produite en Colombie est passé à 29 pour cent (il n'était que de 25 pour cent en 2004 et de 13 pour cent en 2000), reflétant clairement la poursuite des actions de répression menées dans le pays.

Avec 175 t, les États-Unis ont pris la deuxième place en termes de plus fortes saisies de cocaïne. Au cours des deux dernières décennies, ils ont occupé cette deuxième place à six reprises, mais ils ont occupé la première place quatorze fois. Les saisies de cocaïne effectuées par les États-Unis ont crû de 5 pour cent en 2005. Cependant, la part des États-Unis dans le total mondial des saisies de cocaïne a régulièrement baissé, passant de 46 pour cent en 1985 à 23 pour cent, en 2005.

La troisième place est revenue au Venezuela (59 t, soit 8 pour cent du total), où les saisies ont fait un bond de 88 pour cent par rapport à l'année précédente, ce qui a placé le pays au troisième rang mondial pour la seconde fois. Ces saisies s'expliquent par la longue frontière commune avec la Colombie, ainsi que par l'intensification des efforts déployés dans les deux pays.

Au quatrième rang des saisies, l'Espagne avec 48 t, soit 6,5 pour cent du total, ce qui représente un accroissement de 46 pour cent depuis 2004. Depuis 2002, l'Espagne occupe le troisième ou le quatrième rang en termes de saisies. Depuis deux décennies, elle effectue régulièrement les plus fortes saisies de cocaïne en Europe.

Pour la première fois en 2005, l'Équateur – voisin austral de la Colombie – s'est classé au cinquième rang des plus fortes saisies avec 43 t (soit 6 pour cent des saisies mondiales), multipliant ainsi par 9 ses résultats de l'année précédente. Ce succès remarquable traduit les premiers résultats d'un projet international de contrôle des conteneurs, appuyé par l'ONUDC et l'OMC, auquel l'Équateur a participé. Les indications selon lesquelles l'Équateur pourrait

² Le taux d'interception de la cocaïne saisie en Colombie a été calculé sur la base de la production intérieure de cocaïne et d'un taux de pureté moyen de l'ordre de de 85 per cent.

bien être un grand pays de transbordement ont ainsi reçu un début de confirmation.

Enfin, la sixième place et les places suivantes sont revenues au Mexique (30 t), pays de transit direct pour la cocaïne pénétrant aux États-Unis, au Pérou (22 t), second producteur de cocaïne du monde, au Panama (18 t), troisième grand débouché pour la cocaïne produite en Colombie; au Portugal (18 t), au Brésil (16 t), aux Pays-Bas (14 t), à la Bolivie (12 t), troisième producteur de cocaïne du monde, et à la Belgique (9 t).

Les principaux itinéraires du trafic vont toujours de la région andine à l'Amérique du Nord

Selon les estimations fréquemment citées par les services de répression, 450 t de cocaïne (pureté de la rue) sont actuellement destinées aux marchés de l'Amérique du Nord, et 250 t aux marchés de l'Europe.³ Des quantités bien moindres parviennent sur ces marchés et aux consommateurs finals, car plus de la moitié de cette cocaïne est saisie ou perdue en transit.

Les principaux itinéraires du trafic mondial de cocaïne vont encore de la région andine, notamment de Colombie, aux États-Unis. Plus de la moitié des saisies opérées en Colombie ont eu lieu dans les ports ou en mer (56 pour cent en 2005); 63 pour cent des saisies maritimes ont eu lieu sur la côte du Pacifique, et 37 pour cent sur la côte Atlantique.⁴ En 2005, des quantités croissantes quittant la Colombie ont, semble-t-il, transité par le Venezuela et

l'Équateur. Selon l'évaluation américaine interagences du mouvement de la cocaïne, près de la moitié de la cocaïne introduite en contrebande aux États-Unis en 2005 a transité par le Pacifique Est, tandis que 38 pour cent sont passés par l'Ouest des Caraïbes (le long des côtes des pays d'Amérique centrale).

Le principal pays intermédiaire pour les expéditions de cocaïne en Amérique du Nord est le Mexique. Les autorités mexicaines ont intensifié leurs efforts d'interdiction et pratiquement doublé le volume des saisies, passant de 13 t, en 2002, à 30 t, en 2005.⁵ Toutefois, la violence liée aux drogues a, elle aussi, augmenté : on a enregistré de 2 000 à 2 500 homicides en 2006.⁶

Selon des sources mexicaines, près de 60 pour cent de la cocaïne parvient au Mexique par mer; 28 pour cent arrivent d'Amérique centrale (Guatemala et Belize) par voie terrestre, et 12 pour cent par voie aérienne. Les points d'entrée importants au Mexique sont la région du Pacifique et la péninsule du Yucatan sur la côte Atlantique, d'où elle est ensuite transportée par route vers le nord. Si les expéditions de cocaïne les plus volumineuses sont transportées par mer, c'est sur terre que sont effectuées la plupart des saisies.⁷ 90 pour cent, environ, de la cocaïne est destinée aux États-Unis, encore que près de 10 pour cent soient apparemment destinés à l'Europe, ce qui est nouveau.⁸

Les autorités des États-Unis estiment qu'entre 74 pour cent⁹ et 90 pour cent¹⁰ de la cocaïne qui pénètre dans le pays

Tableau 7: Saisies de cocaïne dans les zones d'arrivée aux États-Unis, 2000-2005

Zone d'arrivée	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Frontière du Sud-Ouest (en tonnes)	23	20	23	15	20	23
Frontière du Sud-Ouest (en pourcentage)	53 %	54%	68%	47%	57%	74%
Côte Est des États-Unis	33%	30%	26%	28%	14%	13%
Porto-Rico/Îles vierges	14%	16%	6%	25%	20%	13%
Autres	0%	0%	0%	0%	9%	0%

Source: Évaluation interagences du mouvement de la cocaïne, citée par le National Drug Intelligence Center, National Drug Threat Assessment 2007

³ Direction Centrale de la Police Judiciaire / Police Nationale, 'Le trafic de cocaïne par voie maritime en 2006', présentation de la délégation de la France à la Commission des stupéfiants, 12-16 mars 2007. Le chiffre estimatif de 250 t de cocaïne destinée à l'Europe a aussi été maintes fois répété par Europol. Les quantités effectivement disponibles pour la consommation sont toutefois nettement inférieures. Pour 2000, l'Office of National Drug Control Policy (ONDCP) a estimé que la cocaïne offerte à la consommation aux États-Unis ne représentait que 259 t. (Office of National Drug Control Policy, National Drug Control Strategy, Data Supplement, Feb. 2003). Rien n'indiquant que ce marché se soit élargi depuis, une quantité de 250 t semble une estimation raisonnable de l'ampleur du marché de la consommation aux États-Unis.

⁴ ONUDC: Étude andine; la culture de la coca dans la région des Andes en 2005 (Ive partie, Culture de la coca en Colombie), juin 2006.

⁵ ONUDC, Source: ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels.

⁶ US Department of State, 2007 International Narcotics Control Strategy Report, March 2007.

⁷ ONUDC/HONLAC, Informe nacional - México, Situación del tráfico de drogas en México, Oct. 2005.

⁸ ONUDC, Questionnaire destiné au rapport annuel (Mexico) pour 2005.

transitent par le Mexique, pourcentage qui a, semble-t-il, augmenté au cours des dernières années. Les principaux points d'entrée de la drogue aux États-Unis via la frontière commune avec le Mexique sont le sud du Texas, suivi par la Californie du Sud, l'Arizona et l'ouest du Texas.¹¹

Depuis une quinzaine d'années, des organisations criminelles de souche mexicaine, dont les membres sont parfois détenteurs d'un passeport américain, ont largement remplacé les groupements criminels colombiens à la tête des réseaux de distribution en gros de la cocaïne dans plusieurs régions des États-Unis, dont le Sud et le Mid-West.¹² Depuis quelques années, toutefois, les organisations de trafiquants mexicains ont également implanté des centres de distribution dans certains États de l'Est, supplantant progressivement les groupements criminels colombiens et dominicains. Aux États-Unis, Atlanta est peu à peu devenue la plaque tournante de la distribution de cocaïne destinée aux marchés de la côte Est, dont ceux de la Floride et de New York.¹³

Les organisations colombiennes ont toujours la mainmise sur la culture, la production et le mouvement initial des drogues au large des côtes; elles s'occupent également de certaines expéditions directes vers la côte Est des États-Unis, tandis que les organisations mexicaines coordonnent de plus en plus les autres volets du transport et de la distribution qui permettront à la drogue de parvenir dans les rues des villes américaines.¹⁴ En dépit de l'immixtion des groupements mexicains, les organisations criminelles colombiennes et dominicaines restent les distributeurs de cocaïne en gros sur plusieurs grands marchés de la côte Est, dont Boston, Miami, New York et Philadelphie. Toutefois, le contrôle que les organisations colombiennes et dominicaines exercent sur ces villes se desserre peu à peu. Si elles continuent d'acheminer la cocaïne via les Caraïbes, notamment via Porto-Rico, en vue d'un transport ultérieur vers la côte Est, elles emploient de plus en plus fréquemment des groupements mexicains pour faire passer la cocaïne en contrebande sur le territoire américain.¹⁵

Si, dans le passé (jusque vers le milieu des années 1990), les exportations de pâte de coca et de coca base du Pérou étaient aux mains des cartels colombiens de la drogue, une bonne part des exportations de cocaïne péruvienne est aujourd'hui gérée par des groupements criminels mexicains et quitte le pays par la mer. Près de 70 pour cent du

chlorhydrate de cocaïne qui sort du Pérou sont aujourd'hui dissimulés dans des cargaisons licites¹⁶.

Le rôle des Caraïbes comme zone de transbordement perd de son importance

Dans le passé, 30 à 50 pour cent de la cocaïne pénétrait directement aux États-Unis via les Caraïbes. Pour l'année 2005, toutefois, l'évaluation interagences du mouvement de la cocaïne montre que ce pourcentage est tombé au-dessous de 10 pour cent.¹⁹ En 2005, les principaux vecteurs de la contrebande effectuée via les Caraïbes ont été Haïti et la République dominicaine (4 pour cent), la Jamaïque (2 pour cent) et Porto-Rico (1 pour cent).¹⁷

Par contraste avec les années 1980, les expéditions directes par voie aérienne de Colombie aux États-Unis reculent; elles ont représenté moins de 1 pour cent du total des expéditions de cocaïne aux États-Unis en 2005.¹⁸ Au total, 11 pour cent, environ, de toutes les cargaisons de cocaïne destinées aux États-Unis sont entrées dans le pays par voie aérienne en 2005.¹⁹

L'Europe vient au second rang des principales destinations de la cocaïne...

Par ordre d'importance, la seconde zone de destination de la cocaïne produite dans la région des Andes est l'Europe. Outre la Colombie, principal pays source, le Pérou et la Bolivie sont fréquemment cités par les pays européens comme sources de la cocaïne vendue sur leurs marchés. Le pays de transit le plus souvent cité en 2005 était le Venezuela, suivi par l'Équateur et le Brésil. En outre, la République dominicaine, le Mexique et l'Argentine semblent gagner en importance comme pays de transit. Dans la rue, les groupements ouest-africains engagés dans le trafic de drogues deviennent de plus en plus visibles dans un certain nombre de pays d'Europe et l'Afrique de l'Ouest prend aussi de l'importance comme zone de transbordement.

En 2005, les saisies de cocaïne en Europe se sont chiffrées à près de 107 t, ce qui représente un accroissement de 48 pour cent par rapport à 2004 et le niveau le plus important jamais atteint. Au cours de la période 1995-2005, les saisies de cocaïne ont augmenté en Europe de 17 pour cent par an, en moyenne. Malgré la multiplication des saisies, les

9 Intelligence Center, National Drug Threat Assessment 007

10 US Department of State, International Narcotics Control Strategy Report, March 2007.

11 National Drug Intelligence Center, National Drug Threat Assessment 2007

12 National Drug Intelligence Center, National Drug Threat Assessment 2006, January 2006.

13 National Drug Intelligence Center, National Drug Threat Assessment 2007.

14 Office of National Drug Control Policy, National Drug Control Strategy, Feb. 2006

15 National Drug Intelligence Center, National Drug Threat Assessment 2007.

16 US Department of State, International Narcotics Control Strategy Report, March 2006.

17 National Drug Intelligence Center, National Drug Threat Assessment 2007, Oct. 2007.

18 Interagency Assessment of Cocaine Movement, Midyear CY 2006 Update, cité dans: 'National Drug Intelligence Center, National Drug Threat Assessment 2007'.

19 ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels (États-Unis) pour 2005

prix de la cocaïne n'ont pas augmenté, et l'on n'a pas enregistré de baisse notable des degrés de pureté. Ainsi, l'augmentation des saisies en Europe ne reflète pas seulement l'intensification des mesures d'interdiction, mais aussi – hélas ! – la présence accrue de la cocaïne sur le marché européen.

... l'Espagne restant le principal point d'entrée

Le principal point d'entrée de la cocaïne en Europe reste l'Espagne. Les trafiquants exploitent les liens historiques et linguistiques de l'Espagne avec l'Amérique latine, ainsi que son littoral très étendu. L'Espagne a signalé la plus forte saisie de cocaïne effectuée en Europe depuis vingt ans. En 2005, les saisies de cocaïne opérées en Espagne (48 t) ont représenté 45 pour cent du total des saisies de cocaïne en Europe; elles ont crû de près de 50 pour cent entre 2004 et 2005, ce qui reflète également l'intensification des efforts déployés par les services espagnols de répression.

En 2006, 66 pour cent des saisies effectuées en Espagne ont été faites en mer, 11 pour cent dans des conteneurs, et 6 pour cent dans les aéroports.²⁰ Traditionnellement, le gros de la cocaïne était saisi le long de la côte Atlantique, notamment en Galice. Toutefois, au cours des trois dernières années, la cocaïne est de plus en plus fréquemment entrée dans le pays via le sud de l'Espagne (Andalousie), Madrid (par voie aérienne) et Barcelone.

Les expéditions vers l'Espagne transitent fréquemment, semble-t-il, par le Venezuela, le Brésil et un certain nombre d'autres pays, dont l'Équateur, la République dominicaine, l'Argentine et – c'est là une tendance nouvelle – le Mexique. Depuis deux ou trois ans, toutefois, la principale nouvelle tendance est l'expédition de cocaïne en Afrique de l'Ouest, généralement le long des côtes du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau et des îles Canaries, ainsi que dans d'autres pays situés le long du Golfe de Guinée, dont le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Nigéria et, plus à l'ouest, la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria, en vue d'une livraison ultérieure en Europe. En 2005, l'Espagne a également signalé le démantèlement de 11 laboratoires de cocaïne sur son territoire (contre 6 seulement en 2004), ce qui pourrait indiquer que certains produits de la coca sont également importés, semi-transformés, de Bolivie et du Pérou.²¹

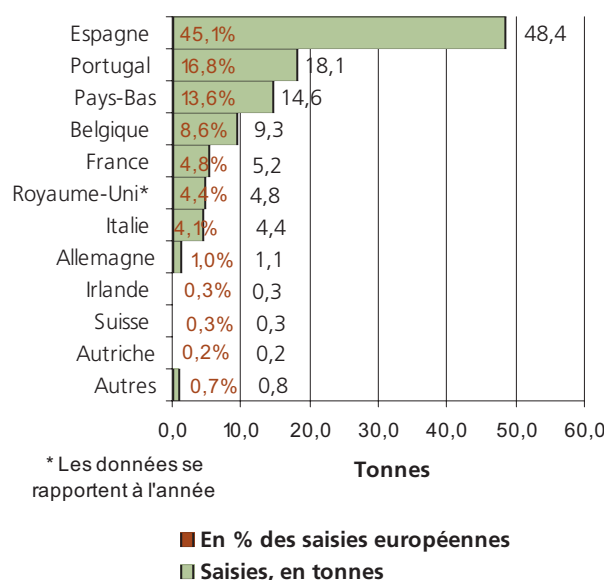
En 2005, 25 pour cent des étrangers appréhendés en Espagne pour des délits liés au commerce de la cocaïne étaient des citoyens colombiens²²; venaient ensuite les ressortissants marocains (15 pour cent), ceux de la République dominicaine (6 per cent) et les Italiens (3 pour cent). Si les arrestations de Colombiens ont toujours été nombreuses, l'augmentation des arrestations de citoyens marocains montre bien le rôle croissant du trafic de cocaïne

à partir de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Nord.

Le Portugal vient au second rang des points d'entrée les plus importants d'Europe

Une forte hausse des saisies de cocaïne a également été signalée par le Portugal qui, avec 18 t, (soit 17 pour cent du total des saisies européennes) s'est classé au second rang des points d'entrée les plus importants d'Europe en 2005. Les saisies de cocaïne du Portugal ont plus que doublé en 2005 (elles se montaient à 7 t en 2004), et presque doublé encore en 2006 (35 t), devenant ainsi l'un des grands points d'entrée de la cocaïne en Europe. Les importantes saisies effectuées par les services de répression du Portugal tiennent principalement à l'importance croissante de l'Afrique de l'Ouest, dont certains des pays lusophones (comme le Cap-Vert ou la Guinée-Bissau), pour la contrebande de cocaïne provenant de la région andine et à destination de l'Europe, souvent via le Brésil et l'Afrique de l'Ouest.

Fig. 49: Saisies de cocaïne en Europe (pureté de la rue)



Source: ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels / DELTA

La cocaïne à destination de l'Europe continue de transiter par les Caraïbes

L'un des principaux itinéraires du trafic de cocaïne à destination de l'Europe continue de passer par les Caraïbes, où les Antilles néerlandaises, notamment Aruba, sont au centre des expéditions de cocaïne aux Pays-Bas. En 2004,

20 Ministerio del Interior, présentation sur le trafic maritime de cocaïne à la Commission des stupéfiants, 12-16 mars 2007.

21 ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels (Espagne) pour 2005

22 Le nombre total d'étrangers arrêtés en Espagne en 2005 pour violation de la loi sur les stupéfiants était de 2 523 personnes. Le nombre de délinquants titulaires d'un passeport espagnol était de 4 988 personnes; dans 190 cas, aucune nationalité n'a été précisée.

les autorités néerlandaises ont opéré plus de 40 pour cent de leurs saisies dans les eaux entourant les Antilles néerlandaises²³, et en 2005, la seconde saisie par ordre d'importance effectuée dans les Caraïbes (plus de 5 t) a été faite sur l'île d'Aruba. La plus forte saisie opérée dans les Caraïbes en 2005 a eu lieu à St. Kitts-et-Nevis (un peu plus de 5 t); venaient ensuite Aruba et, au troisième rang, la République dominicaine avec un peu plus de 2 t. Au total, les pays des Caraïbes ont saisi 16 t de cocaïne en 2005, un peu plus que l'année précédente (15 t).

La cocaïne en provenance des Caraïbes pénètre en Hollande par voie de mer, généralement via Rotterdam, ou bien par voie aérienne, principalement via l'aéroport de Schiphol, à Amsterdam. L'importance d'Amsterdam a toutefois grandement décliné ces dernières années, suite à l'introduction de mesures de contrôle très strictes (contrôle à 100 pour cent pour les vols directs des Antilles néerlandaises à Amsterdam) et au resserrement de la coopération avec les Antilles néerlandaises et le Suriname. En conséquence, soucieux d'éviter toute détection, les passeurs de drogues choisissent d'autres pays des Caraïbes, comme la République dominicaine, et se montrent réticents à l'idée de prendre un vol direct pour Amsterdam. Un certain nombre de pays européens désignent désormais les Pays-Bas comme pays de destination de la cocaïne saisie sur leur territoire et signalent que les trafiquants modifient leurs itinéraires et introduisent de plus en plus fréquemment de la cocaïne à Amsterdam via d'autres aéroports européens.

Les Caraïbes, notamment la Jamaïque²⁴, continuent, elles aussi, de jouer un rôle important dans les expéditions de cocaïne au Royaume-Uni. Bien que les plus fortes quantités de cocaïne soient introduites au Royaume-Uni via l'Espagne et les Pays-Bas, des quantités modestes mais néanmoins croissantes arrivent via les pays d'Afrique de l'Ouest. Parmi les trafiquants qui font entrer en contrebande, au Royaume-Uni, de la cocaïne provenant des Caraïbes sont des Antillais titulaires de la nationalité britannique.²⁵

La région des Caraïbes est aussi un important site de transbordement de la cocaïne destinée à la France, encore que des quantités non négligeables pénètrent en France via l'Espagne, les Pays-Bas et, de plus en plus fréquemment, l'Afrique de l'Ouest. Aux Caraïbes, la Martinique s'est classée en 2004 au quatrième rang des arrestations par habitant pour délits liés aux drogues (sur l'ensemble des 100 départements français), dépassant les taux correspon-

dants pour Paris.²⁶ En 2005, d'importantes saisies ont été opérées à bord de voiliers naviguant dans les eaux de la Guadeloupe, qui servent à transporter vers la France et d'autres pays européens de la cocaïne provenant des Caraïbes. La plupart des cargaisons de cocaïne expédiées des Caraïbes en France (et d'Afrique de l'Ouest en France) sont acheminées par avion aux aéroports Charles de Gaulle et d'Orly.²⁷ La France elle-même n'est pas seulement un pays de destination mais aussi un important pays de transit. Les autorités françaises, à l'instar de celles de la plupart des autres pays européens, ont signalé que le gros des saisies de cocaïne effectuées en 2005 étaient expédiées en transit, principalement vers l'Espagne (45 pour cent) et les Pays-Bas (10 pour cent), et que 17 pour cent seulement étaient destinées à la consommation intérieure.²⁸ Cela donne, à première vue, l'image plutôt surprenante d'un flux de cocaïne circulant dans les deux sens entre l'Espagne et les Pays-Bas. Qui plus est, la France est – à l'exception de l'Espagne – le seul autre pays européen à avoir signalé en 2005 le démantèlement d'un laboratoire de cocaïne implanté sur son territoire.

Les pays voisins des pays producteurs andins prennent de l'importance comme zones de transbordement

Les autres importants pays de transit entre la région andine et l'Europe sont le Venezuela, l'Équateur et le Brésil, et – moins fréquemment – les Antilles néerlandaises, le Suriname, l'Argentine, le Panama et le Costa Rica.²⁹ Certains de ces pays (notamment le Venezuela et l'Argentine) ont, eux aussi, signalé le démantèlement de laboratoires de cocaïne, ce qui pourrait bien indiquer qu'ils ne sont pas seulement des pays de transit, mais aussi des pays qui fabriquent de la cocaïne.

L'Italie, par exemple, estime que 41 pour cent des cargaisons de cocaïne qui lui sont parvenues en 2005 provenaient du Venezuela (contre 22 pour cent l'année précédente) et 14 pour cent d'Espagne. Les groupements criminels organisés napolitains contrôlent de plus en plus le marché italien de la cocaïne, encore que certains groupements ouest-africains jouent aussi un rôle important en Italie du Nord. Le gros de la cocaïne qui pénètre en Italie est destiné à la consommation intérieure (82 pour cent). Si les principaux pays par lesquels la cocaïne transite avant de parvenir en Italie sont l'Espagne, la France et les Pays-Bas, on n'en a pas moins signalé des exportations de cocaïne à partir de l'Italie, principalement à destination des Pays-Bas (5 pour cent des saisies totales en 2005), ce qui

²³ Les saisies effectuées dans les eaux des Antilles néerlandaises (13,7 t) ont ultérieurement été déduites du total des saisies opérées par les Pays-Bas (21,4 t), afin de se faire une idée plus précise de leur origine géographique.

²⁴ Foreign and Commonwealth Office, Major cocaine producing and trafficking regions, May 2006.

²⁵ Serious Organized Crime Agency (SOCA), The United Kingdom Threat Assessment of Serious Organized Crime, 2006/07.

²⁶ Direction centrale de la police judiciaire: Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France en 2004 - Tome 2, Paris, 2005.

²⁷ ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels (France) pour 2005.

²⁸ ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels (France) pour 2005.

²⁹ ONUDC, ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels..

constitue un autre exemple de circulation dans les deux sens de la cocaïne en Europe.³⁰

Préoccupations relatives à la cocaïne acheminée par la route des Balkans

Si le gros des cargaisons de cocaïne en provenance d'Amérique du Sud continue d'être acheminé vers l'Europe occidentale (plus de 99 pour cent des saisies effectuées en Europe), les services de répression n'en ont pas moins constaté quelques expéditions vers l'Europe de l'Est et les pays des Balkans. D'où certaines préoccupations quant à l'apparition de nouveaux itinéraires de trafic et/ou à l'intégration de la cocaïne dans la gamme de produits proposés par les groupements de trafiquants traditionnels d'héroïne opérant le long de la route des Balkans. On a déjà constaté plusieurs cas d'expédition de cocaïne en Roumanie, via la mer Noire, et au Monténégro, via l'Adriatique – généralement par des groupements criminels albanais.

Le trafic de cocaïne à travers l'Afrique de l'Ouest commence de poser un grave problème...

L'importance croissante de l'Afrique, principalement l'Afrique de l'Ouest et du centre, comme zone de transit pour les expéditions de cocaïne destinées aux marchés européens est de plus en plus manifeste. Mais les saisies effectuées en Afrique (0,3 pour cent des saisies mondiales de cocaïne en 2005) demeurent toutefois modestes en regard des flux de trafic potentiels du continent. La modicité des saisies traduit principalement les faiblesses économiques et institutionnelles de la région.

En 2005, les saisies de cocaïne notifiées par les pays africains se sont montées à 2,5 t; de ce total, 52 pour cent ont eu lieu en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, 33 pour cent en Afrique du Nord et 14 pour cent en Afrique australe. En 2005, les saisies de cocaïne opérées en Afrique ont été supérieures à celles de 2003 ou de 2002, mais inférieures à celles de 2004. Il ne fait néanmoins aucun doute que le trafic de cocaïne à travers l'Afrique est en voie d'expansion. La base de données de l'ONU DC où se trouvent consignées les saisies individuelles montre que 9 pour cent du total des saisies de cocaïne effectuées en Europe en 2005, et dont 'l'origine' avait pu être établie, avaient été introduites en contrebande via l'Afrique; en 2006, cette proportion est passée à 12 pour cent.

La cocaïne est fréquemment expédiée à des pays riverains du Golfe de Guinée, d'où elle repart, convoyée par des

passeurs clandestins (ou "mules") pour diverses destinations européennes, les principaux centres de redistribution en Afrique étant le Ghana et le Nigéria. En outre, de grandes quantités de cocaïne, dont l'essentiel est destiné à l'Espagne et au Portugal, sont expédiées dans les eaux du Cap-Vert et au large des côtes de la Guinée et de la Guinée-Bissau.

Le plus fréquemment cité des pays par où transitent les expéditions de cocaïne vers l'Afrique est le Brésil, bien avant la Colombie, le Pérou et le Venezuela. Les autorités guinéennes estiment que 60 pour cent de la cocaïne parvient dans leurs eaux territoriales via le Brésil, et 40 pour cent directement de Colombie³¹.

En 2005, les plus fortes saisies de cocaïne opérées en Afrique ont été notifiées par le Maroc (0,8 t), suivi par le Ghana (0,7 t), le Nigéria (0,4 t), l'Afrique du Sud (0,3 t) et le Cap-Vert (0,2 t). Un laboratoire de cocaïne a été démantelé en Afrique du Sud en 2005. Des 40 pays africains ayant communiqué leurs statistiques des saisies en 2005, 31 (78 pour cent) ont notifié des saisies de cocaïne, contre 34 pour cent en 1990.

... alors que le trafic de cocaïne en Asie et en Océanie reste limité

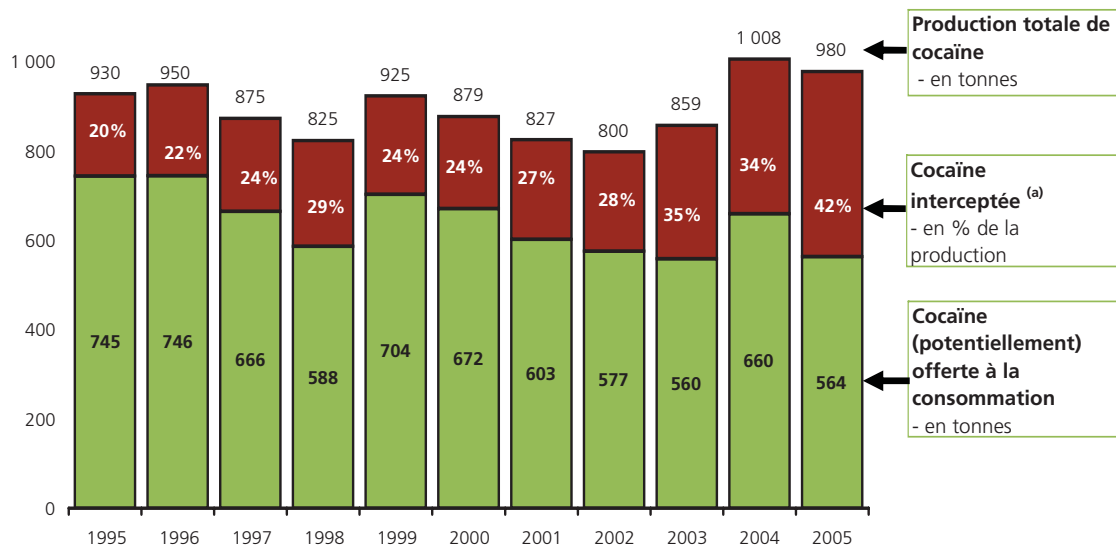
Bien que les saisies de cocaïne en Asie aient pratiquement doublé en 2005, elles n'en sont pas moins demeurées à un niveau très bas (0,5 t), comparé à celui des autres régions. Les saisies effectuées en Océanie ont atteint 0,1 t en 2005. Les plus fortes saisies opérées en Asie ont eu lieu en Chine (256 kg); venaient ensuite Israël (164 kg), la République islamique d'Iran (27 kg), le Liban (26 kg), Hong Kong, région administrative spéciale de Chine (17 kg), la Syrie (14 kg), la Thaïlande (6 kg), la Malaisie (5 kg), l'Inde (4 kg), l'Indonésie (1 kg), le Cambodge (1 kg), la Jordanie (0,5 kg) et l'Arabie saoudite (0,3 kg). Des 41 pays d'Asie qui ont donné le détail de leurs saisies, 18 (43 pour cent) ont signalé des saisies de cocaïne en 2005.

Si la fabrication de cocaïne reste exceptionnelle en Asie, quatre laboratoires clandestins fabriquant de la cocaïne ont été démantelés à Hong Kong, région administrative spéciale de Chine, en 2004. En mars 2006, les autorités de la Chine continentale, en coopération avec la Drug Enforcement Administration (DEA) des États-Unis, ont fait, près de la frontière avec Hong Kong, la plus forte saisie de cocaïne de leur histoire (135 kg), et démantelé un laboratoire. Parmi les personnes appréhendées figuraient des citoyens chinois et colombiens.

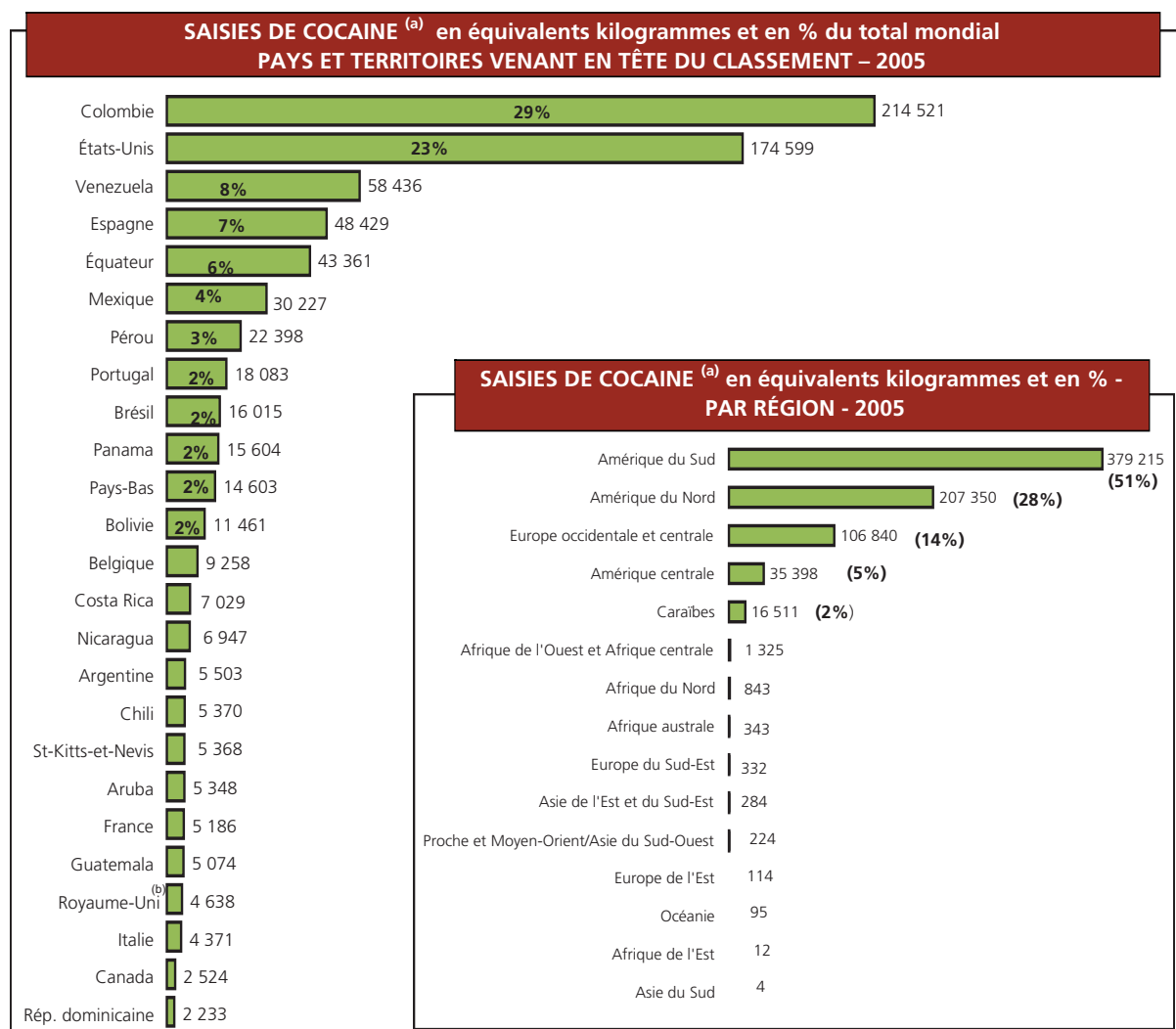
30 ONU DC, Questionnaire destiné aux rapports annuels (Italie) pour 2005.

31 ONU DC, Questionnaire destiné aux rapports annuels (Guinée) pour 2005.

Fig. 50: Offre mondiale de cocaïne illicite, 1995 - 2005



(a) convertie en pureté à 100%



(a) saisies telles que signalées (pureté de la rue)

(b) Les données se rapportent à 2004.

Fig. 51: Saisies mondiales de cocaïne, 1995 - 2005

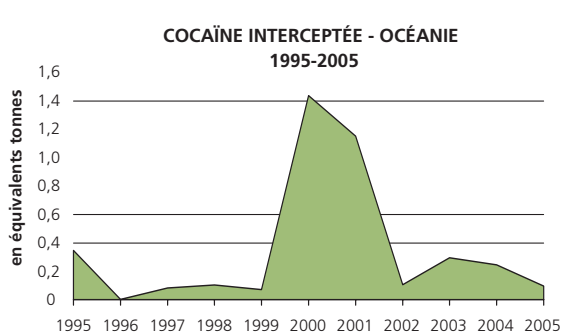
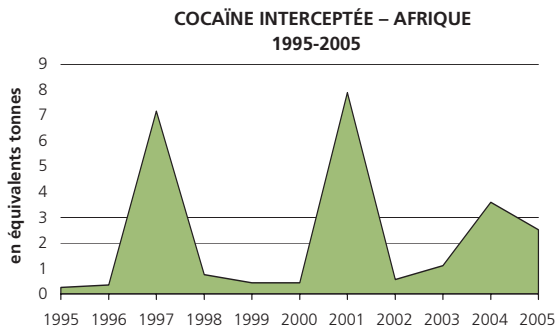
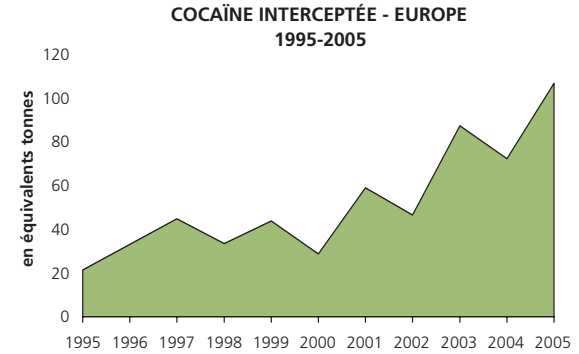
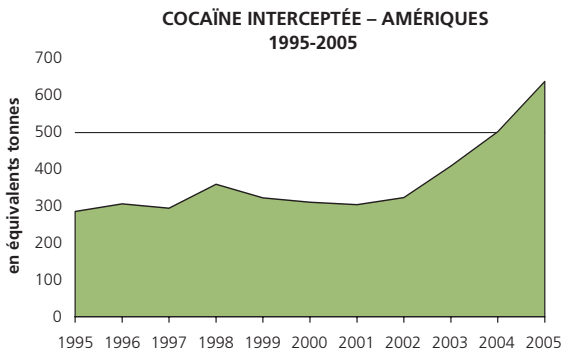
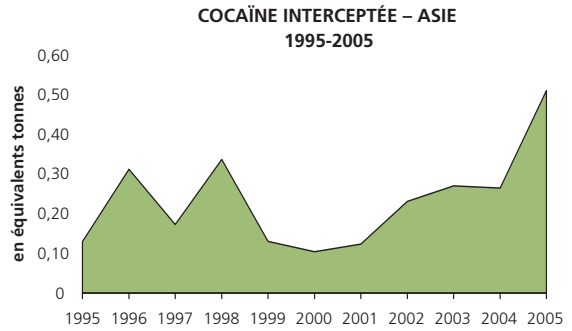
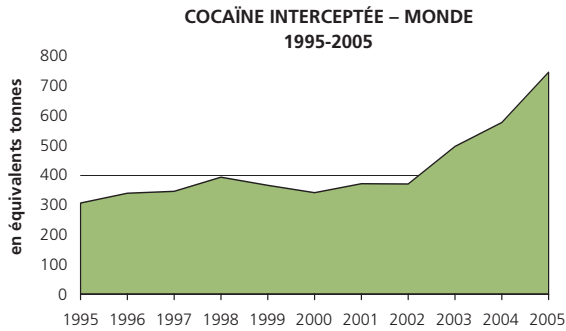


Fig. 52: États-Unis: prix de la cocaïne en gros et au détail 1990-2005 (en \$ É.-U. par gramme)

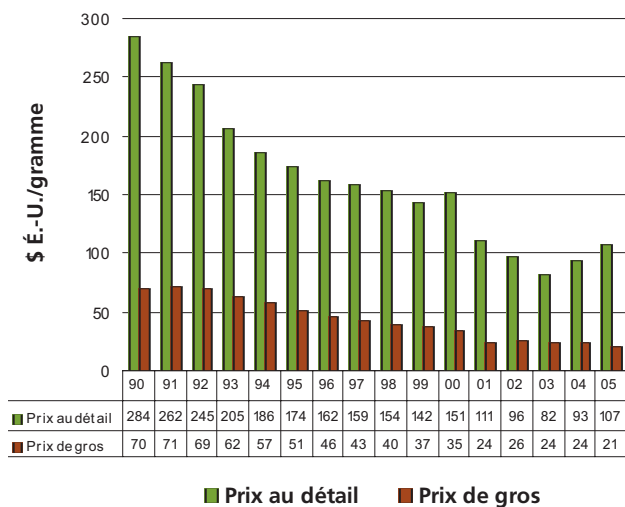


Fig. 53: EUROPE: prix de la cocaïne en gros et au détail 1990-2005 (en \$ É.-U. par gramme)

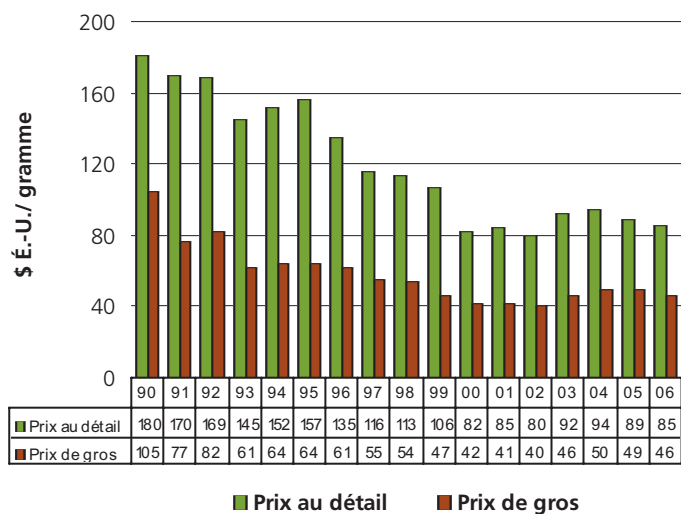
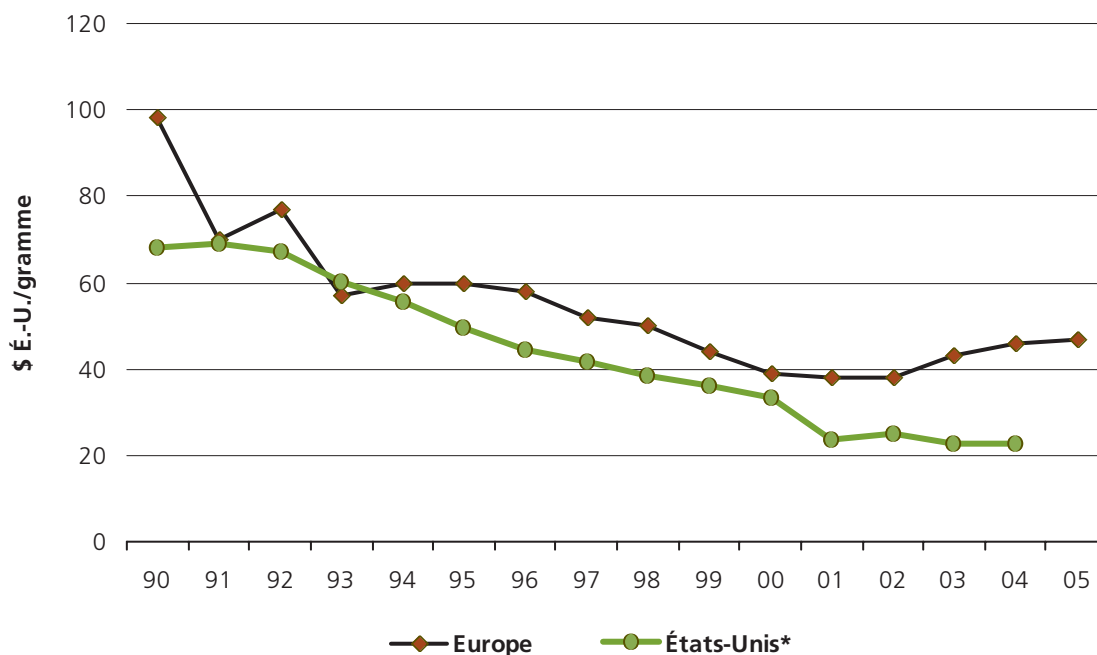
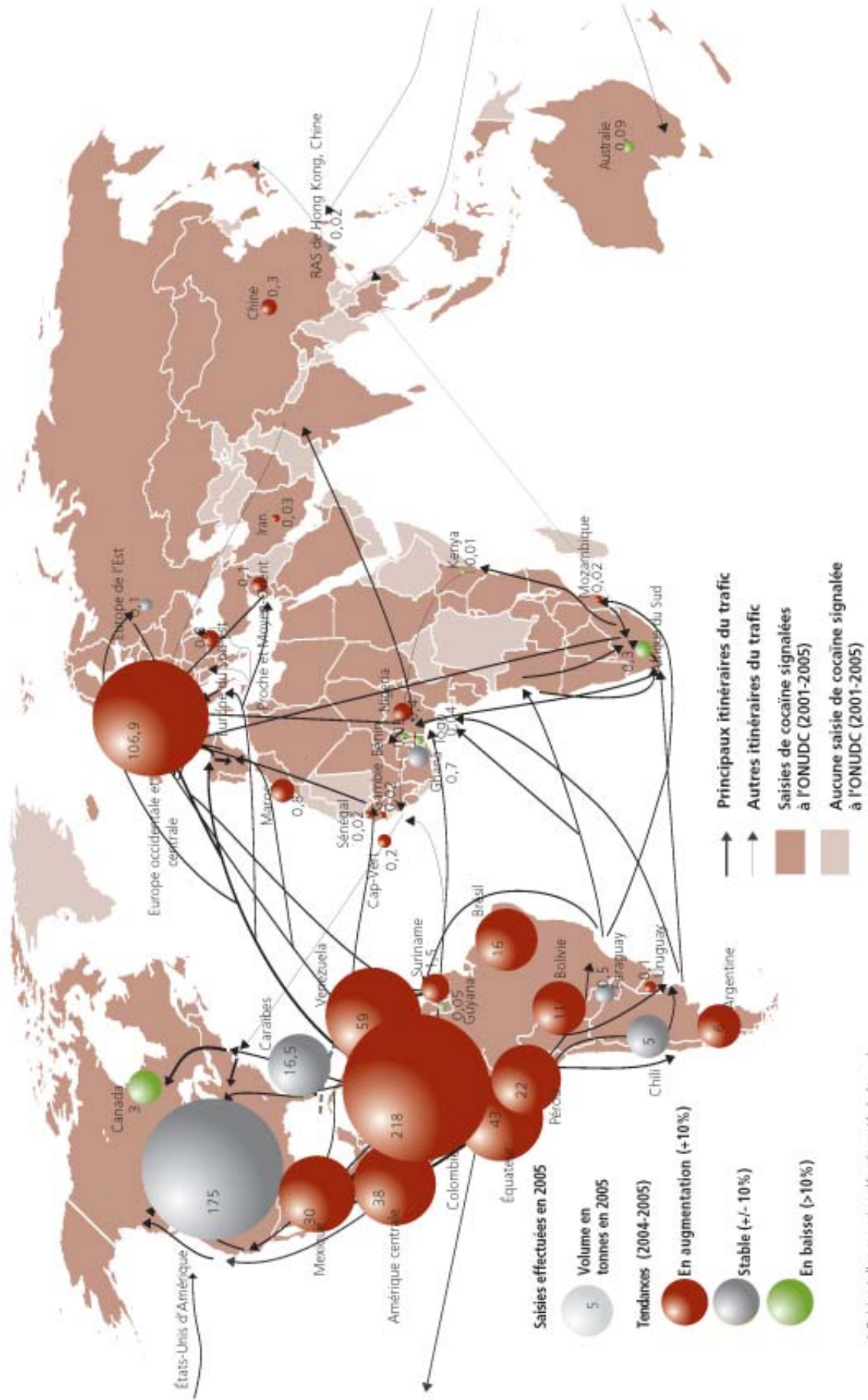


Fig. 54: Prix de gros de la cocaïne en Europe et aux États-Unis, 1990-2006 (en \$ É.-U. par gramme)



Carte 11: Trafic de cocaïne, 2005 (Pays ayant signalé des saisies* supérieures à 10 kg)



* Saisies telles que signalées (pureté de la rue)

Source: ONUDDC, Données tirées du Questionnaire destiné au rapport annuel/DELTA.

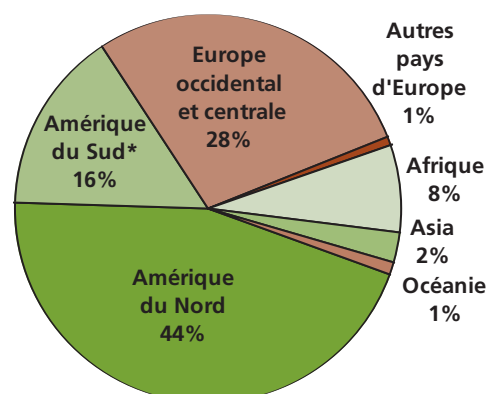
1.3.4 Abus

La consommation reste concentrée en Amérique du Nord, suivie par l'Europe occidentale et l'Amérique du Sud

L'ONUDD estime que 14 millions de personnes dans le monde, soit 0,3 pour cent de la population âgée de 15 à 64 ans usent de la cocaïne. C'est en Amérique du Nord que les taux de prévalence annuelle sont les plus élevés (2,2%); viennent ensuite l'Europe occidentale et centrale (1,2%), l'Amérique du Sud (y compris les Caraïbes et l'Amérique centrale: 0,8%) et l'Océanie (0,8%).

C'est l'Amérique du Nord qui compte le plus grand nombre de consommateurs de cocaïne (6,4 millions d'usagers); elle est suivie par l'Europe occidentale et centrale (3,9 millions) et l'Amérique du Sud (y compris l'Amérique centrale et les Caraïbes: 2,2 millions). D'après les données tirées des études d'évaluation rapide, on sait que 1,1 million d'Africains et 0,3 million d'Asiatiques usent de la cocaïne.

Fig. 55: Prévalence annuelle de l'usage de cocaïne (2005): ventilation par région (N=14,3 millions)



* y compris l'Amérique centrale et les Caraïbes

Source: ONUDD, Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels; Bureaux de terrain de l'ONUDD; ONUDD: Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP), ONUDD: Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); rapports des gouvernements; rapports de l'OEDT, de la CICAD et de l'HONLEA; études locales; Estimations de l'ONUDD.

Tableau 9: Prévalence annuelle de l'usage de cocaïne, 2005 ou dernière année disponible

	Nombre d'usagers	en % de la population âgée de 15 à 64 ans
EUROPE	4 056 000	0,75
Europe occidentale et centrale	3 944 000	1,24
Europe du Sud-Est	66 000	0,08
Europe de l'Est	46 000	0,03
AMÉRIQUES	8 610 000	1,48
Amérique du Nord	6 363 000	2,19
Amérique du Sud	2 247 000	0,77
ASIE	329 000	0,01
OCÉANIE	178 000	0,83
AFRIQUE	1 084 000	0,22
TOTAL MONDIAL	14 257 000	0,34

Supérieur à la moyenne mondiale ■ Voisin de la moyenne mondiale ■ Inférieur à la moyenne mondiale ■

Sources: ONUDD, données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports des bureaux de terrain de l'ONUDD; ONUDD: Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP), ONUDD: Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); rapports des gouvernements; rapports de l'OEDT, de la CICAD et de l'HONLEA; études locales; rapports des gouvernements, rapports des organismes régionaux, estimations de l'ONUDD.

L'usage mondial de la cocaïne est demeuré fondamentalement stable ...

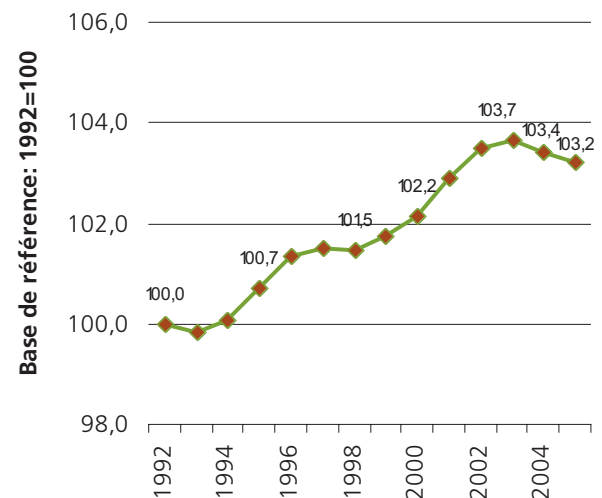
Année après année, le taux mondial de prévalence de la cocaïne (0,3%) est demeuré inchangé, encore que le nombre estimé des cocaïnomanes (14,3 millions) ait légèrement augmenté.¹ L'augmentation des abus de cocaïne en Europe, en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie a été largement compensée par la baisse de l'usage enregistré en Amérique du Nord.² La hausse des abus constatée à l'échelle mondiale est due à une revalorisation des abus de cocaïne en Europe occidentale et centrale (où l'on est passé de 3,5 à 3,9 millions) et en Amérique du Sud (où l'on est passé de moins de 2 millions à 2,25 millions). Les abus de cocaïne ont sensiblement augmenté en Europe occidentale en 2005.

Les estimations plus élevées de l'usage de cocaïne en Amérique du Sud en 2005 résultent principalement d'une nouvelle enquête nationale auprès des ménages réalisée au Brésil (qui abrite à lui seul 40% de la population du continent.) Celle-ci a révélé des taux de prévalence des abus de cocaïne nettement supérieurs à ceux de l'enquête précédente, réalisée en 2001.³ L'ONUDDC elle-même a dû ajuster ses estimations de prévalence pour un certain nombre d'autres pays d'Amérique du Sud en fonction des résultats des nouvelles enquêtes en milieu scolaire réalisées conjointement par la CICAD, l'ONUDDC et les pays concernés.⁴ Dans la plupart des cas, ces ajustements ont été mineurs. En résumé, l'essentiel de 'l'accroissement' des taux de prévalence constaté en Amérique du Sud en 2005 résulte des ajustements apportés en vue de disposer d'estimations plus réalistes. Sans ces ajustements, les estimations de l'usage de cocaïne dans ces régions – et à l'échelle mondiale – seraient demeurées fondamentalement stables.

... baissant même légèrement au dire des experts

Les estimations de tendances (pondérées en fonction du nombre d'usagers de la cocaïne dans chaque pays) fournies par les experts nationaux suggèrent que les abus mondiaux de cocaïne ont légèrement décliné en 2004 et 2005, après

Fig. 56: Tendances de l'usage de cocaïne*, telles que perçues par les experts: 1992-2005



Sources: ONUDDC, données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports des bureaux de terrain de l'ONUDDC; ONUDDC: Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP), ONUDDC: Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); rapports des gouvernements; rapports de l'OEDT, de la CICAD et de l'HONLEA; études locales; Estimations de l'ONUDDC; rapports des gouvernements, rapports des organismes régionaux, estimations de l'ONUDDC.

les hausses enregistrées au cours de la décennie précédente.

La stabilisation signalée dans les rapports des experts en 2004 et 2005 était due à la baisse des abus de cocaïne notifiée par les pays d'Amérique du Nord (États-Unis, Canada), qui vint compenser les hausses notifiées par l'Amérique du Sud: au Pérou et en Bolivie, pays producteurs de cocaïne, chez leurs voisins et dans la plupart des pays d'Amérique centrale, qui servent de plus en plus fréquemment de sites de transbordement. L'usage de cocaïne aux Caraïbes est généralement resté stable (ce qui cadre avec les rapports faisant état d'une moindre utilisation des Caraïbes pour les expéditions vers l'Amérique du Nord). Les abus de cocaïne en Océanie sont, eux aussi, restés fondamentalement stables, après la baisse enregistrée

¹ Dans son Rapport mondial sur les drogues 2006, l'ONUDDC avait publié une estimation de 13,4 millions de personnes, soit 0,3% de la population âgée de 15 à 64 ans.

² Le problème qui se pose ici tient au fait que l'on fait très régulièrement rapport sur la situation en Amérique du Nord (de sorte que seules de faibles baisses sont signalées chaque année), alors que les rapports concernant les autres régions sont envoyés de façon plus sporadique; en d'autres termes, les nouvelles estimations ne sont fournies qu'au bout de plusieurs années (donc après que les résultats des nouvelles enquêtes aient été publiés). Cela peut avoir des incidences non négligeables. Cela signifie notamment que les estimations mondiales pèchent parfois par excès de prudence. Cela signifie également que les tendances signalées peuvent, le cas échéant, induire en erreur: si les résultats d'un certain nombre de nouvelles enquêtes sont publiés dans des pays où la tendance est à la hausse des abus, l'augmentation signalée n'a pas seulement concerné, en général, l'année du rapport, mais a porté sur une plus longue période. De sorte que la comparaison, année après année, des taux d'abus mondiaux comporte le risque potentiel d'induire en erreur.

³ Certaines indications donnent à penser que la première enquête auprès des ménages réalisée au Brésil en 2001 a péché par sous-notification. L'enquête de 2001 indiquait un taux d'abus annuel de 0,4%. La seconde enquête auprès des ménages, réalisée en 2005, a constaté un taux de prévalence annuel de 0,7%. Cela concorde avec les résultats des enquêtes actuelles en milieu scolaire réalisées au Brésil et à ceux des enquêtes nationales en milieu scolaire/auprès des ménages menées dans les pays voisins, ce qui n'était pas le cas de l'enquête menée en 2001. En résumé, malgré les plus forts taux de prévalence de l'enquête de 2005 auprès des ménages, les données dont on dispose n'excluent pas la possibilité qu'aucune hausse des abus de cocaïne n'ait eu lieu au Brésil. Les enquêtes en milieu scolaire n'ont pas réussi à prouver quelque augmentation que ce soit au cours des dernières années. Les enquêtes nationales en milieu scolaire réalisées en 2004 ont montré une stabilisation à 2% environ de la prévalence au cours de la vie - le même niveau qu'en 1997 (2,1%). (Source: Centre brésilien d'information sur les stupéfiants et les substances psychotropes (CEBRID): Levantamento Nacional Sobre o Uso de Drogas Psicótropas entre Estudantes de Ensino Fundamental e Médio da Rede Pública de Ensino nas 27 Capitais Brasileiras, 2004).

⁴ ONUDDC et CICAD: Sistema Subregional de Información sobre Drogas en Argentina, Bolivia, Chile, Ecuador, Perú y Uruguay. Primer estudio comparativo sobre uso de drogas en población escolar secundaria de Argentina, Bolivia, Brasil, Colombia, Chile, Ecuador, Paraguay, Perú y Uruguay, Lima, Sept. 2006

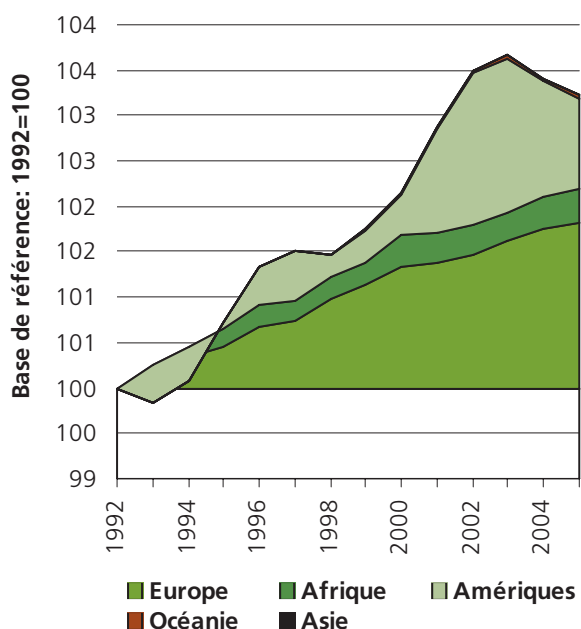
au cours des années précédentes.

Par contraste, l'usage de cocaïne en Europe a continué d'augmenter régulièrement. La plupart des pays d'Europe occidentale et du Sud-Est ont signalé une hausse des abus. En fait, la progression de l'usage de cocaïne au cours de la dernière décennie est due principalement à la hausse des abus en Europe. En 2005, seules l'Europe centrale et l'Europe de l'Est ont fait état d'une stabilité des taux d'abus.

L'usage de cocaïne en Afrique a augmenté, notamment en Afrique de l'Ouest et en Afrique australe, ainsi que le long de la côte Atlantique de l'Afrique du Nord. Cela tient à l'importance croissante de l'Afrique comme zone de transbordement de la cocaïne d'Amérique du Sud destinée à l'Europe.

L'usage de cocaïne en Asie a légèrement augmenté, en raison, principalement, de la hausse des taux d'abus enregistrée en Inde. Mais cet accroissement reste minime car l'on était parti d'un niveau très bas. L'approvisionnement de l'Inde en cocaïne – bien qu'encore des plus modiques – semble principalement organisé par des groupements de trafiquants ouest-africains, qui échangent de la cocaïne d'Amérique du Sud contre de l'héroïne d'Asie du Sud-Ouest devant être acheminée vers l'Europe ou l'Amérique du Nord. Dans la plupart des autres régions d'Asie, les taux d'abus de la cocaïne sont demeurés stables et à des niveaux très bas.

Fig. 57: Tendances de l'usage de cocaïne telles que perçues par les experts: contribution régionale à l'évolution mondiale: 1992-2005

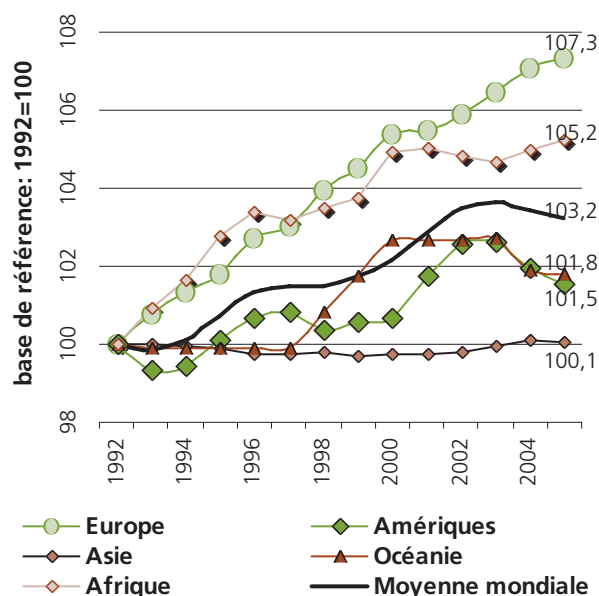


Sources: ONUDC, données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports des bureaux de terrain de l'ONUDC; ONUDC: Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP), ONUDC: Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP) de l'ONUDC; rapports des gouvernements; rapports de l'OEDT, de la CICAD et de l'HONLEA et enquêtes locales.

5 Le traitement pour toxicomanie s'entend ici de tout traitement lié à l'usage d'une substance, à l'exception des traitements pour consommation exclusive d'alcool.

6 SAMHSA, Treatment Episode Data Set (TEDS) - Highlights 2005.

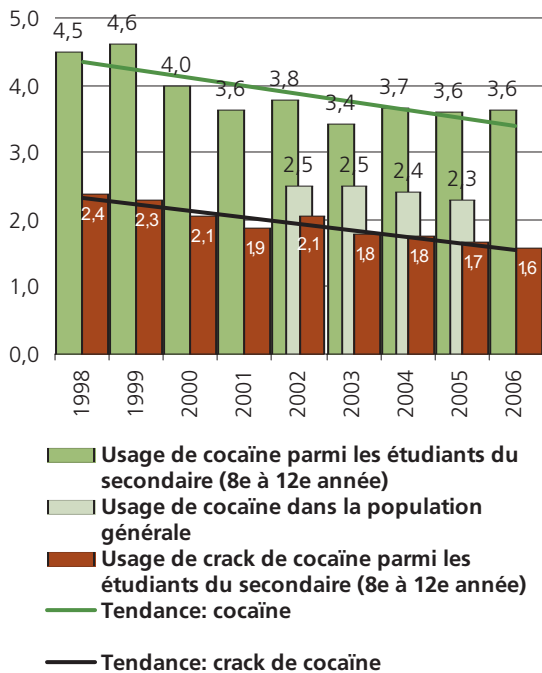
Fig. 58: Tendances de l'usage de cocaïne telles que perçues par les experts - évolution constatée dans les régions, 1992-2005 - (base de référence: 1992=100)



Sources: ONUDC, données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports des bureaux de terrain de l'ONUDC; ONUDC: Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP), ONUDC: Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP) de l'ONUDC; rapports des gouvernements; rapports de l'OEDT, de la CICAD et de l'HONLEA et enquêtes locales.

... reflétant principalement la baisse des abus de cocaïne en Amérique du Nord ...

On trouve des indications de la baisse de l'usage de cocaïne dans l'enquête nationale parmi les ménages réalisée aux États-Unis sur les abus de drogues et la santé, dans les enquêtes en milieu scolaire (réalisées aux États-Unis et au Canada), ainsi que dans les données relatives aux admissions pour traitement des toxicomanies. Au cours de la dernière décennie, le nombre d'admissions pour traitement de la cocaïnomanie a chuté aux États-Unis, passant de 278 000, en 1995, à 256 000, en 2005. Exprimé en pourcentage de l'ensemble des traitements pour toxicomanies⁵, le traitement de la cocaïnomanie est tombé de 23,5%, en 1995, à 20,4 pour cent, en 1998, et à 17,7 pour cent, en 2005.⁶ La prévalence annuelle moyenne de l'usage de cocaïne chez les élèves de la 8e à la 12e année est passée de 4,6 pour cent, en 1999, à 3,6 pour cent, en 2006, ce qui représente une baisse de plus de 20 pour cent. Comparé au pic de 1985, l'usage de cocaïne parmi les élèves de 12e année a chuté de plus de 50 pour cent en 2006 (5,7 pour cent, en 2006, contre 13,1 pour cent, en 1985). Les abus de crack de cocaïne, qui sont responsables d'une bonne part de l'usage problématique des drogues aux États-Unis, ont également diminué. La prévalence annuelle de l'usage de

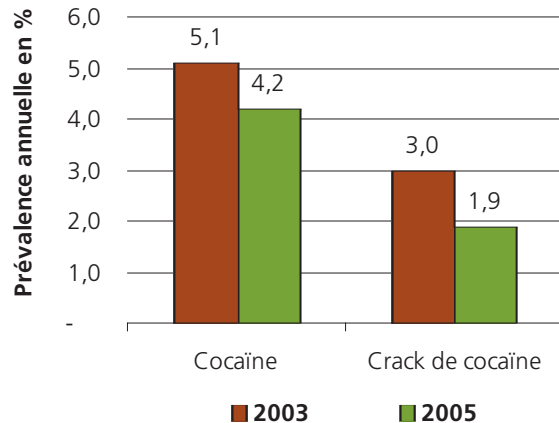
Fig. 59: Usage de cocaïne dans la population générale* et parmi les élèves (de la 8e à 12e année) - États-Unis, 1998-2006

* Note: en raison d'un changement de méthodologie, les résultats des enquêtes auprès des ménages réalisées avant 2002 ne sont pas directement comparables à ceux des années ultérieures – ils ne sont donc pas indiqués ici.

Sources: SAMHSA: National Survey on Drug Use and Health, et étude du NIDA intitulée: 'Monitoring the Future'.

cocaïne dans la population générale des États-Unis a aussi baissé, passant de 2,5 pour cent de la population de plus de 12 ans, en 2003, à 2,3 pour cent, en 2005; elle est aujourd'hui inférieure de 50 pour cent à ce qu'elle était voici deux décennies.

Les enquêtes en milieu scolaire réalisées en Ontario, au Canada, ont également indiqué un fléchissement des abus : le taux de prévalence annuelle, qui était de 5,1 pour cent chez les élèves de la 7e à la 12e année, en 2003, était tombé à 4,2 pour cent, en 2005, ce qui représente une baisse de 18 pour cent en deux ans. L'usage de cocaïne au Canada est aujourd'hui légèrement inférieur à ce qu'il était il y a deux décennies.⁷ Les enquêtes en milieu scolaire menées en Ontario indiquent que les taux d'abus de cocaïne parmi les étudiants sont légèrement supérieurs à ceux de leurs condisciples des États-Unis. Mais si l'on s'intéresse à la population générale, il apparaît que la prévalence annuelle de l'usage de cocaïne (1,9 % pour l'ensemble du Canada en 2004) et la prévalence au cours de la vie (10,6 %)⁸ sont nettement inférieures aux taux constatés aux États-Unis (2,4 pour cent et 14,2 pour cent, respectivement, pour 2004, ou 2,3 % et 13,8 %, respectivement, pour 2005).

Fig. 60: Ontario (Canada): Usage de cocaïne parmi les élèves du secondaire (7e à 12e année)

Source: CAMH, Drug Use Among Ontario Students, 2005.

Au Canada, c'est le long de la côte Pacifique, dans la province de Colombie britannique, que l'on enregistre les plus forts taux d'abus de cocaïne (prévalence au cours de la vie de 16,7% en 2004). Les quatre provinces canadiennes qui longent la côte Atlantique ont des taux inférieurs de moitié, voire plus (3,7%-7,1%), à ceux constatés en Colombie britannique. Les taux de prévalence de l'usage de cocaïne au cours de la vie en Colombie britannique sont également supérieurs à ceux enregistrés dans l'ensemble des États-Unis. La Colombie britannique pâtit également du plus fort taux de prévalence annuelle de l'usage de cocaïne au Canada (2,6%), soit un peu plus que le Québec (2,5%) et l'Alberta (2,4%).

De l'autre côté de la frontière, un certain nombre d'États américains affichent des taux d'usage de cocaïne très élevés, supérieurs à ceux de la Colombie britannique. Ainsi, l'on enregistre des taux nettement supérieurs (d'après les données de 2003 & 2004)⁹ à Rhode Island (3,5%), dans le Colorado (3,4%), en Arizona (3,3%), au Nouveau-Mexique (3,1%) et dans le District de Columbia (2,9%).

Les données révèlent que, dans l'ensemble, 4 États américains ont des taux d'abus de cocaïne supérieurs à 3 pour cent; 40 oscillent entre 2 et 3 pour cent, et 7 ont un taux d'abus inférieur à 2 pour cent. Elles montrent également que les différences constatées aux États-Unis entre les taux d'abus les plus élevés et les plus bas sont moins prononcées que celles constatées au Canada voisin (ou en Europe).

Les données de 2005 sur la répartition régionale de l'abus de cocaïne parmi les jeunes de 12 à 17 ans aux États-Unis font apparaître une forte consommation dans les États qui jouxtent le Mexique (Texas, Arizona et Nouveau-Mexique), ce qui met notamment en relief l'intensification du trafic de cocaïne au travers des frontières. Une autre zone

7 CAMH, Drug Use Among Ontario Students, 2005.

8 Canadian Centre on Substance Abuse, Canadian Addiction Survey 2004, Ottawa 2005.

9 SAMHSA, State Estimates of Substance Use from the 2003-2004 National Surveys on Drug Use and Health, Rockville MD 2006.

de forte concentration subsiste : les États de la Nouvelle-Angleterre le long de la côte Est. La comparaison avec les données concernant les groupes d'âge plus élevés (26+) montre que les forts taux de prévalence constatés au voisinage de la frontière mexicaine sont un phénomène relativement nouveau. Parmi les membres de 'l'ancienne' génération, l'usage de cocaïne est plus concentré dans les États de la Nouvelle-Angleterre et en Floride. Et de fait, une bonne part du trafic initial de cocaïne entre la Colombie et les États-Unis qui pénètre sur le territoire américain, soit directement par voie aérienne, soit par mer, via les Caraïbes, cible tout particulièrement ces régions.

Les dernières données pour 2006, fondées sur les résultats des tests de dépistage des drogues dans l'ensemble de la population active, révèlent un fort taux d'abus de cocaïne dans les régions du Texas proches de la frontière mexicaine et dans les comtés situés le long de la frontière du Texas avec le Nouveau-Mexique. On décèle également des taux d'abus élevés le long de la côte Est, de la Floride à Washington D.C.

De l'autre côté de la frontière mexicaine, l'usage de cocaïne reste notablement plus bas qu'aux États-Unis. La dernière enquête nationale auprès des ménages, réalisée en 2002, a révélé un taux de prévalence annuelle de 0,35 pour cent dans la population âgée de 12 à 65 ans – ce qui correspond à la moyenne mondiale mais reste très en-dessous des taux d'usage signalés au Canada et aux États-Unis¹⁰. Cette enquête a toutefois révélé de fortes différences régionales au Mexique. Les plus forts taux de prévalence ont été constatés dans les provinces septentrionales (où la prévalence au cours de la vie est de 3,1%), notamment dans les provinces qui jouxtent les États-Unis. Le taux de prévalence reste bas dans les provinces centrales (0,7%) et du sud (0,5%). D'une manière générale, la situation est restée stable au Mexique en 2005.

... et une hausse des abus de cocaïne en Amérique du Sud

Six pays d'Amérique du Sud, dont certains pays des Caraïbes et d'Amérique centrale, ont fait état d'une hausse des abus de cocaïne; quatre autres ont signalé une stabilité de l'usage.

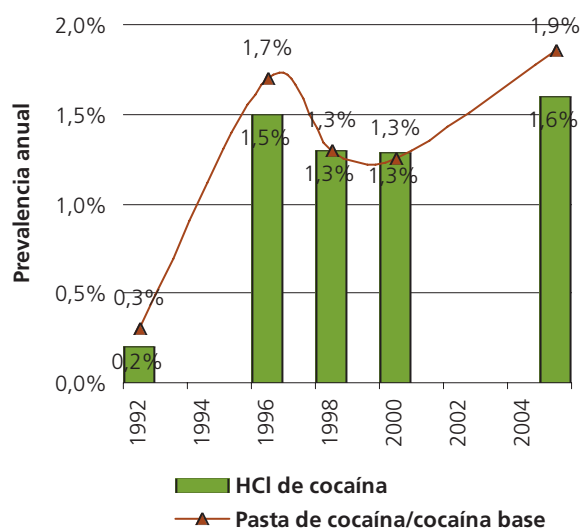
Les données tirées de l'enquête réalisée en Colombie montrent que la prévalence de l'usage de cocaïne au cours de la vie a augmenté au cours de la période 1992-2004, passant de 1,5 pour cent, en 1992¹¹, à 3,7 pour cent, en 2004¹²; certaines indications donnent à penser que cette hausse des abus est intervenue à la fin des années 1990. Parmi les jeunes âgés de 10 à 24 ans, la prévalence de l'usage de cocaïne au cours de la vie a été 5 fois plus élevée en 2001 qu'en 1996. Cette augmentation tient peut-être à l'expansion

rapide de la culture de la coca en Colombie à la fin des années 1990. La comparaison des estimations de prévalence annuelle tirées de ces enquêtes avec

les données de prévalence annuelle réelles révélées par la nouvelle enquête nationale indique que la prévalence de l'usage de cocaïne, y compris le basuco (un mélange de pâte de coca - ou de cocaïne base - et de marijuana) a peut-être décliné au cours de la période 2001-2004, de pair avec la diminution des cultures de coca.¹³ La prévalence annuelle de l'usage de cocaïne a représenté 0,8 pour cent de la population âgée de 18 à 65 ans en 2004. En Bolivie, l'usage de cocaïne a augmenté au cours de la période 2000-2005, après le fléchissement constaté à la fin des années 1990, parallèlement à la baisse de la production intérieure de feuilles de coca. De même, l'accroissement enregistré dans les premières années du nouveau millénaire a été de pair avec l'expansion des cultures et de la production de coca.

Les enquêtes auprès des ménages réalisées au Brésil ont révélé une augmentation de l'usage de cocaïne, qui est passé de 0,4 pour cent (prévalence annuelle), en 2001, à 0,7 pour cent, en 2005. Les enquêtes en milieu scolaire menées au Brésil ont indiqué une stabilité des abus au cours de la période 1997 - 2004.¹⁴ En même temps, certains rapports signalent un redoublement d'activité des gangs de revendeurs de cocaïne dans les États du sud-est, ainsi qu'une exploitation accrue du pays par des groupements criminels internationaux, qui se servent du Brésil comme d'un point de transit pour les cargaisons de cocaïne expédiées de Colombie, de Bolivie et du Pérou en Europe, souvent via l'Afrique. Cela peut avoir provoqué une certaine hausse de la consommation locale.

Fig. 61: Bolivie: Prévalence annuelle de l'usage de cocaïne (dans la population âgée de 12 à 50 ans), 1992-2005



Source: CELIN, Investigación: Estudio Comparativo Consumo de Alcohol, Tabaco, Cocaína, y otras Drogas en Bolivia, 1992-1996

¹⁰ Consejo Nacional Contra las Adicciones (CONADIC), Encuesta Nacional de Adicciones 2002, Mexico 2003.

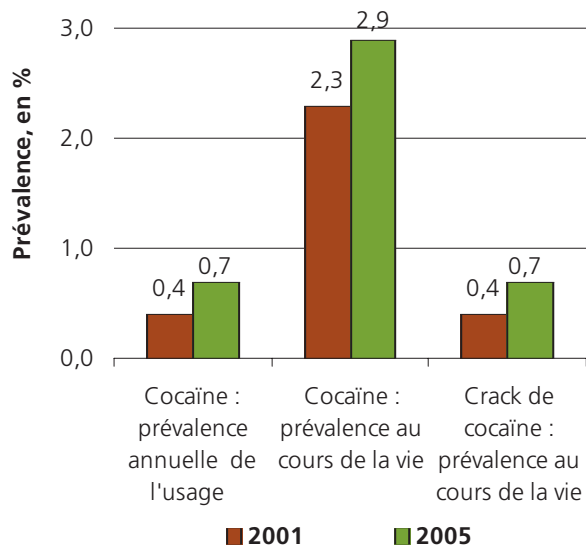
¹¹ Dirección Nacional de Estupefacientes, Estudio Nacional sobre Consumo de Sustancias Psicoactivas, 1992.

¹² Dirección Nacional de Estupefacientes, Observatoria de Drogas de Colombia 205, Acciones y Resultados, Bogota 2005.

¹³ Ce type de comparaison directe pose des problèmes et ne doit être envisagé qu'avec précaution.

¹⁴ CEBRID, Levantamento Nacional Sobre o Uso de Drogas Psicótropicas entre Estudantes do Ensino Fundamental e Medio da Rede Publica de Ensino nas 27 Capitais Brasileiras, 2004.

Fig. 62: Brésil: Prévalence annuelle de l'usage de cocaïne en 2001 et en 2005



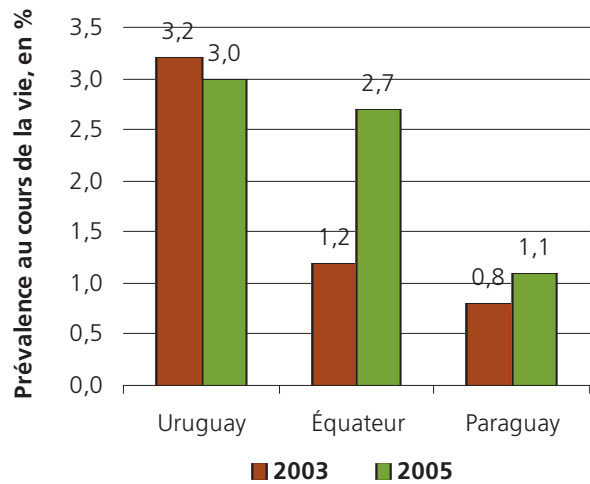
Sources: CEBRID, Il Levantamento Domiciliar sobre o Uso de Drogas Psicotrópicas no Brasil: Estudo Envolvendo as 108 Maiores Cidades do País, 2005, Sao Paulo 2006 and CEBRID, Il Levantamento Domiciliar sobre o Use de Drogas Psicotrópicas no Brasil: Estudo Envolvendo as 107 Maiores Cidades do País, Sao Paulo 2002.

L'analyse de la ventilation par région de l'usage de cocaïne au Brésil montre que le sud-est et le sud du pays sont les plus gravement touchés; la consommation reste modérée dans le nord et le nord-est.

Les enquêtes en milieu scolaire réalisées en 2003 et en 2005/2006 ont révélé une forte augmentation de la consommation de cocaïne en Équateur. Cela est peut-être lié à la plus grande disponibilité de cocaïne, le pays étant de plus en plus utilisé comme zone de transbordement de la cocaïne en provenance de la Colombie. D'autres augmentations, moins spectaculaires, ont également été révélées par les enquêtes en milieu scolaire réalisées au Paraguay. Mais les taux d'usage y sont néanmoins restés bas. Les enquêtes en milieu scolaire réalisées en Uruguay indiquent que l'usage de cocaïne – naguère élevé – s'est stabilisé ou a même légèrement décliné au cours des dernières années.

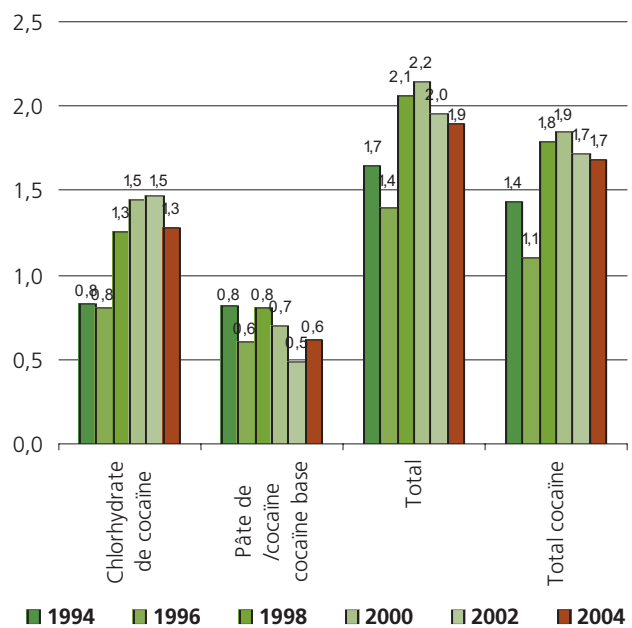
L'usage de cocaïne semble également s'être stabilisé au Chili. Suite aux accroissements constatés dans les années 1990, de petites baisses de l'usage ont été signalés dans les enquêtes annuelles auprès des ménages au cours de la période 2000-2004. La prévalence annuelle de l'usage de cocaïne dans la population générale a chuté, passant de 1,9 pour cent, en 2000, à 1,7 pour cent, en 2004. Pour le seul chlorhydrate de cocaïne, le taux d'usage est tombé de 1,5 pour cent, en 2000, à 1,3 pour cent, en 2004. Les résultats des enquêtes en milieu scolaire révèlent également un taux d'usage stable pendant la période 2001-2005.

Fig. 63: Prévalence au cours de la vie de l'usage de chlorhydrate de cocaïne parmi les élèves de 15 à 16 ans des écoles de l'Uruguay, de l'Équateur et du Paraguay



Sources: ONUDC et OAS/CICAD (Sistema Subregional de Información e Investigación sobre Drogas en Argentina, Bolivia, Chile, Ecuador, Perú y Uruguay with participation of SEDRONAR, CONACE, CONALTID, CONSEP, DEVIDA and JND), Jóvenes y Drogas en Países Sudamericanos: un Desafío para las Políticas Públicas - Primer Estudio Comparativo sobre Uso de Drogas en Población Escolar Secundaria, 2006, and OAS/CICAD, Estudio Comparativo del Consumo de Drogas en Países Americanos - Basado en Encuestas SIDUC a Estudiantes den enseñanza media, Washington 2003.

Fig. 64: Chili: Usage de cocaïne dans la population générale (âgée de 12 à 64 ans), 1996-2004

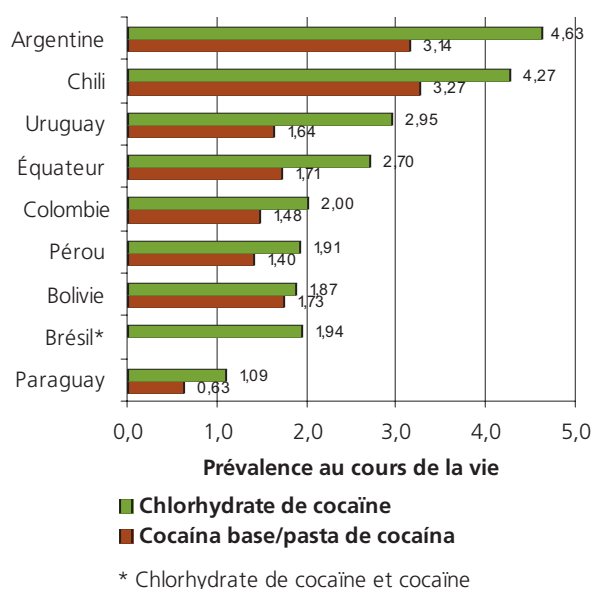


Source: CONACE, Sexto Estudio Nacional de Drogas en Población General de Chile, 2004

Les données tirées des nouvelles enquêtes en milieu scolaire réalisées en Amérique du Sud révèlent des caractéristiques nord-sud intéressantes

L'ONUDC a participé avec les autorités nationales et la CICAD de l'OEA à la première enquête en milieu scolaire réalisée, à l'échelle du continent, parmi les élèves du secondaire de l'Amérique du Sud. Cet exercice facilite la comparaison directe des taux d'usage de drogues parmi les étudiants des différents pays du continent, ainsi qu'avec les résultats des enquêtes en milieu scolaire réalisées en Amérique du Nord et en Europe. Les résultats¹⁵ ont révélé un fort taux d'usage du chlorhydrate de cocaïne en Argentine (prévalence au cours de la vie de 4,6% chez les élèves de 15-16 ans) et au Chili (4,3%), suivis par l'Uruguay et l'Équateur. C'est le Paraguay qui a signalé les taux d'usage les plus bas (1,1%). Dans les trois pays andins, l'usage de cocaïne s'est révélé assez semblable parmi les élèves du secondaire (1,9% à 2%), seule la Colombie notifiant des taux

Fig. 65: Prévalence au cours de la vie de l'usage de cocaïne entre élèves de la fin du secondaire de 15 à 16 ans



Source: UNODC and CICAD (Sistema Subregional de Información e Investigación sobre Drogas en Argentina, Bolivia, Chile, Ecuador, Perú y Uruguay with participation of SEDRONAR, CONACE, CONALTID, CONSEP, DEVIDA and JND), Jóvenes y Drogas en Países Sudamericanos: un Desafío para las Políticas Públicas - Primer Estudio Comparativo sobre Use de Drogas en Población Escolar Secundaria, 2006.

a/ résultats triés en fonction de l'usage de chlorhydrate de cocaïne

légèrement supérieurs. C'est en Argentine, au Chili et en Bolivie que les taux de consommation de la pâte de coca/cocaïne base sont les plus élevés.

Lorsqu'on s'en sert aux fins d'établir un classement, les résultats des enquêtes en milieu scolaire correspondent généralement à ceux des enquêtes réalisées dans la population générale. Cette règle souffre cependant des exceptions notables, qui révèlent peut-être une sous-notification dans certaines des enquêtes auprès des ménages.¹⁶ De même, dans le cas qui nous occupe, la proportion des jeunes scolarisés diffère sensiblement entre les différents pays sud-américains. Cela signifie que, pour certains pays, le taux d'usage des drogues parmi les jeunes scolarisés n'est pas forcément représentatif du taux d'usage dans la jeunesse en général. Les données semblent indiquer que ce sont les plus riches des pays d'Amérique du Sud qui enregistrent les plus forts taux d'usage de cocaïne parmi leurs étudiants. L'explication tient peut-être au fait que le pourcentage d'enfants des rues est plus élevé dans les pays moins développés. Ces enfants n'étant pas forcément touchés par les enquêtes en milieu scolaire, il se peut que celles-ci pêchent par une sous-représentation de l'abus de substances parmi la jeunesse.

Les taux d'usage de la cocaïne pourraient être plus élevés en Amérique du Sud qu'en Amérique centrale ...

Les nouveaux résultats pour l'Amérique du Sud suggèrent que les taux d'usage de la cocaïne pourraient y être plus élevés qu'en Amérique centrale. L'agrégation des données des différents pays d'Amérique du Sud révèle que l'usage de chlorhydrate de cocaïne au cours de la vie parmi les 15-16 ans est de 2,6 pour cent (moyenne non pondérée).

Les précédentes enquêtes en milieu scolaire réalisées en Amérique centrale sous les auspices de la CICAD de l'OEA en 2001/2 ont révélé chez les 15-16 ans un taux de prévalence au cours de la vie (non pondéré) de 1,5 pour cent. Seul le Guatemala a fait état de taux d'usage de cocaïne supérieurs à la moyenne (2,3%).¹⁷ Mais la perception de plus faibles taux d'usage en Amérique centrale pourrait toutefois induire en erreur, dans la mesure où l'on ne peut exclure la possibilité que l'usage de cocaïne ait sensiblement augmenté dans cette région au cours des dernières années.

Cela vaut peut-être aussi pour le Venezuela, l'un des rares pays d'Amérique du Sud qui n'ait pas participé aux dernières enquêtes ONUDC/OEA/CICAD. Le taux d'usage de la cocaïne chez les élèves du Venezuela était très bas en 2001/2 (prévalence au cours de la vie de 0,4% chez

¹⁵ L'on n'évoque ici que la seule prévalence au cours de la vie parmi les élèves de 15-16 ans car il s'agit là du meilleur ensemble de données comparables au plan international. Cet ensemble de données est moins faussé vu les disparités entre les systèmes scolaires des différents pays.

¹⁶ C'est notamment le cas de l'Argentine, qui notifie, à la fois, l'un des taux d'usage de cocaïne les plus bas dans son enquête dans la population générale (0,3% en 2004), et le taux d'usage de cocaïne le plus élevé parmi les élèves du secondaire. Dans l'enquête générale auprès des ménages de 1999, l'Argentine a signalé le plus fort taux d'usage de cocaïne de l'Amérique du Sud. Autre cas intéressant : celui de l'Uruguay, qui a un taux de prévalence élevé parmi les étudiants, mais signale de faibles taux d'usage dans la population générale.

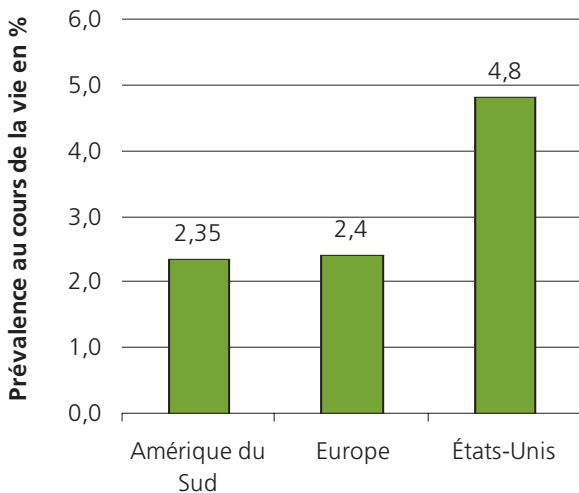
¹⁷ OAS/CICAD, Estudio Comparativo del Consumo de Drogas en Países Americanos - Basado en Encuestas SIDUC a Estudiantes den enseñanza Media, Washington 2003.

les élèves de 15-16 ans).¹⁸ Il est toutefois fortement probable que l'usage de cocaïne y ait sensiblement augmenté au cours des dernières années.

... et les nouvelles enquêtes en milieu scolaire réalisées en Amérique du Sud révèlent des taux d'abus analogues à ceux de l'Europe, mais inférieurs à ceux de l'Amérique du Nord

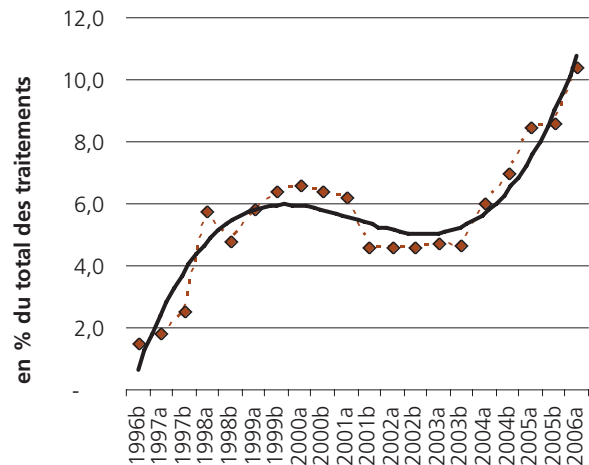
L'agrégation des données des différents pays d'Amérique du Sud, pondérées en fonction de la taille de la population de jeunes de chaque pays¹⁹, révèle en Amérique du Sud une prévalence moyenne au cours de la vie du chlorhydrate de cocaïne de 2,35 pour cent parmi les jeunes de 15-16 ans. Par comparaison, le taux d'usage de la cocaïne chez les étudiants du même groupe d'âge (élèves de 10e année) est de 4,8 pour cent aux États-Unis.

Fig. 66: Prévalence au cours de la vie de l'usage de chlorhydrate de cocaïne parmi les élèves de 15-16 ans des écoles d'Amérique du Sud (2004-6), d'Europe (2003-4) et des États-Unis (2006)



Sources: ONUDC et CICAD (Sistema Subregional de Información e Investigación sobre Drogas en Argentina, Bolivia, Chile, Ecuador, Perú y Uruguay with participation of SEDRONAR, CONACE, CONALTID, CONSEP, DEVIDA and JND), Jóvenes y Drogas en Países Sudamericanos: un Desafío para las Políticas Públicas - Primer Estudio Comparativo sobre Use de Drogas en The best documented increases of cocaine abuse are Población Escolar Secundaria, 2006, Council of Europe, The ESPAD Report 2003 - Alcohol and Other Drug Use among Students in 35 European Countries), Stockholm 2004 and ONUDC, Annual Reports Questionnaire for Spain, 2005) and NIDA: 'Monitoring the Future'.

Fig. 67: Afrique du Sud: la cocaïne comme principale drogue de consommation dans les demandes de traitement*



* moyenne non pondérée des traitements (y compris pour alcoolisme) dans 6 provinces.

Source: SACENDU, Research Brief, Vol. 9 (2), 2006.

L'usage de cocaïne reste donc deux fois plus élevé chez les étudiants des États-Unis. Les taux d'usage constatés parmi les élèves d'Amérique du Sud sont proches de ceux relevés en Europe. En Europe, l'usage moyen (non pondéré) de cocaïne au cours de la vie parmi les jeunes de 15-16 ans est de 1,8 pour cent (moyenne pour 35 pays), soit une moyenne pondérée²⁰ de 2,4 per cent.

L'usage de cocaïne continue d'accuser une tendance à la hausse en Afrique ...

L'utilisation de plus en plus fréquente des pays africains pour le transbordement de la cocaïne contribue peut-être à l'augmentation de l'usage. En 2005, dix pays africains ont signalé une hausse des abus de cocaïne, qui ont dépassés les 8 et 7 pour cent constatés, respectivement, en 2004 et 2003. Le nombre de pays africains faisant état d'un marché de la cocaïne stable est demeuré inchangé en 2004 et en 2005 (9 pays). Pas un seul pays africain n'a signalé de baisse de l'usage de cocaïne en 2004 ou en 2005.

C'est en Afrique du Sud que l'augmentation des abus de cocaïne est la plus solidement documentée; le Réseau épidémiologique élargi de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SACENDU) y collecte des données depuis 10 ans déjà. Les renseignements commu-

¹⁷ OAS/CICAD, Estudio Comparativo del Consumo de Drogas en Países Americanos - Basado en Encuestas SIDUC a Estudiantes den enseñanza Media, Washington 2003.

¹⁸ OAS/CICAD, Estudio Comparativo del Consumo de Drogas en Países Americanos - Basado en Encuestas SIDUC a Estudiantes den enseñanza Media, Washington 2003.

¹⁹ La pondération s'est faite en fonction de la taille de la population âgée de 15 à 19 ans dans chaque pays.

²⁰ Ces calculs sont fondés sur les données concernant les 35 pays ayant participé à l'enquête européenne en milieu scolaire sur l'alcool et d'autres drogues en 2003, plus l'Espagne. La pondération s'est faite en fonction de la taille de la population âgée de 15 à 19 ans dans chaque pays. (Sources: Conseil de l'Europe: Rapport sur l'enquête européenne en milieu scolaire sur l'alcool et d'autres drogues dans 35 pays, 2003 -, Stockholm 2004, et ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels (Espagne), 2005).

niqués par les centres de traitement de six villes²¹ montrent que l'abus de cocaïne progresse rapidement dans l'ensemble du pays. En pourcentage du total des traitements (alcoolisme compris), les demandes de traitement pour cocaïnomanie, exprimées comme moyenne non pondérée pour les 6 sites concernés, est passée de moins de 2 pour cent, en 1996, à plus de 10 pour cent, en 2006.

Au cours des deux premiers trimestres de 2006, les plus forts taux d'abus (alcool non compris) ont été enregistrés parmi les patients en traitement à Port Elisabeth (36%) et à East London (28%), suivis par Gauteng (21%). Dans les années 1990, Cape Town fut la première ville d'Afrique du Sud à subir une épidémie de cocaïnomanie. Dans cette ville, toutefois, la métham-phétamine a largement remplacé la cocaïne comme drogue de prédilection ces dernières années, de sorte que la cocaïne compte aujourd'hui pour 9 pour cent des demandes de traitement. Les données relatives au troisième et quatrième trimestres de 2006 montrent que la tendance à la hausse des abus de cocaïne se poursuit.

... une nette tendance à la hausse en Europe ...

En matière d'abus de cocaïne, la tendance la plus alarmante a été la progression rapide constatée en Europe au cours des dernières années. En 2005, 16 pays ont signalé des taux d'usage croissants, 24 une stabilisation des abus, et 4 seulement une baisse de l'usage.

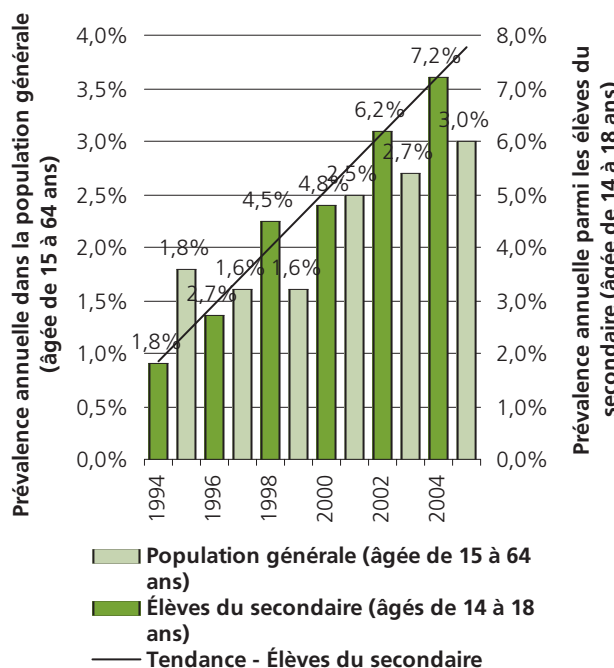
C'est en Espagne, depuis longtemps le principal point d'entrée de la cocaïne en Europe, que l'on trouve les plus forts taux de prévalence de l'usage. Plus d'un cinquième des usagers européens de la cocaïne vivent en Espagne, où la cocaïne est la drogue la plus consommée après le cannabis. Malgré des campagnes de prévention à grande échelle et des services de répression très actifs, l'usage de cocaïne a doublé dans la population générale (âgée de 15 à 64 ans), passant de 1,6%, en 1999, à 3%, en 2005.²² Les taux d'abus de la cocaïne en Espagne sont plus du double de la moyenne des pays d'Europe occidentale (1,2%) et quatre fois supérieurs à la moyenne européenne. Pour la première fois, les taux d'usage de la cocaïne y ont dépassé ceux des États-Unis.

Les estimations de l'usage problématique de cocaïne en Espagne restent inférieures à celles signalées par les États-Unis (1,4 pour cent de la population âgée de 15 à 64 ans)²³, mais n'en accusent pas moins une tendance à la hausse : 0,2 pour cent en 1999 et 0,5 pour cent en 2002²⁴,

et il est fort probable que ces taux aient continué d'augmenter. Les enquêtes en milieu scolaire réalisées en Espagne font déjà état d'une légère hausse de l'usage depuis 2002, et cette progression se poursuit.

Parallèlement, les demandes de traitement pour abus de cocaïne se font plus nombreuses. Elles ont représenté 40,5 pour cent de l'ensemble des demandes de traitement en Espagne en 2004 – ce qui constitue, et de loin, le pourcentage le plus élevé d'Europe – contre 25,4 pour cent seulement en 2002. Contrastant avec ce qui se passe dans le reste de l'Europe, le nombre des demandes de traitement pour abus de cocaïne en Espagne est à peine inférieur aujourd'hui à celui des demandes de traitement pour abus d'opiacés (44,5% en 2004). En chiffres absolus, les demandes de traitement pour abus de cocaïne ont doublé, passant de 11 900, en 2002, à 21 400, en 2004.²⁵ En Catalogne et à Valence, les traitements de la cocaïnomanie dépassent déjà les traitements pour héroïnomanie²⁶, ce qui constitue un cas unique en Europe.

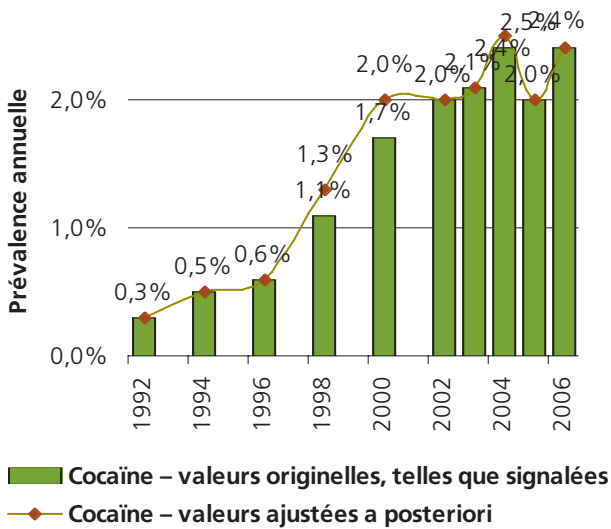
Fig. 68: Prévalence annuelle de l'usage de cocaïne en Espagne dans la population générale et parmi les élèves du secondaire, 1994-2005



Source: Ministerio de Sanidad y Consumo, Plan Nacional Sobre Drogas

²¹ Cape Town, Gauteng (qui comprend la capitale, Pretoria, et Johannesburg), Durban, Port Elisabeth, East London et Mpulanga (la province qui a une frontière commune avec le Swaziland et le Mozambique).
²² ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels.
²³ Office of national drug control policy (ONDCP) (États-Unis), 2003 National Drug Control Strategy, Data Supplement.
²⁴ Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) - Reitox National Focal Point 'Spain', 2005 National Report to the EMCDDA - New Development, Trends and in-depth Information on Selected Issues, Madrid 2006.
²⁵ ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels.
²⁶ OEDT - Reitox National Focal Point 'Spain', 2005 National Report to the EMCDDA - New Development, Trends and in-depth Information on Selected Issues, Madrid 2006.

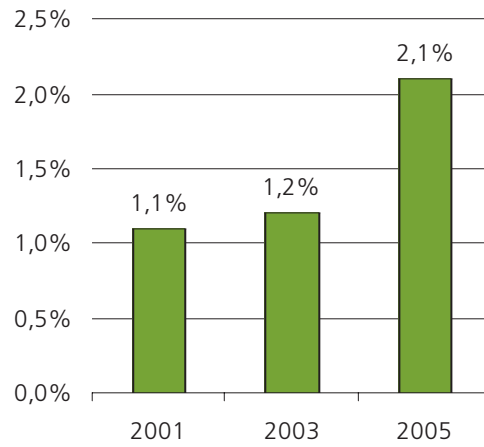
Fig. 69: Angleterre et pays de Galles: prévalence annuelle de la cocaïne dans la population générale (âgée de 16 à 59 ans)



Source: UK Home Office, British Crime Survey, 2005/06 and previous years.

L'usage de cocaïne a également augmenté au Royaume-Uni, qui a le second taux européen de prévalence de la cocaïne. En chiffres absolus, les estimations montrent que le marché britannique de la cocaïne (quelque 910 000 personnes) est même légèrement supérieur à celui de l'Espagne (890 000 personnes, environ). Selon les données de British Crime, les taux de prévalence annuelle de la cocaïne ont quadruplé par rapport à la décennie antérieure, passant de 0,6%, en 1996, à 2,4% de la population âgée de 16 à 59

Fig. 71: Italie: prévalence annuelle de la cocaïne dans la population générale* (âgée de 16 à 59 ans)

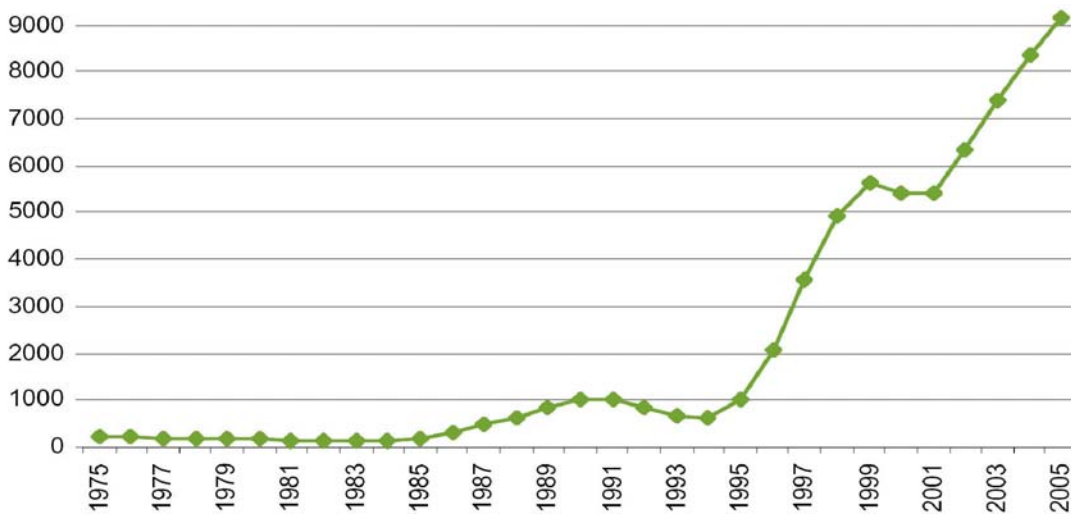


2001: groupe d'âge: 15-45 ans; 2003: groupe d'âge: 15-54 ans; 2005: groupe d'âge: 15-64 ans

* Source: ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels.

ans, en 2006.²⁷ L'essentiel de cette augmentation s'est toutefois produit dans la seconde moitié des années 1990. Les plus forts taux d'usage de cocaïne sont signalés par Londres (4,1%), les plus faibles par le pays de Galles (1,6%) et le Yorkshire (1,8%).²⁸ L'Écosse – qui n'était pas comprise dans l'enquête susmentionnée – avait un taux de prévalence moins élevé (1,5% en 2004), comme aussi l'Irlande du Nord (1,1% en 2004). L'agrégation de ces données montre que le taux de prévalence annuelle au

Fig. 70: Incidence de l'usage de cocaïne en Italie, 1975-2005



Source: Istitute de Fisiologia Clinica, Concisglio Nazionale delle Ricerche

²⁷ Cette enquête a été réalisée entre avril 2005 et mars 2006.

²⁸ Home Office, Home Office Statistical Bulletin, Drug Misuse Declared: findings from the 2005/06 British Crime Survey, October 2006.

Royaume-Uni représente 2,3 pour cent de la population âgée de 16 à 59 ans. La cocaïne est aujourd'hui la seconde drogue illicite consommée au Royaume-Uni, après le cannabis.

L'Italie est le troisième marché de cocaïne en Europe. L'augmentation des abus y a été plus forte que dans bien des pays, le taux de prévalence annuelle passant de 1,1%, en 2001, à 2,1% de la population générale, en 2005. La cocaïne vient au second rang des drogues consommées, après le cannabis. L'incidence de l'usage de cocaïne (c'est-à-dire le nombre de personnes qui en consomment pour la première fois) a beaucoup augmenté, passant de 1 000 personnes/an, dans la première moitié des années 1990, à 9 000 personnes, en 2005. L'augmentation des abus de cocaïne en Italie a été de pair avec une très forte baisse des prix – signe évident que la contrebande de cocaïne à destination de l'Italie a joué un rôle dans l'expansion du marché. On pense généralement que l'implication de la 'Camorra', l'organisation criminelle napolitaine également connue comme 'le Système', a grandement contribué à l'expansion du marché de la cocaïne en Italie et, ce faisant, contrebalancé les efforts de prévention déployés par les autorités. Avec ses quelque 800 000 usagers, l'Italie représente près d'un cinquième du marché européen de la cocaïne. Les abus de cocaïne sont particulièrement répandus dans le nord du pays (notamment en Lombardie), ainsi que dans les provinces centrales, le long de la côte entre Naples et Gênes.

On ne dispose pas de nouvelles données de prévalence concernant l'Allemagne, qui, avec quelque 240 000 usagers, est le quatrième marché de la cocaïne en Europe. Selon la dernière enquête auprès des ménages réalisée en 2003, le taux de prévalence était de 1% de la population âgée de 18 à 59 ans. La cocaïne vient au second rang des drogues consommées, après le cannabis. Contrairement à ce qui s'est produit dans de nombreux autres pays européens, les taux de consommation de cocaïne perçus en Allemagne sont demeurés stables ces dernières années, après le fort taux de croissance enregistré dans les années 1990 (partant de 0,2% en 1990). Et bien que partie de taux nettement inférieurs, on signale aussi une hausse visible des abus de cocaïne en France, le cinquième marché de la cocaïne en Europe (avec quelque 240 000 usagers). Entre 2000 et 2005, la prévalence annuelle de la cocaïne a triplé, passant de 0,2% à 0,6% de la population âgée de 15 à 64 ans.

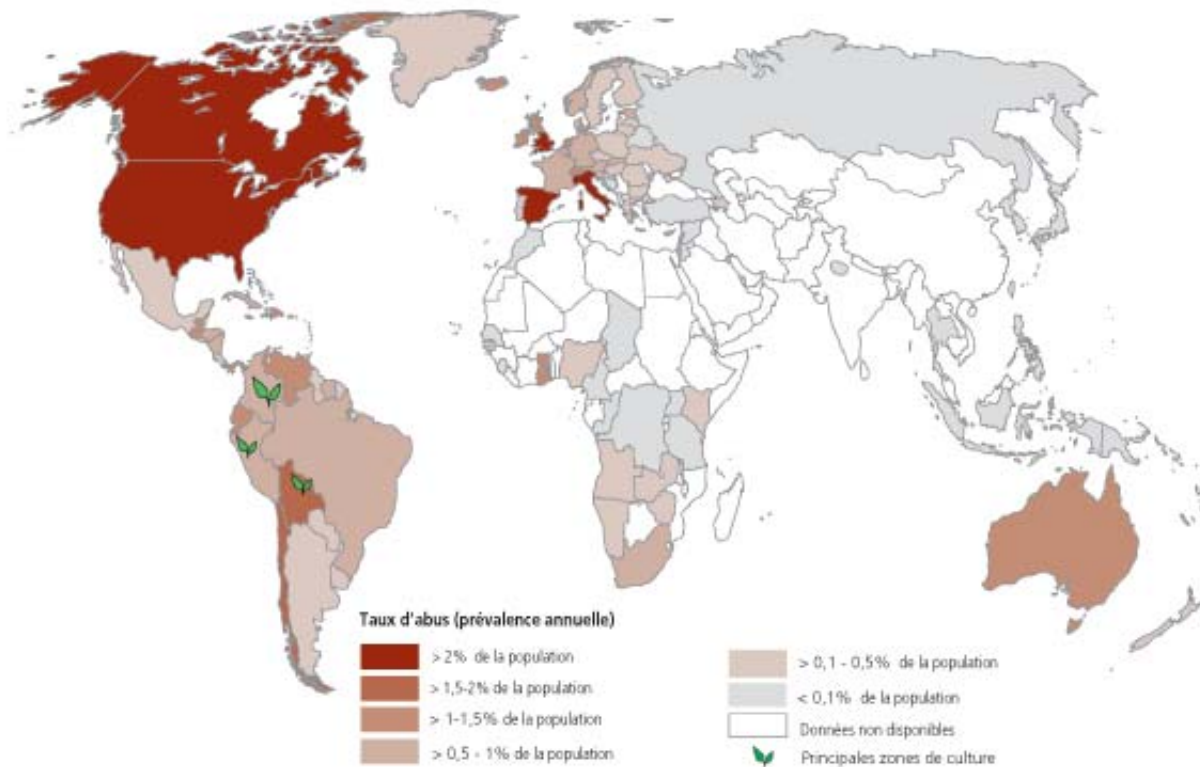
... et un clivage aussi net que persistant entre l'Europe occidentale et l'Europe de l'Est

Le clivage est-ouest reste manifeste en Europe en ce qui concerne la consommation de cocaïne dans la population générale. Quatre-vingt quinze pour cent du total des usagers vivent en Europe occidentale (15 pays membres de l'UE, plus pays de l'AELE).

²⁷ La encuesta se realizó entre abril de 2005 y marzo de 2006.

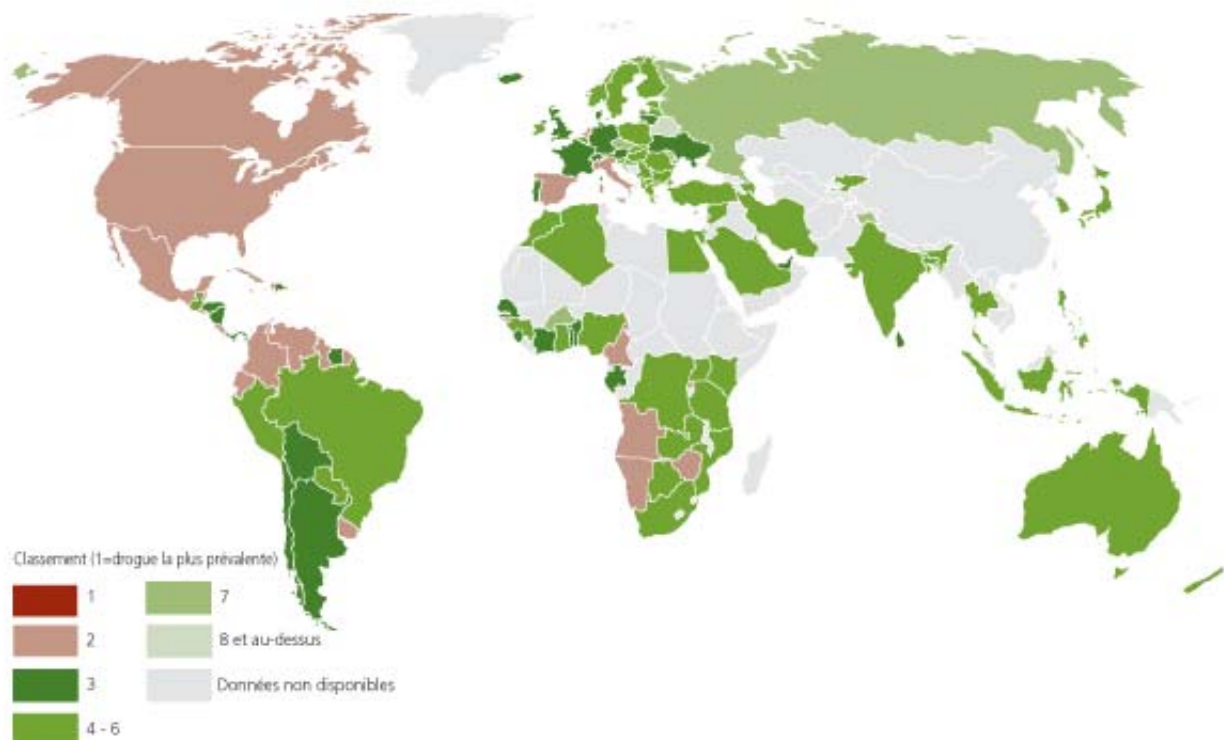
²⁸ Ministerio del Interior (Home Office), Home Office Statistical Bulletin, Drug Misuse Declared: findings from the 2005/06 British Crime Survey, octubre de 2006.

Carte 12: Abus de cocaïne 2005 - 2006 (ou dernière année disponible)



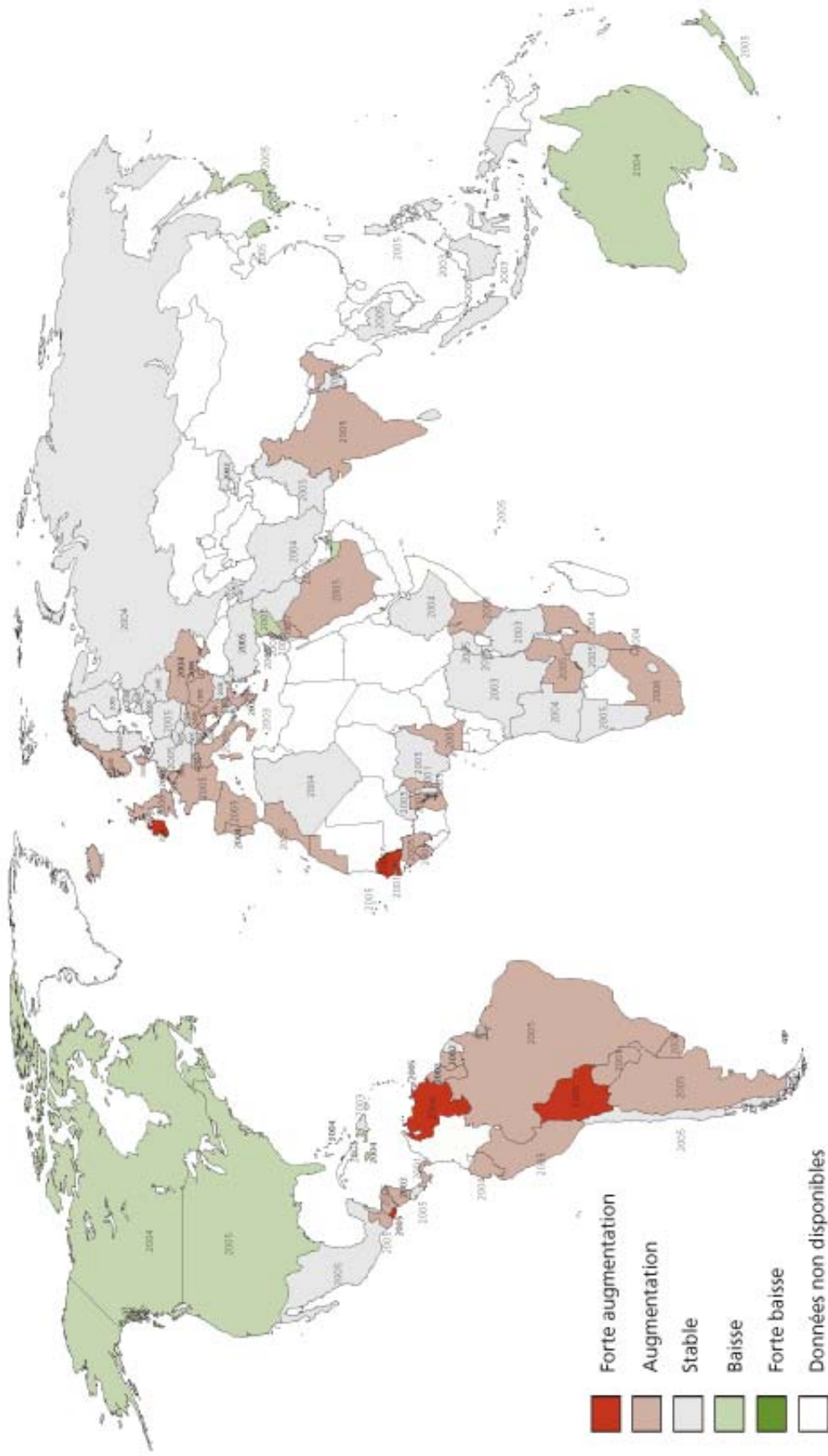
Source: ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels; enquêtes nationales auprès des ménages communiquées à l'ONUDC, Département d'État des États-Unis (Bureau des affaires internationales de stupéfiants et de répression); rapports stratégiques internationaux des réseaux épidémiologiques, Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues de l'ONUDC.

Carte 13: Classement de la cocaïne par ordre de prévalence, 2004 - 2006



Source: ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels/Delta; rapports des Gouvernements; Département d'État des États-Unis; Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT); Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues de l'ONUDC; Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD)

Carte 14: Évolution des abus de cocaïne, 2005 (ou dernière année disponible)



* Sources: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels; Enquêtes nationales auprès des ménages communiquées à l'ONUDC; Département d'État des États-Unis; Bureau des affaires internationales de stupéfiants et de répression; International Narcotics Control Strategy Report; Rapports des services de répression; rapports des réseaux épidémiologiques; ONUDC; Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP)

1.4 Marché du cannabis

1.4.1 Aperçu général des tendances

Le cannabis est, de loin, le plus gros marché de drogues illicites de la planète. Son ampleur même constitue l'une de ses caractéristiques principales. Son marché de consommation est énorme puisqu'il touche près de 160 millions de personnes; ses centres de production sont largement disséminés et l'on en produit dans la quasi-totalité des pays du monde. Selon les cas, ses facteurs de production sont souples, rudimentaires et à petite échelle, ou bien, au contraire, permanents, d'un haut degré de technicité et à grande échelle. Vu l'importance de sa production et de sa consommation, il est très difficile de le définir et de le quantifier. Le marché de consommation du cannabis est, lui aussi, différent et son ampleur même tend à indiquer une très grande variété de consommateurs.

La production est omniprésente. Un total de 82 pays ont explicitement signalé la culture de cannabis illicite sur leur territoire au cours de la période 1995-2005. En outre, les États membres ont identifié 134 pays sources qui produisent du cannabis. Qui plus est, 146 pays ont dit avoir saisi des plants de cannabis au cours de la période 1995-2005, ce qui constitue un indicateur indirect de l'existence d'une production de plantes de cannabis dans un pays, car celles-ci sont rarement exportées en contrebande (seuls les produits finals : feuilles de cannabis, résine de cannabis ou huile de cannabis font l'objet d'un trafic). L'association de toutes ces données montre que 172 pays et territoires produisent du cannabis.

Vu son caractère insidieux, il est difficile de surveiller l'offre; il semble toutefois probable que la production de cannabis ait cessé de croître en 2005. Les indications qui font état d'une stabilisation générale du marché sont des plus encourageantes, mais seules les données relatives aux années à venir montreront s'il s'agissait d'une tendance durable ou pas.

Certains aspects du marché évoluent. D'une manière générale, la culture sous abri (ou en intérieur) continue d'augmenter; de ce fait, plusieurs 'pays consommateurs' sont devenus d'importants pays producteurs de cannabis et alimentent – au moins dans une certaine mesure – leurs propres marchés locaux. En même temps, la puissance du cannabis (c'est-à-dire la teneur en THC obtenue par ingénierie horticole) a augmenté dans plusieurs pays.

La production de résine de cannabis, également connue sous le nom de haschisch, reste concentrée en Afrique du

Nord (Maroc) et en Asie du Sud-Ouest, principalement en Afghanistan et au Pakistan.

Au Maroc, les enquêtes réalisées par l'ONUDC en collaboration avec les autorités ont révélé une baisse des cultures de cannabis : d'un pic de 134 000 ha, en 2003, les superficies plantées en cannabis sont tombées à 76 400 ha, en 2005. La production de résine de cannabis du Maroc, longtemps la principale source de haschisch de l'Europe occidentale, a encore plus baissé, passant de 3 070 t, en 2003, à 1 070 t seulement, en 2005.

Les saisies de feuilles de cannabis restent principalement concentrées en Amérique du Nord (66% des saisies mondiales en 2005), suivie par l'Afrique (16%). Les saisies mondiales de feuilles de cannabis ont fortement augmenté au cours de la période 2000-2004, ce qui reflète très probablement la hausse de la production, du trafic et de la consommation de feuilles de cannabis. En 2005, toutefois, les saisies mondiales de feuilles de cannabis ont nettement diminué, retrouvant leur niveau de 2000. Tous les continents ont signalé une baisse analogue. On n'en connaît pas précisément les raisons, mais il semble que les éradications aient joué, en l'occurrence, un rôle clef.

Les saisies mondiales de résine de cannabis ont, elles aussi, diminué en 2005, en raison d'une baisse de la production marocaine. Les plus fortes saisies mondiales de résine de cannabis ont été opérées en Espagne (52% des saisies mondiales de haschisch en 2005), au Pakistan (7%) et au Maroc (7%).

Les marchés de consommation de l'Amérique du Nord semblent s'être contractés; en revanche, l'usage de cannabis a augmenté en Afrique, ainsi que dans la plupart des pays d'Amérique du Sud. La situation de l'Europe est plus mitigée. La région de l'Océanie, où les taux de prévalence du cannabis étaient les plus élevés, a fait état d'une baisse de la consommation. Les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont signalé une consommation stable, voire en légère baisse, tandis que l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Ouest et l'Asie centrale signalent une hausse de la consommation.

Le nombre de pays signalant une hausse des abus de cannabis a baissé, passant de 56 pour cent, en 2000, à 49 pour cent, en 2005, tandis que le nombre de pays faisant état d'un fléchissement de la consommation a augmenté, passant de 11 pour cent, en 2000, à 18 pour cent, en 2005.

1.4.2 Production

La culture du cannabis reste omniprésente dans le monde

Le cannabis n'a rien perdu de son ubiquité. Entre 1995 et 2005, 82 pays ont communiqué à l'ONU DC des estimations liées à la culture ou à la production du cannabis. Malheureusement, pour diverses raisons, faire rapport sur la culture du cannabis est une entreprise compliquée, qui exige beaucoup de ressources; or de nombreux pays n'ont ni la capacité, ni les ressources qui leur permettraient de procéder à de telles estimations. C'est pourquoi l'ONU DC analyse également les rapports de saisies, car ceux-ci identifient parfois la source du cannabis introduit en contrebande dans le pays. C'est ainsi que l'on a pu recenser 134

pays producteurs au cours de la période 1995-2005. Une troisième liste de pays producteurs a été établie en sélectionnant les pays qui signalaient des saisies de plantes de cannabis. Vu qu'il est malaisé – et peu rentable – d'exporter des plantes entières au travers des frontières (seules certaines parties pouvant être consommées comme drogue), il y a de fortes chances, lorsqu'on saisit des plantes entières, que celles-ci aient été produites localement. Au cours de la période 1995-2005, 146 pays ont signalé des saisies de plantes entières.

L'association de ces trois estimations donne une liste de 172 pays et territoires qui produisent du cannabis, soit près

Le cannabis reste la drogue la plus largement produite, commercialisée et consommée dans le monde. Sa production est axée sur trois produits finals :

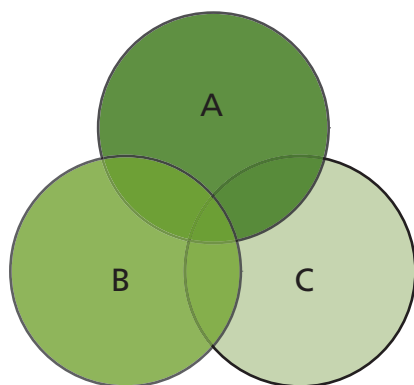
- Les feuilles de cannabis comprennent les sommités florifères et les feuilles de la plante; celles-ci sont fumées comme du tabac en usant de différentes techniques. Les feuilles de cannabis portent force noms différents selon les régions : 'marijuana' [dans les Amériques – également connue comme 'herbe', 'mauvaise herbe' (weed), 'ditch' ou 'came' (dope)]; 'ganja' [en Asie du Sud et en Jamaïque], 'dagga' [en Afrique du Sud]; 'dimba' [en Afrique de l'Ouest]; et 'chira' [en Afrique du Nord - où il s'agit le plus souvent de poudre de résine de cannabis]. Parmi les plus puissantes des feuilles de cannabis, citons la sinsemilla faite des sommités florifères de la plante femelle non pollinisée. Les feuilles ont représenté 77 pour cent des saisies mondiales de cannabis en 2005.
- La résine de cannabis est faite des sécrétions de la plante au moment de la floraison. Selon les régions, la résine de cannabis est connue sous le nom de 'haschisch' (Afrique du Nord/Europe) ou 'charas' (Asie du Sud). Elle a compté pour près de 23 pour cent des saisies mondiales de cannabis en 2005.
- L'huile de cannabis (ou huile de haschisch) est un liquide huileux résultant de l'extraction ou de la distillation des parties de la plante riches en THC. Elle est moins largement consommée et n'a représenté que 0,01 pour cent des saisies totales de cannabis en 2005.

On trouve en outre sur les marchés différents types de produits contenant du cannabis, comme :

- Le 'kif' (en Afrique du Nord), le plus souvent un mélange de sommité florifères de plantes de cannabis femelles et de tabac; ou le 'Bhang' (Asie du Sud), souvent un breuvage préparé en broyant des feuilles de cannabis dans du lait et en faisant bouillir avec des épices ou autres condiments; ou encore le 'White pipe' (Afrique du Sud), mélange à fumer de feuilles de cannabis, de tabac et de Mandrax (composé du principe actif de la méthaqualone et d'antihistaminiques). On signale, notamment en Afrique de l'Est, diverses autres associations de cannabis et d'autres drogues : cannabis/cocaïne, par exemple, et cannabis/amphétamine. Ces associations portent le plus souvent un nom du pays, voire un nom régional ou local.¹

¹ Dans certaines régions de l'Afrique du Nord, par exemple, on trouve les associations suivantes : 'Candy sticks' (joints de feuilles de cannabis additionnés de cocaïne); 'Buddha sticks' (joints de feuilles de cannabis additionnés d'opium); 'Ace' ou 'Zoom' (feuilles de cannabis additionnées de PCP), etc. Le cannabis est fréquemment utilisé dans certaines préparations alimentaires, en Afrique du Nord, par exemple, et en Amérique du Nord ('Marijuana brownies'). De même, l'usage combiné de cannabis et d'alcool est fréquent – notamment en Europe et en Australie).

Fig.71: Nombre de pays/territoires identifiés comme producteurs de cannabis (1995-2005)
N = 172



A: 82 pays/territoires communiquant des estimations sur la culture et/ou la production

B: 134 pays/territoires identifiés comme pays sources de cannabis introduit en contrebande

C: 146 pays signalant la saisie de plantes entières de cannabis

de 90 pour cent des pays qui remplissent le Questionnaire de l'ONUDC destiné aux rapports annuels (190-195) ²

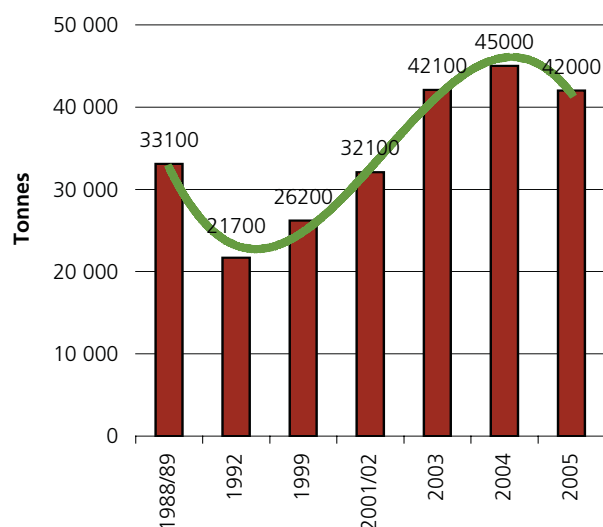
L'analyse des renseignements relatifs aux pays sources signalés (cf. Questionnaire destiné aux rapports annuels, période 2002-2006) montre que 58 pays produisent de la résine de cannabis et que 116 produisent des feuilles de cannabis (marijuana). Une mise en garde : il y a, pense-t-on, "production" de feuilles de cannabis même dans les pays où le gros de l'offre concerne la résine. La production de feuilles de cannabis est bien plus largement disséminée à travers le monde que celle de résine de cannabis.

1.4.2 Production

La production mondiale de feuilles de cannabis aurait baissé, tombant à 42 000 t en 2005

Partant des informations communiquées par les États membres, l'ONUDC a estimé la production mondiale de feuilles de cannabis à 42 000 t en 2005, ce qui éclipse très

Fig. 72: Estimations de la production mondiale de feuilles de cannabis, 1988-2005



Sources: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports des Gouvernements.ara los informes anuales e informes de los gobiernos.

largement la production d'héroïne (472 t en 2005) ou la production mondiale de cocaïne (980 t en 2005). Cela représente une baisse de près de 3 000 t (-7%) par rapport à 2004. Bien que ces données doivent être interprétées avec prudence, elles semblent indiquer que la tendance à la hausse de la production mondiale de feuilles de cannabis, constatée depuis le début des années 1990, touche peut-être à sa fin. Les estimations relatives aux feuilles de cannabis suggèrent que 10,6 pour cent de la production ont été saisis en 2005.

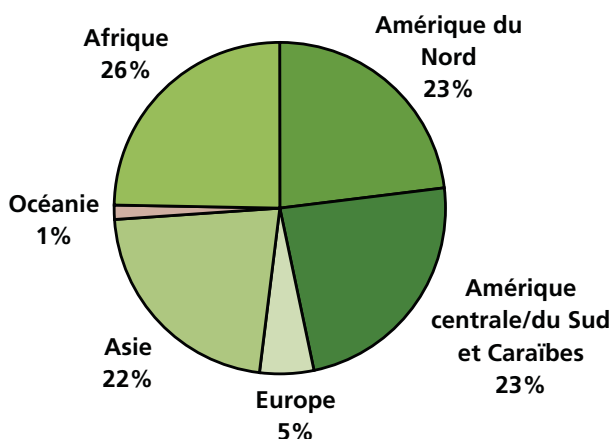
Les superficies consacrées à la culture du cannabis ont été estimées à 530 000 ha en 2005, ce qui dépasse largement, une fois de plus, les superficies plantées en pavot à opium (151 500 ha) ou en cocaïers (159 600 ha en 2006³).

Les rendements signalés par les États membres variaient considérablement, passant de 5 kg/ha à 17 500 kg/ha, ce qui montre bien l'écart existant, par exemple, entre les récoltes de cannabis sauvage et les cultures hydroponiques. Partant des estimations communiquées, le rendement moyen du cannabis aurait été de 730 kg/ha et le rendement

² Les estimations de la production de cannabis doivent être considérées avec circonspection : bien que l'ONUDC recueille systématiquement auprès des États membres, dans leurs réponses au Questionnaire destiné aux rapports annuels, des estimations de la production de cannabis, le fait qu'il n'y ait pas concentration géographique de la production de cannabis (comme c'est le cas du pavot à opium et du cocaïer) ne permet pas d'introduire un système de surveillance des cultures scientifiquement fiable. Le fait que le cannabis pousse dans toutes les régions habitées de la planète, qu'il puisse être cultivé sur de petits lopins (voire sous abri ou en intérieur) et n'exige que peu de soins complique singulièrement les choses. Les variations de rendements qui en résultent sont également considérables. C'est pourquoi la majorité des estimations nationales restent fondées sur les avis des experts, et non sur les résultats de systèmes scientifiques de surveillance des cultures. Néanmoins, vu le nombre d'approches novatrices introduites ces dernières années par l'ONUDC pour parvenir à obtenir des estimations concernant des pays qui n'en fournissaient pas (se reporter à la section sur la méthodologie), les estimations mondiales obtenues devraient donner à tout le moins un ordre de grandeur raisonnablement fiable de l'ampleur du problème. La méthode employée pour parvenir à ces estimations étant, pour l'essentiel, demeurée inchangée ces dernières années, et étant donné qu'il ne faut pas sous-estimer la capacité des autorités à produire des estimations raisonnables (même en l'absence d'enquêtes détaillées), on peut supposer que l'évolution constatée de la production mondiale reflète principalement les changements apportés aux modes de culture et de production. Le fait que les estimations de la production mondiale de cannabis recourent largement les tendances des saisies mondiales semble aller dans ce sens.

³ L'estimation des superficies plantées en feuilles de cannabis incluent une partie (mais pas la totalité) du cannabis poussant à l'état sauvage. S'il existait un moyen pratique permettant de mesurer les champs de cannabis sauvage, ce chiffre serait assurément bien plus élevé.

Fig. 73: Ventilation de la production mondiale de feuilles de cannabis en 2005 (N = 42,000 t)



Sources: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports des Gouvernements.

moyen (non pondéré) de 2 070 kg/ha. Malgré cette nette différence, ces rendements semblent concorder avec ceux dont l'ONUDD faisait état dans sa dernière enquête exhaustive sur le marché mondial du cannabis⁴. Celle-ci situait les rendements types du cannabis dans une fourchette allant de 470 kg/ha, dans les zones non irriguées, à 5 000 kg/ha dans des jardins soigneusement entretenus. Si un rendement de l'ordre de 2 000 kg/ha semblait normal aux États-Unis⁵, celui des pays en développement avoisinait plutôt les 1 000 kg/ha. Par contraste, le rendement des cultures hydroponiques de cannabis allait de 15 000 à 30 000 kg à l'hectare.

En 2005, la plus grande partie des feuilles de cannabis a été produite dans les Amériques (46%) et en Afrique (26%); venaient ensuite les pays d'Asie et d'Europe. À l'échelon international, le gros des feuilles de cannabis a été produit pour le marché intérieur et/ou pour l'exportation vers les pays voisins. Peu de pays produisent du cannabis pour l'exportation régionale; parmi eux, citons un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique du Nord et d'Afrique australe (dont l'Afrique du Sud, le Nigéria et le Maroc) et un petit nombre de pays d'Asie de l'Est, d'Asie de l'Ouest et d'Asie centrale (dont la Thaïlande, le Pakistan et le Kazakhstan). Ces exportations sont, pour la plupart, destinées à l'Europe.

Production par région

Les plus gros producteurs de l'Amérique du Nord restent le Mexique et les États-Unis d'Amérique, suivis par le Canada. Les estimations communiquées à l'ONUDD montrent que le Mexique et les États-Unis pourraient bien être les plus gros producteurs mondiaux de feuilles de cannabis. Au Mexique, la production est concentrée dans

les États qui longent la côte du Pacifique (Sinaloa, Michoacán, Guerrero, Jalisco, Oaxaca et Nayarit), où 53 pour cent du total des éradications de cannabis ont eu lieu, ainsi que dans la région Centre/Nord (Chihuahua et Baja California), où 42 pour cent des éradications ont été effectuées en 2005. La production de cannabis aux États-Unis est très largement disséminée entre la Californie, le Kentucky, le Tennessee, Hawaii, et l'État de Washington.⁶ La production de cannabis au Canada est principalement concentrée en Colombie britannique (40%), en Ontario (25%) et au Québec (25%).

La quasi-totalité des pays d'Amérique du Sud et des Caraïbes produisent du cannabis. Le plus gros producteur de l'Amérique du Sud est le Paraguay, suivi (de loin) par la Colombie, le Brésil et la région des Caraïbes. La baisse de la production de cannabis intervenue en Colombie ces dernières années semble avoir été contrebalancée par les accroissements enregistrés dans d'autres régions d'Amérique du Sud, notamment au Paraguay. Bien que le Brésil soit un important producteur de cannabis, il n'est pas 'autosuffisant', de sorte que de grandes quantités entrent dans le pays en contrebande, venues du Paraguay. Parmi les pays sources de la région des Caraïbes fréquemment cités figurent Saint-Vincent-et-Grenadines, ainsi que la Jamaïque. Le Guatemala est fréquemment cité comme pays source du cannabis en provenance d'Amérique centrale.

Le cannabis est cultivé dans la plupart des pays d'Afrique. Parmi les plus gros producteurs de feuilles de cannabis du continent, citons l'Afrique du Sud (ainsi qu'un certain nombre d'autres pays de la région, dont le Malawi, la Zambie et le Swaziland), le Nigéria, le Ghana et divers autres pays d'Afrique de l'Ouest (dont le Bénin le Togo), la République démocratique du Congo, en Afrique centrale, la Tanzanie, en Afrique de l'Est, et le Maroc, en Afrique du Nord (encore que ce dernier soit principalement connu comme producteur de résine de cannabis).

Bien que sa production intérieure augmente, l'Europe reste largement dépendante des importations de cannabis. Les plus gros producteurs européens de cannabis sont l'Albanie et les Pays-Bas, encore que plusieurs autres pays – dont l'Allemagne, la Suisse et le Royaume-Uni – en produisent des quantités non négligeables.

Les plus gros producteurs de cannabis de la CEI sont le Kazakhstan, la Fédération de Russie et le Kirghizistan. C'est dans la Fédération de Russie et au Kazakhstan que l'on trouve les plus vastes superficies de cannabis sauvage.

Les plus gros producteurs du Proche-Orient et de l'Asie du Sud-Ouest sont l'Afghanistan, le Liban et le Pakistan (dans tous ces pays, toutefois, la production de feuilles de cannabis est très inférieure à celle de résine). En Asie du Sud, les principaux producteurs sont l'Inde, le Népal et Sri Lanka; au Sud et au Sud-Est, les producteurs importants

⁴ ONUDD, *Informe Mundial sobre las Drogas 2006*, Vol. 1, págs. 200 a 202

⁵ Cifras deducidas mediante el análisis de datos obtenidos en causas judiciales.

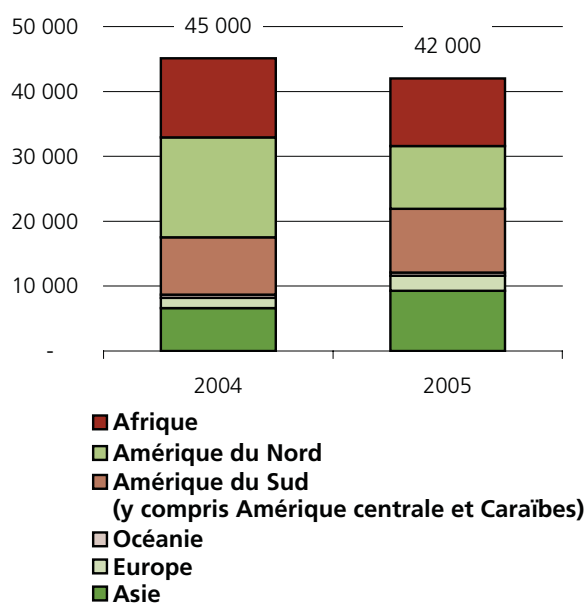
⁶ Nacional Drug Intelligence Center, *National Drug Threat Assessment 2007*, octubre de 2006.

sont les Philippines et l'Indonésie, suivis – de loin – par la Thaïlande. L'Australie reste le plus gros producteur de cannabis de la région de l'Océanie.

Les changements intervenus dans la ventilation régionale montrent que la production de cannabis a augmenté en Asie, en Europe et en Amérique du Sud (y compris l'Amérique centrale et les Caraïbes), mais qu'elle a baissé en Amérique du Nord et en Afrique.

La baisse de la production de cannabis en Amérique du Nord a été due principalement au fléchissement des niveaux de production au Mexique, qui reflètent les campagnes d'éradication intensives menées dans le pays. Le Mexique s'est montré particulièrement efficace dans ce domaine, puisqu'il est parvenu à éradiquer près de 85 pour cent des zones plantées en cannabis. Les superficies cultivées ont ainsi diminué de 23 pour cent en 2005 (passant de 7 500 à 5 800 ha); et l'on a signalé une nouvelle baisse en 2006, où les cultures de cannabis ne représentaient plus que 5 800 ha. Vu les écarts constatés dans l'évaluation des rendements, les estimations de la production mexicaine se

Fig. 74: Ventilation de la production mondiale de feuilles de cannabis en 2004 et en 2005, par région

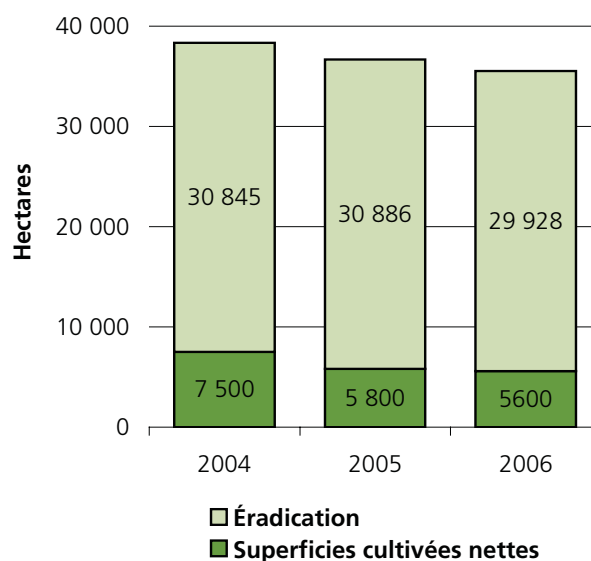


Sources: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports des Gouvernements

⁷ Il n'existe aucune estimation officielle de la production mexicaine de cannabis. La première estimation est fondée sur les estimations de l'International Narcotics Control Strategy Report (INCSR) et sur un rendement de 800 kg/ha, fournis à l'ONU DC par les autorités mexicaines; le second chiffre reflète les estimations américaines de l'INCSR pour la production de cannabis de 2005. (US State Department, International Narcotics Control Strategy Report, March 2007).

⁸ Le ratio d'une livre (448 g) par plante appliqué par la Drug Enforcement Administration (DEA) des États-Unis est largement utilisé dans le pays. Par contraste, la Commission des peines des États-Unis est d'avis que le chiffre de 100 grammes par plante est plus réaliste lorsqu'on a affaire à un mélange de plantes mâles et femelles. La formule utilisée par la Commission des délits ("une plante = 100 grammes de marijuana) quand l'infraction porte sur moins de 50 pieds de cannabis, est considérée comme une approximation raisonnable du rendement effectif des plants de marijuana, compte tenu : 1) des études réalisées sur le rendement effectif des plants de marijuana ... 2) du fait que, quelle que soit leur taille, toutes les plantes sont comptées aux fins d'information (car dans la réalité, toutes ne produisent pas une marijuana consommable) ...; et 3) que les plants mâles, bien que comptés aux fins d'information, sont fréquemment éliminés car ils ne donnent pas une marijuana de même qualité que les plantes femelles." [Federal Register 60, May 10, 1995): 25078. Ce ratio est désormais utilisé pour toutes les cultures, même quand l'infraction porte sur plus de 50 plantes. Voir aussi: United States Sentencing Commission, 1995 Annual Report, p. 148. USSG SS 1B1.10, 2D1.1(c)(E) (Nov. 1995). La DEA et le National Drug Intelligence Center du Département de la justice continuent toutefois de se servir du ratio d'une livre par plante. (U.S. Department of Justice, National Drug Intelligence Center, Domestic Cannabis Cultivation Assessment 2007.)

Fig. 75: Superficies des cultures de cannabis au Mexique, 2004-2006



Sources: US State Dept., 2007 International Narcotics Control Strategy Report et ONU DC: Questionnaires destinés aux rapports annuels.

situait en 2005 dans une fourchette comprise entre 4 480 et 10 100 t⁷.

Parallèlement, les campagnes d'éradication menées aux États-Unis ont été nettement intensifiées ces dernières années. Selon les données publiées par le Domestic Cannabis Eradication-Suppression Program, le nombre de plants de cannabis arrachés aux États-Unis est passé de 3,2 millions en 2004, à 4,2 millions, en 2005 (+31%) et à 4,9 millions (+17%), en 2006. Compte tenu des campagnes d'éradication menées par d'autres agences du gouvernement, le nombre total de plants de cannabis éradiqués aux États-Unis s'est monté à 6,3 millions en 2006. Si l'on applique les estimations de la DEA (1 livre de feuilles de cannabis par plante, en moyenne)⁸, cette éradication peut avoir soustrait quelque 2 825 t de cannabis au marché américain en 2006, bien plus que n'en produisent la plupart des autres pays. Les rapports des services de répression indiquent que 30 à 50 pour cent des plants de cannabis cultivés aux États-Unis sont aujourd'hui éradiqués.

Tableau 10: Nombre de plantes de cannabis éradiquées aux États-Unis, 2000 -2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Culture en pleine terre ^a	2 597 798	3 068 632	3 128 800	3 427 923	2 996 225	3 938 151	4 083 433
Culture sous abri ^a	217 105	236 128	213 040	223 183	203 896	270 935	403 322
Total^a	2 814 903	3 304 740	3 341 840	3 651 106	3 200 121	4 209 086	4 486 755
Culture en pleine terre ^b	-	-	-	-	-	5 546 509	5 901 800
Culture en pleine terre ^b	-	-	-	-	-	270 935	403 322
Total^b	-	-	-	-	-	5 817 444	6 305 202

Source: ^aDomestic Cannabis Eradication/Suppression Program.

Source: ^bDomestic Cannabis Eradication/Suppression Program & U.S. Department of the Interior & U.S. Department of Agriculture and Forest Service.

La hausse des taux d'éradication aux États-Unis a été interprétée par certains analystes comme indiquant un accroissement des cultures de cannabis⁹. On a constaté une augmentation des cultures sous abri ou en intérieur; le pourcentage d'éradication des cultures sous abri par rapport à l'ensemble des éradications de cannabis est passé de 4,7 pour cent, en 2005, à 6,4 pour cent, en 2006. Si l'on n'utilise que les seules données du Domestic Cannabis Eradication/Suppression Program (DCE/SP) de la DEA, la proportion des cultures sous abri est passée de 6,4 pour cent, en 2005, à 9 pour cent, en 2006. En outre, l'étude des sites identifiés où l'on cultive (et éradique) du cannabis montre que la culture du cannabis s'est propagée jusque dans des régions plus isolées, et même dans des parcs nationaux. En fait, le programme DCE/SP de la DEA a obligé de nombreux trafiquants à abandonner leurs vastes parcelles de marijuana en pleine terre pour de petits jardins illicites, plus faciles à dissimuler¹⁰. La multiplication rapide des éradications a peut-être ainsi contribué à une stabilisation, voire à une réduction de la production globale de cannabis aux États-Unis. Si les données américaines des saisies pour la période 2002-2005 indiquent une stabilisation, les données relatives à la demande, en revanche, signalent une baisse. Les estimations de la production de

cannabis publiées aux États-Unis font également état d'une stabilisation ou d'une réduction. Les estimations pour l'année 2002 indiquent que la production de feuilles de cannabis s'est située dans une fourchette comprise entre 5 580 et 16 730 t¹¹, l'estimation moyenne étant de 11 150 t. Une fois déduites les éradications, cela laisserait une production nette de l'ordre de 10 000 t. Les estimations pour 2006 se sont inscrites dans une fourchette comprise entre 5 650 et 9 420 t, l'estimation moyenne étant de 7 530 t. La production nette (après éradication) se serait située entre 2 830 et 6 590 t¹², avec une moyenne de 4 710 t.

En 2005, au terme de plusieurs années de fortes hausses successives, les autorités américaines ont signalé que la contrebande de cannabis pénétrant aux États-Unis via le Canada avait légèrement baissé¹³. Cela pourrait indiquer une stabilisation, voire un léger fléchissement de la production de cannabis au Canada, au terme de plusieurs années de croissance : entre 2000 et 2004, la production avait quasiment doublé au Canada¹⁴. La Gendarmerie royale du Canada situe la production de marijuana entre 800 et 2 000 t¹⁵. Selon d'autres estimations, la production canadienne de feuilles de cannabis se situerait entre 960 et 2 400 t¹⁶. Toutes les estimations montrent que si la production

⁹ U.S. Department of Justice, National Drug Intelligence Center, Domestic Cannabis Cultivation Assessment 2007.

¹⁰ ONDCP, National Drug Control Strategy, Feb. 2007.

¹¹ Drug Availability Steering Committee, Drug Availability Estimates in the United States, December 2002 and Office on National Drug Control Policy, National Drug Control Strategy, Feb. 2003.

¹² U.S. Department of Justice, National Drug Intelligence Center, Domestic Cannabis Cultivation Assessment 2007.

¹³ Les saisies totales de marijuana dans les États frontalières du Nord des États-Unis sont passées de 13,6 t, en 2002, à 31,4 t, en 2004, mais ont baissé à nouveau en 2005, tombant à 26,4 t. Voir: National Drug Intelligence Centre, 2007 National Drug Threat Assessment, Oct. 2006

¹⁴ Selon les estimations du Gouvernement du Canada, citées par le US Drug Intelligence Centre, la production a plus que doublé au Canada entre 2000 et 2004 (National Drug Intelligence Centre, 2007 National Drug Threat Assessment, Oct. 2006).

¹⁵ Ces estimations étaient fondées, entre autres, sur des saisies moyennes de 1,1 million de plantes de cannabis par an; voir: Royal Canadian Mounted Police, Drug Situation in Canada in 2003, Ottawa, July 2004; voir également: National Drug Intelligence Centre, National Drug Threat Assessment 2005, Feb.2005.

¹⁶ Public Safety Canada, Canada-United States Border Drug Threat Assessment, Oct. 2004.

de cannabis reste importante au Canada, elle n'en demeure pas moins très inférieure à celle des États-Unis ou du Mexique. Le Canada est toutefois un important pays source de cannabis à forte teneur en THC, consommé localement et introduit en fraude aux États-Unis. Au Canada, la production de cannabis est entre les mains de groupements criminels asiatiques (souvent d'origine chinoise ou vietnamienne). On pense que certains d'entre eux ont délocalisé leurs activités : pour éviter les contrôles renforcés aux frontières, ils opèrent désormais sur la côte pacifique du nord-ouest des États-Unis¹⁷ et en Californie¹⁸.

En dépit d'une certaine hausse de la production de feuilles de cannabis en Amérique du Sud (y compris l'Amérique centrale et les Caraïbes), la production globale de feuilles de cannabis dans les Amériques a diminué, tombant de 54 pour cent à 47 pour cent de la production mondiale, en 2005. Ce schéma, qui indique un accroissement de la production en Amérique du Sud et un fléchissement en Amérique du Nord, contredit la tendance à long terme, qui signale un accroissement de la part de l'Amérique du Nord dans la production mondiale.

La production de cannabis en Afrique semble avoir quelque peu diminué en 2005. Cela contraste également avec la tendance à long terme, qui signale un fort accroissement de la production de cannabis sur ce continent. Les estimations actuelles indiquent que l'Afrique a compté pour 25 pour cent de la production mondiale de feuilles de cannabis en 2005, un peu moins que l'année précédente (26 pour cent). La diminution des cultures de cannabis en Afrique est due principalement aux réductions constatées au Maroc (encore que le plus gros de ce cannabis serve à la production de résine). Les superficies plantées en cannabis au Maroc, telles qu'identifiées par les enquêtes (par télédétection) réalisées conjointement par l'ONU DC et le Gouvernement marocain, ont diminué de 37 pour cent par rapport à 2005. Et en 2004, la baisse constatée avait été de 10 pour cent. En outre, les opérations d'éradication menées au Nigéria, l'un des principaux producteurs de cannabis de l'Afrique de l'Ouest, ont été intensifiées de façon spectaculaire. Les autorités nigérianes, qui avaient éradiqué 255 ha de cannabis en 2004, ont signalé en avoir éradiqué 14 316 en 2005 – ce qui correspond à près de la moitié des éradications notifiées par le Mexique. Cette tendance à la baisse n'est pas uniforme en Afrique, où plusieurs autres pays font état d'une hausse. D'une manière générale, on s'attend que la production africaine globale de cannabis reprendra sous peu sa courbe ascendante.

La production de cannabis de l'Asie augmente. Sa part

dans la production mondiale de cannabis est passée de 15 pour cent, en 2004, à 22 pour cent, en 2005. L'Afghanistan, dont les cultures de cannabis sont partiellement surveillées dans le cadre des enquêtes annuelles sur le pavot à opium, a signalé un fort accroissement de sa production. Les résultats sont fondés sur les rapports des agriculteurs quant aux superficies cultivées. L'essentiel du cannabis produit en Afghanistan se présente sous forme de résine.

La production de feuilles de cannabis a également augmenté en Europe; la part de ce continent dans la production mondiale de cannabis est passée de 3 pour cent, en 2004, à 5 pour cent, en 2006. La hausse de la production intérieure de feuilles de cannabis en Europe semble avoir quelque peu compensé la baisse des importations de résine de cannabis du Maroc. Parvenir à comprendre comment cela s'est produit permettrait d'obtenir des informations aussi importantes que précieuses sur le marché du cannabis.

4.2.2 Production de résine de cannabis

Vue sous l'angle géographique, la production de résine de cannabis est nettement plus concentrée que celle de feuilles de cannabis. Le Maroc, qui alimente les marchés illicites d'Afrique du Nord et d'Europe occidentale, reste le plus gros producteur mondial de résine de cannabis. L'Europe occidentale est le plus gros marché de résine de cannabis de la planète; en 2005, on y a opéré près de 70 pour cent des saisies mondiales de résine de cannabis. Les saisies effectuées en Afrique du Nord ont représenté 8 pour cent du total.

L'importance du Maroc comme pays source de résine de cannabis a toutefois diminué. En 2003, année de la première enquête conjointe ONU DC/Gouvernement du Maroc, la production totale de résine était montée à 3 060 t, récoltées sur 134 000 ha de terres de la région du Rif, au nord du pays, par quelque 96 600 familles. L'enquête de 2004 a fait apparaître une diminution de 10 pour cent des terres plantées en cannabis (120 500 ha), et une production estimée à 2 760 mt.¹⁹ Les superficies cultivées ont encore diminué en 2005, ne représentant plus que 72 500 ha et une production de 1 066 t²⁰, ce qui reflète les efforts déployés par les autorités marocaines pour éliminer la production de cannabis de leur territoire. Au Maroc, la production de résine de cannabis est concentrée dans les provinces de Chefchaouen (56 % du total en 2005), de Taunate (17 %) et d'Al Hoceima (16 %).

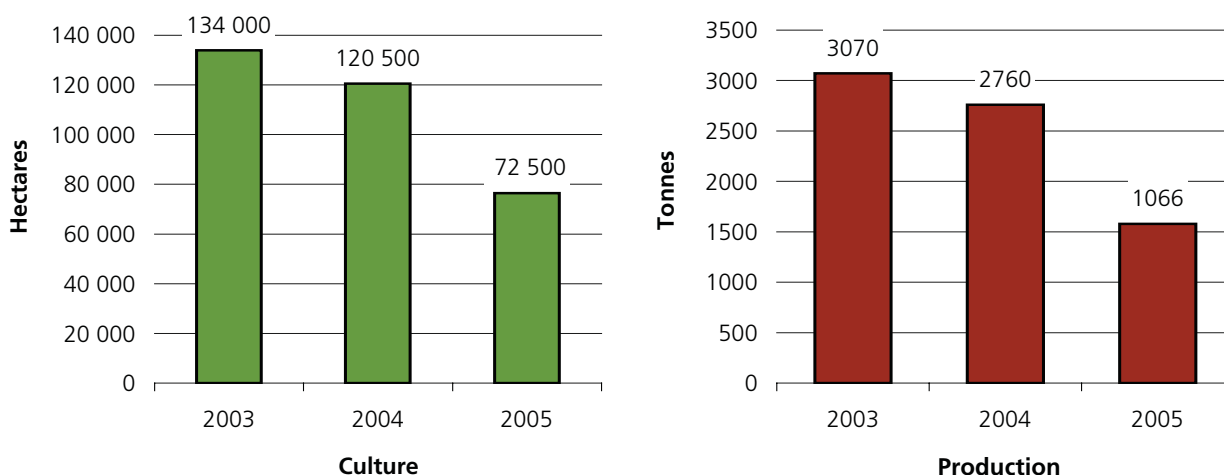
¹⁷ U.S. Department of Justice, National Drug Intelligence Center, Domestic Cannabis Cultivation Assessment 2007, Oct. 2006 and ONDCP, National Drug Control Strategy, Feb. 2007.

¹⁸ U.S. State Department, 2007 International Narcotics Control Strategy Report, March 2007.

¹⁹ Cette baisse est partiellement due à un séisme, ce qui explique le surcroît d'attention accordé par les autorités nationales et la communauté internationale à cette région.

²⁰ ONU DC, Maroc - Enquête sur le cannabis 2005, résumé analytique 2005, juin 2005.

Fig. 76: Maroc – culture et production de cannabis, 2003-2005



Source: ONUDC/Gouvernement du Maroc, Enquête sur le cannabis 2005, janvier 2007 et années précédentes.

La perte d'importance du Maroc est également attestée par le nombre de pays qui citent le Maroc comme pays source de la résine de cannabis trouvée sur leurs marchés. Au cours de la période 1999-2003²¹, 31 pour cent des pays faisant rapport sur l'origine de la résine de cannabis ont cité le Maroc comme source du haschisch découvert sur leurs marchés. En 2005, la part du Maroc (y compris les pays de transit subséquents, Espagne et Portugal) est tombée à 20 pour cent, reflétant le déclin abrupt de la production de résine de cannabis dans ce pays depuis quelques années.

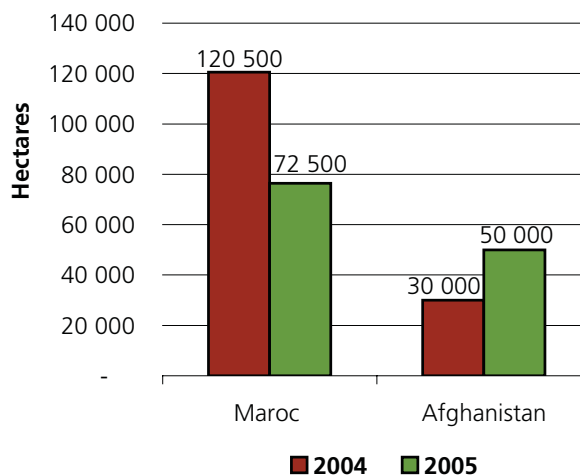
Les rapports relatifs aux pays d'origine sont fondés sur les informations communiquées par les 40 pays qui ont répondu, en 2005, à cette partie du Questionnaire destiné aux rapports annuels. Pour pouvoir élargir la base d'informations et analyser l'importance des pays producteurs moins fréquemment cités, il a été décidé de couvrir la période 2003/2005. Cela a permis d'inclure dans la base d'informations un échantillon de 61 pays (près d'un tiers du total). L'analyse de la période élargie 2003/2005 montre que 27 pour cent des pays²² ont cité le Maroc comme source principale de la résine de cannabis trouvée sur leur marché intérieur.

Parmi les pays les plus fréquemment cités, viennent ensuite l'Afghanistan et le Pakistan, mentionnés, chacun, par 8 pour cent des pays répondant au Questionnaire. La plupart du temps, le cannabis y est cultivé pour produire de la résine. Les estimations de l'ONUDC indiquent que les cultures de cannabis de l'Afghanistan sont passées de 30 000 ha, en 2004/5, à 50.000 ha, en 2005/6, ce qui équiv-

aut à 30 pour cent des superficies plantées en pavot à opium.²³

Au second rang des pays les plus fréquemment cités comme pays sources de résine de cannabis viennent ensuite le Népal et l'Inde (cités par 7 pour cent des répondants),

Fig. 77: Superficies des cultures de cannabis en Afghanistan* et au Maroc, 2004-2005



* Les données concernant l'Afghanistan se rapportent à 2004/5 et à 2005/6

Sources: ONUDC, Enquête sur le pavot à opium 2006 (et années précédentes) et ONUDC/Gouvernement du Maroc: Enquête de 2005, janvier 2007.

²¹ ONUDC, Rapport mondial sur les drogues 2005, volume 1.

²² Au cours de la période 2003/5, le Maroc a été cité 48 fois par les États membres de l'ONUDC dans leurs réponses au Questionnaire comme pays source de la résine de cannabis. Si l'on inclut les mentions de l'Espagne et du Portugal, qui sont, pour l'essentiel, des pays de transit pour le haschisch marocain, le nombre de mentions passe à 70. Le nombre total de mentions de pays sources (par les 61 pays faisant rapport) s'est élevé à 257. (Les répondants peuvent citer plusieurs pays comme pays sources). Le Maroc a donc représenté (en incluant les mentions de l'Espagne et du Portugal) 27,2 pour cent du total des mentions comme pays source.

²³ ONUDC, Enquête 2006 sur le pavot à opium en Afghanistan, octobre 2006.

les pays d'Asie centrale et autres pays de la CEI (5%), ce qui reflète les vastes champs de cannabis du Kazakhstan (essentiellement à l'état sauvage) et du Kirghizistan. On signale une production de cannabis non négligeable dans la vallée de Chuy et autour du lac Issy-Issul, au Kirghizistan, ainsi que dans la province de Zhambyl, au Kazakhstan, qui jouxte le Kirghizistan. Ces régions produisent à la fois des feuilles et de la résine de cannabis.

Les Pays-Bas sont, eux-aussi, fréquemment cités comme pays d'origine (5% du total des mentions). On ne sait pas clairement, toutefois, si la résine de cannabis provient effectivement de Hollande ou si elle a été introduite clandestinement dans le pays (en provenance du Maroc et d'autres pays) aux fins d'une réexportation ultérieure. Bien que les Pays-Bas soient un important producteur de feuilles de cannabis, d'autres informations tendent à indiquer que leur production de résine est limitée. La situation de l'Albanie n'est pas claire non plus. Elle est fréquemment citée comme pays source de résine de cannabis (5% du total des mentions, surtout par les pays voisins). Il semble toutefois avéré que l'importance de l'Albanie comme producteur de feuilles de cannabis dépasse largement son rôle comme producteur de résine.

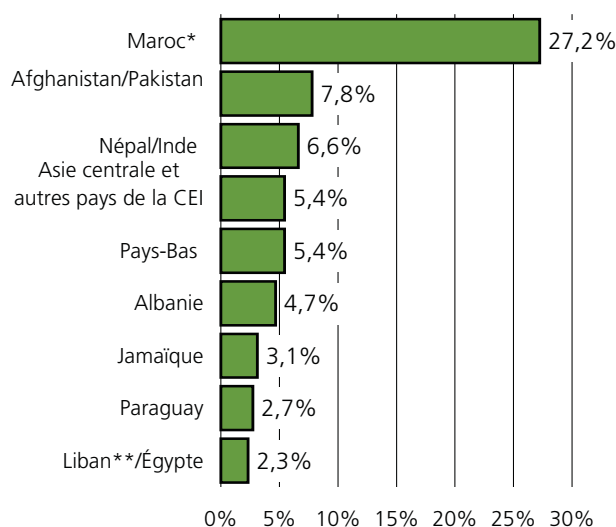
Le plus gros producteur de résine des Amériques reste la Jamaïque (3% du total des mentions), suivie par le Paraguay. Dans l'ensemble, la production et la consommation de résine de cannabis des Amériques restent limitées.

Le plus important producteur de résine du Proche-Orient reste le Liban (2% du total des mentions). Au terme de campagnes d'éradication couronnées de succès, la production libanaise a considérablement chuté par rapport au début des années 1990. Au Liban, la production de résine de cannabis est concentrée dans la vallée de la Bekaa.

La production mondiale de résine de cannabis est estimée à près de 6 600 t

Les estimations provisoires²⁴ suggèrent que la production de résine de cannabis s'est élevée à 6 600 t en 2005 (fourchette: 3 800-9 500). Les estimations pour l'année précédente, obtenues par la même méthode, avaient donné une estimation de l'ordre de 7 500 t (fourchette: 4 200-10 700), ce qui indiquait qu'au terme d'une croissance étalée sur plusieurs années, la production mondiale de résine de cannabis avait effectivement baissé en 2005. Ce fléchissement était dû pour une bonne part à la diminution de la production de résine de cannabis au Maroc. Une production de quelque 6 600 t de résine de cannabis se traduit par un taux d'interception de résine de l'ordre de 20 pour cent.

Fig. 78: Principaux pays sources de résine de cannabis, 2003-2005 (d'après les informations communiquées par 61 pays)

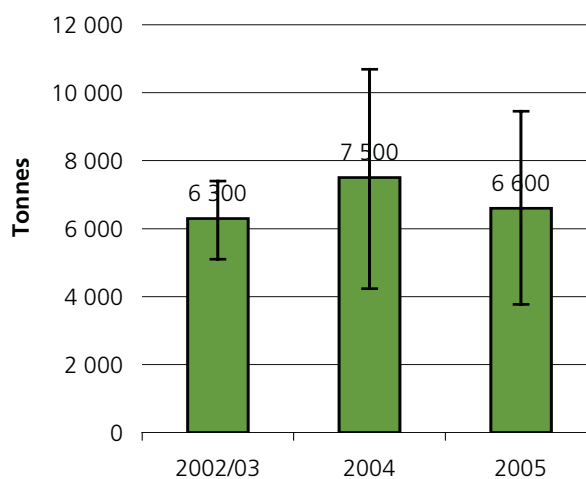


• y compris les mentions des pays de transit, Espagne et Portugal;
** y compris les mentions de la Syrie

Nombre de fois où des pays ont été identifiés comme pays sources, en proportion du nombre de pays faisant rapport

Source: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels.

Fig. 79: Estimations de la production mondiale de résine de cannabis, 2002/3 – 2005



Sources: ONUDC et Gouvernement du Maroc: Enquêtes sur le cannabis 2003, 2004 et 2005 et ONUDC: Données tirées du questionnaire destiné aux rapports annuels

²⁴ Fondées sur l'extrapolation des données de production de la résine de cannabis du Maroc et sur l'extrapolation des données sur la production mondiale de feuilles de cannabis, et en s'aidant des statistiques des saisies.

Tableau 11: Estimations provisoires de la production mondiale de résine de cannabis, 20051.

1. Estimation fondée sur la production marocaine de résine de cannabis en 2005 et sur les saisies					
	Saisies en tonnes (2005)	Proportion estimée des saisies de résine de cannabis en provenance du Maroc	Proportion estimée de la récolte de 2005	Saisies potentielles (tonnes) de résine de cannabis marocaine en 2005	Estimation de la production de résine de cannabis
Europe occidentale et centrale	912,8	70%	50%	319,5	-
Afrique du Nord	109,1	90%	50%	49,1	-
Saisies liées à la résine de cannabis du Maroc	-	-	-	368,6	-
Autres saisies	-	-	-	930,5	-
Saisies mondiales	-	-	-	1 299,1	-
En %	-	-	-	28%	-
Production de résine de cannabis au Maroc (2005), en tonnes					1 070
Production mondiale de résine de cannabis – estimation no. I					3 771
2. Estimation fondée sur l'évaluation de la production de feuilles de cannabis et sur les saisies					
	Feuilles de cannabis	Résine de cannabis	Proportion		Estimations de la production de résine de cannabis
Saisies en tonnes (2005)	4 472	1.299	23%		
Production mondiale de cannabis – estimation no. II	42 000		23%		9 455
3. Estimation cumulative					6 613
Chiffres arrondis					6 600

1.4.3 Trafic

Les saisies de feuilles et de résine de cannabis ont diminué en 2005

Les produits du cannabis sont restés les drogues les plus vendues dans le monde en 2005; ils ont représenté 57 pour cent du total des saisies (856 000 sur 1,5 million). La quasi-totalité des pays de la planète sont touchés par le trafic de cannabis. Quarante-vingt-dix-neuf pour cent des 65 pays et territoires qui ont communiqué leurs saisies à l'ONUDC ont signalé des saisies de cannabis.

Les saisies de feuilles de cannabis ont représenté 4 600 t, celles de résine de cannabis 1 300 t en 2005. Les autorités ont également saisi de petites quantités d'huile de cannabis (700 litres). Les saisies de ces trois produits ont diminué en 2005 par rapport à l'année précédente, renversant ainsi la tendance à la hausse observée jusqu'en 2004. Les saisies de feuilles de cannabis ont chuté de 35 pour cent, celles de résine de 11 pour cent et celles d'huile de cannabis de 15 pour cent. Si, dans certains cas, cette baisse peut être en partie attribuée à une réévaluation des priorités au sein des services de répression, dans la plupart des pays elle s'explique par une diminution du trafic par rapport à l'année précédente. Prises ensemble, les saisies de feuilles et de résine de cannabis ont retrouvé leur niveau de la période 2000-2002.

En 2005, la plupart des saisies de feuilles de cannabis ont été signalées par le Mexique (38% du total mondial), les États-Unis (24%), l'Afrique du Sud (6%), le Brésil (3%),

la Tanzanie (3%) et l'Inde (3%).

La plupart des saisies de résine de cannabis ont été effectuées en Espagne (51%); venaient ensuite

le Pakistan et le Maroc (7% chacun), la France (6%), l'Iran (5%), le Royaume-Uni (5% en 2004) et l'Afghanistan (3%).

L'essentiel des saisies d'huile de cannabis a été opéré dans la Fédération de Russie (34%) et en Ukraine (10%), suivies par le Canada (7%) et le Maroc (5%).

Les feuilles de cannabis restent – de loin – la drogue la plus vendue dans le monde

Malgré la diminution abrupte des saisies mondiales (-35%), les feuilles de cannabis restent la drogue qui font l'objet du trafic le plus intensif, tant en termes de volume qu'en termes de dispersion géographique. Quarante-vingt-dix pour cent des pays qui ont communiqué des données de saisies (soit 148 pays sur 165) ont saisi des feuilles de cannabis. Contrairement à ce qui se passe pour d'autres drogues, le trafic de feuilles de cannabis est, pour l'essentiel, intrarégional, et non interrégional. Mais il existe des exceptions à cette règle : exportation de feuilles de cannabis de l'Afrique (principalement de l'Ouest et australe) vers l'Europe occidentale et centrale, de l'Asie du Sud-Est (principalement de Thaïlande) et du Sud-Ouest (principalement du Pakistan) vers l'Europe (principalement les Pays-Bas), de l'Asie centrale vers l'Europe de l'Est (surtout la Fédération de Russie); et d'Amérique du Sud (principalement la Colombie) vers l'Amérique du Nord (principalement les États-Unis).

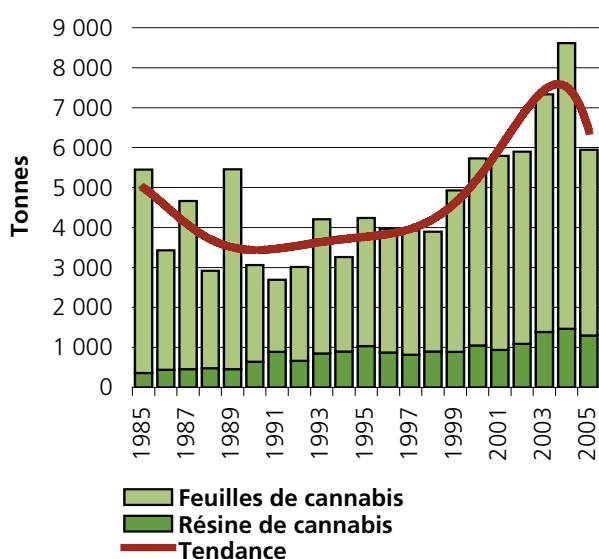
En 2005, près des deux-tiers des saisies mondiales de feuilles de cannabis ont été effectuées en Amérique du Nord (64%), notamment par les autorités mexicaines (1 781 t) et américaines (1 112 t). Ces chiffres montrent bien l'importance du marché nord-américain, qu'il s'agisse de sa taille ou de l'intensité des activités de répression.

Avec 18 pour cent des saisies mondiales, l'Afrique occupe la seconde place en ce qui concerne les saisies de feuilles de cannabis. Les plus fortes saisies ont été signalées par l'Afrique du Sud (292 t), la Tanzanie (150 t) et le Nigéria (126 t).

L'Amérique du Sud, y compris les Caraïbes et l'Amérique centrale) a compté pour 11 pour cent du total des saisies mondiales de feuilles de cannabis. Les plus fortes saisies opérées dans la région ont été signalées par le Brésil (152 t), la Colombie (129 t) et le Paraguay (67 t).

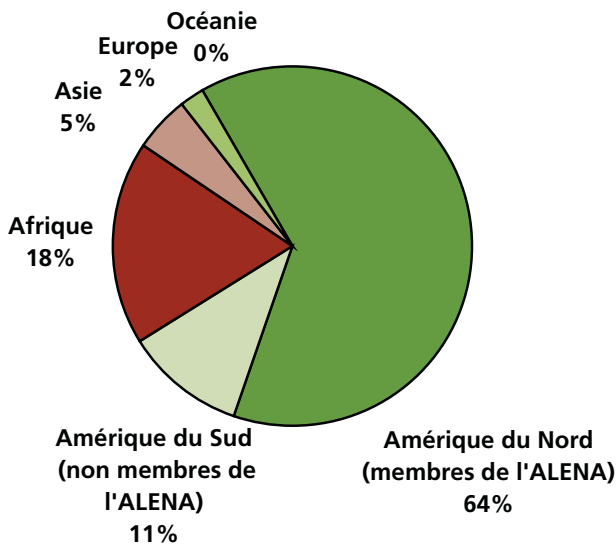
Les saisies de feuilles de cannabis effectuées en Asie ont

Fig. 80: Saisies de cannabis, 1985-2005



Sources: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA.

Fig. 81: Ventilation des saisies mondiales de feuilles de cannabis en 2005 (N=4 644 tonnes)



Sources: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA.

représenté 5 pour cent du total mondial. Les plus importantes ont été signalées par l'Inde (147 t), l'Indonésie (23 t) et le Kazakhstan (22 t).

Les saisies de feuilles de cannabis effectuées en Europe se sont montées à 2 pour cent du total mondial. Les plus fortes saisies ont été effectuées par la Fédération de Russie (30 t) et le Royaume-Uni (21 t)¹. De toutes les régions, l'Europe est la seule qui 'importe' également des quantités non négligeables de cannabis d'autres régions.

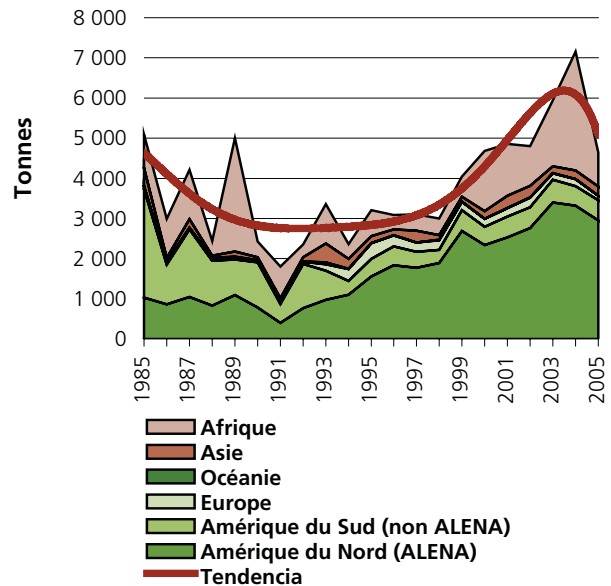
Le fléchissement général des saisies de feuilles de cannabis en 2005 (-35%) les a ramenées à leur plus bas niveau depuis 1999. Plusieurs régions ont signalé une baisse des saisies de feuilles de cannabis : Océanie (-6%), Amérique du Nord (11%), Europe (-39%) et Afrique (-71%). Mais les saisies sont réputées avoir progressé, en revanche, dans les pays d'Amérique du Sud (+4%) et en Asie (+9%).

Trafic de résine de cannabis

Les saisies mondiales de résine de cannabis diminuent, notamment en Europe occidentale et centrale

En termes de quantités saisies (1 300 t en 2005), la résine est la seconde drogue la plus vendue dans le monde, après les feuilles de cannabis. En 2005, des saisies ont été effectuées dans 104 pays, soit 63 pour cent des pays qui signalent leurs saisies à l'ONUDC. La dispersion géographique du trafic de résine de cannabis est donc moindre que celle

Fig. 82: Ventilation des saisies de feuilles de cannabis en 2005, par région (N=4 644 tonnes)



Sources: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA.

des feuilles.

Contrairement à ce qui se passe dans le cas des feuilles de cannabis, le commerce de la résine n'est pas intrarégional mais – c'est significatif – interrégional. Cela vaut notamment pour le trafic de résine entre l'Afrique du Nord (Maroc) et l'Europe occidentale et centrale, entre l'Asie centrale et l'Europe de l'Est (en particulier la Fédération de Russie) et entre les Caraïbes (notamment la Jamaïque) et l'Amérique du Nord (en particulier le Canada).

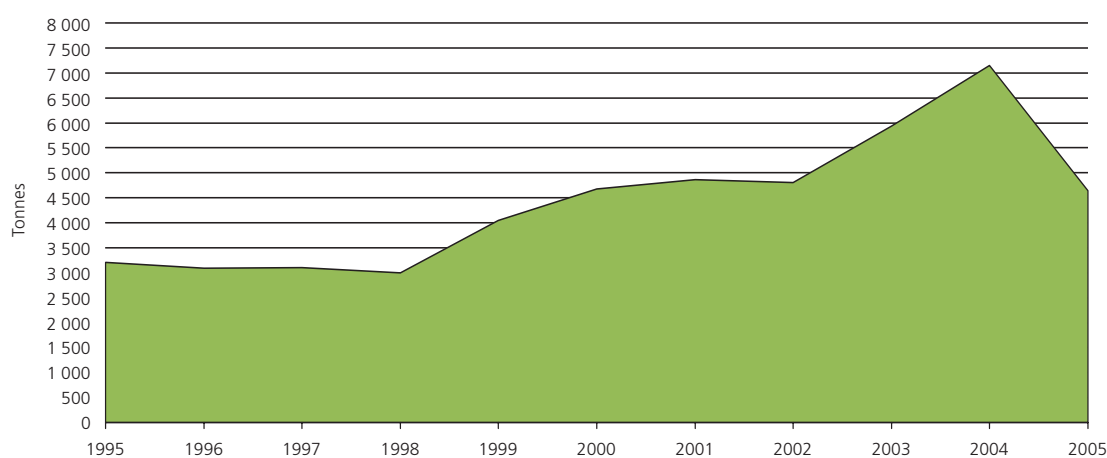
Les saisies mondiales de résine de cannabis ont chuté de 11 pour cent en 2005. L'essentiel de cette baisse, en termes absolus, est attribué à la diminution des saisies signalées par les pays d'Europe occidentale et centrale (-15%), diminution qui résultait, elle-même, d'une baisse de la production de résine de cannabis au Maroc en 2004 et en 2005. Les données de saisies recueillies par l'Organisation mondiale des douanes (OMD)² en Europe occidentale montrent que les saisies de résine ont encore baissé de 30 pour cent en 2006. Les plus fortes baisses signalées en 2005 et en 2006 ont été enregistrées par l'Espagne et par la France.

En 2005, les saisies de résine de cannabis effectuées en Afrique du Nord ont légèrement augmenté par rapport à l'année précédente (+6%); elles n'en étaient pas moins inférieures de 5 pour cent à celles de 2003, et de 25 pour cent à celles de 2000. Pour 2006, les données de saisies de l'OMD³ indiquent que les saisies de résine de cannabis ont diminué de 18 pour cent.

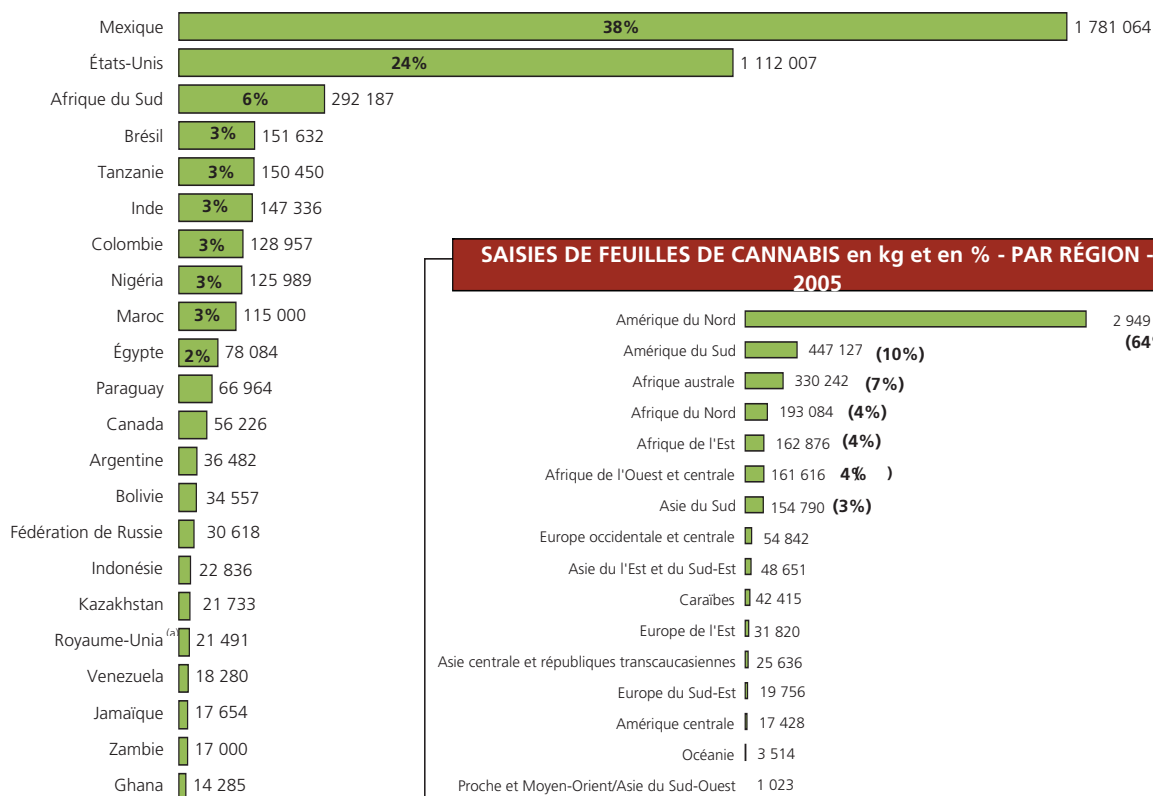
¹ Données se rapportant à 2004; on ne dispose pas encore des données de saisies du Royaume-Uni pour 2005.

² Organisation mondiale des douanes: Base de données des saisies, 27 avril 2007.

³ Organisation mondiale des douanes: Base de données des saisies, 27 avril 2007.

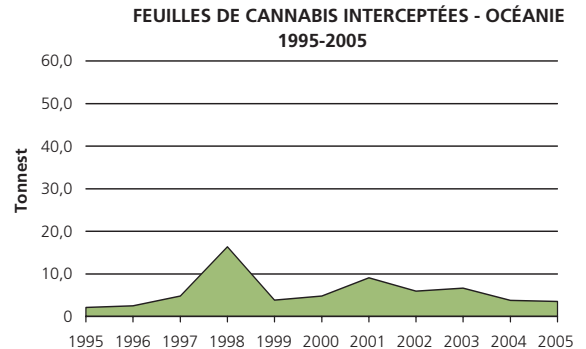
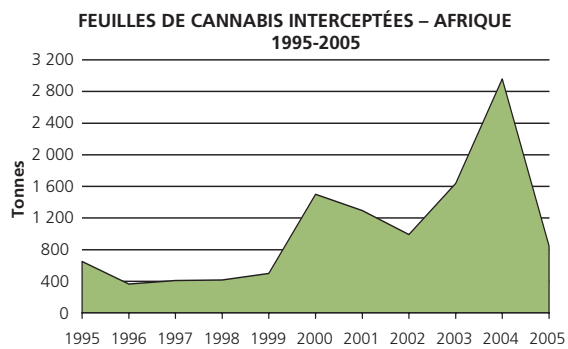
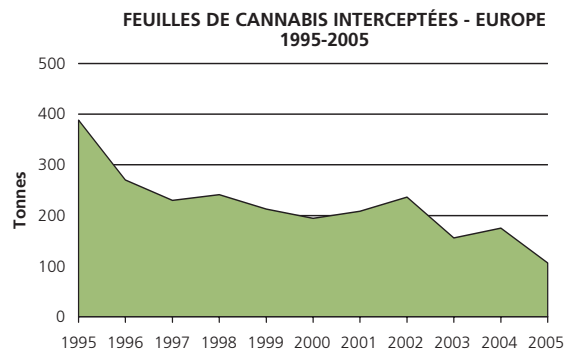
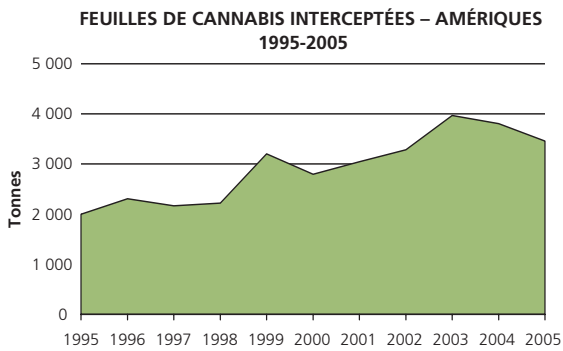
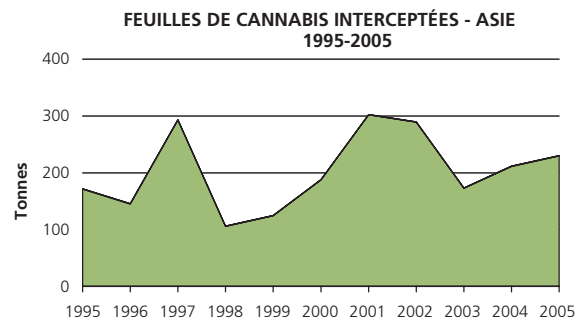
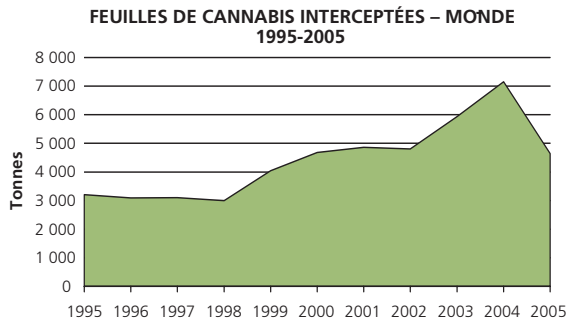
Fig. 83: Saisies mondiales de feuilles de cannabis, 1995 - 2005

Année	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Tonnes	3 209	3 090	3 105	2 998	4 042	4 674	4 860	4 805	5 940	7 152	4 644

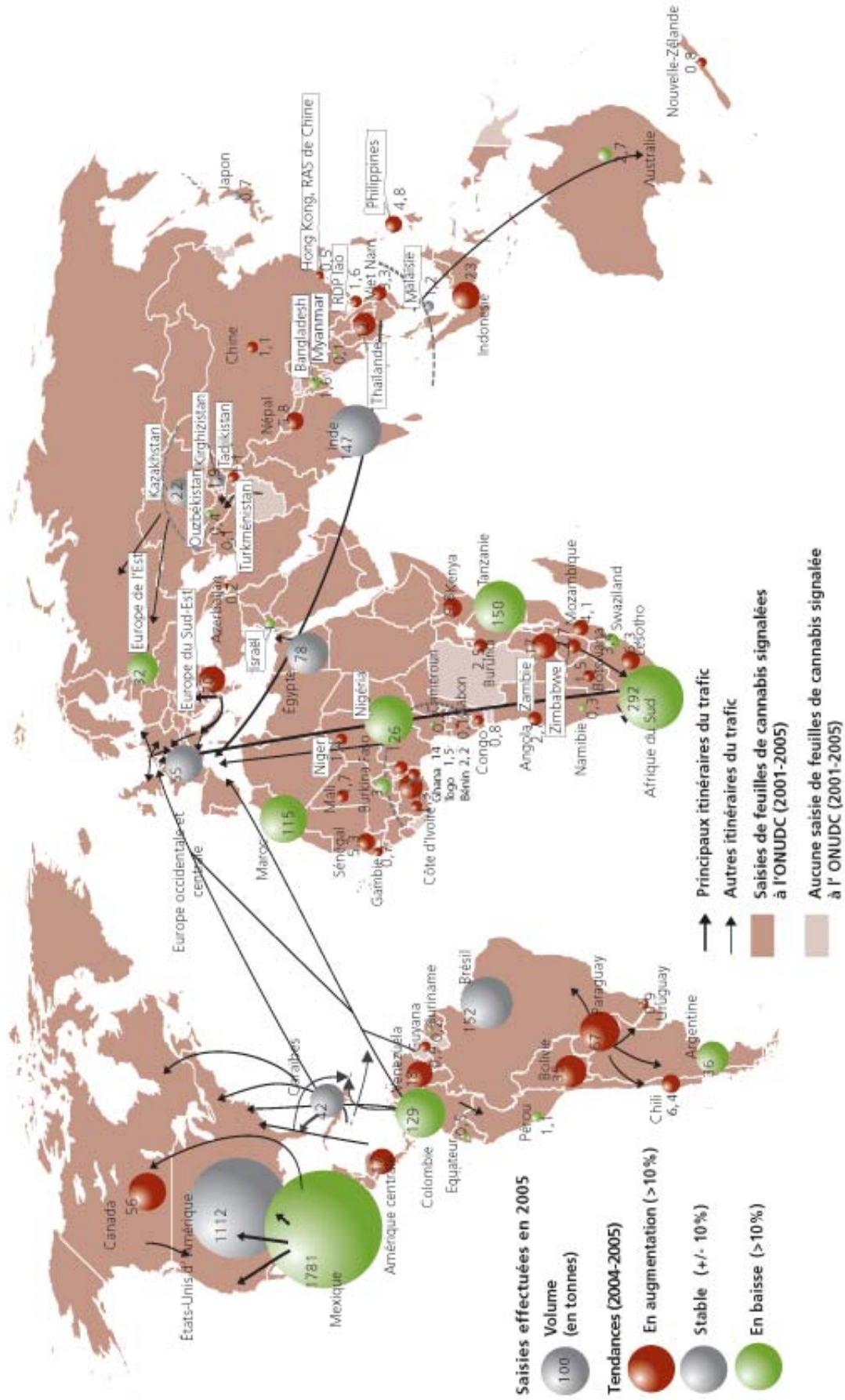
SAISIES DE FEUILLES DE CANNABIS en % du total mondial et en kg – PAYS VENANT EN TÊTE DU CLASSEMENT - 2005

a) Les données se rapportent à 2004

Fig. 84: Saisies mondiales de feuilles de cannabis, 1995 - 2005



Carte 15. Trafic de feuilles de cannabis, 2005 (pays ayant signalé des saisies supérieures à 100 kg)



Source: ONUDDC, Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA...

Les saisies ont également diminué dans la région Proche et Moyen-Orient/Asie du Sud-Ouest (-16% en 2005). En revanche, elles ont quasiment décuplé dans les Amériques (notamment aux Caraïbes). Mais dans l'ensemble, les Amériques ne représentent toujours que moins de 1 pour cent des saisies mondiales de résine de cannabis.

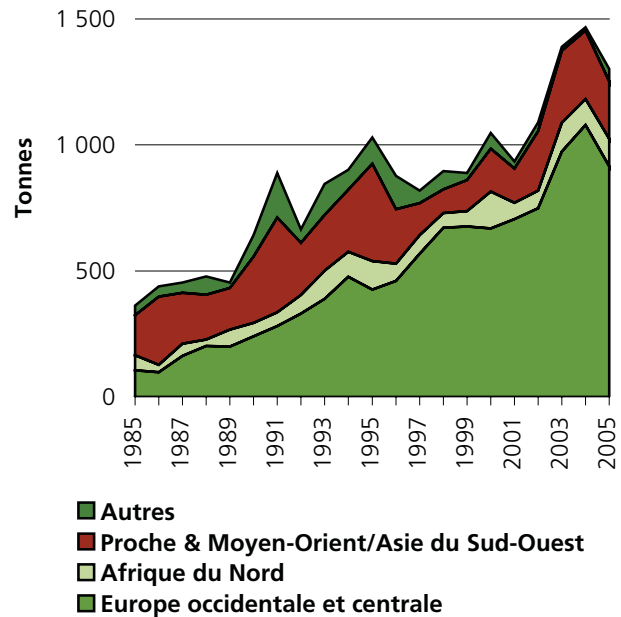
... Mais l'Europe occidentale et centrale reste le plus gros marché de résine de cannabis

C'est en Europe occidentale et centrale, qui reste le plus gros marché de résine de cannabis de la planète, que sont effectuées les plus grosses saisies mondiales (71%). À elle seule, l'Espagne compte pour 73 pour cent de toutes les saisies de résine de cannabis effectuées en Europe; elle vient avant la France (9%), le Royaume-Uni (7% en 2004), le Portugal (3%) et l'Italie (2½ %). L'Espagne joue un rôle capital dans la limitation de l'approvisionnement du marché européen en résine de cannabis.

Viennent au second rang les saisies opérées au Proche et Moyen-Orient/Asie du Sud-Ouest (18% du total mondial). Dans cette région, les plus fortes saisies ont été signalées par le Pakistan (40% du total des saisies de résine de cannabis opérées en Asie), suivi par l'Iran (30%) et l'Afghanistan (18%). Le Proche-Orient (qui comprend la péninsule arabique, le Liban, la Syrie, la Jordanie, Israël et l'Iraq), a compté pour 10 pour cent des saisies de résine de cannabis effectuées en Asie; les saisies restantes (2 pour cent) ont été effectuées dans d'autres régions d'Asie.

L'Afrique du Nord a représenté 8 pour cent des saisies mondiales. En y ajoutant les chiffres concernant les autres régions du continent, la part de l'Afrique dans les saisies de résine de cannabis représente 10 pour cent du total mon-

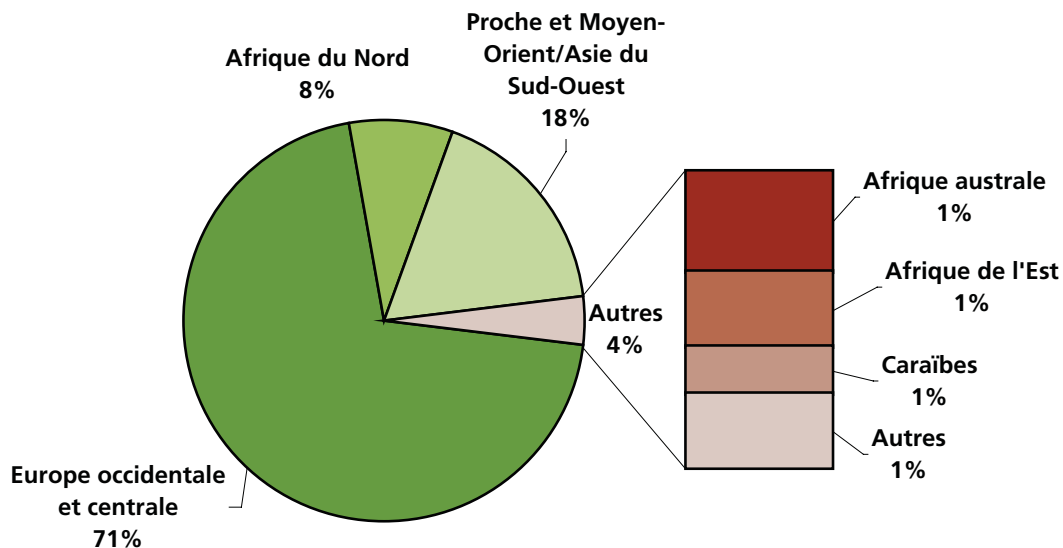
Fig. 87: Ventilation des saisies de résine de cannabis, par région, 1985-2005



Source: ONUDC, Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA.

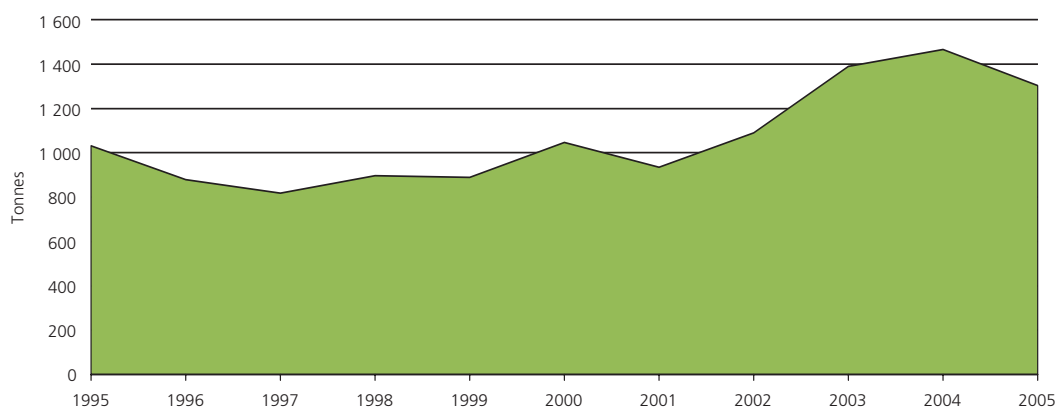
dial. Dans cette région, les plus fortes saisies ont été signalées par le Maroc, qui compte à lui seul pour 67 pour cent de toutes les saisies de résine opérées en Afrique, ou 85 pour cent du total des saisies de résine effectuées en Afrique du Nord en 2005.

Fig. 86: Ventilation des saisies mondiales de résine de cannabis en 2005 (N = 1 302 tonnes)



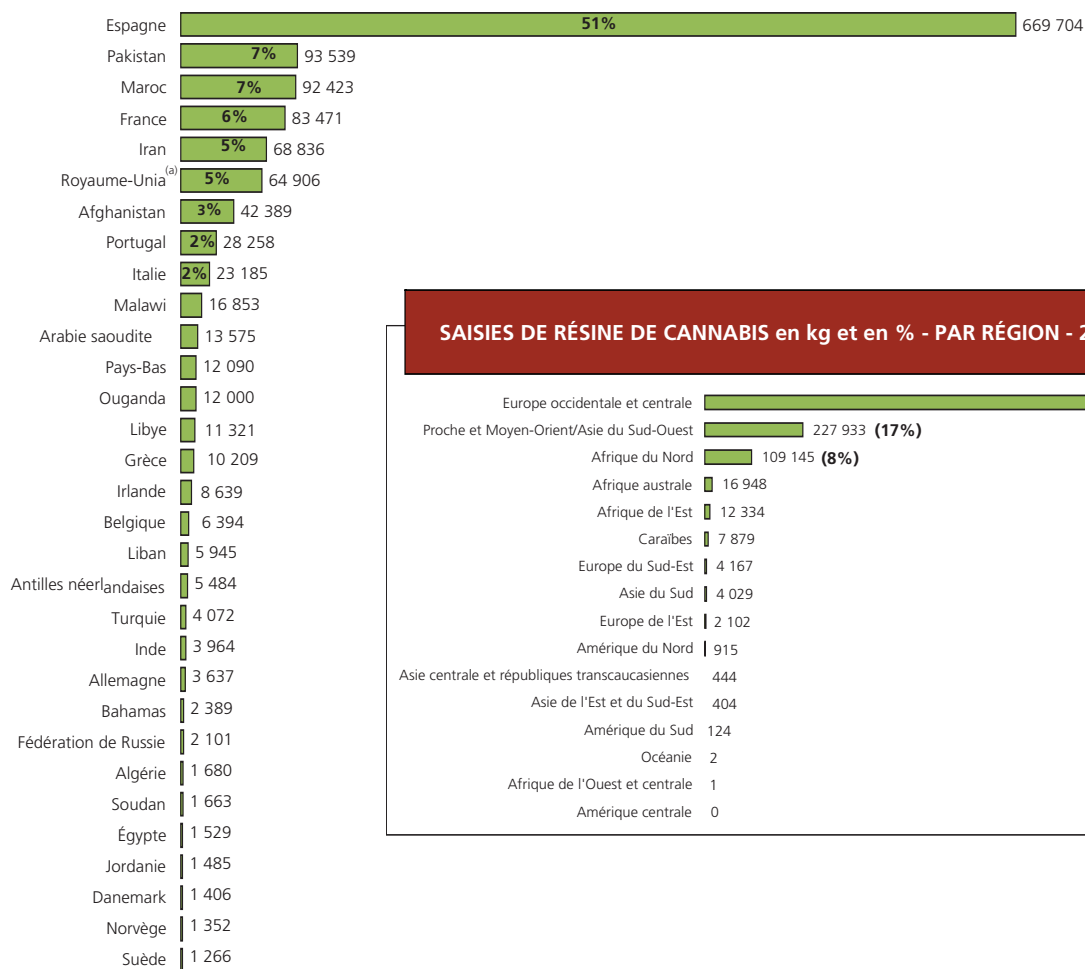
Source: ONUDC, Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA.

Fig. 88: Saisies mondiales de résine de cannabis, 1995 - 2005

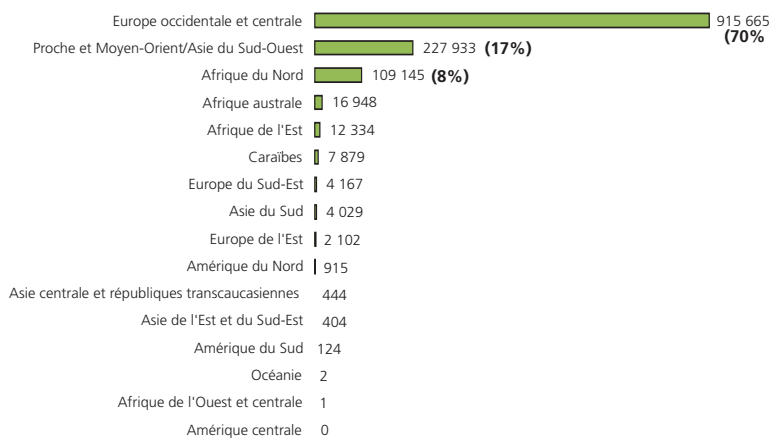


Année	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Tonnes	1 030	877	818	896	889	1 047	934	1 090	1 389	1 466	1 302

SAISIES DE RÉSINE DE CANNABIS en % du total mondial et en kg – PAYS VENANT EN TÊTE DU CLASSEMENT - 2005

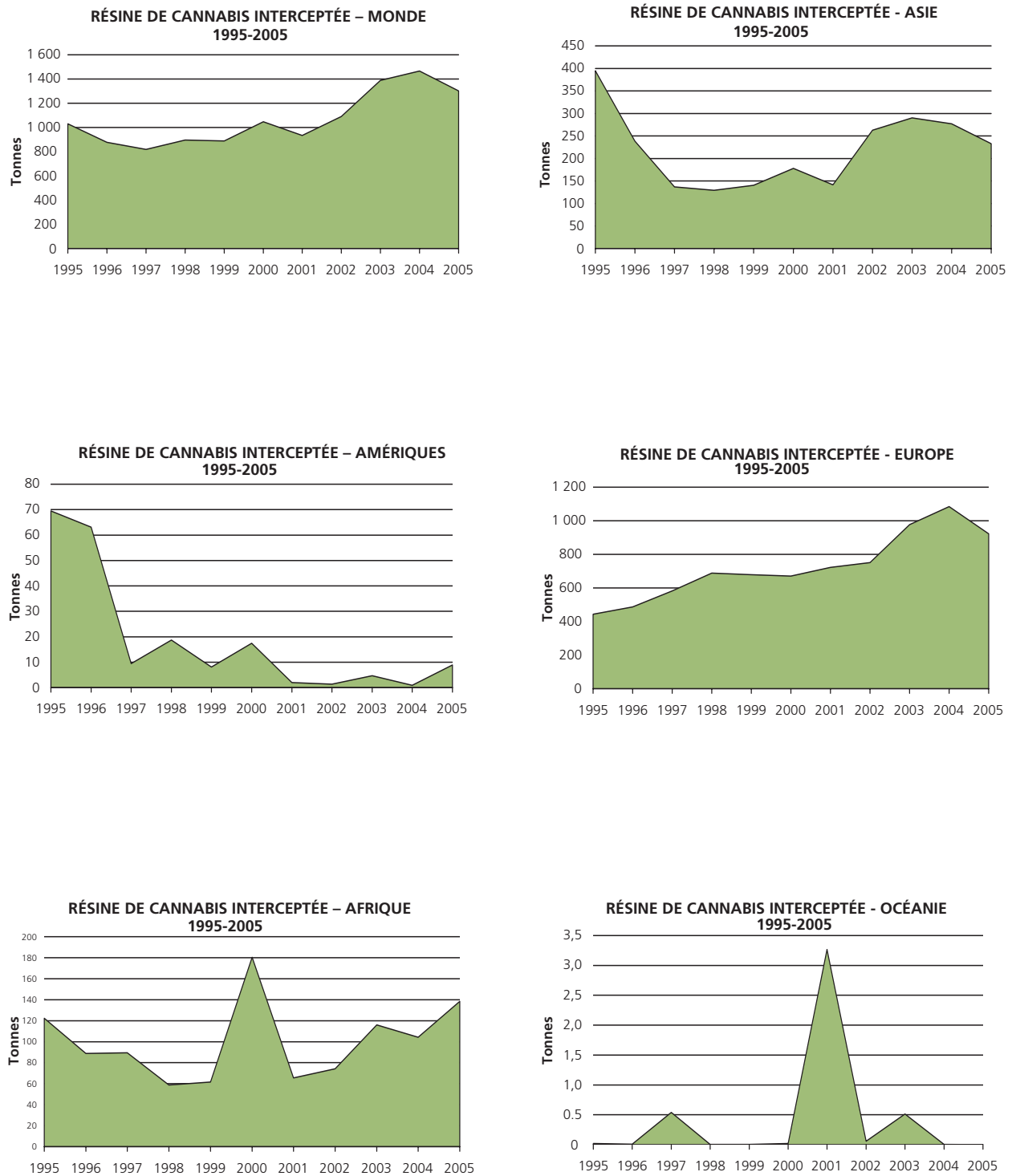


SAISIES DE RÉSINE DE CANNABIS en kg et en % - PAR RÉGION - 2005

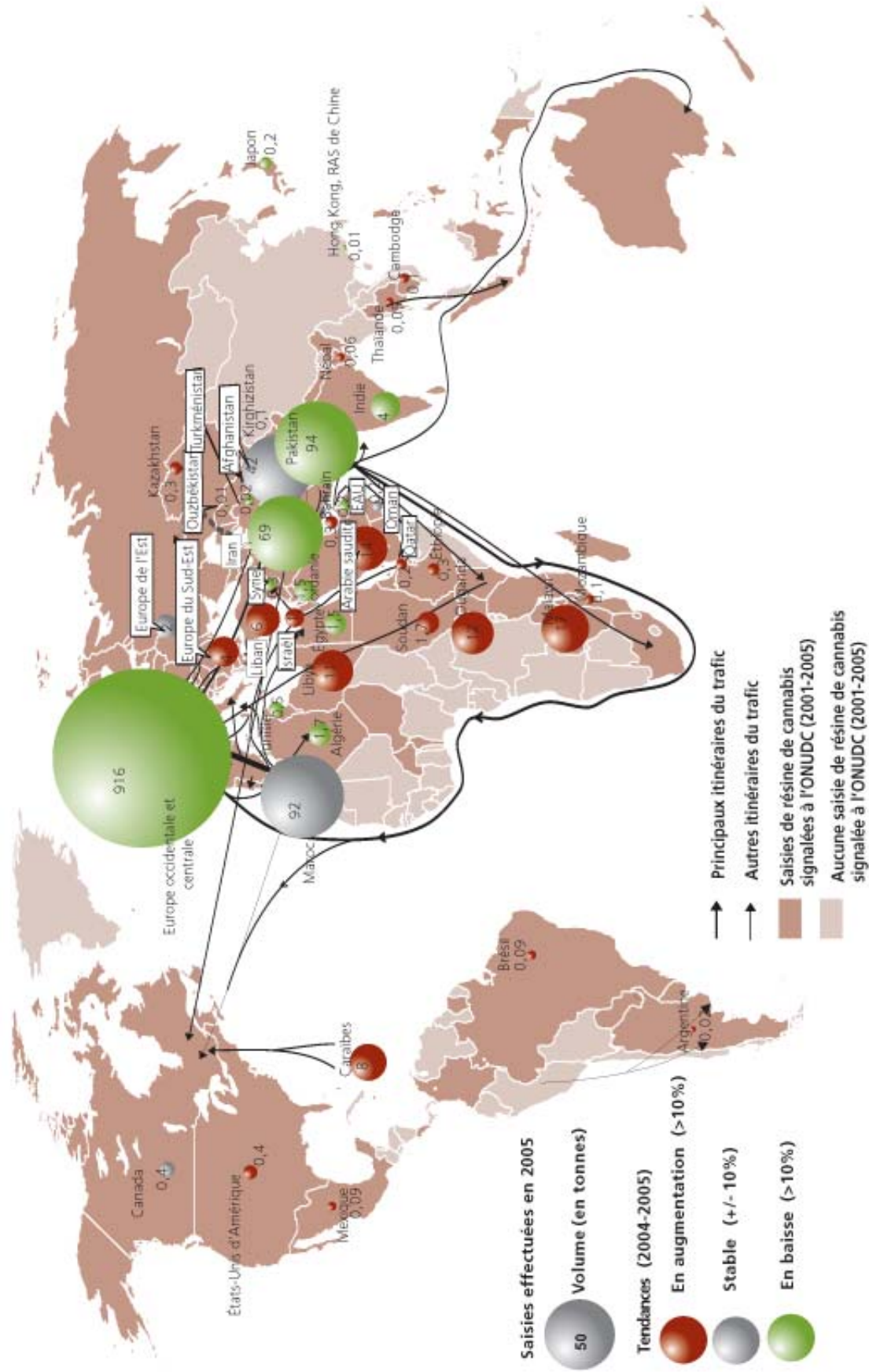


^(a) Les données se rapportent à 2004.

Fig. 89: Saisies mondiales de résine de cannabis, 1995 - 2005



Carte 16: Trafic de résine de cannabis, 2005 (pays ayant signalé des saisies supérieures à 10 kg)



Source: ONU DC, Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA.

1.4.4 Abus

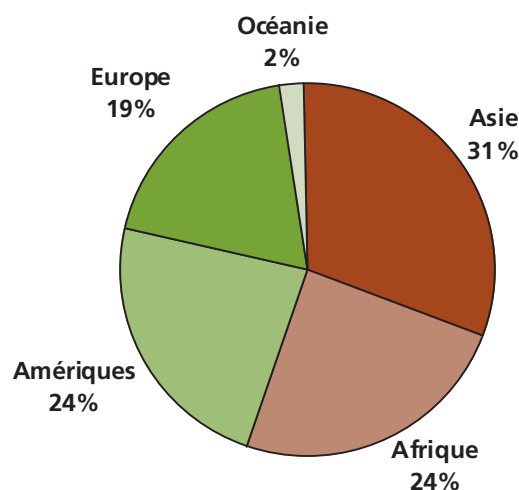
Le cannabis reste la drogue la plus largement consommée dans le monde

Le cannabis reste – et de loin – la drogue la plus largement consommée dans le monde. Près de 160 millions de personnes (soit 3,8 pour cent de la population mondiale âgée de 15 à 64 ans ont consommé du cannabis en 2005.

En termes relatifs, c'est en Océanie que l'usage de cannabis est le plus prévalent (15,8%); viennent ensuite l'Amérique du Nord (10,7%), l'Afrique (7,7%) et l'Europe occidentale et centrale (7,4%). Les taux de prévalence les plus élevés se rencontrent en Afrique de l'Ouest et centrale (13%) et en Afrique australe (8,5%).

L'Asie a les taux de prévalence les plus bas (1,9%), qui reflètent les faibles taux signalés par l'Asie de l'Est et du Sud-Est (0,9%). Les estimations pour l'Asie du Sud indiquent un taux de prévalence moyen de 3,2 pour cent; celui du Proche et Moyen-Orient est de 3,5 pour cent; celui, enfin, de l'Asie centrale, de 4,2 per cent. Ainsi, toutes les régions de l'Asie, à l'exception de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, sont proches de la moyenne mondiale.

Fig. 90: Consommation de cannabis en 2005 – ventilation par région (N = 158,8 millions)



Sources: ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels; Bureaux de terrain de l'ONUDC; Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); ONUDC: Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); rapports des gouvernements; rapports de l'OEDT; de la CICAD et de l'HONLEA; enquêtes locales; estimations de l'ONUDC.

Fig. 12: Prévalence annuelle de l'usage de cannabis, 2005 ou dernière année disponible

	Nombre d'usagers	En % de la population âgée de 15 à 64 ans
EUROPE	30 500 000	5,6
Europe occidentale et centrale	23 400 000	7,4
Europe du Sud-Est	1 700 000	2,0
Europe de l'Est	5 400 000	3,8
AMÉRIQUES	37 600 000	6,5
Amérique du Nord	30 900 000	10,7
Amérique du Sud	6 700 000	2,3
ASIE	49 100 000	1,9
OCÉANIE	3 400 000	15,8
AFRIQUE	38 200 000	7,7
PRÉVALENCE MONDIALE	158 800 000	3,8

■ Supérieur à la moyenne mondiale ■ Voisin de la moyenne mondiale
 ■ Inférieur à la moyenne mondiale

Sources: ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels; Bureaux de terrain de l'ONUDC; Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); ONUDC: Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); rapports des gouvernements; rapports de l'OEDT; de la CICAD et de l'HONLEA; enquêtes locales; estimations de l'ONUDC.

En termes absolus, 49 millions de consommateurs de cannabis, soit près d'un tiers des usagers de la planète, vivent en Asie. L'Afrique, qui compte 38 millions d'usagers, et les Amériques (38 millions également) représentent, chacune, près du quart des usagers du monde. L'Europe, avec quelque 30 millions d'usagers, en représente un cinquième, et l'Océanie 2 pour cent.

... mais la tendance actuelle est difficile à évaluer

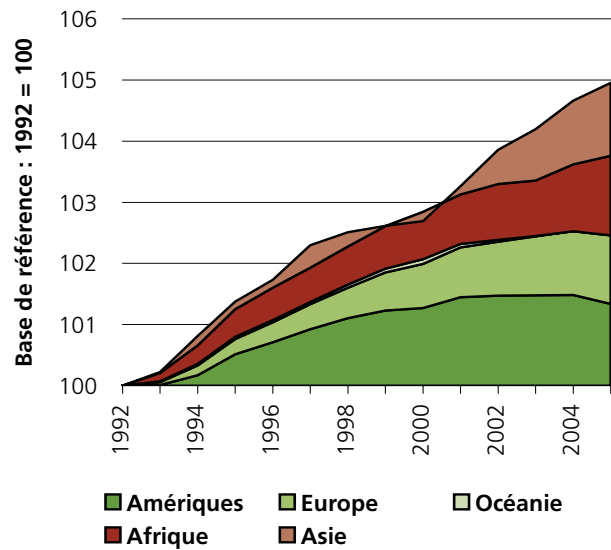
Au terme d'une hausse de plusieurs années, les estimations pour 2007 (159 millions d'usagers) sont légèrement inférieures à celles publiées l'an dernier dans le Rapport mondial sur les drogues (162 millions). Il serait toutefois prématuré d'y voir une tendance à la baisse. Certains des chiffres les plus bas sont tirés d'enquêtes récentes auprès des ménages. Ils remplacent les estimations antérieures de l'ONUDC, qui étaient légèrement plus élevées. En même temps, les résultats des nouvelles enquêtes n'ont pas indiqué de nouvelle progression de la consommation de cannabis. Il semble donc qu'une stabilisation générale de l'usage de cannabis se soit instaurée.

En revanche, l'indicateur de tendance, qui traduit les perceptions des experts et des officiels des États membres, semble indiquer que l'usage de cannabis a continué de progresser en 2005. Il est difficile d'évaluer la justesse de ces perceptions. Reconnaissons qu'il est délicat de rédiger un rapport qui contredise une tendance depuis longtemps établie et généralement acceptée – en l'occurrence une tendance quasi universelle à l'augmentation de l'usage de cannabis pendant la dernière décennie. De telles perceptions n'évoluent pas facilement, même lorsque de nouvelles données – celles, par exemple, des enquêtes auprès des ménages – semblent indiquer une amélioration de la situation. Il se peut donc que certaines personnes hésitent à affirmer que l'usage du cannabis continue de progresser; il convient d'en tenir compte dans l'interprétation de l'indicateur de tendance de l'usage de cannabis.

La hausse générale de l'indicateur de tendance de l'usage de cannabis est due à la perception accrue que les autorités de la plupart des pays d'Afrique, de nombreuses régions d'Asie (Asie du Sud, Asie du Sud-Ouest et Asie centrale) et de la plupart des pays d'Amérique du Sud, ont de l'usage du cannabis. Cela compense plus que largement les baisses perçues en Amérique du Nord et dans certains pays européens, ainsi que la stabilisation ou la baisse perçue dans plusieurs pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est. Les données de tendances pour l'Océanie indiquent une stabilisation à un niveau inférieur, après que l'usage de cannabis eut chuté pendant plusieurs années de suite, encore que certaines indications donnent à penser que la tendance à la baisse s'est maintenue dans la région. Le tableau des tendances de l'usage en Europe est plus mitigé : on signale une progression de l'usage en Europe de l'Est et du Sud-Est, une stabilisation ou un fléchissement dans plusieurs pays d'Europe occidentale.

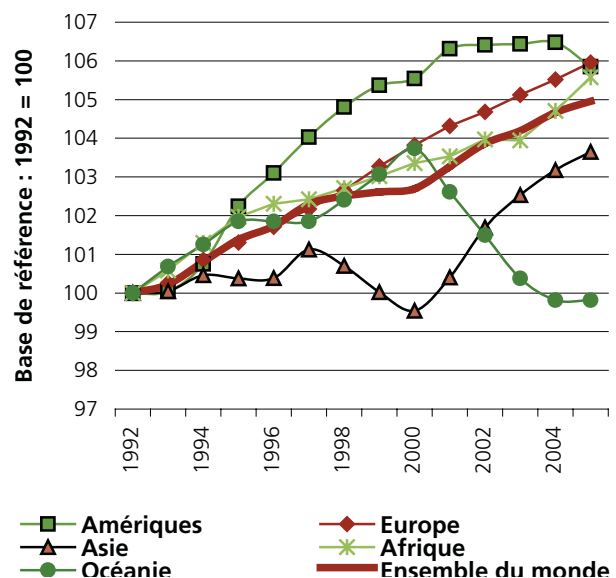
L'indicateur de tendance du cannabis montre qu'au cours de la période 1992-2005, les taux de croissance constatés dans les Amériques, en Europe et en Afrique ont été sem-

Fig. 91: Les tendances de l'usage de cannabis telles que perçues par les experts : une contribution régionale à l'évolution mondiale, 1992-2005



Sources: ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels; Bureaux de terrain de l'ONUDC; Réseau d'information de l'ONUDC sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); ONUDC: Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); rapports des gouvernements; rapports de l'OEDT; de la CICAD et de l'HONLEA; enquêtes locales; estimations de l'ONUDC.

Fig. 92: Les tendances de l'usage de cannabis telles que perçues par les experts : évolution selon les régions, 1992-2005



Sources: ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels; Bureaux de terrain de l'ONUDC; Réseau d'information de l'ONUDC sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); ONUDC: Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); rapports des gouvernements; rapports de l'OEDT; de la CICAD et de l'HONLEA; enquêtes locales; estimations de l'ONUDC.

blables. Avec le temps, toutefois, ce tableau s'est différencié. Au terme de la croissance intervenue dans les Amériques dans les années 1990, la tendance s'est stabilisée et un net fléchissement a été signalé pour 2005. L'Europe et l'Afrique ont accusé une tendance à la hausse tout au long de cette période, l'Afrique, en particulier, enregistrant des taux de croissance plus élevés dans les dernières années. Pour l'Asie, l'indicateur révèle, en revanche, un accroissement inférieur à la moyenne. Cela fut attribué à la baisse de popularité apparente du cannabis à la fin des années 1990. Depuis l'avènement du nouveau millénaire, la situation a évolué et l'Asie, comme l'Afrique, a accusé de forts taux de croissance ces dernières années. Partant de taux d'usage déjà élevés, l'Océanie a connu des accroissements supérieurs à la moyenne dans les années 1990, suivis d'une tendance à la baisse notable. L'Océanie est ainsi la seule région du monde où la consommation de cannabis soit retombée aux niveaux constatés au début des années 1990.

L'usage de cannabis continue de régresser en Amérique du Nord

Entre 1997 et 2006, l'usage de cannabis a diminué de 18 pour cent parmi les élèves de 12e année des écoles des États-Unis; il est aujourd'hui nettement inférieur à ce qu'il était voici trois décennies (-29%). Comparées au pic constaté en 1979, les données de prévalence annuelle pour les élèves de 12e année accusent une baisse de 38 pour cent.

Une forte baisse de l'usage de cannabis a également été constatée parmi les élèves du secondaire de l'Ontario (-19% entre 2003 et 2005). La tendance à la hausse des années précédentes se trouve ainsi renversée.

La baisse de l'usage est également manifeste dans la population générale. Les données des enquêtes auprès des ménages effectuées dans la population générale montrent que l'usage de cannabis aux États-Unis est passé de 11 pour cent, en 2002, à 10,4 pour cent, en 2005¹. Comparé au pic enregistré en 1979 (16,6%)², l'usage de cannabis a diminué de 37 pour cent.

Le Mexique a, lui aussi, signalé une baisse de l'usage en 2005.

... mais augmente en Amérique du Sud

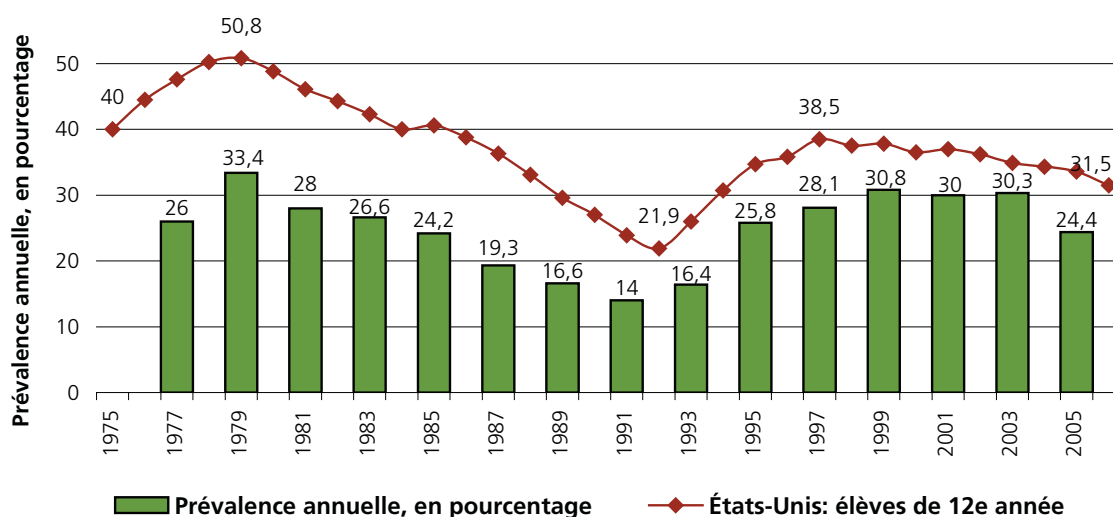
Les pays d'Amérique du Sud font état d'un net accroissement de l'usage de cannabis. Sept d'entre eux ont signalé une augmentation de l'usage en 2005, et un seul a signalé une baisse. Neuf pays ont décrit la situation comme stable. Le taux de croissance semble donc avoir baissé : un an plus tôt, 11 pays notifiaient une hausse de l'usage de cannabis.

L'accroissement le plus important (il est vrai qu'on était parti de seuils particulièrement bas) a été enregistré au Brésil, le plus grand pays du continent. Cela reflète probablement la disponibilité accrue du cannabis en provenance du Paraguay voisin. La prévalence annuelle de l'usage de cannabis a augmenté, passant de 1 pour cent, en 2001, à 2,6 pour cent, en 2005³.

... et présente un tableau contrasté en Europe, où les principaux marchés font état d'une stabilisation ou d'un léger déclin

La majorité des pays d'Europe occidentale et centrale (14) ont signalé une stabilisation de l'usage du cannabis. Néan-

Fig. 93: Prévalence annuelle parmi les élèves du secondaire aux États-Unis et en Ontario (Canada) entre 1975 et 2006

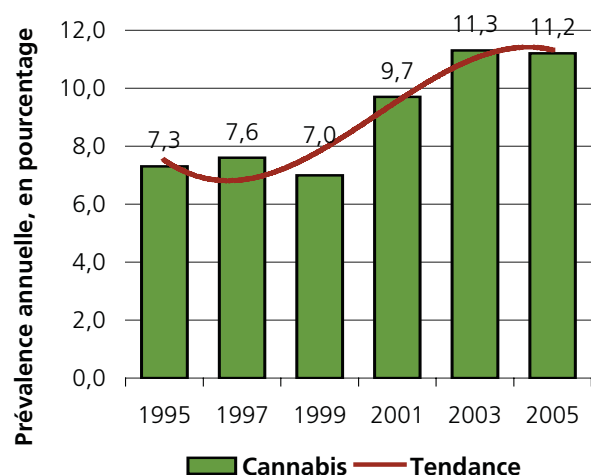


Sources: NIDA, Monitoring the Future, 2006 et CAMH: Ontario Drug Use Survey 2005.

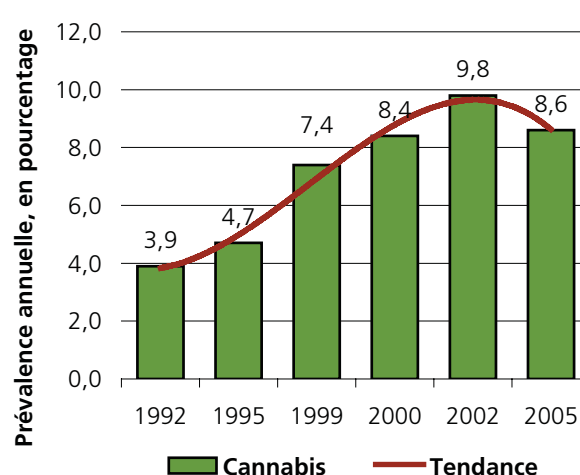
¹ SAMHSA, 2005 National Survey on Drug Use & Health, Rockville MD, Sept. 2006.

² Cité dans SAMHSA: Preliminary Results from the 1996 Household Survey on Drug Abuse, August 1997.

³ CEBRID, Il Levantamento Domiciliar sobre o Uso de Drogas Psicotrópicas no Brasil: Estudo Envolvendo as 107 Maiores Cidades do País, Sao Paulo 2002; CEBRID, Il Levantamento Domiciliar sobre o Uso de Drogas Psicotrópicas no Brasil: Estudo Envolvendo as 108 Maiores Cidades do País, Sao Paulo 2006.

Fig. 94: Espagne: Prévalence annuelle de l'usage de cannabis dans la population générale (âgée de 15 à 64 ans), 1995-2005

Source: OEDT et ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels.

Fig. 96 France: Prévalence annuelle de l'usage de cannabis dans la population générale (âgée de 15 à 64 ans), 1992-2005

Source: UK, Home Office, British Crime Survey, 2005/06, London 2006.

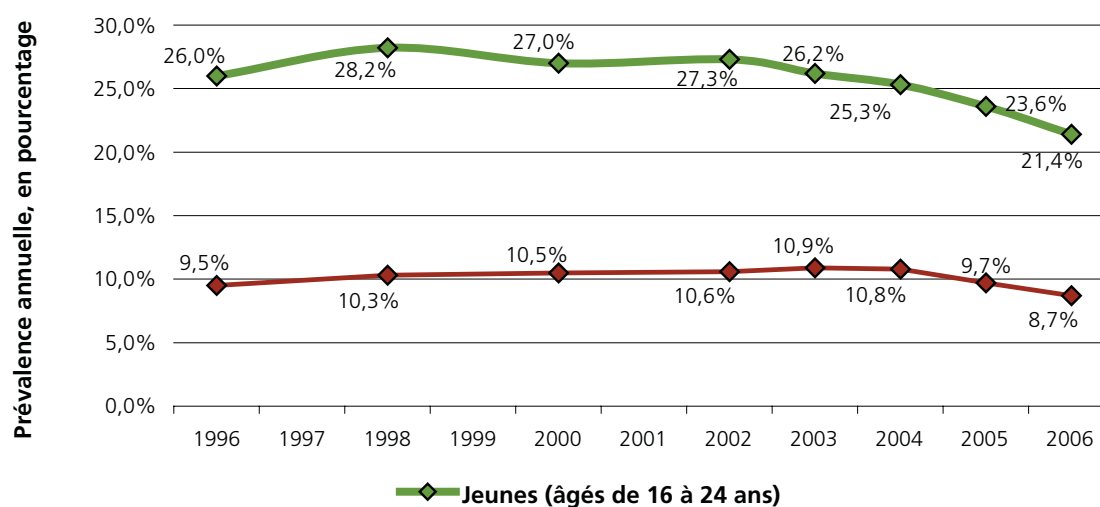
moins, le nombre de pays faisant état d'une hausse (11) était près du double de celui des pays signalant un fléchissement (6).

Sur les principaux marchés européens du cannabis, toutefois, la consommation de cannabis s'est maintenant stabilisée ou a commencé à baisser. La prise de conscience croissante des effets délétères du cannabis à forte teneur en THC vendu sur de nombreux marchés européens semble avoir contribué à cette stabilisation ou à ce fléchissement.

Les autorités espagnoles (l'Espagne est l'un des principaux

marchés européens du cannabis) ont encore signalé une hausse de l'usage de cannabis en 2005⁴. Mais cette perception est peut-être trop pessimiste. Les données extraites des enquêtes auprès des ménages indiquent, en fait, une stabilisation du marché entre 2003 et 2005 (11,3%, en 2003, et 11,2%, en 2005), au terme d'une forte croissance entre 1999 et 2003. Cette stabilisation s'est produite en Espagne en même temps que la prise de conscience croissante des dangers de l'usage de cannabis pour la jeunesse du pays.⁵

Les autorités françaises font état d'une stabilisation de l'usage de cannabis. L'analyse des enquêtes nationales

Fig. 95: Angleterre et pays de Galles: Prévalence annuelle de l'usage de cannabis dans la population générale (âgée de 16 à 59 ans) et dans la jeunesse (16 à 24 ans), 1996 - 2006

Source: UK, Home Office, British Crime Survey, 2005/06, London 2006.

⁴ ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels, Espagne, données pour 2005.

⁵ D'après l'enquête d'Eurobaromètre en Espagne parmi les 15-24 ans, le sentiment selon lequel l'usage occasionnel de cannabis est inoffensif est passé de 44 pour cent, en 2002, à 31 pour cent, en 2004. European Commission, Eurobarometer, Young People and Drugs, Brussels, June 2004.

auprès des ménages semble toutefois indiquer qu'il est en baisse. La prévalence annuelle est tombée de 9,8 pour cent, en 2002, à 8,6 pour cent, en 2005; elle est pratiquement revenue aujourd'hui au niveau constaté au début du nouveau millénaire. La baisse intervenue en France s'est accompagnée d'une prise de conscience croissante des dangers de l'usage de cannabis pour la jeunesse.⁶

Au Royaume-Uni, qui fut longtemps le plus important marché européen de cannabis, la consommation accuse désormais une tendance à la baisse. L'usage dans la population générale (âgée de 16 à 59 ans) est passé, en Angleterre et au pays de Galles, de 10,8 pour cent, en 2003/4, à 8,7 pour cent, en 2005/6. En incluant les données relatives à l'Ecosse et à l'Irlande du Nord, le taux de prévalence au Royaume-Uni est aujourd'hui de 8,4 pour cent, ce qui le situe à la troisième place, après l'Espagne et la France.

La tendance à la baisse constatée dans la jeunesse en Angleterre et au pays de Galles semble avoir débuté peu après la fin de l'année 1998, époque où le budget consacré à la prévention de l'usage de drogues fut augmenté et où un certain nombre de nouvelles activités ciblant la jeunesse furent lancées. Cette tendance s'affirma davantage au début du nouveau millénaire, sans doute du fait que les nombreux débats sur la dépénalisation du cannabis mirent en lumière de nouvelles découvertes scientifiques sur les

dangers potentiels de cette drogue. La prise de conscience croissante des dangers de l'usage de cannabis pour la jeunesse⁷ s'est accompagnée d'une baisse de l'usage.

Le plus gros des stabilisations ou des baisses constatées en Europe se sont produites sur des marchés déjà bien établis et saturés. On signale aussi quelques exceptions positives, notamment dans les pays nordiques. Les données concernant la Finlande, par exemple, montrent que l'usage de cannabis dans la population générale s'est stabilisé à 2,9 pour cent entre 2002 et 2004. De même, en Norvège, l'usage de cannabis est demeuré inchangé ces dernières années (4,5% en 1999, 4,6% en 2004). Et bien que la Suède eût déjà l'un des taux d'usage de cannabis les plus bas d'Europe, les données montrent qu'il a encore diminué. La prévalence au cours de la vie de l'usage de cannabis parmi les recrues des forces armées (généralement âgées de 18 ans) a baissé, passant de 16,7 pour cent, en 2002, à 12,6 pour cent, en 2005. La prévalence annuelle de l'usage dans la population générale est tombée de 2,2 pour cent, en 2004, à 2 pour cent, en 2005.

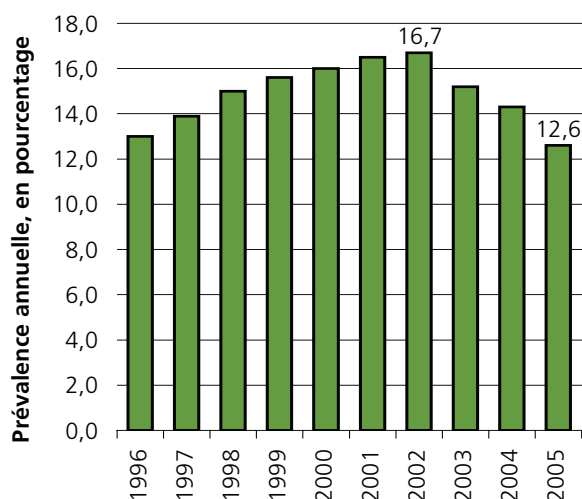
L'usage de cannabis accuse une tendance à la hausse en Afrique ...

En 2005, 17 pays africains ont signalé une augmentation de l'usage de cannabis, et 4 seulement ont annoncé une baisse; 4 autres ont décrit la situation comme stable. Cette tendance à la hausse semble avoir perdu de son élan par rapport à l'année précédente : en 2004, 20 pays avaient signalé une hausse de l'usage, et 3 seulement une baisse; 4 autres avaient fait état d'une stabilisation.

... tandis que la situation en Asie est plus complexe

L'indicateur de tendance de l'usage de cannabis, pondéré par le nombre d'utilisateurs, a indiqué une hausse manifeste en Asie, en 2005. Pour ce qui est du nombre de pays signalant une évolution de l'usage, le tableau est plus complexe. En fait, seuls 8 pays ont fait état d'une hausse de l'usage en 2005; 12 ont signalé une baisse et 12 autres ont rapporté une stabilisation de l'usage. Les données concernant la Thaïlande, l'un des rares pays de la région à effectuer des enquêtes périodiques auprès des ménages, montrent que la prévalence annuelle du cannabis dans la population générale (âgée de 12 à 65 ans) a chuté, passant de 1,5 pour cent, en 2001, à 0,9 pour cent, en 2006⁸. Il se peut que la situation soit analogue dans plusieurs autres pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est.

Fig. 97: Suède: prévalence au cours de la vie de l'usage de cannabis parmi les recrues

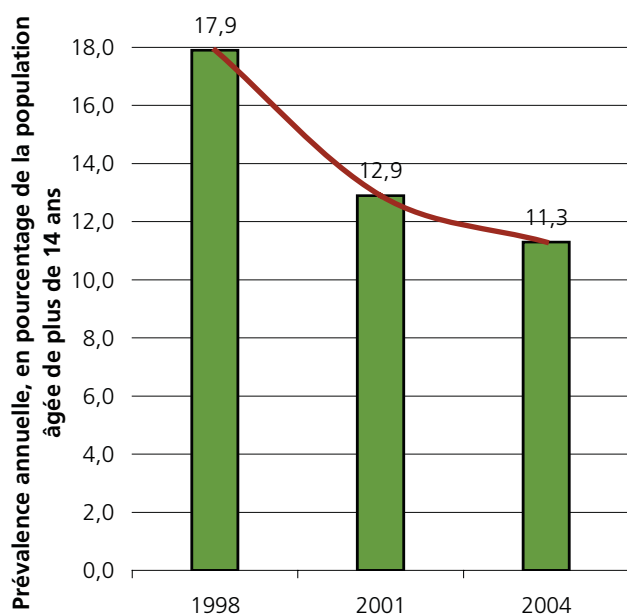


Source: Comité suédois pour les problèmes d'alcool et de drogues (CAN)

⁶ D'après l'enquête d'Eurobaromètre en France parmi les 15-24 ans, le sentiment selon lequel l'usage occasionnel de cannabis est inoffensif est passé de 48 pour cent, en 2002, à 30 pour cent, en 2004. European Commission, Eurobarometer, Young People and Drugs, Brussels, June 2004

⁷ Si, en 2002, 47 pour cent des jeunes du Royaume-Uni jugeaient l'usage occasionnel de cannabis inoffensif, ils n'étaient plus que 40 pour cent à le croire en 2004. European Commission, Eurobarometer, Young People and Drugs, Brussels, June 2004.

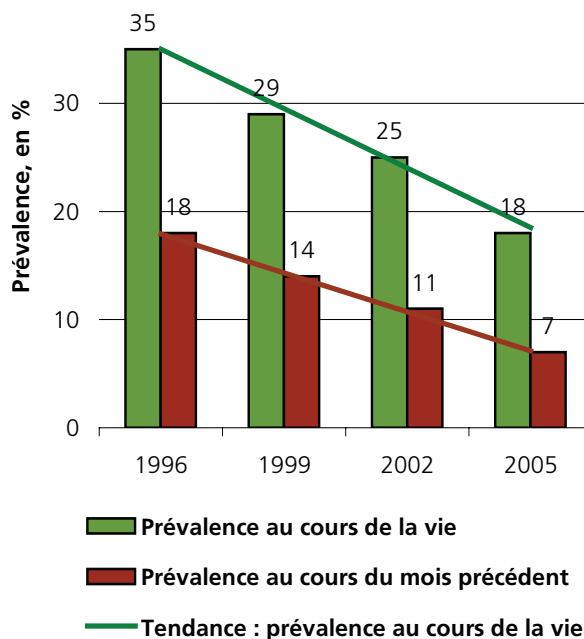
⁸ ONUDC (Centre régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique), Amphetamine-type Stimulants in East Asia and the Pacific: Analysis of 2003 Regional ATS Questionnaire, Bangkok 2004 and UNODC (Regional Centre for East Asia and the Pacific), Drug Abuse Information Network for Asia and the Pacific (DAINAP), 2007.

Fig. 98: Australie: prévalence annuelle de l'usage de cannabis dans la population générale (âgée de plus de 14 ans), 1998-2004

Source: Australian Institute of Health and Welfare, The 2004 National Drug Strategy Household Survey.

... et l'on constate une nette tendance à la baisse en Océanie

Les données de l'enquête australienne auprès des ménages montrent que l'usage de cannabis a chuté de quelque 37 pour cent entre 1998 et 2004 et que son niveau est maintenant inférieur à ce qu'il était en 1993. Bien que les changements apportés aux méthodes puissent, dans une certaine mesure, empêcher toute comparaison directe entre les chiffres de 1998 et ceux de 2001, il ne fait guère de doute qu'un fléchissement notable de l'usage s'est produit depuis la fin des années 1990. Les enquêtes en milieu scolaire réalisées à intervalles réguliers entre 1996 et 2005 indiquent une baisse encore plus abrupte : d'un taux de prévalence mensuel de 18 pour cent, en 1996, l'Océanie serait passée à 7 pour cent, en 2005, ce qui tendrait à indiquer que les programmes de prévention en milieu scolaire ont porté leurs fruits. Si les données concernant la population générale montrent que l'usage de cannabis reste légèrement supérieur en Australie à ce qu'il est aux États-Unis

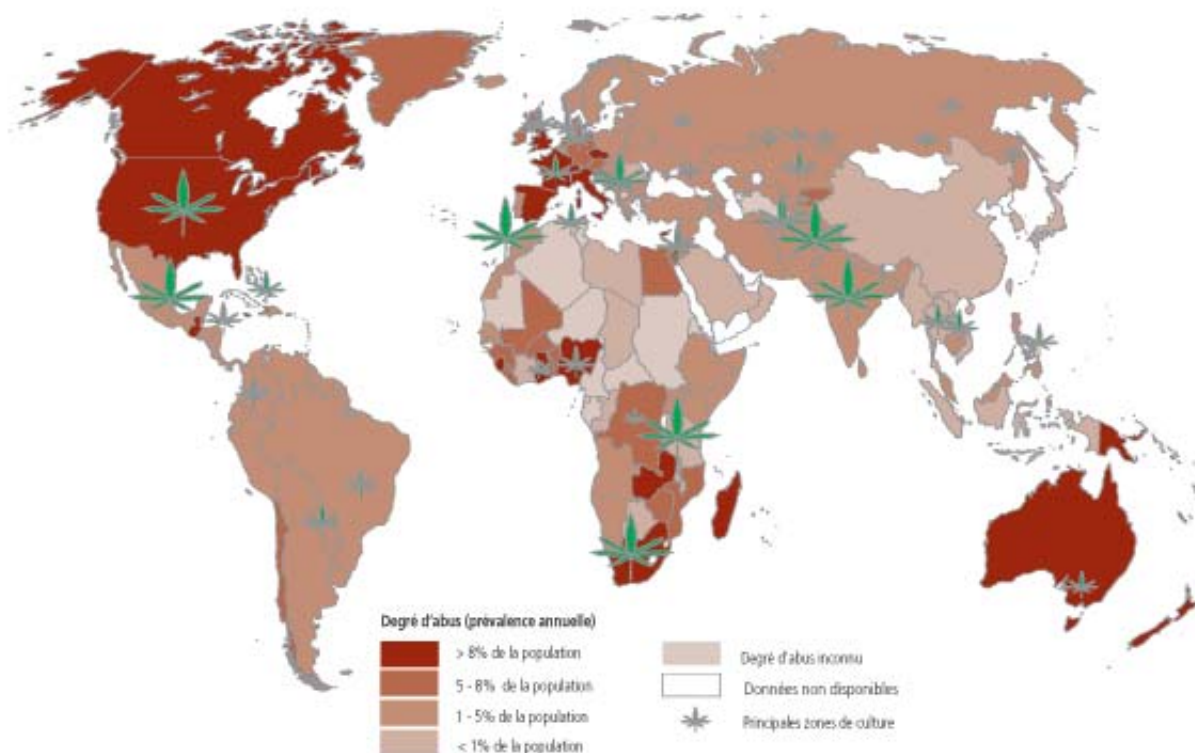
Fig. 99: Usage de cannabis parmi les élèves du secondaire (âgés de 12 à 17 ans) en Australie, 1996-2005

Source: The Cancer Council Victoria, Australian secondary school students' use of over-the-counter and illicit substances in 2005, June 2006

(10,6% en 2004), l'enquête australienne en milieu scolaire⁹ montre que la prévalence du cannabis parmi les élèves du secondaire est inférieure à celle constatée aux États-Unis : prévalence au cours de la vie de 31,8% et prévalence mensuelle de 13,9% chez les élèves de la 8e à la 12e année aux États-Unis, contre prévalence au cours de la vie de 18% et prévalence mensuelle de 7% parmi leurs homologues australiens âgés de 12 à 17 ans. Une décennie plus tôt, c'était le contraire. Bien que l'on n'ait aucune explication probante de ce fléchissement, il semblerait qu'à l'instar de ce qui se passe dans d'autres pays du monde, le cannabis commence à perdre son image bénigne dans la jeunesse.

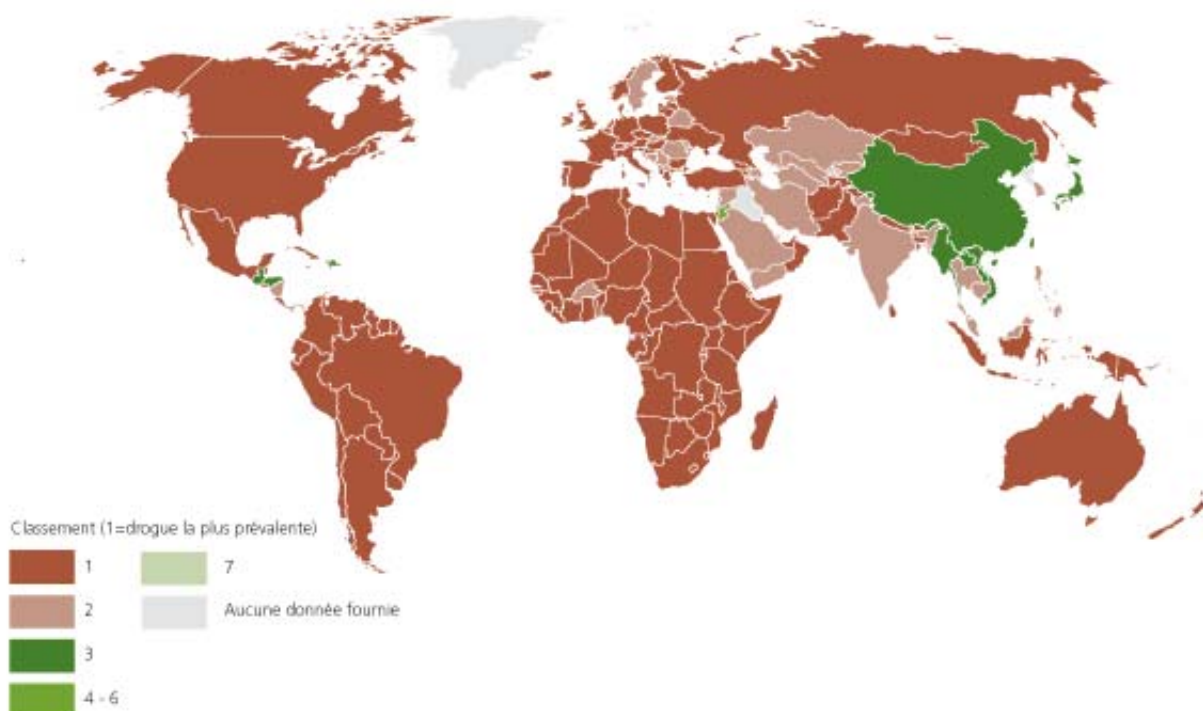
⁹ Source: The Cancer Council Victoria, Report for Drug Strategy Branch, Dept. of Health and Ageing, Government and Australia, Australian secondary school students' use of over-the-counter and illicit substances in 2005, June 2006.

Carte 17: Usage de cannabis 2005 - 2006



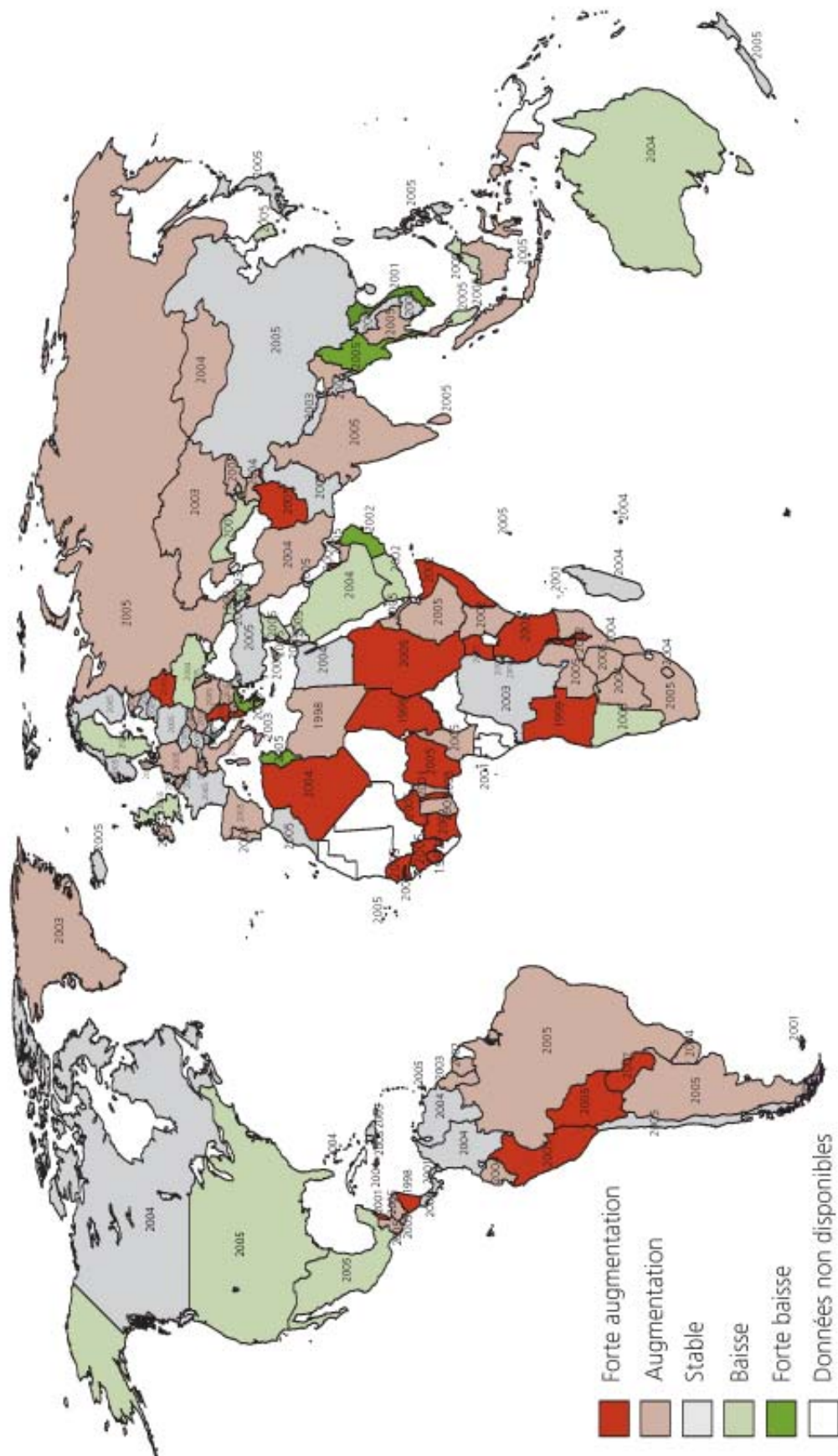
Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels et rapports nationaux; ONUDC: Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP)

Carte 18: Classement du cannabis par ordre de prévalence en 2005 (ou dernière année disponible)



Source: ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA; rapports des gouvernements; Département d'État des États-Unis; Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT); Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); ONUDC: Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues; Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD)

Carte 19: Évolution de l'usage de cannabis en 2005 (ou dernière année disponible)



Sources: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports nationaux; Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP)

1.5 Marché des stimulants de type amphétamine

1.5.1 Aperçu général des tendances

Une stabilisation générale du marché des STA a été constatée, qui s'explique par une contraction de l'offre et de la demande. Le marché reste très diversifié, tant sur le plan géographique qu'en ce qui concerne la gamme de produits. Ses principales caractéristiques restent la jeunesse des consommateurs, le prix relativement peu élevé du produit final, et une production proche du consommateur, impliquant peu de frais généraux. Certaines de ces caractéristiques différencient le marché des STA de ceux des opiacés, de la cocaïne et du cannabis. Autre caractéristique : le marché des STA est lourdement tributaire de précurseurs chimiques réglementés – son contrôle aussi. Dans le passé, ce marché s'est révélé très animé et capable de s'adapter aux circonstances. Il semble toutefois que les mesures de contrôle de l'offre et de la demande aient réussi à enrayer son expansion.

L'accroissement alarmant de la production de STA tout au long des années 1990 semble s'être stabilisé depuis quelques années, sans doute en raison des efforts déployés pour améliorer la surveillance et le contrôle des précurseurs.

Les plus vastes zones de production de méthamphétamine restent l'Asie du Sud-Est (y compris le Myanmar, la Chine et les Philippines) et l'Amérique du Nord. Traditionnellement, le gros de la méthamphétamine était produit aux États-Unis et les précurseurs chimiques nécessaires étaient importés en contrebande via le Canada ou le Mexique. Le resserrement des contrôles dans ces deux pays a conduit à la diminution du nombre de laboratoires clandestins opérant aux États-Unis et à un transfert de la production au Mexique, de l'autre côté de la frontière. Cependant, le Mexique a, lui aussi, amélioré son régime de contrôle des précurseurs, obligeant les organisations de trafiquants à exploiter d'autres régions, comme l'Amérique centrale et peut-être l'Afrique. En République d'Afrique du Sud, où l'on fabrique de la méthamphétamine pour le marché intérieur, la production et la consommation ont augmenté. La région de l'Océanie, en particulier l'Australie et la Nouvelle-Zélande, reste un important producteur et un gros consommateur de méthamphétamine, mais rien n'indique que ces drogues soient exportées.

La production de méthamphétamine reste principalement concentrée en Europe, notamment aux pays-Bas et en Pologne, suivis par les pays de la Baltique et la Belgique. On constate aussi une production d'amphétamine en Amérique du Nord (notamment aux États-Unis) et en Asie du Sud-Est. La production d'ecstasy reste, elle aussi, largement concentrée en Europe, bien que sa fabrication ait principalement eu lieu hors d'Europe ces dernières années, notamment en Amérique du Nord et en Asie de l'Est et du Sud-Est.

Les saisies de méthamphétamine viennent en tête des saisies mondiales de STA. Au cours de la période 2000-2005, 49 pour cent des saisies de STA étaient composées de méthamphétamine, 15 pour cent d'amphétamine, et 14 pour cent d'ecstasy; le reste (23 pour cent) n'était pas clairement défini. Ces dernières années toutefois, la tendance est à une augmentation du pourcentage d'amphétamine et à une baisse de la proportion de méthamphétamine, ce qui reflète l'amélioration du contrôle des deux principaux précurseurs de la méthamphétamine, l'éphédrine et la pseudo-éphédrine. Si l'on traite l'amphétamine et la méthamphétamine ensemble, on constate qu'en 2005, près de la moitié des saisies mondiales ont été opérées en Asie de l'Est et du Sud-Est, près de 20% en Amérique du Nord, et 20% encore en Europe occidentale et centrale. Cette répartition concorde avec celle des années précédentes. Dans le cas de l'ecstasy, 38 pour cent des saisies mondiales effectuées en 2005 ont eu lieu en Europe occidentale et centrale, 27 pour cent dans la région de l'Océanie, 20 pour cent en Amérique du Nord, et 9 pour cent en Asie de l'Est et du Sud-Est.

La demande mondiale d'amphétamines (méthamphétamine et amphétamine), qui a fortement augmenté dans la plupart des régions du monde au cours des années 1990, montre aujourd'hui les signes d'une stabilisation générale. Avec près de 25 millions d'usagers, le marché mondial des amphétamines est plus vaste que ceux de la cocaïne ou de l'héroïne. On estime que 15 ou 16 millions d'entre eux consomment de la méthamphétamine. Après l'expansion du marché de la consommation tout au long des années 1990, avivée par l'accroissement de la demande en Asie de l'Est et du Sud-Est, en Europe et en Amérique du Nord, on perçoit régulièrement depuis quelques années les signes d'un ralentissement et d'une stabilisation.

L'une des causes premières de ce ralentissement est la baisse de la consommation d'amphétamines en Amérique du Nord. Aux États-Unis, l'usage de méthamphétamine a chuté de plus de 37 pour cent parmi les élèves du secondaire au cours de la période 2002-2006. Cette baisse est plus proche de 20 pour cent pour le reste de la population. On constate aussi une évidente stabilisation de la demande en Europe et en Asie. Dans l'ensemble, 44 pour cent des pays faisant rapport ont signalé une stabilisation de la consommation de STA en 2005 (ils n'étaient que 33 pour cent en 2000), tandis que la proportion des pays signalant une hausse est tombée de 55 pour cent, en 2000, à 45 pour cent, en 2005; 11 pour cent des pays ont signalé une baisse de l'usage de STA.

1.5.2 Production

La production mondiale de STA se stabilise à moins de 500 tonnes

La production mondiale de STA semble s'être stabilisée à quelque 480 t en 2005¹. La production totale de STA en 2005 (chiffres arrondis) se composait de 110 t d'ecstasy et de 370 t d'amphétamines (dont 290 t de méthamphétamine et 80 t d'amphétamine). Les estimations de 2005 pour la méthamphétamine et l'ecstasy sont légèrement supérieures à celles de 2004; elles sont plus élevées, en revanche, pour l'amphétamine.

Les estimations de la production de STA sont fondées sur trois sous-composantes : i) les saisies des produits finals de STA, ii) les saisies de précurseurs chimiques des STA et iii) les estimations du nombre d'usagers des STA. Selon que l'on prend les plus élevées ou les plus basses de ces estimations, la production effective de STA se serait située dans une fourchette comprise entre 360 et 880 t en 2005. La propagation des erreurs de calcul permet de réduire cet écart à une fourchette comprise entre 410 et 560 t.

Bien que les estimations de la production de STA en 2004 et 2005 soient semblables à celles des années antérieures, les marges d'erreur potentielles ont augmenté, notamment en ce qui concerne la production d'amphétamines. Cela est dû au fait que les saisies de précurseurs ont considérablement augmenté, tandis que les saisies de produits finals ont

baissé en 2004. Ce fut le contraire en 2005.

Les marges d'erreur assez considérables liées à l'estimation de la production de STA compliquent l'analyse des tendances. Il semble toutefois évident qu'après un fort accroissement de la production de STA dans les années 1990, la situation semble s'être stabilisée ces dernières années.

La production de STA est concentrée en Amérique du Nord, en Asie de l'Est & du Sud-Est, en Europe, en Océanie et en Afrique australe

Au cours des dernières années, la production de STA a pris une certaine extension géographique. Les concentrations de production existantes ne se sont pas éparpillées, mais de nouveaux sites de production ont été identifiés. La production reste concentrée en Amérique du Nord, en Asie de l'Est et du Sud-Est, en Europe, en Océanie et – c'est un phénomène récent – en Afrique australe. Le gros de la production de méthamphétamine provient toujours d'Amérique du Nord et d'Asie de l'Est et du Sud-Est. Les schémas de concentration de l'amphétamine n'ont pas changé : sa production a principalement lieu en Europe. De même, le gros de la production d'ecstasy provient d'Europe et d'Amérique du Nord, encore que l'on signale une augmentation de la production de l'Asie de l'Est et du Sud-Est.

Table 13: Estimations de la production de stimulants de type amphétamine, 2005

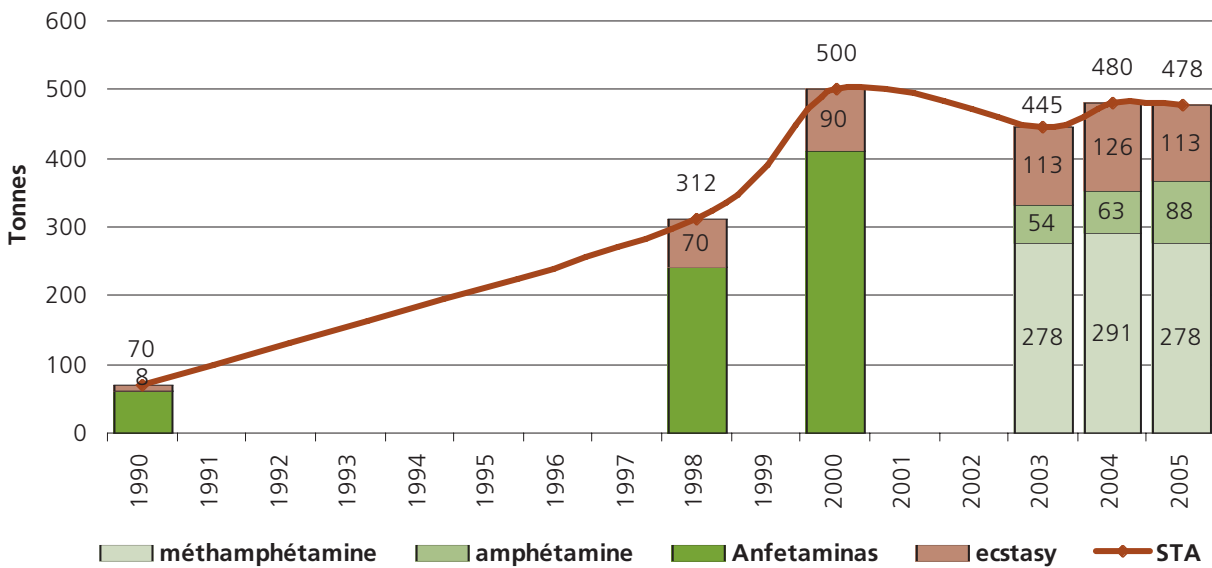
Fondée sur	"Amphétamines" (méthamphétamine + amphétamine)		Ecstasy		Total	
	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette	Estimation	Fourchette
Consommation	308	246 – 369	125	112 – 139	433	358 – 508
Saisies de drogues	307	282 – 332	80	66 – 94	387	348 – 426
Saisies de précurseurs	483	322 – 690	132	88 – 189	615	410 – 879
Moyenne de toutes les estimations	366	308 – 438*	113	95 – 132*	478	417 – 553*
Estimations arrondies	370	310 – 440*	110	90 – 130*	480	410 – 560*

* Les fourchettes sont calculées sur la base des statistiques de 'propagation de l'erreur'

Fourchette maximale pour l'ensemble des résultats : 358-879 tonnes

Sources: Estimations de l'ONUDC fondées sur les réponses au Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA et OICS, *Précurseurs 2006*, mars 2007.

¹ La production de stimulants de type amphétamine (STA) ne peut être estimée qu'indirectement. Une méthode pour ce faire a été mise au point par l'ONUDC et publiée dans le rapport *Ecstasy et amphétamines - Enquête mondiale, 2003*. Elle est décrite plus en détail à la section "Méthodologie".

Fig. 100: Estimations de la production de stimulants de type amphétamine

Sources: Estimations de l'ONUDC fondées sur les données tirées des réponses au Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA et OICS: Précurseurs 2006, mars 2007; UNODC: Rapport mondial sur les drogues 2006 (et années précédentes) et ONUDC: Ecstasy et amphétamines - Enquête mondiale, 2003.

Les saisies de laboratoires et de précurseurs des STA diminuent

Les saisies et le démantèlement de laboratoires sont l'un des éléments clés de la répression de l'offre. En 2005, plus de 95 pour cent des laboratoires de STA démantelés dans le monde produisaient de la méthamphétamine. En comparaison, les laboratoires produisant de l'amphétamine et de l'ecstasy étaient négligeables. La production de méthamphétamine est très dispersée; qui plus est, elle peut aussi bien être produite dans des "labos de cuisine" que dans des laboratoires hautement perfectionnés. Les petits laboratoires de cuisine, faciles à improviser, forment l'écrasante majorité des laboratoires de méthamphétamine démantelés. Le nombre de laboratoires démantelés dans le monde a très abruptement augmenté, passant de 550, en 1990, à 18 500 (un record !), en 2004; il est ensuite tombé à 13 400, en 2005. En conformité avec les estimations de la production de STA, la proportion de laboratoires produisant de l'amphétamine a augmenté, tandis que celle des laboratoires produisant de l'ecstasy et de la méthamphétamine a chuté.

On observe une caractéristique analogue en ce qui concerne les saisies de précurseurs de STA, autre élément clé de la répression de l'offre.² Exprimées en équivalents poids de STA, les saisies de précurseurs de STA ont crû, passant de 5 t, en 1990, à un chiffre record de 323 t, en 2004. En

2005, elles sont retombées à 54 t. La moitié, environ, des précurseurs de STA saisis aurait pu servir à la fabrication de méthamphétamine, 25 pour cent à celle d'amphétamine et 25 pour cent à celle d'ecstasy.

En 2005, les saisies mondiales de STA comprenaient :

- Assez d'éphédrine et de pseudo-éphédrine pour produire quelque 28 t de méthamphétamine;
- Assez de P-2-P pour produire 1,5 t, environ, d'amphétamine, et assez d'acide phénylacétique³ pour fabriquer quelque 12 t d'amphétamine;
- Assez de 3,4-MDP-2-P (également connu sous le nom de PMK) pour produire 10 t de MDMA (ecstasy), assez de pipéronal pour produire 2 t de MDMA; et de petites quantités de saffrole et d'isosaffrole, suffisant à produire quelque 11 kg de MDMA.

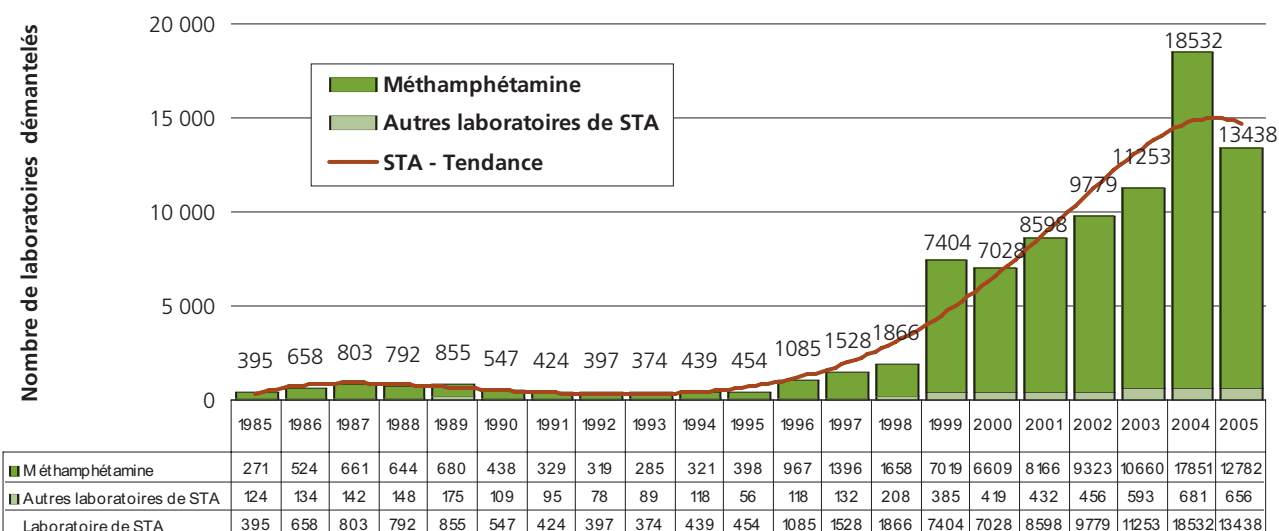
La forte baisse des saisies de précurseurs des STA en 2005 est liée au succès du contrôle des précurseurs, qui consiste à prévenir le détournement de produits chimiques en vue d'une fabrication illicite. Si les expéditions de précurseurs suspects sont suspendues ou entravées, il va de soi que le volume des saisies diminuera. Dans le cadre du projet PRISM (qui s'occupe des précurseurs nécessaires à la fabrication de drogues de synthèse), un groupe spécial, l'OICS, constitué de représentants de plusieurs pays et organisa-

² Sauf indication contraire, les données concernant les saisies de précurseurs proviennent de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS): 2006 - Précurseurs et produits chimiques fréquemment utilisés dans la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, New York 2007 (et années précédentes); ci-après cité sous le titre de: OICS: précurseurs 2006.

³ Le P-2-P ou 1-phényl-2-propanone, également connu sous le nom de BMK, sert généralement à fabriquer de l'amphétamine, mais il peut également servir à fabriquer de la méthamphétamine; l'acide phénylacétique est un précurseur qui sert à la production de P-2-P - c'est donc un 'pré-précurseur' servant à la fabrication d'amphétamine.

⁴ Le pipéronal, le saffrole et l'isosaffrole sont, tous trois, des 'précurseurs' servant à la production de 3,4-MDP-2-P; ce sont donc des 'pré-précurseurs' utilisés dans la fabrication de MDMA.

Fig. 101: Nombre de laboratoires de STA démantelés, 1985-2005



Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

tions internationales, a été informé de quelque 1 900 expéditions contenant de l'éphédrine et de la pseudo-éphédrine, entre novembre 2004 et octobre 2005⁵. Entre novembre 2005 et octobre 2006, plus de 2 200 expéditions de précurseurs des STA ont été contrôlées. Cela a débouché sur 99 enquêtes détaillées, dont 40 cas impliquant 165 t d'éphédrine et de pseudo-éphédrine et qui ont fait l'objet d'une interdiction ou d'une suspension.⁶

En réduisant l'approvisionnement en matières premières des laboratoires illicites fabriquant des STA, le contrôle des précurseurs commence à porter ses fruits. En conséquence, les pré-précurseurs (tels que les extraits d'éphédra) font l'objet d'un trafic de plus en plus intense. En outre, de nouveaux itinéraires – parfois insolites – ont été imaginés pour l'acheminement des précurseurs chimiques, en vue de circonvenir les contrôles désormais plus étroits. Le trafic de pseudo-éphédrine en provenance d'Asie et destiné à l'Amérique du Nord⁷ via la République démocratique du Congo en est un bon exemple.

La production de méthamphétamine diminue aux États-Unis

Des indications probantes montrent que la production intérieure de méthamphétamine a baissé aux États-Unis⁸,

comme en atteste la diminution du nombre de démantèlements de laboratoires de méthamphétamine, qui est tombé de 17 199, en 2004, à 12 144, en 2005. Le contrôle des précurseurs a également eu un impact positif. Les saisies de pseudo-éphédrine en Amérique du Nord ont abrupement chuté, passant du niveau record de 174,4 t, en 2004, à 0,6 t, en 2005. Les saisies d'éphédrine ont également baissé, passant de 2,1 à 1,4 t⁹. Exprimés en équivalents STA, les précurseurs saisis en 2004 auraient suffi à produire 118 t de méthamphétamine; quant aux précurseurs saisis en 2005, ils n'auraient permis de produire que 1,3 t.¹⁰

Les États-Unis ont également réduit la disponibilité des préparations pharmaceutiques en vente libre contenant des précurseurs des STA, en particulier la pseudo-éphédrine. Des contrôles analogues ont permis au Canada de réduire (depuis 2003) le flux transfrontalier des médicaments en vente libre contenant de la pseudo-éphédrine. Ces mesures ont obligé nombre de laboratoires de cuisine à fermer, d'où le moindre nombre de démantèlements de laboratoires aux États-Unis en 2005 – cette tendance semble s'être maintenue en 2006.

Les laboratoires des États-Unis n'en ont pas moins représenté 95 pour cent de tous les démantèlements opérés dans le monde en 2005. De même, en 2004 et 2005, les saisies d'éphédrine et de pseudo-éphédrine aux

⁵ OICS, Précurseurs 2006.

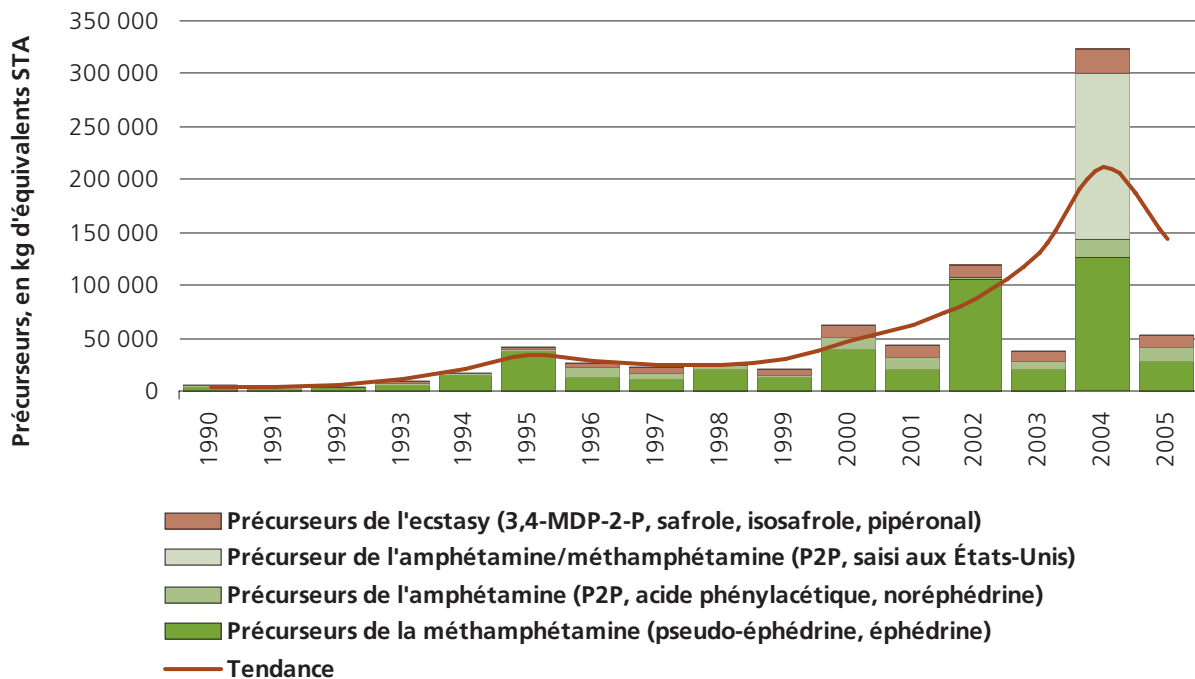
⁶ 'Role of Project PRISM in countering synthetic drugs and their precursors', présentation de l'OICS à la Conférence sur la "Coopération Europe-Asie en ce qui concerne les drogues de synthèse et leurs précurseurs", Paris, 6-7 Mars 2007. Il s'agit là de grosses quantités. À titre de comparaison, le commerce licite total d'éphédrine et de pseudo-éphédrine est estimé à quelque 530 t et 1 200 t, respectivement. [Source: OICS: Précurseurs 2005]. Les 165 t représentées par des expéditions interdites/suspendues auraient servi à fabriquer 110 t de méthamphétamine. Parvenue sur le marché illicite, celle-ci aurait augmenté de 40 pour cent la production mondiale de méthamphétamine.

⁷ OICS, Précurseurs 2006.

⁸ Office of National Drug Control Policy, Drug Facts - Methamphetamine; <http://www.whitehousedrugpolicy.gov/drugfact/methamphetamine/index.html>

⁹ OICS, Précurseurs 2006.

¹⁰ En appliquant les ratios de production plus élevés utilisés par les autorités américaines, qui reflètent des savoirs et des équipements plus perfectionnés que dans bien d'autres régions du monde, on serait tombé d'une capacité de production potentielle de méthamphétamine de 159 t, en 2004, à 1,8 t, en 2005.

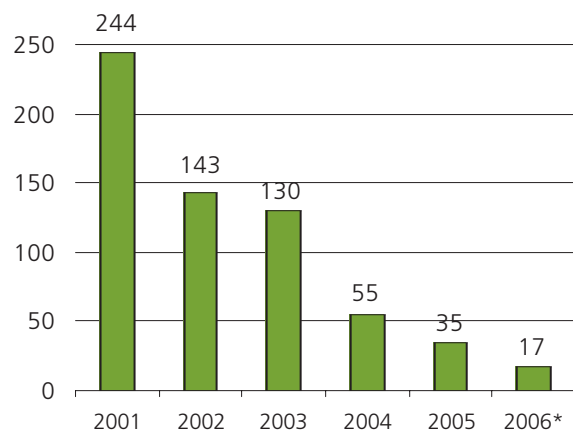
Fig. 102: Saisies mondiales de précurseurs des STA, exprimées en kilogrammes d'équivalents STA

Source: ONUDC - calculs fondés sur: OICS, Précurseurs 2006, mars 2007.

États-Unis ont représenté 76 pour cent des saisies mondiales de précurseurs de la méthamphétamine.

La production de méthamphétamine, naguère concentrée dans l'ouest et le sud-ouest, s'est maintenant étendue à l'ensemble des États-Unis ; des laboratoires de méthamphétamine clandestins ont été démantelés dans les 50 États américains en 2005. Le nombre de super-laboratoires démantelés¹¹ a toutefois chuté, passant de 244 en 2001 à 35, en 2005. Une nouvelle baisse est escomptée en 2006. La plupart des super-laboratoires (30 sur 35) étaient établis en Californie.¹²

Pour l'Amérique du Nord dans son ensemble, les baisses enregistrées aux États-Unis ont été partiellement compensées par la hausse de production de certains super-laboratoires du Mexique. Le nombre de laboratoires de méthamphétamine démantelés au Mexique a nettement augmenté, passant de 10, en 2002, à 18, en 2004, puis à 34, en 2005. Jusqu'à tout récemment, il était facile de se procurer de la pseudo-éphédrine et de l'éphédrine dans le pays. Mais les autorités mexicaines ont récemment pris des mesures pour empêcher le détournement de ces deux produits chimiques. Ces mesures ont permis de réduire les importations d'éphédrine et de pseudo-éphédrine de 40 pour cent en 2005 (les ramenant à 133 t); une nouvelle réduction de près de 50 pour cent est prévue en 2006¹³, ce qui devrait les ramener à quelque 70 t.

Fig. 103: Nombre de super-laboratoires de méthamphétamine démantelés aux États-Unis

* Les données pour 2006 ne sont pas encore complètes (car elles ne vont que jusqu'à septembre)

Source: National Clandestine Laboratory Seizure System, cité dans: National Drug Intelligence Centre, National Drug Threat Assessment 2007.

... reste un problème en Asie de l'Est et du Sud-Est ...

Bien que le nombre de laboratoires de méthamphétamine démantelés en Asie de l'Est et du Sud-Est ait augmenté en

¹¹ On entend par super-laboratoire un laboratoire clandestin capable de produire plus de 5 kg de substance en 24 heures. OICS, Précurseurs 2006

¹² National Drug Intelligence Centre, National Drug Threat Assessment 2007, Oct. 2006.

¹³ National Drug Intelligence Centre, National Drug Threat Assessment 2007, Oct. 2006; Selon les données recueillies par l'OICS, les importations de pseudo-éphédrine seraient tombées de 177,8 t, en 2004, à 107,7 t, en 2005, celles d'éphédrine de 118 kg, en 2004, à 64 kg, en 2005, ce qui correspond également à une baisse globale de l'ordre de 40 pour cent.

2005, passant à 49, il reste inférieur aux niveaux atteints en 2001 (63) ou en 1999 (64). Au cours de la dernière décennie, de nombreux pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont signalé la saisie de laboratoires de méthamphétamine. Ce sont, par ordre d'importance : la Chine, la Thaïlande, les Philippines, Myanmar, Taiwan (province de Chine), la République de Corée, le Cambodge, la Région administrative spéciale de Hong Kong (Chine), l'Indonésie, le Viet Nam et la Malaisie. En 2005, le plus grand nombre de laboratoires démantelés a été notifié par la Chine (37), les Philippines (7), et le Myanmar (2), suivis par l'Indonésie, la RAS de Hong Kong (Chine) et le Viet Nam (presse a comprimés).

Il semblerait que la République démocratique de Corée fabrique, elle aussi, de la méthamphétamine. Les autorités japonaises ont signalé le démantèlement, en mai 2006, d'un groupement de trafiquants nord-coréens qui travaillait, semble-t-il, en étroite collaboration avec des groupements criminels japonais. Au cours de la période 1997-2002, près de 40 pour cent de toute la méthamphétamine confisquée à l'occasion des grosses saisies opérées au Japon provenait, pensait-on, de Corée du Nord. Ce pourcentage a très nettement baissé depuis. Selon les autorités japonaises, plus de la moitié de la méthamphétamine saisie depuis 2002 serait provenue de Chine.¹⁴

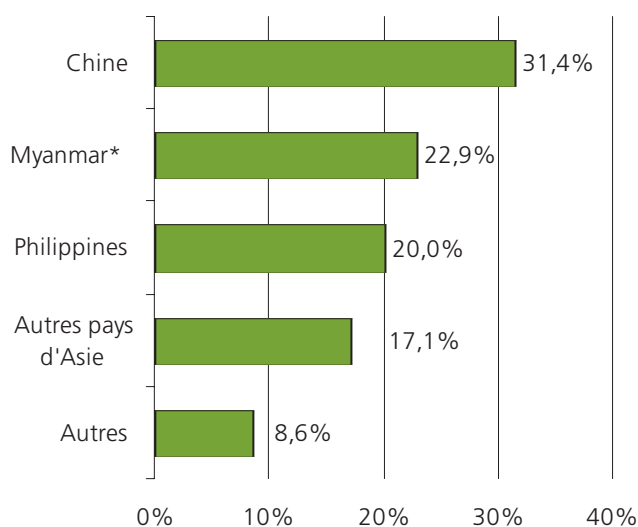
Une façon de mesurer indirectement la production de méthamphétamine consiste à analyser le nombre de fois où un pays est cité par le pays effectuant la saisie comme pays d'origine de la drogue saisie. Cette information est généralement fournie dans le Questionnaire destiné aux rapports annuels. En utilisant cette méthode¹⁵, il semble que les trois principaux producteurs de méthamphétamine au cours de la période 2003/5 soient la Chine, le Myanmar, les Philippines et les 'autres pays d'Asie'. Ce dernier groupe comprend des pays tels que l'Indonésie, la République populaire démocratique lao et l'Inde, qui produisent principalement pour le marché local.

La Chine a signalé le démantèlement de 37 laboratoires de méthamphétamine en 2005, et de 51 autres au cours du premier semestre de 2006. Un tiers d'entre ces derniers aurait eu lieu dans la province de Guangdong.¹⁶ Et de fait, le gros de la production de méthamphétamine en Chine semble concentré dans deux provinces du sud-est : Guangdong et Fujian. Toutefois, les contrôles devenant plus stricts dans ces provinces, la production clandestine s'étend maintenant à plusieurs zones de l'intérieur dans les provinces de la Chine centrale, australe et septentrionale.¹⁷

La production de méthamphétamine au Myanmar est concentrée dans les États Chan, frontaliers de la Chine et de la Thaïlande; sa production vise surtout l'exportation vers ces pays. Selon la Thaïlande, le gros de la méthamphétamine trouvée sur ses marchés provient du Myanmar et est introduit en contrebande au travers de la frontière, ou via la RDP lao et le Cambodge. Cet itinéraire du trafic est, semble-t-il, de plus en plus emprunté. La plus forte croissance enregistrée ces derniers temps concerne toutefois la méthamphétamine destinée au marché chinois. Les autorités chinoises rapportent qu'en 2006, 55% des saisies ont été effectuées dans la province de Yunnan (contre 33% en 2005). Cela semble indiquer que la méthamphétamine produite au Myanmar pénètre de plus en plus le marché chinois et contrebalance partiellement les succès remportés dans le démantèlement des laboratoires illicites.¹⁸

La méthamphétamine produite aux Philippines alimente à la fois le marché intérieur et les pays voisins. Elle est concentrée depuis un certain temps déjà dans la zone du Grand Manille. Les efforts énergiques déployés pour démanteler les laboratoires clandestins ont provoqué une

Fig. 104: Pays d'origine de la méthamphétamine d'après les pays d'Asie, 2003-2005



* Nombre de fois où un pays a été identifié par d'autres pays d'Asie comme pays source pour la production de méthamphétamine au cours de la période 2003/5, exprimé en pourcentage du nombre de rapports (N = 35). L'expression 'pays d'origine' s'applique aux pays dont on a pu établir que les expéditions de drogues étaient parties..

Source: UNODC, Annual Reports Questionnaire Data / DELTA.

¹⁴ Présentation de Hiroto Yoshimura, Chef adjoint de la Police nationale du Japon, à l'occasion de la 50e réunion de la Commission des stupéfiants, Vienne, 12-16 mars 2007.

¹⁵ Information fournie par 10 pays d'Asie faisant rapport au cours de la période 2003-2005.

¹⁶ Bureau de la Commission nationale chinoise de contrôle des stupéfiants (NNCCC): The Current ATS Problem and Control Situation in the PRC, Sept. 20, 2006.

¹⁷ Zhao Wanpeng (Directeur adjoint de la Division de la coopération internationale, Bureau du contrôle des stupéfiants, Ministère de la sûreté publique, République populaire de Chine) "Measures Implemented in China for the prevention of Illicit Production of Synthetic Drugs and their Precursors" - Intervention à la Conférence "Coopération Europe-Asie sur les drogues de synthèse et leurs précurseurs", Paris, 6-7 mars 2007.

¹⁸ *ibid.*

pénurie de drogue et fait plus que doubler les prix à Manille en 2006. La production de méthamphétamine s'étend progressivement à d'autres provinces, dont la région de Mindanao, où une insurrection locale sévit depuis de nombreuses années.¹⁹

On peut tirer une autre indication indirecte de la production de méthamphétamine de la localisation des saisies d'éphédrine et de pseudo-éphédrine. Les plus grosses saisies opérées en Asie au cours de la période 2004-2005 ont été signalées par la Chine (qui est aussi l'un des grands producteurs licites d'éphédrine et de pseudo-éphédrine), suivie par les Philippines, Myanmar, l'Indonésie et l'Inde (autre grand producteur licite d'éphédrine et de pseudo-éphédrine) et, à un degré nettement moindre, la RAS de Hong Kong (Chine) et la Thaïlande. Ensemble, les pays d'Asie ont représenté 89 pour cent des saisies mondiales d'éphédrine et de pseudo-éphédrine en 2005.²⁰

... donne des signes de stabilisation en Océanie ...

Après un accroissement massif étalé sur plusieurs années, certains signes donnent à penser que la production intérieure de méthamphétamine est en voie de se stabiliser en Océanie. Plusieurs indicateurs australiens vont en ce sens. Une grande majorité des usagers australiens de méthamphétamine rapportent que sa disponibilité s'est stabilisée en 2005. Lors de la période 2004/5, les autorités australiennes ont démantelé 381 laboratoires de STA, dont la plupart produisaient de la méthamphétamine (ils n'étaient que 199 en 2000/2001). Les saisies d'éphédrine, de pseudo-éphédrine et de P-2-P ont toutes augmenté en 2005. Les prix de la méthamphétamine ont crû de près de 70 pour cent entre 2000 et 2005.²¹ En 2006, la surveillance et le contrôle des ventes de préparations pharmaceutiques contenant de la pseudo-éphédrine ont été améliorés. Entre autres mesures, un système informatisé qui permet aux pharmaciens de conserver la trace des achats de pseudo-éphédrine de leurs clients est maintenant installé dans tout le pays. Les premières évaluations du système semblent indiquer qu'il a contribué à réduire la production locale de méthamphétamine. Avec, comme toile de fond, une stabilisation de la production intérieure, il semble que certains s'efforcent désormais d'importer de la méthamphétamine, dont le crystal ice, d'Asie du Sud-Est, en particulier de Chine.²²

... reste limité en Europe ...

La production de méthamphétamine en Europe reste limitée à un petit nombre de pays. Seules la République tchèque et la République de Moldova ont signalé le démantèlement de laboratoires de méthamphétamine en 2005. Au cours de la dernière décennie, la République tchèque, la République de Moldova et la Slovaquie ont régulièrement signalé des saisies de laboratoires. De telles saisies ont quelquefois été faites en Ukraine, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Lituanie et en Bulgarie. Certaines indications donnent à penser qu'il existerait une production de méthamphétamine en Fédération de Russie, encore qu'aucune saisie de laboratoire n'ait été signalée.²³

Le nombre total de laboratoires démantelés en Europe accuse néanmoins une tendance manifeste à la hausse : de moins de 20, en 1995, ils sont passés à 127, en 2000, et à 310, en 2005. La majorité d'entre eux étant de petits laboratoires de cuisine, la production effective de méthamphétamine reste limitée. Bien qu'encore dérisoires comparées à celles de l'amphétamine, les quantités de méthamphétamine saisies en Europe ont plus que quadruplé entre 2000 et 2005.

L'ensemble de l'Europe a représenté 6 pour cent, environ, des saisies mondiales d'éphédrine au cours de la période 2004-2005. Les pays ci-après (énumérés par ordre d'importance) ont signalé des saisies de précurseurs de la méthamphétamine pendant cette même période : République tchèque, Grèce, Fédération de Russie, Royaume-Uni, Bulgarie, Allemagne, Islande, Roumanie, Hongrie, Slovaquie, Ukraine, France, Norvège et Lettonie. En 2006, EUROPOL a constaté une augmentation des exportations, des transbordements et des détournements d'éphédrine et de pseudo-éphédrine à destination de l'Union européenne.²⁴

... et commence à poser problème en Afrique australe

La production de méthamphétamine devient un problème en Afrique australe. Ce fait se trouve confirmé par les indicateurs de la demande, notamment à Cape Town. Le nombre de laboratoires démantelés a régulièrement augmenté, passant de 1, en 2002, à 4, en 2004, puis à 11, en 2005. L'éphédrine et la pseudo-éphédrine, provenant principalement de Chine, sont toutes deux saisies aujourd'hui dans le pays. Mais rien jusqu'ici n'indique que la méthamphétamine soit produite aux fins d'exportation.

¹⁹ U.S. Dept. of State, 2007 International Narcotics Control Strategy Report, March 2007.

²⁰ OICS, Précurseurs 2006.

²¹ UNODC calculation, based on NDARC, Australian Drug Trend 2005, Findings from the Illicit Drug Reporting System (IDRS), NDARC Monograph No. 59, Sydney 2006. Prices weighted by reported methamphetamine offences.

²² Australian Crime Commission (ACC), Illicit Drug Data Report 2004-2005, May 2006.

²³ La Fédération de Russie n'a rapporté que les saisies de laboratoires d'amphétamine; nombre d'entre eux peuvent toutefois avoir produit de la méthamphétamine. Le principal précurseur des STA saisi en Russie est l'éphédrine. Cela semblerait indiquer une production de méthamphétamine ou de methcathinone, localement connue sous le nom d'éphédrone). Par contraste, aucune saisie de P-2-P ou d'acide phénylacétique qui pourrait confirmer la production d'amphétamine dans le pays n'a été signalée ces dernières années.

²⁴ EUROPOL, "Production and Trafficking of Synthetic Drugs and Precursors", La Haya, 1^o de marzo de 2007.

La production mondiale d'amphétamine accuse une tendance à la hausse

La production mondiale d'amphétamine semble en hausse. Le nombre de laboratoires démantelés est passé de 336, en 2000, à 499, en 2004, puis à 569, en 2005.²⁵ Les saisies d'amphétamine ont quadruplé entre 2000 et 2005, et plus que doublé entre 2004 et 2005.

L'essentiel de la production illicite d'amphétamine continue d'avoir lieu en Europe, où ont été opérées 80 pour cent des 187 saisies de laboratoires effectuées dans le monde. De même, sur les 24 pays qui ont notifié le démantèlement de laboratoires d'amphétamine entre 2000 et 2005, 18 étaient situés en Europe. En 2005, les plus nombreuses saisies de laboratoires européens ont eu lieu en Fédération de Russie (108);²⁶ venaient ensuite la Pologne (20), les Pays-Bas (8), la Belgique (6), l'Allemagne (6), la Lituanie (1) et le Bélarus (1). L'année précédente, la Bulgarie (7), l'Espagne (2), l'Estonie (1) et la Norvège (1) avaient également signalé le démantèlement de laboratoires d'amphétamine.

En Fédération de Russie, les saisies d'éphédrine semblent indiquer que la méthamphétamine est le principal STA produit. Selon EUROPOL, toutefois, le précurseur BMK (ou P-2-P, qui sert généralement à produire de l'amphétamine) provenant de Russie a été détecté dans l'Union européenne en 2004. Ces précurseurs sont marqués avec du 4-tert-butyl (le prétendu facteur TB) et leur origine a

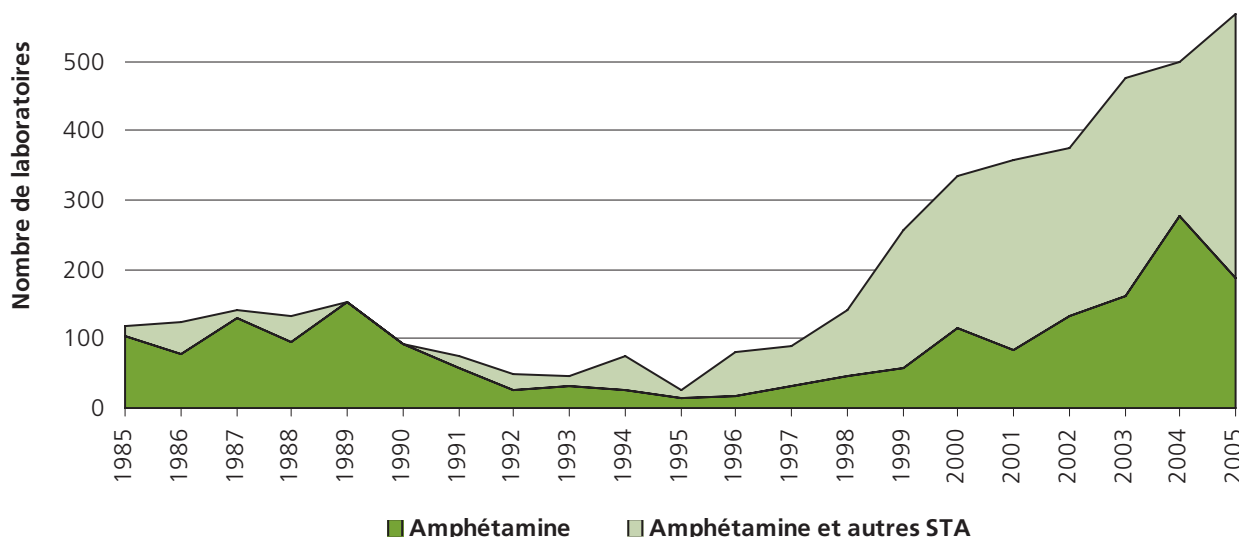
ainsi pu être identifiée. Ils sont entrés en Russie via la Lettonie ou le Bélarus, la Lituanie, la Pologne et l'Allemagne et acheminés vers les centres de production d'amphétamine de Belgique, des Pays-Bas et de Pologne. Ils semblent avoir progressivement remplacé le BMK chinois.²⁷ Vu la facilité apparente avec laquelle on peut se procurer du BMK en Russie, un nombre non négligeable de laboratoires démantelés auraient assurément pu produire de l'amphétamine pour le marché intérieur. Rien n'indique que l'amphétamine produite en Russie soit exportée.

Indépendamment de la Fédération de Russie, les plus nombreux de laboratoires d'amphétamine démantelés au cours de la période 2000-2005 se situaient en Pologne (91) et aux Pays-Bas (60), suivis par l'Allemagne (18), la Bulgarie (15), la Belgique (14) et le Royaume-Uni (12).

Hors d'Europe, les plus nombreuses saisies de laboratoires d'amphétamine effectuées en 2005 ont été signalées par l'Afrique du Sud (28) et les États-Unis (9). Les années précédentes, des saisies de laboratoires avaient été signalées par le Canada (22 en 2000), l'Indonésie (6 en 2003), le Mexique (1 en 2003) et le Chili (1 en 2002). En outre, un certain nombre de laboratoires d'amphétamine sont démantelés chaque année en Australie.

Comme nous l'avons vu ci-dessus dans le cas de la méthamphétamine, une autre façon de mesurer indirectement la production consiste à repérer l'origine des saisies d'amphétamine, telle qu'identifiée (c'est-à-dire mention-

Fig. 105: Nombre de laboratoires d'amphétamine démantelés et signalés à l'ONUUDC, 1985-2005



Source: ONUUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

²⁵ Nous l'avons dit ci-dessus, certaines indications donnent à penser que certains de ces laboratoires ont effectivement produit de la méthamphétamine.

²⁶ EUROPOL, "Production and Trafficking of Synthetic Drugs and Precursors", The Hague, 1 March 2007.

²⁷ EUROPOL, "Production and Trafficking of Synthetic Drugs and Precursors", The Hague, 1 March 2007

née) et signalée par les États membres. L'Europe dans son ensemble compte pour 83 pour cent de ces mentions. Sur cette base, la plus forte production d'amphétamine semble avoir lieu aux Pays-Bas (24% des mentions), suivis par la Pologne (15%) et la Belgique (9%); viennent ensuite les pays de la Baltique (Lithuanie et Estonie), la région des Balkans (Serbie-Monténégro, Bulgarie, la Bosnie-Herzégovine) et l'Allemagne. Si l'on compare ces résultats à ceux des années précédentes, l'impression se dégage que l'importance des Pays-Bas, de la Belgique et de l'Allemagne comme producteurs d'amphétamine décline depuis quelque temps et que la production se déplace en direction de l'Europe de l'Est.

Les saisies des précurseurs de l'amphétamine suivent un schéma parallèle à celui évoqué ci-dessus. Au cours de la période 2004-2005, la plupart des saisies de précurseurs de l'amphétamine (P-2-P) ont été opérées aux Pays-Bas (6 620 litres) et en Pologne (4 996 litres). Venait ensuite l'Allemagne (1 310 litres). De moindres quantités ont été signalées par l'Estonie (27 litres), l'Irlande (26 litres), la Lithuanie (24 litres), le Bélarus (18 litres) et la Bulgarie (16 litres). Si l'on élargit la période couverte par l'enquête, on relève que d'importantes saisies de P-2-P ont aussi été signalées par la Belgique (4000 litres en 2001) et le Royaume-Uni (120 litres en 2002). Au cours des cinq dernières années, ce sont les Pays-Bas qui ont signalé, chaque année, les plus fortes saisies de P-2-P en Europe; mais le volume de ces saisies a diminué et elles ont chuté, tombant de 18 238 litres, en 2001, à 340, en 2005).

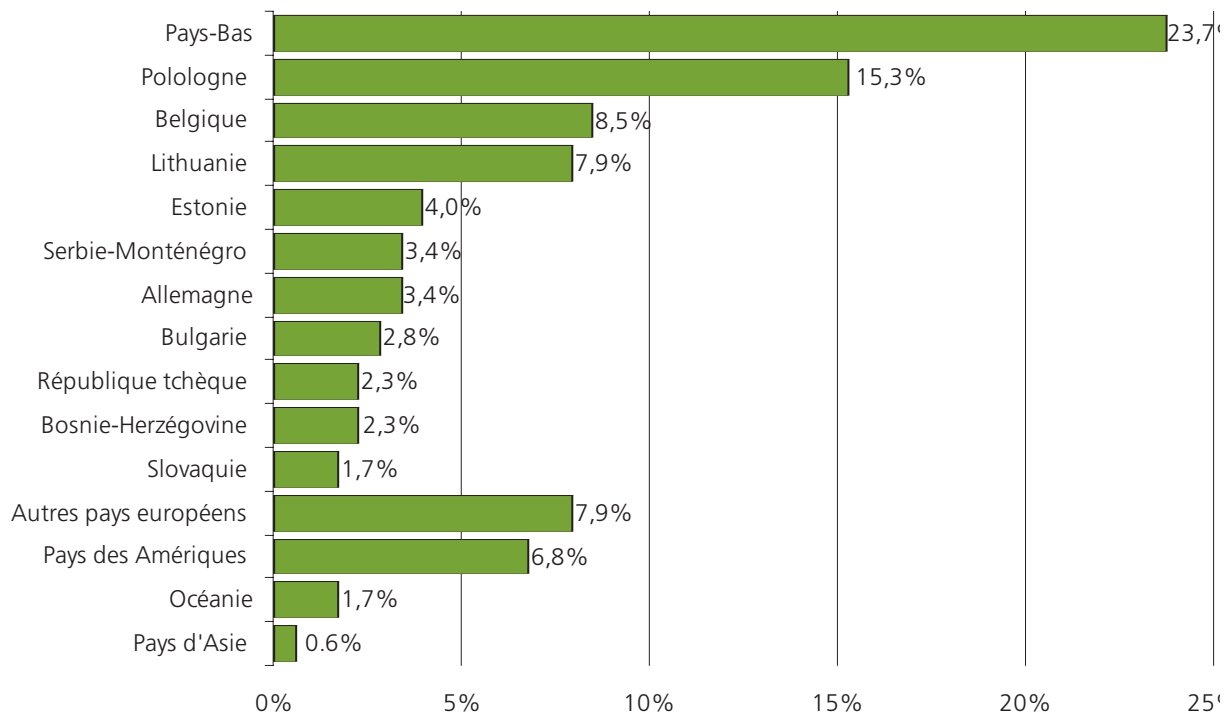
La production mondiale d'ecstasy chute, reflétant les déclinés enregistrés en Europe, la principale zone de production

Le nombre total de laboratoires d'ecstasy démantelés a diminué de 40 pour cent en 2005, où 52 laboratoires ont été fermés, soit 20 pour cent de moins qu'en 2000. Les saisies des précurseurs de l'ecstasy ont, elles aussi, chuté de 40 pour cent en 2005. Parallèlement, les saisies mondiales d'ecstasy ont diminué d'un tiers en 2005. Tout cela semble indiquer que la production mondiale d'ecstasy, après une forte hausse dans les années 1990, rétrécit désormais, principalement en raison de la baisse de production constatée en Europe.²⁸ Par contraste, la production continue d'augmenter dans plusieurs autres parties du monde.

Au cours de la période 2000-2005 (n = 379), 42 pour cent de l'ensemble des laboratoires d'ecstasy ont été démantelés en Europe, 41 pour cent dans les Amériques, 8 pour cent en Asie, 7 pour cent en Océanie, et 2 pour cent en Afrique. Depuis 2003, davantage de laboratoires ont été démantelés dans les Amériques qu'en Europe, et l'ecstasy destinée à la consommation intérieure de l'Amérique du Nord est de plus en plus produite localement. Aujourd'hui, la plupart des saisies d'ecstasy ont lieu le long de la frontière avec le Canada. La proportion d'ecstasy exportée d'Europe en contrebande (traditionnellement des Pays-Bas) vers les États-Unis a décliné ces dernières années. Parallèlement, certains rapports signalent un accroissement de la production d'ecstasy en Asie du Sud-Est.

Fig. 106: Origine de l'amphétamine, 2003-2005

(Informations fondées sur 177 mentions relatives à l'origine des saisies nationales d'amphétamine dans les rapports de 38 pays, au cours de la période 2003-2005)



Source: UNODC, Annual Reports Questionnaire Data / DELTA.

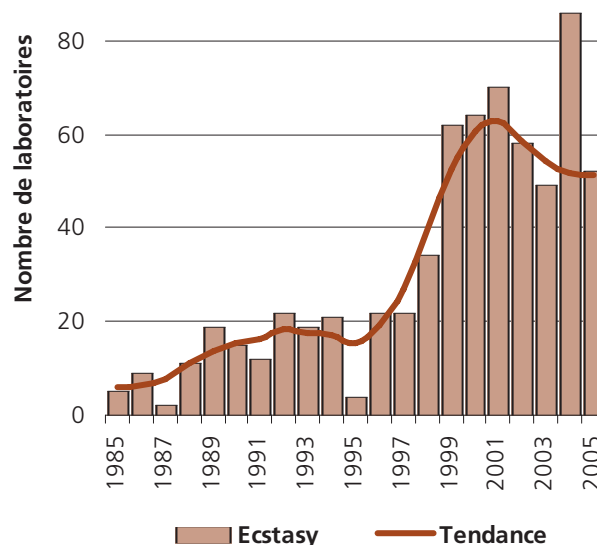
²⁸ La tendance à la baisse constatée en Europe a également été relevée par EUROPOL, cf. "Production and Trafficking of Synthetic Drugs and Precursors", The Hague, 1 March 2007.

En 2005, les plus nombreux démantèlements de laboratoires ont été signalés par le Canada (19) et les États-Unis (18), suivis par les Pays-Bas (8) et la Belgique (5). En outre, certains laboratoires d'ecstasy ont été démantelés en Australie, mais ont été inclus dans la catégorie laboratoires, sans ventilation détaillée. Des laboratoires d'ecstasy ont également été démantelés en Indonésie et en Inde en 2005.

Au cours de la période 2000-2005, les plus nombreux démantèlements de laboratoires ont eu lieu aux Pays-Bas (111), aux États-Unis (83), au Canada (71) et en Belgique (26). Plusieurs dizaines de saisies ont été notifiées par l'Australie, l'Indonésie et la Chine. Le Royaume-Uni, l'Afrique du Sud, la RAS de Hong Kong (Chine) et l'Estonie ont, chacun, démantelé un minimum de cinq laboratoires. Parmi les saisies opérées hors d'Europe, citons celles qui ont été effectuées en Nouvelle-Zélande, au Mexique, en Argentina, en Égypte, en Inde et en Malaisie.

En ce qui concerne l'origine des saisies d'ecstasy signalées ("mentionnées") par les États membres, plus d'un tiers (35%) des pays faisant rapport continuent de citer les Pays-Bas, suivis par la Belgique (9%), comme principal pays source (période 2003-2005). L'Europe dans son ensemble a représenté 81 pour cent de ces mentions. Peut-être s'agit-

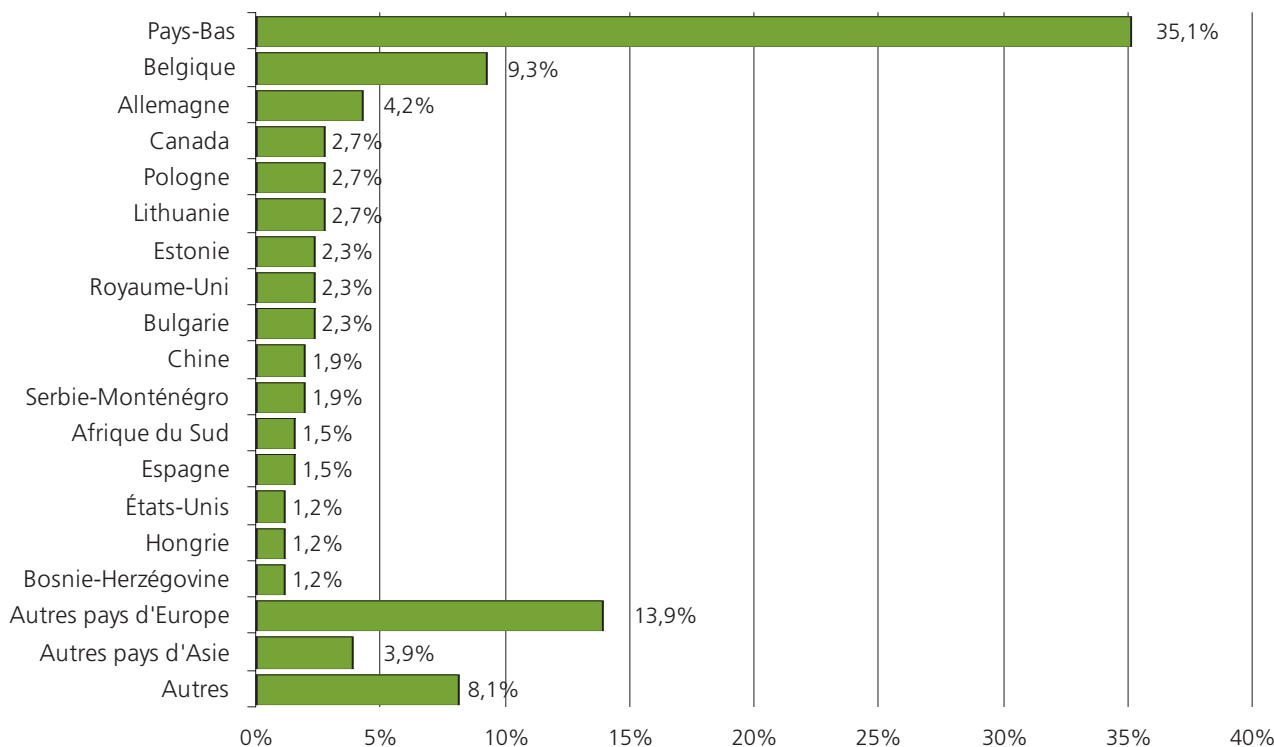
Fig. 108: Nombre de laboratoires d'ecstasy démantelés et signalés à l'ONUDC, 1985-2005



Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

Fig. 107: Origine de l'ecstasy, 2003-2005

(Informations fondées sur 259 mentions relatives à l'origine des saisies nationales d'ecstasy dans les rapports de 57 pays, au cours de la période 2003-2005)



Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

il toutefois d'un biais statistique, car 60 pour cent des pays faisant rapport sur l'origine de l'ecstasy²⁹ étaient des pays européens (34 sur 57), probablement plus enclins à citer d'autres pays européens comme source de l'ecstasy trouvée sur leurs marchés. Les mentions de pays d'origine semblent indiquer que le rôle des Pays-Bas comme principal centre de production d'ecstasy perd de son importance. Si, au cours de la période 2002-2004, 39 pour cent des mentions concernaient les Pays-Bas, ce pourcentage était tombé à 32 pour cent en 2005. Parmi les pays non européens fréquemment mentionnés comme source d'ecstasy, citons le Canada, la Chine, l'Afrique du Sud, les États-Unis et la RAS de Hong Kong (Chine).

Les saisies européennes de précurseurs de l'ecstasy (exprimées en équivalents potentiels d'ecstasy) ont représenté 60 pour cent des saisies mondiales de précurseurs au cours de la période 2001-2005. Ce pourcentage est tombé à 32 pour cent en 2005, autre signe indiquant que la production d'ecstasy est en baisse. Les plus grosses saisies de précurseurs en Europe (principalement 3,4-MDP-2-P ou PMK) ont été signalées par les Pays-Bas au cours de la période 2001-2005. Un net fléchissement a toutefois été constaté, puisque l'on est passé de près de 11 000 litres, en 2001, à 1 762 litres, en 2005. Il se peut donc que la production hollandaise d'ecstasy régresse. D'autres pays européens saisissent du PMK, mais de façon sporadique. Les plus grosses saisies de PMK ont été signalées, en 2004, par la Belgique (3 840 litres), et, en 2005, par la France (3 960 litres). Hors d'Europe, les plus fortes saisies de PMK ont eu lieu en Chine (5 331 litres en 2004) et dans la RAS de Hong Kong (Chine) (3 356 litres en 2005).

Jusque vers la fin de 2004, de grandes quantités de PMK pénétraient en contrebande dans plusieurs grands ports de l'Union européenne tels qu'Anvers, Hambourg et Rotterdam. L'amélioration de la coopération entre les autorités chinoises et européennes a permis, semble-t-il, de ralentir ce flux. Selon EUROPOL, les prix du PMK illicite ont augmenté dans l'Union européenne en 2005 et en 2006, ce qui indique un début de pénurie sur le marché. La production de grandes quantités d'ecstasy n'en a pas moins continué, d'où un certain nombre d'interrogations quant à l'origine des précurseurs de l'ecstasy trouvés en Europe. Certains semblent provenir de Chine, mais nombre d'autres itinéraires du trafic ont été découverts, dont cer-

tains, empruntant le rail, passent par l'Asie centrale, l'Asie de l'ouest et l'Europe de l'Est, et d'autres, empruntant la voie maritime, passent par l'Asie et l'Afrique.³⁰

Les marchés de STA d'Afrique et d'Amérique du Sud sont principalement alimentés par les détournements du commerce licite

La production de STA reste limitée à l'Amérique du Sud et à l'Afrique. La principale exception sur ce continent est l'Afrique du Sud où la production de STA, notamment la méthamphétamine et la methcathinone, a sensiblement augmenté ces dernières années. Entre 1995 et 1999, l'Afrique du Sud signalait le démantèlement d'un laboratoire par an, en moyenne. Ce chiffre est passé à 27, en 2004, et à 39, en 2005.

Bien que la production intérieure de STA soit limitée à l'Afrique et à l'Amérique du Sud, les enquêtes sur l'usage de drogues réalisées dans ces deux régions montrent que la consommation de STA est loin d'être négligeable. Cela signifie que les marchés sont alimentés par des STA détournés des circuits pharmaceutiques licites. En fait, les doses quotidiennes déterminées par 1'000 habitants pour les STA licitement produits se chiffrent à plus de 10, contre 1 et 2 en Europe et en Asie.³¹

Les pays d'Afrique du Nord et du Proche et Moyen-Orient sont également touchés par l'abus de STA; ceux-ci sont apparemment produits par le secteur illicite, encore que les sites de production soient inconnus. Les meilleurs exemples, en l'occurrence, sont le 'Maxiton Forte' et le 'Captagon'. Le premier, naguère une préparation pharmaceutique de dexafétamine, était fabriqué en France, mais sa production a cessé depuis longtemps. Certaines indications donnent à penser que le 'Maxiton Forte' vendu aujourd'hui sur les marchés illicites d'Égypte pourrait bien être de la méthamphétamine, vendue sous cette appellation désormais disparue. La source de cette production n'est toutefois pas connue. En Arabie saoudite et dans les pays voisins, il existe un autre marché de STA pour le 'Captagon' (à l'origine la dénomination commerciale de la fénétylline). Le 'Captagon', principalement composé aujourd'hui d'amphétamine, est introduit en contrebande au Proche et au Moyen-Orient via la Bulgarie, la Turquie, la Syrie et la Jordanie. Les autorités turques ont signalé une augmentation des saisies de cette substance en 2006.³²

²⁹ Au total, 190 pays ont fourni des informations à l'ONUDC au cours de la période 2000-2005; 43 d'entre eux (23 pour cent) étaient des pays européens. Sur les 103 pays qui ont fourni des renseignements relatifs aux saisies d'ecstasy au cours de la période 2000-2005, 42 (soit 41 pour cent du total) étaient des pays européens. Soixante pour cent des pays faisant rapport sur l'origine de l'ecstasy étant situés en Europe, il y a donc là un signe de suréchantillonnage.

³⁰ EUROPOL, *Production and Trafficking of Synthetic Drugs and Precursors*, The Hague, 1 March 2007.

³¹ Il s'agit des doses quotidiennes déterminées à des fins statistiques par 1'000 habitants pour les stimulants du Tableau IV licitement produits; voir: OICS - Substances psychotropes 2006.

³² Ministère de l'Intérieur/ Police nationale turque: Rapport sur les drogues et la criminalité organisée en 2006, mars 2007.

1.5.3 Trafic

Les saisies de STA sont supérieures à celles de la décennie précédente, mais restent inférieures à ce qu'elles étaient au début du nouveau millénaire

Le trafic des STA reste essentiellement intrarégional, tandis que celui de leurs précurseurs reste principalement interrégional.

Les saisies mondiales de STA ont augmenté à nouveau en 2005, passant à 43,4 t, mais restent de 11 pour cent inférieures à celles de 2000, ce qui indique une stabilisation du trafic à l'échelle mondiale. Au total, 104 pays et territoires ont signalé des saisies de STA à l'ONUUDC en 2005, quasiment le même nombre qu'en 2000 (99), mais plus qu'en 1995 (61) et en 1985 (40).

La méthamphétamine continue de représenter la plus grande partie des saisies mondiales de STA

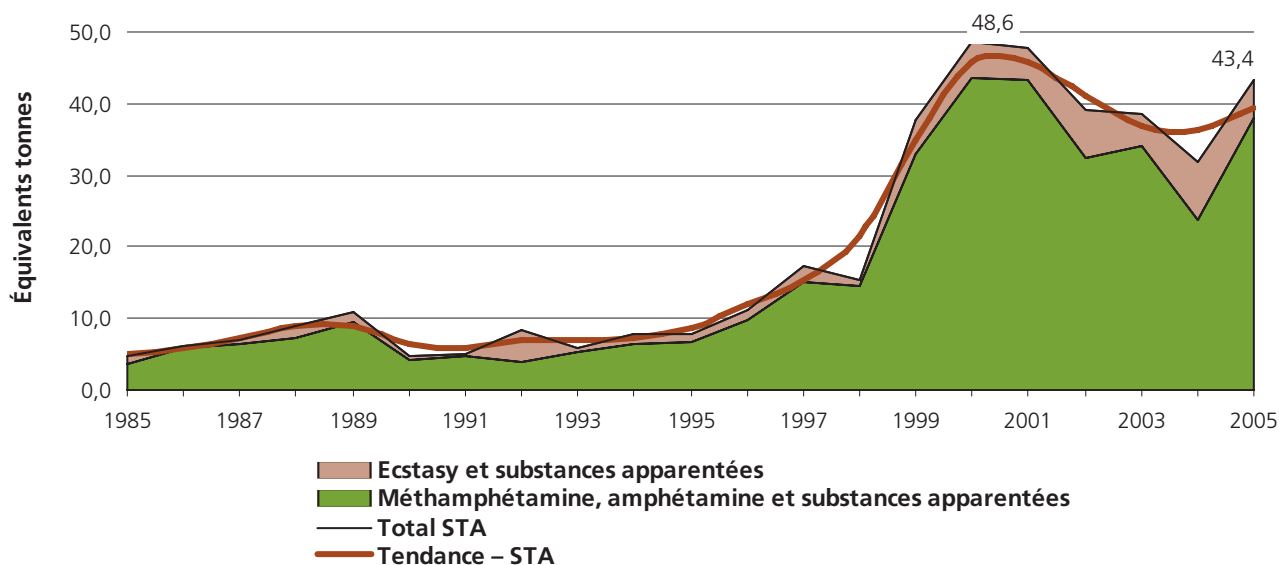
En 2005, à l'instar des années précédentes, la plupart des saisies de STA contenaient de la méthamphétamine. Elle

représentait 40 pour cent du total des saisies de STA (N=43,4 t), l'amphétamine 30 pour cent et les 'amphétamines non précisées'¹ 18 pour cent. Comme groupe, les 'amphétamines' constituaient 88 pour cent de l'ensemble des saisies de STA, l'ecstasy comptant pour les 12 pour cent restants.

Si l'on étend la durée couverte à la période 2000-2005, la part de la méthamphétamine passerait à 49 pour cent, la plaçant nettement devant les 'amphétamines non précisées' (23 pour cent), l'amphétamine (15 pour cent) et l'ecstasy (14 pour cent). La catégorie 'saisies d'ecstasy' couvre l'ensemble du groupe ecstasy, donc également les saisies de MDMA, de MDA et de MDME, encore que le gros des saisies d'ecstasy (plus de 90 pour cent du total) comprenne du MDMA.

Si les saisies de méthamphétamine ont crû en 2005, elles sont restées inférieures de moitié à celles de 2000. Les saisies d'ecstasy ont diminué en 2005 et sont revenues aux niveaux signalés en 2000/2001. En revanche, les saisies

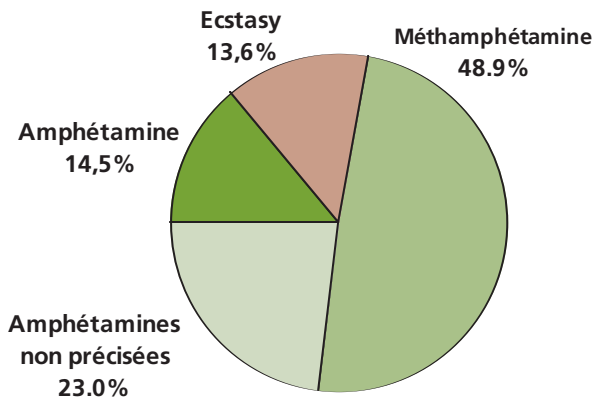
Fig. 109: Saisies* de stimulants de type amphétamine (STA), 1985-2005



* Note: Saisies exprimées en kilogrammes, litres et unités, une unité (ou pilule) d'ecstasy étant censée contenir, en moyenne, 100 mg de MDMA; une unité d'amphétamine/méthamphétamine est censée contenir 30 mg d'amphétamine/méthamphétamine; un litre est présumé équivaloir à un kilogramme. Jusqu'en 1999 les données concernant les 'autres hallucinogènes' étaient comprises dans celles concernant l'ecstasy, mais la plupart des années, la proportion d'ecstasy' semble avoir dépassé 90 pour cent du total (de 90 à 95 pour cent entre 2000 et 2005).

Source: ONUUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

¹ La catégorie 'STA non définies', 'amphétamines non définies' ou 'amphétamines non précisées' comprend les stimulants, dans les cas où les autorités n'ont pas été en mesure d'établir une distinction appropriée ou d'identifier les substances avec certitude, ainsi que les saisies de substances telles que la methcathinone (éphédron), le 'Captagon' (à l'origine de la fénétylline, aujourd'hui vraisemblablement de l'amphétamine) et le 'Maxiton Forte' (à l'origine de la dexamfétamine, aujourd'hui très probablement de la méthamphétamine).

Fig. 110: Ventilation des saisies de STA, par substance, 2000-2005 (N=34 tonnes p.a.)

Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

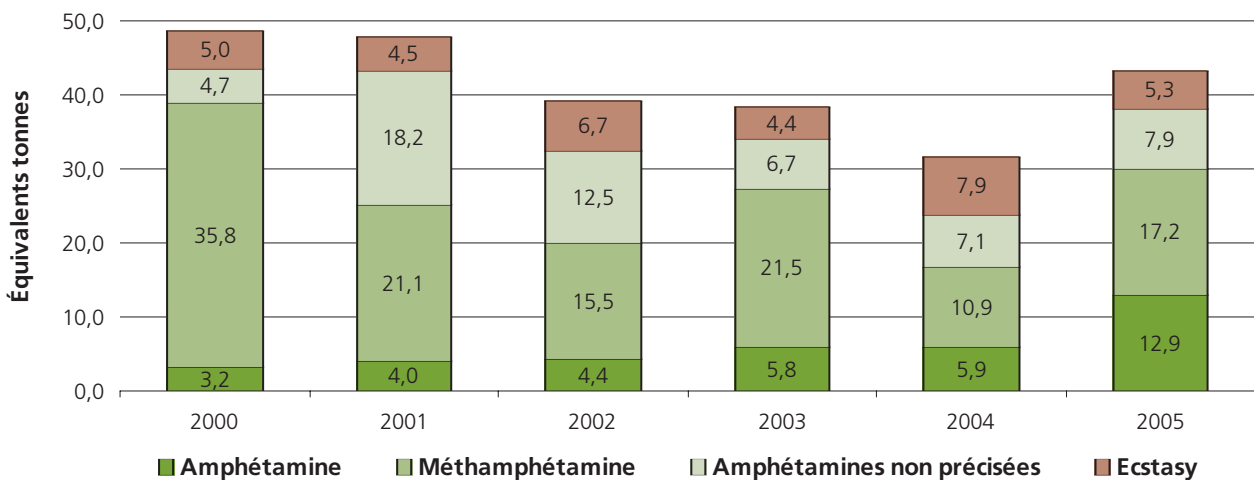
d'amphétamine ont marqué une nette tendance à la hausse entre la fin des années 1990 et 2005. Le recul des 'amphétamines non précisées' entre 2001 et 2005 reflète la baisse des saisies de 'Maxiton Forte' signalée par l'Égypte. La hausse constatée en 2005 est due aux saisies plus importantes de 'Captagon' notifiées par l'Arabie saoudite.

Au cours de la période 2004-2005, les plus fortes saisies mondiales de STA ont été effectuées en Asie de l'Est et du Sud-Est (32 pour cent), suivies par l'Europe occidentale et centrale (25 pour cent), et l'Amérique du Nord (18 pour cent). Les saisies opérées en Afrique du Nord (6 pour cent) reflètent principalement celles de 'Maxiton Forte' en Égypte. De même, les saisies effectuées dans la région du Proche et du Moyen-Orient (6 pour cent) portent sur des comprimés de 'Captagon' confisqués en Arabie saoudite et dans les pays voisins.

Si l'on examine isolément les données pour 2005, l'Asie de l'Est et du Sud-Est aurait compté pour 38 pour cent des saisies mondiales de STA, l'Europe occidentale et centrale pour 18 pour cent, l'Amérique du Nord pour 17 pour cent; la région de l'Océanie, l'Europe du Sud-Est, l'Afrique du Nord et l'Afrique au sud du Sahara auraient compté pour 4 pour cent chacune.

L'accroissement des saisies de STA enregistré en 2005 a été particulièrement prononcé en Asie de l'Est et du Sud-Est, où elles ont doublé avant de revenir aux niveaux de 2003. Mais elles sont néanmoins restées en-dessous des niveaux signalés en 1999 et en 2000. Des augmentations encore plus marquées, encore que l'on fût parti de plus bas, ont été signalées par la région du Proche et Moyen-Orient, où les saisies de STA ont été multipliées par 9 en 2005, reflétant principalement la hausse marquée des saisies de 'Captagon' en Arabie saoudite, en 2005. En Afrique australe, ainsi qu'en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, les saisies de STA ont quintuplé en 2005. Le niveau général des saisies de STA en Afrique reste inférieur aux niveaux signalés en 2001-2002, en raison de la baisse des saisies de 'Maxiton Forte' en Égypte. Les saisies de STA ont chuté en Europe occidentale et centrale en 2005.

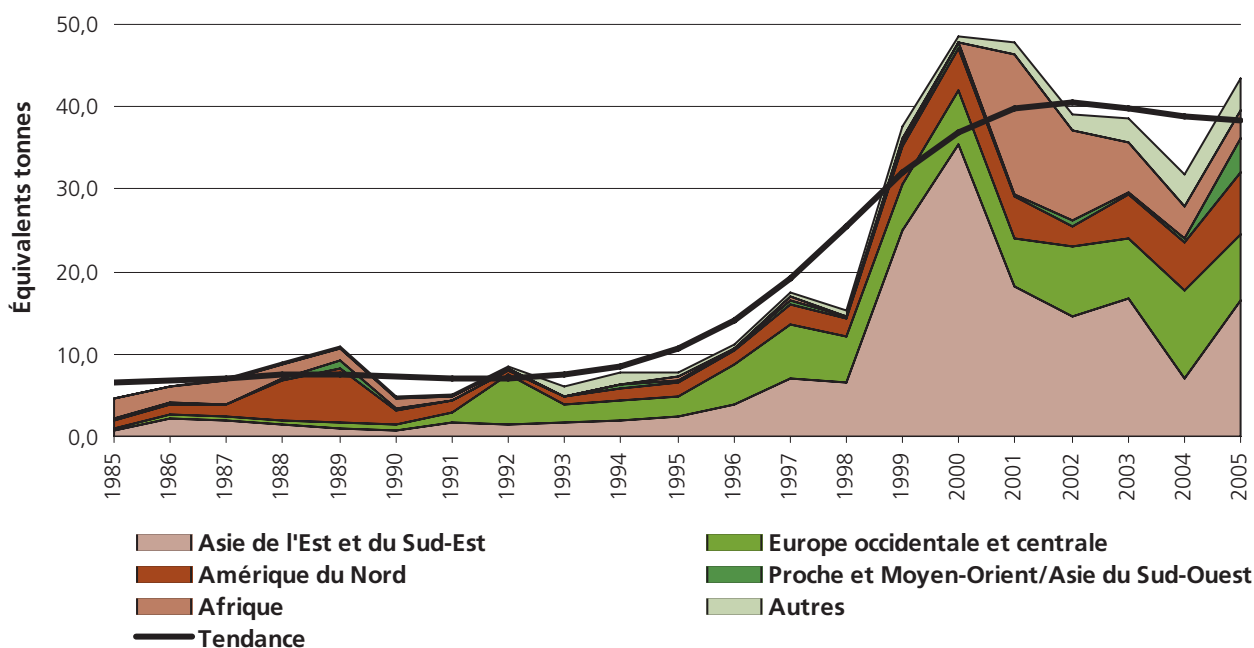
Les plus importantes saisies nationales de STA en 2005 ont été effectuées en Chine (23 pour cent); venaient ensuite les États-Unis d'Amérique (14 pour cent) et l'Arabie saoudite (8 pour cent). La Chine et les États-Unis ont principalement saisi de la méthamphétamine, aussi bien produite localement qu'introduite en contrebande dans le pays, en provenance d'un pays voisin (le Myanmar, dans le premier cas, le Mexique dans le second). L'Arabie saoudite a principalement saisi des comprimés de 'Captagon' expédiés d'Europe du Sud-Est et qui avaient donc franchi plusieurs frontières. D'autres importantes saisies de STA ont été signalées en 2005 par la Province chinoise de Taiwan (7 pour

Fig. 111: Saisies de STA, par substance, 2000-2005

* Note: Saisies exprimées en kilogrammes, litres et unités, une unité (ou pilule) d'ecstasy étant censée contenir, en moyenne, 100 mg of MDMA; une unité d'amphétamine/méthamphétamine est censée contenir 30 mg d'amphétamine/méthamphétamine; un litre est présumé équivaloir à un kilogramme..

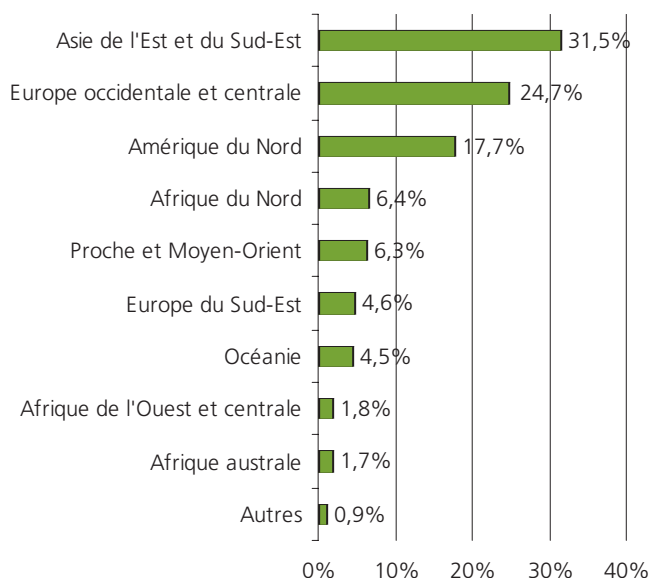
Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

Fig. 112: Saisies mondiales de STA, en équivalents tonnes, 1985-2005



Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

Fig. 113: Ventilation des saisies mondiales de STA, en équivalents tonnes, 2004-2005



Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

cent), les Pays-Bas (6 pour cent), la Thaïlande (5 pour cent, le Royaume-Uni² (4 pour cent), l'Australie (4 pour cent), l'Égypte (3 pour cent), la Bulgarie (3 pour cent), l'Afrique du Sud (2 pour cent), le Burkina Faso (2 pour cent), le Mexique (2 pour cent) et l'Allemagne (3 pour cent).

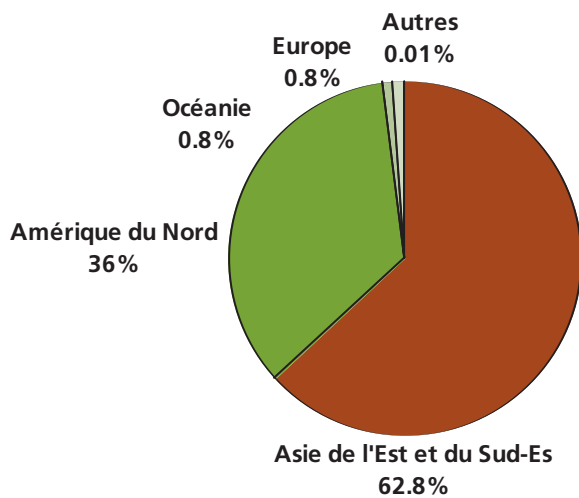
Trafic de méthamphétamine

Bien que le commerce semble en voie d'expansion, les principales destinations du trafic de méthamphétamine restent l'Asie de l'Est et du Sud-Est et l'Amérique du Nord.

Quoique le volume global de la méthamphétamine saisie en 2005 ait été sensiblement inférieur à celui de 2000, la dispersion géographique du trafic de méthamphétamine se poursuit, qui exige toute notre attention. Au total, 51 pays ont signalé à l'ONU DC des saisies de méthamphétamine en 2005, contre 43 en 2004, et 32 en 2000.

Soixante-trois pour cent (soit 17 t) des saisies mondiales de méthamphétamine continuent d'avoir lieu dans les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est et 36 pour cent dans les pays d'Amérique du Nord. Comparée à celle de 2004, la part de l'Asie de l'Est et du Sud-Est dans les saisies mondiales de méthamphétamine a augmenté, passant de 58 à 69 pour cent, tandis que celle de l'Amérique du Nord diminue un peu, passant de 38 à 36 pour cent. En 2005, les saisies de méthamphétamine en Océanie et en Europe ont représenté 0,8 pour cent des saisies mondiales. Et si les saisies de méthamphétamine en Europe restent des plus basses, reflétant la faible disponibilité de la méthamphétamine sur le marché européen, on n'en discerne pas moins une tendance à la hausse. Les saisies européennes de méthamphétamine ont plus que quadruplé au cours de la période 2000-2005.

² Los datos correspondientes al Reino Unido comunicados en el CPIA de 2005 se refieren al año civil 2005.

Fig. 114: Ventilation des saisies de méthamphétamine en 2005, par région (N = 17,2 tonnes)

Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

Selon les rapports envoyés à l'ONUDC, le reste du monde n'a compté que pour 0,02 pour cent à peine des saisies mondiales de méthamphétamine. Toutefois, s'il apparaît que le 'Maxiton Forte' saisi en Égypte était bien de la méthamphétamine, et que l'essentiel des STA saisis en Afrique du Sud est principalement composé de méthamphétamine, le volume des saisies globales augmenterait sensiblement. La part de l'Afrique du Nord dans les saisies mondiales passerait à 7 pour cent, celle de l'Afrique du Sud à 5 pour cent. Partant de ces hypothèses, il se pourrait que 12 pour cent, environ, des saisies mondiales de méthamphétamine aient eu lieu en Afrique. Entre 2005 et 2006, plusieurs expéditions d'éphédrine et de pseudo-éphédrine ont été interceptées entre l'Asie et l'Afrique. Bien qu'il soit possible qu'elles aient été destinées à l'Amérique du Nord plusieurs d'entre elles auraient tout aussi bien pu être destinées à l'Afrique. Les saisies de STA effectuées en Afrique du Sud accusent une nette tendance à la hausse depuis quelques années. En revanche, les saisies de 'Maxiton Forte' effectuées en Égypte ont chuté de plus de 90 pour cent au cours de la période 2001-2005, même si elles ont recommencé à augmenter en 2006.

En 2005, les plus fortes saisies mondiales de méthamphétamine ont été déclarées par la Chine (6,8 t, soit 39 pour cent), suivie par les États-Unis (5,1 t, soit 30 pour cent) et la Thaïlande (2,3 t, soit 14 pour cent). Le changement intervenu ces dernières années en tête du classement reflète, à la fois, la nature même du problème de la drogue et la façon dont les autorités nationales y font face. Ainsi, le doublement des saisies de méthamphétamine en Chine, en 2005, et le maintien des saisies à un même niveau en 2006 montrent que les autorités chinoises prennent la production, le trafic et les abus de méthamphétamine très au sérieux. En 2004, les plus grosses saisies de méthamphétamine ont été signalées par les États-Unis, suivies par la

Chine et la Thaïlande. Antérieurement, durant la plus grande partie des années 1990, ainsi qu'en 2002 et 2003, c'est la Thaïlande qui effectuait les plus fortes saisies mondiales de méthamphétamine. La production intérieure de méthamphétamine et le trafic intense de cette drogue depuis le Myanmar voisin y avaient créé un problème d'envergure. L'intervention concertée du gouvernement en 2003 a provoqué une contraction du marché – qui perdure encore.

Venaient ensuite, au second rang des saisies importantes opérées en 2005, le Mexique (5 pour cent), la Province chinoise de Taiwan (3 pour cent), l'Indonésie (2,1 pour cent), le Myanmar (1,6 pour cent), la RAS de Hong Kong (Chine) (1,5 pour cent), le Japon (0,7 pour cent), l'Australie (0,7 pour cent), les Philippines (0,7 pour cent) et le Canada (0,5 pour cent). Si l'on y ajoutait les saisies de 'Maxiton Forte' en Égypte et celles de STA en Afrique du Sud, les saisies opérées dans ces deux pays auraient dépassé celles du Mexique.

Le trafic de méthamphétamine reste principalement intrarégional en Asie de l'Est et du Sud-Est

Partout dans le monde, le trafic de méthamphétamine reste majoritairement intrarégional, les laboratoires locaux ne produisant que pour le marché intérieur ou pour les pays voisins. Si cela vaut également pour l'Asie du Sud-Est, certaines tendances sont apparues ces dernières années, qui relient l'Asie du Sud-Est à la région de l'Océanie et à l'Amérique du Nord.

Les principaux itinéraires du trafic en Asie du Sud-Est sont:

- Celui qui va du Myanmar en Chine: le trafic sur cette voie s'est intensifié. En 2006, les autorités chinoises ont déclaré que 55 pour cent, environ, des saisies totales de méthamphétamine avaient eu lieu dans la province du Yunnan, qui a une frontière commune avec le Myanmar, ce qui représentait un très fort accroissement par rapport aux 18 pour cent de 2002;
- Celui qui va du Myanmar en Thaïlande: soit directement (26 pour cent en 2005), soit indirectement via la RDP lao (65 pour cent) ou le Cambodge. Si, dans le passé, seul le 'yaba' (comprimés de méthamphétamine) provenait du Myanmar, on signale depuis plusieurs années que celui-ci produit également de la méthamphétamine cristalline ('crystal meth' ou 'ice');
- Celui qui va du Myanmar aux provinces du nord-est de l'Inde et du Bangladesh;
- Celui qui va du Myanmar (via la Thaïlande) en Malaisie et à Brunéi Darussalam;
- Celui qui va de la Chine continentale à la RAS de Hong Kong (Chine), aux Philippines, en Malaisie, en République de Corée, à la province chinoise de Taiwan et/ou au Japon;

- Celui qui va de la RAS de Hong Kong (Chine) au Japon, à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande, à Guam (États-Unis) et à la Thaïlande;
- Celui qui va des Philippines à la République de Corée, à la Malaisie, à Brunéi Darussalam, à la province chinoise de Taiwan, au Japon, à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande, aux États-Unis (y compris Guam), au Canada et à l'Espagne (faibles quantités);
- Celui qui va de la Thaïlande à la Malaisie, à la province chinoise de Taiwan, à la République de Corée, ainsi qu'à divers autres marchés internationaux, dont ceux du Royaume-Uni (faibles quantités).

En 2005, les autorités de la République de Corée ont signalé que 70 pour cent de la méthamphétamine introduite en contrebande et saisie provenait de Chine, 22 pour cent des Philippines, et 4 pour cent du Canada. En outre, les États-Unis ont été mentionnés comme pays source, tant en 2003 qu'en 2004.³

Le Japon reste le marché de méthamphétamine le plus lucratif de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. La drogue est introduite en contrebande et provient principalement de la République populaire de Chine (plus de 50 pour cent des saisies identifiées depuis 2002), mais aussi d'un certain nombre d'autres pays de la région, dont les Philippines, la province chinoise de Taiwan et la Thaïlande (via le Myanmar). Des expéditions de méthamphétamine du Canada (et même des États-Unis) au Japon ont également été signalées. Au Japon, plus de la moitié des drogues importées en contrebande sont vendues sur le marché illicite par les groupements criminels organisés, les Boryokudan. En mai 2006, les autorités japonaises ont démantelé un puissant "syndicat" de trafiquants de drogues nord-coréen qui collaborait avec les Boryokudan. Cela fournit la preuve que la République populaire démocratique de Corée était un autre important pays source de la méthamphétamine trouvée sur le marché japonais. Aussitôt après le démantèlement de ce "réseau", les prix de détail de la méthamphétamine grimpèrent abruptement, en réaction à l'interruption des approvisionnements.⁴

Le trafic interrégional de méthamphétamine perdue en Amérique du Nord

Le gros du trafic de méthamphétamine en Amérique du Nord a lieu à l'intérieur des États-Unis, ainsi qu'entre les États-Unis et le Mexique. L'exportation de la méthamphétamine produite en Amérique du Nord vers d'autres régions reste marginale (elle est liée, principalement, au

trafic de méthamphétamine entre le Canada et le Japon).

Toutefois, le trafic transnational dans la région de l'Amérique du Nord gagne en importance. Et s'il existe un certain volume de contrebande de méthamphétamine entre le Canada et les États-Unis, le principal fait nouveau intervenu ces dernières années est l'augmentation sensible du trafic de méthamphétamine en provenance du Mexique et à destination des États-Unis. On pense que des super-laboratoires⁵ implantés au Mexique produisent des quantités de méthamphétamine de plus en plus importantes. D'après les autorités mexicaines, 99 pour cent de la méthamphétamine produite au Mexique est destinée à l'exportation vers les États-Unis.

Entre 2001 et 2004, les quantités de méthamphétamine saisies par les autorités américaines le long de la frontière sud-ouest avec le Mexique ont augmenté, passant de 1,2 t à 2,3 t⁶, équivalant à 75 pour cent de toutes les saisies effectuées par les États-Unis en 2004 (contre 41 pour cent en 2001). Cette augmentation a fait suite aux succès remportés au Canada et aux États-Unis dans le renforcement du contrôle des précurseurs chimiques, ce qui avait déclenché une baisse de la production de méthamphétamine aux États-Unis. Toutefois, des organisations criminelles mexicaines ont partiellement comblé ce manque, notamment dans les États du Middle-West des États-Unis, où des groupements mexicains ont pris le contrôle d'une grande partie du commerce de méthamphétamine, jusque là contrôlé par des trafiquants locaux indépendants. Les groupements criminels mexicains ont également introduit la méthamphétamine cristalline dans ces régions.⁷

Nous l'avons dit, les autorités mexicaines ont pris des mesures décisives en vue de faire diminuer la production et le trafic de méthamphétamine en réduisant radicalement les importations des précurseurs chimiques de la méthamphétamine.

Le nombre de pays signalant des saisies de méthamphétamine augmente

Le nombre de pays qui, en-dehors des deux grandes régions de production et de trafic (l'Asie du Sud-Est et l'Amérique du Nord) signalent des saisies de méthamphétamine a augmenté, passant de 15, en 2000, à 27, en 2004, et à 34, en 2005, ce qui semble indiquer que, géographiquement parlant, le trafic de méthamphétamine s'étend. La région Europe a signalé un quadruplement du nombre de saisies de méthamphétamine au cours de la période 2000-2005, encore que les quantités saisies en 2005 aient été inférieures à celles de 2004. Les saisies de méthamphétamine signalées par la région de l'Océanie ont chuté en 2004 et en 2005.

³ ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

⁴ Direction de la police nationale. Présentation orale du Directeur général adjoint de la police, M. Hiroto Yoshimura, à la 50e session de la Commission des stupéfiants, à Vienne, 12-16 mars 2007.

⁵ Par 'super laboratoire', les autorités américaines entendent un laboratoire clandestin capable de produire plus de 10 livres (c'est-à-dire plus de 5 kg) de méthamphétamine au cours d'un cycle de production (ONDPC, 2007 National Drug Control Strategy, Feb. 2007).

⁶ ONDCP, Synthetic Drug Control Strategy, June 2006.

⁷ National Drug Intelligence Centre, National Drug Threat Assessment, 2007, October 2006.

Les données relatives à la demande communiquées par l'Australie indiquent, elles aussi, une stabilisation du marché. Le trafic de méthamphétamine continue d'augmenter en Afrique australe.

Le trafic d'amphétamine reste concentré en Europe – mais le volume des saisies augmente abruptement en Asie de l'Est et du Sud-Est

Les saisies d'amphétamine ont augmenté en 2005, passant à 12,9 t (contre 5,8 t, en 2004, et 3,2 t en 2000). L'essentiel de cet accroissement était dû à la hausse abrupte des saisies en Asie de l'Est et du Sud-Est.

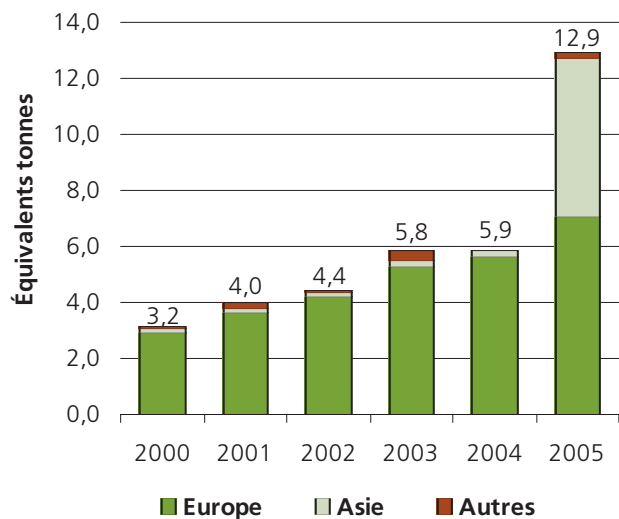
Au cours de la période 2000-2005, près de 80 pour cent des saisies mondiales d'amphétamine ont eu lieu en Europe, principalement en Europe occidentale et centrale (68 pour cent) et en Europe du Sud-Est (11 pour cent). L'Asie de l'Est et du Sud-Est a représenté 15 pour cent des saisies mondiales d'amphétamine, et le Proche et Moyen-Orient 2 pour cent (à l'exclusion des saisies de 'Captagon', qui pourraient également relever de la catégorie "amphétamines").

Si l'on ne tient compte que des seules données relatives à 2005, la part de l'Europe occidentale et centrale retombe à 45 pour cent; 40 pour cent des saisies totales d'amphétamine restent aux niveaux signalés par les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est. Cette région est connue pour sa production et son trafic de méthamphétamine, mais la production et le trafic d'amphétamine à grande échelle sont sans précédent. En 2005, les plus grosses saisies d'amphétamines ont été déclarées par la Chine (2,8 t) et la Province chinoise de Taiwan (2, t). On a également saisi de l'amphétamine aux Pays-Bas (2 t), au Royaume-Uni (1,4 t en 2004), la Bulgarie (1,1 mt), l'Allemagne (0,7 t) et la Pologne (0,5 t). Il reste à savoir si ces grosses saisies d'amphétamine en Asie de l'Est constituent un événement isolé intervenu en 2005, ou si elles marquent le début d'une tendance plus fondamentale à la diversification des différents produits STA, tirant avantage de la disponibilité de différents types de précurseurs chimiques. Les rapports signalant la saisie de 258 kg d'amphétamine semi-transformée dans la Province chinoise de Taiwan au cours des 9 premiers mois de 2006⁸ iraient dans le sens de cette théorie.

La part de l'Europe occidentale et centrale marquerait un recul encore plus prononcé si les comprimés de STA saisis en Arabie saoudite (111,5 millions de comprimés, selon l'OICP/ INTERPOL) étaient inclus, en arguant du fait qu'ils contiennent généralement de l'amphétamine.⁹

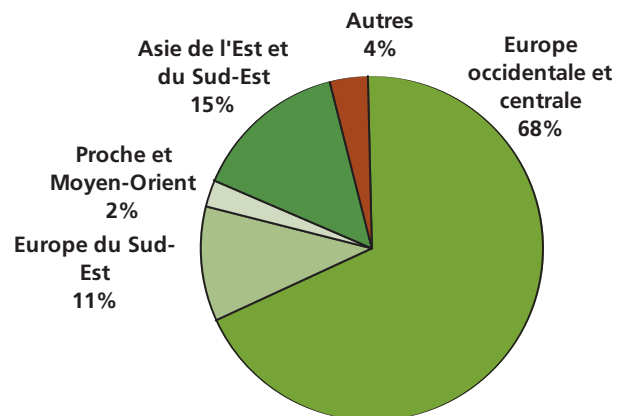
En supposant que chacun de ces comprimés contienne, en

Fig. 115: Saisies mondiales d'amphétamine, 2000-2005



Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

Fig. 116: Ventilation des saisies mondiales d'amphétamine, 2000-2005 (6 tonnes par an)



Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

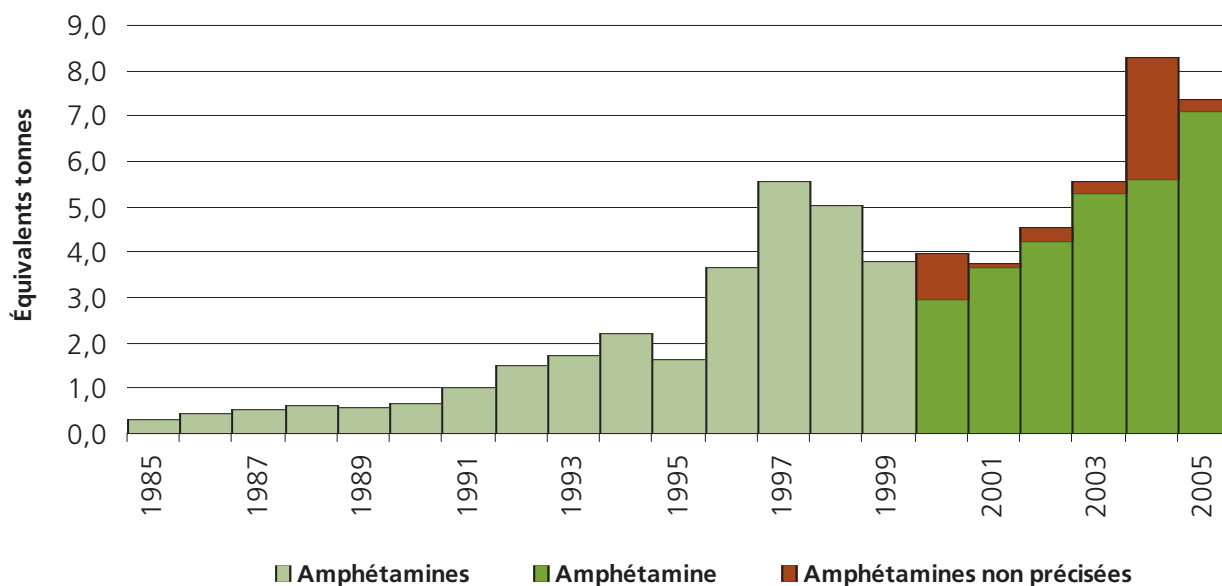
moyenne, 30 mg d'amphétamine¹⁰, les saisies signalées équivalraient à quelque 3,3 t, soit plus que les saisies d'amphétamine déclarées par la Chine. Les comprimés de 'Captagon' sont généralement fabriqués dans le Sud-Est de l'Europe (en Bulgarie et, selon les autorités bulgares, également en Turquie), puis acheminées par différents groupes du Moyen-Orient vers la Syrie, la Jordanie et l'Arabie saoudite.

⁸ U.S. Department of State, International Narcotics Control Strategy Report 2007, March 2007.

⁹ Si les comprimés de 'Captagon' analysés par l'ONUDC au début des années 1990 contenaient encore de la fénéthylène, ceux qui ont été analysés dans les années ultérieures contenaient généralement de l'amphétamine et de la caféine, mais pas de fénéthylène. Toutefois, plusieurs autres substances ont été découvertes dans certains comprimés, notamment de la quinine et de la théophylline. Les données d'Interpol indiquent que sur un total de 111,5 millions de comprimés saisis en 2006, 36 millions étaient du 'Captagon', et le reste des comprimés d'amphétamine.

¹⁰ C'est le ratio de conversion généralement appliqué par l'ONUDC pour toutes les amphétamines, à moins que des informations plus précises n'aient été communiquées par les États membres.

Fig. 117: Saisies d'amphétamine en Europe, 1985-2005



* en équivalents kilogrammes, en supposant qu'une dose/unité équivaut à 30 milligrammes.

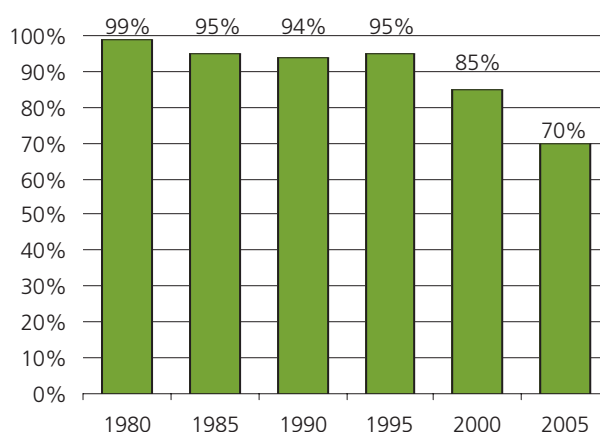
Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

Du fait que la production et le trafic d'amphétamine étaient traditionnellement concentrés sur le continent européen, les saisies effectuées en Europe (à la seule exception des données pour 2005) sont un bon indice de substitution pour estimer les saisies mondiales d'amphétamine. Les saisies européennes d'amphétamine ont augmenté entre 1980 et 1997, avant de baisser pour un temps vers la fin des années 1990. Entre 2000 et 2005, les saisies européennes d'amphétamine ont recommencé à augmenter et plus que doublé. Le trafic global d'amphétamine en Europe (et donc, indirectement, le trafic mondial) a crû au cours des deux dernières décennies, notamment au cours de la période 2000-2005.

Si l'on inclut les 'amphétamines non identifiées' dans l'analyse (et dans le cas de l'Europe, il est permis de supposer que la plus grande partie des substances enregistrées sous cette appellation étaient bien de l'amphétamine), l'accroissement total au cours des deux dernières décennies – ainsi qu'au cours de la période 2000-2005 – est encore plus marqué. Toutefois, ces statistiques suggèrent aussi que les saisies d'amphétamine ont probablement baissé en 2005, par rapport à 2004. Cela concorderait avec les informations qui font état de pénuries de P-2-P, le principal précurseur utilisé dans la production d'amphétamine, après que les autorités chinoises eurent resserré leurs contrôles. La disponibilité limitée de ces précurseurs chimiques sur le marché européen s'est traduite par une hausse des prix et une baisse des saisies de P-2-P en 2005. Le P-2-P détourné du marché russe¹¹ a partiellement compensé cela et empêché le déclin généralisé de la production européenne d'amphétamine.

L'une des tendances les plus marquantes constatées en Europe a été le transfert de la production et du trafic d'amphétamine des anciens membres de l'Union européenne aux nouveaux, ainsi qu'à des pays non membres de l'UE. En 1995, les 15 pays membres de l'Union comptaient pour 95 pour cent de l'ensemble des saisies opérées en Europe; leur part était tombée à 85 pour cent, en 2000, et à 70 pour cent en 2005.

Fig. 118: Proportion des saisies d'amphétamine dans 15 pays membres de l'UE par rapport à l'ensemble des saisies effectuées en Europe



* en équivalents kilogrammes, en supposant qu'une dose/unité équivaut à 30 milligrammes.

Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

¹¹ Europol: Les drogues de synthèse et leurs précurseurs, présentation de l'Unité des drogues d'Europol à la Conférence Europe-Asie sur les drogues de synthèse et leurs précurseurs, Paris, 6-7 mars 2007.

Les saisies globales d'amphétamines restent concentrées en Asie du Sud-Est, en Amérique du Nord et en Europe

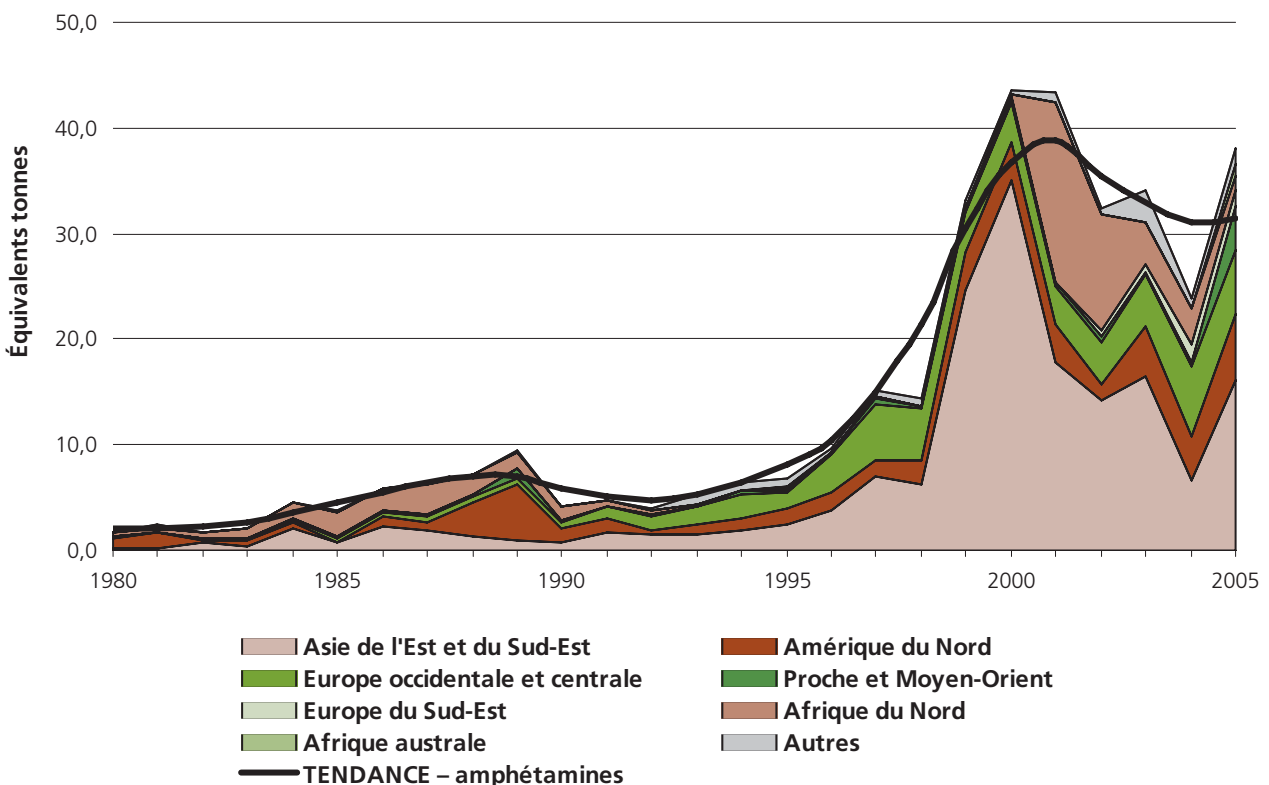
Du fait que certains pays ont encore du mal à identifier les substances concernées avec précision, il est bon de considérer ensemble les tendances des sous-marchés, en l'occurrence celles de la méthamphétamine, de l'amphétamine et des amphétamines non identifiées.

Dans ce contexte, tous les indicateurs disponibles, dont les statistiques des saisies, indiquent que le trafic mondial d'amphétamines a fortement augmenté dans la seconde moitié des années 1990, mais qu'il est demeuré relativement stable par la suite. Les saisies globales ont baissé au cours de la période 2000-2004, repris en 2005, mais restent inférieures aux pics atteints en 2000 et 2001.

L'Asie du Sud-Est reste le principal marché de ces stimulants et compte pour 42 pour cent du total des saisies effectuées en 2005; viennent ensuite l'Amérique du Nord (17 %) et l'Europe occidentale et centrale (16 %). Autres régions importantes : le Proche et le Moyen-Orient (11 %) et l'Afrique (9 %). La proportion des saisies effectuées en Asie de l'Est et du Sud-Est en 2005 a été nettement supérieure à celle de 2004 (28 %), mais est néanmoins restée inférieure à la moyenne constatée pour la période 2000-2005 (49 %).

Comparées à celles de l'an 2000, les saisies d'amphétamine ont diminué en Asie de l'Est et du Sud-Est, ainsi que dans la région de l'Océanie, en Asie du Sud, en Afrique de l'Est et dans les Caraïbes. Elles ont augmenté dans toutes les autres régions. Comparées à celles de 2004, les saisies d'amphétamine ont diminué en Europe occidentale et centrale, en Europe du Sud-Est, en Afrique du Nord, en Asie du Sud et en Amérique centrale, et augmenté dans toutes les autres régions. Le résultat net a été un accroissement des saisies mondiales en 2005 par rapport à 2004, encore qu'elles soient demeurées de 13 pour cent inférieures aux niveaux record enregistrés en 2000.

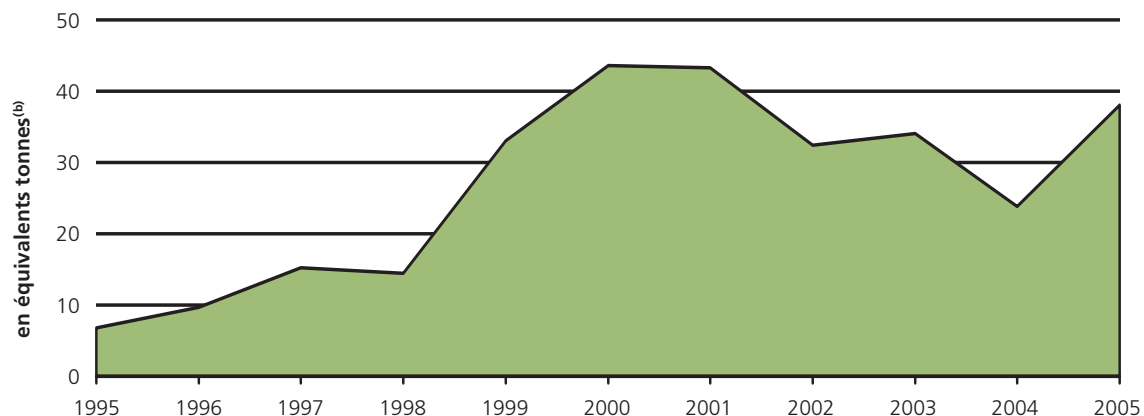
Fig. 119: Saisies mondiales* d'amphétamines - ventilation par région, 1980-2005



* en équivalents kilogrammes, en supposant qu'une dose/unité équivaut à 30 milligrammes et 1 litre à un kilogramme.

Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

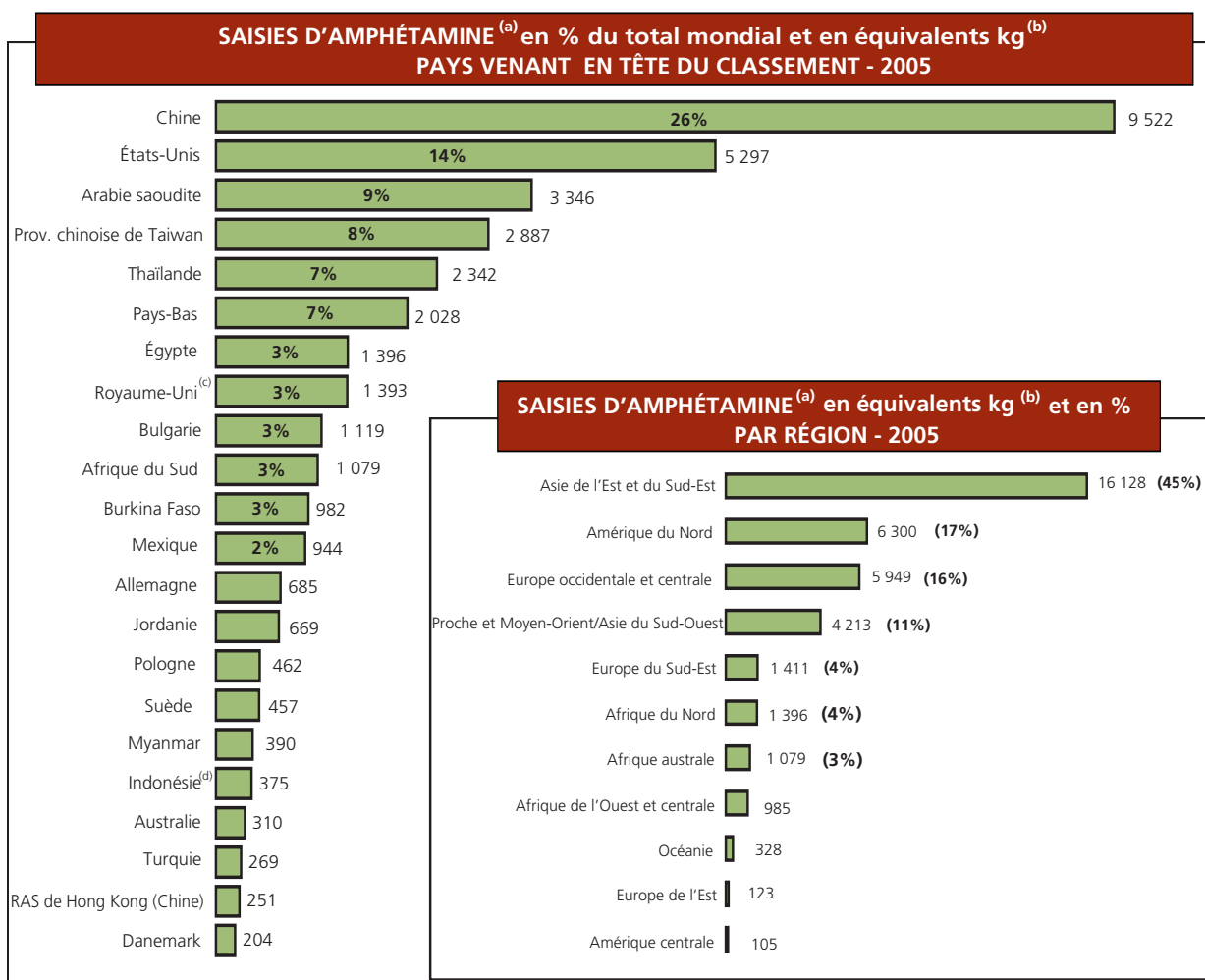
Fig. 120: Saisies mondiales^(a) d'amphétamines, 1995 - 2005



(a) amphétamine, méthamphétamine et stimulants apparentés.

(b) équivalents tonnes; on suppose qu'une unité équivaut à 30 mg

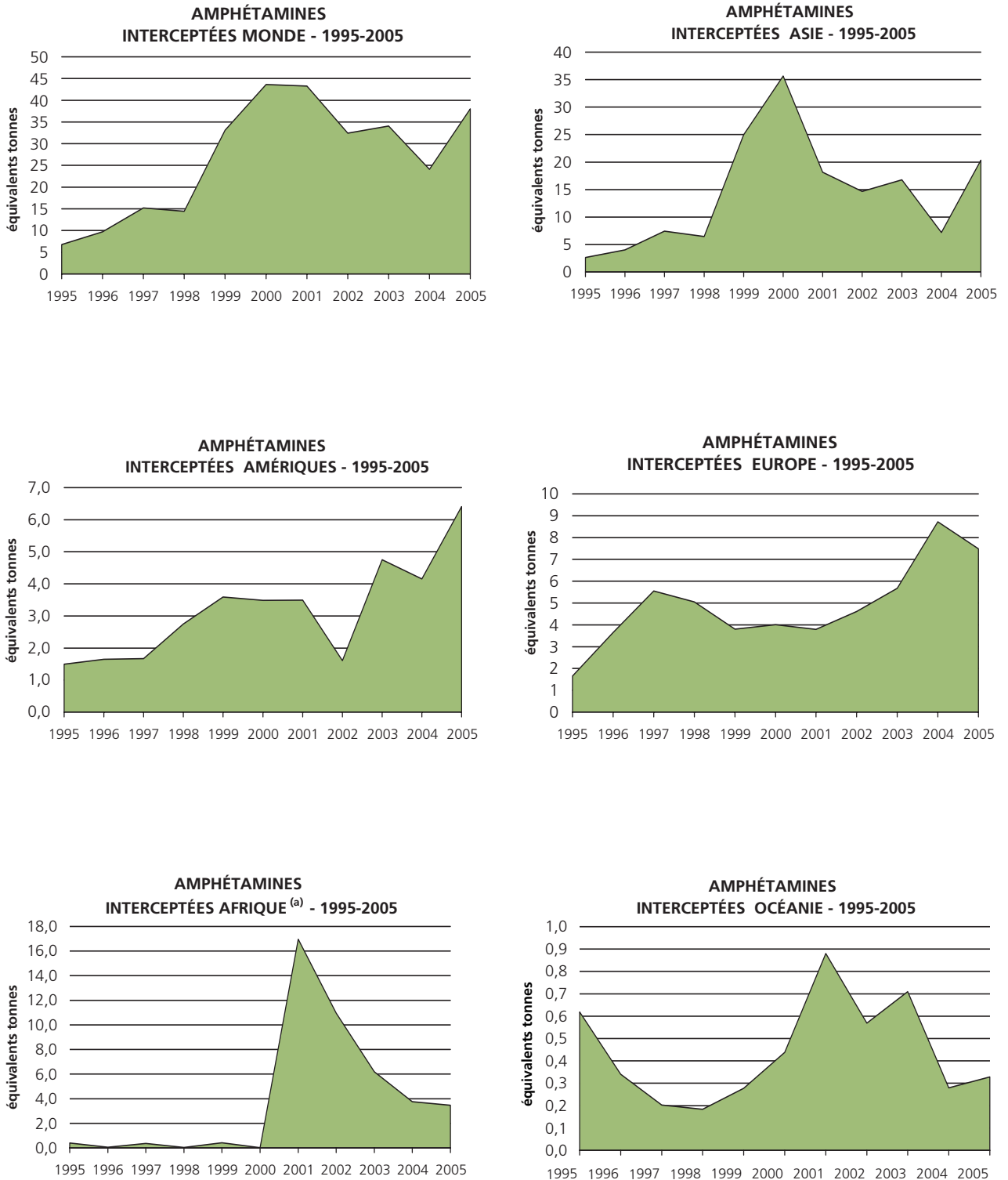
Année	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Tonnes	7	10	15	14	33	44	43	32	34	24	38



(a) amphétamine, méthamphétamine et stimulants apparentés.

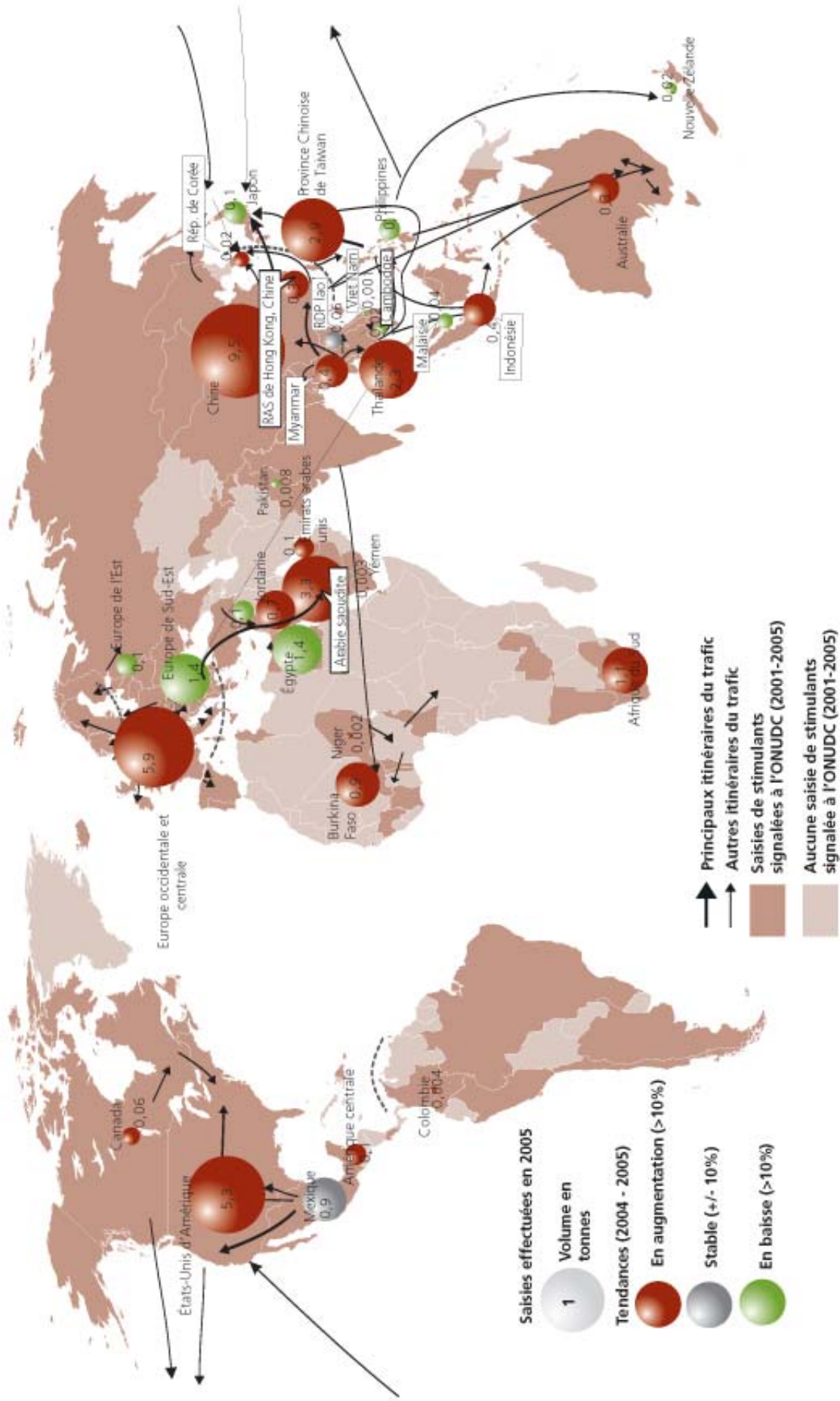
(b) 1 unité est censée équivoir à 30 mg.

Fig. 121: Interception des amphétamines, 1995-2005



(a) augmentation en 2001, en raison des importantes saisies de 'Maxiton Forte' en Égypte.
(notifié en litres) taux de conversion utilisé: 1 litre = 1 kilogramme.

Carte 20: Trafic d'amphétamines, 2005 (Pays ayant signalé des saisies supérieures à 1 kg)



* Saisies telles que signalées (pureté de la rue), les unités ont été converties en équivalents poids (30mg par unité)

Trafic d'ecstasy**Les saisies d'ecstasy chutent en 2005 et la part de l'Europe dans le trafic mondial d'ecstasy diminue**

Après avoir augmenté tout au long de la dernière décennie, les saisies d'ecstasy signalées, qui ont chuté de 33 pour cent en 2005, sont aujourd'hui revenues à leur niveau du début du millénaire.

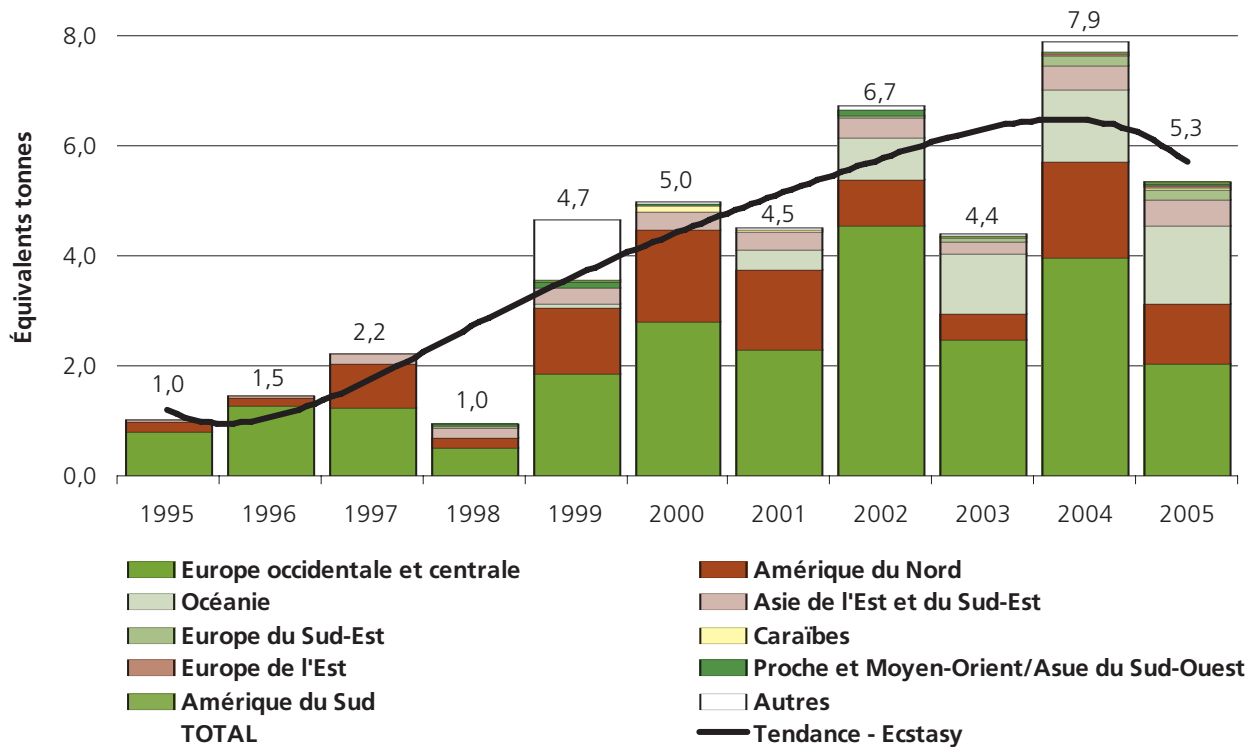
Les plus grosses saisies effectuées au cours de la période 2000-2005 ont été déclarées par les pays d'Europe occidentale et centrale (54 %), suivis par l'Amérique du Nord (21 %), la région de l'Océanie (15 %) et l'Asie de l'Est et du Sud-Est (6 %).

Bien que cela n'ait nullement affecté la domination globale de l'Europe occidentale et centrale dans le commerce de l'ecstasy, la tendance générale a été une augmentation de la production, du trafic et des abus d'ecstasy en dehors de cette région. La part de l'Europe occidentale et centrale dans les saisies mondiales d'ecstasy a baissé, passant de 78 pour cent, en 1995, à 56 pour cent, en 2000, et à 38 pour cent, en 2005. Venaient ensuite, au rang des pays ayant effectué d'importantes saisies en 2005, la région de l'Océanie (27 %), l'Amérique du Nord (20 %) et l'Asie de l'Est et du Sud-Est (9 %). Pour la seconde fois, les saisies opérées dans la région de l'Océanie ont dépassé celles de l'Amérique du Nord.

Si le trafic d'ecstasy a diminué en Europe occidentale et centrale, il a augmenté en Europe de l'Est et du Sud-Est. Mais l'ensemble des saisies d'ecstasy effectuées en Europe a néanmoins chuté de 25 pour cent au cours de la période 2000-2005. Pendant la même période, des baisses encore plus marquées ont été signalées par l'Amérique du Nord (moins 35 pour cent), ce qui prouve le succès des efforts déployés ces dernières années pour limiter le commerce de l'ecstasy et en réduire la consommation. Les plus fortes hausses ont été enregistrées par les pays de la région de l'Océanie et, dans une moindre mesure (et partant de niveaux inférieurs), par les pays d'Amérique du Sud et d'Asie de l'Est et du Sud-Est.

Bien que le trafic d'ecstasy soit, à la fois, intrarégional et interrégional, le volet intrarégional gagne en importance à mesure que la production se délocalise vers de nouveaux marchés

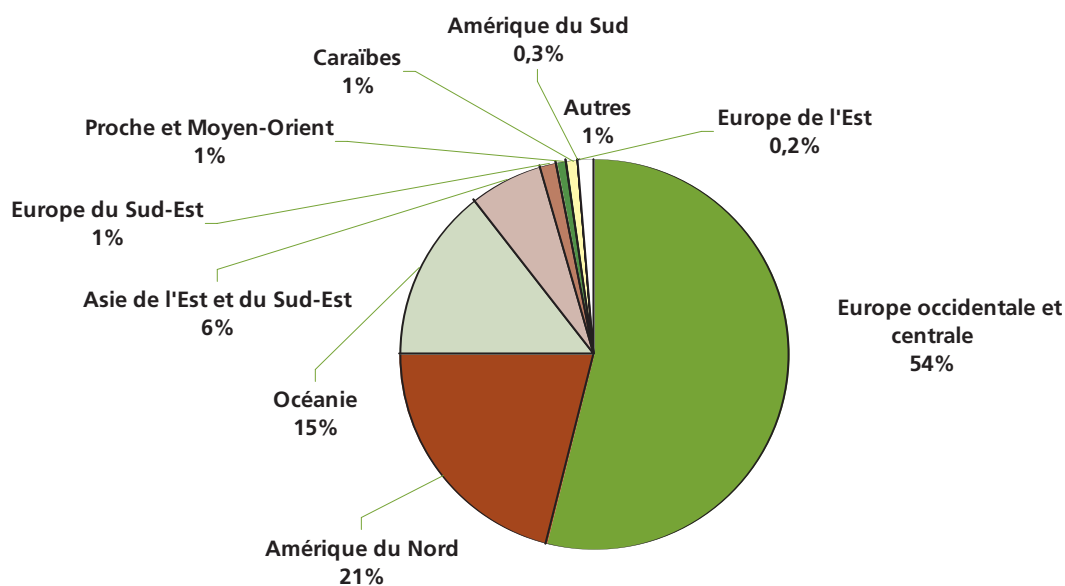
Le trafic d'ecstasy était naguère intrarégional à l'intérieur de l'Europe et interrégional hors d'Europe, ce continent étant (il l'est toujours) le principal centre de fabrication illicite de MDMA. Les principaux pays sources identifiés comme producteurs d'ecstasy restent les Pays-Bas, suivis par la Belgique. Toutefois, leur importance comme pays sources – celle aussi des autres pays européens – décline. Parallèlement, la production d'ecstasy hors d'Europe est en hausse, plusieurs pays (États-Unis, Canada, Australie, Chine, Indonésie, RAS de Hong Kong (Chine), Afrique

Fig. 122: Saisies mondiales d'ecstasy, 1995-2005

* Note: une pilule d'ecstasy est supposée contenir 100 mg de MDMA, en moyenne.

Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

Fig. 123: Ventilation des saisies d'ecstasy, par région, 2000-2005 (moyenne des saisies annuelles: 5,6 tonnes)



* Note: une pilule d'ecstasy est supposée contenir 100 mg de MDMA, en moyenne.

Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA

du Sud, Nouvelle-Zélande, Mexique, Argentine, Égypte, Inde et Malaisie) ayant été identifiés comme pays non-européens produisant de l'ecstasy.

La production d'ecstasy devient de plus en plus perfectionnée; elle se caractérise par un professionnalisme et une efficacité accrues. Certaines tendances ont été décelées, comme le recours à des personnels, à des sociétés et à des "facilitateurs" ¹² plus spécialisés. Toutefois, la distribution subséquente des produits finals de l'ecstasy semble moins ordonnancée. On pense qu'elle est le fait de petits groupes de trafiquants de drogues de différentes nationalités. Ceux-ci achètent généralement l'ecstasy aux Pays-Bas, en Belgique ou dans quelques autres pays producteurs (États baltes, Pologne, région des Balkans, etc.) et le revendent dans leurs pays respectifs. ¹³

Pendant de nombreuses années, le trafic d'ecstasy depuis l'Europe vers l'Amérique du Nord et d'autres pays a été contrôlé par des groupements criminels d'origine israélienne, parfois liés à la Russie, à d'autres pays européens ou aux États-Unis. Des citoyens israéliens ont fait partie de réseaux internationaux de trafiquants, tant à la source que dans les pays de transit et de distribution; plusieurs d'entre eux ont été découverts en France, en Espagne, en Alle-

magne, au Danemark, aux Pays-Bas et en Belgique, où ils jouaient le rôle de courtiers et de transporteurs d'ecstasy aux États-Unis. ¹⁴ Ces groupements de trafiquants opéraient principalement hors d'Israël, encore que, dans certains cas, ils aient participé au trafic d'ecstasy des Pays-Bas et de la Belgique vers Israël. L'importance de ces réseaux de trafiquants s'est toutefois trouvée grandement réduite, plusieurs d'entre eux ayant été sérieusement désorganisés au cours des dernières années. Cela se reflète également aujourd'hui dans les statistiques américaines des saisies, car ces groupements israéliens avaient coutume d'introduire le MDMA aux États-Unis via certaines villes de la côte Est (comme New York, Newark ou Miami). Les saisies d'ecstasy le long de la côte Est ont diminué; elles ont manifestement augmenté, en revanche, le long de la frontière canadienne. Cet ecstasy est principalement distribué par des groupements asiatiques (souvent composés de criminels de souche chinoise ou vietnamienne, détenteurs de passeports canadiens), qui produisent de plus en plus fréquemment l'ecstasy au Canada et importent les produits chimiques nécessaires de différents pays d'Asie (le plus souvent de Chine). ¹⁵ Les autorités canadiennes ont signalé que dès 2005 déjà, 85 pour cent de l'ecstasy saisi était produit dans le pays, et 15 pour cent seulement importé d'Europe.

¹² Europol: Les drogues de synthèse et leurs précurseurs, présentation de l'Unité des drogues d'Europol à la Conférence Europe-Asie sur les drogues de synthèse et leurs précurseurs, Paris, 6-7 mars 2007.

¹³ L'Allemagne, par exemple, a signalé que des groupements criminels organisés, composés de citoyens non allemands, étaient responsables de 65 pour cent de toutes les activités criminelles organisées liées au trafic de drogues; toutefois, lorsqu'il s'agit de drogues de synthèse, et notamment d'ecstasy, les groupes locaux allemands dominent le marché. (Voir: Bundeskriminalamt, Bundeslagebild Organisierte Kriminalität 2005, Wiesbaden, juin 2006). De même, l'Autriche rapporte une forte concentration de groupes étrangers dans le trafic de drogues, mais la situation est différente dès lors qu'il s'agit d'ecstasy: il est, dans la majorité des cas, acheté aux Pays-Bas par des groupes autrichiens, puis introduit en contrebande dans le pays. (Voir: Bundesministerium für Inneres, Bundeskriminalamt, Suchtmittelkriminalität Jahresbericht 2006, Wien 2007).

¹⁴ US State Department, International Narcotics Control Strategy Report, March 2006.

¹⁵ National Drug Intelligence Centre, 2007 National Drug Threat Assessment, October 2006.

À la même époque, la République de Corée a rapporté qu'un tiers de l'ecstasy trouvé sur le marché local provenait du Canada, et deux tiers de Chine.¹⁶

Des groupements criminels de République dominicaine ont été impliqués dans l'expédition massive d'ecstasy d'Europe aux États-Unis, souvent via l'Espagne et les Caraïbes.¹⁷ Certains groupes ont également été formés par des expatriés européens vivant en République dominicaine, qui louaient les services de passeurs européens pour acheter la drogue aux Pays-Bas et l'introduire en fraude aux points de destination finale aux États-Unis.¹⁸ Mais l'importance de ces groupes semble toutefois avoir diminué, suite au démantèlement de plusieurs de leurs réseaux.

Le marché nord-américain devenant plus risqué et la concurrence des groupements asiatiques plus féroce, certains groupements criminels israéliens semblent avoir délocalisé leurs activités et expédient désormais de l'ecstasy vers la région de l'Océanie.¹⁹ Des groupements criminels britanniques et néerlandais participent, eux aussi, depuis de longues années, à de telles activités. En 2005, les principaux pays d'embarquement des envois d'ecstasy à destination de l'Australie étaient majoritairement situés en Europe occidentale et centrale (Italie, Pologne, Belgique et Pays-Bas), en Asie du Sud-Est (Indonésie et Malaisie) et en Amérique du Nord (Canada).²⁰ L'importance de ces transbordements pourrait décliner à mesure que la production intérieure d'ecstasy augmente dans la région de l'Océanie.

Les plus grosses saisies d'ecstasy en 2005 ont été signalées par l'Australie (27 %); venaient ensuite les États-Unis, (14 %), les Pays-Bas (12 %), le Royaume-Uni²¹ (9 %), le Canada (6 %), la Belgique (5 %) et la Chine (4 %).

¹⁶ ONUDD, Cuestionario para los informes anuales.

¹⁷ ONUDD, *Informe Mundial sobre las Drogas 2006*, junio de 2006.

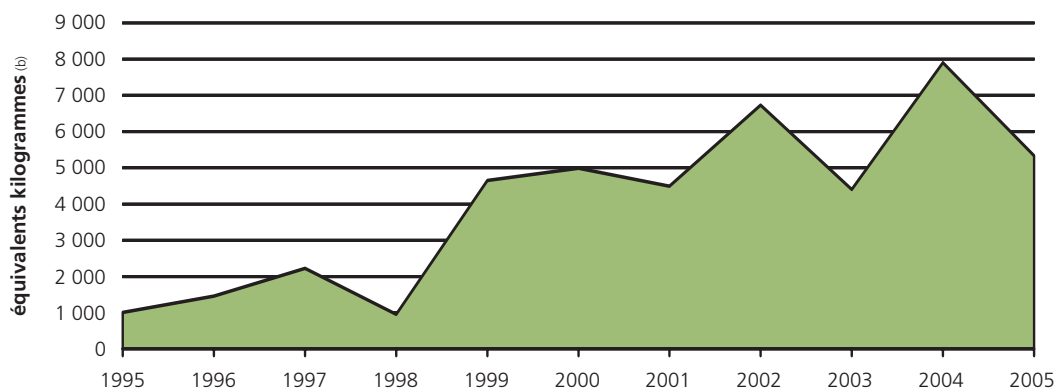
¹⁸ Dirección de Lucha contra las Drogas (DEA) de los EE.UU., comunicado de prensa, 'Federal Jury Convicts Dominican Republic-Based Ecstasy Trafficker of Conspiracies to Distribute and Import Millions of Dollars of Ecstasy Pills', 5 de junio de 2006.

¹⁹ En abril de 2007, se desarticuló en Australia una de esas redes de tráfico de éxtasis organizada por un grupo israelí (véase ABC, 'AFP says \$37m ecstasy haul will reduce supply', 23 de abril de 2007; Jerusalem Post, 'Israeli suspected in Ecstasy smuggling', 23 de abril de 2007).

²⁰ Comisión Australiana de Prevención del Delito (ACC), *Illicit Drug Data Report: 2004-2005*, mayo de 2006.

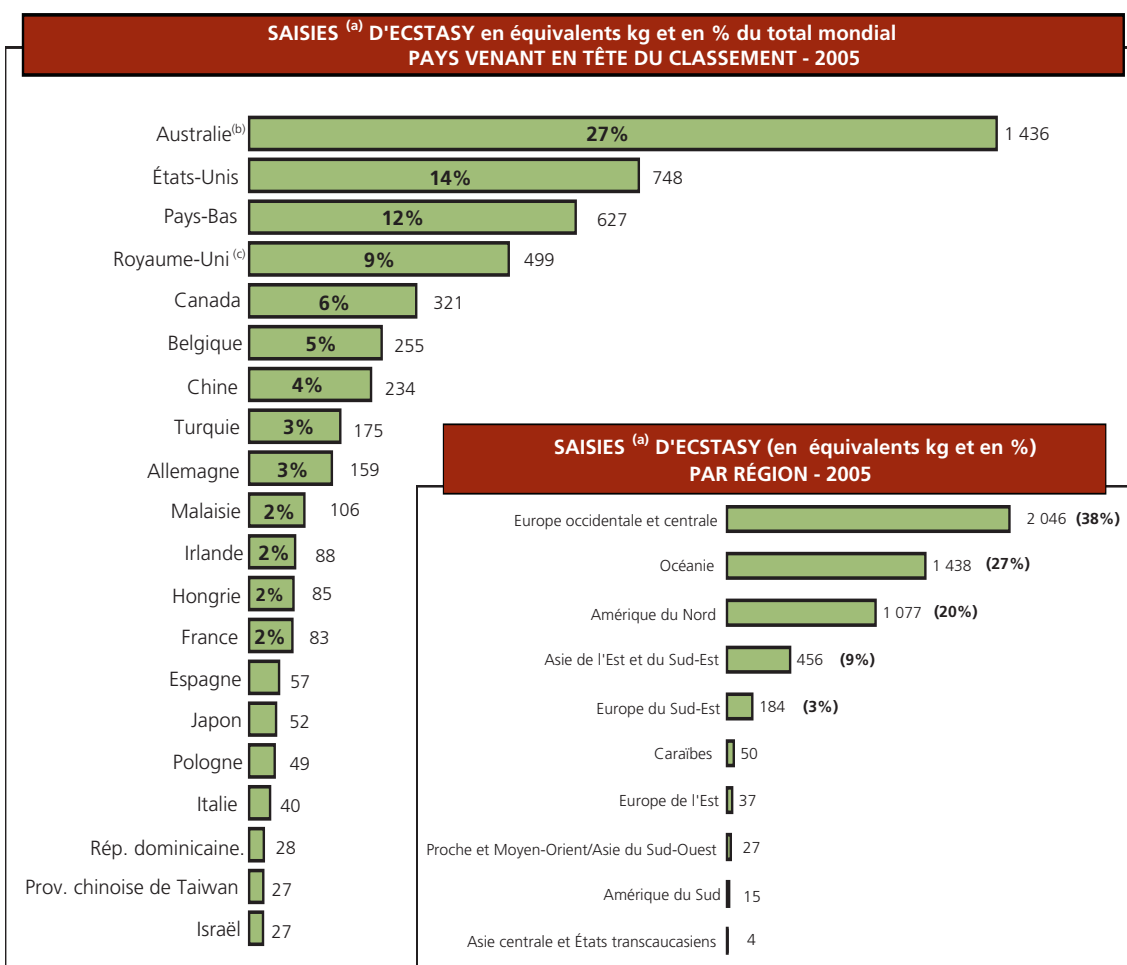
²¹ Los datos del Reino Unido se refieren a 2004; se utilizan los datos de 2004 como sustitutos de las incautaciones de 2005.

Fig. 124: Saisies mondiales d'ecstasy a), 1995-2005



(a) La notification séparée des saisies d'ecstasy n'a commencé qu'avec le nouveau Questionnaire. Jusque-là, les saisies d'ecstasy figuraient à la rubrique "hallucinogènes". Les données ci-dessus relatives aux tendances se rapportent à cette catégorie élargie pour la période 1995-1999, et à l'ecstasy pour la période 2000-2005. Au cours de la période 2000-2005, l'ecstasy a compté pour 93 pour cent de la catégorie élargie.

(b) Une unité est supposée équivaloir à 100 mg de MDMA.

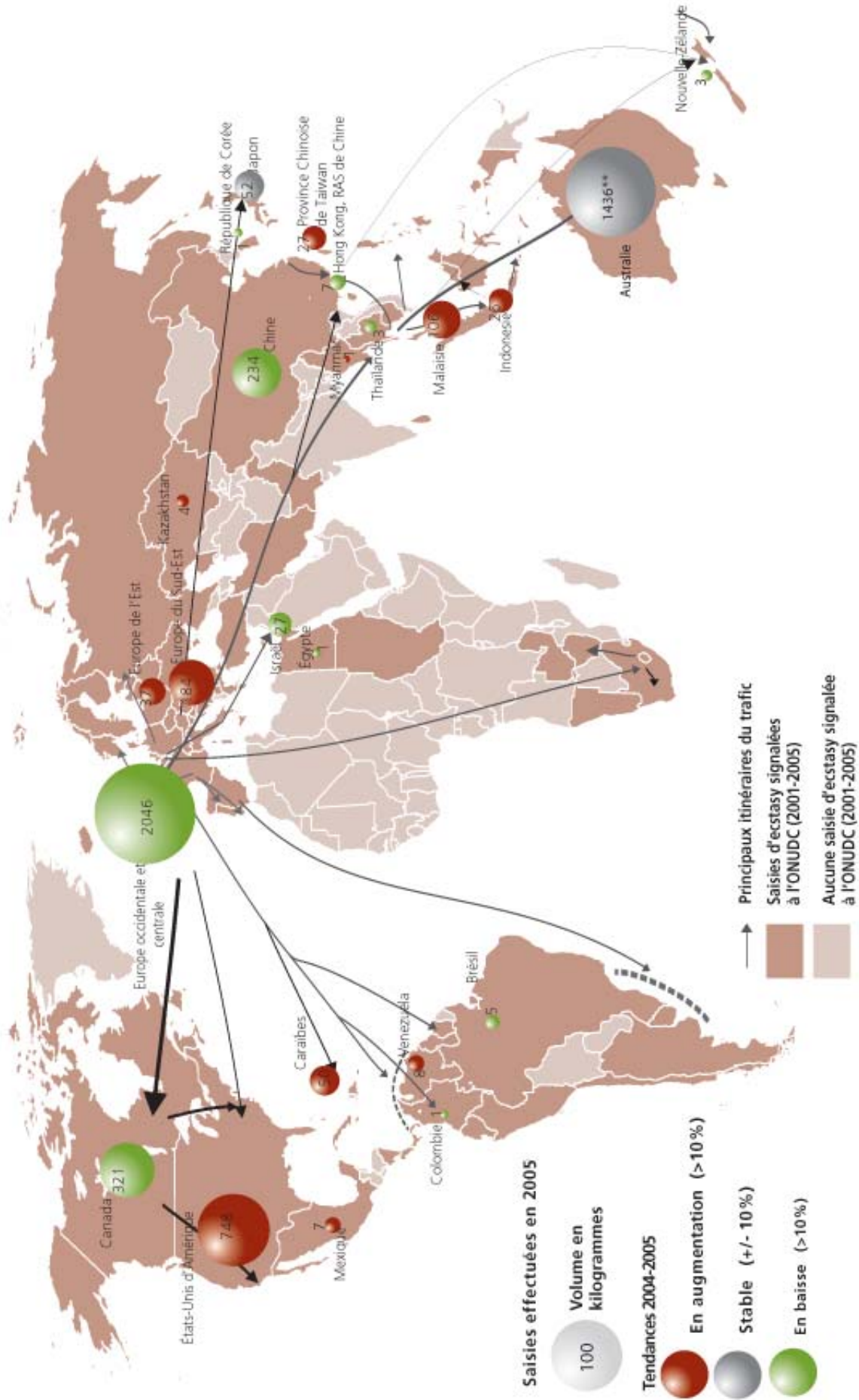


(a) saisies telles que signalées (pureté de la rue), unités converties en équivalents pids (100 mg/unité)

(b) saisies totales notifiées par les services de répression nationaux et ceux des États et territoires, ce qui peut donner lieu à un double comptage

(c) Les données se rapportent à 2004

Mapa 21: Tráfico de éxtasis, 2005 (países que comunican incautaciones* de más de 1 kg.)



* Saisies telles que signalées (pureté de la rue).

** Somme totale des saisies communiquées par les services de répression nationaux et ceux des États et territoires.

1.5.4 Abus

Amphétamines et stimulants de synthèse apparentés

La consommation de méthamphétamine domine les abus de STA au niveau mondial

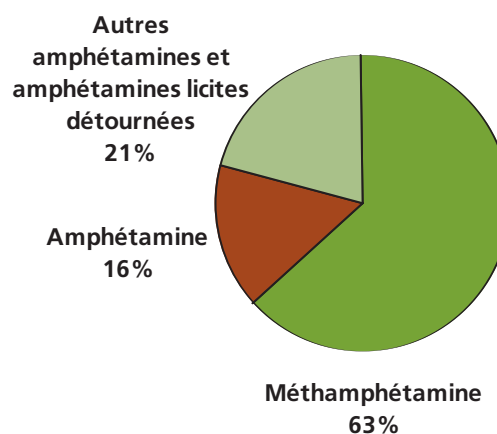
Les estimations de l'ONUDC pour 2005 indiquaient que près de 25 millions de personnes dans le monde (soit 0,6 pour cent de la population âgée de 15 à 64 ans, consomment des amphétamines. Leur nombre est donc plus élevé que celui des consommateurs de cocaïne ou d'héroïne. Les estimations globales n'ont guère changé par rapport à 2004 ou au début du nouveau millénaire.

Quant aux substances effectivement consommées, on ne peut procéder à leur ventilation qu'à titre indicatif, la plupart des pays n'établissant pas de distinction détaillée entre les différents produits – méthamphétamine, amphétamine ou autres stimulants – consommés par les usagers. Toutefois, les États membres ont à mainte reprise signalé à l'ONUDC des spécificités régionales distinctes, qui aident à déterminer des ordres de grandeur plausibles à l'échelon régional. À titre d'exemple, les informations dont on dispose semblent indiquer que les usagers des amphétamines d'Asie de l'Est et du Sud-Est consomment principalement de la méthamphétamine, tandis que les usagers européens prennent surtout de l'amphétamine (avec quelques exceptions, celle de la République tchèque, par exemple, où la méthamphétamine est la substance de prédilection). Les enquêtes auprès des ménages montrent que près de la moitié des consommateurs de stimulants de l'Amérique du Nord prennent de la méthamphétamine. La consommation de 'Captagon', très répandue au Proche-Orient, reflète principalement l'usage d'amphétamine (souvent en combinaison avec de la caféine). En revanche, les consommateurs d'amphétamines d'Afrique du Sud et d'Afrique du Nord semblent plutôt privilégier la méthamphétamine. En outre, les informations dont on dispose indiquent que dans la plupart des régions d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale, des Caraïbes, d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Est, ainsi que dans certaines régions d'Afrique australe et d'Asie, le marché des amphétamines est essentiellement composé de diverses préparations phar-

maceutiques détournées.

Les statistiques de l'ONUDC prennent en compte toutes ces informations et évaluent à 15 ou 16 millions le nombre d'usagers de la méthamphétamine dans le monde; ce chiffre est semblable à celui des usagers de l'héroïne ou de la cocaïne. Le nombre d'usagers de l'amphétamine est plus bas; on l'estime à 4 millions de personnes, environ. Cinq autres millions de personnes, pense-t-on, consomment diverses préparations pharmaceutiques ou d'autres stimulants illicites, comme la methcathinone. Souvenons-nous, une fois encore, qu'il ne s'agit là que d'estimations à caractère indicatif, fondées sur les informations communiquées à l'ONUDC par les États membres. Qui plus est, il faut savoir que les chiffres réels relatifs aux différentes substances pourraient bien être légèrement supérieurs, car les polytoxicomanies sont courantes et pourraient bien s'étendre aussi à la consommation de STA.¹

Fig. 125: Usagers des 'amphétamines' - essai de ventilation, par substance (N = 24,8 millions)



L'Asie du Sud-Est reste le plus gros marché mondial d'amphétamines, suivi par l'Amérique du Nord et l'Europe.

Quelque 14 millions de personnes, soit 55 pour cent des usagers des amphétamines de la planète, vivent, semble-t-il, en Asie.² Si la plupart sont des consommateurs de

¹ Pour des raisons d'ordre statistique, cela vaut, en particulier, pour l'amphétamine et pour la catégorie des 'autres amphétamines et amphétamines détournées', mais moins pour la méthamphétamine.

² Le chiffre pour l'Asie est légèrement inférieur à l'estimation publiée l'année précédente (15,2 millions). La différence tient essentiellement aux résultats de l'enquête nationale auprès des ménages réalisée en Indonésie en 2005 (Voir: National Narcotics Board Indonesia, National Survey of Illicit Drug Use and Trafficking among Household Groups in Indonesia, 2005). L'estimation indiquant un taux de prévalence annuelle d'usage de méthamphétamine de 0,2 pour cent dans la population générale âgée de 10 à 60 ans, s'est révélée inférieure aux estimations précédentes (Voir: UNODC, Patterns and Trends of Amphetamine-type Stimulants (ATS), Bangkok 2006).

méthamphétamine vivant en Asie de l'Est et du Sud-Est, cette sous-région compte, à elle seule, pour 97 pour cent du nombre total d'usagers des amphétamines en Asie. On estime le nombre total d'usagers des amphétamines en Amérique du Nord à quelque 3,8 millions de personnes³; ils seraient 2,8 millions en Europe, de sorte que l'Amérique du Nord représenterait 15 pour cent du total mondial, et l'Europe 11 pour cent.

Le nombre d'usagers des amphétamines est estimé à 2,1 millions en Afrique, et à 1,9 million en Amérique du Sud (y compris les Caraïbes et l'Amérique centrale, chacune de ces deux régions représentant 8 pour cent, environ, du total. Quelque 0,6 million de personnes consomment des amphétamines en Océanie, ce qui représente 3 pour cent du total mondial.

Pendant de longues années, la Thaïlande détient le record de la prévalence de méthamphétamine; mais la situation a changé après les vigoureuses mesures de répression qui ont frappé le marché en 2003. D'après les résultats des enquêtes de 2005, les plus forts taux de prévalence mondiaux sont aujourd'hui enregistrés aux Philippines. Cela a

poussé les autorités à prendre, en 2005 et en 2006, des mesures draconiennes contre la production intérieure de méthamphétamine, à intensifier les campagnes de prévention et à multiplier les possibilités de traitement. Bien que les taux de prévalence y soient en baisse, l'Australie vient au second rang.

Fig. 126: Ventilation des usagers d'amphétamines, par région (N = 24,8 millions)

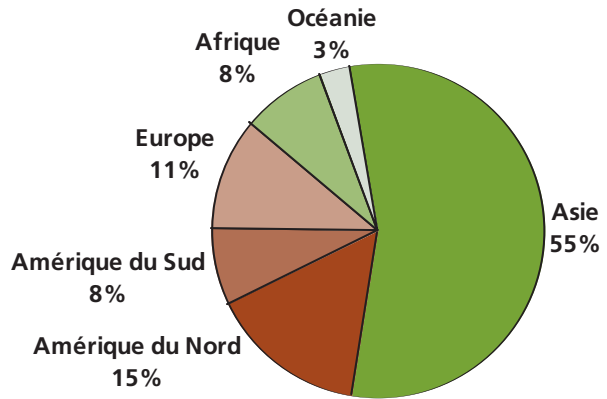


Tableau 14: Prévalence annuelle de l'usage d'amphétamines, 2005 (ou dernière année disponible)

	Nombre d'usagers	En % de la population âgée de 15 à 64 ans
EUROPE	2 750 000	0,5
Europe occidentale et centrale	2 220 000	0,7
Europe du Sud-Est	180 000	0,2
Europe de l'Est	350 000	0,2
AMÉRIQUES	5 710 000	1,0
Amérique du Nord	3 790 000	1,3
Amérique du Sud	1 920 000	0,7
ASIE	13 700 000	0,5
OCÉANIE	620 000	2,9
AFRIQUE	2 100 000	0,4
TOTAL MONDIAL	24 890 000	0,6

■ Supérieur à la moyenne mondiale ■ Voisin de la moyenne mondiale ■ Inférieur à la moyenne mondiale

Sources: ONUDC: Données tirées du Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports des gouvernements et estimations de l'ONUDC.

³ Ce chiffre de 3,8 millions est supérieur à celui cité dans le Rapport mondial sur les drogues de l'année dernière (3,2 millions). La différence tient exclusivement à l'amélioration de la méthode employée. En fait, l'usage d'amphétamines (dont celui de méthamphétamine) accuse une tendance à la baisse aux États-Unis, et donc dans l'ensemble de l'Amérique du Nord. L'examen critique de la précision des résultats obtenus par les enquêtes américaines auprès des ménages a permis de découvrir que les questions posées sur l'usage de méthamphétamine, à la rubrique 'médicaments vendus sur ordonnance' (comme cela se faisait jusqu'ici), donnaient lieu à une sous-notification. De nombreuses personnes, même lorsqu'elles prennent de la méthamphétamine, n'associent pas cette consommation à l'usage d'un médicament vendu sur ordonnance, car la question posée remonte aux temps où la méthamphétamine était encore vendue sur ordonnance aux États-Unis. Au cours des années, elle a toutefois cessé d'être un détournement de médicament vendu sur ordonnance; elle n'est plus produite aujourd'hui que par des laboratoires clandestins, ce qui explique que la question puisse désormais prêter à confusion. Pour améliorer la précision des résultats, les personnes qui n'avaient pas répondu 'oui' à la question sur l'usage de méthamphétamine comme médicament vendu sur ordonnance, se sont vu demander une seconde fois (hors du contexte des médicaments vendus sur ordonnance), si elles avaient consommé de la méthamphétamine. Qui plus est, certaines appellations courantes ont été ajoutées à la définition: "La méthamphétamine, également connue sous les noms de crank, ice, crystal meth, speed, glass, etc. est un stimulant, le plus souvent vendu sous forme de cristaux ou de poudre. Elle peut être fumée, prise (ou "sniffée"), ingérée ou injectée. Avez-vous déjà, ne fût-ce qu'une seule fois, consommé de la méthamphétamine?" Les réponses à cette seconde question (qui n'était pas posée dans le passé) ont amené à revoir sensiblement à la hausse les taux de prévalence annuelle de la méthamphétamine chez les personnes âgées de plus de 12 ans: de 0,5 pour cent (chiffre datant d'avant 2005, année où l'on introduisit la seconde question), on est passé à 0,8 pour cent (à partir de 2005). De ce fait, l'usage total de stimulants est passé d'un ratio de 1,1 pour cent à 1,4 pour cent en 2005. (Voir: Substance Abuse and Mental Health Services Administration (SAMHSA). Results from the 2005 National Survey on Drug Use and Health: National Findings (Office of Applied Studies, NSDUH Series H-30, DHHS Publication No. SMA 06-4194). Rockville, MD, Sept. 2006; <http://www.oas.samhsa.gov/nsduh/2k5nsduh/AppB.htm#TabB-6>). L'ONUDC se sert désormais de ces chiffres supérieurs en ce qui concerne l'usage de méthamphétamine et de stimulants aux États-Unis, ce qui a automatiquement eu pour conséquence d'élever les chiffres pour l'ensemble de l'Amérique du Nord.

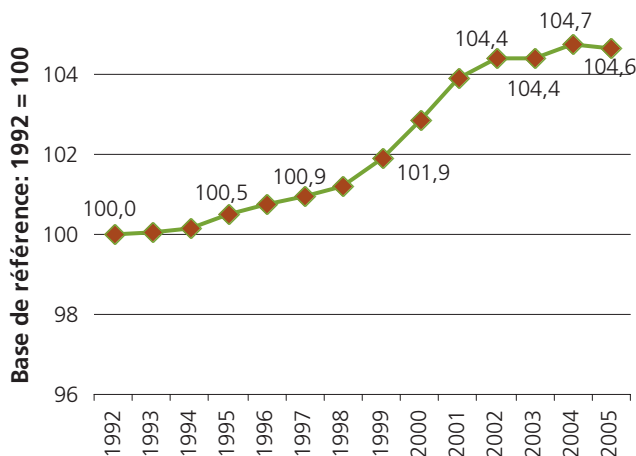
À l'échelon sous-régional, les plus forts taux de prévalence annuelle sont signalés par les pays de la région de l'Océanie (2,9 pour cent), suivis par l'Amérique du Nord (1,3 pour cent), l'Asie de l'Est et du Sud-Est (0,9 pour cent) et l'Europe occidentale et centrale (0,7 pour cent). En Afrique, la prévalence annuelle moyenne est estimée à 0,4 pour cent. Les plus forts taux de prévalence sont signalés, dans la région de l'Océanie, par l'Australie, en Europe, par le Royaume-Uni, le Danemark et l'Estonie, en Amérique du Nord par les États-Unis, en Amérique centrale par El Salvador, en Amérique du Sud, par le Brésil, et en Afrique, à de moindres niveaux, par le Nigéria (ainsi que d'autres pays d'Afrique de l'Ouest), l'Afrique du Sud et l'Égypte.

Après les hausses enregistrées dans les années 1990, l'usage d'amphétamines se stabilise aujourd'hui à l'échelle mondiale...

Les estimations du nombre total d'usagers des amphétamines, tout comme les données relatives aux tendances fournies par les experts, suggèrent que l'usage d'amphétamines a commencé de se stabiliser ces dernières années, après la forte hausse enregistrée dans les années 1990.

Cette hausse était principalement due à l'usage croissant des amphétamines en Asie, notamment en Asie de l'Est et du Sud-Est. Les hausses intervenues en Europe et en Amérique du Nord ont également contribué à l'accroisse-

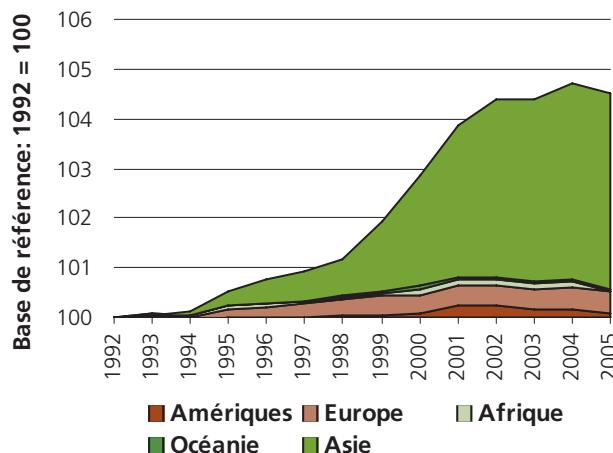
Fig. 127: Tendances de l'usage d'amphétamines* , telles que perçues par les experts, 1992-2005



* Note: Tendances, telles que signalées par les experts nationaux en réponse au Questionnaire destiné aux rapports annuels. Les points sont attribués en fonction des données relatives aux tendances: 'Forte augmentation': 2; 'Augmentation': 1; stable: 0; 'Baisse': -1; 'forte baisse': -2. Les tendances de l'usage signalées ont été pondérées en fonction de la proportion d'usagers des amphétamines dans un pays donné, exprimée en pourcentage de l'usage mondial d'amphétamine. Si tous les pays avaient signalé une certaine 'augmentation', la ligne qui exprime la tendance mondiale aurait augmenté d'un point par an et atteint 113 dès 2005.

Sources: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels; bureaux de terrain de l'ONUDC; Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); rapports des gouvernements; rapports de l'OEDT, de la CICAD et de l'HON-LEA; enquêtes locales.

Fig. 128: Tendances de l'usage d'amphétamines* , telles que perçues par les experts : contribution des régions à l'évolution mondiale, 1992-2005



Sources: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels; bureaux de terrain de l'ONUDC; Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); rapports des gouvernements; rapports de l'OEDT, de la CICAD et de l'HON-LEA; enquêtes locales

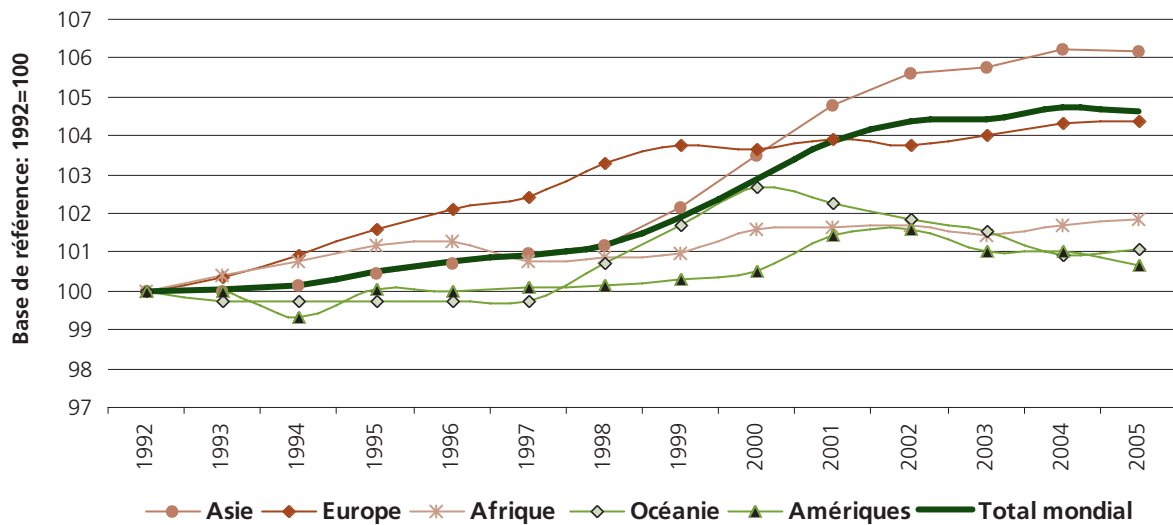
ment mondial constaté dans les années 1990, bien qu'à un moindre degré. La stabilisation qui s'est instaurée depuis quelques années est donc un phénomène mondial.

Lorsqu'on entreprend d'analyser l'évolution intervenue dans les différentes régions au cours de la période 1992-2005, les données relatives aux tendances montrent que c'est en Asie que les taux d'accroissement ont été les plus élevés; dans toutes les autres régions, ils se sont situés au-dessous de la moyenne. Toutefois, après les accroissements sensibles des années 1990, toutes les hausses ont cessé en Asie et en Océanie; et les Amériques ont même accusé certaines baisses au cours des dernières années. En Europe, si les abus d'amphétamines ont dépassé la moyenne dans les années 1990, elles ont rejoint la moyenne mondiale ces dernières années - en fait, elles sont toujours demeurées légèrement en deçà. En revanche, l'usage d'amphétamines augmente en Afrique depuis quelques années, bien que l'on soit parti de plus bas, et les hausses globales constatées au cours de la période 1992-2005 se sont situées nettement en-dessous de la moyenne mondiale.

L'usage d'amphétamines diminue en Amérique du Nord

Le changement le plus marquant a été la tendance à la baisse de l'usage d'amphétamines en Amérique du Nord, ce qui concorde avec les rapports reçus des États-Unis. Cette tendance à la baisse a fait suite à plusieurs années d'expansion régulière des abus de méthamphétamine aux États-Unis, du Pacifique aux autres régions du pays. Chez les élèves du secondaire, ce fléchissement a débuté vers 1997; il est devenu plus prononcé après 2002. Si la prévalence annuelle de l'usage d'amphétamines (couvrant, à la fois, l'usage de méthamphétamine et d'amphétamine) parmi les élèves du secondaire a diminué d'un tiers au cours de la

Fig. 129: Tendances de l'usage d'amphétamines*, telles que perçues par les experts - évolution constatée dans les régions, 1992-2005



Sources: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels; bureaux de terrain de l'ONUDC; Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); rapports des gouvernements; rapports de l'OEDT, de la CICAD et de l'HONLEA; enquêtes locales.

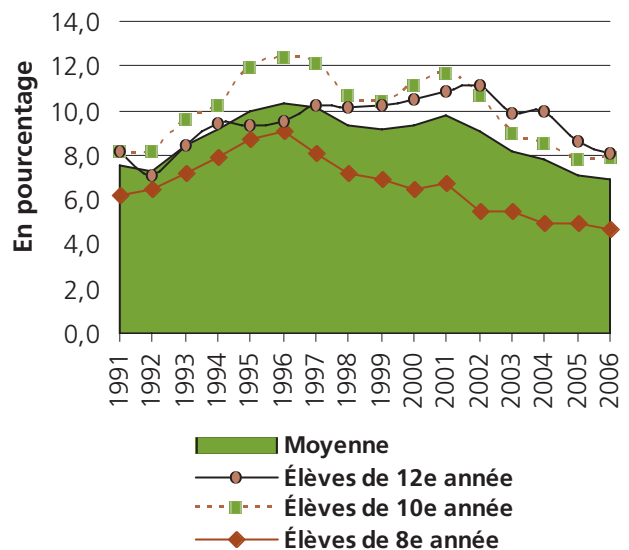
période 1997-2006, le déclin constaté entre 2002 et 2006 a été de près de 30 pour cent. L'abaissement des niveaux d'usage a été de pair avec la moindre disponibilité des drogues et la perception accrue des risques liés à l'usage de ces substances.

La baisse de consommation de la méthamphétamine a été encore plus prononcée parmi les élèves du secondaire des États-Unis, puisqu'elle a chuté de plus de 37 pour cent au cours de la période 2002-2006, et de 60 pour cent entre 1999 et 2006. Des baisses similaires ont aussi été signalées par les élèves du secondaire de l'Ontario, au Canada (moins 56 pour cent entre 1999 et 2005), ce qui montre clairement que la prise de conscience des risques encourus, associée aux politiques de réduction de l'offre (principalement, l'amélioration du contrôle des précurseurs) a eu un impact positif.

La tendance à la baisse dans la population générale des États-Unis, telle que reflétée par les enquêtes auprès des ménages, a commencé après 2002. Entre 2002 et 2005, l'usage d'amphéta-mines a chuté de plus de 20 pour cent, passant d'un taux de prévalence annuelle de 1,4 pour cent, en 2002, à 1,1 pour cent dans la population âgée de plus de 12 ans, en 2005.

Dans l'intervalle, les résultats des tests effectués sur les lieux de travail ont révélé une tendance à la hausse jusqu'en 2004⁴, suivie d'une tendance à la baisse manifeste depuis la mi-2005. Ce phénomène a notamment été observé dans les États riverains du Pacifique et du centre-ouest, où les taux d'abus sont habituellement les plus élevés. La proportion

Fig. 130: Prévalence annuelle de l'usage d'amphéta-mines (méthamphétamine + amphétamine) parmi les élèves du secondaire aux États-Unis

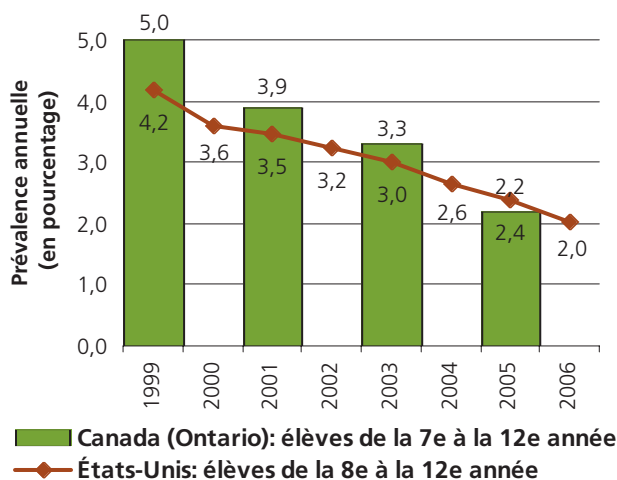


Source: NIDA, Monitoring the Future, Overview of Key Findings in 2006, Bethesda Maryland, May 2007

globale des personnes qui sont dépistées positives pour l'usage d'amphétabines dans la population active des États-Unis a baissé de près de 20 pour cent entre 2004 et 2006, passant d'un taux d'abus de méthamphétamine de 0,52 pour cent, en 2004, à 0,48 pour cent, en 2005, et à 0,42 pour cent, en 2006.

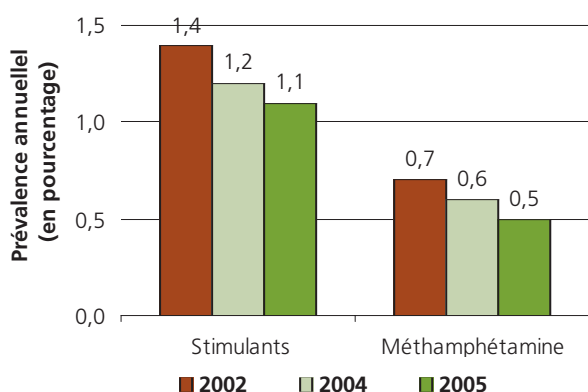
⁴ El hecho de que las tendencias emanantes de las encuestas por hogares y los datos derivados de los análisis en el lugar de trabajo hayan sido diferentes durante algunos años puede haber obedecido a las siguientes razones:
 - se ha producido un evidente aumento de los análisis de detección de drogas en todos los EE.UU. que contribuyó a mejorar la cobertura nacional;
 - han mejorado la calidad y la fiabilidad de los análisis de drogas;
 - la creciente demanda de mano de obra, ligada al firme crecimiento de la economía estadounidense, permitió que se incorporaran a la fuerza de trabajo muchas personas (consumidores de drogas incluidos) que en años anteriores pueden haber permanecido desempleadas;
 - aunque estos factores hayan mejorado la exactitud y fiabilidad de los resultados actuales, es posible que dificulten las comparaciones directas.

Fig. 131: Prévalence annuelle de la méthamphétamine parmi les élèves des États-Unis et de l'Ontario (Canada), 1999-2006



Sources: CAMH, Drug Use among Ontario Students, 1997-2005, Toronto 2005 and NIDA, Monitoring the Future, Overview of Key Findings in 2006, Bethesda Maryland, May 2007.

Fig. 132: Prévalence annuelle des stimulants/de la méthamphétamine aux États-Unis dans la population âgée de plus de 123 ans



Source: SAMHSA, 2005 National Survey on Drug Use and Health, 2006 and previous years

Toutefois, les tendances positives signalées par les États-Unis et le Canada ont été partiellement contrebalancées par une hausse des abus de méthamphétamine au Mexique. Celle-ci reflète probablement la production croissante de cette substance dans le pays, et, bien que le gros de la méthamphétamine produite au Mexique soit destiné au marché américain, la petite quantité qui reste dans le pays a suffi à augmenter les disponibilités locales, ce qui a stimulé la demande intérieure.

... et s'est stabilisé en Europe

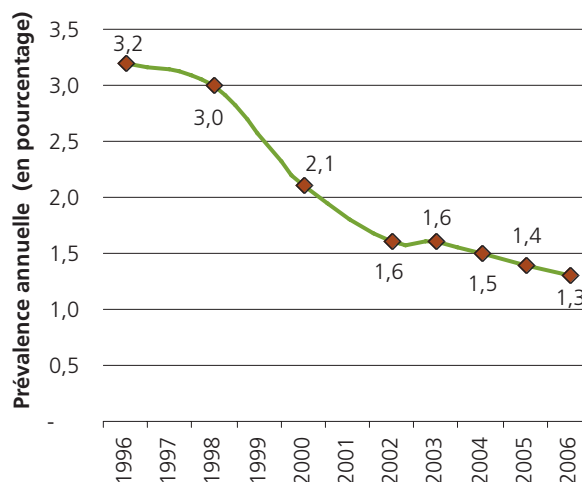
Au terme de plusieurs années de hausses sensibles, la consommation d'amphétamines en Europe s'est désormais sta-

bilisé. En 2005, 19 pays européens ont fait état d'une stabilisation de l'usage d'amphétamines, 6 ont signalé une augmentation des abus, et 6 autres une diminution. L'augmentation des abus semblent concentrée en Europe du Sud-Est, tandis que l'usage reste stable, voire en léger déclin, dans la plus grande partie de l'Europe occidentale

La tendance à la baisse la plus marquée, amorcée vers le milieu des années 1990, a été signalée au Royaume-Uni, sur le plus gros marché européen d'amphétamines. La prévalence annuelle de l'usage d'amphétamines en Angleterre et aux pays de Galles est passée de 3,2 pour cent, en 1996, à 1,4 pour cent, en 2005, puis à 1,3 pour cent, en 2006, une baisse qui équivaut à 60 pour cent, environ, de la population âgée de 16 à 59 ans. Ce succès est dû, semble-t-il au renforcement des mesures de prévention et de réduction de l'offre. Selon une étude de l'OEDT, il est également dû au fait que les dépenses engagées par le Royaume-Uni venaient au troisième rang (après les Pays-Bas et la Suède) des dépenses par habitant et en pourcentage du PNB faites par les pays de l'Union européenne au titre de la lutte contre l'abus des drogues⁵. Si les financements importants consacrés à combattre le problème des drogues ont donné des résultats positifs, certains des progrès réalisés au Royaume-Uni dans la réduction de l'usage d'amphétamine ont été contre-balancés par une augmentation de l'usage de cocaïne. Il n'empêche que le fléchissement global de l'usage d'amphétamine au cours de la dernière décennie a été plus important que la progression de l'usage de cocaïne.

Des succès probants ont également été remportés en Suède, le plus grand marché européen de STA, qui s'est développé entre les années 40 et 60.⁶ Les taux de prévalence au cours de la vie parmi les recrues de l'armée ont chuté de plus de

Fig. 133: Angleterre et pays de Galles: prévalence annuelle de l'usage d'amphétamine dans la population générale âgée de 16 à 59 ans



Source: Home Office, Drug Misuse Declared: Findings from the European countries reported a stabilization of amphet2005/06 British Crime Survey, London, Oct. 2006.

5 Cela comprend les dépenses engagées au titre de la réduction de l'offre et de la demande. Les dépenses liées à la lutte contre la drogue se sont montées à 68 euros par habitant au Royaume-Uni, soit 0,35 pour cent du PNB, ce qui équivaut à plus du double des dépenses moyennes engagées par les pays membres de l'UE (0,15 pour cent). Seuls les Pays-Bas (139 euros par habitant, soit 0,66 pour cent du PNB) et la Suède (107 euros par habitant, soit 0,47 pour cent du PNB) ont signalé des taux plus élevés. (Voir: EMCDDA, Public Expenditure on Drugs in the European Union, 2000-2004).

6 UNODC, Sweden's successful Drug Policy: A Review of the Evidence, (February 2007).

50 pour cent entre 2000 et 2005 et les taux de prévalence de l'amphétamine enregistrés en Suède dans la population générale, naguère les plus élevés d'Europe, sont aujourd'hui parmi les plus bas.

L'Asie fait état d'une tendance à la stabilisation

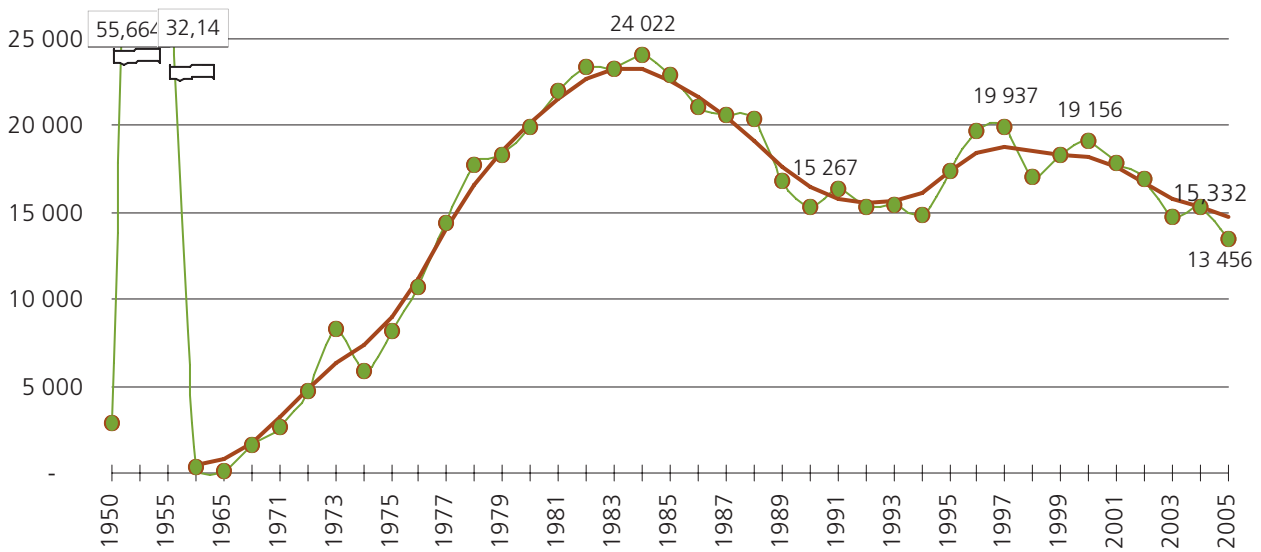
En 2005, seuls 15 pays asiatiques ont signalé une hausse de l'usage d'amphétamines, tandis que le nombre de pays ayant fait état d'une stabilisation, voire d'une baisse de l'usage, est passé à 16. L'année précédente, 20 pays d'Asie avaient signalé une hausse des abus, et 12 seulement une stabilisation ou une baisse. Une fois que les tendances signalées ont été pondérées en fonction de la population consommant des amphétamines, le résultat net indique un déclin (marginal). Cette stabilisation a fait suite à plusieurs années de croissance ininterrompue en Asie, au cours de la dernière décennie.

Après les fortes hausses enregistrées dans les années 70, au début des années 80 et à la fin des années 90, toutes les données concernant le Japon, le plus lucratif des marchés de méthamphétamine d'Asie, indiquent que les abus de méthamphétamine se sont stabilisés ou ont même légèrement

fléchi ces dernières années.⁷ La prévalence de la méthamphétamine au cours de la vie, qui était de l'ordre de 0,4 pour cent de la population âgée de plus de 15 ans, en 2003, était tombée à 0,3 pour cent, en 2005.

En 2005, la Thaïlande a signalé une baisse des abus de méthamphétamine (pilules ou 'yaba'). Celle-ci faisait suite à l'intervention énergique des autorités thaïlandaises sur le marché, en 2003, qui se traduit par un recul des abus de méthamphétamine, mais aussi – malheureusement – par un certain nombre de décès. L'enquête de 2001 auprès des ménages avait montré que le taux de prévalence représentait, en Thaïlande, 2,4 pour cent de la population âgée de 12 à 65 ans, ce qui en faisait alors le pays du monde le plus gravement affecté par les abus de méthamphétamine, ceci bien qu'elle déclarât, depuis plusieurs années, les plus fortes saisies mondiales de STA. En 2003, une nouvelle enquête auprès des ménages constata des taux de prévalence bien inférieurs (0,2 per cent)⁸. Toutefois, ces données ont peut-être été quelque peu faussées par les opérations de police, d'où une possible sous-estimation, car les enquêtés étaient influencés par la 'guerre aux drogues' qui faisait rage à l'époque.⁹ Ayant pris en compte toutes les informations disponibles, l'ONUDC a estimé que les valeurs réelles

Fig. 134: Contraventions signalées à la loi sur les stimulants au Japon, 1950-2005



	1950	1954	1955	1960	1965	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	
Arrestations	2 917	55 664	32 140	299	152	1 618	2 634	4 709	8 301	5 919	8 218	10 678	14 447	17 740	18 297	19 921	22 024	23 365	23 301	24 022	22 980	21 052	20 643	20 399	16 866	15 267	16 330	15 311	15 495	14 896	17 364	19 666	19 937	17 084	18 285	19 156	17 912	16 964	14 715	15 296	13 456	
Tendance					458	794	1 715	3 223	4 837	6 335	7 354	8 955	11 225	14 077	16 990	18 520	20 168	21 582	22 743	23 298	23 227	22 559	21 647	20 520	19 170	17 656	16 434	15 834	15 527	15 621	16 154	17 405	18 398	18 773	18 502	18 354	18 212	17 664	16 733	15 731	15 332	14 691

Sources: Ministry of Health and Social Welfare, National Police Agency of Japan et ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels.

7 On constate cependant des différences entre les sources, ainsi que dans l'établissement des rapports destinés à l'ONUDC; cette question sera examinée à l'avenir.

8 UNODC (Regional Centre for East Asia and the Pacific), Patterns and Trends of Amphetamine-type Stimulants (ATS) and Other Drugs of Abuse in East Asia and the Pacific 2005, Bangkok 2006.

9 C'est ce qu'illustre le déclin abrupt signalé du taux de prévalence de la méthamphétamine au cours de la vie, qui est passé de 7,8 pour cent, en 2001, à 2,4 pour cent, en 2003, mais qui ne saurait refléter la réalité dans la mesure où beaucoup avaient peur, à l'époque, d'avouer qu'ils étaient des usagers de la méthamphétamine.

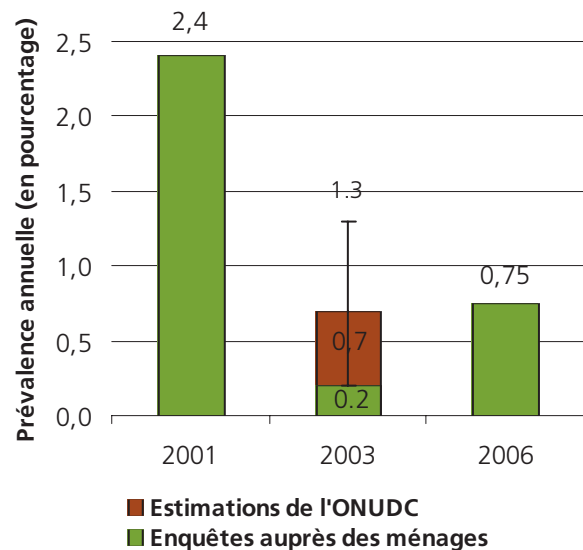
étaient sans doute plus proches de 0,7 pour cent,¹⁰ ce qui représente encore un taux très inférieur à celui signalé en 2001. La limite supérieure de l'estimation de l'ONUDC pour 2003 (fondée sur les résultats de l'évaluation rapide des changements constatés dans l'abus des drogues dans les premiers mois de la 'guerre aux drogues'), était de l'ordre de 1,3 pour cent. Une nouvelle enquête auprès des ménages réalisée en 2006 a conclu à un taux de prévalence annuelle de 0,75 pour cent, ce qui semble plus réaliste.

Il ne fait aucun doute que la situation en Thaïlande soit bien meilleure aujourd'hui qu'en 2001, au temps où l'épidémie de méthamphétamine atteignait des sommets. Mais on ne sait si elle continuera de s'améliorer. Les saisies de pilules de méthamphétamine ('yaba') indiquent une baisse continue du trafic, ce qui pourrait indirectement déboucher sur une réduction régulière des abus. Toutefois, les saisies de méthamphétamine cristalline augmentent, bien que parties d'un niveau très bas. Les informations tirées des demandes de traitement pour abus de méthamphétamine sont encore plus complexes. En 2003, suite à l'intervention des autorités sur le marché de la méthamphétamine, on dut faire face à une explosion des demandes de traitement, ce qui permit d'éliminer du marché un certain nombre de consommateurs potentiels. Les demandes de traitement pour abus de méthamphétamine sont ensuite retombées au-dessous des niveaux moyens en 2004, comme on pouvait s'y attendre, mais ont recommencé à augmenter en 2005, avant de se stabiliser en 2006. En même temps, aucun autre pays asiatique ne consacre autant de ressources que la Thaïlande au traitement des personnes dépendantes de la méthamphétamine.

Le rapport suggère aussi que l'intensification du trafic via la RDP lao et le Cambodge a peut-être déjà commencé de compenser la diminution du trafic direct de méthamphétamine du Myanmar en Thaïlande. La RDP lao comme le Cambodge signalent déjà, tous deux, des abus croissants de méthamphétamine, en conséquence du trafic accru au travers de leurs territoires respectifs. Le Viet Nam a, lui aussi, signalé une augmentation du trafic.

Aux Philippines, les données de la dernière enquête auprès des ménages, réalisée entre septembre 2004 et janvier 2005 parmi 12 000 personnes âgées de 10 à 44 ans, sont actuellement analysées par les autorités, qui n'ont pas encore officiellement publié leurs résultats. Elles ont toutefois communiqué à l'ONUDC des résultats préliminaires¹¹; ceux-ci semblent indiquer que les Philippines pourraient faire face à un taux de prévalence annuelle d'usage de méthamphétamine de l'ordre de 6 pour cent dans la population âgée de 15 à 64 ans.¹² Ces estimations suggèrent que les Philippines ont présentement le taux de

Fig. 135: Thaïlande: prévalence annuelle des abus de méthamphétamine, 2001-2006



Sources: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels; UNODC, Patterns and Trends of Amphetamine-type Stimulants (ATS) and Other Drug of Abuse in East Asia and the Pacific 2005, June 2006, et ONUDC: Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP).

prévalence d'usage de méthamphétamine le plus élevé du monde. Vu l'aggravation probable du problème, comme le relevait le *Rapport mondial sur les drogues 2006*, les autorités philippines ont intensifié leur lutte contre la production, le trafic et l'abus de méthamphétamine. Pour 2005, elles ont fait état de taux d'abus stables.

La Malaisie, Singapour et la Chine ont, eux aussi, fait état d'une tendance stable. La Chine semble être l'un des plus gros marchés de méthamphétamine de la planète, bien que les taux de prévalence y soient inférieurs à ceux de plusieurs autres pays d'Asie du Sud-Est. Le nombre d'usagers des STA homologués dépassait les 50 000 en 2005 (6,7 pour cent du total des usagers des drogues homologués en 2005)¹³, mais ce chiffre ne constitue probablement qu'une fraction du nombre total d'usagers des STA dans ce pays. Bien que la Chine n'ait pas encore effectué à ce jour d'enquête sur les drogues parmi les ménages, elle s'est dotée d'un système perfectionné d'enregistrement des toxicomanes, qui permet de déceler les modèles de consommation. Ainsi, le système a révélé que les abus de STA diffèrent grandement selon les régions, les plus grands nombres d'usagers des drogues étant signalés par les provinces de Heilongjian (80 pour cent), Jilin (62 pour cent) et Liaoning (30 pour cent); il s'agit de provinces du nord-est de la Chine, proches de la République démocratique

¹⁰ ONUDC: Rapport mondial sur les drogues 2006, juin 2006.

¹¹ UNODC, Patterns and Trends of Amphetamine-type Stimulants (ATS) and Other Drugs of Abuse in East Asia and the Pacific 2005, Bangkok 2006.

¹² ONUDC: Rapport mondial sur les drogues 2006, juin 2006. vol.II.

¹³ Zhao Wanpeng (Directeur adjoint de la Division de la coopération internationale, Bureau du contrôle des stupéfiants, Ministère de la Sécurité publique): 'Measures Implemented in China for the prevention of Illicit Production of Synthetic Drugs and their Precursors', présentation à la Conférence sur la coopération Europe-Asie dans le domaine des drogues de synthèse et de leurs précurseurs, Paris, 6-7 mars 2007.

tique de Corée. Le nombre de consommateurs de STA en Chine du nord-est a représenté 52 pour cent des usagers des drogues homologués en 2005 et donc proportionnellement dépassé celui des opiomanes. L'abus de STA est également important dans d'autres provinces : le Hunan, au Sud-Est de la Chine (8 pour cent), qui jouxte la province de Guandong (où l'on a découvert, ces dernières années, le plus grand nombre de laboratoires clandestins), ainsi que les provinces proches de Shanghai, le long de la mer de Chine orientale, le Jiangsu (7 pour cent) et le Zhejiang (5 pour cent).¹⁴ Cette dernière province jouxte le Fujian, autre site de fabrication clandestine de méthamphétamine en Chine. en 2005, toutefois, contrairement aux années précédentes, caractérisées par une croissance rapide des abus de STA, les autorités chinoises ont rapporté une stabilisation de l'usage d'amphétamines.

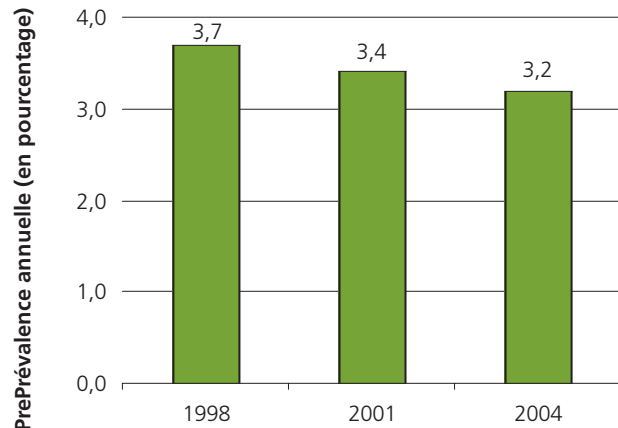
Dans leur réponse au Questionnaire destiné aux rapports annuels, les autorités indonésiennes ont signalé à l'ONUDC une baisse des abus de méthamphétamine. Cela cadrerait avec les résultats de la première enquête nationale¹⁵ réalisée en Indonésie en 2005, qui a révélé un taux de prévalence de la méthamphétamine de 0,2 pour cent dans la population âgée de 15 à 64 ans, inférieur aux estimations antérieures.

Stabilisation/déclin en cours dans la région de l'Océanie

En Australie, les enquêtes auprès des ménages ont révélé une baisse progressive de l'usage de méthamphétamine, qui est passé d'une prévalence annuelle de 3,7 pour cent de la population âgée de plus de 14 ans, en 1998, à 3,4 pour cent, en 2001¹⁶, et à 3,2 pour cent, en 2004. Les données recueillies par le Système australien de surveillance de la consommation de drogues (DUMA), qui soumet régulièrement les personnes arrêtées en divers lieux du pays à des tests de dépistage des drogues (analyses d'urine) dans les 48 heures suivant leur arrestation, indiquent que la tendance à la stabilisation ou à la baisse modérée de l'usage de méthamphétamine s'est également poursuivie lors des années suivantes. La proportion de détenus déclarés positifs au test de dépistage de la méthamphétamine a légèrement baissé, passant de 28,4 pour cent, en 2003, et de 28,1 per cent, en 2004, à 25,9 pour cent, en 2006.

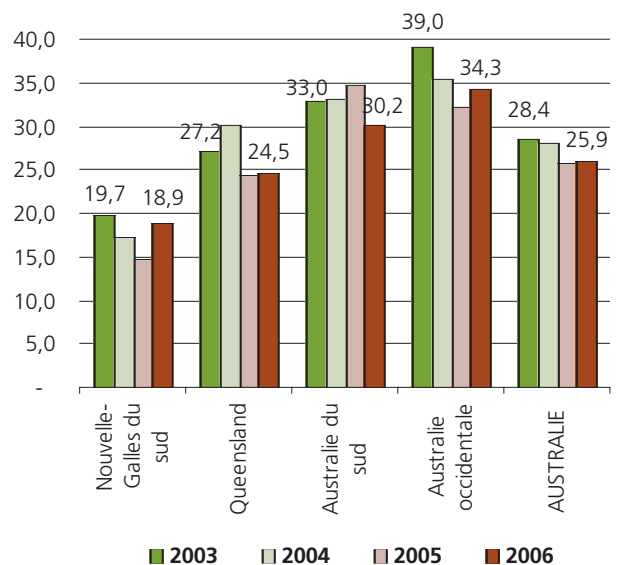
Ce fléchissement a été plus prononcé au Queensland (province où, par tradition, l'on a démantelé le plus grand nombre de laboratoires de méthamphétamine), ainsi que dans certaines régions de l'Australie occidentale et australe. Si les abus de méthamphétamine semblent s'être globalement stabilisés, certaines données indiquent un usage croissant de 'crystal ice', ainsi qu'une augmentation de l'usage de méthamphétamine par injection.¹⁷

Fig. 136: Australie: prévalence annuelle de l'usage d'amphétamines dans la population âgée de plus de 14 ans



Source: Australian Institute for Health and Welfare (AIHW), 2004 National Drug Strategy - Household Survey 2004, Canberra 2005.

Fig. 137: Australie: Méthamphétamine - dépistage de l'usage de drogues parmi les personnes arrêtées en plusieurs lieux choisis*, 2003-2006



*Bankstown et Parramatta (Sydney) en 2003

Queensland: Southport et Brisbane
 Australie du Sud: Elisabeth et Adélaïde
 Australie occidentale: Perth
 Australie: moyenne non pondérée des résultats de tous les sites

Source: Australian Institute of Criminology (AIC); Drug Use Monitoring in Australia (DUMA)

¹⁴ National Surveillance Centre on Drug Abuse, National Institute on Drug Dependence, Peking University, 2005 Annual Report on Drug Abuse in China, Beijing 2006.

¹⁵ National Narcotics Control Board, National Survey of Illicit Drug Use and Trafficking among Household Groups in Indonesia, 2005, Jakarta 2007.

¹⁶ Il convient de noter qu'une comparaison directe des données tirées des enquêtes de 1998 et de 2001 en Australie pourrait potentiellement induire en erreur, car la méthodologie de ces enquêtes avait considérablement évolué dans l'intervalle.

¹⁷ National Alcohol and Drugs Research Centre, University of New South Wales - presentation to UNODC, 'Australian Drug Monitoring Systems: Overview of IDRS and EDRS', May 2007.

La stabilisation des abus de méthamphétamine en Australie, le plus grand pays de la région, implique, de facto, une stabilisation dans l'ensemble de la région de l'Océanie. Néanmoins, les différents pays ont parfois montré des tendances opposées. C'est ainsi que la Nouvelle-Zélande a signalé le maintien de la hausse des abus de méthamphétamine en 2005, encore que l'on fût parti de valeurs moins élevées.

Des taux d'abus croissants en Afrique australe ...

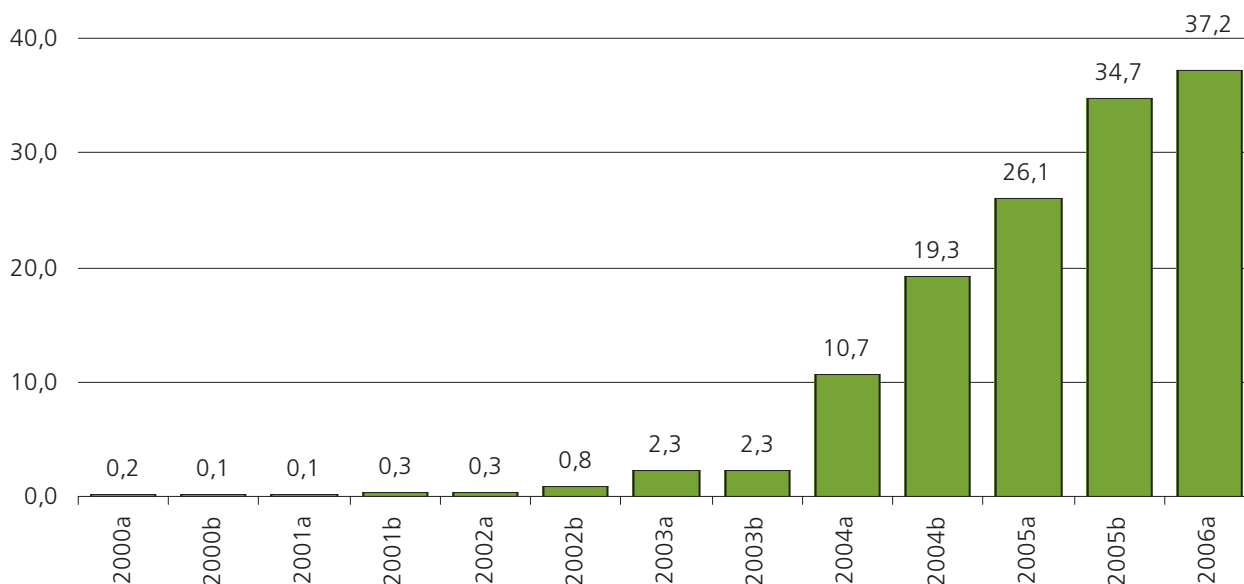
Bien que l'usage d'amphétamines soit demeuré stable en Afrique, les abus de méthamphétamine augmentent rapidement en Afrique du Sud. À Cape Town, à la fin de 2002, la méthamphétamine comptait pour moins de 1 pour cent des demandes de traitement liées aux drogues; mais elle a crû depuis et, aux deux premiers trimestres de 2006, cette proportion était passée à 37 pour cent. Dans d'autres régions du pays, si les abus restent très inférieurs, de légères hausses ont néanmoins été constatées. Sur tous les sites couverts par le Réseau épidémiologique élargi de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Cape

Town, Gauteng, Port Elisabeth, Durban, Mpulanga, et East London), la part de la méthamphétamine dans le total des demandes de traitement a atteint 13,5 pour cent aux deux premiers trimestres de 2006, ce qui représente une hausse de moins de 1 pour cent en 2002.

... ainsi qu'en Amérique du Sud

Plusieurs pays d'Amérique du Sud ont, eux aussi, signalé des taux d'abus croissants. Si 5 d'entre eux ont fait état d'une hausse des abus, et 5 autres d'une stabilisation de l'usage, pas un seul pays d'Amérique du Sud (les Caraïbes et l'Amérique centrale incluses) n'ont fait état d'un recul. Cette augmentation de l'usage de STA en Amérique du Sud concorde avec les rapports faisant état d'une consommation accrue de STA licites au cours des dernières années, ce qui a facilité les détournements. Les doses quotidiennes déterminées par 1 000 habitants pour les stimulants du Tableau IV dans les Amériques se sont montées à plus de 10 au cours de la période 2003-2005, une progression par rapport aux 7 enregistrées entre 2000 et 2002, ou aux taux actuels situés entre 1 et 2 de l'Europe ou de l'Asie.¹⁸

Fig. 138: Cape Town (Afrique du Sud): part de la méthamphétamine comme principale substance objet d'abus dans les traitements, 2000-2006

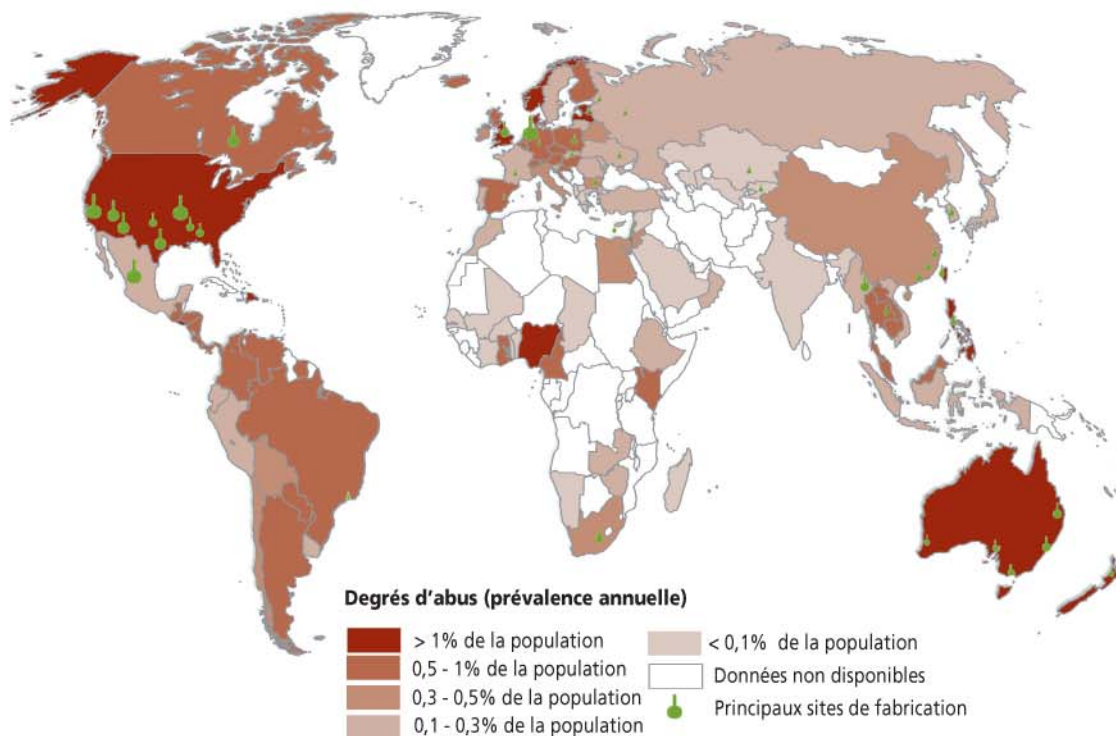


Source: SACENDU

¹⁷ National Alcohol and Drugs Research Centre, University of New South Wales - presentation to UNODC, 'Australian Drug Monitoring Systems: Overview of IDRS and EDRS', May 2007.

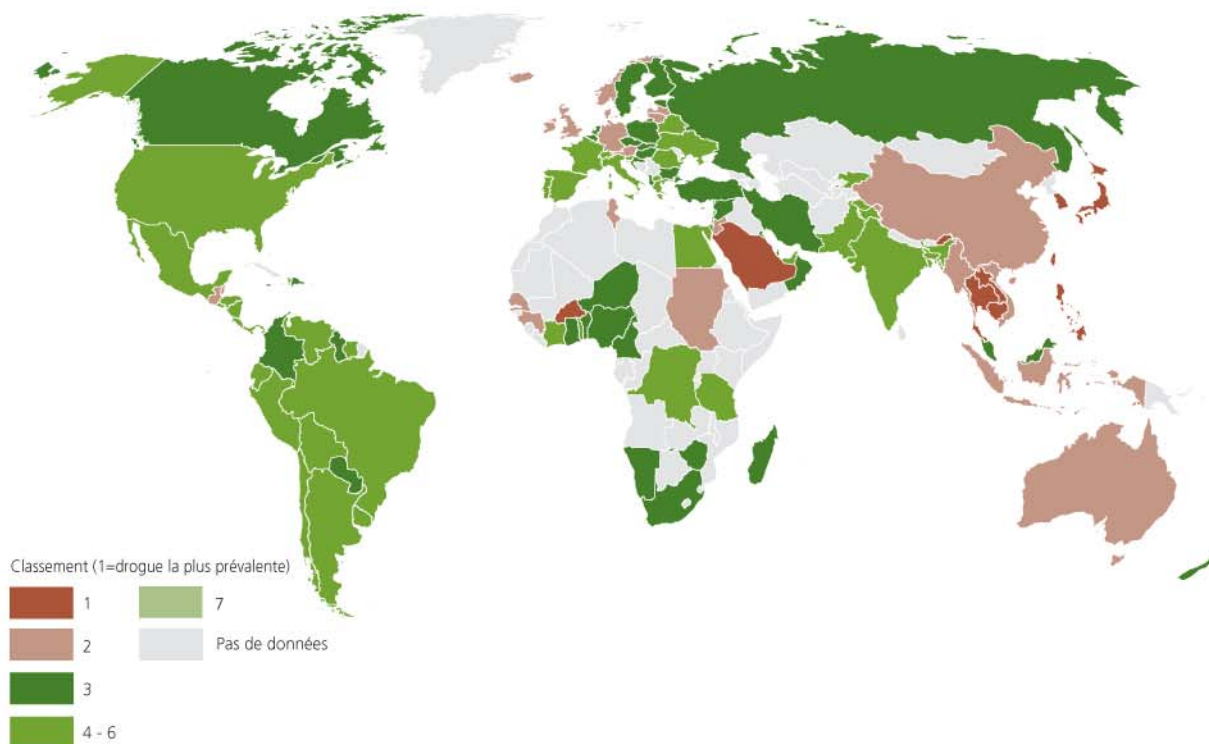
¹⁸ OICS 2006 : Substances psychotropes, New York 2007. CB, 2006 Psychotropic Substances, New York 2007.

Carte 22. Usage d'amphétamines en 2005-2006 (ou dernière années disponible)



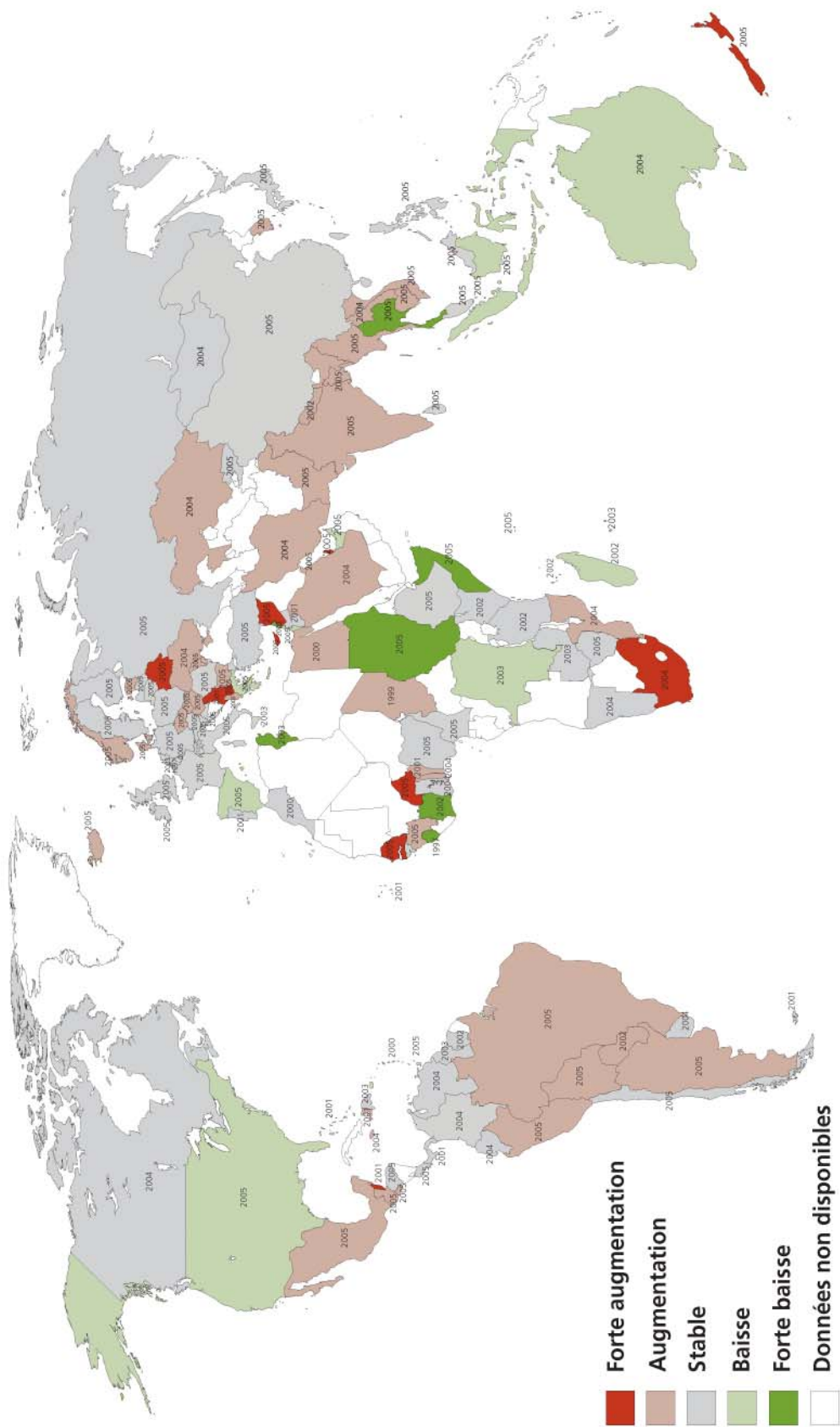
Sources: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA; rapports des gouvernements; Département d'État des États-Unis; Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT); Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique; Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD).

Carte 23: Classement des stimulants de type amphétamine, par ordre de prévalence, en 2005 (ou dernière année disponible)



Sources: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels; enquêtes nationales auprès des ménages sur l'abus des drogues; études d'évaluation rapide de l'ONUDC; Conseil de l'Europe; Enquête européenne en milieu scolaire sur l'alcool et d'autres drogues..

Carte 24: Évolution de l'usage d'"amphétamines" (méthamphétamine, amphétamine et substances apparentées), 2005 (ou dernière année disponible)



Sources: ONUDC, Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports nationaux; Centre régional de l'ONU (Bangkok); Epidémiologie Trends in Drug Trends in Asia (Findings of the Asian Multicity Epidemiology Workgroup); enquêtes nationales auprès des ménages communiquées à l'ONU; Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); United States Department of State (Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs); International Narcotics Control Strategy Report; Bundeskriminalamt (BKA) et autres rapports des services de répression; ONUDC; Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP)

Ecstasy

L'ecstasy reste concentré en Europe occidentale et en Amérique du Nord

L'usage mondial d'ecstasy concerne, estime-t-on, quelque 9 millions de personnes dans le monde, soit 0,2 pour cent de la population âgée de 15 à 64 ans. L'Europe compte plus de 3 millions d'utilisateurs de l'ecstasy, soit 36 pour cent du total mondial. Près de 90 pour cent d'entre eux vivent en Europe occidentale et centrale. Le taux de prévalence annuelle de l'usage d'ecstasy est estimé à 0,9 pour cent de la population âgée de 15 à 64 ans en Europe occidentale et centrale; il dépasse donc le niveau de l'Amérique du Nord (0,8 pour cent). Le recul de l'ecstasy en Amérique du Nord reflète une baisse de consommation qui dure depuis plusieurs années déjà. Si les tendances observées en Europe occidentale restent généralement stables, l'usage d'ecstasy continue de croître dans plusieurs pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est.

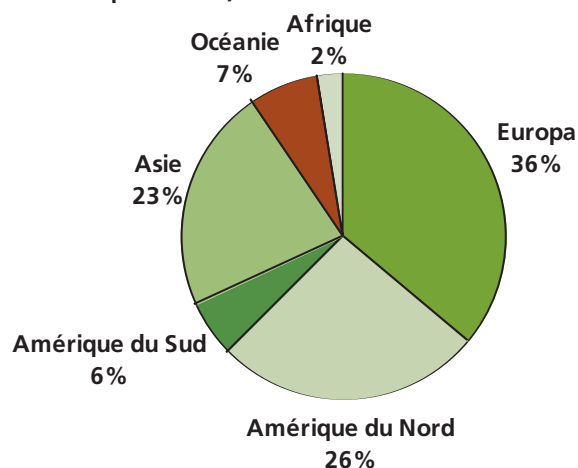
Les taux de prévalence sont encore plus élevés dans la région de l'Océanie (3 pour cent), où l'usage d'ecstasy continue, semble-t-il, d'augmenter. La prévalence de l'ecstasy en Asie est encore faible (0,1 pour cent), mais il convient de noter que l'Asie de l'Est et du Sud-Est sont devenues d'importants marchés d'ecstasy depuis quelques années. En outre, certains pays d'Amérique du Sud ont signalé une hausse des abus d'ecstasy.

La consommation mondiale d'ecstasy reste stable ou baisse même légèrement ...

Les données disponibles indiquent qu'après un accroisse-

ment massif dans les années 1990, la consommation d'ecstasy s'est stabilisée à l'échelle mondiale depuis quelques années, ou a même décliné de façon marginale. Cette stabilisation ou cette légère baisse est principalement due au recul important signalé par l'Amérique du Nord.

Fig. 139: Ventilation de l'usage d'ecstasy dans le monde en 2005 (total: 8,6 millions de personnes)



Sources: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports des gouvernements; rapports des organismes régionaux et estimations de l'ONUDC.

... reflétant le déclin massif constaté en Amérique du Nord ...

Les enquêtes en milieu scolaire et les enquêtes auprès des ménages réalisées en Ontario (Canada) et aux États-Unis montrent qu'au terme de l'accroissement massif intervenu dans les années 1990, l'usage d'ecstasy a fortement baissé

Tableau 15: Prévalence annuelle de l'usage d'ecstasy, 2005 (ou dernière année disponible)

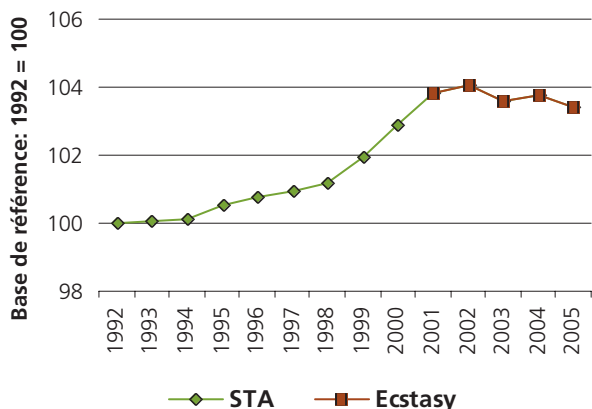
	Nombre d'utilisateurs	En pourcentage de la population âgée de 15 à 64 ans
EUROPE	3 105 000	0,6
Europe occidentale et centrale	2 788 000	0,9
Europe du Sud-Est	201 000	0,2
Europe de l'Est	116 000	0,1
AMÉRIQUES	2 696 000	0,5
Amérique du Nord	2 214 000	0,8
Amérique du Sud	482 000	0,2
ASIE	1 940 000	0,1
OCÉANIE	627 000	3,0
AFRIQUE	193 000	0,04
TOTAL MONDIAL	8 561 000	0,2

■ Supérieur à la moyenne mondiale ■ Voisin de la moyenne mondiale ■ Inférieur à la moyenne mondiale

Sources: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports de divers gouvernements; rapports d'organismes régionaux et estimations de l'ONUDC.

depuis le début du nouveau millénaire. Les enquêtes réalisées aux États-Unis dans la population générale ont montré que l'usage d'ecstasy avait régressé, passant de 1,3 pour cent de la population âgée de plus de 12 ans, en 2002, à 0,8 pour cent, en 2005.

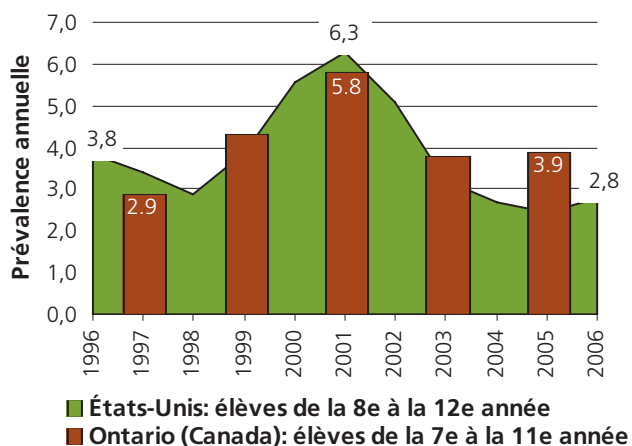
Fig. 140: Tendances de l'usage de STA/ecstasy*, telles que perçues par les experts, 1992-2005



* Note: Tendances telles que rapportées par les experts nationaux dans leurs réponses au Questionnaire destiné aux rapports annuels. Les points sont attribués comme suit aux données relatives aux tendances 'forte augmentation': 2; 'augmentation': 1; stable: 0; 'baisse': -1; 'forte baisse': -2. Les tendances de l'usage signalées ont été pondérées en fonction de la proportion d'usagers de l'ecstasy dans un pays, exprimé en pourcentage de l'usage mondial d'amphétamine. Si tous les pays avaient fait état d'une 'augmentation', le ligne exprimant la tendance mondiale aurait augmenté d'un point par an et atteint 113 points en 2005. Les données relatives aux tendances de l'ecstasy ne sont recueillies systématiquement que depuis 2000. Un certain nombre de pays ayant indiqué que, dans les années 90, les tendances de l'ecstasy accusaient des taux de croissance analogues à ceux des STA en général, ce sont ces derniers qui figurent sur le tableau pour la période 1992-1999, servant ainsi de données de substitution pour les tendances probables de l'ecstasy durant cette période.

Sources: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels; bureaux de terrain de l'ONUDC; Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); rapports des gouvernements; rapports de l'OEDT, de la CICAD et de l'HONLEA et enquêtes locales.

Fig. 141: Usage d'ecstasy parmi les élèves du secondaire aux États-Unis et au Canada



Sources: NIDA, Monitoring the Future - Overview of Key Findings 2006 and CAMH, Drug Use among Ontario Students, Toronto 2005.

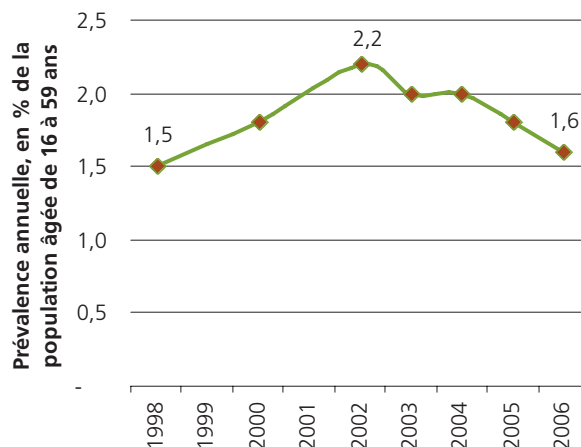
La prévalence annuelle de l'usage d'ecstasy parmi les élèves du secondaire de la province de l'Ontario, au Canada, a diminué d'un tiers entre 2001 et 2005. En 2006, l'usage d'ecstasy parmi les élèves du secondaire des établissements scolaires des États-Unis a été de 55 pour cent inférieur aux pics enregistrés en 2001.

En 2006, cette tendance à la baisse s'est maintenue pour les élèves de 8e année aux États-Unis, mais une légère augmentation a encore été constatée pour les élèves de 10e et de 12e années. Toujours en 2006, si la disponibilité des drogues était perçue comme en léger recul, la perception des risques encourus, devenue encore plus prononcée entre 2001 et 2005, a faibli à nouveau en 2006, tout en restant supérieure (quand bien même la disponibilité diminuait) au niveau de 2001. L'usage d'ecstasy parmi les élèves du secondaire des États-Unis est, lui aussi, resté inférieur à son niveau de 2001.

... et une stabilisation, voire un léger déclin, dans une grande partie de l'Europe

Si, dans les années 1990, la plupart des enquêtes réalisées en Europe révélaient des taux d'usage d'ecstasy encore supérieurs, la situation a désormais changé; aujourd'hui, la tendance générale est à la stabilisation aux niveaux élevés atteints depuis lors. Dans tous les pays d'Europe occidentale et dans plusieurs pays d'Europe centrale, les données de prévalence indiquent une stabilisation ou même une baisse de l'usage d'ecstasy. Cette stabilisation – ou ce recul – peut être attribué(e) à l'intensification des campagnes et des mesures de prévention qui, partout en Europe, ont permis d'informer les adolescents et les jeunes adultes des dangers potentiels liés à la consommation d'ecstasy. Parmi les autres facteurs ayant contribué à la diminution de l'usage, citons la baisse de popularité de la culture 'rave', ainsi que les succès remportés dans la réduction de l'offre :

Fig. 142: Prévalence annuelle de l'usage d'ecstasy en Angleterre et au pays de Galles, 1998-2006



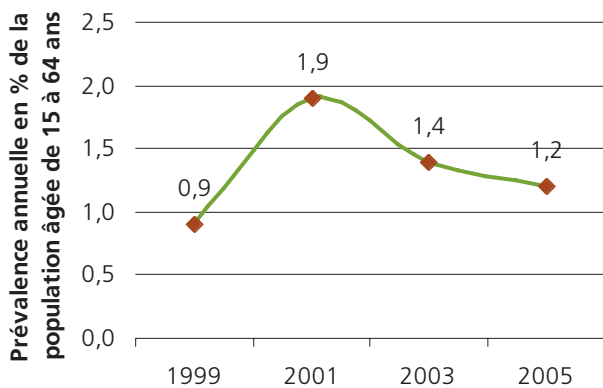
Fuente: Home Office (Ministerio del Interior), Drug Misuse Declared in the British Crime Survey, 2005/06.

il est désormais plus difficile aux opérateurs de laboratoires clandestins de se procurer les précurseurs chimiques nécessaires.

Deux des exemples les plus probants, à cet égard, sont l'Espagne, le premier marché d'ecstasy d'Europe, qui a commencé de se développer vers la fin des années 1980, et le Royaume-Uni, qui fut longtemps le plus gros marché d'ecstasy d'Europe. Suite aux accroissements massifs enregistrés dans les années 1990 (on était passé d'à peine 1 pour cent de la population âgée de 16 à 59 ans en Angleterre et au pays de Galles, en 1994, à 2,2 pour cent, en 2002), les taux de prévalence annuelle de l'usage d'ecstasy étaient retombés à 1,6 pour cent en 2006 (-25%), ce qui les ramenait à peu près au niveau de 1998 (1,5 pour cent). De même, les données des enquêtes espagnoles auprès des ménages avaient accusé une hausse dans les années 1990; celle-ci fut suivie d'une baisse de plus d'un tiers : de 1,9 pour cent de la population âgée de 15 à 64 ans, en 2001, on retomba à 1,2 pour cent, en 2005.

Dans l'Europe du Sud-Est, en revanche, ainsi qu'en Europe orientale, les taux d'usage de l'ecstasy ont continué d'augmenter (quoique partant de niveaux nettement moins élevés). En 2005, tous les pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est ayant fait rapport à l'ONUDC ont signalé des taux d'usage croissants

Fig. 143: Prévalence annuelle de l'usage d'ecstasy en Espagne, 1999-2005



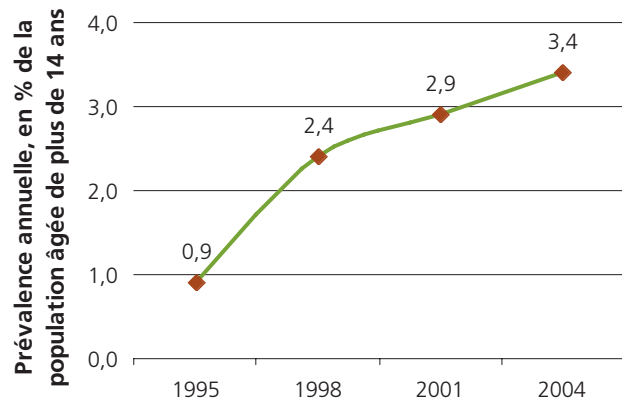
Sources: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels et OEDT.

... et en Asie ...

En 2005, au terme de plusieurs années successives d'augmentation de l'usage d'ecstasy, 8 pays d'Asie ont signalé une stabilisation, et 5 une baisse des abus; seuls 4 pays ont fait état d'une progression de l'usage. En 2004, 10 pays ont signalé une augmentation de l'usage d'ecstasy, et 2 seulement un recul. Si ces changements peuvent être attribués à une diminution des importations d'Europe, la production locale a compensé une bonne partie de cette réduction des importations.

¹⁹ En vertu de ce système, les personnes arrêtées en plusieurs endroits choisis du pays sont régulièrement soumises à des tests (analyse d'urine) visant à déceler la consommation de drogues dans les 48 heures précédant la garde à vue.

Fig. 144: Prévalence annuelle de l'usage d'ecstasy en Australie, 1995-2004



Source: AIHW, 2004 National Drug Strategy Household Survey, Canberra 2005

... alors que des hausses importantes de l'usage d'ecstasy ont été signalées par l'Océanie jusqu'en 2005 – les premiers signes d'une stabilisation sont apparus en 2006 ...

En Australie, les abus d'ecstasy ont continué d'augmenter jusqu'en 2005. D'après les résultats des enquêtes auprès des ménages, en 2004, l'usage d'ecstasy était passé de 0,9 pour cent à 3,4 pour cent de la population générale, ce qui est le niveau le plus élevé du monde. Cette hausse contrastait avec le recul généralement constaté de l'usage d'ecstasy dans ce pays au cours des dernières années. L'Australie a également signalé les plus fortes saisies mondiales d'ecstasy en 2005. Les données recueillies grâce au Système australien de surveillance de la consommation de drogues (DUMA)¹⁹ suggèrent que la tendance à la hausse s'est poursuivie jusqu'en 2005. La proportion de personnes arrêtées qui ont été dépistées positives pour l'ecstasy a crû, passant de 0,5 pour cent, en 2000, à 2 pour cent, en 2004, puis à 2,5 pour cent, en 2005. Toutefois, les données de 2006 concernant les personnes appréhendées montrent les premiers signes d'une stabilisation aux échelons les plus élevés.

Le système australien de soumission de rapports sur l'ecstasy et des drogues apparentées (ERDS), fondé sur les entretiens avec des usagers habituels de l'ecstasy, semble confirmer ces résultats. La proportion d'usagers réguliers de l'ecstasy consommant plus d'un comprimé par prise a diminué, en 2006, en Nouvelle-Galles du Sud (passant de 84 pour cent, en 2004, à 70 pour cent, en 2006) et au Queensland (où elle est tombée de 76 pour cent, en 2005, à 63 pour cent, en 2006); il s'agit là des deux principaux marchés d'ecstasy du pays. En Australie de l'Ouest et du Sud, ainsi que dans le Territoire du Nord et en Tasmanie, on a observé des tendances inverses. C'est pourquoi, en 2006, les tendances de l'usage d'ecstasy parmi les usagers habituels semblent s'être stabilisées pour l'ensemble de l'Australie. Le nombre moyen de jours où les usagers de

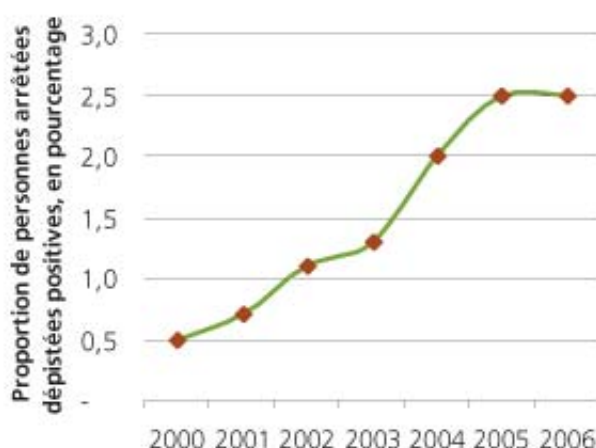
MDMA ont consommé des pilules d'ecstasy au cours des six derniers mois s'est, lui aussi, stabilisé en 2006 – et a peut-être même diminué un peu. Les prix de l'ecstasy sont demeurés stables en 2006 malgré la baisse des saisies constatée cette année-là. La disponibilité de l'ecstasy sur le marché ne semble pas avoir diminué; elle est demeurée stable malgré la baisse des saisies²⁰. C'est pourquoi, en 2006, tous les indicateurs signalaient une stabilisation du marché australien de l'ecstasy, au terme de fortes hausses enregistrées les années précédentes.

En Nouvelle-Zélande, les autorités avaient déjà perçu une stabilisation du marché en 2005.

... mais les pays d'Amérique du Sud signalent encore une augmentation de l'usage

Dans l'intervalle, l'usage d'ecstasy continue d'augmenter dans un certain nombre de pays en développement, notamment dans certains pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. Cinq pays de la région ont signalé une hausse des abus, et trois une stabilisation; mais pas un seul n'a constaté une baisse. La plus grande partie de l'ecstasy trouvé sur ces marchés continue de provenir d'Europe.

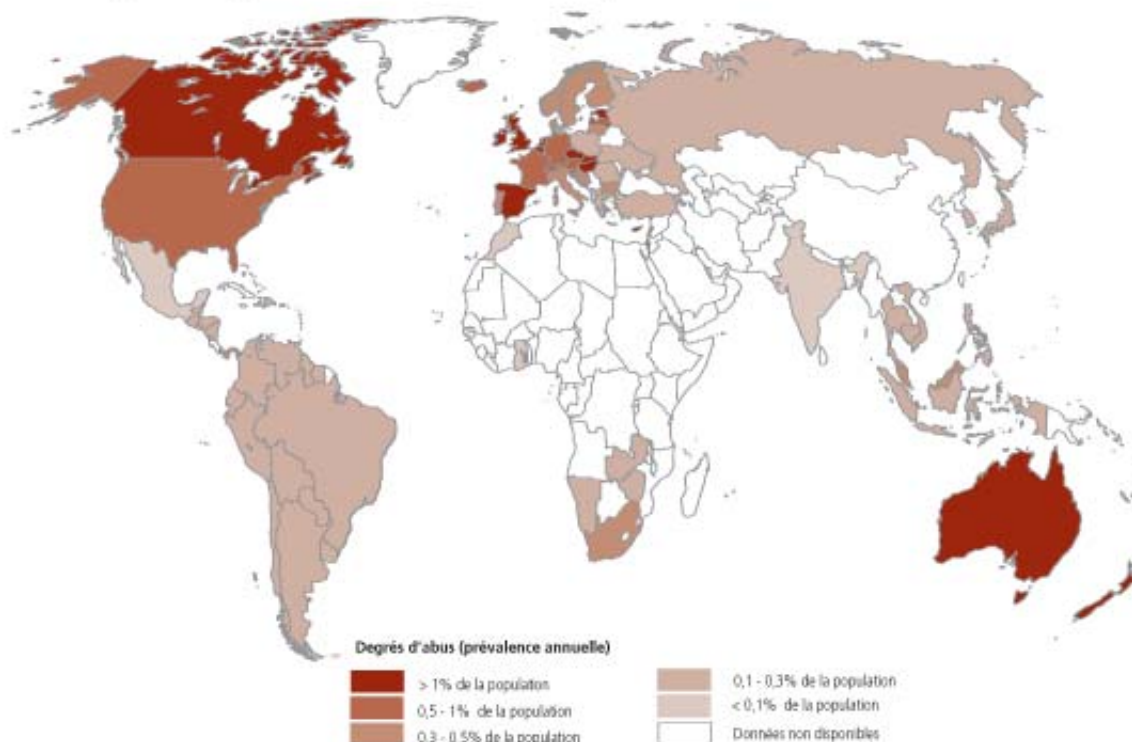
Fig. 145: Australie: usage d'ecstasy parmi les personnes appréhendées sur plusieurs sites choisis*



*Nouvelle-Galles du Sud: Bankstown et Parramatta (Sydney)
 Queensland: Southport et Brisbane
 Australie du Sud: Elisabeth et Adélaïde
 Australie occidentale: Perth

Sources: Australian Institute of Criminology (AIC), Drug Use Monitoring in Australia (DUMA), 2005 Annual Report on Drug Use among Police Detainees, Canberra 2006, and preliminary DUMA data for 2006.

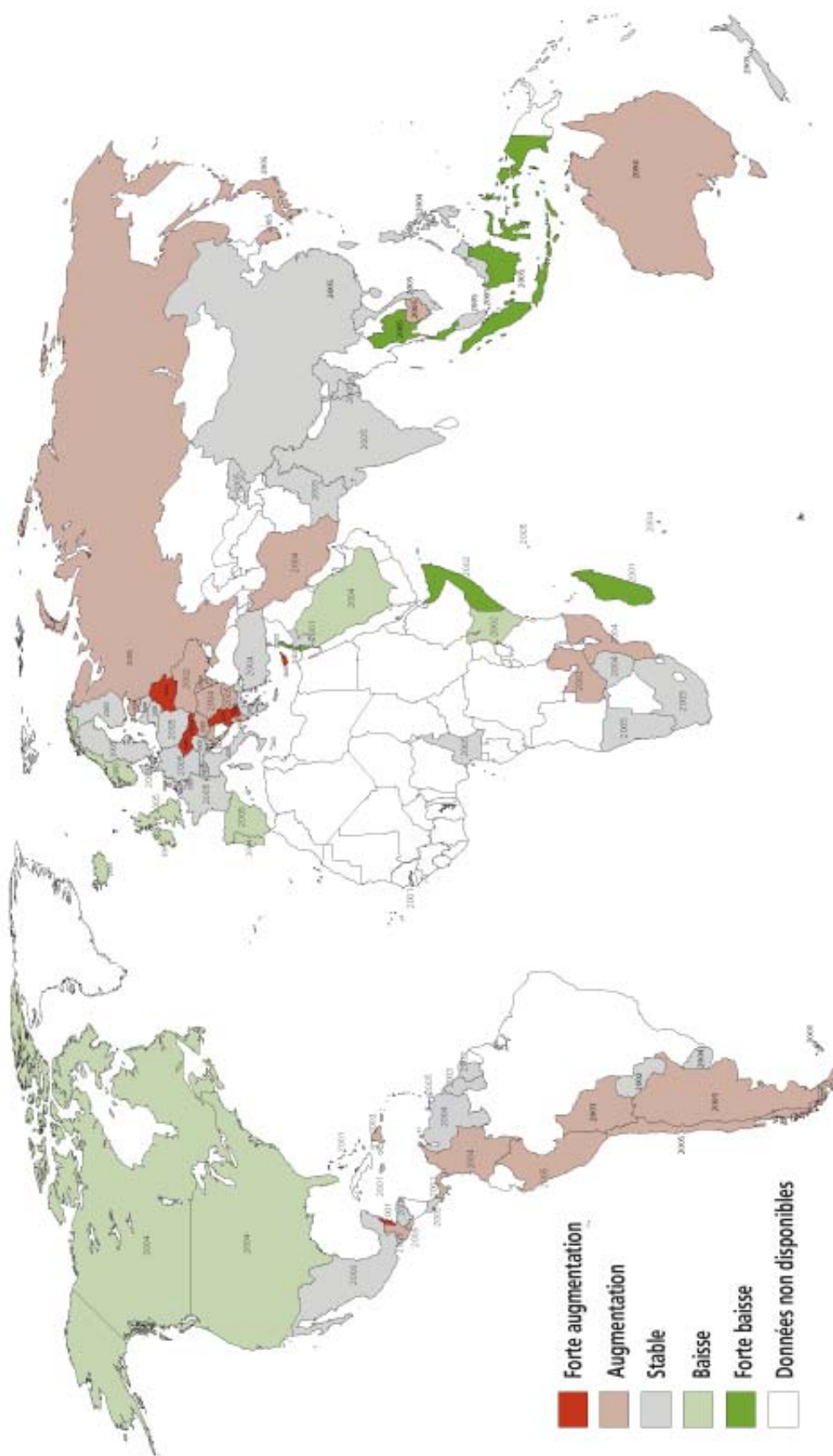
Carte 25: Usage d'ecstasy en 2005 (ou dernière année disponible)



Sources: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA; rapports des gouvernements; Département d'État des États-Unis; Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT); Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); ONUDC: Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD).

²⁰ Les incautions de ecstasy communiquées par le Service de Aduanas de Australie descendieron de 2.375 kg en el ejercicio económico 2004/05 a 413 kg en el ejercicio económico 2005/06. El número de incauciones relacionadas con ecstasy practicadas por el Servicio de Aduanas de Australia disminuyó de 169 a 135 (Servicio de Aduanas de Australia, 2006, mencionado en NDARC, *Australian Trends in Ecstasy and Related Drug Markets 2006*, conclusiones del sistema de información sobre el éxtasis y drogas conexas (ERDS), Sydney 2007).

Carte 26: Évolution de l'usage d'ecstasy (MDA, MDEA, MDMA), 2005 (ou dernière année disponible)



Sources: ONUDC. Questionnaire destiné aux rapports annuels; enquêtes nationales auprès des ménages communiquées à l'ONUDC; Département d'État des États-Unis (Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs) International Narcotics Control Strategy Report; rapports des services de répression; rapports des réseaux épidémiologiques.

2. UN EMPIRE OCCULTE OU UNE MAIN INVISIBLE? **La criminalité organisée et le trafic transnational de drogues**

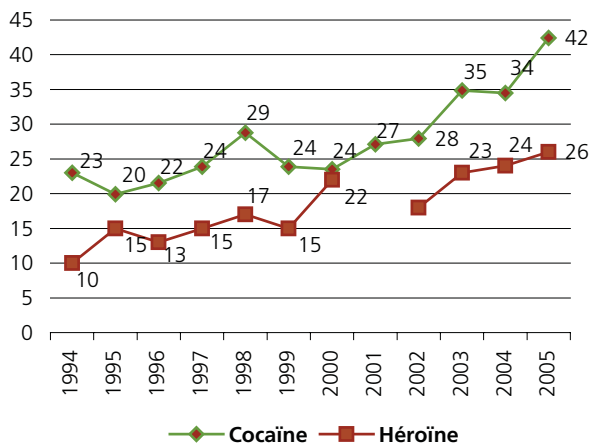


2. Un empire occulte ou une main invisible? La criminalité organisée et le trafic transnational de drogues

2.1 Introduction

L'interception transnationale du trafic de drogues est une technique en pleine évolution. Des décennies d'expérience, de succès et d'échecs ont inspiré la façon dont les opérations anti-traffic sont conduites de nos jours. Et si les trafiquants ont, eux aussi, tiré les leçons de l'expérience acquise, les services de répression n'en ont pas moins opéré des avancées manifestes, notamment dans la progression du volume des saisies. Entre 1994 et 2005, la fraction saisie de la production mondiale d'héroïne a plus que doublé, passant de 10 à 26 pour cent, tandis que la portion saisie de la production mondiale de cocaïne est passée de 23 pour cent à 42 pour cent. Le présent chapitre se propose de prouver cette réussite en se fondant sur des documents pertinents, notamment en publiant et en analysant les détails de chacune des saisies, car c'est la clef qui permettra de garantir la pérennité du succès.

Fig. 1: Fraction saisie de la production mondiale de drogues, 1994-2005*



Source: Calculs de l'ONUDC

* Les données relatives à l'héroïne pour 2001 ne sont pas comparables, en raison de l'interdit édicté par les Taliban.

Accoler des chiffres précis au commerce transnational de drogues est important car les marchés peuvent être trompeurs. On croit parfois avoir affaire à des entreprises hautement coordonnées quand il s'agit, en fait, d'actions isolées de nombreuses personnes mues par des intérêts économiques analogues. Quand il s'agit d'activités clandestines comme le trafic transnational de drogues, il peut être encore plus difficile de distinguer entre contrôle centralisé et communes motivations, ou d'élucider les règles qui régissent l'activité du marché. Transporter des drogues comme la cocaïne et l'héroïne au travers de plusieurs fron-

tières, souvent par des itinéraires tortueux, est une opération d'une très grande complexité, qui semble faire appel à de grandes organisations spécialisées. Mais on ne sait pas encore très bien si des groupements criminels hautement organisés dominent, en fait, le marché mondial des drogues.

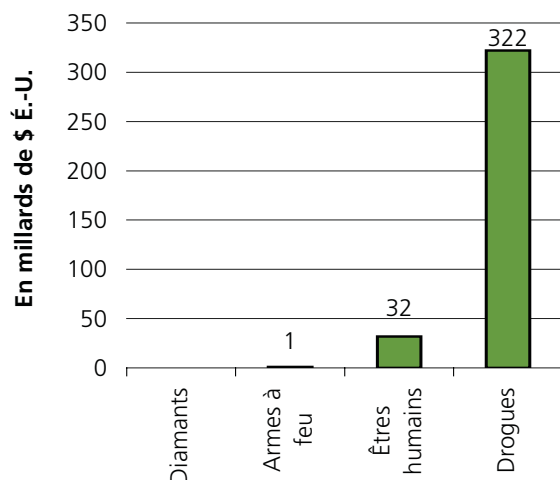
Tous les spécialistes s'accordent à reconnaître qu'il est particulièrement difficile de quantifier un phénomène clandestin tel que la criminalité organisée; il s'ensuit que la plupart des indicateurs seront forcément indirects. Il n'en faut pas moins circonvier ces difficultés, car on ne peut formuler de politique efficace qu'en se fondant sur un tableau précis des activités illicites. Pour pouvoir s'attaquer au trafic transnational de drogues, il importe de comprendre la façon dont il est organisé, et par qui. S'il s'avère que le commerce des drogues est aux mains de vastes organisations de malfaiteurs, il faudra impérativement les cibler pour endiguer le flux des drogues. Mais si, en revanche, ces organisations ne sont que de simples participants sur un marché autoporteur, c'est le marché lui-même qu'il faut viser. Ainsi, la stratégie classiquement employée pour combattre la criminalité organisée consiste à faire pression sur des exécutants subalternes pour les amener à dénoncer leurs chefs, en vue de "décapiter" le réseau criminel en question. Cette technique est utile quand on a affaire à une structure de commandement pyramidale et que toutes les informations importantes qui permettent de diriger les activités criminelles sont concentrées au sommet. Mais la méthode est nettement moins efficace en l'absence d'une structure hiérarchisée.

De même, on peut désorganiser des réseaux mafieux en identifiant les maillons faibles de la filière des drogues, ou en ciblant certains acteurs aux compétences rares. En 2000-2001, par exemple, les services australiens de répression sont parvenus à efficacement désorganiser les réseaux locaux de trafiquants d'héroïne en prenant pour cible le petit nombre de "courtiers" qui mettaient en contact les fournisseurs, les financiers, les trafiquants expérimentés et les revendeurs de rue. Une telle option aurait moins de chances de succès en des lieux où il n'y a pas pénurie de compétences nécessaires à la conduite des activités criminelles, ni de mesures d'intéressement.

De ce fait, la question clef à se poser en matière de répression internationale du trafic de drogues est celle-ci : quelle est l'importance réelle des grandes organisations criminelles dans le commerce des drogues ? Ce court suggère quelques éléments de réponse.

Si le trafic de drogues intéresse la criminalité transnationale organisée, c'est que les drogues permettent de réaliser plus de bénéfices que toute autre forme de trafic. Il est difficile de chiffrer la valeur des marchés illicites, mais les estimations des organismes spécialisés montrent que le commerce des drogues engendre deux fois plus de profits que tout autre produit illicite. Dans le Rapport mondial sur les drogues 2005, l'ONU DC évaluait le commerce mondial des stupéfiants à quelque 320 milliards de dollars É.-U.; chiffre qui cadrerait avec les estimations antérieures puisées à une grande variété de sources. Les estimations relatives à quantité d'autres grands flux illicites sont très nettement inférieures. Ainsi, en 2005, l'Organisation internationale du travail a évalué la valeur de la traite des êtres humains dans le monde à 32 milliards de dollars É.-U.¹. Les estimations relatives à la valeur des "diamants de la guerre" varient entre 1,5-2 pour cent et 3 à 15 pour cent du commerce global des diamants bruts.² L'enquête sur les armes de petit calibre en évalue le négoce illicite à 1 milliard de dollars É.-U., tout au plus.³ La valeur relativement élevée attribuée au commerce des drogues est compréhensible car, contrairement aux êtres humains, aux diamants ou aux armes à feu, les stocks de drogues sont consommés chaque année et doivent sans cesse être renouvelés. Il s'ensuit que le trafic de drogues reste le secteur le plus lucratif de la criminalité transnationale.

Fig. 2: Valeur estimative des marchés illicites dans le monde



Sources: ONU DC, 2005; OIT, 2005; US GAO, 2005; Enquête sur les armes de petit calibre, 2002 iv.

Ces bénéfices sont partagés entre un grand nombre d'acteurs, des cultivateurs pauvres aux dealers prospères des grandes villes. Mais dans bien des cas, le secteur le plus rentable du marché est celui du transport international des drogues. Les fonds recueillis par les groupements de trafiquants peuvent servir à appuyer financièrement d'autres activités criminelles et même à financer des mouvements d'insurrection. La sécurité internationale exige donc que l'on surveille de près l'identité et la nature des groupes qui tirent profit du commerce des drogues.

Quelle part de ce marché si lucratif les groupements criminels organisés contrôlent-ils ? Il est vrai que la plupart des

groupes connus sont engagés dans la vente de drogues, mais celle-ci n'est que bien rarement leur seule activité criminelle.⁵ Il est également vrai qu'en vertu de la définition générale donnée par la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, la quasi-totalité du trafic transnational de drogues est dirigée par des groupes criminels organisés. Au titre de la Convention, [un] "groupe criminel organisé" désigne un groupe structuré de trois personnes ou plus existant depuis un certain temps et agissant de concert dans le but de commettre une ou plusieurs infractions graves ou infractions établies conformément à la présente Convention, pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel⁶.

Le trafic transnational de drogues requiert donc généralement la participation de trois personnes au moins; il prend du temps et est motivé par l'appât du gain, de sorte qu'en vertu de cette définition, la plupart des groupements de trafiquants peuvent effectivement être considérés comme des groupes criminels organisés. Mais la définition qui apparaît dans la Convention est couchée en termes généraux, aux fins de couvrir le champ tout entier de l'expérience internationale. Aux fins d'analyse, il importe de distinguer entre les différents degrés d'organisation.

De nos jours, les groupements de trafiquants sont des plus hétérogènes. À l'une des extrémités du spectre, on trouve les groupes qui viennent spontanément à l'esprit dès lors que quelqu'un prononce l'expression "criminalité organisée", c'est-à-dire des groupes nombreux, hautement structurés et qui existent depuis longtemps, l'équivalent d'une multinationale, en somme, dont l'exemple le plus frappant serait sans doute la Cosa Nostra sicilienne à son zénith. Mais il existe aussi de petites associations souples et provisoires d'entrepreneurs et de prestataires de services illicites, que l'on qualifie communément de "réseaux criminels", et dont les groupes criminels d'Afrique de l'Ouest sont souvent cités en exemple. On trouve aussi des groupes encore moins organisés qui, s'ils répondent à la définition de la Convention, mobilisent la participation d'un grand nombre de personnes qui ne se considèrent pas comme des professionnels du crime, et qui s'organisent principalement en fonction des forces du marché. Si tous ces groupes jouent aujourd'hui un rôle dans le trafic mondial de drogues, on ne sait pas très bien la part que contrôle chacun d'entre eux.

Nombre d'organisations nationales et régionales fournissent des évaluations annuelles de la criminalité organisée et de sa participation au trafic de drogues. Ces évaluations sont fondées sur les informations fournies par les services de renseignement criminel et sur la longue expérience acquise sur le terrain. Toutefois, elles se concentrent généralement sur une région ou un pays; en outre, il s'agit le plus souvent d'évaluations qualitatives. Ces rapports pourraient être grandement bonifiés s'ils incluaient une série d'indicateurs standard que l'on pourrait suivre, dans le temps, partout dans le monde. La section ci-dessous en suggère quelques-uns.

La criminalité organisée est-elle moins organisée aujourd'hui ?

Les experts en criminalité s'accordent à penser que l'image traditionnelle des groupements criminels organisés comme entités hautement structurées et hiérarchisées est désormais désuète. On fait aujourd'hui une place de plus en plus large aux structures plus souples impliquant des réseaux d'individus spécialisés. Europol a ainsi récemment pu soutenir que : "En termes de structure, les groupes criminels organisés sont de plus en plus hétérogènes et organisés de façon dynamique, empruntant la forme de réseaux lâches plutôt que celle d'une structure pyramidale monolithique ... S'il existe effectivement des groupes criminels organisés selon des lignes homogènes et hiérarchisées, nombreux sont les groupes qui, dans la pratique, sont des réseaux assez lâches, composés de membres plus ou moins indépendants, réunis autour d'un (ou plusieurs) criminel(s) d'envergure. Ces réseaux s'attellent à des tâches de nature, de durée et de complexité variables, en fonction de la demande et des bénéfices concrets escomptés."⁷

Les experts s'accordent également à dire que la situation en matière de trafic mondial des drogues est devenue plus complexe ces dernières années, de nombreux groupes étant apparus qui sont moins nombreux et fonctionnent de façon plus souple et plus provisoire que dans le passé. Comme le faisait récemment valoir une étude Rand : "La vieille image [datant du milieu des années 1980] d'un système de distribution des drogues hautement centralisé et contrôlé a largement disparu, comme en attestent les preuves de plus en plus nombreuses d'une concurrence féroce et de l'incapacité de certaines grandes organisations à maintenir leur position dominante"⁸ Cette décentralisation se caractériserait par plusieurs spécificités nouvelles:

- *Diversification des activités* – Les activités criminelles sont de plus en plus diversifiées⁹, les trafiquants de drogues étant également passés à d'autres formes de contrebande, et s'engageant en même temps dans des entreprises licites. Dans certaines régions, comme l'Europe, le trafic multidrogues est désormais courant¹⁰. Du total des saisies européennes de drogues figurant dans la base de données des saisies de l'ONUDC en 2003, 39 pour cent portaient sur plus d'une drogue, une tendance que ne reflètent pas les données des Amériques. Dans certains pays consommateurs, des dealers multidrogues sont apparus, qui font le lien entre les importateurs d'une drogue unique et les réseaux de revendeurs de rue¹¹.
- *Diversification des personnels* – Si le lien ethnique reste important, de nombreux groupes sont composés de membres de diverses origines ethniques et nationalités. S'il arrive qu'on ait besoin d'une expertise qu'aucun membre du groupe ne possède, des alliances peuvent être conclues avec d'autres groupes criminels organisés ou avec des individus auxquels on sous-traite un travail précis. Il se peut que, le reste du temps, ces prestataires de services n'aient aucune autre activité criminelle et maintiennent une façade de respectabilité¹². Des individus n'appartenant pas à la pègre peuvent également être recrutés pour exécuter des tâches spécifiques, notamment des meurtres¹³. Des gangs appartenant à diverses minorités ethniques peuvent aussi se voir recruter pour faire le "sale boulot" des principaux groupements criminels¹⁴. Enfin, des organisations transnationales peuvent faire alliance avec des groupes de malfaiteurs autochtones pour prendre pied sur un nouveau territoire et en faire une zone de destination ou de transit¹⁵.

Il n'est pas aisé de déterminer dans quelle mesure les changements perçus sont réels, et dans quelle mesure ils traduisent une meilleure compréhension de ce qui constitue l'activité criminelle organisée. Dans le passé, beaucoup considéraient la hiérarchie du type mafia comme seule incarnation possible de la criminalité organisée, mais la recherche et les changements législatifs (dont le recours à la définition donnée par la Convention), ont permis d'élargir le champ du débat. Ainsi, se fondant sur les résultats de travaux de recherche effectués sur commande, l'Union européenne a-t-elle déplacé son attention : plutôt que de se concentrer sur "les groupes criminels", elle s'intéresse aux "activités criminelles et aux individus qui y participent".¹⁶ En d'autres termes, on reconnaît désormais que d'avoir braqué dans le passé les feux des projecteurs sur les seules organisations criminelles était peut-être inopportun, dans la mesure où nombre des individus concernés se situent à l'extérieur de ces structures. Un tel changement de perspective peut amener à reconnaître l'existence de complexités qui n'étaient pas prises en compte jusque là.

La criminalité organisée est-elle moins organisée aujourd'hui ?

La définition qui apparaît dans la Convention corrobore l'idée selon laquelle la taille et la longévité des groupes impliqués sont des composantes essentielles de l'organisation. Mais comment déterminer la taille et la permanence des groupes impliqués dans une expédition de drogues donnée ? Nous nous proposons de montrer dans le présent

chapitre que cinq indicateurs actuellement disponibles pourraient être utiles en l'occurrence :

- La part des grosses saisies dans le total des saisies
- diversité des techniques et des itinéraires utilisés
- La nationalité des personnes arrêtées à l'occasion des saisies
- Les différentiels de prix et leur volatilité dans les pays producteurs de drogues

- Le niveau d'usage des drogues dans les pays de transit.

Cette liste n'est bien évidemment pas exhaustive. Nombre d'autres indicateurs pourraient se révéler utiles, mais à la condition que les données disponibles soient suffisamment fiables. Ainsi, l'ONUDC se procure les données de prix auprès des différents pays du monde, mais ces données proviennent des services de répression locaux, qui peuvent user d'un large éventail de méthodes pour faire leurs estimations. Il s'ensuit que ces données ne sont pas facilement comparables et que la base d'informations comporte de nombreuses lacunes. Qui plus est, n'importe lequel de ces indicateurs est sujet à de multiples interprétations et pourrait, considéré isolément, induire en erreur. En revanche, se servir d'une série d'indicateurs et associer les informations obtenues à des renseignements d'ordre qualitatif peut fournir une image plus précise de ces entreprises occultes. Et si l'on se heurte à d'apparentes contradictions, leur analyse minutieuse peut jeter plus de clarté sur l'univers des trafiquants de drogue.

Certaines des données disponibles peuvent permettre de se faire une idée de la taille des organisations en étudiant les rapports de saisies des services de répression. Certes, une saisie modeste n'empêche nullement l'implication de grandes organisations, mais les grosses saisies indiquent que l'on a affaire à des acteurs qui peuvent compter sur d'importantes ressources. Les groupes capables d'investir dans des expéditions de drogues valant des centaines de millions de dollars sont vraisemblablement importants et professionnels. En revanche, quiconque dispose d'un modeste capital et de relations idoines peut essayer de transporter des drogues à l'occasion d'un vol commercial, en les dissimulant sur sa personne. Il peut également arriver qu'un consortium temporaire d'acteurs indépendants mette en commun ses ressources pour importer, par exemple, par voie maritime, une unique cargaison de cocaïne d'Amérique du Sud en Europe, via les Caraïbes et l'Afrique de l'Ouest, mais il est bien plus plausible qu'une telle opération soit dirigée par de grandes organisations performantes, déjà en place depuis longtemps.

Notons toutefois qu'un grand nombre de petites saisies n'exclut pas une certaine organisation. Par exemple, jusqu'à tout récemment, les Antilles néerlandaises étaient un très important pays de transit pour les passeurs qui dissimulent des drogues en les avalant (on les retrouve dans leurs intestins). Entre le 1er janvier 2004 et le 1er avril 2006, 6 147 passeurs ont été identifiés à leur arrivée à l'aéroport de Schiphol, en provenance des Caraïbes néerlandaises, et 7,5 t de cocaïne ont été saisies¹⁷. On estime qu'en 2003, entre 80 et 100 "mules" passaient quotidiennement par l'aéroport international de Hato, parfois plusieurs dizaines sur un même vol¹⁸. Cette façon de passer des drogues "à la hussarde" est caractéristique des réseaux criminels d'Afrique de l'Ouest et autres groupements analogues, qui emploient de petites armées de "mules" passant, chacune, un kilogramme de cocaïne. Mais si ces organisations de trafiquants sont très souples et s'efforcent de toujours conserver une longueur d'avance sur

les services de répression, elles ont tendance à utiliser le même itinéraire et la même méthode jusqu'à ce qu'ils ne soient plus rentables. Lorsqu'on se trouve manifestement confrontés à un large éventail de **techniques et d'itinéraires de trafic**, cela indique qu'on a vraisemblablement affaire à de nombreux acteurs indépendants, plutôt qu'à un petit nombre de marionnettistes tirant sur des milliers de ficelles.

À ce stade, cependant, une mise en garde s'impose. En règle générale, plus la part du flux total de drogues, telle que reflétée par les chiffres des saisies, est modeste, moins ces chiffres sont sûrs. La résolution de l'image que nous nous faisons du trafic de drogues est proportionnelle au nombre de pixels disponibles. Par exemple, l'absence de grosses saisies n'exclut pas l'existence de grands syndicats si les saisies représentent une petite part du flux total. Dans ce cas, il est possible que de grosses expéditions bénéficient de la protection conférée par la corruption, et que les petites saisies traduisent simplement l'élimination de concurrents mineurs. Quand les taux de saisies sont bas, les autres indicateurs, ainsi que les informations des services de renseignement de la police, prennent toute leur importance.

L'ONUDC tient à jour deux bases de données relatives aux saisies: la première consigne le volume global des saisies nationales, telles que rapportées par les États membres dans leurs réponses au questionnaire destiné aux rapports annuels¹⁹, la seconde les différentes saisies individuelles²⁰. Cette dernière comprend le détail des saisies dépassant un certain seuil, dont celles supérieures à 100 grammes de cocaïne ou d'héroïne. Cette quantité est trop importante pour un usage personnel, et peu de dealers en stockent jamais autant à un moment donné: en Europe occidentale, 100 grammes de cocaïne ou d'héroïne se vendent, au détail, pour l'équivalent de 10 000 \$ É.-U. Il s'agit de se concentrer sur les drogues détenues par les trafiquants, et non sur les petites quantités saisies sur les usagers appréhendés. Ces rapports fournissent des informations complémentaires qui permettent de brosser un tableau détaillé de la structure des saisies, dont l'endroit précis où elles ont eu lieu, la méthode de trafic employée et la nationalité des personnes appréhendées. Malheureusement, seul un petit nombre de pays fournissent ces informations, et lorsqu'ils le font, elles sont rarement complètes. La dynamique des marchés mondiaux des drogues serait bien plus transparente si chaque pays s'employait à fournir ces informations pour alimenter la base internationale de données.

Lorsqu'on dispose de suffisamment de données, il devient possible de comparer les grosses saisies individuelles à l'ensemble des saisies nationales. Si, dans un flux de transit donné, le gros des saisies se présente sous la forme de très gros envois de drogues, cela indique que l'on a affaire à des groupements importants, dotés de vastes ressources, car des groupes plus modestes n'auraient tout simplement pas les moyens de procéder à des expéditions d'une telle ampleur. De même, la saisie de grandes quantités d'argent liquide ou de biens très onéreux peut servir d'indicateur

montrant que l'on a affaire à de grandes organisations. Si, d'autre part, la plupart des drogues confisquées se présentent sous la forme de petites saisies, cela indique qu'on a affaire à des groupes de trafiquants moins importants, surtout si ces saisies révèlent un recours à diverses méthodes de trafic.

Autre indicateur du degré d'organisation : la **nationalité des personnes arrêtées** lors d'une saisie, surtout dans les pays de destination. Si ces personnes proviennent de pays producteurs de drogues, cela indique probablement que les

groupes concernés sont impliqués dans tous les aspects du commerce des stupéfiants, de la culture à la distribution, ce qui témoigne d'un haut degré d'avancement. En revanche, une forte participation de citoyens des pays de transit peut indiquer que les drogues ont été revendues à l'occasion du transit. Il peut, certes, y avoir d'autres explications possibles, mais cela indique probablement que les groupes impliqués au départ n'avaient pas les moyens d'acheminer les drogues jusqu'à leur destination finale. Si les arrestations opérées dans les pays de transit concernent princi-

Nationalité/appartenance ethnique et criminalité organisée

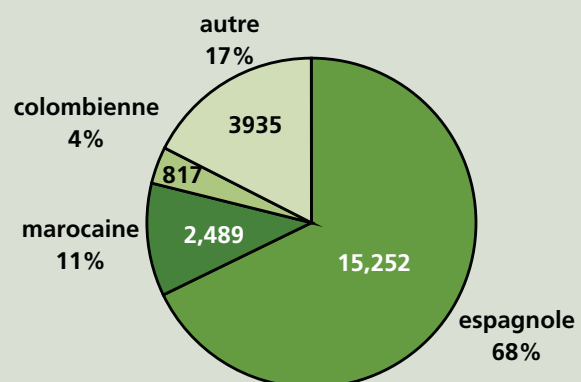
Décrire les groupements criminels n'est guère facile, et pas seulement en raison de leur caractère clandestin. Les groupes criminels organisés sont souvent décrits en fonction de la principale nationalité de leurs membres. Certains chercheurs estiment toutefois que, bien que "... la culture, la langue et l'ensemble des valeurs communes peut parfois (mais pas toujours) améliorer la confiance, la communication et, au bout du compte, les atouts de certains groupes par rapport à la concurrence, il serait inexact de faire de l'appartenance ethnique le seul – ou le principal – critère de classement des groupes criminels organisés."²¹

Il est bien assurément dangereux de parler du lien entre criminalité et nationalité ou appartenance ethnique. Outre que cela peut nourrir la xénophobie et renforcer les stéréotypes, cela pose un problème politique dans la mesure où cette formulation peut suggérer l'implication de gouvernements ou jeter le discrédit sur le caractère national. Il est fréquent qu'on ne fasse pas la distinction entre ressortissants étrangers et citoyens d'origine étrangère. Et s'il existe une criminalité organisée et des associations de trafiquants multinationales et multiethniques, il faut bien reconnaître le lien puissant qui existe entre criminalité organisée et nationalité ou appartenance ethnique.

Vu le caractère transnational du délit de trafic de drogues, une fraction non négligeable des trafiquants appréhendés chaque année ne sont pas citoyens du pays où ils ont été arrêtés. Ainsi, sur les 11 787 personnes arrêtées en 2004 par les autorités américaines pour trafic de cocaïne, 2 373 étaient des ressortissants étrangers (25%); parmi eux, on dénombrait 1 410 citoyens mexicains (12%). Ce chiffre n'inclut pas les citoyens des États-Unis d'ascendance mexicaine impliqués sur les marchés locaux de la drogue. Les recherches effectuées dans le passé ont montré qu'un peu moins de la moitié des personnes arrêtées par les autorités fédérales pour trafic de drogues étaient d'origine hispanique²²; or les personnes d'origine mexicaine constituent – et de loin – le groupe hispanique le plus important des États-Unis. De même, en Équateur, des 915 personnes arrêtées pour trafic de cocaïne en 2004, 227 étaient des citoyens étrangers (25%); parmi eux, 117 Colombiens (13%). En Espagne, 34 pour cent des arrestations opérées en 2004 en liaison avec le trafic de cocaïne impliquaient des étrangers, de même que 32 pour du total des arrestations pour trafic de drogues. Si l'on étudie les grosses saisies, on s'aperçoit que sur les 40 personnes arrêtées en 2004, au Nicaragua, en possession de plus de 100 grammes de cocaïne, et dont la nationalité a pu être vérifiée, 14 (35%) étaient des ressortissants étrangers, dont huit Guatémaltèques et cinq Honduriens.

On évoque couramment la nationalité des personnes participant à nombre d'activités commerciales transnationales pour la bonne raison que les différentes "diasporas" sont l'une des bases reconnues d'une bonne partie du commerce international. Certaines normes culturelles peuvent expliquer des comportements qui, considérés sous l'angle de la seule logique du marché, pourrait sembler irrationnels, et aider à prédire les réactions des groupes concernés. Dans bien des cas, les liens (politiques, de parenté, de voisinage) avec le pays d'origine peuvent influencer sur les opérations transnationales – en d'autres termes, le comportement criminel a moins à voir avec le pays où il se manifeste qu'avec le pays d'origine des trafiquants. Sans référence au pays d'origine, ce comportement serait inexplicable. Enfin, à des fins purement opérationnelles, l'association entre certains groupes nationaux et le trafic fournit des indications inestimables, comme le lieu où un fugitif est susceptible de se réfugier, les pays de transit probables, la méthode de blanchiment d'argent privilégiée et les sites d'investissement. De ce fait, la domination de certains groupes nationaux demeure un facteur clef sur de nombreux marchés des drogues.

Fig.3 : Nationalité des individus arrêtés en Espagne pour trafic de drogues en 2004



Source: ONUDC : Questionnaire destiné aux rapports annuels.

pablement des ressortissants de ces pays, cela indique également que le flux international des drogues n'est, en fait, que la somme des flux nationaux filtrant vers des marchés à plus forte valeur. Bien entendu, si le pays consommateur et le pays de destination est le même, ou bien un pays limítrophe, on ne peut tirer aucune conclusion.

Les données relatives au **prix des drogues dans les différentes provinces** des pays producteurs peuvent servir à évaluer le degré d'organisation au point de départ de la chaîne. De grands différentiels de prix, qu'on ne peut expliquer par des motifs d'ordre géographique ou par l'action des services de répression, traduisent un strict contrôle local de l'offre. En effet, si l'offre n'était pas dûment contrôlée par des intérêts régionaux, un équilibre national des prix s'instaurerait rapidement du fait de la concurrence entre marchés locaux. En d'autres termes, des différences de prix flagrantes dans les pays producteurs de drogues indiquent un obstacle invisible à la concurrence, comme un monopole régional détenu par une organisation puissante. Il va de soi qu'un prix national uniforme pourrait indiquer la domination d'un unique cartel tout-puissant. De même, la stabilité des prix fait songer à de grandes organisations, capables de résister aux aléas des changements de production ou des taux d'interception, et qui ont peut-être accumulé des stocks. Une grande volatilité des prix, en revanche, est signe que la concurrence existe ou indique une vulnérabilité en temps de crise; dans les deux cas, on peut y voir l'indication d'un marché très disputé, et peut-être même en déduire que l'on a affaire à des groupes criminels moins organisés.

Un autre indicateur révélant une médiocre capacité de livraison est la **présence d'usagers des drogues dans les pays de transit**. Les organisations qui se livrent au trafic de drogues sont mues par l'appât du gain; leurs bénéfices seront plus importants si les drogues sont livrées sur les marchés où elles se vendront au meilleur prix. Toute "perte" de drogues se produisant avant leur arrivée sur un marché très lucratif est le signe d'une inefficacité typique des groupes mal dotés en ressources, qui paient parfois leurs passeurs en drogue plutôt qu'en espèces. Cela se traduit par un usage problématique de drogues dans les pays de transit où les prix du marché sont plus bas. Par conséquent, un faible taux d'usage des drogues dans un pays de transit révèle soit que l'écoulement des drogues dans ce pays est hautement organisé, soit qu'il est relativement récent.

Si tous ces indicateurs (la taille des saisies, les techniques et les itinéraires utilisés, la nationalité des trafiquants, les prix locaux dans les pays producteurs et les taux d'usage dans les pays de transit) peuvent, dans certains cas, induire en erreur, leur utilisation combinée peut très utilement compléter les informations qualitatives des services de renseignement. En vue d'évaluer l'intérêt qu'il peut y avoir à se servir des chiffres relatifs aux saisies, aux prix et aux taux d'abus pour se faire une idée de l'importance d'une organisation dans le trafic de drogues contemporain, nous allons consacrer la fin du présent chapitre à l'étude – et à la com-

paraison – de deux des principaux courants de drogues actuels :

- le trafic de cocaïne entre la Colombie et les États-Unis, via l'Amérique centrale; et
- le trafic d'héroïne entre l'Afghanistan et la Fédération de Russie, via l'Asie centrale.

Ces deux exemples ont été choisis pour mettre en contraste un écoulement de drogues bien établi, impliquant un certain nombre de grandes organisations de trafiquants (l'acheminement de cocaïne via l'Amérique centrale) et une forme de trafic relativement récente, s'appuyant sur des groupes plus diffus (l'acheminement d'héroïne via l'Asie centrale). Ce sont aussi les deux courants de drogues au sujet desquels les gouvernements ont fourni des données exhaustives concernant plusieurs des pays touchés, dont des informations détaillées sur un grand nombre de saisies opérées en Colombie et dans la Fédération de Russie.

Cette analyse ne prétend nullement formuler de conclusions définitives quant au degré d'organisation constaté dans l'un ou l'autre cas; elle se propose plutôt de "tester" les indicateurs pour voir comment ils fonctionneraient dans une situation réelle. Bien que, dans certains domaines, l'on dispose de données d'une grande qualité, notre connaissance des modes de trafic n'en reste pas moins très incomplète. Au bout du compte, cette analyse n'entend pas apporter de réponses définitives, mais plutôt poser les questions qui s'imposent.

2.3 Acheminement de la cocaïne de Colombie aux États-Unis via l'Amérique centrale

Traditionnellement, les organisations qui se livrent au trafic de cocaïne à destination des États-Unis ont toujours été des mieux organisées. Pendant les années 80, on les qualifiait même de "cartels". Un cartel est un consortium d'entreprises dont la domination conjuguée est si complète qu'elles peuvent collaborer pour fixer les prix et manipuler le marché à leur avantage. Si certains contestent l'application de ce vocable aux groupements colombiens, le fait demeure qu'à son apogée, le cartel de Cali était réputé responsable de près de 80 pour cent du trafic de cocaïne destiné aux États-Unis, qui étaient déjà – ils le sont encore – le plus gros consommateur mondial de cette drogue.²³

Les cartels ont subi de plein fouet l'action internationale des services de répression au cours des années 1980 et 1990 : leurs avoirs furent confisqués et leurs dirigeants extradés et emprisonnés. En ce qui concerne les organisations faitières, cette stratégie a porté ses fruits et les cartels de Medellín et de Cali ont effectivement été éliminés. On a vu surgir à leur place une infinité de groupes plus discrets (plusieurs centaines, selon certains), que d'aucuns ont appelé des "mini-cartels"²⁴. Si quelques-unes ont pris plus d'importance que d'autres, aucune de ces organisations ne peut être aujourd'hui comparée aux cartels de Medellín et de Cali. En fait, les groupements colombiens ont perdu le monopole du trafic de cocaïne; à l'heure actuelle, la plupart des drogues qui pénètrent sur le territoire des États-Unis

Carte 1: Les pays d'Amérique centrale sont touchés par le trafic de cocaïne provenant de Colombie et destiné aux États-Unis



sont aux mains de groupements criminels organisés mexicains. Nous évoquerons ultérieurement les rôles respectifs des syndicats de la drogue mexicains et colombiens.

La plus grande partie de la cocaïne produite dans le monde continue de provenir de Colombie – ou de transiter par elle – et le plus gros en est toujours consommé aux États-Unis. En 2004, l'ONUDD estimait la production mondiale de cocaïne à 1 008 t, dont 640 étaient produites en Colombie; le Pérou en produisait 270 t et la Bolivie 98 t. En cette même année 2004, Europol estimait que 200 t, environ, de cette cocaïne étaient expédiées en Europe²⁵; pour sa part, la National Drug Intelligence Agency américaine estimait qu'entre 325 et 675 t étaient acheminées vers les États-Unis²⁶. Partant des estimations des années précédentes, on peut avancer que ce total est probablement de l'ordre de 450 t²⁷. Si la totalité de ces 450 t était vendues en gros aux États-Unis, elles vaudraient aujourd'hui un peu moins de 12 milliards de dollars É.-U., et entre trois et cinq fois plus au détail²⁸. Quarante-vingt pour cent, environ, de ces drogues sont arrivées à bord d'embarcations privées²⁹. Le fait que les expéditions par voie maritime occupent une si large part du total indique un haut degré d'organisation, car ces envois sont probablement volumineux et les expéditions par mer sont un moyen de transport onéreux, les trafiquants risquant de se voir confisquer leurs biens.

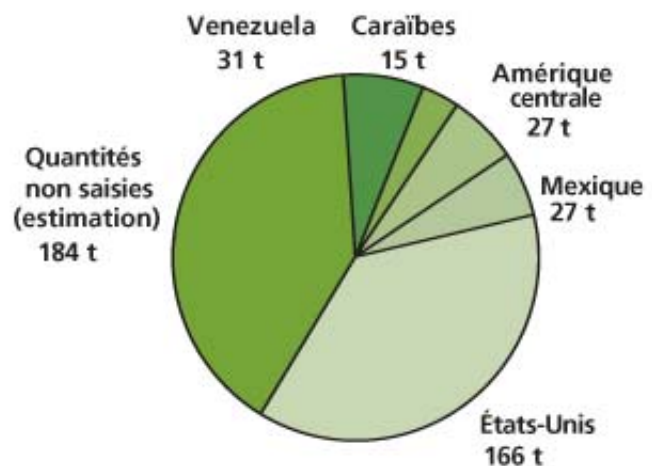
Selon les estimations américaines, 88 pour cent, environ, de la cocaïne destinée aux États-Unis transite par le corri-

dor Amérique centrale/Mexique, 50 pour cent le long des côtes du Pacifique et 38 pour cent le long de la côte Caraïbe de l'Amérique centrale³⁰. Cela concorde avec les rapports des autorités colombiennes : 60 pour cent, environ, des saisies effectuées en Colombie ont été opérées dans des ports – 60 pour cent sur les côtes du Pacifique et 40 pour cent sur celles de l'Atlantique³¹. En termes concrets, cela équivaldrait à 250 t, environ, sur le Pacifique, et à 200 t le long de la côte Caraïbe. Les autorités américaines estiment qu'en 2004, 196 t de ce total ont été perdues ou saisies en transit, et que 34 t ont été saisies à la frontière des États-Unis³². En d'autres termes, près de la moitié de la cocaïne destinée aux États-Unis ne serait jamais parvenue à destination. Si ces estimations sont correctes, les données de saisies représentent un très large part du flux total de drogues.

Sur l'ensemble des saisies effectuées en 2004 dans l'hémisphère occidental, 62 t (soit près de 6 pour cent de la production annuelle totale) représentent seulement 26 saisies de plus d'une tonne chacune, consignées dans la base de données des saisies individuelles, et dont la plupart ont eu lieu en Colombie.

Aujourd'hui, 1 t de cocaïne se vend pour 1,9 million de dollars É.-U., en Colombie; aux États-Unis, elle sera revendue au détail pour plus de 100 millions de dollars É.-U. Selon des rapports parus dans la presse, une saisie de 13 t de cocaïne appartenant, dit-on, au cartel de Norte de Valle,

Fig. 4: Saisies de cocaïne en Colombie et dans la zone de transit des cargaisons destinées aux États-Unis, en tonnes - 2004



Sources: ONUDD: Questionnaire destiné aux rapports annuels/base de données Delta

a été effectuée en Colombie au début de 2007³³. Des saisies d'une telle ampleur indiquent une forte concentration du marché entre les mains d'un nombre limité d'organisations au point de départ de la chaîne du trafic.

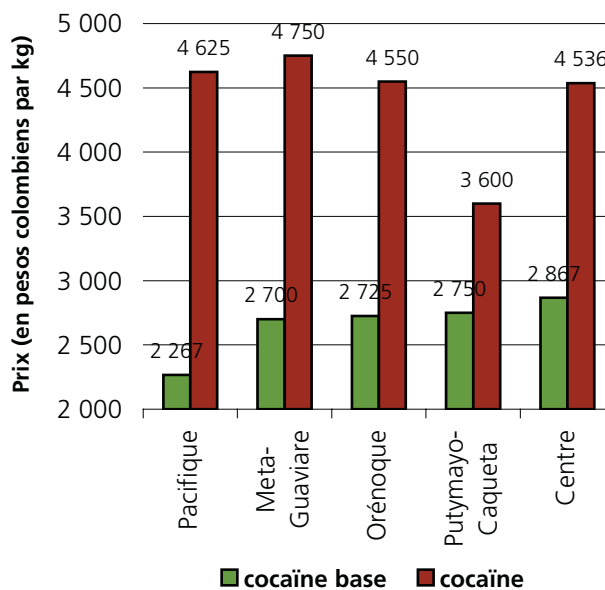
La source colombienne

La coca étant une plante, le premier maillon de la chaîne d'approvisionnement est donc le cultivateur. La culture des feuilles de coca est une activité hautement décentralisée, vu la nécessité de les dissimuler pour les soustraire aux campagnes permanentes d'épandage aérien et d'éradication. La taille moyenne des parcelles est modeste, de l'ordre d'un hectare, ce qui fait de la culture de la coca une sorte d'entreprise familiale. En 2005, quelque 68 600 ménages se livraient à cette activité dans 23 des 32 provinces de la Colombie³⁴. Certes, nul ne croit que ces dizaines de milliers de familles sont directement employées par des groupements criminels organisés, mais on ne saurait non plus les considérer comme des acteurs indépendants sur le marché de la drogue. Dans les régions contrôlées par des mouvements insurrectionnels ou des groupes paramilitaires, en particulier, on use de toute sorte de moyens pour encourager la culture de la coca, et ceux qui la cultivent ne sont pas simplement des paysans attachés à une récolte traditionnelle. L'enquête ONUDC/Gouvernement colombien de 2005 sur la culture de la coca a révélé qu'un tiers seulement des planteurs de coca n'étaient que cultivateurs – les autres étaient employés à la transformation de la plante en drogue, jusqu'au stade où l'on obtient de la cocaïne base.

On constate de grandes variations régionales dans les prix de la cocaïne base et de la cocaïne raffinée. Bien que l'on dispose de peu de données, il semblerait que les cultivateurs de la région du Pacifique, proches des voies de circulation maritimes, touchent beaucoup moins pour leur cocaïne base que ceux de l'intérieur du pays. Si cette cocaïne base faisait l'objet d'un trafic intranational, elle perdrait paradoxalement de sa valeur en se rapprochant de son point d'expédition. Bien évidemment, la région du Pacifique est le berceau des cartels de Cali et de son successeur, le cartel de Norte de Valle; elle reste peut-être encore celui de syndicats assez puissants pour contrôler les prix payés aux agriculteurs et résister à la concurrence locale. Les prix de la cocaïne suivent de plus près la logique du marché, encore que les variations régionales constatées (proches de 25 pour cent) montrent que le marché de la cocaïne n'est peut-être pas compétitif à l'échelon national. Mais on ne sait si cela est dû à la domination régionale de certains groupements criminels, à l'action des services de répression ou à quelque autre raison.

Toutefois, les cultivateurs de coca ne produisent pas la drogue prête à consommer. La transformation de la cocaïne base en chlorhydrate de cocaïne requiert un laboratoire suffisamment perfectionné, tâche généralement confiée à des spécialistes et non à des cultivateurs, contrairement à la production de cocaïne base. Chaque syndicat, y compris les groupes d'insurgés ou paramilitaires, dispose de ses pro-

Fig. 5: Prix régionaux de la cocaïne base et de la cocaïne en septembre 2005



Source: Bureau de l'ONUDC en Colombie.

pres laboratoires, ce qui lui assure le plein contrôle de ses activités criminelles. En 2004, le Gouvernement colombien a détruit 243 laboratoires de chlorhydrate de cocaïne dans 21 provinces, et 163 en 2005, dans 19 provinces. D'après les services de la police colombienne chargés de la lutte contre les stupéfiants (DIRAN), un laboratoire ordinaire peut produire entre 300 et 500 kg par semaine, ou, en théorie, jusqu'à 26 t par an. Si cela est vrai, la production de cocaïne tout entière pourrait être traitée par 25 laboratoires à peine. Vu la grande dissémination des cultures, toutefois, la prolifération des sites est une commodité d'ordre logistique et n'indique pas forcément la présence d'une multiplicité d'acteurs indépendants.

On trouve de grandes quantités de cocaïne pratiquement partout dans le pays; il est donc surprenant que la prévalence annuelle de l'usage chez les adultes ne soit que de 0,8 pour cent de la population âgée de 18 à 65 ans, plus du double de la moyenne mondiale, certes, mais un tiers à peine de ce qu'elle est aux États-Unis. Cela indique un contrôle rigoureux des approvisionnements de cocaïne. Comme c'est le cas dans bien des pays producteurs de denrées agricoles, les stocks destinés à l'exportation ne sont guère consommés localement.

Pour produire les cargaisons de plusieurs tonnes destinées à l'exportation, un certain regroupement est nécessaire avant que le trafic puisse commencer, ce qui suppose l'intervention de grandes organisations. Comme dans bien d'autres régions productrices de drogues, une relation symbiotique semble s'être instaurée entre instabilité politique et commerce des stupéfiants. De nombreux témoignages montrent la façon dont les mouvements d'insurgés, principalement les Forces armées révolutionnaires de Colombie

(FARC) et les forces paramilitaires (Autodéfenses unies de Colombie - AUC), sont passés de la simple "taxation" des récoltes à un rôle de gestion de la production dans les régions qu'ils contrôlent³⁵. On a également les preuves, surtout dans le cas des AUC, que ces groupes ont été impliqués dans le trafic transnational, notamment dans les échanges drogues contre armes³⁶. Cela n'est pas surprenant, étant donné que nombre d'unités des AUC ont été trouvées en possession d'argent de la drogue. Mais si ces groupes jouent un rôle important dans la culture de la coca, son traitement et le regroupement des cargaisons à expédier, leur négoce demeure principalement local. Le gros du trafic reste, semble-t-il, aux mains d'un grand nombre de petits groupes de contrebandiers professionnels, que d'aucuns appellent des "mini-cartels".

Au cours des deux dernières décennies, des groupes mexicains, naguère employés par les Colombiens, ont progressivement pris le contrôle du marché aux États-Unis. Ce transfert de responsabilités n'est toutefois pas total et les groupes colombiens, ainsi que leurs associés dominicains, conservent une position dominante dans la vente de gros et de détail au nord-est des États-Unis. Il semble aussi que les organisations de trafiquants colombiens aient étendu leurs opérations au Mexique, tirant avantage de la déroute des syndicats mexicains, suite aux succès des services de répression et aux guerres entre syndicats³⁷. Les groupes mexicains ont, eux aussi, étendu leur rayon d'action et sont désormais présents dans les pays producteurs, notamment au Pérou³⁸. Si l'on n'a arrêté en Colombie, en 2004, que 20 Mexicains pour trafic, plusieurs d'entre eux étaient impliqués dans des affaires qui se sont traduites par d'importantes saisies.

Si les fonctions des uns et des autres ne sont pas clairement délimitées, leurs rôles respectifs ont évolué dans le temps, les ressortissants colombiens se situant généralement au départ de la chaîne et les Mexicains assumant la responsabilité d'acheminer la drogue jusqu'aux marchés de destination, aux États-Unis. On ne sait pas très bien à quel stade le gros de la cocaïne cesse d'être la possession des groupes colombiens pour devenir celle des groupes mexicains; ce qui est sûr, c'est que la plus grande partie quitte la Colombie entre des mains colombiennes et franchit la frontière sud des États-Unis entre des mains mexicaines.

De fortes saisies sont également effectuées au Venezuela, que l'on pourrait considérer, vu la perméabilité des frontières, moins comme un pays de transit que comme un pays source de substitution. Sous la pression croissante du gouvernement, les groupements d'insurgés comme les trafiquants semblent s'être délocalisés de l'autre côté de la frontière et l'on constate de plus en plus fréquemment une activité – aérienne et maritime – suspecte, partie du Venezuela³⁹. Au total, 31 t de cocaïne ont été saisies au Venezuela en 2004; c'était, par ordre d'importance, la 4^e saisie mondiale. Parmi les saisies individuelles, relevons-en une de 7,6 t, ainsi que trois saisies au moins de plusieurs tonnes, d'un total de 15,5 t, soit la moitié, environ, du total des saisies annuelles. Cela montre que, comme en

Colombie, le trafic de cocaïne au travers du Venezuela implique des groupes bien organisés et dotés de ressources importantes.

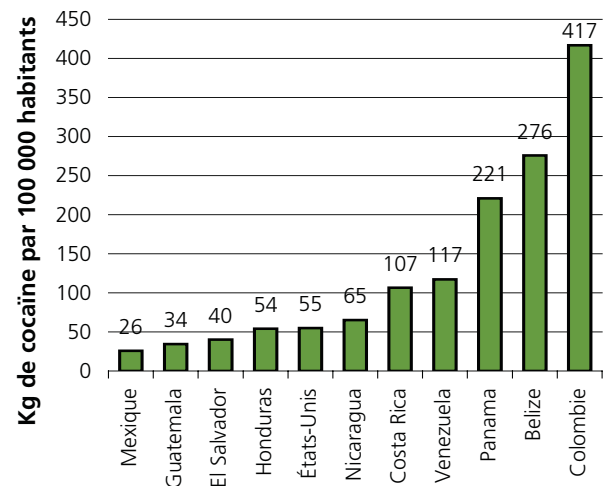
Le maillon Amérique centrale

L'Amérique centrale se compose de sept petits pays aux ressources insuffisantes qui servent de point de ravitaillement en carburant ou de zones de transit pour la cocaïne acheminée vers le nord. Il ne semble pas que des groupes centraméricains soient propriétaires de la plupart des grosses cargaisons qui transitent par la région. Selon le Gouvernement des États-Unis, les pays d'Amérique centrale continuent de servir de sites de stockage⁴⁰. Le Guatemala dispose de ports, aussi bien sur la côte Pacifique que sur le Golfe du Mexique, ainsi que de vastes régions désertiques aux frontières du Mexique, qui en font un site d'entreposage idéal de la cocaïne destinée à ce pays, tout en échappant à la surveillance des services mexicains de répression. Toutefois, le rôle des groupements criminels organisés guatémaltèques dans le trafic transnational de cocaïne n'est pas clairement établi.

L'insuffisance des capacités en matière de répression signifie que l'importance des saisies – ou l'absence de saisies – ne reflètent pas nécessairement la circulation des drogues dans la région. En 2004, les pays d'Amérique centrale en ont saisi quelque 27 t. Bien que ce volume ne représente que 5 pour cent, environ, des saisies mondiales de cocaïne, il n'en est pas moins remarquable, une fois ventilé par habitant.

Les données de l'ONUDC relatives aux saisies individuelles opérées dans la région sont incomplètes, mais le Nicaragua et le Honduras ont soumis des rapports exhaustifs pour 2004. Le long de la côte Atlantique de l'Amérique centrale, la plupart des drogues sont convoyées à bord de vedettes ultra-rapides, de manière que les haltes pour ravitaillement en carburant peuvent se faire dans des zones relativement isolées. De grandes parties de la côte Caraïbe du

Fig. 6: Kilogrammes de cocaïne saisis par 100 000 habitants, en 2004

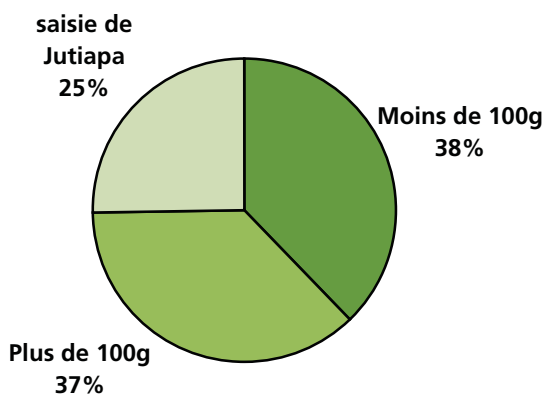


Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels.

Nicaragua et de la côte des Moustiques du Honduras ne sont guère peuplées. Ces deux pays comprennent la plus longue bande côtière le long de la route des Caraïbes. Au Honduras, en 2004, la police a procédé à 86 arrestations pour détention de cocaïne, et 42 pour possession de crack. Le crack étant plus volumineux que la cocaïne et facile à fabriquer sur place, il fait rarement l'objet d'un trafic international, de sorte que les saisies de crack indiquent généralement le niveau de la consommation locale, non une contrebande transnationale. L'analyse des 86 arrestations effectuées en 2004 pour détention de cocaïne a révélé que 21 d'entre elles impliquaient des quantités supérieures à 100 grammes et représentaient 62 pour cent du total de la cocaïne saisie cette année-là. Une descente opérée à Jutiapa Beach a permis de saisir 1 t de cocaïne, soit plus de 25 pour cent de la cocaïne saisie en 2004. Toutes les saisies de plus de 100 kg étaient destinées aux États-Unis. De même, au Nicaragua, en 2004, près de 42 pour cent de la cocaïne confisquée provenait de deux saisies majeures effectuées sur la côte Atlantique. L'importance de ces saisies, comparée au petit volume du trafic restant, suggère un haut degré d'organisation du mouvement de la cocaïne au travers de cette région.

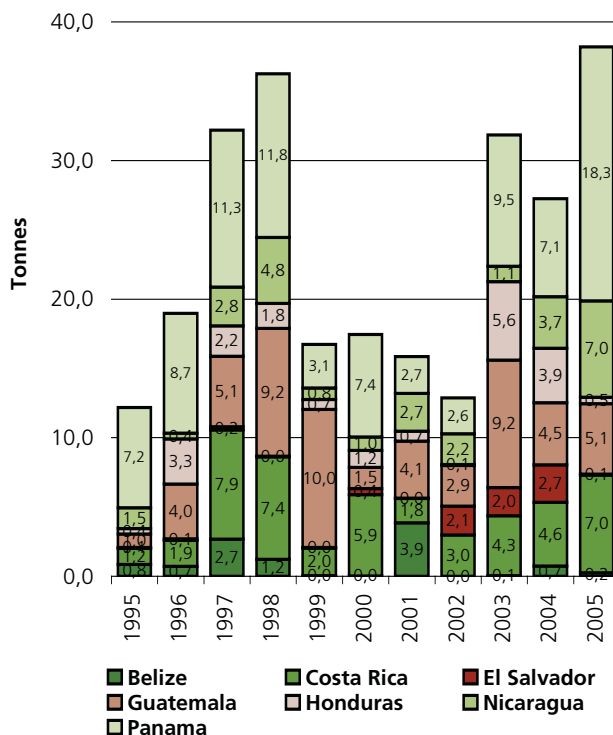
La part importante des grosses saisies dans le total des saisies effectuées dans les pays d'Amérique centrale se manifeste par l'extrême volatilité du niveau des saisies totales, d'une année à l'autre. Belize, par exemple, a saisi 13 kg de cocaïne en 2000, 3,1 t en 2001, et 10 kg en 2003. Le Honduras a saisi 79 kg en 2002 et 5,6 t l'année suivante, ce qui représente un accroissement de 7 100 pour cent en un an. El Salvador est passé de 32 kg, en 2001, à 2 ou 3 t, entre 2002 et 2004, avant de retomber à 32 kg, en 2005. Même les totaux du Panama ont varié, passant de quelque 2,5 t, en 2002, à 14 t, en 2005. Il est peu plausible que ces variations reflètent des changements intervenus dans les modes de trafic ou de répression. Nous pensons plutôt que les années où l'on ne décèle pas de trafic massif montrent bien l'insignifiance relative du trafic à petite échelle. La volatilité des tendances des saisies dans les petits pays, associée à d'autres indicateurs, peut donc révéler un haut degré d'organisation.

Fig. 7: Saisies de cocaïne au Honduras, en 2004



Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels et base de données des saisies individuelles

Fig. 8: Tonnes de cocaïne saisies dans les pays d'Amérique centrale (chiffres arrondis)



Source: ONUDC: Données du Questionnaire destiné aux rapports annuels

Quoique leur impact soit mineur, il semble qu'un grand nombre d'incidents se traduisant par le mouvement international de petites quantités de cocaïne et/ou l'implication de voyageurs centraméricains se produisent en Amérique centrale. Ces dernières années, des citoyens de pays d'Amérique centrale ont fréquemment été arrêtés aux États-Unis, en Espagne, en Allemagne et dans certains pays d'Amérique du Sud pour des délits liés au trafic de cocaïne. Les quantités concernées sont généralement modestes; quant aux techniques employées, elles sont des plus variées, allant de la "mule" qui avale les drogues qu'elle convoie avant de prendre un vol commercial, à la dissimulation de drogues à bord d'un autocar transnational ou aux camions spécialement aménagés empruntant les autoroutes panaméricaines. Cette grande diversité de techniques et d'itinéraires fait songer à une multiplicité de petites opérations, car coordonner une infinité d'actions isolées serait un cauchemar logistique pour une organisation centralisée.

Vu les chiffres des saisies par habitant, il est étonnant que les taux d'usage soient si faibles dans la région. Moins de 200 000 personnes consomment chaque année de la cocaïne dans les sept pays d'Amérique centrale, contre 5,5 millions aux États-Unis. Dans son Rapport mondial sur les drogues 2005, l'ONUDC estimait que chaque usager centraméricain de la cocaïne en consommait, en moyenne, 20 grammes par an. Cela se traduirait par une demande annuelle totale de moins de 4 t de cocaïne pour la région. Il s'ensuit que les grosses saisies opérées dans cette région

Tableau 1: Quelques saisies transnationales récentes impliquant des citoyens de pays

Date	Lieu	Nationalité	Quantité	Détails
4 janvier 2004	El Salvador	Guatémaltèque	1 kg	Dans une résidence
10 février 2004	Madrid	Costaricaine	1 kg	Dans un bagage
21 février 2004	Nicaragua	Guatémaltèque	116 kg	Avec des pièces détachées pour automobiles
23 février 2004	Madrid	Costaricaine	2 kg	Dans un bagage
23 février 2004	Nicaragua	Guatémaltèque	6 kg	Avec des pièces détachées pour automobiles
28 février 2004	Nicaragua	Guatémaltèque	18 kg	Au siège d'une entreprise
3 mars 2004	Nicaragua	Guatémaltèque	39 kg	—
6 avril 2004	Venezuela	Nicaraguayenne	11 kg	Dans un bagage
8 avril 2004	El Salvador	Hondurienne	2 kg	Achetée au Honduras, destinée aux États-Unis
19 avril 2004	Nicaragua	Hondurienne	7 kg	Dans un autocar
30 avril 2004	Nicaragua	Hondurienne	7 kg	Dans un autocar
1er mai 2004	Nicaragua	Hondurienne	33 kg	Deux arrestations
10 mai 2004	El Salvador	Guatémaltèque	< 1 kg	Achetée en Colombie
12 mai 2004	Nicaragua	Hondurienne	3 kg	1 citoyen nicaraguayen impliqué
21 mai 2004	Venezuela	Costaricaine	< 1 kg	La drogue a été avalée
3 juin 2004	Nicaragua	Guatémaltèque	30 kg	1 citoyen nicaraguayen impliqué
19 août 2004	Managua	Guatémaltèque	100 kg	Véhicule routier commercial
28 août 2004	Nicaragua	Guatémaltèque	1.7 mt	1 citoyen colombien présent
9 septembre 2004	Barcelone	Salvadorienne	2 kg	En provenance du Guatemala
4 octobre 2004	Madrid	Salvadorienne	1 kg	Droque dissimulée sur le corps du suspect
5 octobre 2004	Espagne	Salvadorienne	3 kg	Via le Guatemala
10 décembre 2004	Madrid	Guatémaltèque	3 kg	En provenance du Guatemala
1er janvier 2005	Argentine	Costaricaine	2 kg	—
15 janvier 2005	Honduras	Salvadorienne	1 kg	2 honduriens présents
17 janvier 2005	Madrid	Salvadorienne	2 kg	Droque acheminée via le Guatemala
2 mars 2005	Portugal	Panameña	2.5 kg	2 Portugais présents
5 avril 2005	Madrid	Nicaraguayenne	1.5 kg	En provenance du Nicaragua
13 avril 2005	Madrid	2 Guatémaltèques	2 kg	Destinée aux Pays-Bas
13 avril 2005	Barcelone	Salvadorienne	1.5 kg	Droque achetée au Panama
15 avril 2005	Madrid	Guatémaltèque	1 kg	La drogue a été avalée
3 juin 2005	Madrid	Guatémaltèque	4 kg	Dans un bagage
12 juin 2005	Barcelone	Guatémaltèque	2 kg	—
17 juin 2005	Francfort	Costaricaine	11 kg	2 citoyens allemands présents
30 janvier 2006	Madrid	Salvadorienne	1 kg	Droque achetée au Pérou
2 février 2006	Madrid	Salvadorienne	2 kg	1 Colombien et 1 Espagnol présents
24 mars 2006	Madrid	Salvadorienne	2.5 kg	Droque achetée en République dominicaine

Source: ONUDC: base de données des grosses saisies

Gangs de rue et trafic international de drogues

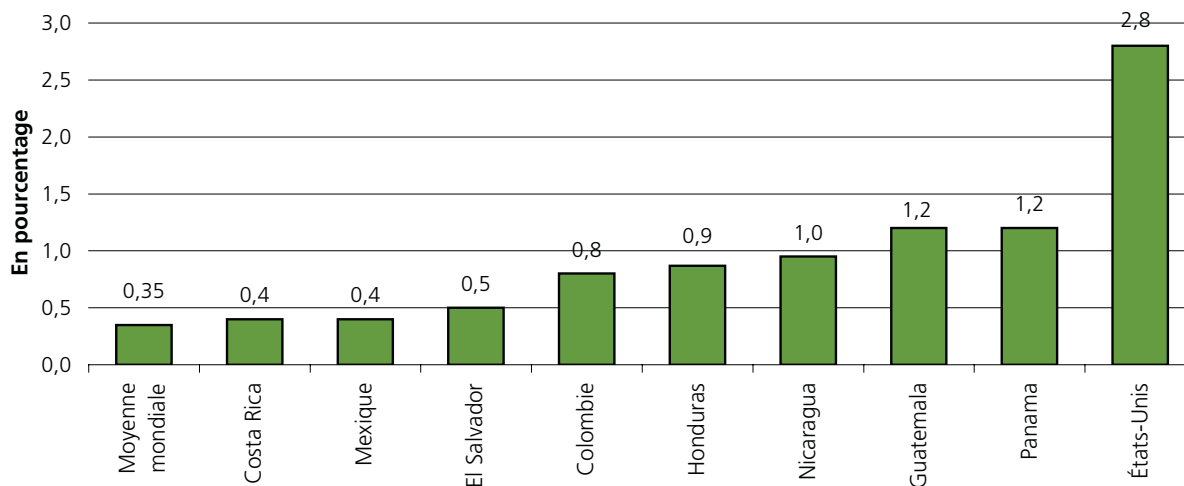
Bien que les gangs de rue soient universellement associés à la vente de drogues, le lien entre ces groupes et les trafiquants doit être étudié de plus près. On a beaucoup évoqué les relations possibles entre les gangs de rue d'Amérique centrale, les maras, et des groupes apparentés résidant aux États-Unis. Lors des guerres civiles qui ont déchiré la région, de nombreux Centraméricains ont émigré vers le nord et se sont installés dans de grandes villes, comme Los Angeles et Washington, DC. Là, certains jeunes ont rejoint des gangs de rue (comme celui de la 18^e rue, par exemple) ou formé leur propres gangs (comme le Mara Salvatrucha). Ces groupes ont ultérieurement fait souche en Amérique centrale après que nombre de leurs membres eussent été déportés, suite à une condamnation pénale au titre des dispositions élargies de l'Illegal Immigration Reform and Immigrant Responsibility Act de 1996. Les membres des gangs de rue jouent un rôle clef dans la distribution de drogues aux États-Unis, et leur présence dans une zone de transbordement évoque toujours le spectre de réseaux transnationaux organisés en gangs de rues.

Mais il ne semble pas que ce potentiel se soit concrétisé. Si les membres des maras sont assurément impliqués dans la distribution de drogues sur les petits marchés de leurs pays d'origine, les membres des gangs eux-mêmes détiennent une bonne part du marché. La plupart des régions où la domination des membres des gangs se fait sentir sont situées à l'intérieur du pays, loin des voies de transport maritimes empruntées par les drogues. Mais même s'ils s'établissaient sur la côte, on ne sait pas très bien quel rôle ils joueraient, les gangsters de la rue ayant vraisemblablement peu de compétences nautiques. Il est très probable que les membres des maras expédient de petites quantités de drogues par la poste ou via des courriers, mais ils ne semblent pas avoir la capacité de s'affirmer comme nouveaux cartels de la drogue.

Cet exemple illustre nombre de confusions entourant le lien entre drogues, gangs et criminalité organisée. L'expression "gangs de la drogue" est d'usage courant, mais l'articulation entre gangs de rue et drogues prête beaucoup à controverse. La recherche montre que si la revente de drogues est une activité courante parmi les membres des gangs de rue, elle n'est généralement pas l'activité première du gang. La plupart des membres du gang consommant eux-mêmes des drogues, ils se mettent à dealer pour la même raison que les autres usagers : pour financer leur assuétude (41). Mais les gangs de rue ne sont pas seulement des associations criminelles mues par l'appât du gain. Ils offrent à leurs membres une famille de substitution, le sentiment d'avoir une identité et un moyen de survie. Leurs préoccupations restent principalement d'ordre local : défendre son territoire et se battre pour obtenir le "respect", d'une façon qui rogne parfois les bénéfices tirés de leurs activités criminelles. La plupart des membres des gangs de rue sont des adolescents ou de très jeunes adultes; ils sont incultes et peu familiarisés avec le monde au-delà de leur quartier.

Autre source de confusion permanente : la tendance à croire que des groupes portant un même nom obéissent à une même structure de commandement. S'il existe bien des gangs Mara Salvatrucha, à la fois aux États-Unis et en El Salvador, et s'ils puisent leurs racines dans la zone des Remparts de Los Angeles, rien ne prouve une coordination de leurs activités. En fait, au sein d'un même pays, des cliques distinctes, coiffées par un puissant gang faitier, semblent opérer avec un grand degré d'autonomie. Sans doute en va-t-il de même des autres groupes criminels organisés portant un même nom.

Fig. 9: Proportion des adultes (âgés de 15 à 64 ans) ayant consommé de la cocaïne au cours de l'année précédente - 2005 (ou dernière année disponible)



Source: ONDUC – Estimations de la base de données DELTA.

sont presque exclusivement effectuées en transit, lors d'un acheminement de la drogue vers les États-Unis. Cela donne à penser que des groupes bien organisés contrôlent la plus grosse partie de ce trafic et que la plupart des cargaisons traversent, intactes, la région.

Le maillon mexicain

Le Mexique est aujourd'hui le chemin d'accès privilégié de la cocaïne pénétrant aux États-Unis. Selon les estimations du Gouvernement américain, 90 pour cent, environ, de la cocaïne entrant aux États-Unis transite par le Mexique⁴², et les trois-quarts de la cocaïne saisie à son entrée dans le pays est confisquée le long de la frontière terrestre avec le Mexique, en particulier à la frontière avec le Texas⁴³. Quiconque veut utiliser ce chemin doit travailler avec les syndicats mexicains du crime qui en contrôlent l'accès.

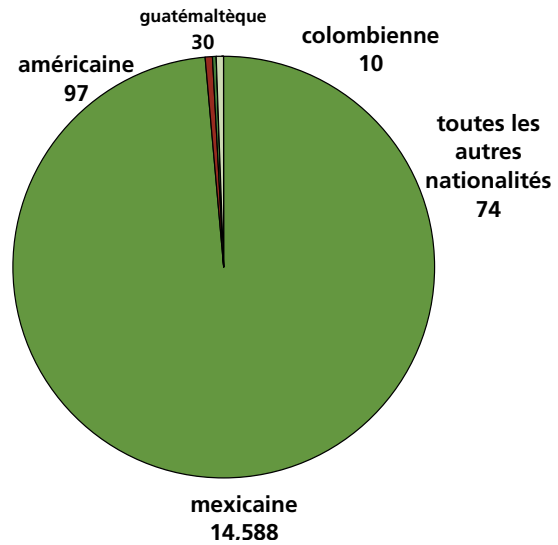
À l'intérieur du Mexique, la plupart des drogues sont soumises au contrôle de l'un ou l'autre des "cartels" bien connus implantés dans les provinces, le long de la frontière et de la côte sud-est du pays. Certains groupes du Nord ont dû livrer bataille pour obtenir des "plazas", c'est-à-dire des zones de franchissement de la frontière, et des syndicats se sont établis autour de Tijuana, Juarez, Sinaloa et dans la région du Golfe (à Nuevo Laredo et Matamoros, par exemple). Ces combats ont vu l'intervention d'escadrons spécialisés, comme les Zetas, un groupe constitué d'anciens commandos de l'armée mexicaine, employé par les cartels du Golfe pour terroriser les groupes rivaux et assassiner des personnalités en vue des services de répression, du gouvernement ou de la presse. Au moins 1 400 meurtres liés au trafic de drogues ont été perpétrés au Mexique en 2006, la plupart le long de la frontière avec les États-Unis⁴⁴, mais certaines sources parlent même de 2 500⁴⁵.

La violence a récemment gagné le sud-est du pays, où des groupes se sont constitués dans les principales zones d'accostage des navires entrant dans le pays. La taille des organisations concernées est révélée par le volume des saisies de biens et de précurseurs chimiques. En mars 2007, par exemple, une descente de police à Michoacan a permis de saisir 206 millions de \$ É.-U. en espèces, sur un seul site. En décembre 2006, un peu moins de 20 t de pseudoéphédrine, un précurseur clef utilisé dans la fabrication de méthamphétamine, ont été saisies dans le port de Lazaro Cardenas, situé dans la même province.

Vu la concurrence féroce que se livrent les syndicats mexicains du crime et leur extrême violence, il est difficile à des étrangers d'accéder à ce marché; et de fait, 98 pour cent des individus arrêtés en 2004 pour trafic de drogues étaient effectivement des citoyens mexicains.

À l'instar des organisations colombiennes, les syndicats criminels mexicains offrent souvent l'aspect d'une dynastie, plusieurs membres d'une même famille occupant les principaux postes de commandement. Ainsi, le cartel de Tijuana était également connu sous le nom d'Organisation Arellano-Felix, en raison du rôle très important que cette famille avait joué à la tête du groupe. Mais cela ne doit pas

Fig. 10: Nationalité des personnes arrêtées pour trafic de drogues au Mexique, en 2004



Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels.

nous faire perdre de vue qu'il s'agit-là de vastes entreprises criminelles bien organisées, et non de petites entreprises familiales. Ces groupes ont su résister et s'adapter face aux "décapitations" qui les ont frappés, des adjoints ou des exécutants haut placés prenant le contrôle chaque fois que les chefs étaient arrêtés ou tués. D'aucuns avancent que, face à l'action des services de répression, certains syndicats mexicains ont évolué, passant de la structure hiérarchisée traditionnelle à une structure cloisonnée "en cellules", témoin l'Organisation Zambada-Garcia⁴⁶. Quoi qu'il en soit, il semble bien que des groupes puissants et bien organisés aient la haute main sur le trafic de drogues au Mexique.

Les présence de groupes importants est également attestée par les chiffres des saisies. Au cours des neuf premiers mois de 2005, cinq saisies d'au moins une tonne chacune ont été effectuées : deux dans les eaux mexicaines, une dans un port de mer, une sur la piste d'un aéroport clandestin et une sur une autoroute. Une autre douzaine de saisies de plus de 100 kg chacune ont également été effectuées au Mexique; leur valeur a été estimée à 1 million de dollars É.-U., au moins. Ces chiffres indiquent que l'on a affaire à des organisations disposant de vastes ressources. Nombre de saisies moins importantes ont également été opérées, ce qui montre qu'il existe aussi un trafic à petite échelle. Mais en l'absence de données de saisies plus complètes, il est difficile d'évaluer avec précision la part du marché qui revient à ces petits opérateurs, tant au Mexique que dans la chaîne d'approvisionnement tout entière.

Enfin, le haut degré d'organisation de ces groupes est attesté par les faibles taux d'usage de drogues dans le pays : 0,4 pour cent des adultes mexicains ont consommé de la cocaïne en 2002, ce qui est à peine supérieur à la moyenne mondiale, qui est de 0,3 pour cent. Une fois la drogue

entrée au Mexique, l'attrait exercé par les bénéfices nettement supérieurs qu'on peut en tirer de l'autre côté de la frontière est si grand qu'il ne reste pas beaucoup de cocaïne sur place.

Destination USA

Malheureusement, le Gouvernement des États-Unis n'a pas fourni jusqu'ici d'informations sur chacune des saisies individuelles. Vu le caractère décentralisé des services américains de répression, cette omission s'explique peut-être par des raisons d'ordre administratif. Les États-Unis annoncent avoir saisi 176 t de cocaïne en 2005, mais le détail des différentes saisies n'est pas disponible. On sait que 31 t seulement de ce total ont été saisies dans les zones d'arrivée dans le pays⁴⁷, de sorte que le reste a forcément été saisi une fois parvenu à destination, quelque part dans le pays, ou dans les eaux internationales.

Les États-Unis fournissent toutefois des informations détaillées sur la nationalité des personnes appréhendées pour trafic de drogues. En 2004, 11 787 individus ont été arrêtés par les autorités fédérales pour trafic de cocaïne. De ce total, 8 814 (75 %) étaient des citoyens américains. Parmi les étrangers dont la nationalité a pu être avérée, 1 410 (56 %) étaient des Mexicains, 378 (15 %) des Colombiens, et 286 (11 %) des Dominicains. Les grossistes et détaillants dominicains de cocaïne et d'héroïne font depuis longtemps partie intégrante des réseaux de distribution des organisations colombiennes de trafiquants, de sorte qu'on peut sans doute associer ces deux nationalités. Pour l'essentiel, les deux grands groupes (colombien et mexicain) de syndicats rivaux représentent 82 pour cent des étrangers arrêtés pour trafic de cocaïne. Seuls cinq Vénézuéliens ont été appréhendés, et ensemble, les sept pays d'Amérique centrale n'ont compté que pour 96 arrestations (4 %).

Si la cocaïne était vendue et revendue dans les pays de transit, on pourrait s'attendre que les Vénézuéliens et les citoyens des pays d'Amérique centrale jouent un plus grand rôle dans la livraison des drogues à leur point de destination final. Si leur rôle direct sur les marchés des États-Unis a perdu en importance, le fait que les ressortissants colombiens continuent de représenter une bonne part des arrestations pour trafic de drogues aux États-Unis renforce la conviction que l'écoulement de la cocaïne est contrôlé par de grands groupes multinationaux disposant des moyens de l'acheter dans les pays producteurs, de la transporter et de la commercialiser. Toute cela vient étayer l'idée selon laquelle le gros du trafic de cocaïne à destination des États-Unis est contrôlé par de grandes organisations, non par de petits réseaux ou par un acteur occulte sur le marché.

En résumé, si le trafic de cocaïne à destination des États-Unis n'est plus aussi centralisé qu'au temps des grands cartels, il semble rester, pour l'essentiel, aux mains de syndicats puissants et bien organisés, car :

- Des saisies de plusieurs tonnes, valant des centaines de millions de dollars à leur arrivée aux États-Unis,

sont effectuées en tous points de la chaîne du trafic et représentent souvent une fraction importante des saisies nationales annuelles.

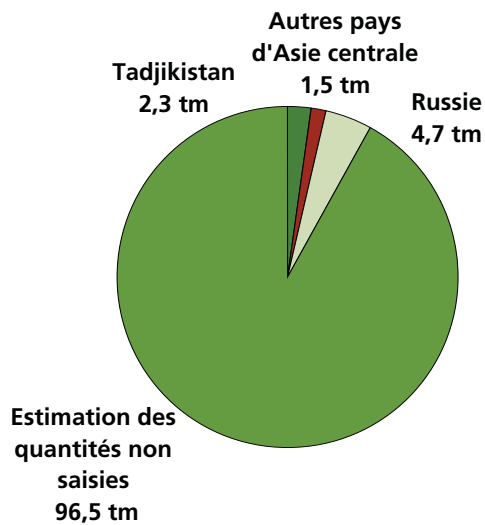
- La chaîne du trafic semble partagée entre syndicats colombiens et mexicains, une part impossible à chiffrer étant soumise au contrôle exclusif des groupes colombiens.
- Si des citoyens des pays de transit sont arrêtés, partout dans le monde, porteurs de petites quantités de drogues, ils ne semblent pas contrôler une part importante du trafic global.
- La prévalence de l'usage de cocaïne est faible dans les pays de transit, ce qui indique que le plus gros des drogues (moins les saisies) parvient à sa destination finale, où il sera vendu au prix le plus élevé.

2.4 Acheminement de l'héroïne vers la Fédération de Russie via l'Asie centrale

Contrairement au trafic de cocaïne à destination des États-Unis, la circulation de l'héroïne entre l'Afghanistan et la Fédération de Russie, via l'Asie centrale, semble moins organisée. Sans doute y a-t-il à cela plusieurs raisons. Ce flux de drogues est plus récent, l'usage d'héroïne en Russie n'ayant débuté que dans les années 1980 et n'ayant véritablement pris son essor qu'après l'effondrement de l'ex-Union soviétique, en 1991. Les conflits récurrents qui ont déchiré l'Afghanistan et la pauvreté qui sévit dans ce pays ont vu la production illicite se généraliser. De même, la pauvreté et les conflits qui ont ravagé l'Asie centrale ont empêché l'élaboration de moyens de défenses contre le trafic de drogues. Mais ces facteurs ont peut-être aussi freiné la consolidation du marché : il est difficile de transporter de grosses cargaisons de drogues quand un grand nombre de chefs de guerre rivaux bloquent les routes, et que celles-ci sont, au demeurant, en bien mauvais état. De ce fait, ce n'est que tout récemment qu'un semblant d'ordre a permis aux groupes les plus importants de s'unir.

L'Afghanistan est aujourd'hui la source de plus de 90 pour cent de l'héroïne circulant dans le monde, mais le gros de la production reste concentré dans les régions orientale et australe du pays. On peut l'affirmer avec un certain degré de certitude car l'ONUDC procède à des enquêtes détaillées sur les récoltes d'opium dans chacun des grands pays producteurs d'héroïne. Bien qu'il soit plus compliqué d'évaluer les flux du trafic, de nombreuses raisons permettent de penser que la plus grande partie de l'héroïne produite en Afghanistan quitte le pays à destination de l'Europe via l'Iran et le Pakistan, par la route dite "des Balkans". Cette assertion n'est pas seulement fondée sur les chiffres des saisies, mais aussi sur les modalités de la culture et sur des entrevues avec des acteurs de ce marché, en Afghanistan. Si les volumes exacts peuvent prêter à discussion, on sait qu'un cinquième, environ, de l'héroïne afghane, estimée à quelque 100 t en 2005, quitte le pays par la route du nord et passe par l'Asie centrale pour parvenir en Fédération de Russie. Il semblerait que seule une petite partie – 10 pour

Fig. 11: Saisies d'héroïne dans les zones de transit entre l'Afghanistan et la Russie, en 2005



Source: ONUDC : base de données Delta

cent, environ – de la drogue acheminée soit saisie. Si tel était le cas, les chiffres des saisies seraient alors un indicateur moins fiable des flux non détectés dans cette région qu'il ne l'est dans les Amériques. Le taux d'interception plus modique laisse notamment planer le soupçon que des expéditions massives ont lieu sous couvert de la corruption, et que les saisies ne frappent que le menu fretin, qui tente d'écouler sa drogue sans payer le prix de cette protection. Mais il existe aussi d'autres indicateurs, comme les taux d'usage locaux de l'héroïne, qui semblent indiquer que le trafic via l'Asie centrale reste encore très désorganisé.

La destination de la plupart de ces drogues est la Fédération de Russie, où le taux d'usage des opiacés est l'un des plus élevés du monde. On estime que 2 pour de la population adulte consomme chaque année de l'héroïne ou l'une des nombreuses concoctions locales d'opiacés, de fabrication artisanale. Les meilleures estimations situent la population d'héroïnomanes en Russie à 1,6 million, environ, qui consommeraient chaque année jusqu'à 80 t d'héroïne⁴⁸, valant – au prix de gros – quelque 1,5 milliard de \$ É.-U. en Russie. Cela représente un dixième de la valeur en gros de l'héroïne sur le marché américain.

La source afghane

Le marché intérieur de l'Afghanistan semble comporter au moins quatre niveaux distincts :

- une population de 2,9 millions d'agriculteurs en 2006, axés sur les forces du marché;
- un groupe plus ou moins soumis à régulation d'environ 250 000 petits négociants locaux;
- un petit nombre de gros commerçants qui acheminent de grosses cargaisons jusqu'à la frontière – et parfois même au-delà;
- un grand nombre de petits trafiquants transfrontière.

En Afghanistan, tout comme en Colombie, la culture des plantes servant à fabriquer des stupéfiants est diffuse. En 2006, cette culture a concerné 28 des 34 provinces du pays et employé 2,9 des 23 millions d'habitants de l'Afghanistan, soit 13 pour cent de la population totale⁴⁹. Il serait peu vraisemblable d'avancer que 13 pour cent de la population afghane est employée – voire simplement dirigée – par des groupements criminels organisés. La plupart des cultivateurs ne participent pas au raffinage de la drogue et n'ont pas forcément de contacts directs avec ceux qui en sont chargés.

Si la culture du pavot à opium est si répandue, cela tient plutôt au fait que les terres arables fertiles sont rares en Afghanistan et que les autres moyens de survie y sont peu nombreux. Une fraction importante de la population pratique une petite agriculture de subsistance. Si la culture du pavot à opium suppose une intensité de main-d'œuvre supérieure à celle des autres récoltes, cette main-d'œuvre est bon marché en Afghanistan; par ailleurs, un champ de pavots rapporte huit fois le revenu d'une parcelle de blé (l'autre grande culture de la région) de même superficie. Quelque 448 000 familles ont cultivé 165 000 hectares de pavot en 2006, soit un peu plus d'un tiers d'hectare par foyer, qui ont rapporté 1 700 \$ É.-U. par famille et par an⁵⁰. Cela représente un septième du revenu des familles qui cultivent la coca en Colombie⁵¹.

Comme c'est le cas partout sur la planète, les agriculteurs doivent recourir au crédit pour survivre, et il semble que l'une des sources principales de micro-prêts soient les négociants d'opium. Les cultivateurs sans terre doivent louer les parcelles qu'ils veulent labourer, ce qui aggrave d'autant leur dépendance du crédit. Celui-ci leur est accordé par ceux qui vendent de l'opium, qu'il s'agisse de boutiquiers, de négociants du bazar local ou de marchands ambulants, qui se font rembourser en opium. Car l'opium est devenu une sorte de devise au cours élevé, un moyen de stocker ses avoirs. Et bien que le crédit ne soit pas la seule – ni même la principale – raison qui pousse les paysans à cultiver de l'opium, la dynamique du crédit est un mécanisme clef dans la régulation du marché.

Ces créanciers/négociants d'opium sont très nombreux : un pour treize cultivateurs, estime-t-on; ils seraient près de 225 000 dans le pays⁵². La recherche a montré que ce groupe n'est pas dirigé par les mouvements criminels organisés; il semble aussi que la concurrence soit vive entre ses membres⁵³. Mais cela ne veut toutefois pas dire que n'importe qui peut s'immiscer sur ce marché. Dans le passé, les chefs de guerre régionaux sanctionnaient et taxaient le commerce de l'opium; nombre d'entre eux occupent aujourd'hui des positions d'autorité sur le plan local. Il est permis de supposer que seuls ceux qui sont autorisés à vendre de la drogue et prêts à payer pour ce privilège peuvent opérer sur ce marché.

Les différentes productions d'opium, regroupées par les petits marchands, sont vendues sur les célèbres bazars à de gros négociants. Ces grosses cargaisons sont transportées jusqu'aux zones frontalières où la drogue est soit vendue

comme opium, soit transformée en héroïne dans l'un des nombreux laboratoires existants⁵⁴. Au cours des huit premiers mois de 2006, 248 laboratoires d'héroïne ont été démantelés en Afghanistan⁵⁵. Les "cuisiniers" qui convertissent l'opium en héroïne sont très souvent des Pashounes. Dans le nord, ce sont fréquemment des Shinwaris originaires de la région qui jouxte le Pakistan, qui furent parmi les premiers à être initiés à la fabrication de l'héroïne. Ils vendent leur savoir-faire au plus-offrant et fonctionnent donc comme contractuels indépendants. La plupart des négociants semblent laisser le trafic transfrontalier à des groupes spécialisés, qui appartiennent peut-être, eux aussi, à des groupes ethniques distincts (p.ex. les Baluchis au Sud de l'Afghanistan, les Ouzbeks ou les Tadjiks au Nord).

Au Nord du pays, en 2006, les prix de l'héroïne ont varié de 50 pour cent ou plus entre la province de Balkh, à la frontière avec l'Ouzbékistan (2 194 \$ É.-U./kg en mars 2007) et la province de Badakhshan, située à la frontière du Tadjikistan (3 500 \$ É.-U./kg), cela en dépit du fait qu'une grande route relie ces deux régions séparées par quelques centaines de kilomètres. Il semble peu plausible que le coût réel du transport entre ces deux sites justifie une différence de prix de 1 300 \$ É.-U./kg, malgré les menaces de répression qui pèsent sur Kunduz⁵⁶ et d'autant plus que la qualité de l'opium du Badakhshan est réputée supérieure. Cela semble indiquer que les différents tronçons le long de la frontière sont répartis en différents marchés qui commercent peu entre eux, car si tel n'était pas le cas, les prix finiraient par s'équilibrer. L'absence d'échanges entre marchés voisins suggère un haut degré de contrôle régional des approvisionnements, probablement dû à la domination d'éléments criminels puissants. Mais cela pourrait aussi être dû à l'efficacité des services de répression de Balkh, où l'on ne connaît pas de laboratoires d'héroïne, et au voisinage du marché plus lucratif de l'Iran.

Que les gros négociants vendent leurs stocks par quantités relativement modestes aux trafiquants transfrontière reste toutefois une énigme. Si certains citoyens afghans franchissent la frontière pour livrer la drogue au Tadjikistan, ils ne semblent guère aller plus au nord. Les Afghans de souche tadjike n'ont pas les compétences linguistiques en russe que possèdent leurs concitoyens plus au nord et cela les empêche peut-être d'acheminer la drogue jusqu'à des marchés plus lucratifs. Il se peut qu'aucun groupement criminel organisé n'ait assez de relations internationales pour traiter en permanence avec les différents pouvoirs locaux qui jalonnent le parcours entre l'Afghanistan et la Russie, mais les premiers groupes qui réaliseront cet exploit en tireront des bénéfices substantiels. Pour l'heure, cependant, il semble qu'une fois la drogue sortie d'Afghanistan, elle se retrouve entre les mains de petits réseaux de trafiquants soumis aux forces du marché.

Le maillon Asie centrale

Les saisies effectuées en Russie et en Asie centrale montrent qu'il existe bel et bien des groupements de trafiquants

pluriethniques. Mais au stade initial, au moins, l'appartenance transfrontière à une même ethnie est un facteur déterminant. Les Afghans de souche tadjike ou ouzbèke n'introduisent, respectivement, de drogues en contrebande qu'au Tadjikistan et en Ouzbékistan, presque exclusivement. Une fois livrée, la drogue peut passer aux mains de citoyens kirghizes ou kazakhs jusqu'à son entrée au Kazakhstan, après quoi des groupes kazakhs ou russes l'achemineront jusqu'en Russie. Des ressortissants russes ont toutefois été arrêtés à l'occasion de grosses saisies effectuées très au sud, jusqu'au Tadjikistan. Il semblerait que les citoyens kirghizes et kazakhs comptent sur les groupes tadjiks et ouzbeks pour fournir les drogues qui alimenteront les trafics ultérieurs. En règle générale, le transport au travers de la zone de transit semble être contrôlé par les citoyens de ladite zone de transit, le passage de la frontière impliquant des ressortissants des deux pays concernés.

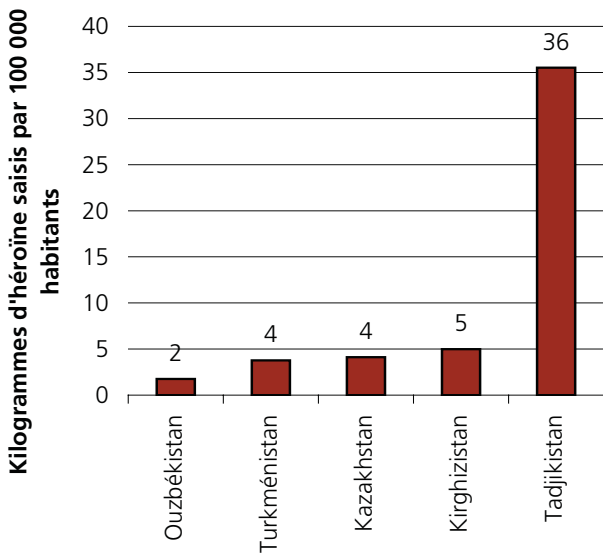
En outre, il y a lieu de penser que l'héroïne est achetée et revendue plusieurs fois avant de parvenir à destination, en Fédération de Russie. En d'autres termes, il semble que le mouvement de l'héroïne en direction de la Russie soit largement le fait d'opérateurs nationaux indépendants, attirés par le profit qu'ils peuvent tirer du transport des drogues au travers de plusieurs frontières, et non le fruit d'un plan d'ensemble, ourdi par une seule organisation puissante, qui orchestrerait ce transport depuis l'Afghanistan jusqu'en Russie.

Sortant d'Afghanistan par le Nord, le trafiquant a le choix entre entre trois pays : le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Si l'on ne tient compte que des chiffres des saisies, il semble que seul le Tadjikistan soit largement utilisé par les trafiquants, mais on ne dispose que de bien peu d'informations sur la situation au Turkménistan.

Il n'est guère surprenant que le Tadjikistan soit une cible de choix, vu la faiblesse de l'État au sortir de la récente guerre civile (1992-1997), vu aussi que, selon le rapport 2006 du PNUD sur le développement humain, le taux de développement y est le plus bas d'Asie centrale. En outre, ce sont principalement des trafiquants de souche tadjike qui contrôlent les régions productrices d'opium au nord de l'Afghanistan, et de nombreux villages tadjiks d'autres régions du pays cultivent du pavot à opium. En 2005, le Tadjikistan a saisi 78 pour cent de l'héroïne des trois pays frontaliers, et 60 pour cent de l'héroïne saisie dans toute l'Asie centrale. Ces chiffres sont d'autant plus remarquables que le Tadjikistan ne compte que 6,5 millions d'habitants, soit 12 pour cent de la population de la région, de sorte que les saisies par habitant y sont sept fois plus importantes que dans tous les autres pays d'Asie centrale. Si cela prouve que le passage par le Tadjikistan est l'itinéraire privilégié des trafiquants, cela montre aussi les succès probants remportés par les services tadjiks de répression.

Qui plus est, le Tadjikistan reste en tête des saisies régionales, au terme de deux années qui ont vu abruptement chuter les quantités de drogues interceptées : en 2003, les saisies étaient deux fois plus importantes. La diminution des saisies au Tadjikistan après 2003 peut être

Fig. 12: Kilogrammes d'héroïne saisis par 100 000 habitants, en 2005



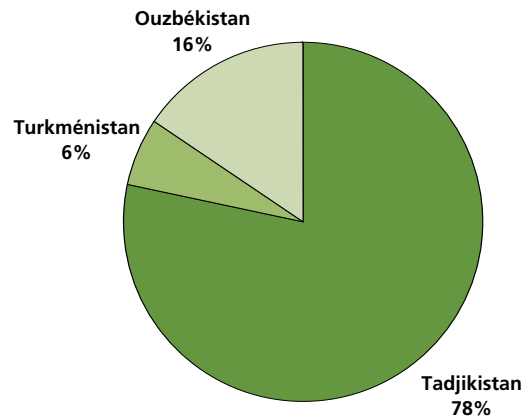
Source: ONUDC : base de données Delta

en partie attribuée à la baisse de la production d'opium au nord-est de l'Afghanistan : au Badakhshan voisin, la production a chuté de 53 pour cent en 2005. Mais elle est également liée au retrait de l'armée des frontières de la Fédération de Russie, qui a débouché sur une moindre efficacité des interceptions. Le Gouvernement tadjik n'a pas les moyens de remplacer entièrement ces troupes, dont l'entretien coûtait quelque 30 millions de \$ É.-U. par an au Gouvernement russe. Cela risque d'augmenter encore l'attrait du pays comme point de transbordement des drogues.

Le Turkménistan offre un second itinéraire possible, car c'est le seul pays d'Asie centrale qui ait une frontière commune avec l'Afghanistan et avec l'Iran. Il s'étend de l'autre côté de la mer Caspienne et a toujours entretenu des relations politiques à la fois avec les Taliban et avec l'Alliance du Nord. On signale aussi de récents accroissements de production au nord-ouest de l'Afghanistan, et il serait pour le moins curieux de voir la production de Faryab, par exemple, emprunter une autre voie que celle qui franchit la frontière et passe directement au Turkménistan. Cela étant, il n'est pas surprenant que 78 pour cent de l'héroïne saisie en Asie centrale en 1997 ait été confisquée au Turkménistan, ou que 4,6 t d'opium y aient été saisies en 1999⁵⁷, ou qu'au cours de la période 1995-2000, plus de 198 t de précurseurs chimiques, principalement de l'anhydride acétique⁵⁸, ait également été saisi. Mais au cours des dernières années, indépendamment des saisies sporadiques d'opium, on n'y a enregistré que peu d'activité.

Le Turkménistan est censé pâtir d'un degré élevé de corruption⁵⁹, ce qui est l'une des explications possibles de l'absence de saisies. Mais rien ne porte à croire que la corruption alléguée constitue un phénomène récent dans le pays⁶⁰, et cela n'explique donc pas pourquoi les saisies ont soudainement cessé. En outre – et nous en parlerons plus loin – très peu de citoyens turkmènes ont été arrêtés par les

Fig. 13: Ventilation des saisies entre les pays d'Asie centrale qui jouxtent l'Afghanistan, en 2005



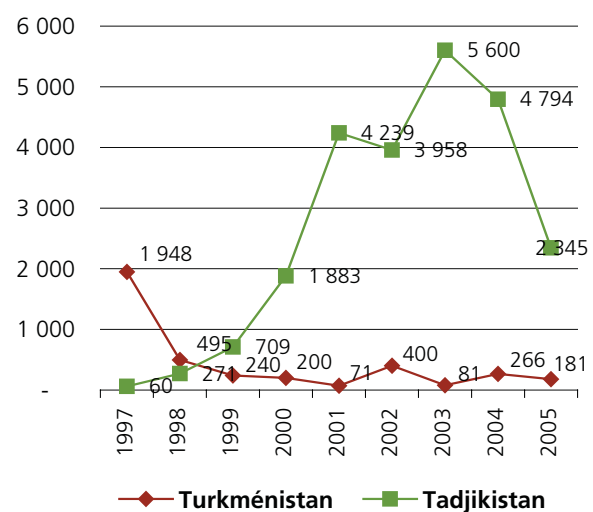
Source: ONUDC : base de données Delta

autorités russes pour trafic de drogues à destination de la Russie. En l'absence d'autres données probantes, rien ne permet de présumer que le Turkménistan soit un point de passage de l'héroïne acheminée vers le Nord.

L'Ouzbékistan, en revanche, dispose d'un appareil étatique plus structuré; il partage une frontière assez courte avec l'Afghanistan (137 km). Au lieu de pénétrer directement dans le pays, les drogues qui parviennent en Ouzbékistan transitent, semble-t-il par le Tadjikistan et le Kirghizistan⁶¹. Le pays n'a signalé que de faibles taux de saisies ces dernières années, guère plus qu'au Turkménistan; en revanche, davantage d'Ouzbeks ont été arrêtés en Russie.

Sortie du Tadjikistan, il semble qu'une bonne partie des drogues transite par le Kirghizistan, pays presque aussi pauvre et souffrant, lui aussi, d'instabilité. Du Kirghizistan, l'héroïne passe ensuite par le Kazakhstan, par où transitent aussi des drogues en provenance de l'Ouzbékistan et, vraisemblablement, du Turkménistan.

Fig.14: Saisies d'héroïne au Tadjikistan et au Turkménistan, 1997-2005



Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels/DELTA.

Carte 2: Itinéraires possibles du trafic en direction de la Fédération de Russie, via l'Asie centrale



Source: Bureau régional de l'ONUDC pour l'Asie centrale

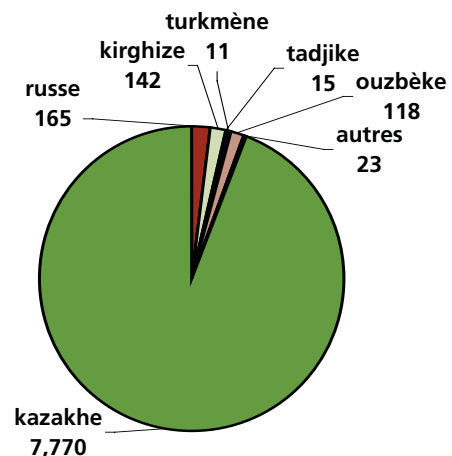
Le Kazakhstan fait partie d'une union douanière avec la Fédération de Russie, l'Ukraine et le Bélarus. De ce fait, toute cargaison pénétrant dans l'un de ces pays est considérée comme nationale et n'est pas soumise à inspection, pour autant qu'elle demeure scellée. La très grande majorité des individus arrêtés au Kazakhstan pour des infractions liées aux drogues sont des Kazakhs, mais les chiffres correspondants incluent la possession de petites quantités de drogue et les délits de revente mineurs. Un grand nombre de Russes, de Kirghizes et d'Ouzbeks sont impliqués, ce qui met en relief le rôle des groupes nationaux dans les opérations transfrontières. Notons, c'est important, que peu de citoyens tadjiks sont arrêtés au Kazakhstan. En l'absence de toute autre explication, cela amène à envisager la possibilité que les Tadjiks qui jouent un rôle dominant au début de la chaîne du trafic ne sont pas les mêmes que ceux qui sont arrêtés en grand nombre en Russie.

Comme en Colombie, la participation des mouvements d'insurgés au commerce de la drogue est un thème récurrent dans une bonne partie de la région, mais les groupes concernés ne sont pas bien organisés et ont maintes fois été réprimés. Historiquement, le groupe le mieux connu à cet égard est le Mouvement islamique de l'Ouzbékistan (IMU), qui a été largement décimé lors de la chute des Talibans. L'IMU était centrée dans la vallée de Ferghana, une région fertile et densément peuplée qui englobe certaines parties de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan, et du Kirghizistan, qui est à la fois une zone de transbordement des

drogues bien connue et un vivier de dissidence politique. Les dates des attaques de ce groupe et leur nature même suggéraient un lien étroit avec le commerce des drogues, mais même à l'apogée de son pouvoir, il ne semblait pas contrôler le trafic au nord d'Osh, au Kirghizistan⁶². Il est peu probable que ces groupes militants soient l'élément moteur du commerce actuel des drogues.

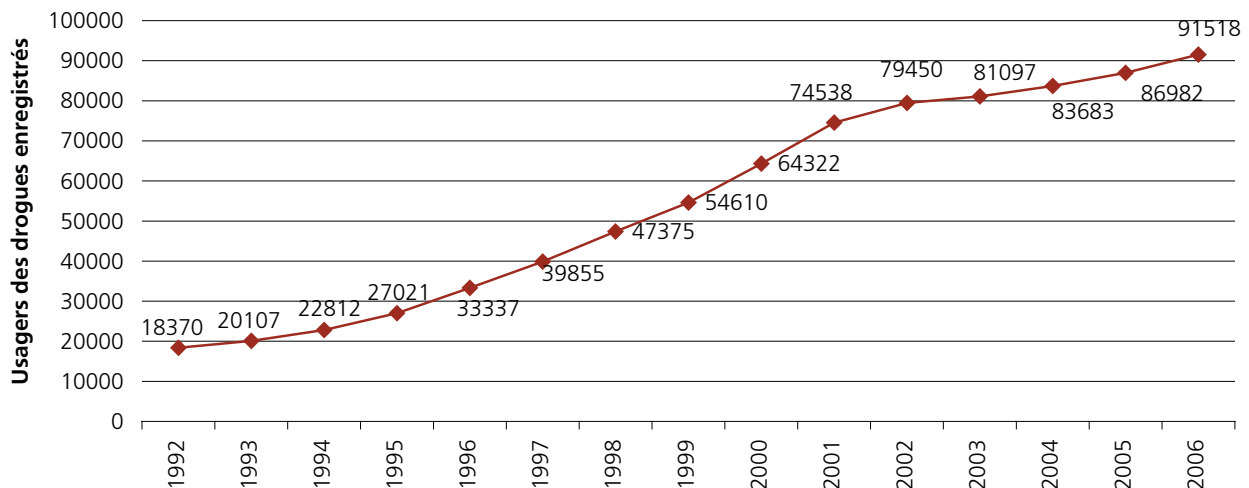
L'état de désorganisation de ce commerce est attesté par le nombre croissant d'utilisateurs des drogues dans le corridor tadjik/kirghize/kazakh. Les estimations de prévalence en

Fig.15: Nationalité des individus appréhendés au Kazakhstan pour des infractions liées aux drogues, en 2006



Source: Bureau régional de l'ONUDC pour l'Asie centrale

Fig. 16: Usagers des drogues enregistrés au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan



Source: Bureau régional de l'ONUDC pour l'Asie centrale

Asie centrale sont fondées sur le nombre de toxicomanes homologués ou de patients suivant un traitement. Les toxicomanes connus se voient demander s'ils se sont fait enregistrer et ce chiffre sert de multiplicateur. Toutefois, en raison des incertitudes inhérentes à cette technique, mieux vaut sans doute se fier, pour l'analyse des tendances, aux données brutes d'enregistrement.

Ce que révèlent les données d'enregistrement, c'est un problème croissant, à savoir que malgré une moindre valeur à la vente, une partie de l'héroïne acheminée vers la Fédération de Russie est détournée vers les marchés locaux. Le nombre d'usagers enregistrés a augmenté rapidement tout au long des années 1990, puis a poursuivi sa croissance à un rythme moins soutenu dans les premières années du nouveau millénaire⁶³. Un tel accroissement est prévisible quand le trafic est le fait d'un grand nombre d'acteurs indépendants, qui se servent de passeurs qu'ils payent en nature plutôt qu'en espèces, et il confirme que le trafic est relativement désorganisé dans cette région.

Destination Russie

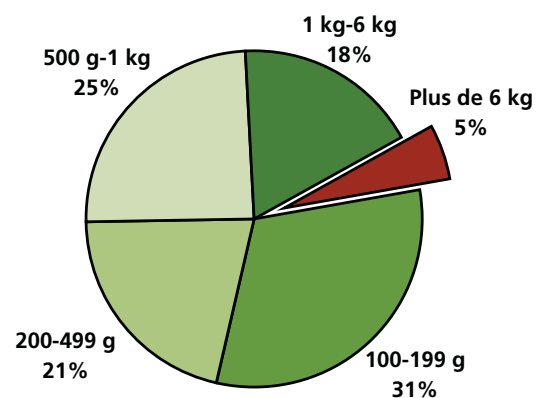
Le Gouvernement russe a signalé avoir saisi 3 897 kg d'héroïne en 2004 et 4 674 kg en 2005. Près des deux-tiers du total (5,6 t) représentaient 1 870 saisies de plus de 100 grammes signalées par le Gouvernement russe pour ces deux années. Huit saisies seulement représentaient plus de 100 kg. Près de 95 pour cent impliquaient des quantités inférieures à 6 kg, dont la valeur au prix de gros était chiffrée à quelque 10 000 \$ É.-U. en Afghanistan. En d'autres termes, ces expéditions étaient à la portée de réseaux criminels relativement modestes. De même, la plupart des saisies opérées dans les pays d'Asie centrale étaient peu importantes.

Les grosses saisies (plus de 100 kg) ne présentaient pas de constante particulière et n'étaient donc pas le fait d'une seule et même organisation. Trois ont été effectuées à Moscou, mais d'autres dans des régions très éloignées. Le

lieu de la plus importante, le district de Tynda, est situé au fin fond de la Sibérie, au nord de la frontière chinoise; la ville de Tynda a une population de quelque 40 000 âmes. Peu de grosses saisies ont été signalées en Asie centrale dans les années récentes.

Nombre des trafiquants arrêtés en Fédération de Russie étaient ressortissants de pays d'Asie centrale, en particulier des citoyens tadjiks n'appartenant pas forcément à l'ethnie tadjike. Entre 1999 et 2004, le Gouvernement russe a signalé à l'ONUDC, 954 saisies d'héroïne de plus de 100 grammes pour lesquelles on connaissait la nationalité des trafiquants. Sur ce total, 586 saisies (62 %) impliquaient des citoyens russes, exclusivement. Étonnamment, 252 d'entre elles impliquaient des citoyens tadjiks (26 %), fonctionnant seuls ou en association avec des trafiquants d'autres nationalités. Un nombre plus restreint de saisies impliquait des ressortissants du Kazakhstan (16), de l'Ouzbékistan (29), de la République kirghize (31), et d'autres nationalités (40). Selon ces données, aucun

Fig. 17: Ventilation des quantités d'héroïnes confisquées à l'occasion de 1870 grosses saisies (+ de 100 g), en Fédération de Russie - 2004-2005



Source: ONUDC: Base de données des saisies individuelles.

Tableau 2: Huit saisies de plus de 100 kg d'héroïne en Fédération de Russie, 2004-2005

Date	Lieu	Nationalité	Quantité	Détails
3 mars 2004	Moscou	russe	178 kg	En provenance du Tadjikistan
6 avril 2004	Zubovo-Polyana	russe (1) tadjike (2) ukrainienne (1) ouzbèke (1)	103 kg	En provenance du Tadjikistan
26 avril 2004	District de Tynda	tchèque	536 kg	Dissimulée sous les vêtements
21 juin 2004	Iekaterinbourg	—	150 kg	Dans du frêt en provenance d'Afghanistan
17 juin 2004	Région de Novosibirsk	—	237 kg	Dans des boissons, à bord d'un train en provenance du Tadjikistan
26 août 2005	Moscou	—	165 kg	—
29 août 2005	Moscou	—	156 kg	—
14 octobre 2005	Orenbourg	—	362 kg	—

citoyen du Turkménistan n'a été arrêté. Parmi les saisies impliquant des étrangers, les citoyens tadjiks étaient présents dans plus de deux tiers des cas. Souvenons-nous, toutefois, que peu de Tadjiks ont été arrêtés au Kazakhstan. De sorte que si les groupes tadjiks jouent un rôle important à la fois dans les opérations transfrontières avec l'Afghanistan et dans le trafic avec la Russie, il est possible qu'ils ne contrôlent pas l'héroïne au stade intermédiaire du trafic.

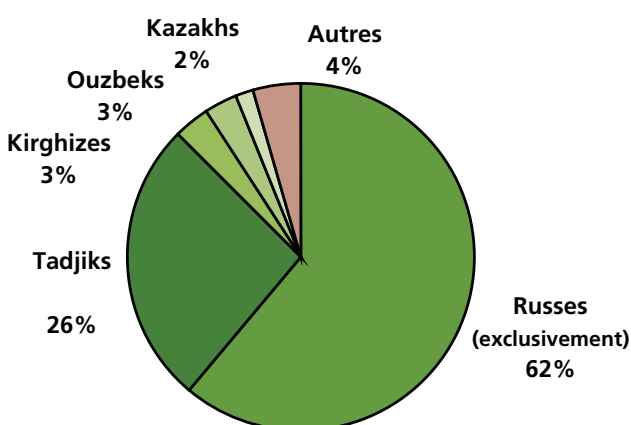
Le Tadjikistan est assez éloigné de la Russie, mais une enquête réalisée en 2003 par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a révélé que plus d'un quart des foyers tadjiks avaient un membre de la famille travaillant à l'étranger, dont 84 pour cent en Russie, ce qui représente peut-être un demi-million de personnes⁶⁴. Beaucoup occupent des emplois mal rémunérés de manœuvres et certains d'entre eux servent peut-être de passeurs pour compléter leur maigre salaire. Bien que la pauvreté des personnes de souche tadjike vivant le long de la frontière avec l'Afghanistan et en Russie soit de nature à favoriser leur implication dans le trafic de drogues, il ne semble pas que

de grands groupes tadjiks contrôlent la chaîne tout entière du trafic, vu qu'aucun citoyen tadjik n'a été arrêté au Kazakhstan.

Bien sûr, vu la part relativement faible - et la modicité - des saisies dans le volume total de drogues (probablement moins de 10 %), il est possible que saisies et arrestations ne s'appliquent qu'aux seules portions du marché qui ne sont pas protégées par la corruption. L'importance des citoyens tadjiks dans le nombre total d'arrestations pourrait tenir au fait que les services de répression ciblent tout particulièrement ce groupe vulnérable. La recherche antérieure sur les marchés des drogues de la Fédération de Russie a relevé des taux de corruption élevés, mais a également montré leur désorganisation fondamentale⁶⁵. Le Ministère russe de l'Intérieur estime qu'il existe dans le pays 450 organisations criminelles comptant au total quelque 12 000 membres. Cela représenterait une moyenne de 26 membres par groupe et un taux national de 8 membres du crime organisé par 100 000 habitants. Neuf seulement de ces groupes sont réputés avoir des connexions internationales⁶⁶. En 2005, le Service fédéral russe de contrôle des drogues a attribué aux groupements criminels 14 415 des 110 310 affaires de distribution de drogues (soit 13% du total); cette proportion n'avait pas changé par rapport aux deux années précédentes⁶⁷. Ces estimations des services russes de répression étayent la notion selon laquelle le marché reste, pour l'essentiel, très désorganisé.

En résumé, une fois que l'héroïne a quitté l'Afghanistan à destination de la Russie, le trafic international semble dirigé par de petits groupes, car :

- La plupart des saisies d'héroïne supérieures à 100 grammes – en route comme en Russie – sont modestes (moins de 6 kg), donc à la portée de petits groupes.
- La drogue semble être vendue et revendue en route, des groupes nationaux contrôlant chacun des maillons de la chaîne d'approvisionnement; la présence d'Afghans sur le marché russe est insignifiante.
- Les chiffres des arrestations n'excluent pas la possi-

Fig. 18: Implication de citoyens non russes en grandes incantations de héroïne en Russie, 1999 à 2004

Fuente: ONUDD, Base de datos sobre remesas de drogas incautadas

bilité que les drogues passent de mains tadjikes dans celles d'autres groupes, puis leur reviennent, des citoyens tadjiks s'étant trouvés présents dans 26 pour cent des grosses saisies d'héroïne effectuées en Russie, en 2004-2005. Les abus d'héroïne ont abruptement augmenté en Asie centrale dans les années 1990, ce qui indique qu'une bonne partie des drogues ne sont jamais parvenues aux points de destination où elles se vendraient au meilleur prix.

2.5 Suivi du trafic

Les exemples ci-dessus illustrent les deux extrémités du spectre : d'un côté, des groupes hautement organisés s'employant à expédier des cargaisons de cocaïne, d'une valeur de plusieurs millions de dollars, de Colombie aux États-Unis, de l'autre, un grand nombre d'acteurs travaillant sans coordination et réagissant aux forces du marché, qui font passer l'héroïne d'Afghanistan en Russie. Il semble toutefois que les différences entre les deux régions commencent à s'estomper quelque peu : le trafic de cocaïne est aujourd'hui moins organisé qu'au temps des cartels de Medellín et de Cali, et le trafic d'héroïne, du moins dans le Nord de l'Afghanistan, ne cesse de croître et commence à s'organiser. La possibilité de voir des groupements criminels puissants émerger en Asie centrale est très réelle, ne fût-ce qu'en raison des énormes bénéfices impliqués.

On pourrait procéder à des analyses analogues en ce qui concerne le mouvement de la cocaïne de Colombie en Europe, celui de l'héroïne via la route des Balkans, ou tout autre trafic. La principale restriction tient au manque de données normalisées. L'ONU DC a besoin de recevoir des États membres davantage de renseignements pour alimenter sa base de données des saisies individuelles, notamment des informations détaillées sur la nationalité des trafiquants et sur les techniques utilisées. On pourrait, sur cette base, procéder à une analyse en profondeur du trafic mondial.

D'ailleurs, une telle analyse ne doit pas forcément se limiter aux drogues. On pourrait créer des bases de données similaires pour les victimes de la traite des êtres humains, les armes à feu, ou tout autre produit de contrebande, pour obtenir un baromètre normalisé et quantifié de l'activité criminelle transnationale, qui viendrait compléter les évaluations existantes, fondées sur les données émanant des services de renseignement de la police. En l'absence de données fondamentales et de chiffres mondiaux précis, il est difficile de débattre de certaines questions – la traite des êtres humains, par exemple.

La détermination du degré d'organisation aide à formuler les politiques à suivre. Si certains affirment qu'il pourrait y avoir jusqu'à 400 "mini-cartels" opérant aujourd'hui en Colombie, ceux-ci ne sont évidemment pas tous de même importance. S'ils étaient tous égaux, chacun serait responsable du mouvement de 1,25 t de cocaïne par an, mais les saisies individuelles représentent plus de dix fois ce volume. Il est clair que certains grands opérateurs dirigent le marché de la cocaïne et que leur disparition constituerait un grave revers pour le trafic de cocaïne. En outre, le regroupement

de la production de quelque 70 000 familles de cultivateurs disséminées dans 23 provinces dépend largement des compétences en matière d'organisation et de la présence sur le terrain de groupements insurrectionnels et paramilitaires. Si ce maillon de la chaîne d'approvisionnement se trouvait endommagé, cela pourrait avoir des conséquences désastreuses pour le marché de la cocaïne.

Il serait difficile, en revanche, d'imaginer qu'un scénario analogue puisse fonctionner sur les marchés décentralisés d'Afghanistan et d'Asie centrale. Là, le processus de groupage, qui commence avec les cultivateurs et se termine avec les trafiquants, fonctionne grâce à un réseau complexe de négociants et de bazars. Si les drogues semblent soumises au contrôle d'un nombre limité d'acteurs au sommet du marché afghan, cette concentration ne semble pas pleinement exploitée aujourd'hui, et il y a lieu de penser que les cargaisons issues du groupage des drogues sont subdivisées à nouveau pour tenir compte des réalités d'un trafic désorganisé. L'élimination des barons de la drogue afghans n'empêcherait sans doute pas les négociants décentralisés de poursuivre leur commerce transfrontière avec leurs homologues trafiquants, tout aussi désorganisés. Les drogues s'écoulent en Asie centrale, changeant plusieurs fois de mains, ce qui montre bien que leur flux n'est pas centralement planifié. Le trafic en Asie centrale n'est pas dirigé par une "tête" qui puisse être décapitée. Ce dont il est plutôt besoin, c'est d'informations détaillées sur les mécanismes du marché qui permettent d'acheminer l'héroïne d'Afghanistan jusqu'en Russie. Les mesures d'incitation et les facteurs de dissuasion qui guident ce marché doivent être étudiés, et les interventions devront être conçues sur cette base.

On pourrait faire un bien meilleur usage de ces données si elles étaient plus complètes. Comme c'est le cas pour toute autre entreprise internationale d'une telle ampleur, les efforts déployés à l'échelon mondial pour combattre le trafic de drogues doivent faire l'objet d'un suivi objectif et normalisé si l'on veut pouvoir tirer les leçons des succès et des échecs passés. Les expériences tirées des innombrables interceptions opérées par les services de répression du monde entier devraient être rassemblées aux fins d'une analyse centralisée. Si l'on y associait des données existantes mais sous-exploitées – portant sur les prix et sur l'usage des drogues, il serait alors possible de créer des modèles solides permettant de sonder l'univers des marchés illicites.

Les efforts déployés sous l'égide du "Pacte de Paris" sont un bon exemple d'échange transnational d'informations et d'approche coordonnée des questions liées aux drogues⁶⁸. Les pays d'Asie de l'Ouest, d'Asie centrale et d'Europe affectés par le trafic d'héroïne depuis l'Afghanistan travaillent désormais ensemble, avec l'appui de l'ONU DC, pour coordonner leurs efforts en vue d'améliorer la qualité des données et des informations, de normaliser les méthodes de collecte des données, et de renforcer leur capacités d'analyse respectives en matière de lutte antidrogue. De tels efforts sont indispensables à une meilleure compréhension des courants de trafic et à l'élaboration de ripostes efficaces aux marchés transnationaux des drogues.

- ¹ Belser, P., "Forced labour and human trafficking: Estimating the profits." Geneva: ILO, 2005.
- ² 3 - 15 % range from 2002: United States General Accounting Office, International Trade: Critical Issues Remain in Detering Conflict Diamond Trade, GAO-020678, June 2002, pp. 5-7. 1.5 - 2% range from 2007, various expert opinions, 2007.
- ³ Small Arms Survey, Small Arms Survey 2002. Geneva: Small Arms Survey, 2002, p.3.
- ⁴ ONUDC, Rapport mondial sur les drogues 2005. Vienne: UNODC. 2005. Belser, P., "Travail forcé et traite des êtres humains : évaluation des profits." Genève: OIT, 2005. United States General Accounting Office, International Trade: Critical Issues Remain in Detering Conflict Diamond Trade, GAO-020678, June 2002, pp. 5-7. Small Arms Survey, Small Arms Survey 2002. Geneva: Small Arms Survey, 2002, p.3.
- ⁵ Europol: Évaluation de la menace que représente la criminalité organisée, 2006
<http://www.europol.europa.eu/publications/OCTA/OCTA2006.pdf>
 Rapport 2006 sur le crime organisé au Canada du Service canadien de renseignements criminels:
http://www.cisc.gc.ca/annual_reports/annual_report2006/document/annual_report_2006_e.pdf
 United Kingdom Threat Assessment of Serious Organised Crime 2006/7: http://www.soca.gov.uk/assessPublications/downloads/threat_assess_unclass_250706.pdf
- ⁶ Résolution 55/25 de l'Assemblée générale des Nations Unies, Convention [des Nations Unies] contre la criminalité transnationale organisée, Annexe I, Article 2, Sous-section A, 8 janvier 2001.
- ⁷ Évaluation de la menace que représente la criminalité organisée, 2006, op cit.
- ⁸ Reuter, P., R. MacCoun, and P. Murphy. Money from crime: A study of the economics of drug dealing in Washington D.C, Santa Monica: Rand Corporation, 1990, p. 23.
<http://www.rand.org/pubs/reports/2005/R3894.pdf>
- ⁹ Par exemple, l'Évaluation 2007 [Royaume-Uni] de la menace que représente la criminalité organisée soutient que "les membres les plus sérieux du crime organisé, en particulier les mieux établis et ceux qui ont le mieux réussi, sont impliqués dans plusieurs secteurs" United Kingdom Threat Assessment of Serious Organised Crime 2006/7, op cit, p. 13.
- ¹⁰ Évaluation de la menace que représente la criminalité organisée, 2006, op cit.
- ¹¹ Pearson, G. and D. Hobbs, Middle Market Drug Distribution, Home Office Research Study 227, London, 2001, page vi.
- ¹² Beare, M. "Structures, Strategies, and Tactics of Transnational Criminal Organizations: Critical Issues for Enforcement" Paper presented at the Australian Institute of Criminology, Australian Customs Service, and Australian Federal Police Transnational Crime Conference, Canberra, March 9-10, 2000.
- ¹³ United Kingdom Threat Assessment of Serious Organised Crime 2006/7, op cit, p.14
- ¹⁴ Ruggiero, V. La Roba. Economie e Culture dell'Eroina. Parma: Pratiche Editrice, 1992.
- ¹⁵ Hobbs, D. 'Going Down the Glocal: The local context of organised crime'. The Howard Journal, Vol 37, No 4, 1998, pp. 407- 2.
- ¹⁶ See von Lampe, K. 'Proposal for a common European approach to assess organised crime'. European Union Specific Targeted Research Project. http://www.assessingorganisedcrime.net/publications/AOC_DLV22-vD1.pdf
- ¹⁷ Pour situer cette quantité dans son contexte, cela représente plus de cocaïne qu'on n'en a saisi chaque année dans n'importe quel pays – à l'exception des 10 où l'on a effectué le plus de saisies en 2004.
- ¹⁸ Pour savoir comment les autorités néerlandaises ont résolu le problème, voir: UNODC/World Bank, Crime, Violence, and Development: Trends, Costs, and Policy Options in the Caribbean. Washington, D.C.: World Bank, 2007.
- ¹⁹ Le Questionnaire destiné aux rapports annuels est le mécanisme au moyen duquel les États membres font rapport aux Nations Unies sur la situation de leurs pays respectifs en matière de contrôle des drogues. Le Questionnaire s'inscrit dans les activités de collecte de données de l'ONUDC. Il est rempli chaque année par les États membres et comporte trois parties: I) Mesures législatives et administratives; II) Ampleur, caractéristiques et tendances de l'abus des drogues; et III) Offre illicite de drogues.
- ²⁰ La base de données des saisies individuelles comprend les données communiquées à l'ONUDC par les États, conformément aux dispositions de l'article 18.1 c) de la Convention unique sur les stupéfiants, de 1961, et de l'article 16.3 de la Convention sur les substances psychotropes, de 1971. Les Conventions internationales sur le contrôle des drogues requièrent des États parties qu'ils fournissent – indépendamment des informations contenues dans les rapports annuels quant à l'application des traités – des rapports sur les cas de trafic illicite inhabituels; ceux-ci sont importants car ils révèlent les sources auxquelles les drogues sont obtenues, les quantités impliquées, les méthodes utilisées par les trafiquants, ou, dans le cas de la Convention sur les substances psychotropes, les nouvelles tendances. Tous les gouvernements sont invités à adresser à l'ONUDC des rapports sur les saisies importantes effectuées. Les informations recueillies doivent comporter des détails sur le type de drogue, la date et le lieu de la saisie, les quantités confisquées, l'origine et la destination des drogues saisies, les moyens de transport utilisés, ainsi que le nombre et la nationalité des trafiquants.
- ²¹ Morrison, S. Approaching Organised Crime: Where Are We Now and Where Are We Going? Trends & Issues in Crime and Criminal Justice series No. 231. Canberra: Australian Institute of Criminology, 2002.
- ²² Scalia, J. 'Federal Drug Offenders, 1999'. Washington, D.C.: Bureau for Justice Statistics, 2001.
- ²³ Statement of Assistant Secretary of Homeland Security Julie Meyers at a press conference announcing guilty pleas by members of the Cali Cartel on 26 September 2006.
http://www.usdoj.gov/ag/speeches/2006/ag_speech_060926.html
- ²⁴ La cellule de crise internationale situe ce chiffre dans une fourchette comprise entre 200 et 400. Voir: ICG, War and drugs in Colombia. Brussels: ICG, 2005. Par contraste, le Conseil des relations extérieures le situe à 82. Voir: Christman, D. and J. Heimann, Andes 2020: A New Strategy for the Challenges of Colombia and the Region. Washington, D.C.: Council on Foreign Relations Center for Preventive Action, 2004, p. 21.
- ²⁵ Le chiffre de 200 tonnes est cité par Europol dans Drogues 2004. La Haye: Europol, 2005. Le chiffre de 250 t a été cité lors d'un atelier de l'UE sur l'application des lois antidroguage dans les Balkans par le directeur d'Europol, Max-Peter Ratzel, à Vienne, le 31 mai 2006.
- ²⁶ National Drug Intelligence Center, National Drug Threat Assessment 2006. Washington, D.C., United States Department of Justice, 2006.
- ²⁷ Ibid. Le chiffre de 450 t a également été cité par la Direction Centrale de la Police Judiciaire / Police Nationale, dans un exposé intitulé : Le trafic de cocaïne par voie maritime en 2006, fait par la délégation française devant la Commission des stupéfiants, en mars 2007.
- ²⁸ L'Office of National Drug Control Policy (ONDCP) des États-Unis a évalué le marché à 35 milliards de \$ É.-U. en 2000. Depuis, les prix ont baissé et les taux d'usage sont restés relativement stables. Voir: Office of National Drug Control Policy, What America's Users Spend on Illegal Drugs 1988-2000, Washington, D.C.: Executive Office of the President, December 2001, p. 14.
- ²⁹ ONDCP, 'Transit zone interdiction operations'. ONDCP Fact Sheet, 2004.
- ³⁰ Déclaration de Michael Braun, Chef des opérations, United States Drug Enforcement Agency, devant la Commission des relations internationales de la Chambre des Représentants, Sous-Commission de l'Hémisphère occidental, le 9 novembre 2005; National Drug Intelligence Centre, National Drug Threat Assessment 2007, op cit, p. 6.
- ³¹ Gouvernement de la Colombie, réponse au Questionnaire destiné au rapport annuel de l'ONUDC pour 2005.
- ³² National Drug Intelligence Center, National Drug Threat Assessment 2006, op cit.
- ³³ International Herald Tribune, "Colombia's navy says cocaine seizure much smaller than thought," May 1, 2007.
- ³⁴ UNODC, Colombia: Coca cultivation survey 2005. Vienna: UNODC, 2006.
- ³⁵ Voir, par exemple: International Crisis Group, War and drugs in Colombia. Brussels: ICG, 2005.
- ³⁶ Par exemple, en septembre 2002, le dirigeant de l'AUC, Carlos Castaño-Gil, et deux autres membres de l'AUC ont été mis en examen

- pour cinq chefs d'inculpation liés au trafic de drogues. L'acte d'accusation citait également le chef militaire de l'AUC, Salvatore Mancuso, et un membre de cette organisation, Juan Carlos Sierra-Ramírez. En novembre 2002, Fernando Blanco-Puerta et Elkin Arroyave-Ruiz, tous deux censés officiers de l'AUC, ont été arrêtés pour leur implication dans un marché "cocaïne contre armements" représentant plusieurs millions de dollars. Le Gouvernement du Mexique a déclaré que les membres de l'AUC et des FARC se livraient au trafic de drogues au Mexique. En 2000, Castaño a déclaré que l'AUC tirait 70 pour cent de ses revenus du commerce de la drogue. Voir la déclaration de Steven W. Casteel, Administrateur-adjoint du Renseignement, devant le Comité sénatorial sur les questions judiciaires, du 20 mai 2003.
- ³⁷ Latinnews.com : 'Have the Colombians taken over Mexico's drugs trade?' Security Update, 16 February 2006 <http://www.latinnews.com/lds/LDSU8939.asp?instance=1>
- ³⁸ Llana, S. 'Violent cartel culture now threatens Peru'. Christian Science Monitor, 3 April 2007.
- ³⁹ Webb-Vidal, A. 'South American cocaine trafficking operations shift toward Venezuela'. Jane's Intelligence Review, 1 May 2006.
- ⁴⁰ Voir les éditions récentes de l'International Narcotics Control Strategy Report. En novembre 2005, les fonctionnaires de l'Ambassade des États-Unis au Guatemala ont déclaré à l'Associated Press et à Reuters que 75 pour cent de la cocaïne destinée aux États-Unis passait par le Guatemala. Voir: Lakshmann, I., 'Cocaine's new route: Drug traffickers turn to Guatemala'. Boston Globe, 30 November 2005 ou Smyth, F. 'The untouchable narco-state: Guatemala's military defies the DEA'. Texas Observer, 18 November 2005. Selon une déclaration faite devant le Congrès en 2002 par Rogelio E. Guevara, Chef des opérations de l'United States Drug Enforcement Administration, le Guatemala est la première zone d'atterrissage des avions privés qui transportent de la cocaïne depuis la Colombie jusqu'aux États-Unis (utilisant pour ce faire des centaines de pistes d'atterrissage camouflées); il sert également de point de transit aux cargos transportant de la cocaïne destinée à l'Europe.
- ⁴¹ Pour un exposé des diverses façons dont les gangs de rue peuvent se livrer au trafic de drogues, voir: Valdez, A. et S. Sifaneck, 'Getting high and getting by: Dimension of drug selling behaviours among American Mexican gang members in South Texas'. Journal of Research in Crime and Delinquency, Vol. 41, No. 82, 2004.
- ⁴² Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs, International Narcotics Control Strategy Report 2007. Washington, D.C.: United States Department of State, 2007.
- ⁴³ National Drug Intelligence Center, National Drug Threat Assessment 2007, op cit.
- ⁴⁴ Ibid.
- ⁴⁵ 2007 INCSR, op cit.
- ⁴⁶ Becerra, O., 'Mexican cartels evolve in the face of cross-border crack-down'. Jane's Intelligence Review, November 2003.
- ⁴⁷ 2007 National Drug Threat Assessment, op cit.
- ⁴⁸ 80 t ont été consommées en Europe de l'Est (pays de la CEI), principalement en Russie, en 2003 – Voir le Rapport mondial sur les drogues 2005. Les 10 t d'héroïne restantes (non saisies) sont soit consommées en Asie centrale et en Ukraine, introduites en Europe via les pays Baltes ou l'Ukraine, soit convoyées jusqu'en Europe via la route des Balkans.
- ⁴⁸ UNODC, Afghanistan: Opium survey 2006. Vienna: UNODC, 2007.
- ⁵⁰ Ibid.
- ⁵¹ UNODC, Colombia: Coca cultivation survey 2005. Vienna: UNODC, 2006.
- ⁵² UNODC, The opium economy in Afghanistan: An international problem. Vienna: UNODC, 2003.
- ⁵³ UNODC and World Bank, Afghanistan's drug industry: Structure, functioning, dynamics, and implications for counter-narcotics policy. Kabul: UNODC and World Bank, 2006, p. 30.
- ⁵⁴ UNODC, The opium economy in Afghanistan, op cit.
- ⁵⁵ UNODC, Afghanistan: Opium survey 2006. op cit.
- ⁵⁶ Fondé sur les prix ONUDC de 2 194 \$ É.-U./kg à Badakhshan et de 3 500 \$ É.-U./kg à Balkh en mars 2007.
- ⁵⁷ UNODC, The Drug and Crime Situation in Central Asia: Compendium Analysis. Tashkent, Regional Office for Central Asia, 2003.
- ⁵⁸ UNODC, Illicit Drugs Situation in the Region Neighboring Afghanistan and the Response of ODCCP. New York: UNODC, 2002, p.13.
- ⁵⁹ L'indice de perception de la corruption de Transparency International place le Turkménistan au même niveau que le Tadjikistan (soit à la 142e place), avec une note de 2,2 sur dix.
- ⁶⁰ Transparency International n'a pas inclus le Turkménistan dans ses enquêtes des années 1990.
- ⁶¹ Déclaration de B. Abuduvohidov, Bureau du Procureur général, Ouzbékistan, 15 mars 2007.
- ⁶² Cornell, S., 'The Narcotics Threat in Greater Central Asia: From Crime-Terror Nexus to State Infiltration?' China and Eurasia Forum Quarterly, Volume 4, No. 1, 2006, p. 37-67
- ⁶³ Les accroissements moins marqués des dernières années peuvent également refléter le détournement des exportations d'opiacés afghans vers l'Iran et le Pakistan, suite aux augmentations massives constatées dans les provinces du Sud et aux petits accroissements de production au Nord et au Nord-Est de l'Afghanistan.
- ⁶⁴ Olimova, S. and I. Bosc, Labour migration from Tajikistan. Genève: Organisation internationale pour les migrations, 2003.
- ⁶⁵ Paoli, L. 'The development of an illegal market: Drug consumption in post-Soviet Russia'. British Journal of Criminology, Vol 42, No 1 2002, pp. 21-39.
- ⁶⁶ Zorin, Y. Interview d'Aleksandr Yelin, Chef adjoint du Département de la lutte contre la criminalité et le terrorisme du Ministère de l'Intérieur, Izvestiya, 15 février 2007.
- ⁶⁷ Bureau régional de l'ONUDC pour la Russie et le Bélarus: Illicit drug trends in the Russian Federation 2005. Moscow: UNODC, 2006, p. 34.
- ⁶⁸ Plus de 55 pays et organisations se sont rencontrés à Paris, les 21 et 22 mai 2003, à l'occasion d'une conférence ministérielle sur les itinéraires de la drogue depuis l'Asie centrale jusqu'en Europe. À cette occasion, ils sont convenus de qu'il était besoin de mesures plus énergiques et mieux coordonnées pour s'attaquer au problème du trafic des opiacés afghans à travers l'Asie de l'Ouest, l'Asie centrale et l'Europe. L'ONUDC a été invitée à servir d'organe centralisateur chargé de recueillir les informations et de proposer une analyse exhaustive des mesures prioritaires à prendre dans la plupart des pays touchés. Le partenariat conclu au titre du Pacte de Paris a été passé en revue lors de la Seconde conférence ministérielle sur les itinéraires du trafic de drogues depuis l'Afghanistan, tenue à Moscou du 26 au 28 juin 2006, à l'occasion de laquelle un appel a été lancé en vue de renforcer l'effort collectif et de se donner de nouveaux objectifs en vue d'une action conjointe.

3. ANNEXE STATISTIQUE



3.1 Production

3.1.1 Afghanistan

Fiche d'information - Enquête sur l'opium en Afghanistan 2006¹

	2005	Variation en 2005	2006
Culture d'opium nette	104 000 ha	+59%	165 000 ha
En pourcentage des terres agricoles	2,30%		3,65%
En pourcentage des cultures mondiales	62%		82%
Nombre de provinces affectées (Total: 34)	26		28
Éradication	5 000 ha	+210%	15 300 ha
Rendement moyen d'opium (pondéré)	39,3 kg/ha	-6%	37,0 kg/ha
Production potentielle d'opium	4 100 t	+49%	6.100 t
En pourcentage de la production mondiale	87%		92%
Nombre de ménages engagés dans la production d'opium	309 000	+45%	448.000
Nombre de personnes engagées dans la production d'opium	2,0 millions		2,9 millions
En pourcentage de la population totale (23 millions)	8,7%		12,6%
Prix moyen de l'opium sec à l'exploitation au temps de la récolte	138 dollars E.-U./kg	-9%	125 dollars E.-U./kg
PIB de l'Afghanistan ²	5 200 millions dollars E.-U.	+29%	6 700 millions dollars E.-U.
Valeur totale de la production d'opium à l'exploitation	560 millions dollars E.-U.	+36%	760 millions dollars E.-U.
En pourcentage du PIB	11%		11%
Valeur totale de l'opium à l'exploitation vers les pays voisins	2 700 millions dollars E.-U.	+15%	3 100 millions dollars E.-U.
En % del PIB	52%		46%
Bénéfices bruts du trafic pour les trafiquants afghans	2 140 millions dollars E.-U.	+9%	2 340 millions dollars E.-U.
Revenu annuel brut moyen de l'opium pour les familles de cultivateurs d'opium	1 800 dollars E.-U.	-5%	1 700 dollars E.-U.
Revenu brut par habitant des cultivateurs d'opium	280 dollars E.-U.	-7%	260 dollars E.-U.
PIB de l'Afghanistan par habitant	226 dollars E.-U.	+28%	290 dollars E.-U.
Revenu indicatif brut de l'opium par hectare	5 400 dollars E.-U.	-15%	4 600 dollars E.-U.
Revenu indicatif brut du blé par hectare	550 dollars E.-U.	-4%	530 dollars E.-U.

Culture et éradication

Les superficies plantées en pavot à opium en Afghanistan ont crû de 59 pour cent, passant de 104 000 hectares, en 2005, à 165 000 hectares, en 2006. Il s'agit de la plus vaste plantation d'opium jamais trouvée en Afghanistan. Du fait

de cette forte augmentation, la part de l'Afghanistan dans la culture mondiale du pavot à opium est passée de 65 pour cent, en 2005, à 82 pour cent, en 2006. La plus grande partie de cette culture a pris place dans la région australe

¹ Les informations reproduites dans cette section sont tirées de l'enquête 2006 sur l'opium en Afghanistan. (ONUDDC/Ministère de la lutte contre les stupéfiants, octobre 2006); on peut également les trouver sur l'Internet : (http://www.unodc.org/unodc/en/crop_monitoring.html).

² Source : Gouvernement afghan, Bureau central des statistiques : estimation préliminaire.

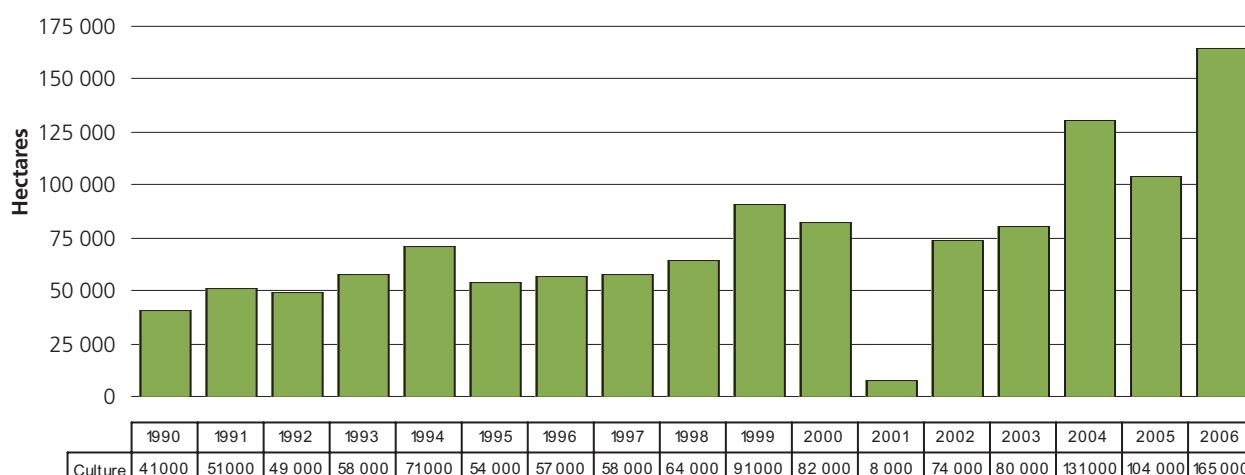
de l'Afghanistan, qui a représenté 62 pour cent des cultures totales. Six seulement des 34 provinces de l'Afghanistan étaient exemptes de cultures de pavot à opium en 2006. Au cours des 12 années écoulées depuis le début des enquêtes annuelles sur l'opium de l'ONUDC, en 1994, la culture de l'opium a augmenté à huit reprises, mais baissé quatre fois seulement.

L'ONUDC ne fait pas d'enquêtes sur la culture du cannabis en Afghanistan. Toutefois, en se fondant sur les observations faites à l'occasion de l'enquête annuelle sur

l'opium, on a estimé les terres plantées en cannabis à quelque 50 000 hectares en 2005-2006, contre 30 000 hectares en 2004.

En 2006, un total de 15 300 hectares de champs de pavot à opium ont été éradiqués par les autorités afghanes. Cela représente quelque 8 pour cent des superficies plantées en pavot à opium - contre 5 pour cent seulement, en 2005. Au total, les deux-tiers des plantations de chaque village sont restées intactes après le passage des équipes d'éradication.

Culture du pavot à opium en Afghanistan (en hectares) entre 1990 et 2006



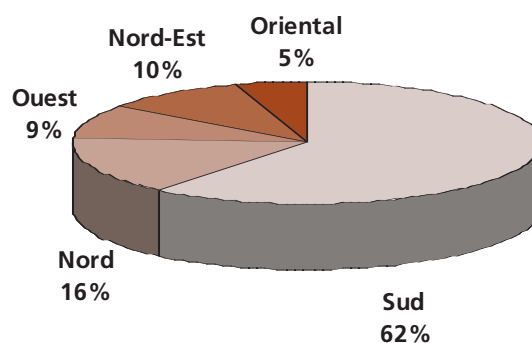
Afghanistan: ventilation des cultures de pavot à opium (en hectares), par région, en 2005 et 2006

Région	2005 (ha)	2006 (ha)	Changement constaté entre 2005 et 2006	2006 en % du total
Sud	46 147	101 900	+121%	62%
Nord	28 282	22 574	-20%	14%
Ouest	16 543	16 615	0%	10%
Nord-Est	8 734	15 234	+74%	9%
Est	4 095	8 312	+103%	5%
Centre	106	337	+218%	0%
Total (arrondi)	104 000	165 000	+59%	100%

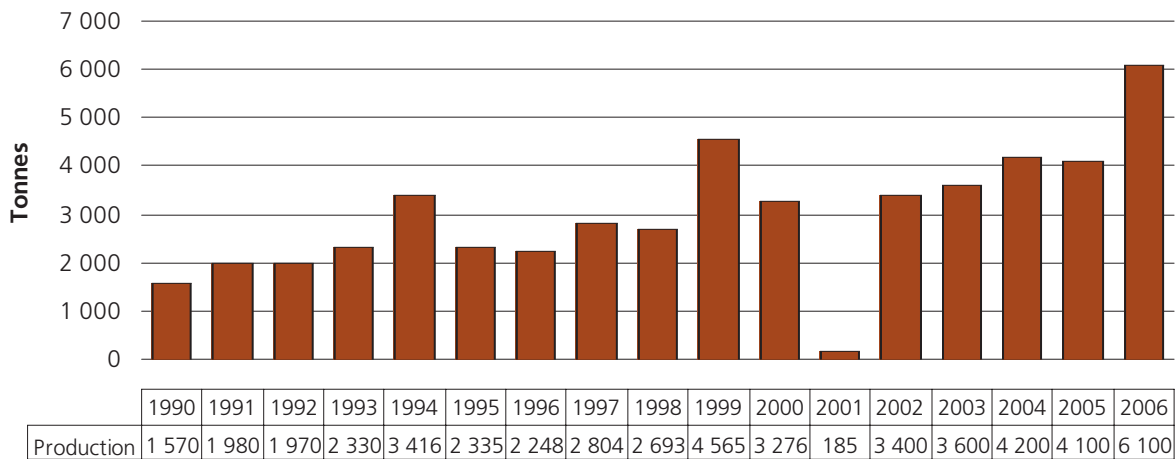
Production

En 2006, le rendement moyen de l'opium à l'hectare a été légèrement inférieur à celui de 2005. L'accroissement de 49% de la production potentielle d'opium a donc été moins prononcé que celui des superficies cultivées. En 2006, 6 100 tonnes d'opium ont été produites, dont 62 pour cent dans la région Sud du pays. La production d'opium de l'Afghanistan a représenté 92 pour cent de la production mondiale.

Afghanistan: Production potentielle d'opium, par région (en t), 2006



Afghanistan: production potentielle d'opium (en tonnes), entre 1990 et 2006

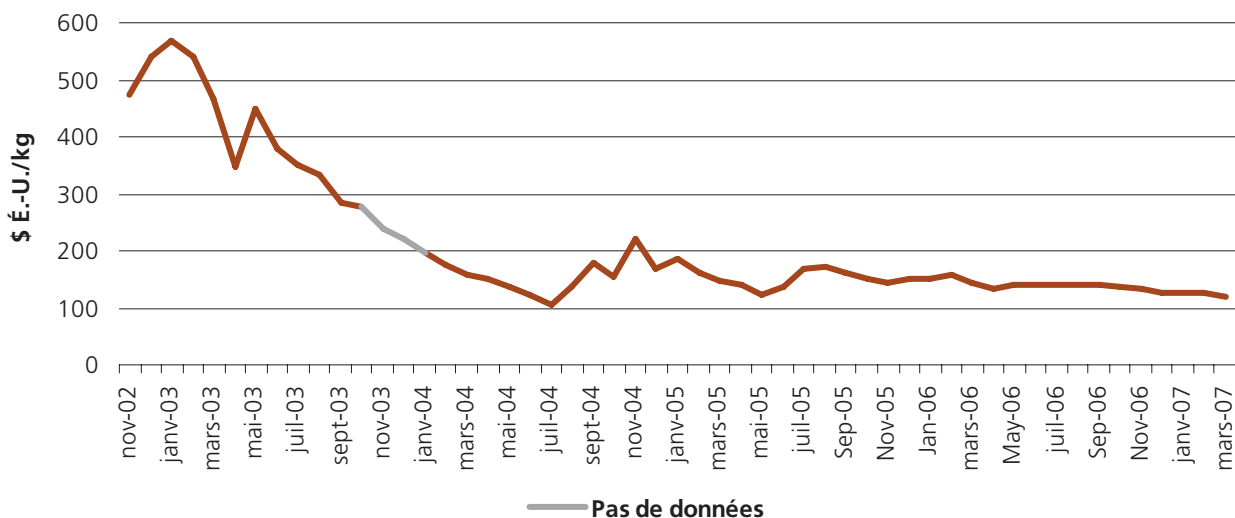


Prix

Malgré le net accroissement de production, les prix à l'exploitation en 2006, au moment de la récolte, ont été à peine inférieurs à ceux de 2005. En moyenne, les agriculteurs ont touché 94 \$ É.-U./kg pour l'opium frais, et 138

\$ É.-U./kg pour l'opium sec. En 2006, les prix demandés par les négociants pour l'opium sec sont restés relativement stables. Les différentiels de prix régionaux constatés en 2006 (prix bas dans les régions Nord et Sud, prix élevés à l'Est) ont été moins prononcés en fin d'année. La tendance générale a été à la baisse.

Afghanistan: prix de l'opium sec à la sortie de l'exploitation (en \$ É.-U./kg), entre 2002 et 2007



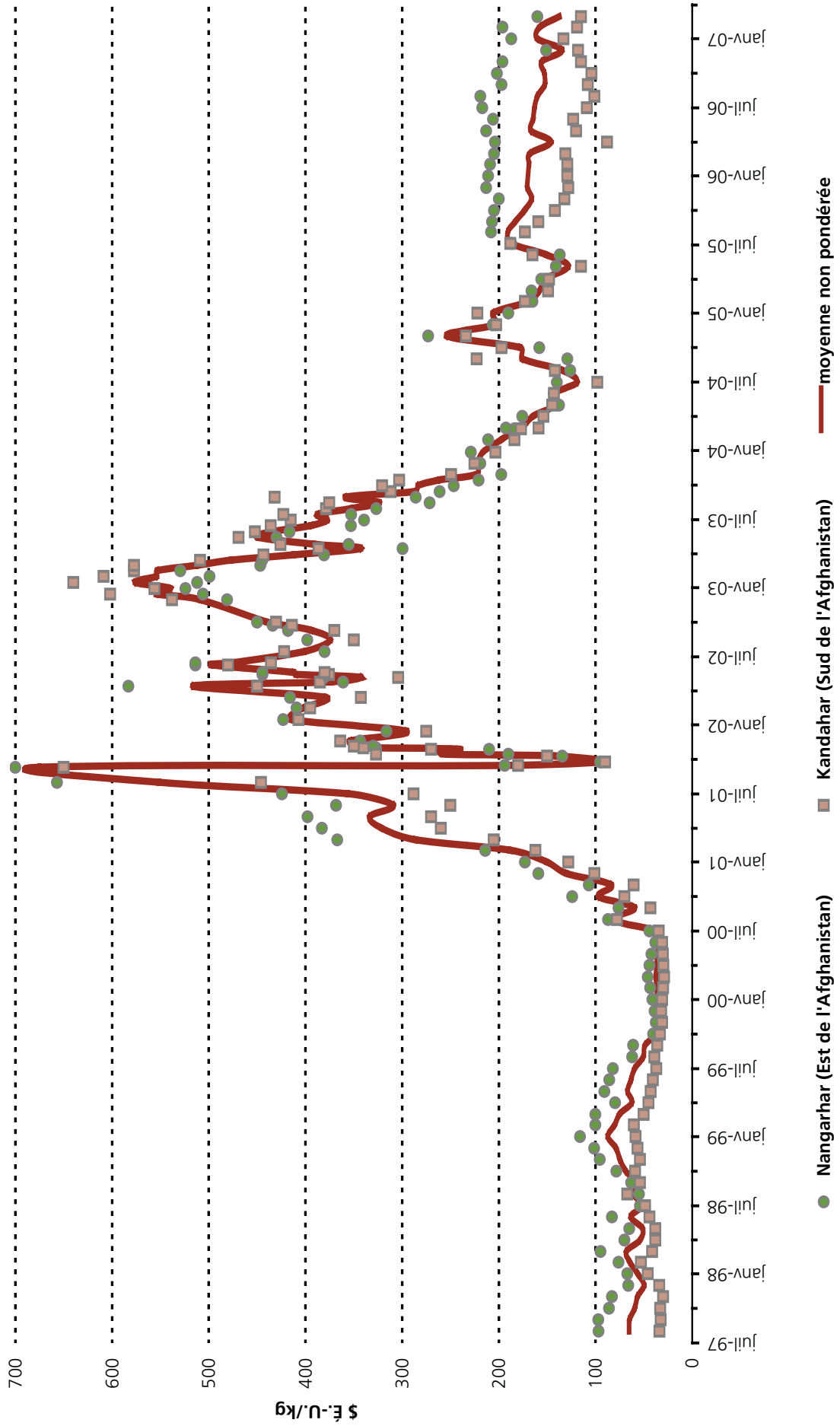
Valeur à la sortie de l'exploitation

En 2006, la valeur de la production d'opium à la sortie de l'exploitation a représenté 0,76 milliard de \$ É.-U., soit 11 pour cent du PIB licite. La valeur potentielle totale de la récolte pour les cultivateurs, pour les propriétaires de laboratoires et pour les trafiquants afghans a atteint près de 3,1 milliards de \$ É.-U. Cela représente près de la moitié du PIB licite du pays (6,7 milliards), ou 32 pour cent de l'économie globale (secteur de l'opium compris).

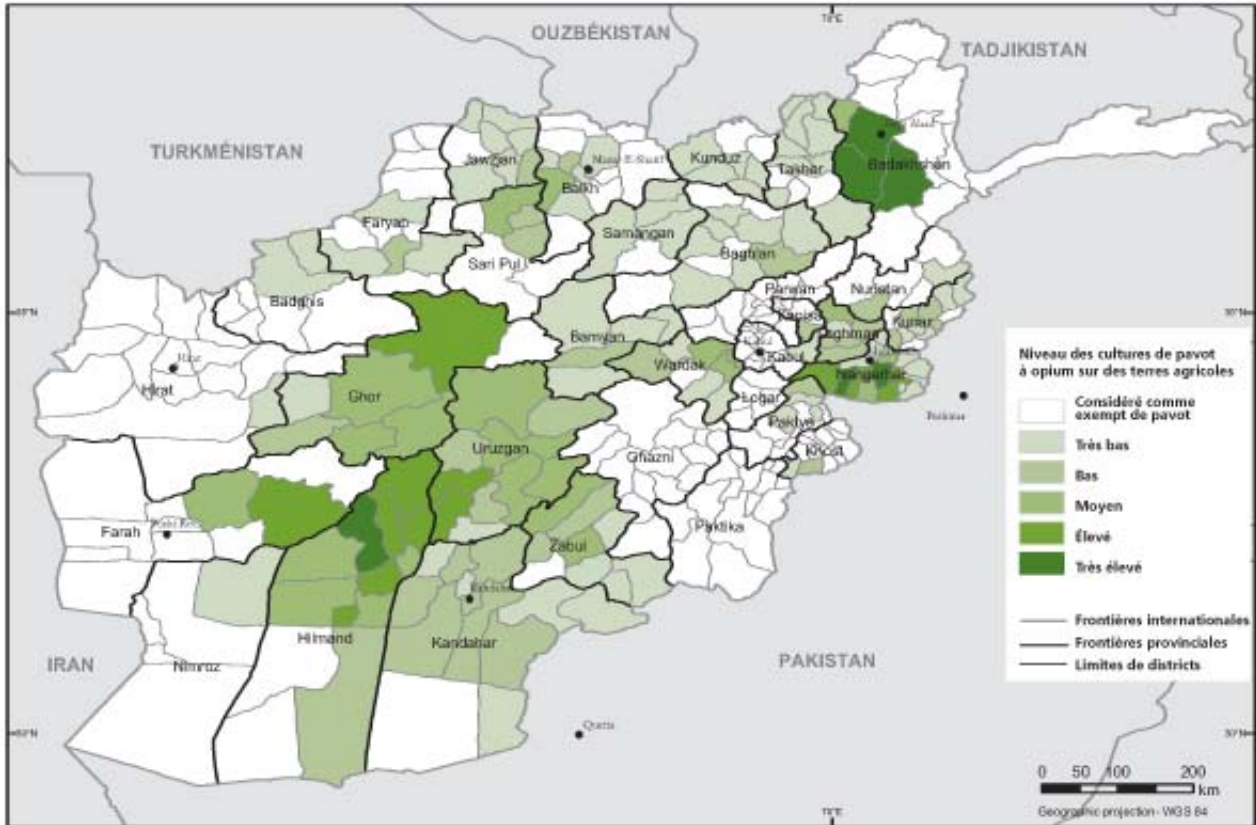
Ménages impliqués

On estime que 448 000 ménages, soit 2,9 millions de personnes, ont pris part à la culture de l'opium en 2006. Cela représente 12,6 pour cent de la population totale de l'Afghanistan (23 millions).

Afghanistan: prix de l'opium sec à Nangarhar et à Kandahar, tels que communiqués par les négociants (en \$ É.-U./kg), entre août 1997 et mars 2007



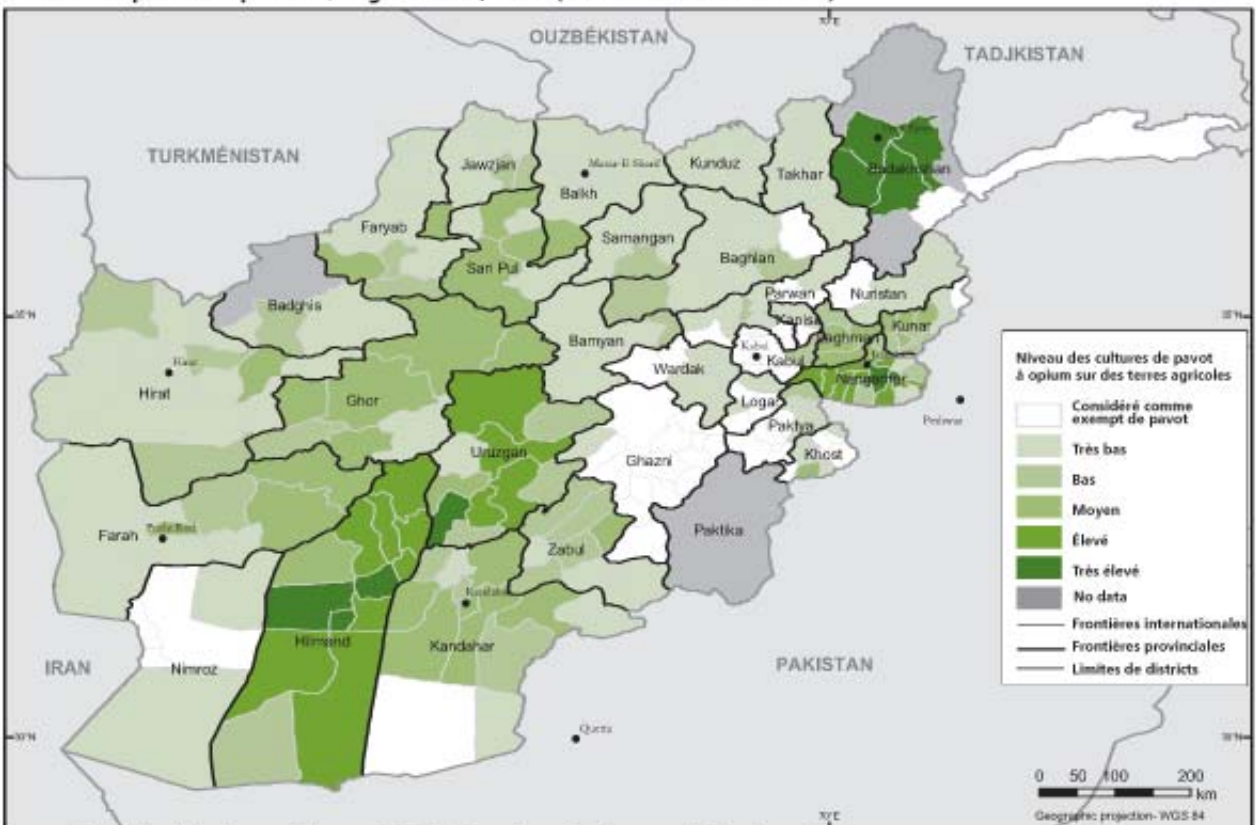
Culture du pavot à opium en Afghanistan, 2003 (à l'échelon des districts)



Source: Ministère de la lutte antidrogue/ONUDD: Enquête sur l'opium en Afghanistan, 2003.

Note: Les frontières et les noms figurant sur cette carte et les désignations usitées n'impliquent aucune reconnaissance officielle de la part des Nations Unies

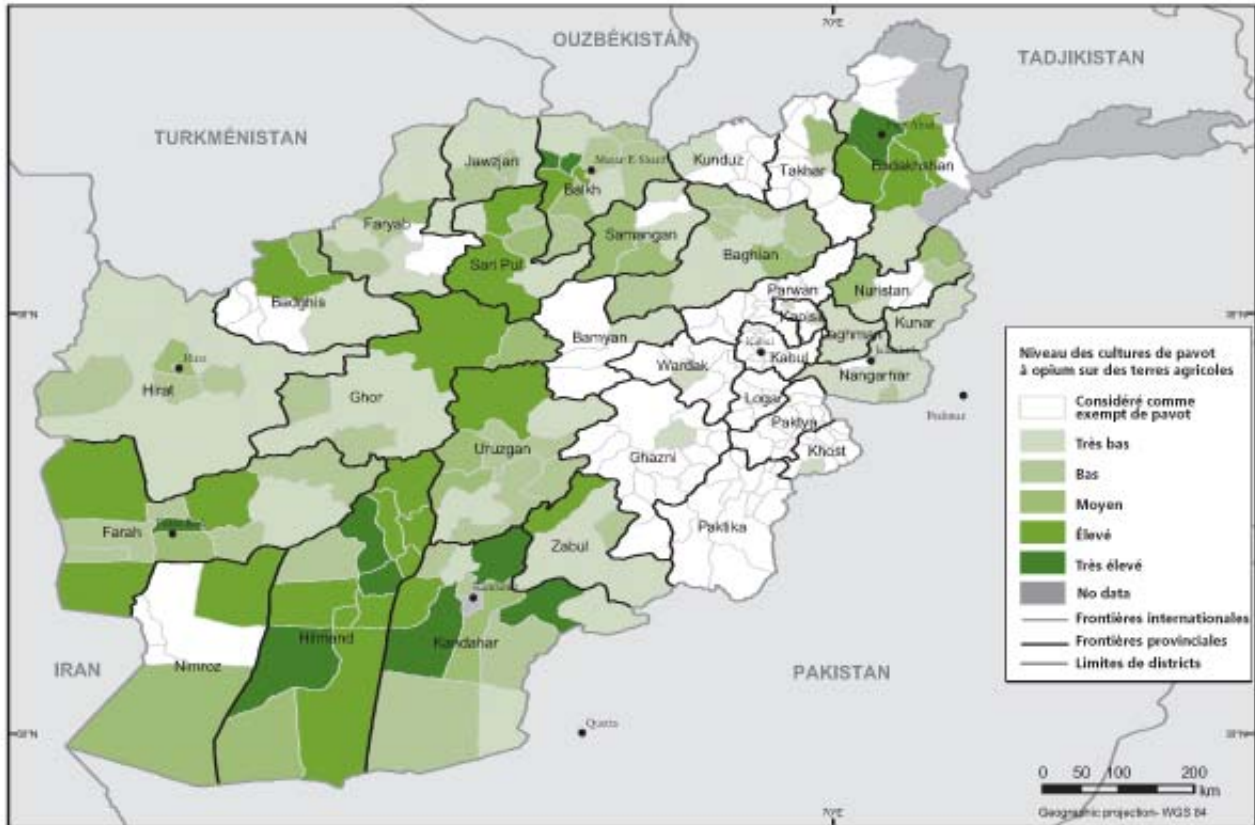
Culture du pavot à opium en Afghanistan, 2004 (à l'échelon des districts)



Source: Ministère de la lutte antidrogue/ONUDD: Enquête sur l'opium en Afghanistan, 2004.

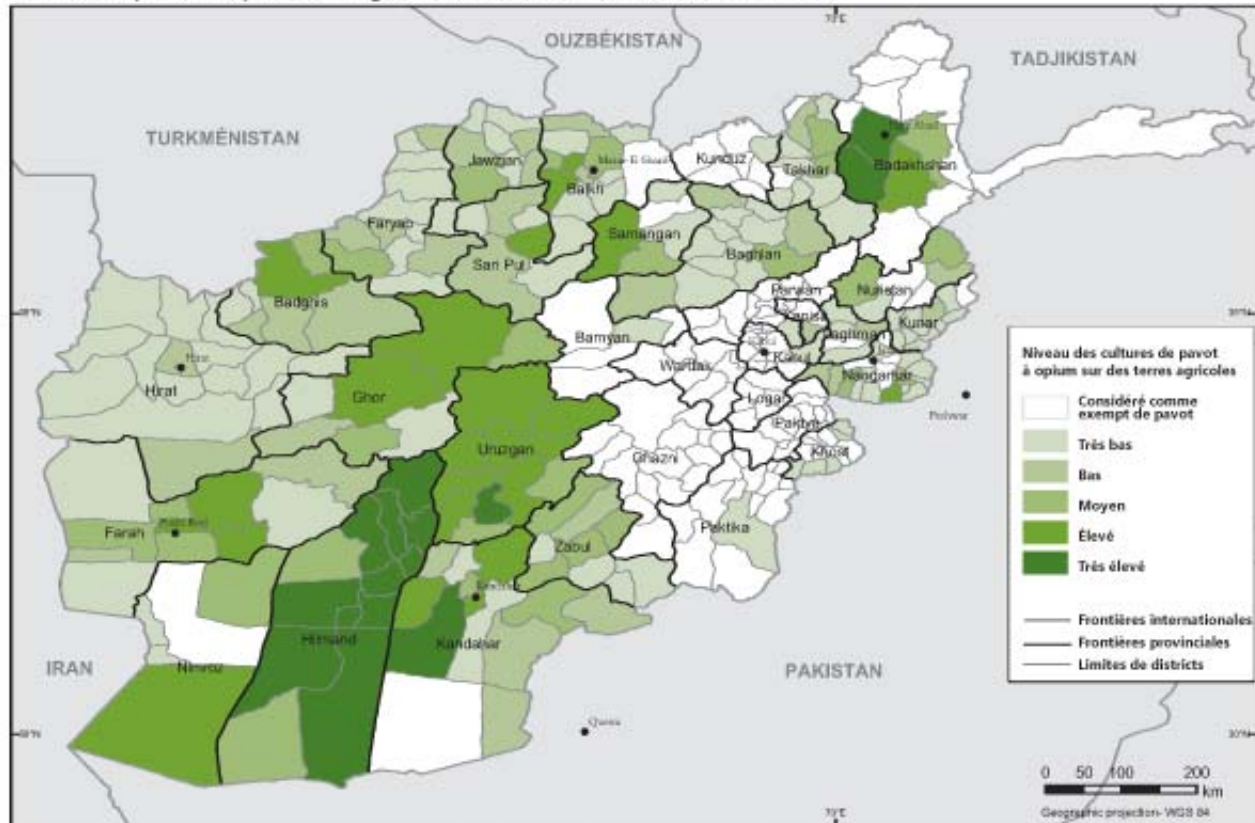
Note: Les frontières et les noms figurant sur cette carte et les désignations usitées n'impliquent aucune reconnaissance officielle de la part des Nations Unies

Culture du pavot à opium en Afghanistan, 2005 (à l'échelon des districts)



Source: Ministère de la lutte antidrogue/ONUDD: Enquête sur l'opium en Afghanistan, 2003.
 Note: Les frontières et les noms figurant sur cette carte et les désignations usitées n'impliquent aucune reconnaissance officielle de la part des Nations Unies

Culture du pavot à opium en Afghanistan, 2006 (à l'échelon des districts)



Source: Ministère de la lutte antidrogue/ONUDD: Enquête sur l'opium en Afghanistan, 2003.
 Note: Les frontières et les noms figurant sur cette carte et les désignations usitées n'impliquent aucune reconnaissance officielle de la part des Nations Unies

3.1.2 Bolivie

Fiche d'information - Enquête en Bolivie, 2006³

	2005	Variations en 2005	2006
Culture de la coca	25 400 ha	+8%	27 500 ha
Dont, dans les yungas de La paz,	18 100 ha	+4%	18 900 ha
à Chapare	7 000 ha	+19%	8 300 ha
à Apolo	300 ha	0%	300 ha
dont celle autorisés par le loi bolivienne No. 1008	12 000 ha		12 000 ha
Rendement annuel en feuilles de coca séchées au soleil			
à Chapare	2 764 kg/ha		2 764 kg/ha
dans les yungas de La paz ⁴	1 317 kg/ha		1 317 kg/ha
à Apolo	820 kg/ha		820 kg/ha
Production de feuilles de coca séchées au soleil	43 000 t	+12%	48 000 t
Production potentielle de chlorhydrate de cocaïne en pourcentage de la production mondiale de cocaïne	80 t 8%	+18%	94 t 10%
Moyenne pondérée des prix nationaux à l'exploitation des feuilles de coca séchées au soleil (en dehors du marché d'État)	4,3 dollars E.-U./kg	-9%	3,9 dollars E.-U./kg
Prix moyen à l'exploitation des feuilles de coca séchées au soleil à Chapare	4,1 dollars E.-U./kg	-22%	3,2 dollars E.-U./kg
Valeur totale à l'exploitation de la production de feuilles de coca séchées au soleil	180 millions de dollars E.-U.	0%	180 millions de dollars E.-U.
PIB ⁵ Valeur à l'exploitation de la production de feuilles de coca en pourcentage de la valeur du secteur agricole en 2003	8 400 millions de dollars E.-U.2,1%		8 700 millions de dollars E.-U.2,0%
Valeur du secteur agricole valeur à l'exploitation de la production de feuilles de coca en pourcentage de la valeur du secteur agricole en 2003	1 500 millions de dollars E.-U.12%		1 370 millions de dollars E.-U.13%
Éradication signalée de cocaïers	6 073 ha	-17%	5 070 ha
Saisies signalées de feuilles de coca	900 t	+52%	1.364 t
Saisies signalées de cocaïne base	10 152 kg	+26%	12 779 kg
Saisies signalées de chlorhydrate de cocaïne	1 309 kg	0%	1 309 kg

³ Les informations contenues dans la présente section sont tirées du rapport sur la culture de la coca dans la région andine (ONUDD/Gouvernements de Bolivie, de Colombie et du Pérou), 2007. On les trouve également sur le site Internet : http://www.unodc.org/en/crop_monitoring.html

⁴ Les chiffres de 2005 ont été actualisés grâce à une nouvelle étude de l'ONUDD sur le rendement des feuilles de coca dans les yungas de La Paz.

⁵ Source: INE 2006

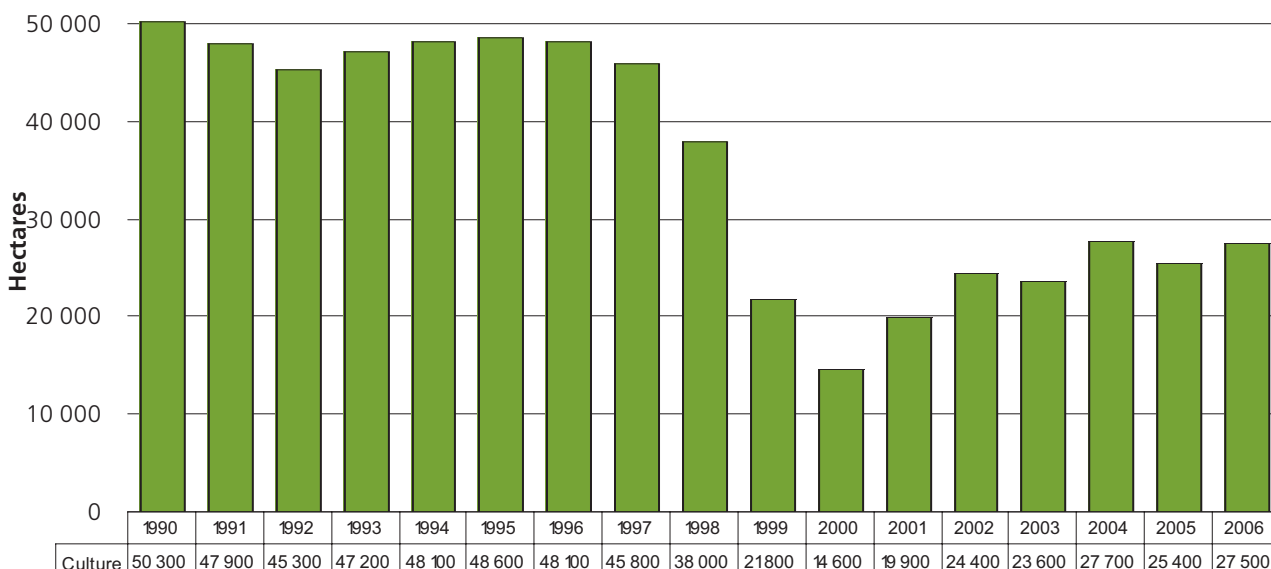
Culture et éradication

Bien que la Bolivie soit le troisième producteur mondial de feuilles de coca, elle se place loin derrière la Colombie, premier producteur du monde. En 2006, la Bolivie a compté pour 18 pour cent des cultures mondiales de coca. Les superficies plantées en cocaïers ont augmenté de 8 pour cent par rapport à 2005, et atteint 27 500 hectares en 2006. Cette augmentation a compensé la baisse intervenue entre 2004 et 2005, époque où les superficies plantées en cocaïers avaient diminué de 8 pour cent, passant de 27 700 hectares à 25 400 hectares. Dans l'ensemble, les zones consacrées à la culture de la coca en Bolivie sont demeurées très inférieures à ce qu'elles étaient au début et au milieu des années 1990, époque où les cocaïers couvraient 45 000 hectares.

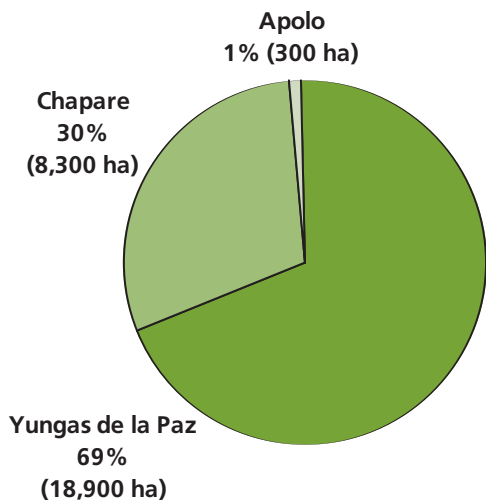
Comme les années précédentes, les yungas de La Paz sont restées la principale région de culture de la coca en Bolivie, avec plus des deux-tiers de la superficie totale plantée en cocaïers; le Chapare venait ensuite, avec un peu moins d'un tiers des superficies totales. Il n'en reste pas moins que le gros de l'accroissement constaté de 2 100 hectares a pris place au Chapare, où les terres plantées en cocaïers ont augmenté de 19 pour cent, soit 1 300 hectares, tandis que les yungas de La Paz n'ont représenté que 800 hectares de l'accroissement total.

Le Gouvernement de la Bolivie a signalé une diminution de 17 pour cent de la zone éradiquée, qui a été ramenée à 5 070 hectares en 2006. La quasi-totalité des éradications ont eu lieu dans la région du Chapare.

Bolivie: culture de la coca (en hectares) - 2006

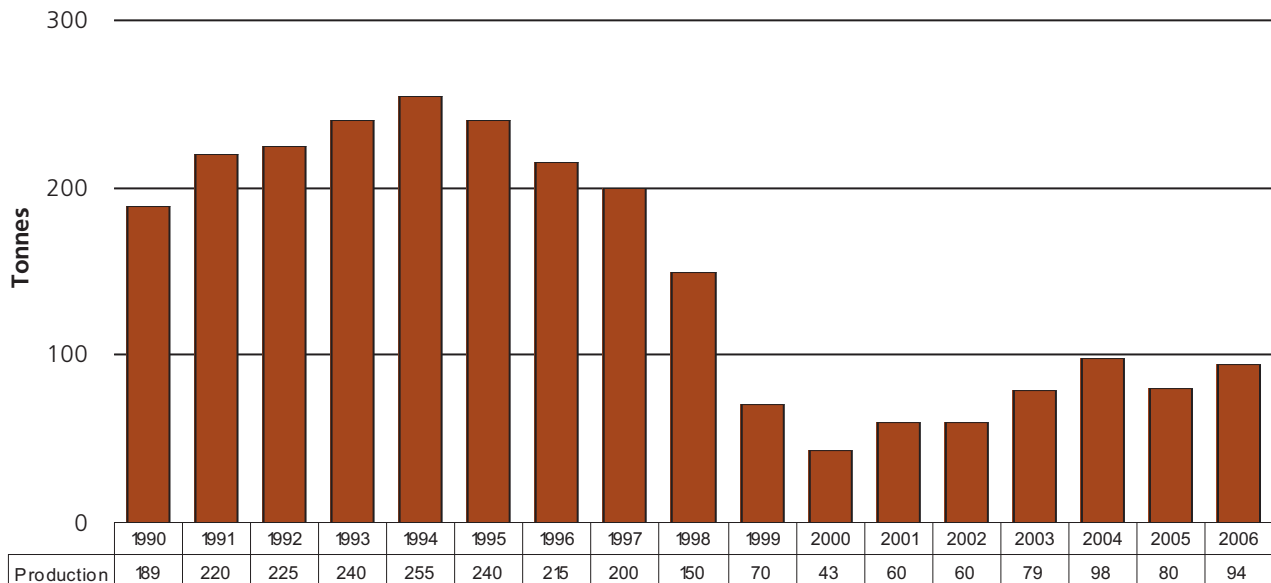


Bolivie: culture de la coca, par région - 2006



Production

D'après les recherches de terrain sur le rendement des feuilles de coca dans les yungas de La Paz, la production potentielle de chlorhydrate de cocaïne en Bolivie, en 2006, a été de 94 tonnes, ce qui représente un accroissement de 18 pour cent par rapport aux estimations révisées de 80 tonnes en 2005. L'accroissement de la production de cocaïne est plus prononcé que celui des cultures de coca, du fait que les augmentations de superficies sont essentiellement intervenues dans le Chapare, où les rendements des feuilles de coca est double de celui constaté dans les yungas de La Paz.

Bolivie: production potentielle de cocaïne (en tonnes), 1990 to 2006

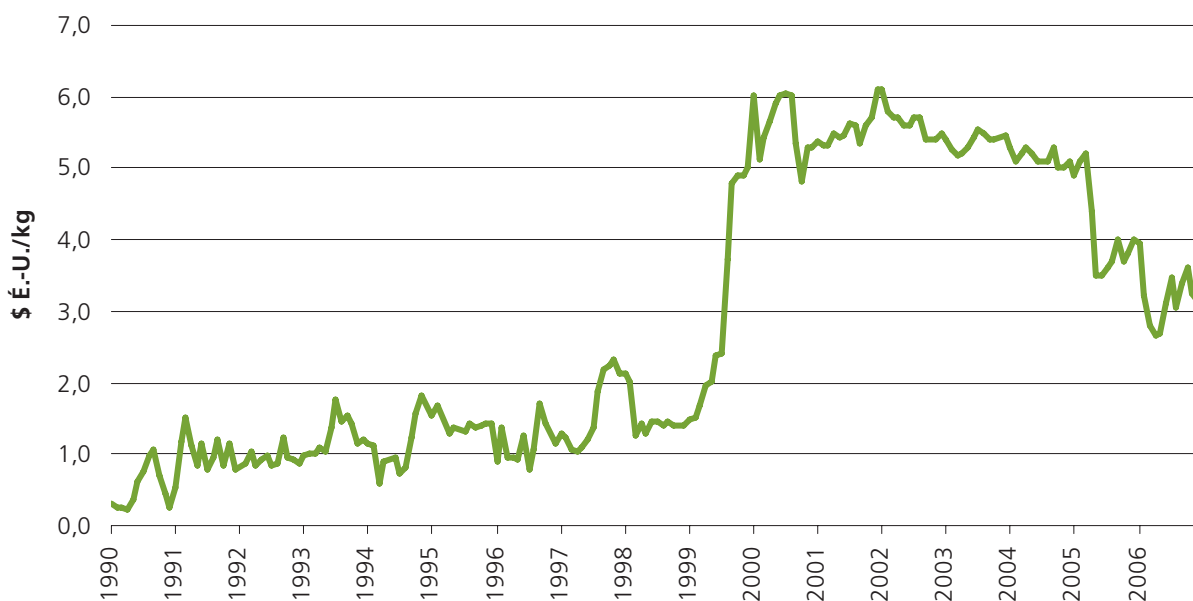
Les chiffres pour 2004 et 2005 ont été actualisés grâce à une nouvelle étude de l'ONUDC sur le rendements des feuilles de coca dans les jungles de La Paz.

Prix

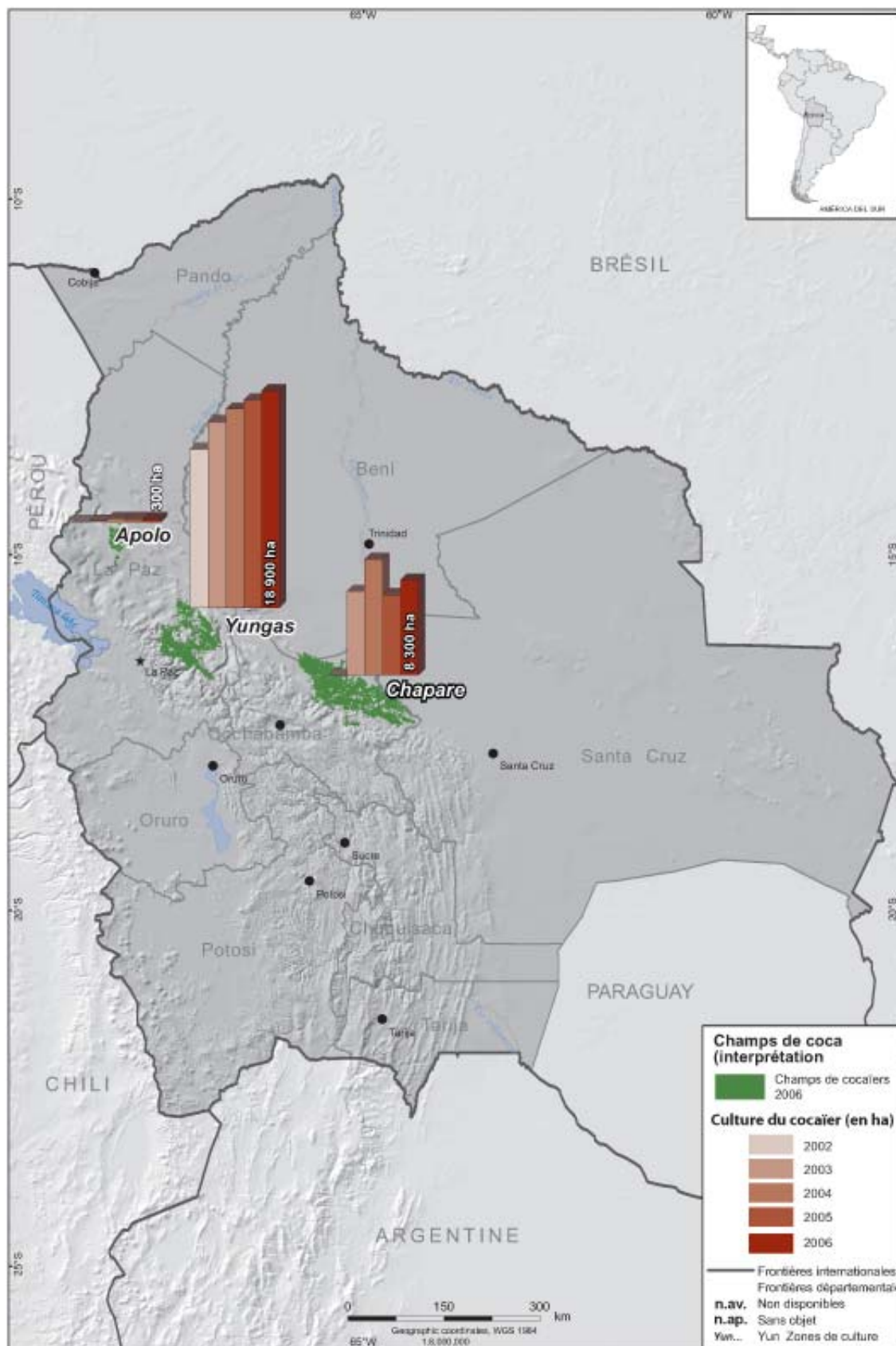
En Bolivie, le prix à la sortie de l'exploitation des feuilles de coca séchées au soleil a chuté de 9 pour cent, s'établissant à 3,9 \$ É.-U./kg (moyenne nationale) seulement, ce qui est très au-dessous du prix atteint au cours de la période 2000-2004.

La baisse de prix encore plus marquée (22 pour cent) au Chapare peut être attribuée à une offre plus abondante de

feuilles de coca sur le marché illicite, du fait de l'augmentation de la production, et ce en dépit des efforts déployés par le gouvernement pour empêcher le commerce de la feuille de coca en dehors du marché autorisé par le Gouvernement. Les prix de la feuille de coca en Bolivie sont restés très supérieurs à ceux du Pérou voisin.

Bolivie: prix au départ de l'exploitation des feuilles de coca séchées au soleil dans la région de Chapare (en \$ É.-U./kg), entre 1990 et 2006

Bolivie: Culture de la coca, par région, 2002 - 2006



Source: Government de la Bolivie - Système national de contrôle appuyé par l'ONUDC.

Note: Les frontières et les noms figurant sur cette carte et les désignations usitées n'impliquent aucune reconnaissance officielle de la part des Nations Unies

3.1.3 Colombie

Fiche d'information - Enquête en Colombie, 2006⁶

	2005	Variación sobre 2005	2006
Culture nette de coca (chiffres arrondis)	86 000 ha	-9%	78 000 ha
Dont région de Meta-Guaviare	25 970 ha	-21%	20 540 ha
région Pacifique	17 650 ha	+7%	18 810 ha
région de Putumayo-Caqueta	13 950 ha	+23%	17 220 ha
région Centre	15 630 ha	-22%	12 130 ha
autres lieux	12 570 ha	-27%	9 170 ha
Épandages aériens (cumulatifs) des cocaïers	138 775 ha	+24%	172 025 ha
Éradications manuelles de cocaïers	31 285 ha	+32%	41 346 ha
Prix moyen à l'exploitation de la pâte de coca	910 dollars E.-U./kg 2 109 000/kg COP	-3% -2%	879 dollars E.-U./kg 2 070 000/kg COP
Production potentielle de cocaïne en % de la production mondiale de cocaïne	640 t 65%	-5%	610 t 62%
Prix moyen de la cocaïne (en gros)	1 860 dollars E.-U./kg 4 315 000/kg COP	-5% -4%	1 762 dollars E.-U./kg 4 155 000/kg COP
Cultures de pavot à opium signalées	1 950 ha	-48%	1 023 ha
Production potentielle de latex d'opium	59 t	-48%	31 t
Production potentielle d'héroïne	2,5 t	-48%	1,3 t
Prix moyen à l'exploitation du latex d'opium	230 dollars E.-U./kg	+3%	237 dollars E.-U./kg
Prix moyen de l'héroïne (en gros)	9 050 dollars E.-U./kg	+12%	10 103 dollars E.-U./kg
Saisies de cocaïne signalées	173 265 kg	-27%	127 326 kg
Saisies d'héroïne signalées	745 kg	-41%	442 kg
Nombre de laboratoires clandestins détruits signalé	1 953	+16%	2 270

Culture et éradication de la coca

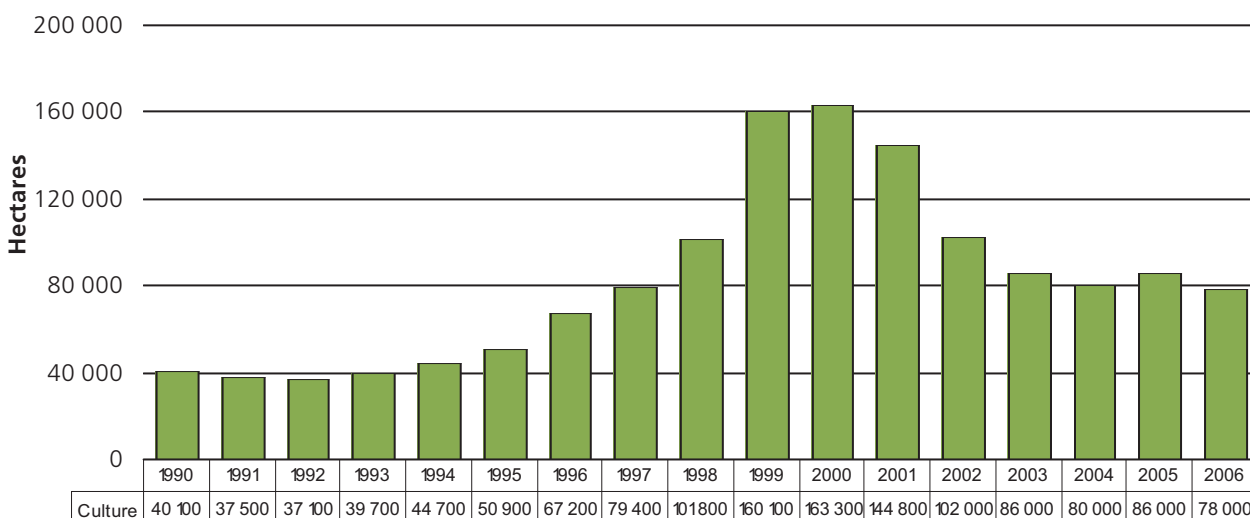
In 2006, la Colombie est restée le pays du monde comptant les plus vastes cultures de coca, et représentant, à lui seul, la moitié des superficies mondiales plantées en cocaïers. La culture de la coca en Colombie a baissé de 9 pour cent, passant de 86 000 hectares, en 2005, à 78 000 hectares seulement, en 2006. D'une manière générale, en dépit des hausses et des baisses enregistrées ces dernières années, la culture de la coca en Colombie s'est révélée relativement stable; depuis 2003, elle est de l'ordre de 80 000 hectares.

Avec près de 21 000 hectares de cocaïers, la région de Meta-Guaviare reste la plus vaste zone de culture, représentant, à elle seule, plus du quart des cultures totales; elle est suivie de près par les régions du Pacifique et de Putumayo-Caqueta. Les baisses considérables enregistrées en 2006 dans les régions du Meta-Guaviare, du Centre et de l'Orénoque ont été partiellement compensées par les fortes augmentations constatées dans le Putumayo-Caqueta, jadis la principale zone de culture du pays.

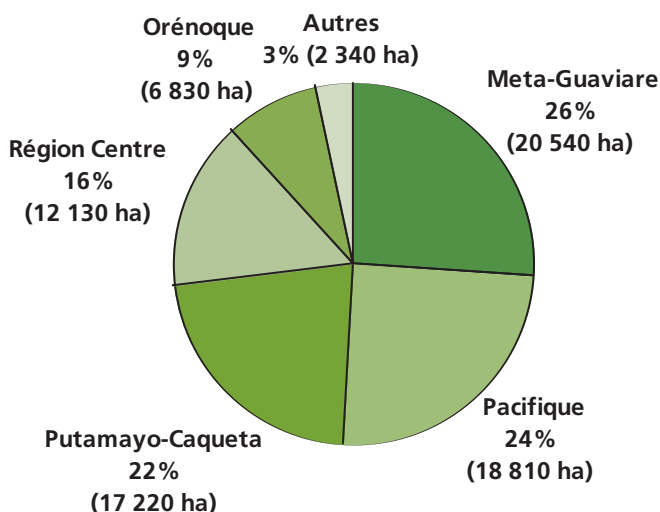
⁶ Les informations contenues dans la présente section sont tirées du rapport sur la culture de la coca dans la région andine (ONU/DC/Gouvernements de Bolivie, de Colombie et du Pérou), 2007. On les trouve également sur le site Internet : http://www.unodc.org/en/crop_monitoring.html

⁷ Dont les laboratoires produisant de la pâte de coca/coca base, du chlorhydrate de cocaïne, de l'héroïne, de la morphine, du permanganate de potassium et autres substances non précisées.

Colombie: culture de la coca (en hectares), entre 1990 et 2006



Colombie: culture de la coca, par région, 2006



En 2006, les autorités colombiennes ont à nouveau intensifié leurs campagnes d'éradication, notamment dans les régions à haut rendement comme le Meta-Guaviare, l'Orénoque et le Putu-mayo-Caqueta. La superficie éradiquée a atteint le niveau record de 213 000 hectares, dont 172 000 ha par épandage et 41 346 ha par arrachage manuel. La superficie cumulée des éradications opérées en 2006 a été 2,7 fois plus importante que celle des zones cultivées, ce qui indique des activités d'éradication d'une intensité jamais atteinte jusque-là.

Culture et éradication du pavot à opium

La Colombie est l'un des plus petits pays où l'on cultive l'opium et sa part dans la production mondiale d'opium est en baisse. En Colombie, le pavot à opium est principalement cultivé sur les flancs montagneux du Sud-Ouest. Selon les rapports du Gouvernement, la superficie plantée en pavot à opium a continué de diminuer en 2006,

tombant à un peu plus de 1 000 hectares, ce qui représente une baisse de près de 50% par rapport à 2005. Les activités d'éradication sont restées intensives en comparaison du niveau des cultures.

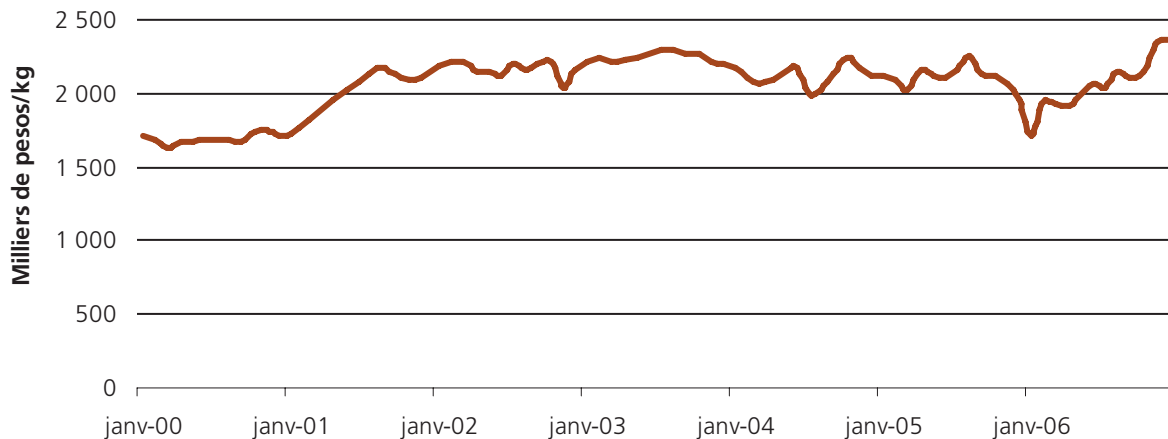
Production

En 2006, la production potentielle de chlorhydrate de cocaïne en Colombie s'est montée à 610 tonnes, soit une baisse de 5 pour cent, ou 30 tonnes de moins qu'en 2005. En conséquence de cette baisse et des accroissements de production simultanés en Bolivie et au Pérou, la part de la Colombie dans la production mondiale de cocaïne est tombée de 65 pour cent, en 2005, à 62 pour cent, en 2006.

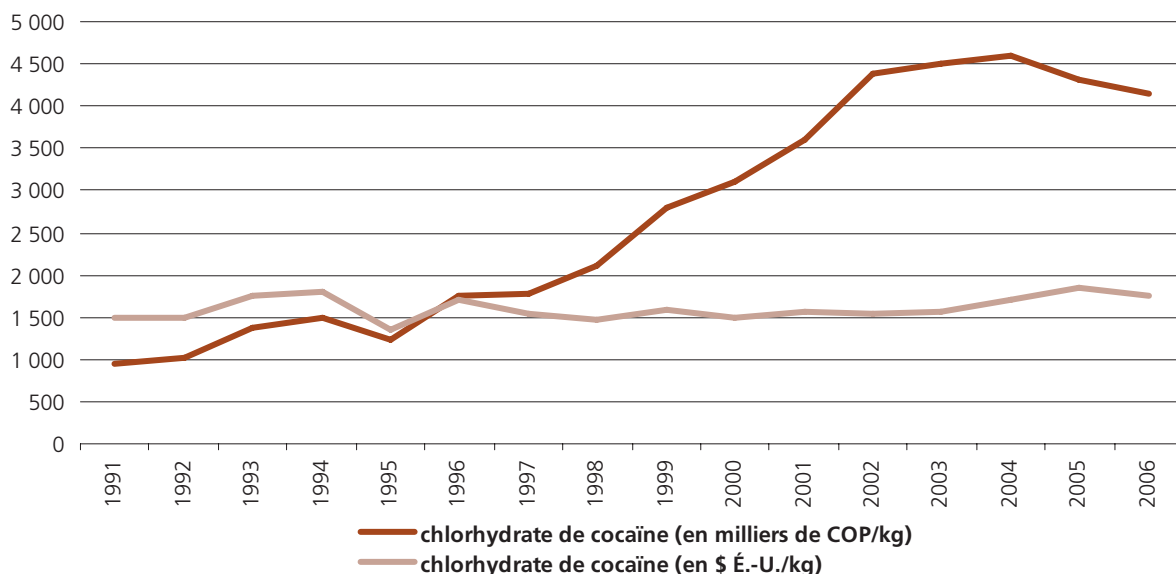
Prix de la pâte de coca, de la cocaïne et de l'opium

Globalement, les prix des produits de la coca sont demeurés remarquablement stables - depuis cinq ans dans le cas de la pâte de coca, et depuis plus longtemps encore dans celui du chlorhydrate de cocaïne.

Le prix moyen de la pâte de coca - premier dérivé de la chaîne de production - à la sortie de l'exploitation a peu changé par rapport à 2005. Toutefois, cette moyenne annuelle dissimule une hausse de prix de 38 pour cent : d'un prix - très bas depuis cinq ans - de 1 714 000 pesos colombiens, en janvier 2006, on est passé à 2 360 000 pesos colombiens en décembre 2006, ce qui représente la plus forte moyenne mensuelle enregistrée depuis que l'on a commencé de surveiller les prix, en 2000. Les fluctuations mensuelles du prix de la pâte de coca peuvent être en partie attribuées aux campagnes d'éradication.

Colombie: prix mensuels de la pâte de coca à la sortie de l'exploitation (en milliers de pesos), entre 2000 et 2006


Si les prix de gros du chlorhydrate de cocaïne en pesos colombiens (COP) ont chuté pour la seconde année consécutive, c'était la première fois en trois ans qu'ils baissaient aussi en dollars des États-Unis. Il convient de noter qu'au cours des 16 dernières années, les prix nationaux moyens du chlorhydrate de cocaïne en dollars États-Unis se sont situés dans une fourchette relativement étroite, allant de 1 350 à 1 860 \$ É.-U. par kg. La plus grande partie du chlorhydrate de cocaïne colombien étant destinée à l'exportation, son prix en dollars des États-Unis peut donner une idée de la dynamique du marché international des drogues illicites en matière de prix.

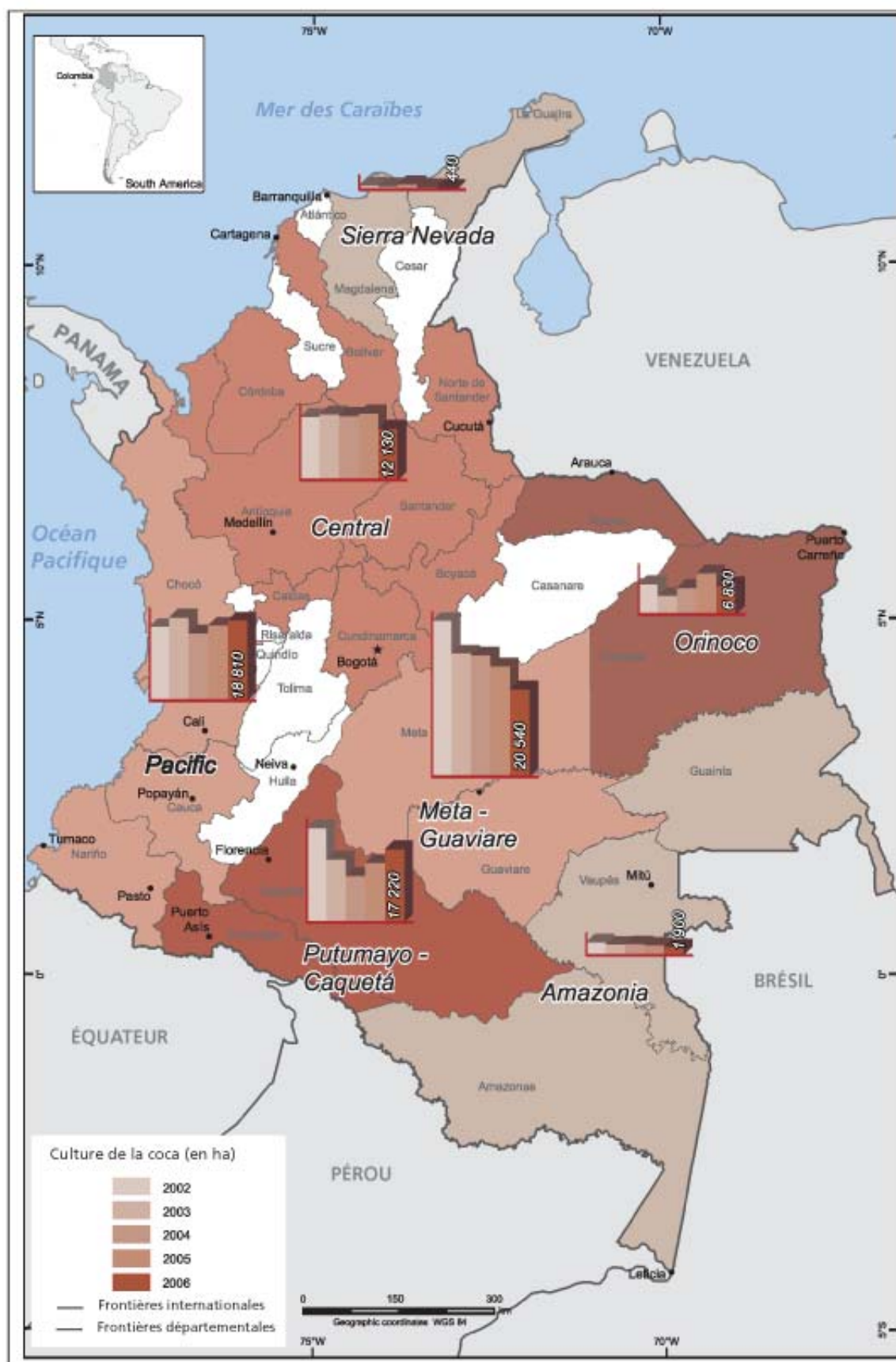
Colombia, prix de gros annuels du chlorhydrate de cocaïne (en \$ É.-U. et en COP), entre 1991 et 2006


En 2006, les prix du latex d'opium et de l'héroïne ont continué d'augmenter légèrement pour la seconde année consécutive. On pense que ces hausses de prix reflètent la diminution des cultures de pavot à opium en Colombie.

Colombie: prix du latex d'opium et de l'héroïne (COP/kg et \$ E.-U./kg) entre 2002 et 2006

	2002		2003		2004		2005		2006	
	'000 COP	dollars É.-U.	'000 COP	dollars É.-U.	'000 COP	dollars É.-U.	'000 COP	dollars É.-U.	'000 COP	dollars É.-U.
Latex d'opium (à la sortie de l'exploitation)	529	211	444	154	433	164	534	230	560	237
Héroïne (al por mayor)	21 370	8 20	16 561	5 740	20 067	7 635	21 051	9 050	23 822	10 103

Colombie: culture de la coca, par région, 2002-2006



Source: Government de la Bolivie - Système national de contrôle appuyé par l'ONUDC.

Note: Les frontières et les noms figurant sur cette carte et les désignations usitées n'impliquent aucune reconnaissance officielle de la part des Nations Unies

3.1.4 RDP lao

Fiche d'information - Enquête sur l'opium au Laos, 2006⁸

	2005	Variations en 2005	2006
Cultures de pavot à opium	1 800 ha	+40%	2 500 ha
Rendement moyen en opium	8 kg	0%	8 kg
Production potentielle d'opium	14,4 t	+40%	20 t
Nombre de villages cultivant du pavot à opium	270		n/c
Nombre de ménages cultivant du pavot à opium	6 200	-6%	5 800 ⁹
Prix moyen de l'opium à la sortie de l'exploitation	521 dollars E.-U./kg	+6%	US\$ 550/kg
Valeur potentielle totale de la production d'opium	7,4 millions de dollars E.-U.	+49%	US\$ 11 millions
Revenu annuel moyen (en espèces) des ménages cultivant de l'opium	1.457.000 kip (139 dollars E.-U.)		n/d
Ménages cultivant de l'opium et souffrant d'une pénurie de riz	57%		n/d
Revenu annuel moyen (en espèces) des ménages ne cultivant pas de pavot à opium	2.418.000 kip (231 dollars E.-U.)		n/d
Éradication ¹⁰	2.575 ha	-41%	1.518 ha
Nombre d'opiomanes ¹¹	20.160		11.200
Taux moyen de prévalence des drogues (fondé sur 8 provinces du Nord, en 2005, et 6 en 2006) ¹¹	1%		0,58%

Culture et éradication

Au début de 2006, la RDP lao s'est déclarée virtuellement exempte d'opium. La culture du pavot à opium a chuté de plus de 90 pour cent depuis 1998, époque où la culture était à son apogée et atteignait 26 800 hectares.

En 2006, on estimait à 2 500 hectares les terres plantées en pavot à opium en RDP lao. Cela représentait un accroissement de 39 pour cent par rapport à 2005 (1 800 hectares). Toutefois, en termes absolus, le niveau des plantations est

resté très bas. La culture du pavot à opium se concentre principalement dans les sept provinces septentrionales de la RDP lao.

Le Gouvernement de la RDP lao a fait état d'éradications intensives dans les régions de culture, même après l'enquête annuelle sur l'opium sur laquelle les estimations sont fondées.

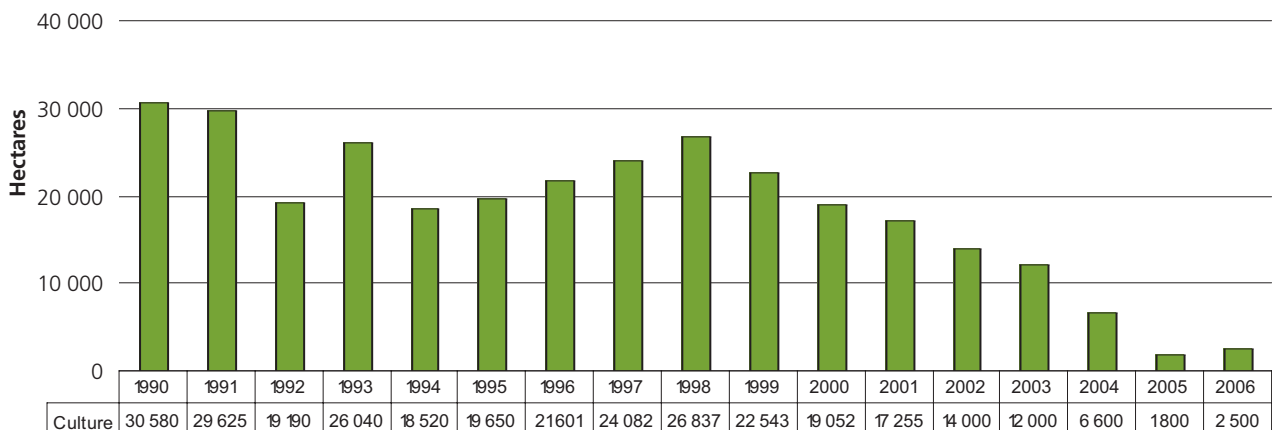
⁸ Les informations contenues dans cette section sont tirées du rapport sur la culture du pavot à opium dans le Triangle d'Or (ONUSC/Gouvernements de la RDP lao, du Myanmar et de la Thaïlande, octobre 2006); on les trouve également sur le site Internet : http://www.unodc.org/unodc/en/crop_monitoring.html

⁹ Source: Commission lao pour le contrôle et la surveillance des drogues (LCDC), enquête des autorités provinciales.

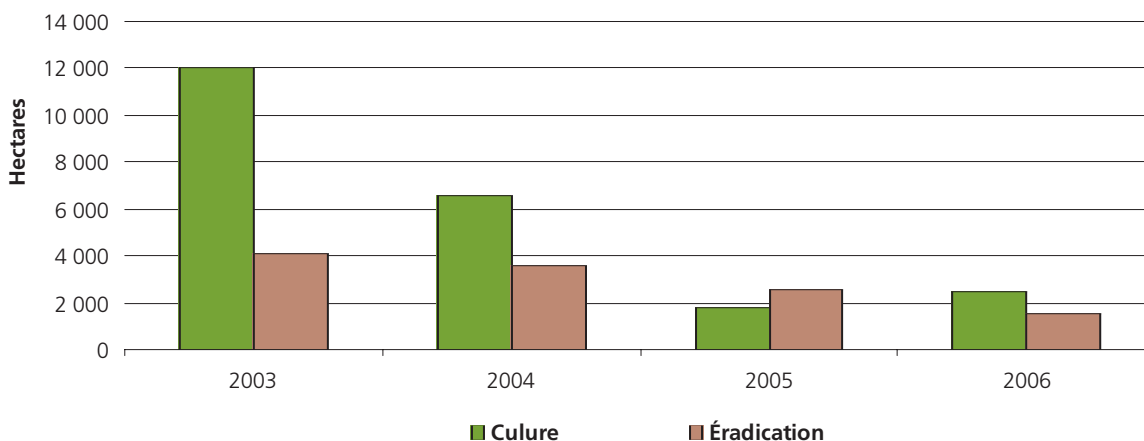
¹⁰ Source: LCDC.

¹¹ Source: LCDC. Les zones ayant fait l'objet d'enquêtes en 2005 et en 2006 ne sont pas comparables.

RDP lao: culture du pavot à opium (en hectares), 1990-2006



RDP lao: culture* et éradication du pavot à opium (en hectares), 2003-2006

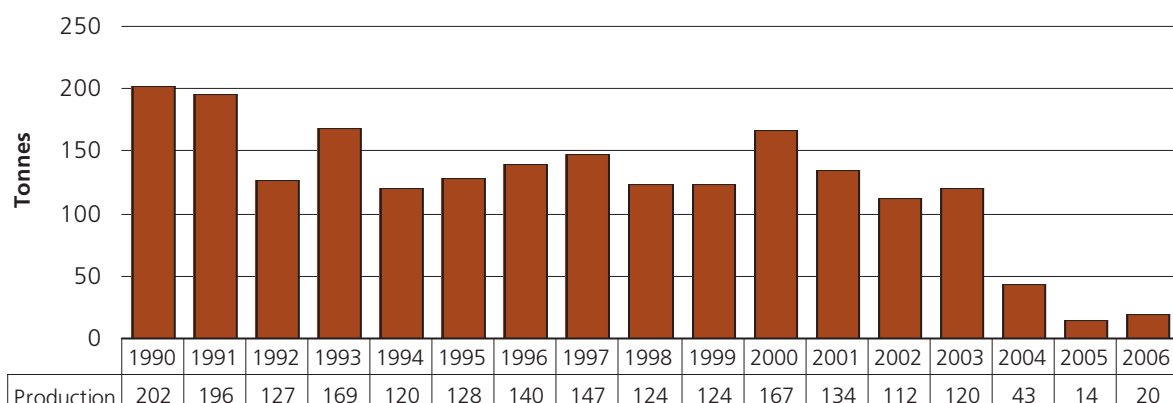


* après l'éradication

Production

La production potentielle d'opium sec pour 2006 était de 20 tonnes, ce qui représente un accroissement de près de 40 pour cent par rapport à 2005. Et comme en 2005, le climat se révéla propice à la culture du pavot à opium; le rendement fut estimé à 8 kg/ha.

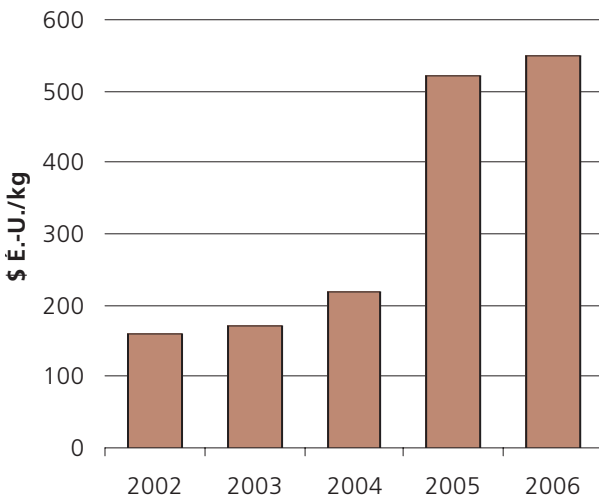
RDP lao: production potentielle d'opium (en tonnes), entre 1990 et 2006



Prix

En RDP lao, l'opium est principalement acheté et consommé par les opiomanes locaux. En 2006, les prix de l'opium sont restés élevés : 550 \$ É.-U. par kg, ce qui représente une augmentation de 5 pour cent par rapport à 2005.

RDP lao : prix de l'opium à la sortie de l'exploitation (en \$ É.-U./kg), 2002-2006



Ménages

En 2006, on dénombrait, selon le Gouvernement, 5 800 ménages cultivant du pavot à opium. Par comparaison avec les années précédentes, il semble que seul un petit nombre d'entre eux ait renoncé à cultiver du pavot en 2006. Cela tient sans doute à l'absence de sources de revenu de remplacement viables et au prix élevé de l'opium. On attribue également à cette cherté des prix l'augmentation disproportionnée (49 pour cent) de la valeur totale de la production d'opium, alors que les terres cultivées n'ont augmenté que de 40 pour cent.

3.1.5 Myanmar

Fiche d'information - Enquête sur l'opium au Myanmar, 2006¹²

	Year 2005	Variations en 2005	Year 2006
Culture du pavot à opium au Myanmar ¹³	32 800 ha	-34%	21 500 ha
Culture du pavot à opium dans les États Chan	30 800 ha	-33%	20 500 ha
Rendement de l'opium (pondéré par région)	9,5 kg/ha	+54%	14,6 kg/ha
Production potentielle d'opium au Myanmar (États Chan compris)	312 t	+1%	315 t
Éradication du pavot à opium dans l'Union du Myanmar ¹⁴	3 907 ha	+ 2%	3 970 ha
Prix moyen de l'opium à la sortie de l'exploitation ¹⁵	187 dollars E.-U./kg	+23%	230 dollars E.-U./kg
Valeur potentielle totale de la production d'opium à la sortie de l'exploitation	58 millions de dollars E.-U.	+25%	72 millions de dollars E.-U.
Nombre estimatif de ménages engagés dans la culture du pavot à opium au Myanmar	193 000	-34%	126 500
Nombre de personnes engagées dans la culture du pavot à opium au Myanmar	965 000	-34%	632 500
Nombre estimatif de ménages engagés dans la culture du pavot à opium dans les États Chan	181 000	-34%	120 000
Revenu annuel moyen des ménages engagés dans la culture de l'opium dans les États Chan	292 dollars E.-U.	+50%	437 dól. EE.UU.
dont revenu tiré de la vente d'opium	152 dollars E.-U.(52%)	+ 43%	217 dollars E.-U.(50 %)
Revenu par habitant dans les familles engagées dans la culture de l'opium (États Chan)	58 dollars E.-U.	+50%	87 dollars E.-U.
Revenu annuel moyen des ménages ne pratiquant pas la culture du pavot à opium (États Chan)	364 dollars E.-U.	-12%	318 dollars E.-U.
Revenu par habitant dans les familles ne pratiquant pas la culture du pavot à opium (États Chan)	73 dollars E.-U.		64 dollars E.-U.
Taux d'assuétude dans les États Chan et Kachin (dans la population âgée de plus de 15 ans)	0,57% (Wa inclus)	n.c.	0,60% (Wa exclus)

Culture et éradication

En 2006, la superficie totale plantée en pavot à opium a été estimée à 21 500 hectares, ce qui représente une baisse de 34 pour cent par rapport à 2005 (32 800 hectares). Les plus vastes zones de culture se trouvaient dans les États Chan du Sud, qui comptaient pour 72 pour cent des cultures nationales. Si d'autres régions de culture, comme le Kachin, l'État Chan du Nord et la région de Wa ont

marqué un recul, les superficies plantées en pavot à opium ont sensiblement augmenté dans les États Chan du Sud et de l'Est. Les modes de culture du pavot à opium ont, semble-t-il, changé dans l'État Chan du Sud, où, pour prolonger la saison, les cultivateurs ont adopté un système de culture par étapes ou ont commencé à semer avant le temps habituel des semailles. D'autres signes d'intensification des cultures, comme l'irrigation et l'application d'engrais, ont également été observés.

¹² Les informations contenues dans cette section sont tirées du rapport sur la culture du pavot à opium dans le Triangle d'Or (ONUDDC/Gouvernements de la RDP lao, du Myanmar et de la Thaïlande, octobre 2006); on les trouve également sur le site Internet : http://www.unodc.org/unodc/en/crop_monitoring.html

¹³ En 2006, quatre nouvelles villes de l'État Kachin et deux de l'État Kayah ont été incluses dans l'enquête.

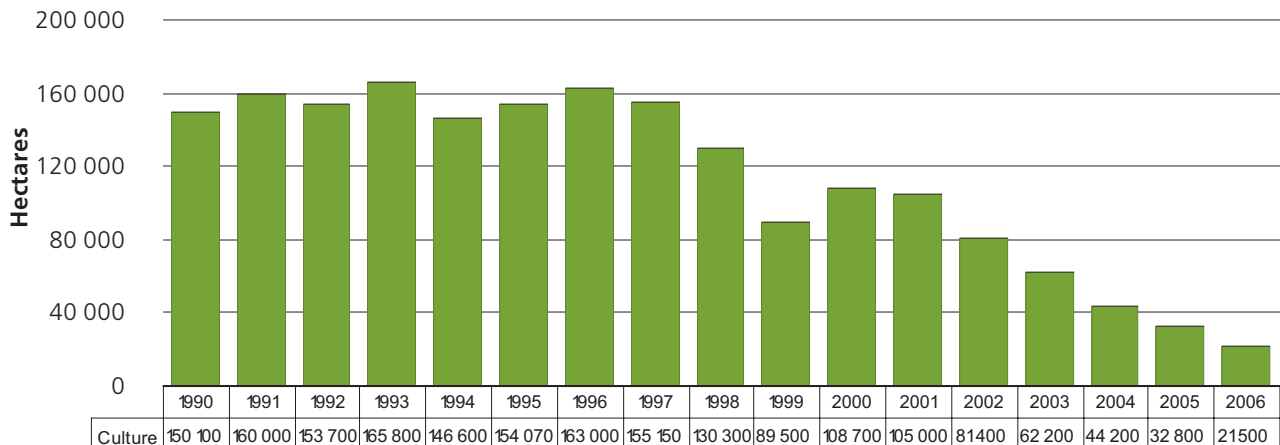
¹⁴ Source: Comité central pour le contrôle de l'abus des drogues (CCDAC), Gouvernement du Myanmar.

¹⁵ Les prix indiqués pour 2006 sont ceux qui avaient cours au moment de la récolte.

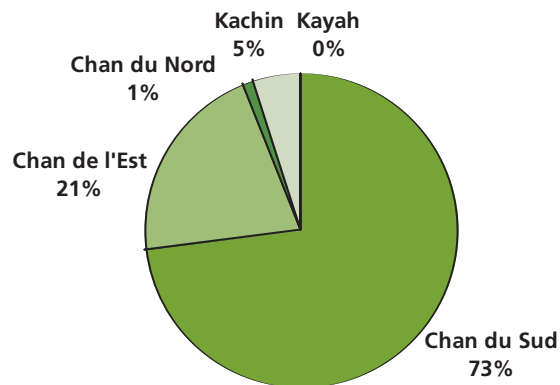
Les rapports officiels du Gouvernement ont indiqué que le niveau des éradications de pavot à opium en 2006 (3 970 ha) était semblable à celui de 2005. Le Gouvernement a intensifié ses activités d'éradication, en particulier dans les États Chan du Sud, où l'on avait noté une nette augmentation des cultures, tandis que les éradications ont diminué dans d'autres régions. Globalement, la baisse des cultures doit être attribuée, pour une bonne part, aux mesures d'interdiction frappant l'opium dans la région de Wa et dans l'État Chan du Nord, et non aux éradications.

La culture de l'opium au Myanmar continue de décliner. Depuis 2002, année de la première enquête conjointe Gouvernement de l'Union du Myanmar/ONU/DC, la culture du pavot à opium a baissé de 73 pour cent. Il est à noter qu'aucune culture de pavot n'a été relevée dans la région de Wa en 2006. En 2005, cette région avait compté pour 30 pour cent des cultures nationales de pavot à opium. Cette baisse des cultures pose un grave défi à la population rurale qui vit dans les zones éloignées de cette région et n'a aucune stratégie viable pour se trouver un revenu de remplacement.

Myanmar: culture du pavot à opium (en hectares), 1990-2006



Myanmar: ventilation des cultures de pavot à opium, par État - 2006



Éradication des cultures de pavot à opium (en ha) signalées par le Gouvernement du Myanmar, 2000-2006

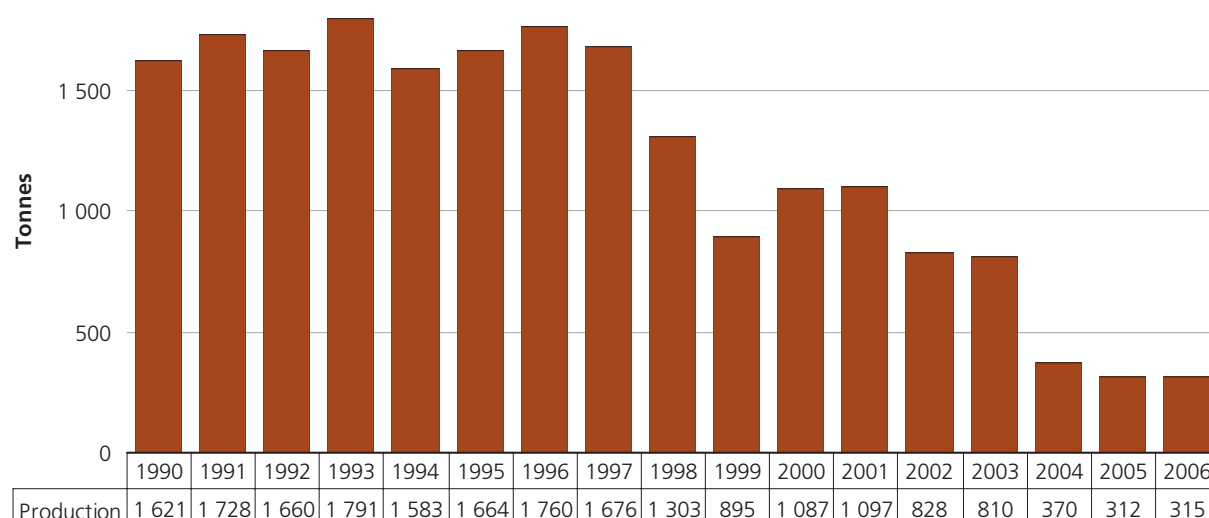
Unité administrative	2002	2003	2004	2005	2006
État Chan du Nord	6 223	235	172	1 211	76
État Chan du Sud	511	182	2 170	1 203	3 175
État Chan de l'Est	14	91	195	124	32
S.R. 2 (région de Wa)	94	55	0	0	0
État Chan	6 842	563	2 537	2 538	3 283
État de Kachin	97	56	126	1,341	678
État de Kayah	527	9	83	8	0
Autres États	3	8	74	20	9
Total	7 469	638	2 820	3 907	3 970

Production

En 2006, les conditions climatiques ont été propices à la culture du pavot à opium. En outre, des pratiques culturales améliorées dans les principales régions concernées ont permis de meilleurs rendements. En 2006, ces rendements ont atteint 14,6 kg/ha, contre 9,5 kg/ha seulement, en

2005. Avec 315 tonnes d'opium sec, la production de 2006 est restée au niveau de celle de 2005, en dépit de la diminution des cultures.

Myanmar: production potentielle d'opium (en tonnes), 1990-2006



Prix

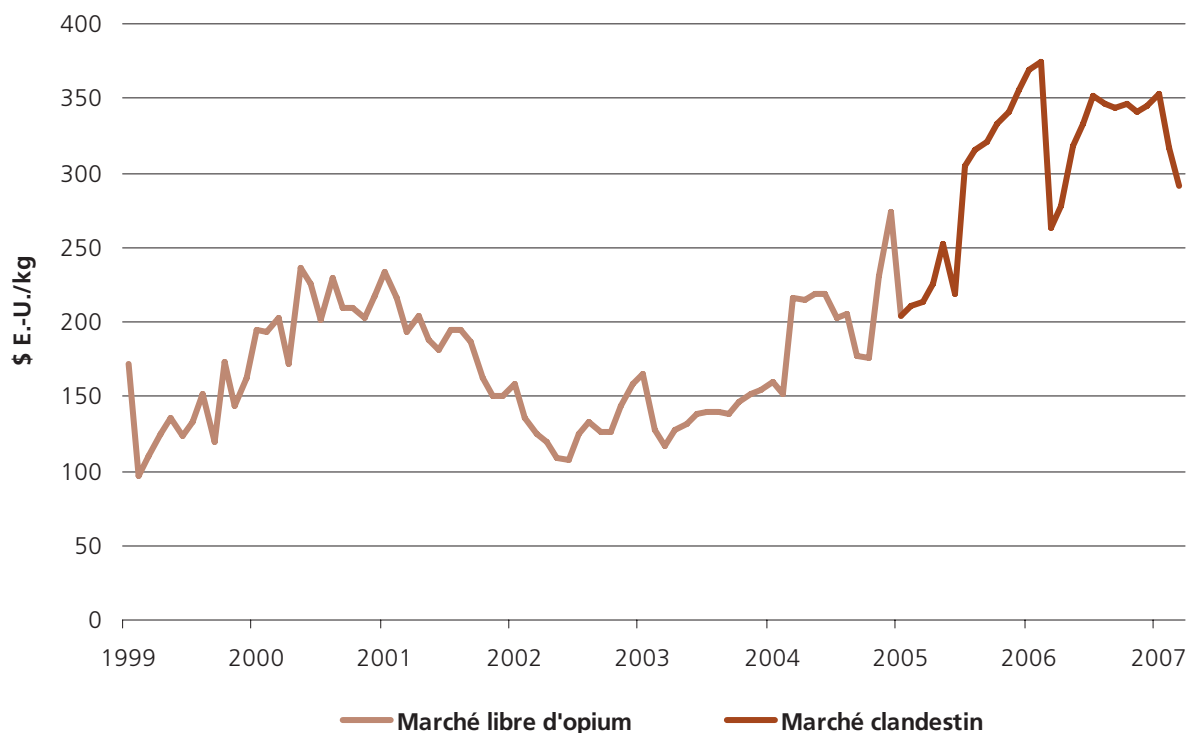
Le prix moyen de l'opium (à la sortie de l'exploitation) au moment de la récolte a été estimé à 230 \$ E.U. par kg. Cela représente une augmentation de 23 pour cent par rapport à 2005. Les différentiels de prix entre régions ont été marqués; les prix les plus élevés ont été enregistrés dans les zones à faible intensité de culture, comme Kachin et l'État Chan du Nord, et les plus bas dans les régions de culture

intensive, comme les États Chan du Sud et de l'Est. Les différences de prix régionales semblent bien refléter la pénurie ou la disponibilité d'opium dans les différentes régions, ainsi que la fragmentation du marché découlant des mesures d'interdiction appliquées dans certaines régions.

Myanmar: prix moyen de l'opium au moment de la récolte (en \$ E.-U./kg), en 2005 et 2006

Région	2005		2006	
	Villages ne cultivant pas d'opium	Villages cultivant l'opium	Villages ne cultivant pas d'opium	Villages cultivant l'opium
Chan Est	327	205	464	217
Chan Nord	276	309	447	383
Chan Sud	188	169	230	210
Kachin	366	256	715	258
Moyenne nationale pondérée	187		230	

Prix de gros de l'opium sec à Mong Pawk, région spéciale 2 de Wa, État Chan de l'Est (\$ E.-U./kg), 1999-2007



Revenus et stratégies des ménages

En 2006, en raison de meilleurs rendements, un nombre nettement moindre de ménages (moins 34 pour cent) a produit la même quantité d'opium qu'en 2005, mais l'a vendu beaucoup plus cher. De ce fait, la valeur totale de la production nationale d'opium, qui a considérablement augmenté, a été partagée entre un plus petit nombre de familles. Cette concentration s'est traduite en 2006 par un revenu moyen exceptionnellement élevé (437 \$ E.-U.) pour les ménages cultivant l'opium, puisque cela a représenté un accroissement de 50 pour cent par rapport à 2005.

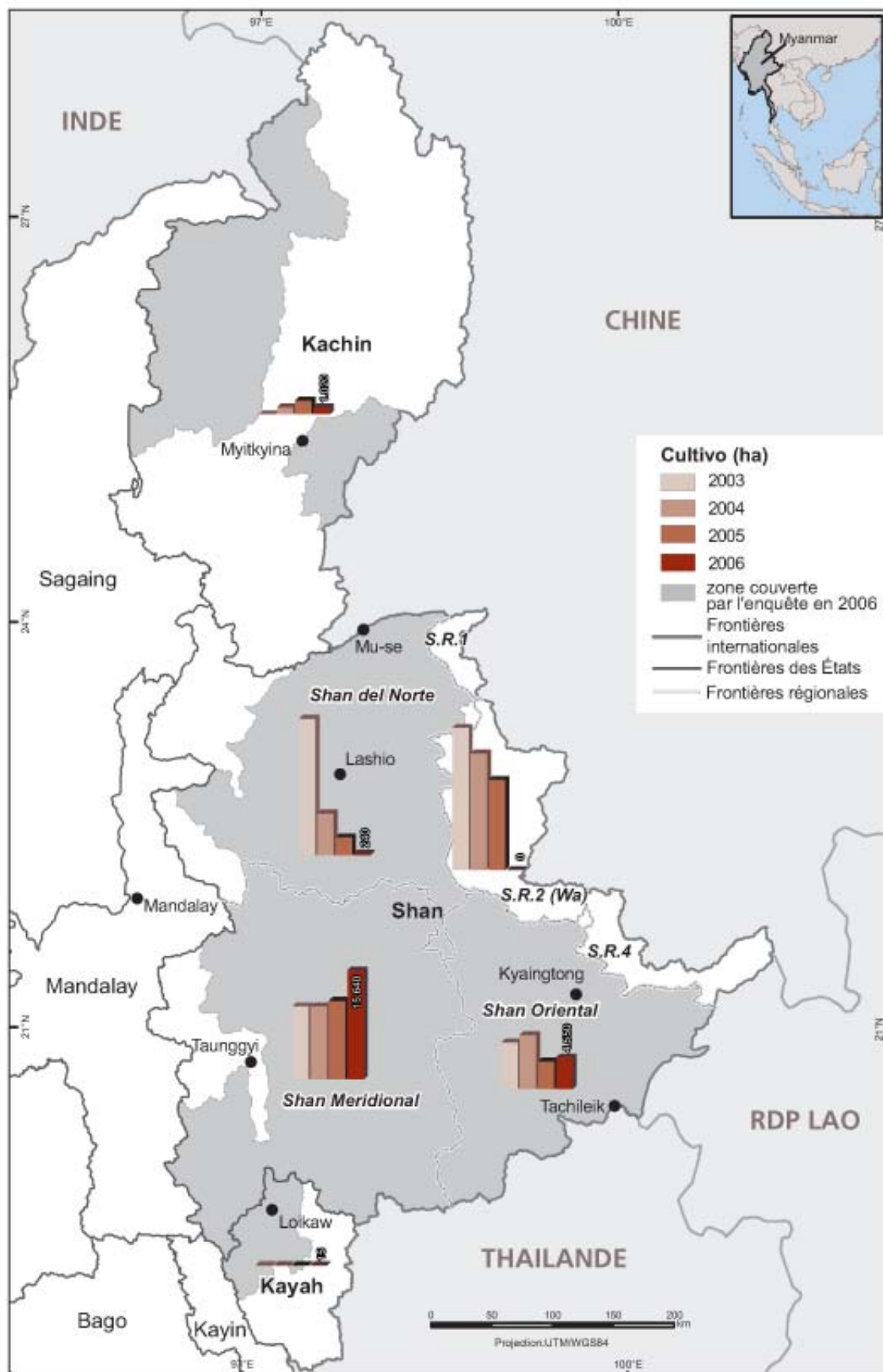
En 2006, le revenu en numéraire des ménages dans les villages n'ayant jamais cultivé de pavot à opium a été supérieur à celui des villages ayant renoncé à cette culture, car les premiers n'ont pas eu à trouver le moyen de compenser la perte de revenus tirés de l'opium. La stratégie la plus communément employée par les paysans ayant cessé de cultiver du pavot à opium a consisté à planter davantage

de riz de montagne ou de maïs et à vendre du bétail. Les villages ayant accès à des rizières sont moins enclins à cultiver du pavot à opium, car les ménages y atteignent plus facilement un certain degré d'autarcie alimentaire.

Assuétude

Dans l'État Chan (à l'exclusion de la région de Wa), l'opiomane a touché 0,6 pour cent de la population adulte rurale en 2006. Dans la zone couverte par l'enquête, le taux moyen d'assuétude était de 2,16 pour cent dans les villages qui se livrent à la culture de l'opium, ce qui est nettement supérieur au pourcentage enregistré dans les villages qui n'en cultivent pas (0,25 pour cent).

Myanmar: culture du pavot à opium, 2003-2006



Source: Gouvernement du Myanmar - Système national de surveillance appuyé par l'ONUDD.

Note: Les frontières et les noms figurant sur cette carte et les désignations usitées n'impliquent aucune reconnaissance officielle de la part des Nations Unies

3.1.6 Pérou

Fiche d'information - Enquête sur le Pérou 2006¹⁶

	2005	Variations en 2005	2006
Culture de coca	48 200 ha	+7%	51 400 ha
dont, dans l'Alto Huallaga :	16 000 ha	+7%	17 100 ha
Apurímac-Ene	15 000 ha	+2%	15 800 ha
La Convención-Lares	12 500 ha	+2%	12 700 ha
autres lieux	4 200 ha	+38%	5 800 ha
Rendement des feuilles de coca séchées au soleil (moyenne pondérée)	2 200 kg/ha		2 200 kg/ha
Production potentielle de feuilles de coca séchées au soleil	106 000 t	+8%	114 100 t
Production potentielle de chlorhydrate de cocaïne ¹⁷ En pourcentage de la production mondiale	260 t 27%	+8%	280 t 28%
Prix moyen des feuilles de coca séchées au soleil à la sortie de l'exploitation	2,87 dollars E.-U./kg	-12%	2,52 dól. EE.UU./kg
Valeur potentielle des feuilles de coca séchées au soleil à la sortie de l'exploitation	307 millones de dollars E.-U.	-7%	285 millones de dollars E.-U.
Prix moyen de la pâte de coca	638 dollars E.-U./kg	-14%	550 dollars E.-U./kg
Prix moyen du chlorhydrate de cocaïne	897 dollars E.-U./kg	-8%	823 dollars E.-U./kg
Éradication signalée de plants de cocaïers	12 237 ha	+4%	12 688 ha
Saisies signalées de pâte de coca	4 583 kg	+10%	5 044 kg
Saisies signalées de chlorhydrate de cocaïne	17 815 kg	-17%	14 749 kg
Saisies signalées de latex d'opium	505 kg	-78%	109 kg

¹⁶ Les informations contenues dans cette section sont tirées du rapport sur la culture du pavot à opium dans le Triangle d'Or (ONU/DC/Gouvernements de la RDP lao, du Myanmar et de la Thaïlande, octobre 2006); on les trouve également sur le site Internet : http://www.unodc.org/unodc/en/crop_monitoring.html

¹⁷ Le chiffre pour 2005 a été révisé en fonction des informations actualisées sur le volume de feuilles de coca nécessaires à la production d'un kilogramme de cocaïne.

Culture et éradication

En 2006, la culture du cocaïer au Pérou a crû de 7 pour cent et couvert 51 400 hectares. En dépit de cet accroissement, il est resté très au-dessous des niveaux enregistrés vers le milieu des années 1990, quand le Pérou était le plus gros cultivateur mondial de cocaïers. Il occupe néanmoins la seconde place, derrière la Colombie, et compte pour un tiers des cultures mondiales.

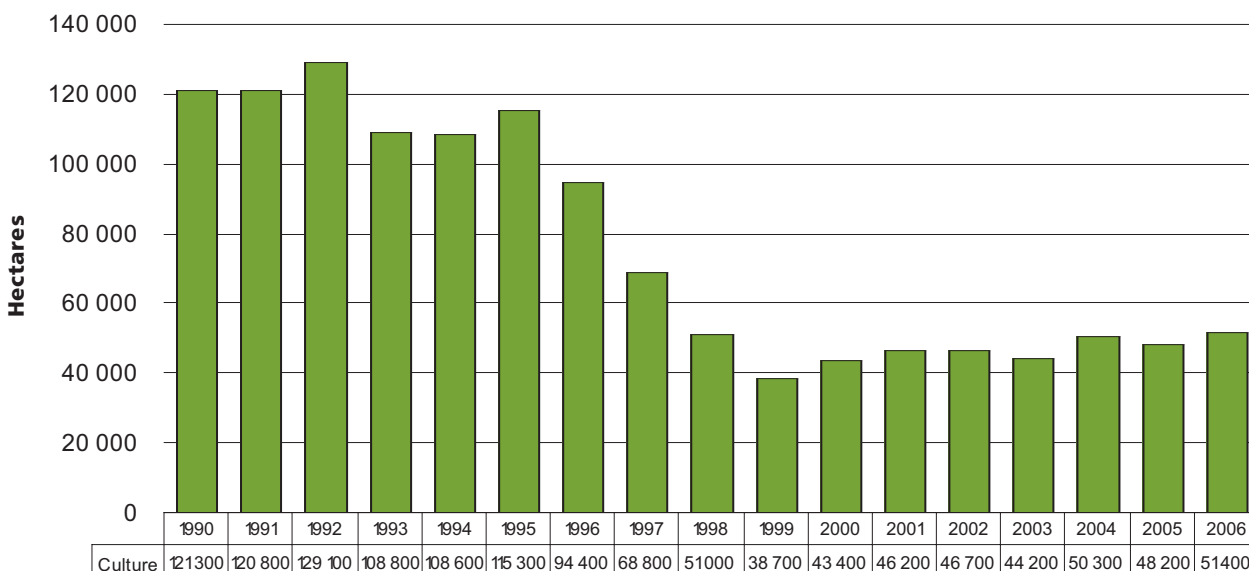
Bien que l'on n'ait enregistré qu'un modeste accroissement des plantations de cocaïers dans les trois grandes zones de culture, l'Alto Huallaga, l'Apurimac et la zone de La Convencion-Lares, ces régions n'en ont pas moins été les principales responsables de l'accroissement global de 3 200 hectares, en termes absolus. En outre, plusieurs petites zones de culture ont crû rapidement et une nouvelle zone

de culture a été découverte dans le triangle Brésil-Colombie-Pérou.

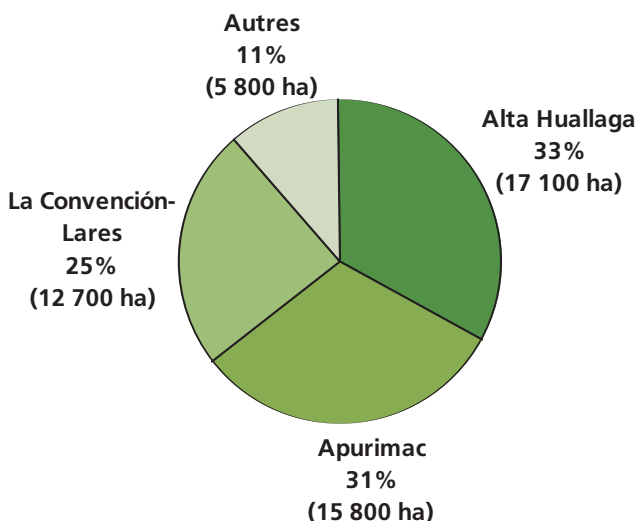
L'éradication des cocaïers, qui se pratique au Pérou par arrachage manuel des plants, a été un peu supérieure à celle de 2005; elle a couvert 12 688 hectares, ce qui a constitué pour le Gouvernement la seconde année d'arrachage record.

Les saisies de petites quantités de latex d'opium indiquent que la culture du pavot à opium continue d'exister au Pérou. Rien n'indique qu'elle ait beaucoup changé par rapport à 2004, époque où, selon les chiffres publiés par le Gouvernement, elle couvrait 1 400 hectares

Pérou: culture et éradication du cocaïer (en hectares), 1990 to 2006

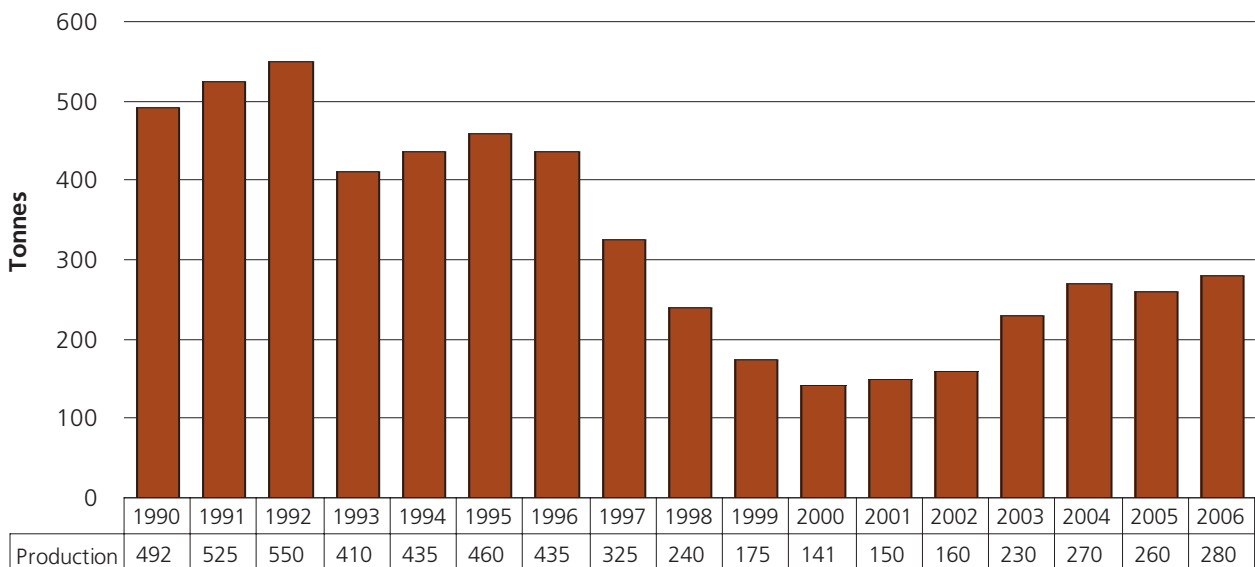


Pérou: culture du cocaïer, par région, 2006



Production

Selon les informations actualisées quant au volume de feuilles de coca nécessaires à la production d'un kilogramme de chlorhydrate de cocaïne, la production potentielle totale de cocaïne s'est montée à 280 tonnes en 2006, ce qui représente un accroissement de 8 pour cent par rapport à 2005. S'il s'agit là de la plus forte production enregistrée depuis 1998, elle ne représente pourtant que la moitié, environ, des quantités constatées lors du pic de production au Pérou, en 1992. En 2006, le Pérou a compté pour 28 pour cent de la production mondiale de cocaïne.

Pérou: production potentielle de cocaïne (en tonnes), 1990-2006

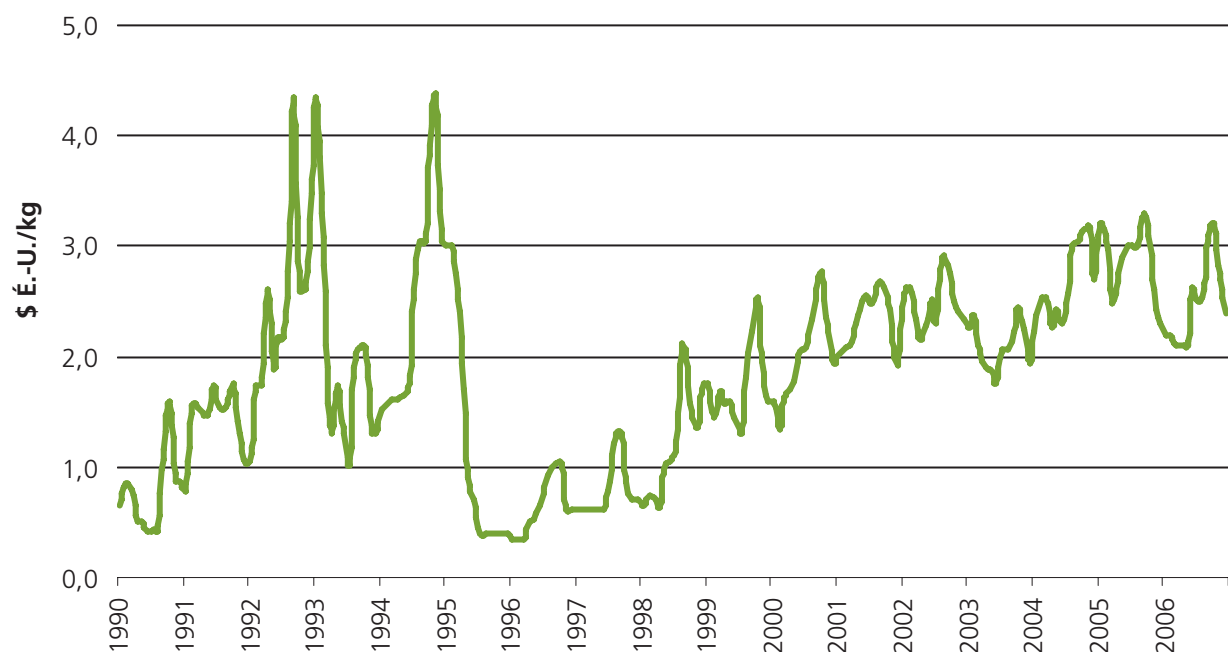
Les chiffres pour la période 2003-2005 ont été révisés en fonction d'informations actualisées sur le volume de feuilles de coca nécessaires à la production d'un kilogramme de chlorhydrate de cocaïne.

Prix

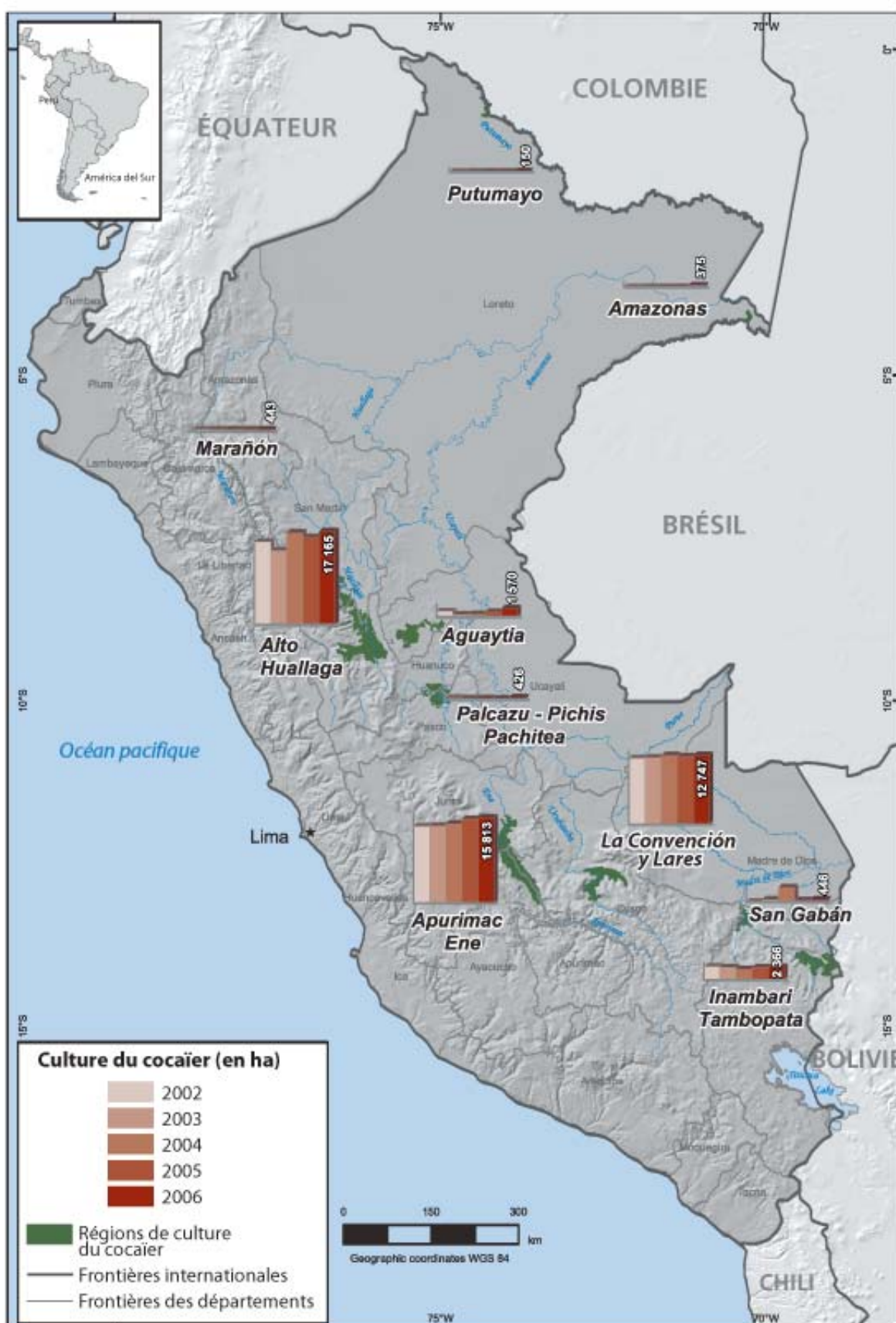
En 2006, le prix mensuel moyen (à la sortie de l'exploitation) des feuilles de coca séchées au soleil est généralement resté dans la fourchette comprise entre 2 et 3 \$ É.-U. par kg en vigueur depuis 2001. Les prix à la sortie de l'exploitation des feuilles de coca séchées au soleil ont baissé, passant d'une moyenne nationale de 2,9 \$ É.-U./kg, en 2005, à 2,5 \$ É.-U./kg seulement, en 2006. Cette baisse a

été constatée dans toutes les régions de culture. Des différences de prix saisonnières ou entre régions ont toutefois été observées.

En 2006, les prix de gros de la pâte de coca et du chlorhydrate de cocaïne ont chuté de 14 pour cent et de 8 pour cent, respectivement, par rapport à 2005, tout comme les prix des feuilles de coca séchées au soleil.

Pérou: prix mensuels à la sortie de l'exploitation des feuilles de coca séchées au soleil (\$ É.-U./kg), 1990-2006

Pérou: culture du cocaïer, par région, 2002- 2006



Source: Gouvernement du Pérou - Système national de surveillance appuyé par l'ONUDD.

Note: Les frontières et les noms figurant sur cette carte et les désignations usitées n'impliquent aucune reconnaissance officielle de la part des Nations Unies

3.2 Saisies

On trouvera un ensemble complet de tableaux de saisies sur le site Internet de l'ONUDC :

www.unodc.org

3.3 Saisies de laboratoires illicites

On trouvera un ensemble complet de tableaux de saisies de laboratoires illicites sur le site Internet de l'ONUDDC :

www.unodc.org

3.4 Prix

3.4.1 Opiacés: prix de gros, prix de la rue et degrés de pureté

Prix au détail, en dollars des Etats-Unis et au gramme																	
EUROPE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006**
Allemagne	105	75	96	74	91	90	74	51	43	45	39	38	38	46	49	48	46
Autriche	270	250	203	132	138	103	87	70	94	57	75	44	92	68	75	74	71
Belgique	90	105	105	77	75	75	56	37	41	41	37	27	29	31	32	31	19
Danemark	287	265	151	139	228	191	157	188	147	175	116	111	126	122	94	123	100
Espagne	175	185	180	126	132	120	112	88	82	75	59	57	61	75	81	80	78
Finlande	800	696	770	724	606	455	414	257	254	250	207	121	188	195	195	182	125
France	145	153	150	135	144	170	156	113	119	111	32	34	47	57	68	69	67
Grèce	120	175	63	44	105	88	77	80	55	55	55	53	45	65	51	31	75
Irlande	196	180	180	168	161	179	275	228	213	204	176	170	179	179	248	252	252
Islande	184	376	374	407	380	410	377	372	372	372	372	372	372	372	372	372	372
Italie	167	148	140	29	55	41	115	98	120	95	71	68	59	63	69	68	67
Luxembourg	172	150	150	150	172	202	138	141	133	126	69	67	67	45	76	64	64
Norway	1 680	525	510	275	349	300	282	198	186	166	128	157	165	198	148	220	220
Pays-Bas	49	50	55	49	55	61	48	55	34	30	25	43	35	40	57	40	40
Portugal	83	82	72	63	65	79	68	55	74	37	45	45	41	54	52	52	49
Royaume-Uni	157	144	144	134	129	125	108	118	120	108	107	86	91	100	110	93	97
Suède*	225	210	195	180	165	337	346	135	130	126	113	129	133	128	119	92	92
Suisse	312	221	248	126	164	190	116	81	96	167	53	45	39	48	48	48	48
Moyenne non pondérée en \$ E.-U.	290	222	210	168	179	179	167	131	128	124	99	93	100	105	108	108	105
Ajustement dû à l'inflation en \$ E.-U.	447	328	302	235	243	236	214	165	159	151	116	105	112	115	115	111	105
Moyenne pondérée en \$ E.-U.	173	149	147	107	118	119	118	93	94	87	64	59	62	70	75	72	71
Ajustement dû à l'inflation en \$ E.-U.	267	221	211	149	161	157	151	117	117	105	74	67	70	77	81	74	71
Moyenne pondérée en Euro	136	120	113	91	100	91	93	82	84	81	69	66	66	62	61	58	56
Ajustement dû à l'inflation en Euro	196	165	149	116	123	110	110	95	96	91	76	71	70	65	62	59	56

Sources: ONUDC Questionnaire destinés au rapport annuel (QRA) et Europol. * Le calcul pour la Suède est basé sur le prix d'héroïne brune (80%) et le prix d'héroïne blanche (20%) ** Données disponibles jusqu'en novembre 2006.

Etats-Unis																	
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Moyenne en \$ E.-U.	281	279	268	268	204	196	170	151	162	137	126	110	88	116	152	195	
Ajustement dû à l'inflation	433	413	385	374	277	259	219	190	201	165	148	125	98	127	162	201	

Sources: ONDCP: 1990-2000 données, ONUDC Questionnaire destinés au rapport annuel (QRA): données 2001-2002, The Price & Purity of Illicit Drugs 1981-2003 pour 2003, CEWG pour 2004.

Prix de gros, en dollars des Etats-Unis au kilogramme																	
EUROPE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006**
Allemagne	45 244	36 145	41 667	35 206	36 448	35 256	27 890	25 686	25 608	24 770	20 263	17 816	20 325	21 510	25 723	25 765	22 510
Autriche	55 244	46 145	63 000	36 000	37 752	30 491	30 222	28 831	34 565	31 087	25 026	19 553	23 547	33 900	37 260	36 168	37 640
Belgique	30 000	30 000	28 500	26 600	29 586	32 580	24 307	21 761	20 847	18 557	18 360	20 292	22 229	20 960	23 040	23 336	23 336
Danemark	110 000	100 000	85 000	95 000	117 625	106 805	86 806	100 465	65 693	61 507	23 585	32 889	20 803	41 770	32 820	37 741	35 967
Espagne	160 000	125 000	122 500	91 000	74 418	79 880	84 395	63 880	52 755	53 820	43 596	32 000	41 202	48 420	46 350	47 055	47 371
Finlande	353 774	353 774	353 774	353 774	353 774	353 774	321 586	199 442	197 856	194 357	161 034	44 840	51 804	51 800	68 314	69 192	69 192
France	180 000	72 250	80 000	63 750	75 000	66 035	46 603	32 230	25 885	25 596	22 158	26 906	23 547	28 250	31 050	31 450	35 548
Grèce	90 000	70 000	35 000	28 000	29 536	34 362	39 090	28 775	21 020	20 714	17 320	16 592	17 425	18 650	17 540	14 782	19 447
Irlande	63 940	53 940	53 500	53 210	52 500	81 479	77 643	36 531	34 396	43 478	37 600	36 441	36 441	30 510	30 510	33 967	33 967
Italie	67 500	60 000	108 000	42 581	47 690	35 786	48 152	37 795	36 459	36 894	31 163	32 979	33 669	29 830	30 109	30 496	29 750
Luxembourg	86 000	75 000	75 000	49 500	86 000	57 079	59 852	54 786	52 630	50 368	48 000	50 369	50 369	24 700	43 473	31 450	31 450
Norvège	220 000	200 000	212 500	151 099	101 744	85 000	72 520	62 209	64 918	49 872	44 561	35 874	37 676	48 234	52 790	53 490	53 490
Pays-Bas	23 850	25 000	26 550	23 850	23 850	24 384	20 572	13 810	14 056	16 985	14 703	15 757	29 199	17 730	17 730	18 240	18 240
Portugal	50 000	55 000	46 667	31 500	32 428	43 171	45 902	38 841	30 483	29 339	25 398	31 310	25 839	31 000	34 075	34 512	34 512
Royaume-Uni	53 940	43 940	43 500	43 210	42 500	42 004	34 846	39 491	41 667	29 126	26 718	25 926	30 620	34 340	39 041	33 249	27 920
Suède*	140 000	130 000	115 000	95 000	117 625	62 655	64 829	65 771	63 190	61 022	41 626	33 702	34 738	41 900	31 648	35 970	35 970
Suisse	124 000	153 800	228 875	47 460	52 823	54 850	41 665	37 234	34 294	33 422	29 568	16 082	19 149	22 340	23 580	25 420	25 420

Sources: ONUDC Questionnaire destinés au rapport annuel (QRA) et Europol. * Le calcul pour la Suède est basé sur le prix d'héroïne brune (80%) et le prix d'héroïne blanche (20%) ** Données disponibles jusqu'en novembre 2006.

Etats-Unis																	
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Moyenne en \$ E.-U.	162 500	155 000	150 000	146 000	142 500	146 000	141 875	129 375	125 000	107 000	81 200	59 500	50 750	65 500	68 800	65 000	
Ajustement dû à l'inflation (kg) en \$ E.-U.	250 588	229 370	215 484	203 642	193 798	193 086	182 249	162 464	154 563	129 447	95 040	67 714	56 857	71 747	73 407	67 080	
Ajustement dû à l'inflation (g) en \$ E.-U.	235	215	202	191	182	181	171	152	145	121	89	63	53	72	73	67	

Sources: ONUDC Questionnaire destinés au rapport annuel (QRA), CEWG pour 2004.

OPIUM

Prix de détail, de gros et degré de pureté:
par drogue, région et pays ou territoire

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DETAIL (au gramme)				PRIX DE GROS (au kilogramme)			
	Typique	Fourchette	Pureté	Année	Typique	Fourchette	Pureté	Année
Afrique								
<u>Afrique du nord</u>								
Égypte	20,6	18,8 - 22,3		2005	3 250,0	3 080,0 - 3 420,0		2005
Soudan	0,4			2005				
<u>Afrique australe</u>								
Zambie	8,9	8,7 - 8,9		2004				
Amériques								
<u>Amérique du Nord</u>								
Canada	40,3	24,2 - 88,7		2005	18 548,4	17 741,9 - 28 225,8		2005
Etats-Unis d'Amérique	34,0	28,0 - 40,0		2004	31 500,0	28 000,0 - 35 000,0		2005
<u>Amérique du sud</u>								
Colombie					289,4			2005
Asie								
<u>Asie centrale et républiques transcaucasiennes</u>								
Arménie	35,0		64,0 - 70,0	2005	25 000,0		69,0 - 80,0	2005
Géorgie								
Kazakhstan	5,0	2,0 - 7,0		2004	4 455,0	1 500,0 - 12 000,0		2005
Kirghizistan	1,3	1,0 - 1,5		2005	1 250,0	1 000,0 - 1 500,0		2005
Ouzbékistan					4 750,0	2 500,0 - 7 000,0		2005
Tadjikistan	3,0	2,0 - 4,0		2005	684,0	100,0 - 600,0		2005
Turkménistan								
<u>Asie de l'Est et du Sud-Est</u>								
Chine	1,8	1,0 - 3,0		2004	21 000,0	6 500,0 - 80 000,0		2005
Indonésie	29,8	26,9 - 32,6		2005				
Japon	27,8			2004				
Malaisie					2 664,3	1 052,0 - 3 158,0		2005
Myanmar	0,7	0,6 - 0,9		2005	239,5	172,0 - 436,0		2005
Philippines	3,6			2005	3 626,5			2005
Rép. dém. pop. Lao					218,0	200,0 - 400,0		2005
République de Corée	30,3	24,5 - 49,0		2005	5 190,3			2004
Thaïlande	2,1			2006	1 000,0			2005
Viet Nam					350,0	320,0 - 380,0		2005
<u>Proche et Moyen-Orient/Asie du Sud-Ouest</u>								
Afghanistan	0,1			2005	154,7			2005
Emirats arabes unis					3 450,0	2 700,0 - 4 200,0		2005
Iran (République islamique)	3,6			2005	807,0			2005
Jordanie	126,4	112,4 - 140,4		2005	11 235,5	9 831,0 - 12 639,9		2005
Liban					17 000,0	15 000,0 - 25 000,0		2005
Pakistan	0,5	0,4 - 0,7		2004	664,9	236,5 - 446,6		2005
République arabe syrienne	6,0	4,5 - 7,5	30,0 - 70,0	2004	4 000,0	3 000,0 - 5 000,0	30,0 - 70,0	2005
<u>Asie du Sud</u>								
Bangladesh	2,0	1,5 - 2,5	20,0 - 40,0	2005	1 200,0	1 000,0 - 1 500,0		2005
Inde					345,8	230,0 - 461,0		2005
Sri Lanka	5,6	4,1 - 7,2		2005				
Europe								
<u>Europe de l'Est</u>								
Bélarus	10,0			2004	6 500,0			2004
Fédération de Russie	23,5	4,7 - 78,5		2005	3 839,3	2 443,0 - 5 235,6		2005
<u>Europe du Sud-Est</u>								
ex-Rép. yougosl. de Macédoine					691,9	629,0 - 754,8		2005
Roumanie	22,0	6,3 - 12,6		2005	4 717,6			2005
Turquie					4 340,2	1 761,3 - 2 138,7		2005
<u>Europe occidentale et centrale</u>								
Autriche	10,1	8,8 - 10,6		2005	2 924,9	2 516,1 - 3 145,1		2005
France	18,9			2005				
Lettonie	8,8			2005				
Lituanie	3,0	1,8 - 3,6		2005				
Norvège	37,7			2005	12 894,7	10 693,0 - 15 096,4		2005
République tchèque	4,2			2005	2 540,0			2005
Royaume-Uni	27,4			2005	8 232,58			2005
Suède					7 913,7	7 194,2 - 8 633,1		2005

HEROÏNE

Prix de détail, de gros et degré de pureté:
par drogue, région et pays ou territoire

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DETAIL (au gramme)				PRIX DE GROS (au kilogramme)			
	Typique	Fourchette	Pureté	Année	Typique	Fourchette	Pureté	Année
Afrique								
<u>Afrique de l'Est</u>								
Kenya (héroïne no.3)	12,9	12,9 - 19,4		2004	16 145,4	12 916,6 - 19 374,8		2004
(héroïne no.4)	15,5	15,5 - 23,3		2004	22 604,0	19 374,8 - 25 833,1		2004
Ouganda (héroïne no.3)	12,5	10,0 - 15,0		2005	30 000,0	25 000,0 - 30 000,0		2005
(héroïne no.4)	17,5	15,0 - 20,0		2005				
<u>Afrique du nord</u>								
Égypte	36,0	34,3 - 37,7		2005	25 685,0	23 970,0 - 27 400,0		2005
Jamahiriya arabe libyenne					39 370,1	23 622,1 - 55 118,1		2005
<u>Afrique australe</u>								
Afrique du Sud	44,8			2004				
Namibie (héroïne no.3 & no.4)	76,0	76,0 - 84,5		2005				
Zimbabwe	49,3	43,8 - 54,8		2004				
<u>Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</u>								
Burkina Faso	49,8	49,8 - 69,8	15 (10-20)	2005				
Cameroon	29,9			2005				
Congo	10,0	10,0 - 14,0		2005	9 270,2	9 270,2 - 11 124,3		2004
Gabon	92,7	55,6 - 111,2		2004				
Ghana	16,2			2005	19 000,0	16 000,0 - 22 000,0	75 (60-90)	2004
Guinée	17,5	15,0 - 20,0		2005	17 500,0	15 000,0 - 20 000,0		2005
Nigéria (héroïne no.3)	17,1	15,2 - 19,0		2005	18 778,5	18 588,8 - 18 968,1		2005
(héroïne no.4)					22 586,1			2004
Togo (héroïne no.1)	23,9	23,9 - 29,9		2005				
Amérique								
<u>Caraïbes</u>								
République dominicaine	30,0			2005	30 000,0			2005
Trinité-et-Tobago	128,8			2005				
<u>Amérique centrale</u>								
El Salvador	69,0	65,0 - 70,0		2005	75 000,0	70 000,0 - 80 000,0		2004
Guatemala	11,6	11,6 - 12,9	80,0 - 85,0	2005				
Honduras	5,3	2,6 - 7,9	63 (50-75)	2004	18 000,0	16 000,0 - 20 000,0	85,0 - 93,0	2005
Panama					10 000,0			2005
<u>Amérique du Nord</u>								
Canada (héroïne no.3)	201,6	161,3 - 322,6	1,0 - 100,0	2005	64 516,1	64 516,1 - 88 709,7		2005
(héroïne no.4)	282,3	282,3 - 645,2		2005	76 612,9	64 516,1 - 181 451,6		2005
Mexique (héroïne no.4)					32 850,0			2005
Etats-Unis d'Amérique (héroïne no.4)	207,5	40,0 - 375,0	12,0 - 95,0	2005	65 000,0	40 000,0 - 90 000,0	90,0	2005
(héroïne "black tar")	195,0	40,0 - 350,0	5,0 - 53,0	2005	28 000,0	16 000,0 - 40 000,0	39,0	2005
<u>Amérique du sud</u>								
Argentine					110 000,0	100 000,0 - 120 000,0		2004
Brésil	50,0	30,0 - 70,0		2005	50 000,0			2005
Colombie (héroïne no.4)	20,1			2005	6 838,7			2005
Equateur					13 000,0	12 000,0 - 15 000,0		2005
Asie								
<u>Asie centrale et républiques transcaucasiennes</u>								
Arménie	150,0			2005	120 000,0		60,0 - 75,0	2005
Géorgie	100,0	90,0 - 200,0		2004				
Kazakhstan	17,0	11,0 - 22,0		2004	15 781,3	4 000,0 - 40 000,0		2005
Kirghizistan (héroïne no.4)	4,5	4,0 - 5,0		2005	1 500,0	1 000,0 - 2 000,0		2005
Ouzbékistan					25 000,0	15 000,0 - 35 000,0		2005
Tadjikistan (héroïne no.3)	2,5	2,0 - 3,0		2005	1 800,0	1 200,0 - 2 500,0		2005
(héroïne no.4)					5 500,0	4 000,0 - 7 000,0	10,0 - 80,0	2005
<u>Asie de l'Est et du Sud-Est</u>								
Chine	36,2	18,1 - 96,5	20	2004				
Chine (RAS de Hong Kong) (no.4)	45,7	16,9 - 96,8		2005	33 248,1	23 225,8 - 48 000,0		2005
Chine (RAS de Macao)	50,0	37,0 - 62,0		2005				
Indonésie	64,5	53,8 - 75,3		2005				
Japon	339,8	291,3 - 388,4		2005	42 000,0	28 000,0 - 56 000,0		2004
Malaisie (héroïne no.3)					6 068,6	3 749,0 - 6 974,0		2005
(héroïne no.4)					25 230,0	10 526,0 - 45 000,0		2005
Myanmar (héroïne no.4)	56,2	11,2 - 89,9		2005				
Philippines	108,8			2005	108 794,2			2005
Rép. dém. pop. Lao					12 000,0	10 000,0 - 14 000,0		2004
Singapour (héroïne no.3)	138,0	122,7 - 153,4		2005	9 885,0	9 400,0 - 10 370,0		2004
Thaïlande	105,0	87,5 - 122,0		2005	9 124,1	7 820,7 - 10 427,5		2005
Viet Nam					16 000,0	14 000,0 - 18 000,0		2005

HEROÏNE

Prix de détail, de gros et degré de pureté:
par drogue, région et pays ou territoire

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DETAIL (au gramme)				PRIX DE GROS (au kilogramme)			
	Typique	Fourchette	Pureté	Année	Typique	Fourchette	Pureté	Année
Proche et Moyen-Orient/Asie du Sud-Ouest								
Afghanistan	3,0	2,8 - 3,1		2005	3 016,5	2 830,0 - 3 203,0		2005
Bahreïn (héroïne no.3)	265,2	212,2 - 318,2		2005	198 886,2	159 109,0 - 212 145,3		2005
(héroïne no.4)	318,2	265,2 - 397,8		2005	265 181,7	212 145,3 - 318 218,0		2005
Emirats arabes unis (héroïne no.4)	142,5	135,0 - 150,0		2004	14 000,0	13 000,0 - 15 000,0		2005
Iran (République islamique d')	12,7	5,1 - 20,3		2005	3 271,0			2005
Israël	45,0	20,0 - 50,0		2005	20 000,0	15 000,0 - 23 000,0		2005
Jordanie	49,2	42,1 - 56,2		2005	19 662,1	18 257,7 - 21 066,5		2005
Liban (héroïne no.3)	35,0	30,0 - 40,0	40,0 - 60,0	2005	20 000,0	15 000,0 - 25 000,0	20,0 - 80,0	2005
(héroïne no.4)	40,0	35,0 - 45,0		2005	40 000,0	35 000,0 - 45 000,0	80,0	2005
Oman	51,9			2005	31 137,3			2005
Pakistan (héroïne no.3)	2,7	2,3 - 3,1		2005	2 688,4	2 280,0 - 3 096,8		2005
(héroïne no.4)	4,2	4,6 - 4,2		2005	4 158,8	3 733,5 - 4 584,1		2005
République arabe syrienne	20,0	17,0 - 23,0	75,0 - 95,0	2005	17 000,0	15 000,0 - 19 000,0	30,0 - 50,0	2005
Asie du Sud								
Bangladesh (héroïne no.3)	8,0	7,0 - 10,0	3,0 - 6,0	2005	6 000,0	5 000,0 - 7 000,0	3,0 - 6,0	2005
(héroïne no.4)	9,0	8,0 - 12,0	5,0 - 8,0	2005	8 000,0	7 000,0 - 9 000,0	5,0 - 8,0	2005
Inde				2005	4 610,4	3 457,8 - 11 526,1		2005
Maldives	77,6	77,6 - 232,9		2005	54 340,2	38 814,5 - 77 628,9		2005
Sri Lanka (héroïne no.3)	20,6	18,5 - 22,6	23,0 - 56,0	2005				2005
Europe								
Europe de l'Est								
Bélarus (héroïne no.3)	45,0	30,0 - 90,0		2005	24 000,0	14 000,0 - 50 000,0		2005
Fédération de Russie (héroïne no.3)	40,0			2005	23 721,5			2005
(héroïne no.4)	57,0	10,5 - 209,4	3,0 - 27,0	2005	32 809,0	8 027,9 - 17 452,0	64,0 - 95,0	2005
République de Moldova	57,7	48,0 - 64,1		2005	60 000,0	55 000,0 - 65 000,0		2005
Ukraine	85,0	70,0 - 100,0		2005				2005
Europa sud oriental								
Albanie (héroïne no.3)	22,5	20,0 - 25,0		2005	13 500,0	12 000,0 - 15 000,0		2005
Bulgarie (héroïne no.3)	43,7	33,6 - 201,6	15,0 - 91,0	2005				2005
Croatie	43,4	34,7 - 52,1	5,0 - 15,0	2005	19 531,3	18 229,2 - 20 833,3	30,0 - 50,0	2005
ex-Rép. yougosl.de Macédoine	22,0	18,9 - 25,2		2005	13 838,4	12 580,4 - 15 096,4		2005
Roumanie (héroïne no.3)	50,3	31,5 - 50,3		2005	21 386,6	16 354,5 - 21 386,6		2005
Turquie	18,2	16,4 - 20,1		2005	9 435,3	9 749,8 - 10 693,3	35,0 - 80,0	2005
Europe occidentale et centrale								
Allemagne (RFA) (héroïne no.3)	47,6			2005	25 765,8			2005
Andorre	56,6	50,3 - 62,9		2005				2005
Autriche (héroïne no.3)	72,3	56,6 - 88,1		2005	34 596,0	25 160,7 - 44 031,3	54,0	2005
(héroïne no.4)	106,9	100,6 - 113,2		2005	69 192,0	62 901,8 - 75 482,1		2005
Belgique (héroïne no.3)	32,3			2004	23 336,6			2005
Chypre (héroïne no.3)	129,1			2005	32 285,0			2005
(héroïne no.4)	180,1			2004	31 784,9			2004
Danemark (héroïne no.3)	123,0	52,7 - 210,9		2005	43 936,7	17 574,7 - 61 511,4		2005
(héroïne no.4)	210,9	105,5 - 351,5		2005	38 664,3	6 151,1 - 79 086,1		2005
Espagne (héroïne no.3)	80,1			2005	46 790,1		47,0	2005
Estonie (héroïne no.4)	94,4			2005	32 079,9			2005
Finlande (héroïne no.4)	113,2	75,5 - 151,0		2005	69 192,0	62 901,8 - 75 482,1	6,0 - 63,0	2005
France (héroïne no.3)	50,3	37,7 - 69,2	2,0 - 10,0	2005	25 160,7	18 870,5 - 37 741,1	5,0 - 25,0	2005
(héroïne no.4)	62,9	37,7 - 100,6	2,0 - 10,0	2005	44 031,3	25 160,7 - 50 321,4	5,0 - 25,0	2005
Grèce (héroïne no.3)	72,3	50,3 - 94,4		2005	19 499,6	12 580,4 - 26 418,8	100,0	2005
(héroïne no.4)	78,6	56,6 - 100,6		2005	25 789,7	18 870,5 - 32 708,9		2005
Hongrie (héroïne no.3)	49,2			2005	16 983,5			2005
(héroïne no.4)	65,6			2005	56 839,3			2005
Irlande (héroïne no.3)	251,6			2005	33 967,0			2005
Italie (héroïne no.3)	68,4	59,9 - 76,8		2005	30 758,2	27 103,5 - 34 412,9		2005
(héroïne no.4)	102,7	93,2 - 112,2		2005	48 577,5	44 399,6 - 52 755,5		2005
Lettonie	179,9	132,6 - 227,3	2,0 - 87,0	2005	94 700,0	75 760,0 - 113 640,0		2005
Liechtenstein	33,9	29,7 - 42,4		2005				2005
Lituanie (héroïne no.3)	36,4			2005	20 693,1		67 (50-85)	2004
Luxembourg (héroïne no.3)	102,7		5,0 - 58,0	2005	31 450,9			2005
Malte (héroïne no.3)	76,8			2005	50 000,0	45 000,0 - 53 000,0	27,0 - 41,0	2005
Norvège	220,2	125,8 - 314,5	5,0 - 50,0	2005	53 466,5	31 450,9 - 75 482,1		2005
Pays-Bas	37,7	25,2 - 50,3		2005	18 241,5	16 354,5 - 20 128,6		2005
Pologne	44,0	31,5 - 62,9		2005	41 303,8			2005
Portugal (héroïne no.3)	52,1			2005	34 513,0			2005
République Slovaque	32,6	26,1 - 39,1	51,0	2005	16 284,5	13 027,6 - 19 541,4		2005
République tchèque (héroïne no.3)	47,2	21,6 - 86,8	5,0 - 89,0	2005	33 828,6	17 360,9 - 52 044,9	20,0	2005
Slovénie (héroïne no.3)	50,3			2005	19 373,8			2005

HEROÏNE**Prix de détail, de gros et degré de pureté:
par drogue, région et pays ou territoire**

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DETAIL (au gramme)				PRIX DE GROS (au kilogramme)			
	Typique	Fourchette	Pureté	Année	Typique	Fourchette	Pureté	Année
Suède (héroïne no.3)	91,6			2005	35 971,2	28 777,0 - 43 165,5		2005
(héroïne no.4)	125,9			2005	45 792,5			2005
Suisse	65,7	29,7 - 101,7	10,0 - 15,0	2005	25 423,7	16 949,2 - 67 796,6		2005
Royaume-Uni	101,9	37,7 - 566,0	1,0 - 87,0	2005	39 622,6	22 641,5 - 56 603,8	1,0 - 78,0	2005
Oceania								
Australie	310,3	155,2 - 465,5		2005	93 095,4	62 063,6 - 124 127,2		2005
Nouvelle-Zélande (héroïne no.4)	785,7	714,3 - 857,1		2005				
('homebake')	114,4	65,4 - 163,4		2004				

3.4.2 Cocaïne: prix de gros, prix de la rue et degrés de pureté

Prix au détail, en dollars des Etats-Unis et au gramme																	
EUROPE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006**
Allemagne	120	103	111	95	109	103	90	77	72	68	57	58	57	68	73	79	74
Autriche	198	180	167	120	126	156	138	118	113	93	94	78	71	90	103	101	88
Belgique	80	90	68	95	82	93	90	57	55	60	55	51	50	51	51	51	62
Danemark	144	135	111	90	150	176	169	108	119	165	106	120	91	122	82	82	92
Espagne	110	100	100	63	78	91	72	68	68	63	52	52	56	70	76	76	76
Finlande	159	150	126	105	165	191	184	123	179	157	138	121	111	151	146	125	100
France	99	119	140	153	151	174	125	87	84	82	50	87	75	90	99	94	82
Grèce	150	120	105	54	116	111	144	91	54	82	69	72	75	96	93	79	110
Irlande	141	137	120	110	100	119	32	34	32	30	28	28	94	79	87	88	88
Islande	167	203	207	200	211	228	226	238	149	134	121	109	150	207	156	156	156
Italie	108	120	164	90	104	113	129	109	129	135	100	89	90	101	113	114	106
Luxembourg	150	150	150	150	172	194	127	115	110	119	119	119	107	96	114	114	114
Norvège	176	170	255	156	145	150	153	177	133	128	114	157	165	170	155	155	155
Pays-Bas	66	70	74	66	60	79	52	64	38	33	33	33	33	50	59	59	59
Portugal	63	57	60	57	59	66	64	57	51	43	56	48	36	47	49	55	49
Royaume-Uni	160	152	183	123	148	118	118	98	88	97	77	79	87	99	93	92	92
Suède	178	144	188	136	146	148	127	117	110	109	77	69	74	89	86	86	86
Suisse	131	127	69	123	113	111	102	124	128	104	94	94	84	90	91	79	91
Moyenne non pondérée	133	129	133	110	124	134	119	103	95	95	80	81	84	98	96	94	93
Ajustement dû à l'inflation	206	191	191	154	169	178	153	130	117	114	94	92	94	107	102	97	93
Moyenne pondérée	117	115	118	104	112	118	105	92	92	88	70	74	72	84	88	87	85
Ajustement dû à l'inflation	180	170	169	145	152	157	135	116	113	106	82	85	80	92	94	89	85
Moyenne pondérée en Euro	92	93	91	89	94	91	83	81	82	82	76	83	76	74	71	70	67
Ajustement dû à l'inflation en Euro	132	127	120	113	117	109	98	94	94	93	84	90	81	77	73	71	67

Sources: Questionnaire destinés au rapport annuel (QRA) et Europol, sauf pour 2006 Europol et en italique ONUDC

** Données disponibles jusqu'en novembre 2006.

Etats-Unis	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Moyenne en \$ E.-U.	184	177	170	147	137	131	126	127	124	118	129	98	86	75	87,3	103,7	
Ajustement dû à l'inflation	284	262	245	205	186	174	162	159	154	142	151	111	96	82	93	107	

Sources: ONDCP 1990-2000 (prix pour 10-100 grammes, à la pureté du prix de détail), ONDCP

Prix de gros, en dollars des Etats-Unis au kilogramme																	
EUROPE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006**
Allemagne	69 000	53 100	60 300	54 142	57 692	54 676	53 925	45 294	41 210	39 639	33 752	33 235	34 476	40 110	44 243	46 525	45 320
Autriche	66 000	66 000	54 000	40 000	41 946	52 084	45 875	56 723	54 440	38 859	47 094	43 995	42 385	59 300	55 894	59 757	56 460
Belgique	25 000	24 000	38 250	28 000	26 920	30 560	21 927	17 025	19 167	23 859	22 376	26 771	28 111	29 610	32 480	32 480	32 480
Danemark	80 000	85 000	85 000	82 500	58 516	60 034	46 141	38 640	44 517	78 900	43 462	47 839	37 823	53 160	45 896	50 321	46 005
Espagne	65 000	60 000	55 000	35 000	36 434	41 322	38 760	36 806	38 924	38 898	30 882	38 898	31 511	38 830	42 167	41 321	41 862
Finlande	79 500	75 000	62 750	52 500	82 500	95 450	91 750	61 550	89 350	78 460	68 321	59 492	51 804	62 150	68 315	68 315	68 315
France	117 000	38 250	45 000	38 250	40 000	39 877	48 077	43 554	42 159	27 714	27 000	34 978	37 676	45 200	49 683	50 321	40 776
Grèce	75 000	90 000	95 000	36 000	46 413	53 098	72 015	43 795	49 180	49 320	41 237	40 359	42 385	53 680	57 446	62 902	62 733
Irlande	45 000	45 000	40 000	50 000	45 000	42 000	31 646	33 733	31 530	29 891	29 891	29 891	29 891	30 510	30 510	30 510	30 510
Italie	54 000	48 000	94 000	41 935	51 097	51 455	55 633	50 629	49 091	47 250	46 000	40 529	41 412	47 440	51 759	52 188	52 530
Luxembourg	93 919	95 939	113 521	50 847	157 593	141 343	47 625	43 103	41 072	47 718	47 718	47 718	47 718	47 718	31 052	31 450	31 450
Norvège	120 000	120 000	127 500	110 000	39 971	50 000	41 670	60 028	81 699	57 545	51 417	51 569	54 159	56 500	65 209	65 209	65 209
Pays-Bas	26 500	28 000	29 500	26 500	24 680	33 232	23 894	29 698	22 355	27 500	27 500	27 500	27 500	27 400	33 775	33 775	33 775
Portugal	39 500	39 285	33 000	27 000	27 950	34 483	42 591	37 908	33 447	30 000	28 000	29 080	31 046	32 410	36 399	36 399	36 399
Royaume-Uni	47 850	46 475	20 625	43 210	45 000	46 774	40 625	47 500	47 500	33 981	38 168	36 008	35 848	40 880	50 036	50 036	48 400
Suède	80 000	85 000	91 375	61 450	73 825	55 556	59 255	45 573	50 484	48 508	38 394	34 693	35 763	43 130	39 560	40 068	40 068
Suisse	63 900	94 250	116 250	50 847	72 012	75 949	51 587	40 780	41 152	41 000	35 482	23 392	19 274	37 230	44 008	44 008	44 008
Moyenne non pondérée	67 481	64 312	68 298	48 717	54 562	56 347	47 823	43 079	45 722	43 473	38 629	37 997	36 987	43 839	45 790	46 799	45 669
Ajustement dû à l'inflation	104 060	95 169	98 115	67 950	74 203	74 519	61 433	54 097	56 535	52 593	45 213	43 242	41 438	48 020	48 856	48 297	45 665
Moyenne pondérée	67 793	51 895	57 392	43 998	47 040	48 150	47 754	43 975	43 434	38 491	35 580	36 095	35 950	42 322	46 832	47 692	45 703
Ajustement dû à l'inflation (kg)	104 542	76 794	82 446	61 368	63 974	63 679	61 343	55 222	53 706	46 565	41 644	41 078	40 276	46 358	49 968	49 218	45 703
Ajustement dû à l'inflation (gram)	105	77	82	61	64	64	61	55	54	47	42	41	40	46	50	49	48
Pondérée en Euro (g)	53	42	44	38	40	37	38	39	39	36	38	40	38	37	38	38	36
Ajustement dû à l'inflation en Euro (g)	77	57	58	48	49	45	44	45	44	41	43	44	41	39	39	39	36

Sources: Questionnaire destinés au rapport annuel (QRA) et Europol, sauf pour 2006 Europol et en italique ONUDC

** Données disponibles jusqu'en novembre 2006.

Etats-Unis	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Moyenne en \$ E.-U.	45 430	48 300	48 100	44 730	42 180	38 640	35 700	34 320	31 960	30 870	29 580	21 500	23 000	21 500	22 066	20 500	
Ajustement dû à l'inflation (kg) en \$ E.-U.	70 057	71 475	69 099	62 390	57 364	51 102	45 859	43 098	39 519	37 346	34 622	24 468	25 768	23 551	23 544	21 156	
Ajustement dû à l'inflation (g) en \$ E.-U.	70	71	69	62	57	51	46	43	40	37	35	24	26	24	24	21	

Sources: ONDCP 1990-2000 (prix pour 10-100 grammes, à la pureté du prix de détail), ONUDC: Questionnaire destinés au rapport annuel (QRA) 2001 - 2005 (Moyenne des prix minimum et maximum).

COCAÏNE

Prix de détail, de gros et degré de pureté:
par drogue, région et pays ou territoire

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DETAIL (au gramme)				PRIX DE GROS (au kilogramme)			
	Typique	Fourchette	Pureté	Année	Typique	Fourchette	Pureté	Année
Afrique								
Afrique de l'Est								
Kenya	32,3	25,8 - 38,8		2004	45 208,0	38 749,7 - 51 666,2	40,0 - 50,0	2004
Afrique du nord								
Égypte	77,1	68,5 - 85,6		2005	59 930,0	51 370,0 - 68 490,0		2005
Afrique australe								
Afrique du Sud								
(Crack)	38,9			2004				
	14,5			2004				
Namibie	84,5	50,7 - 84,5	10,0 - 33,0	2005	68 119,9			2004
(Crack)	16,9	15,2 - 16,9	9,0 - 19,0	2005	15 137,8		70,0	2004
Zambie	35,4			2004	35 381,4	33 898,3 - 37 076,3		2004
Zimbabwe	60,3	54,8 - 65,7		2004				
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale								
Burkina Faso (base de coca)	49,8			2005				
Cameroun	29,9			2005				
Congo (base de coca)	6,0	6,0 - 10,0		2005	3 708,1	1 854,1 - 3 708,1		2004
Ghana	18,8			2005	16 500,0	15 000,0 - 18 000,0	70,0 - 96,0	2004
Guinée	20,0	18,0 - 22,0		2005	20 833,0	18 000,0 - 20 833,0		2005
Nigéria	14,4	13,7 - 15,2		2005	14 415,8	13 657,1 - 15 174,5		2005
Togo	29,9	29,9 - 33,9		2005				
Amériques								
Caraiïbes								
Anguilla	17,5	15,0 - 20,0		2005	17 500,0	15 000,0 - 20 000,0		2005
Bahamas	20,0	20,0 - 50,0		2004	9 000,0	9 000,0 - 15 000,0		2004
(Crack)	5,0	5,0 - 10,0		2004				
Dominique	57,5	55,0 - 60,0		2004	38 000,0	35 000,0 - 50 000,0	80,0 - 98,0	2005
(Crack)	55,0		60,0 - 98,0	2005				
Grenade	36,9	33,2 - 44,3		2005	9 223,4	8 116,6 - 9 961,2		2005
(Crack)	33,2	29,5 - 36,9		2005				
Haïti	10,0	8,0 - 12,0		2004	6 500,0	5 000,0 - 8 000,0		2004
Jamaïque (base de coca)				2004	9 250,0	9 000,0 - 9 500,0	90	2004
Montserrat (base de coca)	59,0	55,9 - 62,1		2004	8 880,9	8 197,7 - 9 564,0		2004
Sainte-Lucie	9,3	7,5 - 11,2		2004	21 115,4	24 841,6 - 31 052,0		2004
Saint-Vincent-et-lesGrenadines				2005	5 534,0	5 534,0 - 7 378,7		2005
République dominicaine	7,8			2005	7 800,0			2005
Trinité-et-Tobago	64,4			2005	4 100,0	3 500,0 - 4 700,0	1,0 - 95,0	2005
Îles Turques et Caïques	20,0			2005	8 000,0	7 000,0 - 9 000,0		2005
(Crack)	10,0			2005				
Amérique centrale								
Belize	7,5	7,5 - 12,5	90,0 - 96,0	2005	6 015,0	5 012,5 - 7 518,8	90,0 - 96,0	2004
(Crack)	5,0	5,0 - 10,0	90,0 - 96,0	2005	30 000,0	30 000,0 - 35 000,0		2004
Costa Rica	6,0	5,4 - 6,5		2005	4 130,3	3 912,9 - 4 347,6	53,0 - 90,0	2005
(Crack)	1,3	0,5 - 2,1		2005				
El Salvador	24,0	23,0 - 25,0		2005	24 000,0	23 000,0 - 25 000,0		2005
(Crack)	24,0	23,0 - 25,0		2005	24 000,0	23 000,0 - 25 000,0		2005
Guatemala	6,4	6,4 - 7,7	65,0 - 70,0	2005	12 853,5	10 282,8 - 11 568,1	83,0 - 98,0	2005
(Crack)	3,9	3,9 - 6,4	50,0 - 55,0	2005	9 640,1	3 213,4 - 9 640,1	50,0 - 55,0	2005
Honduras	11,8	7,9 - 15,8	30,0 - 45,0	2005	10 473,0	8 950,0 - 15 000,0	90,0 - 96,0	2005
(Crack)	5,3	2,6 - 7,9	35,0 - 50,0	2005				
Panama	2,0		1,0 - 100,0	2005	2 500,0			2005
(Crack)	1,0		1,0 - 100,0	2005	2 500,0		50,0 - 60,0	2005
Amérique du Nord								
Canada	64,5	64,5 - 80,7	99,0	2005	32 258,1	28 225,8 - 48 387,1	99,0	2005
(Crack)	121,0	80,7 - 161,3	38,0 - 100,0	2005	25 806,5	24 193,6 - 32 258,1	39,0 - 100,0	2005
Etats-Unis d'Amérique	110,0	20,0 - 200,0		2005	20 500,0	7 000,0 - 34 000,0		2005
(Crack)	110,0	20,0 - 200,0		2005	24 000,0	14 000,0 - 34 000,0		2005
Mexique				2005	7 880,0			2005

COCAÏNE

Prix de détail, de gros et degré de pureté:
par drogue, région et pays ou territoire

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DETAIL (au gramme)				PRIX DE GROS (au kilogramme)			
	Type	Fourchette	Pureté	Année	Type	Fourchette	Pureté	Année
Amérique du sud								
Argentine	5,9	3,5 - 8,3		2004	4 800,0	2 600,0 - 7 000,0		2004
Bolivie	9,0		90,0	2005	1 300,0			2005
Brésil	12,0	10,0 - 13,0	15,0 - 36,0	2005	3 000,0	2 000,0 - 7 000,0	80,0 - 98,0	2005
(Crack)	6,0	3,0 - 8,0		2005	2 000,0	1 500,0 - 3 000,0		2005
Chili	10,1	6,9 - 13,8		2005	23 017,2	2 931,0 - 43 103,5		2005
(base de coca)	1,7	1,4 - 1,7		2005	4 956,9	1 293,1 - 8 620,7		2005
Colombie	2,0			2005	2 082,1			2005
(base de coca)					810,0	711,0 - 949,0		2004
Equateur					4 000,0	3 000,0 - 4 500,0		2005
(base de coca)	2,0	1,0 - 3,0		2005	1 900,0	1 800,0 - 2 000,0		2005
Guyana	5,0			2005	4 900,0	4 600,0 - 5 000,0		2005
(Crack)	4,5			2005	4 500,0	4 400,0 - 4 600,0		2005
Paraguay					6 930,0			2004
Uruguay	13,2	10,1 - 16,2	15,0 - 25,0	2005	6 000,0	5 000,0 - 7 000,0	30 (25-35)	2004
Asie								
Asie de l'Est et du Sud-Est								
Chine (RAS de Hong Kong)	96,1	51,6 - 209,2		2005	34 954,0	25 673,9 - 46 213,1		2004
Indonésie	112,9	107,5 - 118,3		2005				
Japon	242,7	194,2 - 291,3		2005	46 380,0			2004
Malaisie					20 000,0			2005
Philippines	90,7			2005	90 661,8			2005
Singapour	167,1	147,9 - 184,7		2005				
Thaïlande	65,2	52,1 - 78,2		2005				
Proche et Moyen-Orient/Asie du Sud-Ouest								
Bahreïn	159,1	132,6 - 185,6		2005				
Iran (République islamique d')	126,3			2005				
Israël (base de coca)	70,0	30,0 - 100,0		2005	45 000,0	36 000,0 - 56 000,0		2005
Jordanie	77,2	84,3 - 98,3		2005	66 008,5	63 199,6 - 70 221,8		2005
Liban	70,0	50,0 - 90,0	70 (50-90)	2005	65 000,0	50 000,0 - 80 000,0	85 (80-90)	2005
République arabe syrienne (base de coca)	100,0	80,0 - 120,0	50 (40-60)	2005	60 000,0	50 000,0 - 70 000,0	60 (60-80)	2005
Europe								
Europe de l'Est								
Bélarus	123,0	110,0 - 135,0		2005	60 000,0			2005
Fédération de Russie	159,0	78,5 - 279,2	38,0 - 54,0	2005	107 309,1	61 082,0 - 244 328,1	62,0 - 81,0	2005
République de Moldova	96,1	7,7 - 112,1		2005	100 000,0	80 000,0 - 120 000,0		2005
Europe du Sud-Est								
Albanie	70,0	60,0 - 80,0		2005	46 000,0	43 000,0 - 49 000,0		2005
Bulgarie	84,0	53,8 - 235,2	15,0 - 91,0	2005	109 207,0	30 241,9 - 188 172,0	15,0 - 91,0	2005
Croatie	78,1	69,4 - 86,8	20,0 - 40,0	2005	39 062,5	34 722,2 - 43 402,8	60,0 - 80,0	2005
ex-Rép. yougosl. de Macédoine	50,3	37,7 - 62,9		2005	34 596,0	31 450,9 - 37 741,1		2005
Roumanie	113,2			2005	62 901,8	44 031,3 - 62 901,8		2005
Serbie et Monténégro	74,5	62,1 - 87,0		2004	49 683,3	37 262,5 - 62 104,0		2004
Turquie	113,2	100,6 - 125,8		2005	8 177,2	84 917,4 - 94 352,7		2005
Europe occidentale et centrale								
Allemagne (RFA)	79,1		33	2005	46 524,7			2005
(Crack)	76,5			2005				
Andorre	69,2	62,9 - 75,5		2005				
Autriche	97,5	81,8 - 113,2	36,0 (3-95)	2005	62 901,8	50 321,4 - 75 482,1	1,0 - 94,0	2005
Belgique					32 480,4			2004
Chypre	150,7			2005	47 351,2			2005
Danemark	81,8			2005	50 321,4			2005
Espagne	76,0		53,0	2005	41 210,7		75	2005
Estonie	75,5			2005	29 878,4			2005
Finlande	100,6	75,5 - 125,8		2005	56 611,6	50 321,4 - 62 901,8	13,0 - 78,0	2005
France	88,1	75,5 - 100,6	10,0 - 40,0	2005	37 741,1	33 967,0 - 50 321,4	20,0 - 80,0	2005
(Crack)	72,3			2005				

COCAÏNE

Prix de détail, de gros et degré de pureté:
par drogue, région et pays ou territoire

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DETAIL (au gramme)				PRIX DE GROS (au kilogramme)			
	Typique	Fourchette	Pureté	Année	Typique	Fourchette	Pureté	Année
Grèce	110,1	94,4 - 125,8		2005	62 901,8	50 321,4 - 75 482,1	68,0 - 100,0	2005
Hongrie	75,0			2005	46 674,4			2005
(Crack)	63,9	97,0 - 137,4		2005				
Islande	143,3			2005				
Irlande	88,1			2005				
Italie	109,3	96,8 - 121,9		2005	52 287,2	46 861,7 - 57 712,6		2005
Lettonie	80,5	66,3 - 94,7	22,0 - 66,0	2005	66 046,9			2005
Lituanie	65,6	58,3 - 65,6	13,0 - 86,0	2005				
Luxembourg	115,3	25,2 - 151,0	28,0 - 95,0	2004	31 450,9			2005
Malte	107,4			2005	94 902,4			2005
Norvège	157,3	125,8 - 188,7	20,0 - 80,0	2005	66 046,9	44 031,3 - 88 062,5	20,0 - 80,0	2005
Pays-Bas	62,9	50,3 - 75,5		2005	30 821,9	28 934,8 - 32 708,9		2005
Pologne	62,7			2005	37 801,5			2005
(Crack)	94,4	88,1 - 100,6		2005				
Portugal	55,5			2005	36 399,2			2004
République Slovaque	70,0	58,6 - 81,4		2005	40 711,3	24 426,8 - 48 853,6		2005
République tchèque	98,2	65,0 - 130,1	12,0 - 100,0	2005	76 249,6	65 040,5 - 99 762,2	12,0 - 100,0	2005
(base de coca)	85,7			2004	51 293,0			2004
Royaume-Uni	92,5	37,7 - 204,6	1,0 - 99,0	2005	46 226,4	26 415,1 - 66 037,7	7,0 - 94,0	2005
(Crack)	35,9	9,4 - 150,9	6,0 - 99,0	2005	50 943,4	33 962,3 - 67 924,5	48,0 - 89,0	2005
Slovénie	64,2			2005	37 929,8			2005
Suède	100,7	71,9 - 129,5		2005	50 359,7	43 165,5 - 57 554,0		2005
Suisse	93,2	29,7 - 169,5		2005	47 457,6	25 423,7 - 67 796,6	70 (40-99)	2005
Océanie								
Australie	252,1	116,4 - 387,9		2005	162 387,3	130 220,0 - 244 160,0		2004
Nouvelle-Zélande	714,3	500,0 - 857,1	60,0 - 80,0	2005				

3.4.3 Cannabis: prix de gros, prix de détail et degrés de pureté

FEUILLE DE CANNABIS
Prix de détail, de gros et degré de pureté:
par drogue, région et pays ou territoire

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DÉTAIL (au gramme)				PRIX DE GROS (au kilogramme)						
	Typique	Fourchette		Pureté	Année	Typique	Fourchette		Pureté	Année	
Afrique											
<u>Afrique de l'Est</u>											
Érythrée	3,3	3,33 -	4,3	5,0	2005	400,0	400,0 -	466,7		2005	
Kenya	0,2	0,1 -	0,3		2004	96,9	64,6 -	129,2		2004	
Madagascar	0,02	0,02 -	0,1	2,0 -	10,0	2005	15,1	18,9 -	25,2	2,0 -	10,0
Ouganda	0,06	0,09 -	0,1		2005	150,0	100,0 -	200,0		2005	
Rwanda	0,13	0,1 -	0,2		2004						
Seychelles											
<u>Afrique du nord</u>											
Égypte	2,6	1,7 -	3,4		2005	50,0	40,0 -	60,0		2005	
<u>Afrique australe</u>											
Afrique du Sud	0,2	0,2 -	0,3		2004	22,7	15,1 -	30,3		2004	
Malawi	0,07	0,05 -	0,09	35,0 -	50,0	2005	3,8	4,7 -	6,6	70,0 -	90,0
Namibie	0,5	0,3 -	0,8		2005	45,4	53,0 -	68,1		2004	
Swaziland											
Zambie	0,2				2004						
Zimbabwe	0,4	0,3 -	0,5		2005	43,8	32,9 -	54,8		2004	
<u>Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</u>											
Burkina Faso	0,2	0,2 -	0,5	100,0	2005	12,0	15,9 -	19,9		2005	
Cameroun	0,02				2005						
Congo	0,2	0,2 -	0,4	100,0	2004	29,9	23,2 -	29,9		2005	
Gabon	0,4	0,2 -	0,9		2004	185,4				2004	
Ghana	4,0	3,0 -	5,0		2004						
Guinée	0,01				2005	13,5	12,0 -	15,0		2005	
Nigéria	2,20	2,1 -	2,3	100,0	2005	12,1	11,4 -	12,9		2005	
Togo	0,1	0,1 -	0,2		2005	140,0			30,0	2004	
Amériques											
<u>Caraïbes</u>											
Anguilla	12,5	10,0 -	15,0		2005	12 500,0	10 000,0 -	15 000,0		2005	
Bahamas	5,0	5,0 -	10,0		2004	1 800,0	1 800,0 -	2 200,0		2004	
Dominique	32,5	25,0 -	40,0		2005	2 150,0	1 800,0 -	2 500,0		2005	
Grenade	1,8	1,1 -	3,0		2005	295,2	221,4 -	442,7		2005	
Haïti	0,6	0,5 -	0,6		2004	55,0	50,0 -	60,0		2004	
Îles Turques et Caïques	10,0				2005	700,0	600,0 -	900,0		2005	
Jamaïque						99,0	33,0 -	165,0	60,0 -	80,0	
Montserrat	24,0	22,1 -	25,8		2005	295,2	258,3 -	332,0		2005	
République dominicaine	0,6				2005	250,0				2005	
Sainte-Lucie	3,7	3,7 -	5,6		2004	298,5	559,7 -	671,6		2004	
Saint-Vincent-et-lesGrenadines						368,9	295,2 -	442,7		2005	
Trinité-et-Tobago	1,6				2005	325,0	300,0 -	350,0	100,0	2005	
<u>Amérique centrale</u>											
Belize	0,5	0,5 -	2,5	90,0 -	98,0	2005	162,9	125,3 -	200,5	90,0 -	98,0
Costa Rica	0,8	0,5 -	1,1		2005	217,4	173,9 -	260,9		2005	
El Salvador	1,0	1,0 -	1,1		2005	750,0	700,0 -	800,0		2005	
Guatemala	2,6	2,6 -	3,2	100,0	2005	104,8	109,3 -	115,7	100,0	2005	
Honduras	0,3	0,3 -	0,4	90,0 -	95,0	2005	92,6	69,5 -	115,8	2005	
Panama	10,0			100,0	2005	50,0			100,0	2005	
<u>Amérique du Nord</u>											
Canada	8,1	8,1 -	20,2	35,0	2005	3 225,8	2 419,4 -	4 838,7	53,0	2005	
Etats-Unis d'Amérique	15,0	10,0 -	25,0	2,0 -	13,0	2005	10 237,5	975,0 -	19 500,0	4,0 -	13,0
Mexique						79,0			100,0	2005	
<u>Amérique du sud</u>											
Argentine	1,3	1,0 -	1,6		2004	400,0	300,0 -	500,0		2005	
Bolivie	1,2			100,0	2005	145,0			100,0	2005	
Brésil	0,3	0,3 -	0,8	80,0 -	90,0	2005	150,0	100,0 -	180,0	4,0	
Chili	5,2	1,7 -	8,6		2005	689,7	517,2 -	862,1		2005	
Colombie	0,4				2005	40,3				2005	
Equateur	1,0	1,0 -	2,0		2005	450,0	400,0 -	500,0		2005	
Guyana	0,5				2005	440,0	435,0 -	445,0		2005	
Paraguay						30,0				2004	
Uruguay	1,0	0,8 -	1,2	10,0 -	20,0	2005					

FEUILLE DE CANNABIS
Prix de détail, de gros et degré de pureté:
par drogue, région et pays ou territoire

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DETAIL (au gramme)				PRIX DE GROS (au kilogramme)			
	Typique	Fourchette	Pureté	Année	Typique	Fourchette	Pureté	Année
Asie								
<u>Asie centrale et républiques transcaucasiennes</u>								
Arménie	2,5		70,0 - 80,0	2005	1 500,0			2005
Géorgie	3,0	1,0 - 4,0		2004				
Kazakhstan	2,5			2004	244,5	30,0 - 1 000,0		2005
Kirghizistan	0,05	0,03 - 0,06		2005	30,0	20,0 - 40,0		2005
Ouzbékistan								
Tadjikistan				2004	140,0	117,0 - 161,0		2004
<u>Asie de l'Est et du Sud-Est</u>								
Brunéi Darussalam	50,7			2005				
Chine	0,8	0,6 - 1,2		2004				
Chine (RAS de Hong Kong)	7,4	3,0 - 16,8		2005	1 717,8	967,7 - 2 322,6		2005
Chine (RAS de Macao)	12,0	10,0 - 15,0		2005	2 350,0	2 200,0 - 2 500,0		2004
Indonésie	0,2	0,2 - 0,3		2005				
Japon	58,3	19,4 - 116,5		2005	5 145,6	2 427,2 - 7 767,0		2005
Malaisie					585,1	315,0 - 631,0		2005
Myanmar	0,1			2005	120,0	100,0 - 130,0		2005
Philippines	0,5	0,4 - 0,9		2005	453,3	362,7 - 906,6	100,0	2005
Rép. dém. pop. Lao					14,0	14,0 - 16,0		2004
République de Corée	6,1	2,0 - 11,8		2005	980,4			2005
Singapour	20,5			2005	2 024,6	1 840,5 - 2 208,6		2005
Thaïlande	0,4	0,2 - 0,5		2005				
<u>Proche et Moyen-Orient/Asie du Sud-Ouest</u>								
Israël	3,0			2005	180,0	80,0 - 400,0		2005
<u>Asie du Sud</u>								
Bangladesh	0,3	0,2 - 0,3	6,0 - 8,0	2005	120,0	100,0 - 140,0	6,0 - 8,0	2005
Inde					46,1	34,6 - 115,3		2005
Sri Lanka	0,015	0,01 - 0,02		2005				
Europe								
<u>Europe de l'Est</u>								
Bélarus	3,0	1,0 - 7,5		2005	1 400,0	550,0 - 2 000,0		2005
Fédération de Russie	4,0	0,3 - 7,5	1,0 - 3,0	2005	1 940,0	3 490,4 - 8 586,4	1,0 - 3,0	2005
République de Moldova	1,6	1,2 - 2,4		2005				
<u>Europe du Sud-Est</u>								
Albanie	1,0	1,0 - 1,5		2005	115,0	100,0 - 130,0		2005
Bulgarie	1,0	0,9 - 1,2		2004				
Croatie	3,5	2,6 - 6,1		2005	564,2	520,8 - 607,6		2005
ex-Rép. yougosl. de Macédoie	1,6	1,3 - 1,9		2005	471,8	314,5 - 629,0		2005
Roumanie	8,8	6,3 - 12,6		2005	881,0			2005
Serbie et Monténégro	4,3	2,5 - 6,2		2004	105,6	87,0 - 124,2		2004
Turquie	7,6	2,5 - 5,0		2005	440,3	377,4 - 503,2		2005
<u>Europe occidentale et centrale</u>								
Allemagne	9,1		11,0	2005	4 289,9			2005
Andorre	7,6			2005				
Autriche	4,4	3,8 - 5,0	27,0	2005	1 069,3	880,6 - 1 258,0	19,0	2005
Belgique	6,2			2004	2 670,5			2004
Chypre	10,8			2005	3 228,1			2005
Espagne	3,5			2005	2 059,4			2005
Estonie	10,1			2005	2 830,6			2005
Finlande	22,0	18,9 - 25,2	3,2 (0,1-14)	2005	11 322,3		14,0	2005
France	7,6	6,3 - 8,8		2005	3 145,1	2 641,9 - 5 032,1	2,0 - 16,0	2005
Grèce	2,8	1,9 - 3,8		2005	629,0	377,4 - 880,6		2005
Hongrie	11,0	10,6 - 11,5	6,00	2005	2 780,3			2005
Irlande	3,7	2,5 - 5,0		2005				
Islande								
Italie	7,8	6,4 - 7,8		2005	1 410,5	1 155,0 - 1 666,0		2005
Lettonie	18,9			2005	5 681,8			2005
Liechtenstein	6,8	5,1 - 8,5		2005				
Lituanie	10,9	5,5 - 14,6		2005				
Luxembourg	9,2		1,0 - 22,0	2005	4 403,1	3 774,1 - 5 032,1		2005
Malte	2,3			2005	1 100,0	1 000,0 - 1 200,0	10,0	2005
Pays-Bas	9,8	4,4 - 15,1		2005	3 270,9	2 641,9 - 3 899,9		2005

FEUILLE DE CANNABIS
Prix de détail, de gros et degré de pureté:
par drogue, région et pays ou territoire

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DETAIL (au gramme)				PRIX DE GROS (au kilogramme)			
	Typique	Fourchette	Pureté	Année	Typique	Fourchette	Pureté	Année
Pologne	7,9	3,2 - 12,6		2005	2 753,8			2005
Portugal	4,0			2005	930,3			2004
République Slovaque	6,5	3,3 - 9,8	32,0	2005	2 442,7	1 628,5 - 3 256,9		2005
République tchèque	7,3	0,9 - 15,2	21,0	2005	4 428,3	880,6 - 10 819,1	11,0	2005
Royaume-Uni	5,0			2005	2 743,8	943,4 - 4 717,0		2005
Slovénie	6,9			2005	1 346,1			2005
Suède	11,5	8,6 - 14,4		2005				
Suisse	6,4	3,4 - 17,0	1,0 - 25,0	2005	4 661,0	2 118,6 - 8 474,6		2005
Océanie								
Australie	26,2	15,5 - 31,0		2005	5 042,7	3 879,0 - 6 206,4		2004
Îles Marshall					575,0	500,0 - 650,0		2004
Nouvelle-Zélande	16,1	14,3 - 17,9		2005	6 071,4	5 000,0 - 7 142,9	3,0	2005

HUILE DE CANNABIS

Prix de détail, de gros et degré de pureté:
par drogue, région et pays ou territoire

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DETAIL (au gramme)				PRIX DE GROS (au kilogramme)			
	Typique	Fourchette	Pureté	Année	Typique	Fourchette	Pureté	Année
Amériques								
<u>Caraiïbes</u>								
Anguilla	12,5	10,0 - 15,0		2005	12 500,0	10 000,0 - 15 000,0		2005
Bahamas	35,0	20,0 - 50,0		2004	4 000,0	3 000,0 - 5 000,0		2004
<u>Amérique du Nord</u>								
Canada	20,2	16,1 - 40,3	49,0 - 63,0	2005	6 451,6	6 451,6 - 9 677,4	49,0 - 63,0	2005
Asie								
<u>Asie de l'Est et du Sud-Est</u>								
Philippines					3 989,1			2005
<u>Asie du Sud</u>								
Maldives	11,6	9,3 - 14,0		2005	7 762,9	6 210,3 - 11 644,3		2005
Europe								
<u>Europe du Sud-Est</u>								
Albanie					1 250,0	1 000,0 - 1 500,0		2005
<u>Europe occidentale et centrale</u>								
Espagne	13,2			2005	2 724,9			2005
Océanie								
Nouvelle-Zélande	89,3	35,7 - 142,9		2005	89 285,7	35 714,3 - 142 857,1		2005

RÉSINE DE CANNABIS
Prix de détail, de gros et degré de pureté:
par drogue, région et pays ou territoire

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DETAIL (au gramme)				PRIX DE GROS (au kilogramme)					
	Typique	Fourchette		Pureté	Année	Typique	Fourchette		Pureté	Année
Afrique										
<u>Afrique de l'Est</u>										
Érythrée	6,7	6,7 -	10,0	2,0 - 10,0	2005	666,7	666,7 -	800,0		2005
Kenya	0,9	0,8 -	1,0		2004					
Madagascar	0,3	0,1 -	0,4		2004	125,8	88,1 -	188,7		2005
<u>Afrique du nord</u>										
Égypte	2,6	1,7 -	3,4		2005	2 740,0	1 370,0 -	4 110,0		2005
Jamahiriya arabe libyenne	15,4	6,9	24,0		2005	1 378,0	1 181,1 -	1 574,8		2005
<u>Afrique australe</u>										
Afrique du Sud	7,8				2004					
Zambie	0,4				2004					
<u>Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</u>										
Congo	0,3	0,3 -	0,5		2004	27,8	37,1 -	46,4		2004
Amériques										
<u>Caraïbes</u>										
Bahamas	20,0	20,0 -	50,0		2004					
Îles Turques et Caïques	15,0				2004	800,0	600,0 -	900,0		2004
<u>Amérique du Nord</u>										
Canada	8,1	8,1 -	20,2	1,0 - 83,0	2005	8 064,5	7 258,1 -	9 677,4	1,0 - 83,0	2005
<u>Amérique du sud</u>										
Brazil	2,0	1,5 -	3,0		2005					
Colombie	1,9				2004					
Asie										
<u>Asie centrale et républiques transcaucasiennes</u>										
Arménie	15,0			70,0 - 80,0	2005	10 000,0			85,0	2005
Géorgie	5,0	3,0 -	10,0		2004					
Kazakhstan	3,5	1,5 -	7,2		2004	3 568,8	300,0 -	25 000,0		2005
Kirghizistan	1,3	1,0 -	1,5		2005	1 800,0	1 250,0 -	2 500,0		2005
Ouzbékistan										
Tadjikistan	2,0	1,0 -	3,0		2005	400,0	150,0 -	800,0		2005
<u>Asie de l'Est et du Sud-Est</u>										
Chine (RAS de Hong Kong)	12,0	5,4 -	17,2		2005	1 774,2	1 290,3 -	1 935,5		2005
Chine (RAS de Macao)	12,0	10,0 -	15,0		2005					
Indonésie	7,3	6,5 -	8,1		2005					
Japon	55,7	27,8 -	139,2		2004	5 825,2				2005
Philippines	0,5	0,4	0,5		2005	453,3	362,7 -	544,0	100,0	2005
République de Corée	39,2	29,4 -	49,0		2005					
<u>Proche et Moyen-Orient/Asie du Sud-Ouest</u>										
Afghanistan	0,05	0,04	0,1		2005	47,0	37,0 -	57,0		2005
Bahreïn	106,07	79,55 -	132,6		2005	3 712,5	3 182,2 -	3 977,7		2005
Iran (République islamique d')	0,5				2005	316,0				2005
Israël	6,0	3,0 -	10,0		2004	2 000,0	1 500,0 -	3 000,0		2005
Jordanie	0,6	0,4 -	0,8		2005	702,3	561,8 -	842,7		2005
Liban	9,0	8,0 -	10,0	70,0 - 90,0	2005	300,0	200,0 -	400,0		2005
Oman	26,0				2005	2 075,8				2005
Pakistan	0,1				2005	92,9	80,5 -	105,3		2005
République arabe syrienne	1,0	0,8 -	1,2	70,0 - 95,0	2005	800,0	600,0 -	1 000,0	70,0 - 90,0	2005
United Arab Emirates	85,0	80,0 -	90,0		2005	1 850,0	1 500,0 -	2 200,0		2005
<u>Asie du Sud</u>										
Bangladesh	1,2	1,0 -	1,4	7,0 - 10,0	2005	1 000,0	800,0 -	1 200,0	7,0 - 10,0	2005
Inde						345,8	276,6 -	691,6		2005

RÉSINE DE CANNABIS
Prix de détail, de gros et degré de pureté:
par drogue, région et pays ou territoire

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DETAIL (au gramme)				PRIX DE GROS (au kilogramme)					
	Typique	Fourchette		Pureté	Année	Typique	Fourchette		Pureté	Année
Europe										
<u>Europe de l'Est</u>										
Bélarus	14,0	10,0 -	17,5		2005	10 500,0	900,0 -	12 500,0		2005
Fédération de Russie	12,1	1,1 -	29,7		2005	6 821,0	1 361,3 -	20 942,4		2005
République de Moldova	5,6	4,8 -	6,4		2005					
<u>Europe du Sud-Est</u>										
Albanie						275,0	250,0 -	300,0		2005
ex-Rép. yougosl.de Macédoine	2,8	1,9 -	3,8		2005	817,7	629,0 -	1 006,4		2005
Roumanie	7,6	5,0 -	7,6		2005	3 145,1	2 012,9 -	3 145,1		2005
Serbie et Monténégro	15,5	12,4 -	18,6		2004					
Turquie	6,3	8,8 -	7,6		2005	1 320,9	1 132,2 -	1 509,6		2005
<u>Europe occidentale et centrale</u>										
Allemagne (RFA)	7,9				2005	2 854,5				2005
Autriche	9,5	8,8 -	10,1	1,0 - 38,0	2005	2 830,6	2 516,1 -	3 145,1		2005
Belgique	6,8				2004	2 422,1				2004
Chypre	12,9				2005	4 305,0				2005
Danemark	7,0	4,4 -	19,3		2005	3 270,9				2005
Espagne	5,4				2005	1 631,7				2005
Estonie	12,0				2005	2 830,6				2005
Finlande	11,3	7,6 -	15,1		2005	3 459,6	2 516,1 -	4 403,1		2005
France	6,3	5,0 -	7,6		2005	1 887,1	1 635,5 -	2 516,1	6,0 - 16,0	2005
Grèce	6,3	5,0 -	7,6		2005	1 824,2	1 132,2 -	2 516,1		2005
Hongrie	11,9	11,7 -	12,0	6,0	2005	2 590,3				2005
Irlande	8,8	7,5 -	12,6		2005					
Islande	25,5				2004					
Italie	9,2	8,3 -	10,2		2005	2 624,0	2 105,5 -	3 041,9		2005
Lettonie	18,9	13,3 -	22,7		2005	3 984,2				2005
Liechtenstein	8,5	6,8 -	10,2		2005					
Lituanie	8,0	5,5 -	10,9		2005	3 899,9	3 170,3 -	4 629,6		2005
Luxembourg	9,2				2005	5 032,1				2005
Malte	10,2				2005	3 000,0	3 000,0 -	3 400,0	7,0 - 10,0	2005
Monaco	2,5				2005					
Norvège	25,2	18,9 -	31,5		2005	3 774,2	2 138,7 -	5 409,6		2005
Pays-Bas	9,8	4,4 -	15,1		2005					
Pologne	11,0	7,9 -	14,2		2005	2 701,5				2004
Portugal	2,5				2005	2 895,3				2004
République Slovaque	14,7	9,8 -	19,5	3,0 - 29,0	2005	4 071,1	3 256,9 -	4 885,4		2005
République tchèque	10,7	6,5 -	21,6	4,0 - 17,0	2005	6 164,4	2 138,7 -	10 819,1		2005
Royaume-Uni	3,7	1,7 -	13,3		2005	2 743,8				2005
Slovénie	12,6				2005	4 630,8	3 931,4 -	4 717,6		2005
Suède	11,5	8,6 -	14,4		2005	4 316,6	2 877,7 -	5 755,4		2005
Suisse	8,5	3,4 -	17,0	9,0 - 28,0	2005	4 830,5	1 694,9 -	8 474,6		2005
Océanie										
Australie	18,5	19,4 -	38,8		2005					
Nouvelle-Zélande	24,8				2004					

3.4.3 Stimulants de type amphétamine: prix de gros, prix de la rue et degrés de pureté

AMPHÉTAMINE

Prix de détail, de gros et degré de pureté: par drogue, région et pays ou territoire

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DETAIL (au *)				PRIX DE GROS (au **)			
	Typique	Fourchette	Pureté	Année	Typique	Fourchette	Pureté	Année
Amériques								
<u>Amérique du sud</u>								
Chili	6,9	5,2 - 8,6		2005				
Asie								
<u>Proche et Moyen-Orient/Asie du Sud-Ouest</u>								
Bahreïn	2,7	2,1 - 3,9		2005				
Iran (République islamique d)	9,7			2005				
Jordan					3 667,0			2005
Oman	26,0		70,0	2005	8 426,6	7 022,2 - 9 831,1		2005
Qatar					25 947,7			2005
République arabe syrienne	12,0	10,0 - 14,0		2005				
<u>Asie de l'Est et du Sud-Est</u>								
Indonésie	2,0	1,8 - 2,3		2005				
<u>Asie du Sud</u>								
Maldives	77,6	77,6 - 232,9		2005	54 340,2	38 814,5 - 77 628,9		2005
Europe								
<u>Europe de l'Est</u>								
Biélorus	29,0	20,0 - 43,0		2005	13 000,0	7 500,0 - 25 000,0		2005
République de Moldova	25,1	21,0 - 29,3		2004	25 000,0	20 000,0 - 30 000,0		2005
<u>Europe du Sud-Est</u>								
Bulgarie	7,5	3,1 - 12,4	30 (10-73)	2004				
Croatie	26,0	17,4 - 34,7		2005	10 416,7	8 680,6 - 12 152,8		2005
Roumanie	9,4			2005	6 290,2			2005
Serbie et Monténégro	5,0	3,7 - 6,2		2004				
<u>Europe occidentale et centrale</u>								
Allemagne (RFA)	14,8			2004	6 470,1			2005
Autriche	25,2	18,9 - 31,5	1,0 - 100,0	2005	15 725,5	12 580,4 - 18 870,5	1,0 - 94,0	2005
Belgique	8,7			2004	2 670,5			2004
Chypre	17,0			2004	7 416,5			2004
Danemark	21,1	14,1 - 52,7		2005	10 064,3			2005
Espagne	30,3			2005	22 497,5			2005
Estonie	6,0			2005				
Finlande	21,4			2005	2 830,6			2005
France	25,2	18,9 - 31,5		2005	8 806,3	5 032,1 - 12 580,4	42,0 (0.1-93,0)	2005
Grèce	17,0	8,8 - 25,2		2004	2 516,1	1 258,0 - 3 774,1		2005
Hongrie	7,6	6,3 - 8,8		2005	3 396,7	3 019,3 - 3 774,1	1,0 - 5,0	2005
Irlande	15,1	14,7 - 15,5	1,0 - 54,0	2005	5 893,9			2005
Islande	18,9			2005				
Italie	55,2	21,7 - 23,9		2005	6 080,5	5 870,9 - 6 290,2		2005
Lettonie	19,0	15,2 - 22,7	2,0 - 76,0	2005	3 787,9			2005
Liechtenstein	10,2	8,5 - 11,9		2005				
Lituanie	8,7	5,5 - 14,6	76,0	2005	2 516,1	2 516,1 - 2 880,9	32 (0.42-76.5)	2005
Luxembourg	6,3			2005				
Norvège	78,6	31,0 - 124,2	20,0 - 80,0	2005	11 322,4	8 806,3 - 13 838,4	20,0 - 80,0	2005
Pays-Bas	12,6	6,3 - 18,9		2005				
Pologne	9,4	6,3 - 15,7	10,0	80,0	2005			2005
Portugal	3,1			2004	3 231,0			2004
Slovénie	5,0			2005	1 863,1			2005
Suède	5,0			2005	4 352,8			2005
Suisse	34,5	11,5 - 57,6		2005	10 071,9	5 755,4 - 14 388,5		2005
République tchèque	25,4	10,2 - 42,4		2005				
Royaume-Uni	40,9	26,0 - 43,4	3,0 - 75,0	2005	21 638,2	21 638,2 - 34 696,6		2005
	18,9	5,7 - 75,5	1,0 - 73,0	2005	3 584,9	1 509,4 - 5 660,4	4,0 - 74,0	2005
Océanie								
Australie	209,5	31,0 - 387,9		2005	5 042,7	3 879,0 - 6 206,4		2004

(*) Au gramme sauf indication contraire

(**) Au kilogramme sauf indication contraire

D : A la dose

C : Au comprimé

MD : En milliers de doses

MC : En milliers de comprimés

MÉTHAMPHÉTAMINE

Prix de détail, de gros et degré de pureté:
par drogue, région et pays ou territoire

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DETAIL (au *)				PRIX DE GROS (au **)			
	Typique	Fourchette	Pureté	Année	Typique	Fourchette	Pureté	Année
Afrique								
<u>Afrique australe</u>								
Afrique du Sud	7,1			2004	71,2			2004
Amériques								
<u>Amérique du Nord</u>								
Canada	74,7	74,7 - 149,5	84,0	2004	11 290,3	7 661,3 - 14 516,1	2,0 - 100,0	2005
Etats-Unis d'Amérique	160,0	20,0 - 300,0	73,0	2005				
Asie								
<u>Asie de l'Est et du Sud-Est</u>								
Brunéi Darussalam	361,9			2005				
Cambodge	1,6	1,0 - 5,0		2005	C			
Chine	6,0	2,4 - 9,7	20,0	2004	C	6 650,0	6 000,0 - 12 000,0	2005
Chine (RAS de Hong Kong)	45,2	33,9 - 53,0	93,0 - 99,0	2005		13 602,2	5 161,3 - 32 903,2	2005
Chine (RAS de Macao)	18,0	12,0 - 25,0		2005				
Indonésie	44,4	40,3 - 48,4		2005				
	10,0	9,5 - 11,6		2005	C			
Japon	485,4	97,1 - 970,9		2005		32 038,8	11 650,5 - 53 398,1	2005
Malaisie	5,3			2005	C	20 394,3	15 789,0 - 21 052,6	2005
Myanmar	0,9	0,8 - 2,8		2005				
	2,0	1,8 - 2,2		2005	C			
Philippines	36,3	36,3 - 90,7		2005				
Rép. dém. pop. Lao	1,0	0,9 - 1,1		2005	C	4 000,0	3 000,0 - 5 000,0	27,0
République de Corée	902,0	588,2 - 980,4	56,0	2005		12 745,1	26,0 - 99,0	2005
Singapour	107,4	92,0 - 122,7	80,0	2005		105 828,3	101 227,0 - 110 429,5	2005
	6,0	5,8 - 6,1	3,0	2005	C			
Thaïlande	84,7	78,2 - 91,2		2005				
	8,0	6,0 - 8,6		2005	C			
<u>Proche et Moyen-Orient/Asie du Sud-Ouest</u>								
Bahreïn	424,3	397,8 - 450,8		2005		39 777,3	26 518,2 - 53 036,3	2005
Europe								
<u>Europe de l'Est</u>								
Bélarus	33,0	20,0 - 43,0		2005		14 000,0	7 500,0 - 25 000,0	2005
République de Moldova	4,0	3,6 - 4,8		2005		4 500,0	4 000,0 - 5 500,0	2005
<u>Europe occidentale et centrale</u>								
Espagne	30,5			2005	MD	22 367,9		2005
France						2 484,2	1 242,1 - 3 726,3	2004
Lettonie	19,0	15,2 - 22,7	14,0 - 84,0	2005		3 787,9		2005
Liechtenstein	8,5	6,8 - 10,2		2005				
Lituanie	10,9	7,3 - 14,6	67,0	2005		2 516,1	2 000,3 - 3 849,6	29 (0.19-66.5)
Norvège	78,7	31,5 - 125,8	10,0 - 80,0	2005		11 322,4	8 806,3 - 13 838,4	10,0 - 80,0
République Slovaque	65,1	48,9 - 81,4	4,0 - 89,0	2005				
République tchèque	44,0	17,4 - 86,8	3,0 - 86,0	2005		30 922,5	12 957,8 - 43 402,2	67,0 - 78,0
Royaume-Uni			39.8 (1 - 70)	2004				
Suède	34,5	11,5 - 57,6		2005		10 071,9	5 755,4 - 14 388,5	2005
Suisse								
Océanie								
Australie	188,8	66,0 - 295,0	33 (0.3 - 88)	2004		84 500,0	44 313,0 - 118 168,0	38 (3.7 - 77)
Nouvelle-Zélande	424,8	65,4 - 784,3		2004		253 605,0	230 550,0 - 276 660,0	2004

(*) Au gramme sauf indication contraire

(**) Au kilogramme sauf indication contraire

D : A la dose

C : Au comprimé

MD : En milliers de doses

MC : En milliers de comprimés

ECSTASY
Prix de détail, de gros et degré de pureté:
par drogue, région et pays ou territoire

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DETAIL (par comprimé)				PRIX DE GROS (en millier de comprimés)			
	Typique	Fourchette	Pureté	Année	Typique	Fourchette	Pureté	Année
Afrique								
<u>Afrique du nord</u>								
Égypte	18,8	12,0 - 25,7		2005	10 274,0	6 849,3 - 13 698,6		2005
<u>Afrique australe</u>								
Afrique du Sud	14,6			2004				
Namibie	20,3	10,1 - 20,3		2005	18 165,3			2004
Zimbabwe	19,7	17,5 - 21,9		2004				
<u>Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</u>								
Ghana	6,0	5,0 - 7,0		2004				
Amériques								
<u>Caraïbes</u>								
Jamaïque					20 000,0	15 000,0 - 25 000,0		2004
République dominicaine	16,0			2005	16 000,0			2005
<u>Amérique centrale</u>								
Costa Rica	16,3	10,9 - 21,7		2005				
<u>Amérique du Nord</u>								
Canada	8,1	4,0 - 16,1		2005	40 322,6	38 709,7 - 48 387,1	68,0 87,0	2005
Etats-Unis d'Amérique	25,0	20,0 - 30,0		2004	10 000,0	5 000,0 - 13 000,0		2004
<u>Amérique du sud</u>								
Argentine					4 666,0			2004
Brésil	12,0	7,0 - 25,0		2005	15 000,0	10 000,0 - 30 000,0		2004
Chili	18,4	12,1 - 34,5		2005	17 241,4			2005
Colombie	22,6			2005				
Equateur	20,0	20,0 - 30,0		2005	20 000,0	20 000,0 - 30 000,0		2005
Uruguay					20 000,0	15 000,0 - 25 000,0		2004
Asie								
<u>Asie de l'Est et du Sud-Est</u>								
Brunéi Darussalam	102,0			2004				
Cambodia	5,0	5,0 - 15,0		2005				
Chine	4,5	2,5 - 12,0		2005				
Chine (RAS de Hong Kong)	10,7	5,9 - 14,2		2005	3 354,8	1 548,4 - 5 806,5		2005
Chine (RAS de Macao)	22,0	18,0 - 31,0		2005				
Indonésie	9,7	8,6 - 10,8		2005				
Japon	58,3	29,1 - 58,3		2005				
Malaisie	19,0	9,2 - 21,0		2005				
Philippines	21,8			2005	21 758,8			2005
République de Corée	34,3	29,4 - 39,2		2005	1 960,8			2005
Singapour	16,9	15,3 - 18,4		2005	9 662,6	8 895,7 - 10 429,5		2005
Thaïlande	18,3	15,6 - 20,9		2005				
Viet Nam	32,5	20,0 - 45,0		2005				
<u>Proche et Moyen-Orient/Asie du Sud-Ouest</u>								
Iran (République islamique d')	6,2			2005				
Israël	10,0	7,0 - 15,0		2005	6 000,0	4 500,0 - 11 000,0		2005
Europe								
<u>Europe de l'Est</u>								
Bélarus	10,0	9,0 - 17,5		2005	5 500,0	5 000,0 - 9 000,0		2005
Fédération de Russie	29,2	9,6 - 62,8	18,0 - 40,0	2005	16 509,0	3 490,0 - 31 414,0		2005
République de Moldova	12,0	2,4 - 20,0		2005	15 000,0	5 000,0 - 30 000,0		2005
<u>Europe du Sud-Est</u>								
Bulgarie	6,2	4,4 - 12,4	45,0	2004				
Croatie	6,9	5,2 - 8,7		2005	6 076,4	3 472,2 - 8 580,6		2005
ex-Rép. yougosl. de Macédo	11,3	10,1 - 12,6		2005	4 403,1	2 516,1 - 6 290,2		2005
Roumanie	18,9	16,4 - 18,9		2005	5 032,1	3 774,1 - 5 032,1		2005
Serbie et Monténégro	9,3	6,2 - 12,4		2004				
Turquie	7,6	6,3 - 8,8		2005	3 145,1	2 516,1 - 3 774,1		2005

ECSTASY

Prix de détail, de gros et degré de pureté:
par drogue, région et pays ou territoire

(Les prix sont exprimés en dollars des EU ou en équivalent converti, les degrés de pureté en pourcentage)

Région / pays ou territoire	PRIX DE DETAIL (par comprimé)				PRIX DE GROS (en millier de comprimés)			
	Typique	Fourchette	Pureté	Année	Typique	Fourchette	Pureté	Année
Europe occidentale et centrale								
Allemagne (RFA)	8,8			2005	2 768,9			2005
Andorra	6,3	3,8 - 7,6		2005				
Autriche	15,7	12,6 - 18,9	1,0 - 100,0	2005	7 862,7	6 290,2 - 9 435,3	2,0 - 100,0	2005
Belgique	6,8			2004	1 428,4			2004
Chypre	15,1			2005	6 457,5			2005
Danemark	8,8	6,2 - 17,6		2005	4 393,7	1 747,5 - 4 393,7		2005
Espagne	12,4			2005				
Estonie	7,9			2005	1 572,5			2005
Finlande	20,1	15,1 - 25,2		2005	5 589,4	4 968,3 - 6 210,4		2004
France	8,8	6,3 - 11,3		2005	2 201,6	1 258,0 - 3 145,1		2005
Grèce	18,9	12,6 - 25,2		2005				
Hongrie	6,3	6,2 - 6,4	10,0 - 50,0	2005	1 510,9			2005
Islande	24,6			2005				
Irlande	12,6			2005				
Italie	24,2	21,3 - 27,1		2005	4 696,1	4 226,0 - 5 171,4		2005
Lettonie	7,6	5,7 - 9,5	8,0 - 94,0	2005	3 314,4	1 893,9 - 4 734,9		2005
Liechtenstein	12,7	8,5 - 17,0		2005				
Lituanie	4,1			2005	1 383,8	1 258,0 - 1 446,7	4,0 - 58,0	2005
Luxembourg	6,3			2005				
Malte	15,3			2005	20 000,0	18 000,0 - 22 000,0		2005
Norvège	44,0			2005	11 951,3	11 322,3 - 12 580,4	20,0 - 50,0	2005
Pays-Bas	4,4	2,5 - 6,3		2005	754,8	251,6 - 1 006,4		2005
Pologne	3,2	2,5 - 4,7		2005	1 989,0			2005
Portugal	5,0			2005	3 957,9	2 326,4 - 5 589,4		2004
République Slovaque	8,1	6,5 - 9,8	5,0 - 49,0	2005	5 178,1			2005
République tchèque	9,2	3,5 - 21,6	84,0	2005	4 906,3	1 736,1 - 8 680,5		2005
Royaume-Uni	7,5	0,5 - 37,7	3,0 - 93,0	2005	1 829,2			2005
Slovénie	6,3			2005	1 887,1			2005
Suède	14,4	7,2 - 21,6		2005	4 028,8	2 158,3 - 5 755,4		2005
Suisse	17,0	8,5 - 33,9	23,0 - 52,0	2005				
Océanie								
Australie	31,5	18,0 - 60,0	31 (1.5 - 90.6)	2004	16 851,0	11 078,0 - 30 000,0	46 (3.7 - 77.1)	2004
Nouvelle-Zélande	53,6	42,9 - 64,3		2005				

3.5 Consommation

3.5.1 Prévalence annuelle

3.5.1.1 Opiacés

OPIACÉS	
Prévalence annuelle de l'abus, en pourcentage de la population âgée de 15 à 64 ans (sauf indication contraire)	
EUROPE	
Europe occidentale et centrale	
Estonie, 2004	1,5
Luxembourg, 2000	0,9
Lettonie (Riga), 2003	0,9
Royaume-Uni, 2004	0,9
Italie, 2005	0,8
Portugal, 2000	0,7
Lituanie** 2002-2004	0,6
Suisse, 2000	0,6
Malte, 2004	0,6
Irlande, 2001	0,6
Danemark, 2001	0,5
Slovénie, 2001	0,5
Autriche, 2002	0,5
France, 1999	0,4
Belgique, 1997	0,4
Norvège, 1997	0,4
Islande, 2005	0,4
Hongrie (18-54), 2003	0,3
Slovaquie, 2004	0,3
Pays-Bas, 2001	0,3
Grèce, 2004	0,3
Espagne, 2002	0,2
Allemagne, 2004	0,2
Liechtenstein*, 2005	0,2
Pologne, 2003	0,2
Chypre, 2004	0,2
Suède, 2003	0,1
Rép. tchèque, 2004	0,1
Finlande, 2004	0,1
Europe du Sud-Est	
Albanie*, 2000	0,5
Bulgarie, 2001	0,5
Ex-Rép. yougo. de Macédoine,	0,5
Croatie, 2005	0,3
Roumanie, 2004	0,2
Turquie, 2003	0,05
Europe de l'Est	
Fédération de Russie*, 2004	2,0
Ukraine*, 2002	0,8
Bélarus*, 2003	0,4
Rép. de Moldova, 2000	0,07
AMÉRIQUES	
Amérique centrale	
El Salvador*, 2004	0,3
Guatemala*	0,2
Panama**	0,2
Costa Rica**	0,1
Honduras, 2005	0,04
Amérique du Nord	
États-Unis, 2000	0,6
Canada, 2005	0,3
Mexique, 2002	0,1
Amérique du Sud	
Brésil (12-65), 2005	0,5
Guyana*, 2002	0,3
Argentine*, 2005	0,2
Chili, 2004	0,2
Uruguay*, 2003	0,2
Venezuela*, 2003	0,1
Colombie*, 2004	0,1
Équateur*, 2005	0,09
Suriname*, 2002	0,08
Bolivie*, 2004	0,07
Caraïbes	
Bahamas*, 2003	0,2
Barbade*, 2002	0,2
Rép. dominicaine*, 2001	0,1
Jamaïque*, 2001	0,1
Trinité-et-Tobago*, 2002	0,09
Îles Turques et Caïques*, 2002	0,07
Antigua, Barbuda (îles Sous-le-Vent), 2000	0,05
OCÉANIE	
Australie, 2004	0,5
Nouvelle-Zélande, 2001	0,5
AFRIQUE	
Afrique de l'Est	
Maurice, 2001	2,0
Kenya, 2004	0,2
Somalie, 2004	0,2
Rwanda, 2004	0,1
Éthiopie**	0,05
Ouganda, 2004	0,05
Rép. unie de Tanzanie, 1998	0,02
Afrique du Nord	
Égypte*, 2004	0,2
Algérie*, 2004	0,1
Jamahiriya arabe libyenne*, 2004	0,1
Maroc, 2004	0,02
Tunisie, 2003	0,03

OPIACÉS

Prévalence annuelle de l'abus, en pourcentage de la population âgée de 15 à 64 ans
(sauf indication contraire)

Afrique australe		Moyen-Orient et Asie du Sud-Ouest	
Afrique du Sud*, 2005	0,4	Rép. islamique d'Iran, 1999	2,8
Zambie*, 2003	0,4	Afghanistan*, 2005	1,4
Rép. dém. du Congo, 2004	0,2	Pakistan, 2007	0,7
Swaziland, 2004	0,2	Israël (18-40), 2005	0,5
Zimbabwe, 2004	0,04	Bahréïn, 1998	0,3
Namibie, 2000	0,03	Jordanie*, 2001	0,2
		Koweït*, 2004	0,2
		Liban, 2003	0,2
		Oman, 1999	0,09
		Yémen**, 1999	0,09
		Rép. arabe syrienne*, 2005	0,02
		Émirats arabes unis*, 2004	0,02
		Qatar, 1996	0,01
		Arabie Saoudite, 2000	0,01
		Asie du Sud	
		Bangladesh*, 2003/4	0,4
		Inde, 2001	0,4
		Népal, 1996	0,3
		Sri Lanka*, 2004	0,3
		Maldives**, 2001	0,2
ASIE			
Asie centrale et pays transcaucasiens			
Kazakhstan, 2006	1,0		
Kirghizistan, 2006	0,8		
Ouzbékistan, 2006	0,8		
Georgie, 2000	0,6		
Tadjikistan, 2006	0,5		
Arménie, 2005	0,3		
Turkménistan**, 1998	0,3		
Azerbaïdjan	0,2		
Asie de l'Est et du Sud-Est			
RAS de Macao (Chine), 2003	1,1		
Rép. dém. pop. lao, 2006	0,6		
Myanmar, 2006	0,6		
	0,3		
Viet Nam, 2005	0,3		
Chine, 2003	0,2		
RAS de Hong Kong (Chine), 2005	0,2		
Indonésie, 2005	0,2		
Malaisie*, 2000	0,2		
Thaïlande, 2006	0,1		
Japon*, 2003	0,06		
Cambodge, 2004	0,03		
Brunéï Darussalam, 1998	0,01		
Singapour*, 2004	0,01		

^{a/} prévalence au cours la vie (15+)

* Estimations de l'ONUDC fondées sur des études locales, des études sur des groupes de population spéciaux et/ou des évaluations des services de répression.

** Premières estimations.

Sources: Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports des Gouvernements; Département d'État des États-Unis; Centre européen des drogues et des toxicomanies (OEDT); Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP).

3.5.1.2 Cocaïne

COCAÏNE	
Prévalence annuelle de l'abus, en pourcentage de la population âgée de 15 à 64 ans	
(sauf indication contraire)	
AMÉRIQUES	
Amérique du Nord	
États-Unis, 2005	2,80
Canada, 2004	2,25
Mexique (16-25), 2002	0,35
Amérique du Sud	
Bolivie (12-50), 2005a	1,90
Chili, 2004	1,76
Équateur*, 2005	1,20
Venezuela*, 2003	1,10
Colombie (18-65), 2004	0,80
Brésil (12-65), 2001	0,70
Pérou (12-64), 2003	0,70
Suriname*, 2002	0,50
Argentine, 2004	0,30
Paraguay, 2004	0,30
Uruguay, 2001	0,30
Amérique centrale	
Guatemala*, 2003	1,20
Panama (12-65), 2003	1,20
Nicaragua*, 2003	0,95
Honduras (12-35), 2005	0,87
Belize*, 2002	0,70
El Salvador, 2005	0,50
Costa Rica, 2001	0,40
Caraïbes	
Aruba*, 1997	1,30
Sainte-Lucie*, 2002	1,00
Barbade*, 2002	0,95
Rép. dominicaine* (12 à 70), 2000	0,90
St Vincent et Grenadines*, 2002	0,90
Jamaïque*, 2001	0,90
Bahamas*, 2001	0,80
St Vincent et Grenadines*, 2002	0,70
Îles Turques et Caïques*, 2002	0,70
les îles Caïmans*, 2000	0,61
Haïti*, 2000	0,30
Antigua, Barbuda (îles Sous-le-Vent), 2000	0,11
EUROPE	
Europe occidentale et centrale	
Espagne, 2005	3,00
Angleterre et pays de Galles (16-59), 2005/6	2,40
Italie, 2005	2,10
Écosse (16-59), 2004	1,50
Islande, 2003	1,10
Irlande, 2003	1,10
Pays-Bas, 2001	1,10
Irlande du Nord (16-59), 2004	1,10
Suisse*, 2003	1,10
Allemagne (18-59), 2003	1,00
Autriche, 2004	0,90
Belgique, 2004	0,90
Luxembourg*, 2003	0,90
Danemark (16-64), 2000	0,80
Liechtenstein*, 2005	0,80
Norvège, 2004	0,80
Chypre (15-65), 2003	0,70
Estonie, 2003	0,60
France, 2005	0,60
Slovaquie, 2004	0,50
Groenland*, 2003	0,40
Hongrie (18-54), 2003	0,40
Finlande, 2004	0,30
Lituanie, 2004	0,30
Malte (18-65), 2001	0,30
Portugal, 2001	0,30
Slovénie*, 2003	0,30
Rép. tchèque, 2004	0,20
Suède*, 2003	0,20
Lettonie, 2003	0,17
Grèce, 2004	0,10
Pologne (16+), 2002	0,10
Europe du Sud-Est	
Bulgarie (18-60)	0,30
Croatie*, 2003	0,20
Roumanie, 2004	0,13
Ex-Rép. yougo. de Macédoine, 2005	0,08
Albanie*, 2004	0,07
Turquie*, 2003	0,04
Europe de l'Est	
Ukraine*, 2003	0,07
Bélarus*, 2003	0,02
Fédération de Russie*, 2005	0,02
Océanie	
Australie, 2004	1,20
Nouvelle-Zélande*, 2001	0,45
AFRIQUE	
Afrique de l'Est	
Kenya**	0,12
Afrique australe	
Afrique du Sud*, 2005	0,80
Zambie**, 2000	0,22
Namibie, 1998	0,20
Angola, 1999	0,10
Zimbabwe, 2000	0,10
Afrique du Nord	
Maroc, 2004	0,05
Afrique de l'Ouest et du Centre	
Ghana, 1998	1,10
Nigéria, 1999	0,47
Sao Tomé -et-Principe, 1997	0,02
Sierra Leone, 1996	0,02
Tchad, 1995	0,01
ASIA	
Asie de l'Est et du Sud-Est	
Indonésie, 2005	0,03
Japon*, 2005	0,03
Philippines, 200r	0,03
Thaïlande, 2006	0,03
RAS de Hong Kong (Chine) (11+), 2003	0,00
Singapour, 2004	0,00
Proche et Moyen-Orient/Asie du Sud-Ouest/Asie centrale et pays transcaucasiens	
Israël (18-40), 2005	0,60
Arménie, 2005	0,10
Liban*, 2001	0,10
Jordanie**	0,05
Koweït*, 2005	0,04
Rép. arabe syrienne*, 2005	0,00

a/ 1.9% cocaïne (pâte); 1.6% cocaïne HCL

* Estimations de l'ONUDD fondées sur des études locales, des études sur des groupes de population spéciaux et/ou des évaluations des services de répression.

** Premières estimations.

Sources: Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports des Gouvernements; Département d'État des États-Unis; Centre européen des drogues et des toxicomanies (OEDT); Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP).

3.5.1.3 Cannabis

CANNABIS		
Prévalence annuelle de l'abus, en pourcentage de la population âgée de 15 à 64 ans (sauf indication contraire)		
EUROPE		
Europe occidentale et centrale		
Chypre (15-65), 2003	14,1	
Italie, 2005	11,2	
Espagne, 2005	11,2	
Suisse, 2003	9,6	
Rép. tchèque (18-64), 2004	9,3	
Angleterre et pays de Galles (16-59), 2005/6	8,7	
France, 2005	8,6	
Liechtenstein*, 2005	8,6	
Groenland, 2003	7,6	
Luxembourg*, 2003	7,6	
Autriche, 2004	7,5	
Allemagne (18-59), 2003	6,9	
Irlande du Nord (16-59), 2004	6,4	
Écosse (16-59), 2004	6,3	
Danemark (16-64), 2000	6,2	
Slovénie*, 2003	6,2	
Pays-Bas, 2001	6,1	
Irlande, 2002/3	5,1	
Belgique (15-65), 2004	5,0	
Estonie, 2003	4,6	
Norvège, 2004	4,6	
Islande (18-64), 2001	4,3	
Slovaquie (18-64), 2004	4,1	
Hongrie (18-54), 2003	3,9	
Lettonie (15-68), 2003	3,8	
Portugal, 2001	3,3	
Finlande, 2004	2,9	
Pologne (16+), 2002	2,4	
Lituanie, 2004	2,2	
Suède (18-64), 2005	2,0	
Grèce, 2004	1,7	
Malte (18-65), 2001	0,8	
Europe du Sud-Est		
Croatie*, 2003	4,0	
Bosnie-Herzégovine*, 2005	3,0	
Turquie*, 2003	1,9	
Albanie, 2004	1,8	
Bulgarie (18-60), 2005	1,5	
Roumanie, 2004	0,9	
Europe de l'Est		
Fédération de Russie*, 2003	3,9	
Ukraine*, 2003	3,6	
Bélarus, 2003	2,6	
AMÉRIQUES		
Amérique centrale		
Guatemala*, 2003	9,1	
Belize*, 2003	6,7	
El Salvador (12-65), 2004	5,0	
Panama*, 2003	4,0	
Nicaragua*, 2002	2,2	
Honduras*, 2004	1,5	
Costa Rica (12-70), 2000/1	1,3	
Amérique du Nord		
Canada, 2004	16,8	
États-Unis, 2005	12,6	
Mexique*, 2003	3,1	
Amérique du Sud		
Chili, 2004	5,6	
Venezuela*, 2002	3,3	
Bolivie, 2005	3,2	
Argentine*, 2005	3,0	
Guyana*, 2002	2,6	
Équateur*, 2005	2,1	
Suriname*, 2002	2,0	
Colombie (18-65), 2003	1,9	
Pérou (12-64), 2003	1,8	
Paraguay* (12-65), 2005	1,6	
Uruguay (13-64), 2001	1,5	
Brésil (12-65), 2001	1,0	
Caraïbes		
Jamaïque* (12-55), 2001	10,70	
Barbade*, 2002	7,30	
Grenade*, 2003	6,70	
Haïti, 2005	6,20	
St Vincent et Grenadines*, 2002	6,20	
Îles Turques et Caïques*, 2002	5,40	
Bahamas*, 2003	4,70	
Trinité-et-Tobago*, 2002	3,70	
Rép. dominicaine, 2000	1,90	
OCÉANIE		
Papouasie-Nouvelle-Guinée, 1995	29,5	
Micronésie (États fédérés de),	29,1	
Nouvelle-Zélande, 2001	13,4	
Australie, 2004	13,3	
Nouvelle-Calédonie**	1,9	
Fidji, 1996	0,2	
Vanuatu, 1997	0,1	

CANNABIS
Prévalence annuelle de l'abus, en pourcentage de la population âgée de 15 à 64 ans
(sauf indication contraire)

AFRIQUE		Asie de l'Est et du Sud-Est	
Afrique de l'Est		Philippines*, 2004	4,2
Madagascar*, 2004	9,1	Cambodge*, 2003	3,5
Kenya*, 1994	4,0	Malaisie*, 2003	1,6
Maurice, 2004	3,9	Myanmar*, 2005	0,9
Comores*, 2002	2,9	Thaïlande (12-65), 2006	0,9
Éthiopie*, 1999	2,6	Indonésie, 2005	0,7
Somalie, 2002	2,5	Rép. dém- pop. lao*, 2002	0,7
Ouganda**	1,4	RAS de Macao (Chine*), 2003	0,7
Rép. unie de Tanzanie**, 1999	0,2	Province chinoise de Taiwan**	0,5
Afrique du Nord		Viet Nam*, 2002	0,3
Égypte**, 1997	5,2	Japon, 2002	0,1
Maroc, 2004	4,2	Brunéi Darussalam, 1996	0,02
Jamahiriya arabe lybienne, 1998	0,05	RAS de Hong Kong (Chine), 2005	0,02
Afrique australe		Singapour, 2004	0,004
Zambie*, 2003	17,7	Rép. de Corée, 2004	0,002
Afrique du Sud*, 2005	8,9	Proche et Moyen-Orient/Asie du Sud-Ouest	
Zimbabwe, 2000	6,9	Israël (18-40), 2005	8,5
Namibie, 2000	3,9	Liban, 2001	6,4
Angola, 1999	2,1	Iran (Rép. islamique d')	4,2
Afrique occidentale et centrale		Pakistan*, 2000	3,9
Ghana, 1998	21,5	Afghanistan, 2005	3,6
Sierra Leone, 1996	16,1	Koweït*, 2005	3,1
Nigéria, 2000	13,8	Jordanie*, 2001	2,1
Mali*, 1995	7,8	Rép. arabe syrienne*, 2002	2,0
Sénégal, 1999	2,8	Bahréïn**	0,4
Tchad, 1995	0,9	Oman, 1999	0,1
ASIE		Qatar, 1996	0,1
Asie centrale et pays transcaasiens		Asie du Sud	
Kirghizistan*, 2001	6,4	Bangladesh, 1997	3,3
Kazakhstan*, 2000	4,2	Inde, 2000	3,2
Ouzbékistan*2003	4,2	Népal*, 1998	3,2
Arménie*, 2003	3,5	Sri Lanka, 2000	1,5
Azerbaïdjan*, 2004	3,5	Maldives, 1994	0,5
Tadjikistan*, 1998	3,4		

* Estimations de l'ONUDC fondées sur des études locales, des études sur des groupes de population spéciaux et/ou des évaluations des services de répression.

** Premières estimations.

Sources: Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports des Gouvernements; Département d'État des États-Unis; Centre européen des drogues et des toxicomanies (OEDT); Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP).

3.5.1.4 Stimulants de type amphétamine (à l'exclusion de l'ecstasy)

AMPHÉTAMINES	
Prévalence annuelle de l'abus, en pourcentage de la population âgée de 15 à 64 ans (sauf indication contraire)	
EUROPE	
Europe occidentale et centrale	
Danemark, 2000	1,3
Angleterre et pays de Galles (16-	1,3
Estonie, 2003	1,3
Lettonie, 2003	1,1
Norvège, 2004	1,1
Écosse (16-59), 2004	1,0
Espagne, 2005	1,0
Allemagne (18-59), 2003	0,9
Islande*, 2003	0,9
Irlande du Nord (16-59), 2004	0,9
Autriche, 2004	0,8
Belgique*, 2001	0,8
Hongrie, 2003	0,8
Suisse, 2003	0,8
Rép. tchèque (18-64), 2004	0,7
Finlande, 2004	0,6
Pays-Bas, 2001 Slovaquie*, 2003	0,6
Pologne (16+), 2002	0,6
Irlande, 2003	0,4
Italie, 2005	0,4
Luxembourg, 1999	0,4
Lituanie, 2004	0,3
Malte (18-65), 2001	0,3
Slovaquie, 2004	0,3
Chypre, 2003	0,2
France, 2005	0,2
Liechtenstein*, 2005	0,2
Slovénie*, 1999	0,2
Suède, 2000	0,2
Portugal, 2001	0,1
Grèce, 2004	0,04
Europe du Sud-Est	
Croatie*, 2003	0,5
Bulgarie (18-60), 2005	0,4
Turquie*, 2003	0,2
Roumanie*, 2004	0,1
Albanie, 2004	0,02
Europe de l'Est	
Bélarus, 2005	0,4
Moldova (Rép. de), 1998	0,2
Fédération de Russie*, 2003	0,2
Ukraine*, 2003	0,2
AMÉRIQUES	
Amérique centrale	
El Salvador (12-65), 2005	3,0
Costa Rica, 2000	1,0
Guatemala*, 2005	0,9
Honduras*, 2005	0,8
Nicaragua*, 2003	0,8
Panama*, 2003	0,6
Amérique du Nord	
États-Unis, 2005	1,8
Canada, 2004	0,8
Mexique, 2002	0,1
Amérique du Sud	
Brésil (12-65), 2005	0,7
Suriname*, 2002	0,6
Venezuela*, 2002	0,6
Argentine*, 2005	0,6
Colombie *, 2005	0,5
Paraguay*, 2005	0,5
Chili, 2004	0,4
Bolivie, 2004	0,3
Équateur*, 2005	0,2
Pérou, 2005	0,1
Uruguay, 2004	0,1
Caraïbes	
Rép. dominicaine*, 2003	1,1
Trinité-et-Tobago*, 2002	0,8
Grenade*, 2005	0,7
Bahamas*, 2003	0,3
Iles Turques et Caïques*, 2003	0,3
Barbade*, 2002	0,2
OCÉANIE	
Australie, 2004	3,8
Nouvelle-Zélande, 2001	3,4

AMPHÉTAMINES
Prévalence annuelle de l'abus, en pourcentage de la population âgée de 15 à 64 ans
(sauf indication contraire)

AFRIQUE		Proche et Moyen-Orient/Asie du Sud-Ouest	
Afrique de l'Est		Israël (18-40), 2005	0,4
Kenya**	0,6	Jordanie, 2001	0,4
Éthiopie**	0,3	Liban*, 2001	0,4
Afrique du Nord		Koweït*, 2005	0,3
Égypte**	0,5	Bahréïn***	0,1
Maroc, 2004/5	0,02	Oman, 1998	0,1
Afrique de l'Ouest et du Centre		Qatar, 1996	0,02
Nigéria, 1999	1,1	Rép. arabe syrienne, 1998	0,003
Ghana**	1,0	Arabie Saoudite, 2000	0,002
Cameroun**	0,9		
Tchad, 1996	0,01		
Afrique australe			
Afrique du Sud*, 2005	0,5		
Namibie, 2000	0,1		
Zambie*, 2003	0,1		
Zimbabwe, 2000	0,1		
ASIE			
Asie centrale et pays transcaucasiens			
Arménie, 2005	0,04		
Ouzbékistan, 1997	0,01		
ASIE DE L'EST, DU SUD ET DU SUD-EST			
Philippines*, 2004	6,0		
Province chinoise de Taiwan,	1,2		
Thaïlande, 2006	0,8		
RDP lao*, 2004	0,7		
Malaisie*, 2005	0,7		
Cambodge*, 2004	0,6		
Indonésie, 2005	0,3		
Japon), 2005	0,3		
Myanmar*, 2005	0,2		
Viet Nam*, 2003	0,2		
Rép. de Corée, 2004	0,1		
Brunéi Darussalam, 2000	0,06		
RAS de Hong Kong (Chine), 2005	0,04		
Inde, 2001	0,02		
Singapour, 2004	0,005		
RAS de Macao (Chine), 2001	0,002		

a/ Prévalence au cours de la vie (15+)

* Estimations de l'ONUDC fondées sur des études locales, des études sur des groupes de population spéciaux et/ou des évaluations des services de répression.
** Premières estimations.

Sources: Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports des Gouvernements; Département d'État des États-Unis; Centre européen des drogues et des toxicomanies (OEDT); Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP).

3.5.1.5 Ecstasy

ECSTASY	
Prévalence annuelle de l'abus, en pourcentage de la population âgée de 15 à 64 ans (sauf indication contraire)	
EUROPE	
Europe occidentale et centrale	
Rép. tchèque (18-64), 204	3,5
Chypre, 2003	2,5
Irlande du Nord (16-59), 2004	1,9
Estonie (15-65), 2004	1,7
Angleterre et pays de Galles (16-	1,6
Pays-Bas, 2001	1,5
Hongrie (18-54), 2003	1,4
Écosse (16-59), 2004	1,2
Slovaquie, 2004	1,2
Espagne, 2005	1,2
Belgique*, 2003	1,1
Irlande, 2003	1,1
Autriche, 2004	0,9
Slovénie*, 2003	0,9
Allemagne (18-59), 2003	0,8
Lettonie, 2003	0,8
Suisse*, 2003	0,8
Islande* (15-65), 2003	0,6
Danemark, 2000	0,5
Finlande, 2004	0,5
France, 2005	0,5
Liechtenstein*, 2005	0,5
Luxembourg* (15-65), 1998	0,5
Norvège, 2004	0,5
Italie (15-54), 2005	0,4
Lituanie, 2004	0,4
Portugal, 2001	0,4
Suède*, 2003	0,4
Grèce, 2004	0,2
Malte (18-65), 2001	0,2
Pologne (16+), 2002	0,2
Europe du Sud-Est	
Bulgarie (18-60), 2005	0,5
Croatie* (15-65), 2003	0,3
Turquie*, 2003	0,3
Ex-Rép. yougo. de Macédoine*,	0,1
Roumanie*, 2004	0,1
Albanie, 2004	0,04
Europe de l'Est	
Ukraine*, 2003	0,1
Féd. de Russie*, 2005	0,05
AMÉRIQUES	
Amérique centrale	
Panama*, 2003	0,4
Belize*, 2003	0,2
El Salvador*, 2003	0,1
Nicaragua*, 2003	0,1
Guatemala*, 2005	0,1
Honduras*, 2005	0,1
Amérique du Nord	
Canada, 2004	1,1
États-Unis, 2004	1,0
Mexique, 2002	0,01
Amérique du Sud	
Brésil*, 2005	0,2
Chili, 2004	0,2
Colombie*, 2005	0,2
Équateur*, 2005	0,2
Venezuela*, 2001	0,2
Argentine, 2004	0,1
Bolivie, 2005	0,1
Guyana, 2002	0,1
Paraguay*, 2005	0,1
Pérou, 2003	0,1
Suriname*, 2002	0,1
Uruguay*, 2005	0,1
Caraïbes	
Iles Turques et Caïques*, 2003	0,7
Barbade*, 2002	0,3
Rép. dominicaine*, 2000	0,2
Bahamas*, 2003	0,1
Trinité-et-Tobago, 2005	0,1
AFRIQUE	
Afrique du Sud*, 2004	0,4
Zambie*, 2003	0,3
Namibie, 2000	0,1
Zimbabwe*, 2003	0,1
Maroc, 2003	0,02
Ghana, 1995	0,01
ASIE	
Asie de l'Est et du Sud-Est/Asie du Sud/pays transcaucasi	
Malaisie, 2003	0,4
Indonésie, 2005	0,3
RAS de Macao (Chine)*, 2002	0,3
Rép. de Corée, 2004	0,3
Philippines, 2004	0,2
Viet Nam, 2003	0,2
Arménie, 2005	0,1
Cambodge*, 2003	0,1
Japona, 2003	0,1
Thaïlande, 2001	0,1
RAS de Hong Kong (Chine), 2005	0,03
Inde, 2004	0,01
Singapour, 2004	0,003
Proche et Moyen-Orient/Asie du Sud-Ouest	
Israël (18-40), 2005	0,7
Liban*, 2001	0,5
Océanie	
Australie, 2004	4,0
Nouvelle-Zélande*, 2001	2,2

a/ Prévalence au cours de la vie (15+)

* Estimations de l'ONUDD fondées sur des études locales, des études sur des groupes de population spéciaux et/ou des évaluations des services de répression.

** Premières estimations.

Sources: Questionnaire destiné aux rapports annuels; rapports des Gouvernements; Département d'État des États-Unis; Centre européen des drogues et des toxicomanies (OEDT); Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP).

3.5.2 Demandes de traitement (principales drogues consommées)

3.5.2.1 Principales drogues consommées par les personnes traitées en Afrique pour toxicomanie

Pays*	Source	Année	Ventilation des principales drogues, en pourcentage										Personnes traitées**
			Cannabis	Opiacés	Cocaïne	Stimulants de type amphétamine	Méthamqualone	Dépresseurs	Inhalants	Khat			
Algérie	QRA	1999/2004***	81,3 %	6,6 %	0,2 %	-	-	-	2,1 %	-	-	-	3 000
Botswana	SENDU	2003	100,0 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17
Burkina Faso	GAP	2005	80,0 %	3,2 %	4,7 %	43,6 %	-	-	1,1 %	4,4 %	-	-	275
Cameroun (a)	RAS	1995	48,5 %	12,1 %	13,6 %	-	-	-	-	36,4 %	-	-	-
Tchad	QRA	1996	50,6 %	-	0,2 %	18,8 %	-	-	-	6,3 %	-	-	16
Congo	QRA	1995	100,0 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41
Côte d'Ivoire	QRA	1998	91,0 %	4,1 %	3,0 %	-	-	-	-	-	-	-	-
Égypte	UNODC FO	1999	22,1 %	45,1 %	0,4 %	-	-	-	-	-	-	-	-
Éthiopie	QRA	2005	8,6 %	37,1 %	-	-	-	-	-	-	54,3 %	-	35
Ghana	GAP	2005	84,5 %	0,4 %	1,0 %	-	-	-	-	-	-	-	1 531
Kenya (b)	Univ.	2005	36,3 %	37,8 %	9,7 %	0,5 %	-	-	0,5 %	1,2 %	11,4 %	-	402
Lesotho	SENDU	2004	100,0 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-	54
Madagascar	QRA	2005	100,0 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-	342
Malawi	SENDU	2004	100,0 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-	796
Malawi	QRA	2003	22,3 %	58,3 %	-	-	-	-	-	0,5 %	-	-	592
Mozambique	SENDU	2004	33,3 %	54,7 %	11,4 %	-	-	-	-	-	-	-	150
Namibie	QRA	2005	2,4 %	2,4 %	24,4 %	9,8 %	-	-	-	-	-	-	41
Nigéria	GOVT.	2004	89,7 %	1,2 %	0,7 %	2,0 %	-	-	3,9 %	3,7 %	-	-	925
Sao Tomé-et-Principe	QRA	1997	22,2 %	5,5 %	72,2 %	-	-	-	-	-	-	-	-
Sénégal	GAP	2005	78,0 %	1,0 %	2,0 %	1,0 %	-	-	11,0 %	-	-	-	202
Seychelles	QRA	2005	55,4 %	43,1 %	-	1,5 %	-	-	-	-	-	-	65
Sierra Leone	QRA	1997	96,8 %	-	0,6 %	-	-	-	-	-	-	-	2 067
Afrique du Sud	QRA	2005	34,0 %	10,8 %	17,5 %	18,3 %	-	-	5,2 %	14,3 %	-	-	14 741
Swaziland	SENDU	2004	92,2 %	0,9 %	0,9 %	-	-	-	0,9 %	4,7 %	-	-	128
Tanzanie	SENDU	2004	62,7 %	32,7 %	-	-	-	-	-	-	-	-	340
Togo	QRA	2002	56,2 %	4,3 %	4,9 %	-	-	-	-	-	-	-	162
Zambie	QRA	2005	-	-	-	-	-	-	-	-	34,6 %	-	233
Total													26 155
Moyenne			63,4 %	14,5 %	9,8 %	11,9 %	3,6 %	0,5 %	4,2 %	3,0 %	3,0 %		

* Veuillez noter que les définitions du "traitement" varient selon les pays

** À l'exclusion de l'alcool

*** La seconde année citée concerne le nombre de personnes traitées (dernière colonne)

(a) Variable de substitution : drogues consommées localement d'après les principaux informateurs des services sociaux (affaires sanitaires), les guérisseurs traditionnels et les services de répression.

(b) Cohorte de substitution d'usagers des drogues identifiés par les centres de réinsertion ou de traitement, les hôpitaux, les toxicomanes de la rue et les fumeries, piqueries ou autres repaires de drogués dans 5 centres urbains.

Sources: ONUDC. Questionnaire destiné aux rapports annuels et données des Bureaux de terrain; Réseau épidémiologique de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SENDU); International Psychology Reporter; Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP).

3.5.2.2 Principales drogues consommées dans les Amériques par les personnes traitées pour toxicomanie

Pays*	Source	Année	Ventilation des principales drogues, en pourcentage											Commentaires	
			de type cocaïne (cocaïne, basuco et crack)		Cocaine	Bassuco	Crack	Cannabis	stimulants de type amphétamine		Inhalants*	Tranquillisants	Opiacés		Personnes traitées**
			Amphétamines	Ecstasy											
Argentine	ORA	2004	32,6%	24,8%	7,3%	0,2%	31,9%	1,8%	0,4%	15,3%	15,8%	0,6%	144 120	Centres de traitement, juillet 2004	
Bahamas	ORA	2003	36,7%				46,4%						536		
Barbade	SIDUC/ ORA	1998/2003/04	72,3%	5,6%		66,7%	27,8%						318		
Bolivie	SIDUC/ ORA	1998/2003***	54,8%	23,1%	31,8%		14,7%	1,4%		23,5%			5 491		
Brazil	ORA	2005											850 000		
Canada	CCENDU	2001	25,6%				24,7%	0,4%			21,2%		29 214	Communautés thérapeutiques; centres de traitement en internat et en externat	
Chili	ORA	2005											6 000		
Colombie	SIDUC	1998	56,3%	28,1%	28,2%		13,4%	3,6%		4,8%			n.a.		
Costa Rica	ORA	2002/04***	54,3%	23,8%		30,5%	30,1%						13 000	Comunidades terapéuticas, centros con pacientes ambulatorios e ingresados.	
Équateur	ORA	2001/03***	76,4%				20,0%						2 728		
Rép. dominicaine	ORA	2005	33,7%	30,8%		2,9%	50,3%	7,8%		5,8%			344	Tous les centres de traitement autorisés par le Consejo Nacional de Control de Sustancias Estupefacientes y Psicotrópicas.	
El Salvador	ORA/GOVT.	2004/2005***	63,8%	17,2%		46,6%	13,8%						12 986	43 centres de traitement	
Grenade	ORA	2004	40,0%				60,0%						250	2 centres de traitement des toxicomanes	
Guatemala	ORA	2003	75,0%				25,0%						2 000		
Haiti	ORA	2002	37,5%				35,4%				6,3%		51		
Honduras	SIDUC	1998/2004***	9,0%	3,1%		5,9%	34,4%			9,0%			8 300		
Jamaïque	ORA	2004	45%				48,7%	1,0%					409	Zone métropolitaine et certaines zones urbaines	
Mexique	ORA	2005	56,4%	34,1%				33,4%		20,8%			8 090	3 centres de traitement en institution; 90 unités de traitement ambulatoire	
Nicaragua	SIDUC	1998	77,3%	14,5%		62,8%	7,3%						n.a.		
Panama	SIDUC/ ORA	1998/2001***	49,4%	48,9%	0,5%		5,1%			0,5%			5 838		
Pérou	ORA	2005	67,0%				31,1%	0,3%			1,4%		2 557	5 centres de traitement; 1 centre d'Etat spécialisé; 2 prisons; 4 polycliniques; proportions fondées sur un sous-échantillon	
Ste-Lucie	ORA	2005	82,5%				17,5%						40	Centre de traitement en institution	
St Vincent-et-Grenadines	ORA	2004	24,7%				75,3%						73	Hôpitaux psychiatriques	
Trinité-et-Tobago	ORA	2001/04***	35,9%				17,6%						250	A l'échelle du pays (État et ONG)	
Uruguay	SIDUC	1998	46,4%	46,4%			12,2%	0,6%		9,2%			n.a.		
États-Unis	SAMHSA/TEDS	2005	36,7%				46,4%	16,2%	0,2%	7,7%	12,8%		2 172 000	Enquête auprès des ménages	
Venezuela	ORA	2003	76,9%				12,5%	0,1%	0,2%	0,3%	0,7%		7 321		
Total													3 271 916		
Total Amérique du Nord													2 209 304		
Total Amérique du Sud													1 062 612		
Moyenne non pondérée			46,9%				29,2%	6,1%	2,7%	10,0%	9,7%				
Moyenne Amérique du Nord			39,6%				35,6%	16,7%	5,1%	14,3%	17,0%				
Moyenne Amérique du Sud			47,8%				26,3%	0,7%	0,0%	3,4%	1,0%				

Note: Il s'agit des drogues d'impact les plus courantes pour l'ensemble des pays; de ce fait, les pourcentages n'atteignent pas forcément 100% dans tous les pays.

* Veuillez noter que les définitions du "traitement" varient selon les pays.

** A l'exclusion de l'alcool.

*** La seconde année citée concerne le nombre de personnes traitées (dernière colonne).

n.a. non disponible.

Sources: ONUDC. Questionnaire destiné aux rapports annuels, données 1998 des centres de traitement du Système interaméricain de données uniformes sur la consommation de drogues (SIDUC) sur les drogues d'impact; rapport 1997 du SIDUC sur l'abus de substance et du traitement de l'abus des drogues des États-Unis (SAMHSA), Treatment Episode Dataset (TEDS, USA, Réseau communautaire canadien d'épidémiologie des toxicomanes (RCCET); statistiques de morbidité 2000/2001 (séparations liées à l'usage de drogues illicites)

3.5.2.3 Principales drogues consommées en Asie par les personnes traitées pour toxicomanie

Pa ys*	Source	Année	Ventilation des principales drogues, en pourcentage						Inhalants	Sédatifs	Personnes traitées**	Commentaires
			Opiacés	Cocaine	Stimulants de type amphétamine		Cannabis					
					Amphétamines	Ecstasy						
Afghanistan	ORA	2005								2 049	Centres de traitement en institution, communautaire et à domicile (Kaboul et Gardiz, Badakhtan et Herat)	
Arménie	ORA	2004	100,0%	-	-	-	-	-	-	32	Patients en traitement ambulatoire dans des dispensaires narcothéropiques	
Azerbaïdjan	ORA / est. de l'ONUDC	2003	75,0%	-	-	-	-	5,0%	-	n.a.		
Bahreïn	ORA	1998	100,0%	-	-	-	-	-	-	1 488		
Bangladesh	ORA	2005	88,7%	-	0,1%	-	-	8,8%	1,7%	1 960	Dhaka, y compris les centres de désintoxication	
Brunéi Darussalam	UNODC FO (DAINAP)	2005	1,3%	-	98,7%	-	-	-	-	75		
Chine	UNODC FO (DAINAP) / QRA	2004	90,0%	-	0,6%	6,2%	-	-	3,3%	105 151		
RA3 de Hong Kong (Chine)	GOVT / QRA	2004/05***	72,5%	-	3,9%	-	-	4,2%	-	11 737	Traitement médical (ou non en institution); programmes de traitement ambulatoire; centres d'accompagnement, cliniques pour toxicomanes d'accompagnement	
Inde	ORA	2004/5	61,3%	1,5%	0,2%	-	-	15,5%	0,9%	81 802	377 centres de traitement et 52 centres d'accompagnement	
Indonésie	ORA	2005	91,5%	-	2,1%	-	-	2,1%	0,9%	3 214	Traitement psychiatrique, psychologique et social	
Iran	GOVT.	2001	91,6%	-	-	-	-	2,5%	-	33 990		
Israël	ORA	2004	-	-	-	-	-	-	-	12 000		
Japon	GOVT.	2004	0,6%	0,1%	55,8%	0,2%	-	19,0%	17,9%	1 124		
Jordanie	ORA	1999	21,4%	-	45,2%	-	-	6%	-	85		
Kazakhstan	UNODC FO	2000/04***	74,6%	-	0,1%	-	-	20,0%	-	47 903		
Koweït	ORA	2005	56,0%	3,6%	36,0%	-	-	56,0%	2,0%	908		
Kirghizistan	ORA	2005	58,9%	-	5,0%	-	-	33,0%	3,9%	666		
RDP lao, Vientiane	UNODC FO (DAINAP)	2003/04***	5,0%	-	77,0%	-	-	2,4%	-	1 072		
Liban	ORA / est. de l'ONUDC	2004***	57,0%	4,0%	0,5%	-	-	32,0%	-	1 073	3 hôpitaux et 2 centres de réinsertion	
RA3 de Macao (Chine)	ORA	2005	86,0%	-	-	1,1%	-	0,3%	-	358	Centres de traitement volontaire de la désintoxication, traitement ambulatoire	
Malaisie	ORA	2003/05***	65,7%	-	7,5%	2,3%	-	23,3%	-	6 534	Centres d'État de traitement et de réinsertion	
Maldives	ORA	2003	87,0%	-	-	-	-	13,0%	-	126	Centre de traitement résidentiel et communautaire	
Mongolie	ORA	2001	71,4%	-	-	-	-	28,6%	-	7		
Myanmar	ORA	2004/05***	86,3%	-	11,8%	-	-	1,9%	-	2 050	Centres de traitement d'État; centres de traitement communautaires, maisons de correction pour jeunes	
Népal, Katmandou	AMCEWG	1994	87,2%	-	-	-	-	5,4%	-	n.a.		
Oman	ORA	2002	100,0%	-	-	-	-	-	-	7		
Pakistan	ORA	2004	49,0%	-	-	-	-	37,0%	-	4 000	Zones urbaines	
Philippines	ORA	2005	1,2%	1,2%	81,4%	1,6%	-	33,6%	4,8%	5 873		
Qatar	ORA	1997	25,4%	-	1,7%	-	-	5,1%	10,2%	59		
Rép. de Corée	ORA	2005	8,1%	-	81,1%	-	-	10,8%	-	148		
Arabie saoudite	ORA	2001	15,1%	-	41,3%	-	-	15,9%	27,8%	1 368	Désintoxication, réinsertion et accompagnement	
Singapour	ORA	2005	10,8%	-	14,2%	19,3%	-	-	-	176		
Syrie	ORA	2005	84,2%	0,4%	-	-	-	-	-	697		
Sri Lanka	ORA	2005	100,0%	-	-	-	-	-	-	3 285	Algorithme, médecine ayurvédique, homéopathie, acupuncture et soins en institution	
Province chinoise de Taiwan	GTCC	2004	93,8%	-	21,8%	0,8%	-	0,4%	-	12 232	Hôpitaux/cliniques psychiatriques	
Tadjikistan	ORA	2004/05***	99,2%	-	-	-	-	-	-	680		
Thaïlande	ORA	2005	9,2%	0,0%	74,2%	0,1%	-	8,4%	6,2%	30 167	A l'exclusion de certains centres de désintoxication, homologués ou non	
Émirats arabes unis	ORA	2004	-	-	-	-	-	-	-	92		
Ouzbékistan	ORA	2004/05***	78,8%	-	-	-	-	16,8%	0,9%	5 873	Cliniques urbaines et régionales (de type oblast), administrées par l'État	
Viet Nam	AMCEWG / DAINAP	2001/05***	98,0%	-	2,0%	-	-	-	-	69 610		
Total			62,2%	0,3%	17,8%	0,9%		11,6%	2,3%	449 700		

Note : Ce tableau ne comprend pas les "autres drogues" de ce fait, les pourcentages indiqués n'atteignent pas forcément 100%.

* Veuillez noter que les définitions du "traitement" varient selon les pays.

** A l'exclusion de l'alcool.

*** La seconde année citée concerne le nombre de personnes traitées (dernière colonne).

Sources: UNODC: Questionnaire destiné aux rapports annuels et données des bureaux de terrain de l'ONUDC; Asian Multiplicity Epidemiology Work Group (AMCEWG); National Institute on Drug Abuse (USA); Community Epidemiology Work Group (CEWG); rapports des gouvernements; Réseau d'information sur l'abus de drogues.

3.5.2.4 Principales drogues consommées en Europe par les personnes traitées pour toxicomanie

Pays*	Source	Année	Ventilation des principales drogues, en pourcentage										Personnes traitées*	Commentaires
			Opiacés		Cocaïne	Stimulants de type amphétamine		Hallucinogènes	Cannabis	Sédatifs & Hypnotiques	Inhalants/solvants			
			Exstasy	Amphétamines		Exstasy								
Autriche	GOVT	2003/02***	87,0%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11 753	
Albanie	ORA	2004	88,0%	4,0%	0,0%	0,0%	0,0%	8,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1 901	Désintoxication rapide, prévention de rechutes, intervention en cas de crises.
Bélarus	ONUDD	2004	65,3%	0,03%	3,1%	1,6%	0,9%	10,7%	2,8%	14,4%	0,0%	0,0%	5 175	Services de désintoxication agréés.
Belgique	ORA	2004	44,2%	13,0%	1,7%	0,1%	0,0%	2,7%	0,4%	0,3%	0,0%	0,0%	3 662	Seuls sont admis les centres reconnus par l'autorité ad hoc.
Bulgarie	ONUDD	2004	96,0%	0,2%	0,5%	0,1%	0,0%	2,7%	0,4%	0,3%	0,0%	0,0%	1 995	Sept villes.
Croatie	ORA	2005	73,0%	0,9%	0,9%	0,6%	0,6%	2,1%	1,4%	0,0%	0,0%	0,0%	6 668	Centres de traitement en institution et ambulatoires du secteur santé, à l'exclusion des centres thérapeutiques communautaires et des ONG.
Chypre	ORA	2005	66,7%	9,8%	0,2%	1,0%	0,4%	21,0%	0,8%	0,0%	0,0%	0,0%	499	Centres de traitement en institution et ambulatoires et centres d'accompagnement.
Rép. tchèque	ONUDD / OEDT	2004	24,5%	0,2%	54,2%	0,4%	0,4%	16,5%	0,0%	2,5%	0,0%	0,0%	8 845	Tous types de services, sauf les traitements de substitution. Traitement des toxicomanes aux hallucinogènes (OEDT).
Danemark	ORA	2004	42,2%	4,2%	5,8%	0,9%	0,0%	23,7%	1,6%	0,0%	0,0%	0,0%	5 212	Tous types de services.
Estonie	OEDT Point Central	2001	53,8%	-	18,6%	-	-	-	-	-	-	-	2 034	Tous types de patients.
Finlande	OEDT	2004	39,0%	0,1%	30,4%	0,4%	0,1%	20,4%	8,5%	0,0%	0,0%	0,0%	3 150	Centres spécialisés pour toxicomanes.
France	ORA	2004	51,3%	6,9%	0,8%	1,4%	6,9%	32,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	78 500	Centres de traitement ambulatoire spécialisés : 591 des 934 centres existants.
Allemagne	ORA	2004	80,3%	30,8%	18,8%	12,9%	6,9%	65,0%	1,1%	0,0%	0,0%	0,0%	38 953	A l'exclusion des cliniques/médecins privés et des centres de jour. À bas coût.
Grèce	ORA / OEDT	2005	87,7%	2,6%	-	0,2%	0,2%	7,8%	1,1%	0,0%	0,0%	0,0%	3 872	Centres de traitement des toxicomanes aux hallucinogènes (OEDT).
Ex-Rép. yougo. de Macédoine	ORA	2005	98,7%	-	-	-	-	1,3%	-	-	-	-	902	
Hongrie	ORA / OEDT	2005	14,4%	0,9%	5,3%	4,5%	0,5%	35,7%	25,1%	0,0%	0,0%	0,0%	14 793	SAA (principal centre de traitement). Le total des traitements hospitaliers inclut le traitement de l'alcoolisme.
Islande	ORA / ONUDD	2000/04***	0,1%	7,1%	65,6%	0,9%	-	26,3%	-	-	-	-	1 655	Nombre total de personnes inscrites en traitement en 2004.
Irlande	OEDT Point Central	2004	65,6%	7,4%	0,5%	2,9%	0,1%	17,7%	0,6%	0,0%	0,0%	0,0%	4 750	Les données se réfèrent à 4 900 des centres publics de traitement.
Italie	ORA / OEDT	2005	73,0%	13,5%	0,2%	0,6%	0,1%	9,8%	2,0%	0,0%	0,0%	0,0%	159 952	Registres des personnes dépendantes des drogues inscrits dans des centres de traitement ambulatoires.
Lettonie	ORA	2005	45,1%	18,5%	8,5%	-	-	1,3%	2,0%	0,0%	0,0%	0,0%	543	
Liechtenstein	ORA	2005	14,8%	-	3,7%	-	-	63,0%	-	-	-	-	27	
Lituanie	ORA	2005	80,3%	0,1%	2,5%	-	0,2%	0,5%	1,5%	3,1%	0,0%	0,0%	3 301	Centres offrant un traitement médical aux toxicomanes, à l'exclusion des services psychosociaux et des services médicaux des prisons.
Luxembourg	ORA / OEDT	2003/05***	76,0%	11,0%	0,0%	0,0%	0,0%	8,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1 700	Couverture nationale, patients en institution ou en traitement ambulatoire.
Malte	ONUDD / OEDT	2003/04	83,5%	5,8%	3,0%	0,7%	0,7%	7,4%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	623	Traitement ambulatoire; tous patients, sauf usagers de l'ecstasy (ONUDD, 2003).
Moldova	ONUDD	2004	39,1%	3,8%	3,8%	0,9%	0,8%	51,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	3 791	Traitement ambulatoire; hallucinogènes; patients de l'OEDT.
Pays-Bas	ONUDD / OEDT	2003	50,8%	30,8%	2,5%	0,9%	0,8%	15,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	29 908	Volet principal fondé sur les admissions en traitement et information des services correctionnels.
Norvège	OEDT Point Central	2004	52,0%	1,0%	15,0%	0,1%	0,1%	14,0%	10,1%	0,0%	0,0%	0,0%	3 003	Y compris réseau public des centres de traitement des toxicomanes.
Pologne	ORA / ONUDD	2003/04***	23,3%	0,9%	8,9%	-	0,6%	3,0%	2,7%	0,0%	0,0%	0,0%	12 836	Traitement en institution seulement.
Portugal	ORA / OEDT Point Central	2004/05***	63,0%	25,0%	-	-	-	5,0%	1,0%	0,0%	0,0%	0,0%	31 822	
Roumanie	ORA	2004/05	54,2%	0,4%	0,2%	0,9%	0,9%	2,6%	0,0%	23,2%	0,0%	0,0%	1 364	Centres offrant un traitement médical aux toxicomanes, à l'exclusion des services psychosociaux et des services médicaux des prisons.
Féd. de Russie	ONUDD	2004	94,3%	0,06%	0,5%	-	-	1,8%	4,6%	8,4%	0,0%	0,0%	52 460	Centres de traitement des toxicomanes/psychiatriques d'État.
Slovaquie	ORA / ONUDD	2003/05	43,4%	0,6%	24,4%	0,2%	0,7%	19,2%	4,6%	9,0%	0,0%	0,0%	2 078	Tous les centres de traitement.
Slovenie	ONUDD / OEDT	2004/05***	96,2%	24,1%	1,2%	4,0%	0,0%	53,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	3 000	Tous les centres de traitement; total pour les héroïnomanes.
Espagne	OEDT	2004	44,5%	40,5%	0,6%	0,5%	0,1%	12,1%	1,3%	0,0%	0,0%	0,0%	52 922	Y compris centres de traitement ambulatoire et services médicaux des prisons.
Suède	ORA / OEDT	2004	31,5%	2,1%	35,1%	0,5%	0,1%	19,5%	9,0%	0,0%	0,0%	0,0%	4 389	Objet principal de l'étude; centres résidentiels; cliniques de traitement ambulatoire incluses; traitement des toxicomanes aux hallucinogènes (OEDT).
Suisse	GOVT	2003/04	43,9%	25,4%	0,5%	0,8%	0,3%	14,2%	3,0%	14,0%	0,0%	0,0%	20 316	Patients en institution (dans 11 centres de traitement).
Turquie	Ministère de la Santé	2005	50,2%	3,6%	-	5,0%	-	22,8%	2,8%	0,0%	0,0%	0,0%	2 078	Y compris patients en institution et en traitement ambulatoire et médecine externes.
Royaume-Uni	ORA / OEDT	2005	66,4%	8,8%	3,5%	0,8%	0,1%	10,0%	1,9%	0,0%	0,0%	0,0%	99 482	Traitement ambulatoire des toxicomanes aux hallucinogènes (OEDT).
Total													679 914	
Total Europe de l'Est													123 764	
Total Europe occidentale													556 150	
Moyenne (non pondérée) Europe			58,0%	8,3%	9,2%	1,2%	0,4%	17,5%	2,3%	2,2%	0,0%	0,0%		
Moyenne (non pondérée) Europe de l'Est			61,2%	2,1%	7,8%	1,0%	0,2%	14,9%	3,0%	4,6%	0,0%	0,0%		
Moyenne (non pondérée) Europe occidentale			55,4%	12,6%	9,4%	1,3%	0,4%	19,6%	1,4%	0,0%	0,0%	0,0%		

Note : Dans certains pays, on ne signale pas les polytoxicomanes; de ce fait, la somme des pourcentages peut dépasser 100%.

* Veuillez noter que les définitions du "traitement" varient selon les pays.

** À l'exclusion de l'alcool.

*** La seconde année citée concerne le nombre de personnes traitées (dernière colonne).

Source: ONUDD. Questionnaire destiné aux rapports annuels. Observatoire européen des drogues et des toxicomanes (OEDT); bulletins statistiques.

3.5.2.5 3.5.2.3 Principales drogues consommées par les personnes traitées pour des problèmes liés aux drogues en Océanie

Pays*	Source	Année	Ventilation des principales drogues, en pourcentage							Personnes traitées*	Commentaires
			Opiacés	Cocaïne	Cannabis	Stimulants de type amphetamine		Hallucinogènes	Sédatifs		
						Amphétamines	Extasy				
Australie***	QRA	2003/04	35,8%	0,4%	39,6%	19,8%	0,7%		3,8%	71 800	Désintoxication rapide; prévention des rechutes; intervention en cas de crise. Services de désintoxication agréés
Nouvelle-Zélande	QRA	2005	30,8%	0,2%	53,2%	15,0%		0,9%		3 899	Seuls sont admis les centres reconnus par l'autorité ad hoc Sept villes,
Total										75 699	
Moyenne			33,3%	0,3%	46,4%	17,4%	0,7%	-	3,8%		

* Veuillez noter que les définitions du "traitement" varient selon les pays

** À l'exclusion de l'alcool.

*** Les données pour l'Australie se réfèrent à des traitements révolus, couvrant la période juillet 2003-juin 2004.

Sources: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels.

4. MÉTHODOLOGIE



4. Méthodologie

Des efforts considérables ont été déployés au cours des dernières années pour améliorer les estimations présentées dans le présent rapport. Ces données doivent néanmoins être interprétées avec prudence, en raison de la nature clandestine de la production, du trafic et de l'abus des drogues. Indépendamment du caractère 'occulte' du phénomène mesuré, Les principaux problèmes liés aux données tiennent à l'irrégularité des rapports et au fait qu'ils soient incomplets. Cela a une incidence sur la quantité, la qualité et la comparabilité des informations reçues. Tout d'abord, les intervalles irréguliers auxquels tels gouvernements font rapport peuvent se traduire par l'absence

Sources d'information

Au titre des conventions internationales antidrogues, les États membres sont formellement priés de fournir chaque année au "Secrétaire général" des Nations Unies (en l'occurrence au Secrétariat de l'ONUDC) les informations liées aux drogues prescrites par la Commission des stupéfiants. Pour les aider à recueillir ces données, la Commission des stupéfiants a mis au point le Questionnaire destiné aux rapports annuels.

Le Rapport mondial sur les drogues 2007 est fondé, pour l'essentiel, sur les réponses au Questionnaire envoyées par les Gouvernements à l'ONUDC au cours de la période allant de juin 2006 à mai 2007. Les données recueillies au cours de cette période se réfèrent à la situation en matière de drogues en 2005. L'ONUDC a adressé son questionnaire à 192 pays. Certains ont aussi été envoyés à des territoires autonomes, ce qui donne un total de 198. L'ONUDC a reçu 104 réponses au questionnaire sur l'abus des drogues (IIe partie) et 120 au questionnaire sur l'offre de drogues illicites (IIIe partie). Les comptes rendus les plus complets sont venus des pays d'Europe (89% des pays d'Europe ont rempli à la fois la IIe et la IIIe partie du questionnaire); viennent ensuite les Amériques (66% des pays ont répondu au questionnaire sur l'offre, et 42% à celui sur la demande, puis l'Asie (63% de réponses au questionnaire sur l'offre et 58% à celui sur la demande). Dans le cas de l'Afrique, 40% des pays ont répondu au questionnaire sur l'offre, et 35% à celui sur la demande. En Océanie, les deux plus grands pays de la région (ce qui correspond à 13% du total) ont fourni des informations. Les réponses des États membres au Questionnaire sont reproduites sur les cartes ci-après.

D'une manière générale, les États membres semblent mieux aptes à fournir des informations sur l'offre de drogues illicites que sur la demande. L'analyse des données relatives à l'offre a montré que 77% des rapports étaient 'en grande partie' remplis, contre 54% seulement des rapports sur la demande. (Les questionnaires remplis à plus de

de données pour certaines années, et leur disponibilité pour d'autres. Le manque de données régulières, que l'ONUDC s'efforce de compenser en faisant référence à d'autres sources, peut aussi influencer sur la physionomie des tendances. En second lieu, les questionnaires renvoyés ne sont pas toujours assez complètement remplis, ni exhaustifs. Tous ces chiffres doivent donc être considérés comme des ordres de grandeur du problème des drogues, et non comme des résultats précis. Notons également que tous les chiffres fournis, ceux, en particulier ceux qui se rapportent aux dernières années, peuvent faire l'objet d'une actualisation.

50% sont considérés comme 'en grande partie' remplis, les autres comme partiellement remplis seulement.)

Pour savoir dans quelle mesure les États membres fournissent les informations nécessaires, les réponses à un certain nombre de questions clés posées dans le Questionnaire ont été analysées :

- Pour le 'questionnaire sur l'offre', cela concerne notamment les réponses aux questions sur les 'saisies', plus précisément sur les quantités saisies (auxquelles 97% des pays faisant rapport ont répondu), le nombre de saisies opérées (75%), le 'trafic' [(origine des drogues (69%) et leur destination (62%)], les 'prix des drogues' (90%), les 'arrestations liées aux drogues'(87%) et les 'condamnations' (41%). L'analyse globale de ces données a montré, nous l'avons dit, que le 'questionnaire sur l'offre' avait été rempli à 77%.
- Pour le 'questionnaire sur la demande', les questions clés utilisées aux fins d'analyse avaient trait aux 'tendances de l'abus des drogues' (auxquelles 92% des États membres ont répondu), au 'classement des drogues par ordre de prévalence dans la population générale' (89%), aux 'estimations de prévalence' (population générale (35%), étudiants (42%); à l'usage problématique des drogues (30%), aux 'décès liés aux drogues' (35%), et aux 'traitements' (53%). Le taux global de réponse aux questions posées a été de 54% pour les pays qui ont renvoyé le 'questionnaire sur la demande' à l'ONUDC.

Les informations fournies par les États membres dans leur réponse au questionnaire forment la base des estimations et des analyses de tendances que l'on trouve dans le Rapport mondial sur les drogues. Il arrive souvent que les informations reçues et les données disponibles ne suffisent pas à donner une image fidèle et exhaustive des marchés mondiaux des drogues. Chaque fois que cela s'est révélé

nécessaire et possible, les données tirées des réponses au questionnaire ont été complétées par des données puisées à d'autres sources.

Comme les années précédentes, les données de saisies communiquées à l'ONUDC via les réponses au questionnaire ont été complétées, principalement par des données de l'OIPC/INTERPOL, par des informations fournies à l'ONUDC par les chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues (HONLEA) à l'issue de leurs réunions régionales, par d'autres données, obtenues dans le cadre du projet 'Données pour l'Afrique' de l'ONUDC et du 'Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique' (DAINAP). On s'est également servi, lorsqu'ils existaient, des rapports des gouvernements. Parmi les autres sources utilisées, citons les données publiées par le Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs du Département d'État des États-Unis dans son rapport sur la stratégie internationale de lutte contre les stupéfiants.

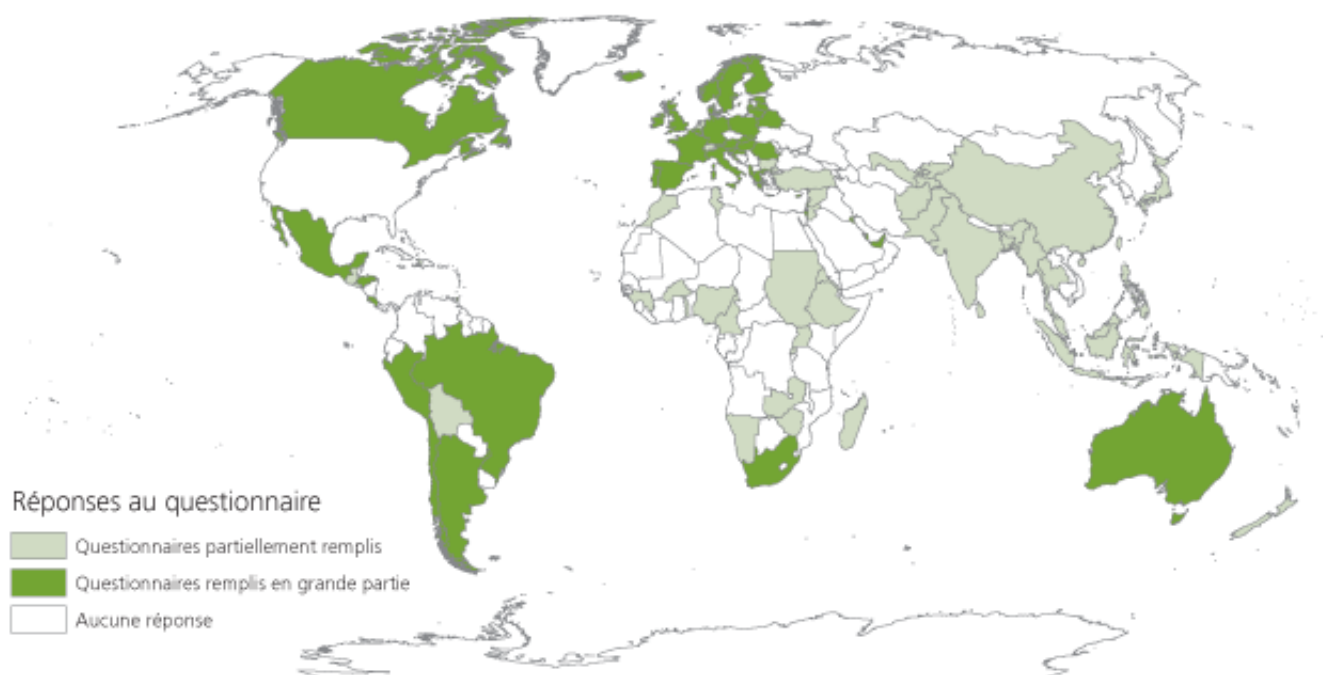
Les données de prix pour l'Europe ont été complétées par celles d'Europol sur les précurseurs chimiques. Les données sur les précurseurs reproduites dans le Rapport sont, pour l'essentiel, celles qui ont été collectées par l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS). Les informations relatives à la demande ont été puisées à un certain nombre d'autres sources, dont le Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP), les agences de lutte contre la drogue participant au 'Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique' de l'ONUDC, et divers réseaux épidémiologiques – nationaux ou régionaux – tels l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) ou la Commission interaméricaine

de lutte contre l'abus des drogues (CICAD). On a également puisé des informations dans les rapports de gouvernements publiés dans la littérature scientifique. Ce type d'informations complémentaires reste utile et nécessaire tant que les États membres ne disposent pas des systèmes de surveillance et de suivi permettant de produire des données fiables, complètes et comparables à l'échelon international.

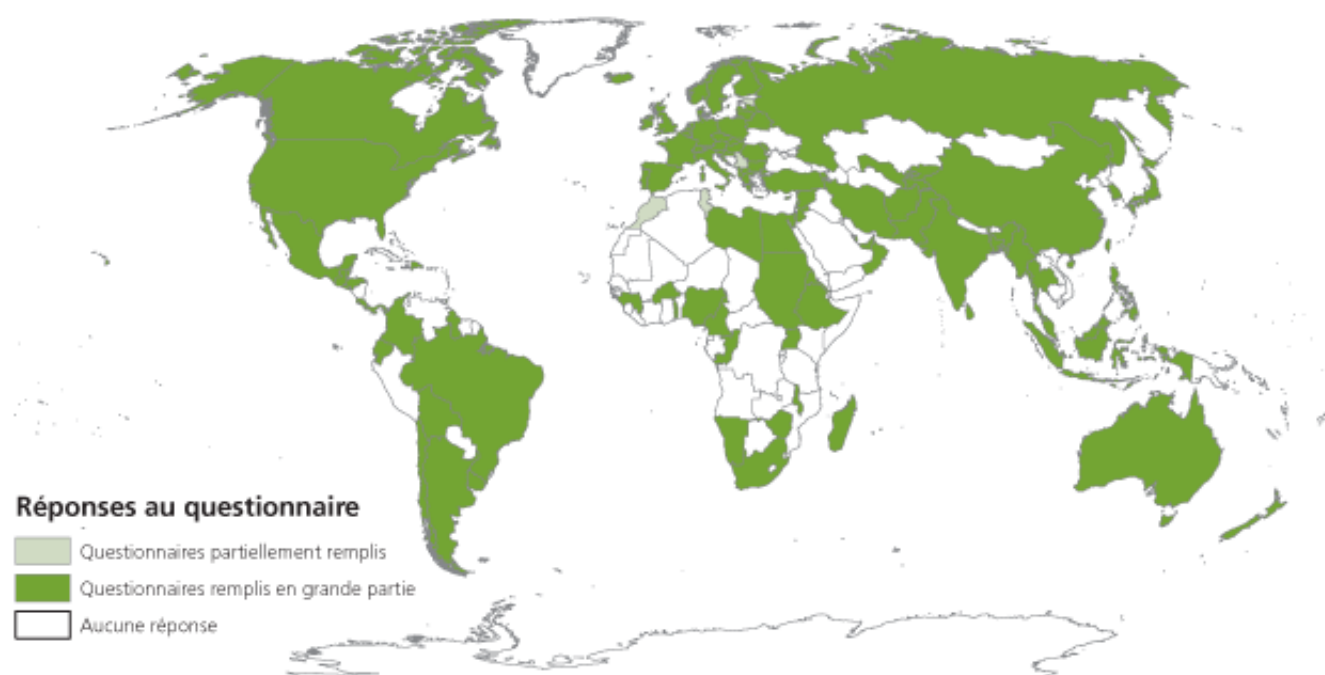
C'est à cette fin que l'ONUDC encourage et appuie l'amélioration des systèmes nationaux de surveillance. De grands progrès ont été accomplis ces dernières années dans certains des principaux pays producteurs de drogues. En étroite coopération avec le Programme mondial de surveillance des cultures illicites de l'ONUDC, et avec l'appui de certains grands donateurs, ces pays ont mis sur pied des systèmes de surveillance remarquables, conçus pour évaluer l'ampleur et les tendances de la culture des plantes dont on extrait des stupéfiants. Il y a là un autre outil précieux qui a servi à l'analyse des tendances présentée dans le Rapport mondial sur les drogues.

Les données relatives à la demande n'en demeurent pas moins insuffisantes. En dépit des progrès louables constatés dans un certain nombre d'États membres - en matière d'estimations de prévalence, par exemple - il reste beaucoup à faire avant de disposer d'une base véritablement fiable permettant l'analyse des tendances et des politiques et l'évaluation des besoins. La publication du Rapport mondial sur les drogues 2007 est une occasion de plus de souligner qu'il est besoin d'améliorer la collecte des données et la surveillance à travers le monde, en vue d'étayer la base de connaissances permettant de concevoir et d'appliquer des politiques efficaces.

Réponses au questionnaire destiné aux rapports annuels, Ile partie, Abus des drogues, pour 2005



Réponses au questionnaire destiné aux rapports annuels, Ille partie, Offre illicite de drogues, pour 2005



Sources et limites des données relatives à l'offre

Culture, production et fabrication

D'une manière générale, les estimations mondiales sont plus fiables en ce qui concerne la production, en particulier celle des plantes dont on tire des stupéfiants, qu'en ce qui concerne la demande. En application des décisions prises par les États membres à la Vingtième session extraordinaire de l'Assemblée Générale [des Nations Unies] consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue (1998) et des résolutions subséquentes de la Commission des stupéfiants, l'ONUDC a lancé, en 1999, un Programme mondial de surveillance des cultures illicites. L'objectif de ce programme est d'aider les États membres à établir des systèmes nationaux permettant de mesurer l'ampleur et l'évolution des cultures illicites de stupéfiants sur leur territoire. Les résultats sont compilés par l'ONUDC pour présenter chaque année des estimations mondiales. Les données sur la culture du pavot à opium et du cocaïer et sur la production d'opium et de feuilles de coca présentées dans le Rapport, et concernant les principaux pays producteurs (Afghanistan, Myanmar et Laos pour l'opium, et Colombie, Pérou et Bolivie pour la coca), proviennent des systèmes nationaux de surveillance des pays qui ont une production illicite et couvrent la période allant jusqu'à la fin de 2006. Le Gouvernement du Maroc, en coopération avec l'ONUDC, a également procédé à des enquêtes sur la culture illicite de cannabis et la production de résine de cannabis en 2003, 2004 et 2005. Les estimations relatives à d'autres pays présentées dans le Rapport sont tirées des réponses au questionnaire de l'ONUDC et de diverses

autres sources, dont les rapports des Gouvernements, des bureaux de terrain de l'ONUDC et du Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs du Département d'État des États-Unis.

L'indicateur clef permettant de mesurer les progrès accomplis dans la réduction de l'offre (objectif fixé en 1998 par la Vingtième session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue) est la superficie des terres consacrées aux plantes dont on tire des stupéfiants. L'ONUDC appuie depuis 1999 la mise en place de systèmes nationaux de surveillance dans les principaux pays producteurs de stupéfiants. Ces systèmes de surveillance sont conçus en fonction des spécificités nationales. La participation directe de l'ONUDC garantit la transparence des enquêtes de surveillance. Via son réseau d'experts en surveillance, au siège et sur le terrain, l'ONUDC veille à la conformité des systèmes nationaux, de manière qu'ils répondent aux normes méthodologiques internationales et aux besoins en information de la communauté internationale. La plupart de ces systèmes de surveillance sont fondés sur les techniques de télédétection (c'est-à-dire sur l'analyse des images-satellite), associées à des missions approfondies sur le terrain, rendues possibles par la présence de l'ONUDC dans tous les principaux pays producteurs de stupéfiants. Les images-satellite, jointes aux informations recueillies sur le terrain, offrent un moyen objectif et fiable d'estimer les cultures illicites. Selon les conditions locales, les enquêtes sont effectuées par recensement (culture de la coca en Colombie, au Pérou et en Bolivie, culture du cannabis au Maroc) ou par échantillonnage (culture du pavot à opium en Afghanistan, au

Myanmar et au Laos). La précision de ces diverses estimations varie, mais elle est souvent proche de 90%; en d'autres termes, la 'vérification sur le terrain des images-satellite' montre que 90%, environ, des zones analysées à partir d'images-satellite étaient identifiées à juste titre comme champs de pavot ou de coca. Dans le cas de l'échantillonnage, l'erreur potentielle est fonction du nombre de villages enquêtés et/ou du nombre de photos par satellite prises, qui constitueront la base des extrapolations ultérieures aux terres agricoles. Dans le cas de l'Afghanistan, par exemple, la zone estimative plantée en pavot à opium (selon l'enquête 2006 sur l'opium) variait – avec un intervalle de confiance $\alpha = 0,1$ – entre 150 000 et 180 000 hectares, soit +/- 9 pour cent de la valeur calculée de 165 000 hectares.

En outre, les enquêtes de terrain aident l'ONUSDC à obtenir des informations sur les rendements, les prix des drogues, ainsi que d'autres données socioéconomiques pouvant utilement servir à l'adoption d'autres formes de développement. On trouvera un compte rendu détaillé des diverses approches méthodologiques à la section 'méthodologie' de chacune des enquêtes. Consulter le site: <http://www.unodc.org/>

L'ONUSDC a également commencé de procéder à des estimations de rendement dans certains pays, où elle mesure les rendements de certaines parcelles témoin, et à élaborer des méthodes permettant d'extrapoler les rendements de variables supplétives, comme le volume de capsules de pavot ou le nombre de plantes par parcelle. Cette approche est utilisée en Asie du Sud-Est et en Afghanistan. Toutes ces mesures ont pour objet d'améliorer les estimations de rendement et de disposer d'informations indépendantes des rapports des agriculteurs. L'exactitude des rendements calculés dépend de plusieurs facteurs, dont le nombre de sites enquêtés. Dans le cas de l'Afghanistan, par exemple, l'intervalle de confiance pour les rendements moyens calculés à l'occasion de l'enquête 2006 était de +/- 3% de la valeur moyenne $\alpha = 0,1$.

Dans les zones où l'ONUSDC n'a pas encore entrepris de calculer les rendements, on s'est servi des résultats obtenus dans le cadre d'enquêtes nationales. C'est toujours le cas de certaines régions de la Bolivie (le Chapare), alors que dans d'autres (les Yungas, par exemple), ainsi qu'en Colombie et au Pérou, l'ONUSDC a déjà effectué des enquêtes de rendement, en coopération avec les autorités locales. L'inconvénient qu'il y a à se servir des données de rendement provenant d'autres sources tient au fait que les stratégies d'échantillonnage ne correspondent pas toujours forcément à la définition ONUDC de 'superficie cultivée', et que les variations constatées, d'une année à l'autre, en raison des conditions climatiques ou de l'introduction de semences, d'engrais et de pesticides améliorés, ne sont pas justement reflétées dans les résultats finals. Les nouvelles enquêtes ont produit des estimations de rendements supérieures à ce que les estimations antérieures laissaient

prévoir. De ce fait, il a fallu rétroactivement ajuster un certain nombre de chiffres; ainsi, les estimations mondiales pour la cocaïne sont aujourd'hui légèrement supérieures à celles publiées dans les précédentes livraisons du Rapport mondial sur les drogues.

Les ratios de transformation utilisés pour calculer la production potentielle de cocaïne à partir des feuilles de coca, ou la production d'héroïne à partir de l'opium, posent encore plus de problèmes. Pour être précis, ces calculs devraient s'appuyer sur des informations détaillées, recueillies à l'échelon local, concernant la teneur de l'opium en morphine ou la teneur en cocaïne des feuilles de coca, ainsi que des informations détaillées sur l'efficacité des laboratoires clandestins – qui dépend elle-même du savoir-faire, ainsi que de l'équipement et des précurseurs chimiques dont ils disposent. Ces informations ne sont pas disponibles. Plusieurs études lancées par les services de répression dans les grands pays producteurs de drogues ont fourni certains ordres de grandeur en ce qui concerne les ratios de transformation de la matière première en produit final. Le problème, c'est que cette information est généralement fondée sur un nombre très limité d'études de cas, qui ne sont pas forcément représentatives du processus de production en général. De ce fait, les marges d'erreurs potentielles dans un environnement qui évolue rapidement – de nouveaux laboratoires surgissant çà et là, tandis que d'autres sont démantelés – sont loin d'être négligeables. Cela vaut également pour la teneur des plantes en substances psychoactives. Une étude portant sur deux années réalisée par l'ONUSDC en Afghanistan a indiqué, par exemple, que la teneur en morphine de l'opium afghan était nettement supérieure à ce que l'on croyait précédemment. Les résultats de cette étude, associés aux informations sur la structure des prix (qui indiquaient qu'avec un ratio de 10:1 pour la conversion de l'opium en héroïne, les propriétaires de laboratoires perdraient de l'argent), prouvèrent à l'évidence qu'il fallait modifier ce ratio de conversion. En 2005, le ratio de transformation fut finalement ramené à 7:1, après que l'ont eut obtenu des informations complémentaires lors d'entrevues avec des producteurs afghans de morphine et d'héroïne. Ce ratio est demeuré inchangé pour 2006^a.

Plusieurs études sur la cocaïne ont été réalisées dans la région andine au cours de la dernière décennie, aux fins d'évaluer les ratios de transformation des feuilles de coca en cocaïne base et en chlorhydrate de cocaïne – qui sont également à la base des estimations de l'ONUSDC. Toutefois, certains ratios de conversion ne cadrent pas avec la structure des prix constatée de ces substances, ce qui amène à s'interroger sur leur validité et indique le besoin de les réviser. En même temps, l'ONUSDC ne peut bien évidemment pas construire de laboratoires clandestins et recruter des 'cuisiniers' pour améliorer ses statistiques. Tout cela souligne la difficulté pérenne d'estimer avec précision la production mondiale d'héroïne et de cocaïne, malgré les progrès accomplis dans l'évaluation des superficies cultivées et des autres aspects de la culture et de la production.

^a On trouvera un résumé détaillé de la question dans l'enquête 2006 de l'ONUSDC sur l'opium en Afghanistan, pp. 122-124.

La production ‘potentielle’ d’héroïne ou de cocaïne indique ce que seraient les niveaux de production de l’héroïne et de la cocaïne si l’opium ou les feuilles de coca étaient transformés en produit final dans les pays producteurs respectifs. Une partie de l’opium ou des feuilles de coca est directement consommée dans les pays producteurs ou dans les pays voisins, avant leur transformation en héroïne ou en cocaïne. En outre, des quantités importantes de produits intermédiaires, pâte de coca ou morphine, sont également consommées dans les pays producteurs. Ces facteurs ne sont que partiellement pris en compte. La feuille de coca est considérée comme licite en Bolivie et le Pérou n’est pas pris en compte pour ce qui concerne sa transformation en cocaïne. De même, l’opium consommé en Afghanistan, en Iran et au Pakistan n’est pas considéré comme disponible pour la production d’héroïne. De ce fait, les estimations mondiales de la production ‘potentielle’ devraient être assez proches de la production ‘réelle’. En outre, les ratios de transformation utilisés étant généralement prudents, la production ‘potentielle’ totale pourrait bien être proche de la production ‘réelle’ de produits finals, si l’on prend en compte les moindres quantités disponibles pour entamer le processus de transformation.

Le recours à la notion de ‘production potentielle’ du pays signifie que la production ‘réelle’ d’héroïne ou de cocaïne est sous-estimée dans certains pays et surestimée dans d’autres, alors que cela ne devrait que très peu influencer sur l’estimation du niveau mondial. L’estimation de la production ‘potentielle’ de cocaïne au Pérou, par exemple, dépasse la production réelle car une partie de la pâte de coca ou de la coca base produite au Pérou est exportée vers la Colombie voisine et d’autres pays pour être transformée en cocaïne. Partant du même raisonnement, les estimations de la production potentielle de cocaïne de la Colombie sous-estiment la production réelle de cocaïne du pays. La fabrication effective de cocaïne en Colombie utilise, à la fois, des feuilles de coca localement produites et de la coca base importée du Pérou.

En dépit de toutes ces difficultés, la précision globale des estimations mondiales de l’héroïne et de la cocaïne produites a assurément progressé au cours des dernières années et peut être considérée comme assez bonne.

La situation est moins satisfaisante en ce qui concerne le cannabis. Pour les feuilles de cannabis, la drogue la plus largement disséminée à travers le monde, on a procédé à l’agrégation de toutes les estimations de production. Dans la plupart des cas, ces estimations ne sont toutefois pas fondées sur des études scientifiques (elles reflètent souvent les rendements potentiels de zones éradiquées plutôt que la production réelle) et se réfèrent fréquemment à différentes années (car seul un nombre limité de pays fournissent ces estimations dans leur rapport annuel.) Un nombre important de pays ne fournit pas d’estimations. C’est pourquoi il a été procédé, une fois de plus, à l’examen systématique de tous les pays qui, au cours de la dernière décennie, ont été identifiés par d’autres pays comme importants pays sources de cannabis, ou qui ont signalé la saisie de plantes entières

de cannabis (signe révélateur d’une culture locale). Il a été estimé que, dans ces pays, la production couvrirait la demande intérieure; pour parvenir à ce résultat, on a multiplié le nombre estimatif d’usagers du cannabis par le taux mondial moyen de consommation de feuilles de cannabis, tiré de calculs antérieurs. Pour les pays identifiés comme producteurs de cannabis mais pas comme grands exportateurs, on a utilisé un certain pourcentage de la demande intérieure pour estimer la production locale. Les pourcentages choisis dépendaient des informations quantitatives et qualitatives disponibles pour différentes régions. Manifestement, ce n’est point là une technique d’estimation idéale, mais c’est la meilleure dont on dispose actuellement.

Pour la résine de cannabis, on dispose d’informations scientifiques sur ce qui est – très probablement – le plus grand pays producteur de résine de cannabis, qui, associées aux statistiques des saisies, permettent de procéder à des extrapolations à l’échelon mondial. Un autre calcul reposait sur une estimation de la production mondiale de feuilles de cannabis et sur les proportions comparées de la résine et des feuilles, en supposant que les risques de saisie soient les mêmes pour la résine et pour les feuilles de cannabis. La moyenne de ces deux estimations constitue l’estimation ONUDC de la résine de cannabis.

L’option retenue pour estimer la production de STA est celle de la triangulation, qui consiste à estimer la production en se fondant sur les saisies signalées du produit final et en formulant des hypothèses quant à l’efficacité des services de répression, quant aux saisies de précurseurs chimiques et quant aux estimations fondées sur le nombre de consommateurs et leurs niveaux de consommation plausibles. La moyenne de ces trois estimations permet alors de parvenir à l’estimation mondiale de l’ONUDC pour la production d’amphétamine, de méthamphétamine et d’ecstasy. La procédure d’estimation est demeurée largement inchangée par rapport à celle qui est en usage depuis la publication du Rapport mondial sur les drogues 2004, qui était fondé sur la méthode mise au point pour l’étude de l’ONUDC intitulée : *Étude sur l’ecstasy et les amphétamines, enquête mondiale 2003*.

Trafic

Les informations sur le trafic présentées dans ce rapport sont principalement tirées des réponses au Questionnaire destiné aux rapports annuels envoyées à l’ONUDC en 2006 et au début de 2007 et se rapportent à l’année 2005 (et aux années précédentes). Des sources complémentaires, telles que les rapports des gouvernements, d’Interpol et de l’Organisation mondiale des douanes (OMC), les rapports des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues (HONLEA), les données obtenues dans le cadre du projet ‘Data for Africa’ de l’ONUDC, les données obtenues dans le cadre du ‘Réseau d’information sur l’abus de drogues pour l’Asie et le Pacifique (DAINAP) de l’ONUDC et celles des bureaux de terrain de l’ONUDC ont permis de compléter ces infor-

mations. Priorité a toutefois été accordée aux données officiellement communiquées dans les réponses au Questionnaire destiné aux rapports annuels. L'analyse des quantités saisies, telle qu'exposée dans le présent rapport, s'est fondée sur les réponses au Questionnaire renvoyées par 120 pays entre juin 2006 et mai 2007, dont 118 ont fourni des informations sur les saisies. En prenant en compte les informations provenant d'autres sources, l'ONUDC dispose dans sa base DELTA de données de saisies émanant de 165 pays pour l'année 2005 (contre 156 seulement en 2004). Les saisies sont donc l'indicateur le plus complet de la situation en matière de drogues et de son évolution à l'échelle mondiale. Bien qu'elles ne reflètent pas toujours correctement les tendances du trafic à l'échelon national, elles donnent généralement une bonne image des tendances du trafic aux échelons régional et mondial.

Quelques problèmes techniques se posent du fait que – selon la drogue concernée – certains pays expriment les saisies en poids (kg) ou en volume (litres), tandis que d'autres rapportent leurs saisies en termes d'unités. Dans le rapport interactif en ligne sur les saisies (<http://www.unodc.org>), celles-ci sont exprimées telles que signalées. Dans le Rapport mondial sur les drogues, les données de saisies ont été agrégées et converties en une mesure unique : les saisies en 'équivalents kilogrammes'. Aux fins des calculs, une 'unité de consommation type' (pureté de la rue) a été retenue : 0,5 gramme pour les feuilles de cannabis; 0,135 gramme pour la résine de cannabis; 0,1 gramme pour la cocaïne et l'ecstasy; 0,03 gramme pour l'héroïne et les amphétamines; 0,00005 gramme (50 microgrammes) pour le LSD. Des saisies d'un litre sont supposées équivaloir à un kilogramme. Pour les saisies d'opiacés, on a supposé (sauf indication contraire dans le texte) que 10 kg d'opium équivalaient à 1 kg de morphine ou d'héroïne. Bien que tous ces ratios de conversion puissent être contestés, ils permettent à tout le moins d'exprimer les différentes saisies en une mesure unique. Les ratios de transformation, dérivés de ceux qu'utilisent les services de répression dans la littérature scientifique et l'Organe international de contrôle des stupéfiants, ont été établis en consultation avec la Section scientifique et du laboratoire de l'ONUDC. Aucun changement n'a été apporté aux ratios de transformation utilisés dans le Rapport mondial sur les drogues de l'année dernière.

Les saisies sont utilisées comme indicateur des tendances et des caractéristiques du trafic. Associés aux variations du prix des drogues ou de leur pureté, les changements affectant les saisies peuvent indiquer si le trafic a augmenté ou baissé. L'accroissement des saisies, associé à des prix stables ou en léger déclin indique manifestement une hausse du trafic. En revanche, l'augmentation des saisies et la hausse du prix des drogues peuvent refléter une efficacité accrue des services de répression. Les changements affectant le trafic peuvent également servir d'indicateur indirect de la production mondiale et de l'abus des drogues. Les saisies ne constituent, bien entendu, qu'un indicateur indirect du trafic, qui est soumis à l'influence de plusieurs autres fac-

teurs, comme l'évolution des lois sur la répression et les changements apportés au mode d'établissement des rapports. De sorte qu'il est difficile de savoir si les statistiques des saisies de certains pays représentent la totalité des cas notifiés, quelle qu'ait été la destination finale des drogues illicites, car cela peut varier – ce qui complique parfois l'évaluation du trafic. Le problème se trouve exacerbé par l'augmentation du volume de drogues saisi dans les pays qui jouxtent les principaux itinéraires de transit et par un recours plus fréquent aux 'livraisons surveillées' – par lesquelles les pays renoncent à la possibilité de saisir immédiatement les drogues pour pouvoir identifier des réseaux entiers de trafiquants opérant au travers des frontières, provoquant ainsi des 'perturbations en amont' et utilisant des informations communiquées par les services de renseignement pour alerter les pays partenaires et leur permettre de saisir les cargaisons avant qu'elles ne parviennent à leur destination finale. Ainsi, une bonne part de l'accroissement des saisies constaté dans la région andine ces dernières années peut être lié à de telles perturbations du marché en amont.

Toutefois, pendant bien plus longtemps - et sur de vastes territoires - les saisies se sont révélées un bon indicateur permettant de déceler les tendances sous-jacentes. Si les saisies effectuées à l'échelon national peuvent être influencées par de gros volumes de drogues en transit ou par un réordonnement des priorités en matière de répression, il est peu probable qu'il en aille de même à l'échelon régional ou mondial. Si une grosse expédition de drogues est retirée du marché dans un pays alors qu'elle se trouve en transit, on saisira probablement moins de drogues dans les pays voisins. De même, si les interventions des services de répression – et donc les saisies – diminuent dans un pays, les pays voisins risquent de pâtir d'une intensification du trafic, d'où une hausse des saisies. Il s'ensuit que les résultats nets, tels que découlant des changements de priorités dans un pays donné, n'ont généralement que peu d'importance à l'échelle régionale ou mondiale. Les changements affectant le trafic peuvent donc être considérés comme l'une des causes principales de l'évolution des saisies à l'échelon régional ou mondial. Et de fait, la comparaison, sur la base d'une série temporelle, de différents indicateurs dotés d'une dépendance statistique, a révélé de fortes corrélations (p. ex. estimations de la production mondiale d'opium et saisies mondiales d'opiacés, ou production mondiale de feuilles de coca et saisies mondiales de cocaïne), ce qui prouve la valeur des statistiques des saisies à l'échelle régionale ou mondiale. En même temps, les données montrent aussi que les taux d'interception ont progressivement crû au cours de la dernière décennie, reflétant ainsi le regain d'efficacité des services de répression à travers le monde.

Données relatives aux prix et à la pureté des drogues

L'ONUDC recueille et publie également des données relatives aux prix et à la pureté des drogues. Correctement collectées, les données relatives aux prix et à la pureté peuvent

être de puissants indicateurs servant à déceler les tendances du marché. Les changements qui affectent l'offre à court terme étant généralement plus marqués que ceux qui affectent la demande (qui s'étalent sur de plus longues durées), l'évolution des prix et des degrés de pureté est un bon indicateur de l'augmentation ou de la baisse réelle de l'offre sur le marché. La recherche a également montré que les changements à court terme sur les marchés de consommation sont – avant tout – reflétés dans les changements de pureté, alors que les prix tendent à demeurer plutôt stables sur de plus longues durées, car trafiquants au détail et consommateurs préfèrent les 'chiffres ronds'. L'ONUDC tire ses données sur les prix des réponses au Questionnaire destiné aux rapports annuels et complète cet ensemble de données par des informations puisées à d'autres sources, comme les données de prix collectées par Europol et d'autres organisations. On recueille les renseignements sur les prix à la sortie de l'exploitation, en gros ('prix au kilogramme') et au détail ('prix du gramme'). Les pays sont priés de préciser les prix et les degrés de pureté minimum, maximum et courants. Dans les cas où aucun prix/degré de pureté courant n'est indiqué, l'ONUDC calcule une moyenne des estimations, qui sert d'indice de substitution des prix/degrés de pureté 'ordinaires' (à moins que des études scientifiques n'aient été faites, qui fournissent de meilleures estimations). Ce que l'on ignore en général, c'est la façon dont les données ont été collectées, ainsi que leur représentativité statistique réelle. Si des progrès ont été enregistrés dans certains pays au cours des dernières années, un certain nombre de services de répression, dans plusieurs pays, n'ont pas encore compris l'importance stratégique de données collectées de façon systématique et à intervalles réguliers, pouvant être utilisées pour les analyses statistiques du marché des drogues – et pouvant également servir de système d'alerte précoce.

Sources et limites des données de consommation

Ampleur de l'abus de drogues

a. Vue d'ensemble

L'ONUDC publie régulièrement depuis 1997 des estimations des abus de drogues dans le monde (voir le *Rapport mondial sur les drogues 1997, 2000, 2004, 2005, 2006*, ainsi que les *Tendances mondiales de drogues illicites 2002 et 2003*). La septième série d'estimations publiée dans le présent rapport est fondée sur les informations reçues avant mai 2007.

Évaluer l'ampleur des abus (le nombre d'utilisateurs des drogues) est une tâche difficile car il s'agit de mesurer la taille d'une population cachée. Les marges d'erreur sont considérables et tendent à augmenter à mesure que l'on passe du plan national au plan régional, puis au plan mondial. En dépit des quelques améliorations enregistrées ces dernières années, les estimations fournies à l'ONUDC par

les États membres restent très hétérogènes en termes de qualité et de fiabilité. Il ne suffit pas simplement d'agréger ces estimations pour obtenir le nombre total d'utilisateurs des drogues dans le monde. Cependant, il est à la fois souhaitable et possible de définir des ordres de grandeur fondamentaux – qui sont bien évidemment sujets à révision à mesure que parviennent des informations nouvelles – et plus fiables.

L'estimation du taux d'abus mondial d'une drogue donnée se fait en plusieurs étapes :

1. Identification et analyse des sources appropriées;
2. Identification de quelques chiffres repères capitaux relatifs au niveau des abus dans certains pays choisis (prévalence annuelle des abus dans la population générale âgée de 15 à 64 ans), qui servent alors de 'points d'ancrage' aux calculs ultérieurs;
3. 'Normalisation' des données existantes (passer, par exemple, du groupe d'âge douze ans et plus au groupe d'âge standard 15 à 64 ans);
4. Extrapolation des résultats existants fondée sur les informations recueillies auprès des pays voisins se trouvant dans une situation culturelle, sociale et économique analogue (par exemple, prévalence au cours de la vie ou usage actuel et prévalence annuelle, ou résultats des enquêtes scolaires et prévalence annuelle dans la population générale);
5. Extrapolation des résultats disponibles dans les pays d'une région à l'ensemble de cette région, à l'aide de toutes les informations quantitatives et qualitatives existantes;
6. Agrégation des résultats régionaux pour parvenir à des résultats mondiaux.

La méthode employée pour parvenir à une estimation mondiale est demeurée essentiellement la même depuis son introduction, en 1997.

Au cours des années, l'ONUDC a reçu des estimations de la consommation de drogues illicites d'un grand nombre de pays (sous forme de réponses au Questionnaire destiné aux rapports annuels envoyées par les Gouvernements); celles-ci ont également été puisées à d'autres sources, comme les rapports des gouvernements et les résultats de la recherche publiés dans la littérature scientifique. Toutefois, les informations officiellement communiquées en quelque année que ce soit ne suffiraient pas à formuler des estimations mondiales. Au cours de la période allant de juin 2006 à mai 2007, par exemple, 104 pays ont envoyé à l'ONUDC des réponses à la seconde partie du questionnaire sur l'abus des drogues, mais 24 seulement ont fourni de nouvelles estimations quantitatives de leur situation en matière de drogues en 2005; parmi eux, 14 pays ont fourni des estimations de la prévalence de la consommation de drogues dans la population générale, et 16 des estimations de prévalence de l'usage parmi leurs étudiants. En incluant les estimations relatives aux années précédentes, l'ONUDC a formulé au cours des années des estimations quantitatives de la situation en matière de drogues dans 109 pays, dont 87 ont fourni des estimations de la prévalence dans la population générale, et 95 des estimations relatives à la consommation dans la population estudiantine.

Quant aux estimations relatives aux années antérieures, les taux de prévalence n'ont pas été révisés et ont été appliqués aux nouvelles estimations concernant la population générale en 2005. Dans le cas des pays qui n'ont pas répondu au Questionnaire, d'autres sources d'information – s'il en existait – ont été identifiées. On s'est également attaché à trouver d'autres sources d'information quand les taux de prévalence indiqués dans les réponses officielles au Questionnaire étaient déjà anciens. En outre, un certain nombre d'estimations ont dû être 'ajustées' (voir ci-dessous). À l'aide de toutes ces sources, il a été possible de procéder à des estimations pour 145 pays, territoires et régions. Les résultats pour ces pays ont été extrapolés à l'échelon sous-régional, puis agrégés à l'estimation mondiale.

On dispose d'informations détaillées pour les pays d'Amérique du Nord, un grand nombre de pays européens, un certain nombre de pays d'Amérique du Sud, quelques pays d'Océanie (dont les deux plus grands) et un nombre limité de pays d'Asie et d'Afrique. Pour les autres pays, les informations qualitatives existantes ne permettent que des approximations 'au pifomètre'. Dans les cas où l'on manquait totalement de données pour tels pays particuliers, on est parti de l'hypothèse que l'usage de drogues y était voisin de celui de la moyenne sous-régionale, à moins que d'autres indicateurs n'aient donné à penser qu'il était supérieur ou inférieur à cette moyenne.

L'un des problèmes majeurs que posent les estimations de prévalence émanant des pays est celui de leur degré de précision, qui varie sensiblement d'un pays à un autre. Si un certain nombre d'estimations sont fondées sur des enquêtes épidémiologiques fiables, d'autres sont visiblement le fruit d'une évaluation 'au petit bonheur'. Dans d'autres cas, les estimations reflètent simplement l'agrégation du nombre de toxicomanes inscrits sur les registres – qui ne représente vraisemblablement qu'une petite partie de la population nationale d'usagers des drogues.

Même dans les cas où l'on dispose d'informations détaillées, les définitions employées sont souvent divergentes : données des registres (personnes en contact avec les services de traitement ou avec le système judiciaire) contre données tirées des enquêtes (généralement, une extrapolation des résultats obtenus au moyens d'entrevues avec des personnes appartenant à un échantillon choisi); population générale contre enquêtes spécifiques parmi certains groupes choisis en fonction de l'âge (enquêtes en milieu scolaire, par exemple), du cadre (un hôpital ou une prison),

et de la prévalence (au cours de la vie, annuelle ou mensuelle), etc.

En vue d'amenuiser l'erreur consistant à agréger simplement des estimations aussi variées, on s'est efforcé de normaliser – dans toute la mesure du possible – cet ensemble de données hétérogènes. Ainsi, toutes les estimations disponibles ont été transformées en un seul indicateur : la prévalence annuelle dans la population générale âgée de 15 à 64 ans et plus, à l'aide de ratios de transformation tirés de l'analyse de la situation dans les pays voisins et, quand ces données n'étaient pas disponibles, à l'aide d'estimations faites aux États-Unis, le pays le plus étudié du monde en matière d'usage de drogues.

L'hypothèse de base est que le taux d'usage diffère selon les pays, mais qu'il existe néanmoins des caractéristiques générales (le fait, par exemple, que la prévalence au cours de la vie soit plus élevée que la prévalence annuelle, ou que les jeunes consomment plus de drogues que les personnes plus âgées) qui peuvent être universellement appliquées. On part également de l'hypothèse que le ratio entre prévalence au cours de la vie et prévalence annuelle dans la population générale, ou entre prévalence au cours de la vie et prévalence annuelle parmi les jeunes, ne varie pas sensiblement entre pays jouissant de conditions sociales, culturelles et économiques similaires. Les diverses données à long terme émanant d'un certain nombre de pays semblent confirmer ces hypothèses.

Pour minimiser le risque potentiel d'erreur lié à l'emploi de méthodes différentes, toutes les estimations (après transformation) relatives à un même pays ont été prises en compte et, à moins que des considérations d'ordre méthodologique n'aient préconisé le recours à une méthode plutôt qu'à une autre, la moyenne des diverses estimations a été calculée, puis retenue comme estimation de l'ONUDDC pour un pays donné.

b. Indicateurs utilisés

L'indicateur le plus largement utilisé à l'échelle mondiale est le taux de prévalence annuelle, soit le nombre de personnes ayant consommé une drogue illicite une fois au moins dans les douze mois précédant l'enquête. Cette "prévalence annuelle" étant l'indicateur le plus couramment employé pour mesurer la prévalence, elle a été adoptée par l'ONUDDC comme indicateur clef servant à mesurer l'importance de l'usage. Elle a également été retenue par le Consensus de Lisbonne^b (20-21 janvier 2000) sur les prin-

^b Les indicateurs de base permettant de surveiller l'abus des drogues agréés par toutes les organisations parties au Consensus de Lisbonne, en 2000, sont :

- La consommation de drogues dans la population générale (estimations de prévalence et d'incidence);
- La consommation de drogues dans la jeunesse (estimations de prévalence et d'incidence);
- L'abus de drogues à haut risque (estimation du nombre d'usagers des drogues par injection et proportion d'usagers ayant des comportements à haut risque et estimation du nombre d'usagers quotidiens des drogues);
- Recours à certains services en cas de problèmes liés aux drogues (nombre d'individus recherchant une aide pour des problèmes liés à leur toxicomanie);
- Morbidité liée aux drogues (prévalence du VIH et des virus des hépatites B et C parmi les consommateurs de drogues illicites);
- Mortalité liée aux drogues (décès directement attribués à la consommation de drogues).

Si tous ces indicateurs ont été pris en compte lors de l'analyse de la situation en matière d'abus des drogues, lorsqu'il s'est agi de trouver un élément permettant les comparaisons mondiales, le choix a été fait de s'en tenir à l'indicateur clef le plus communément disponible, celui aussi qui donne un ordre de grandeur de la situation en matière d'abus : la prévalence annuelle dans la population âgée de 15 à 64 ans.

cipaux indicateurs épidémiologiques de la demande (CN.7/2000/ CRP.3). L'emploi de la "prévalence annuelle" est un compromis entre données sur la "prévalence au cours de la vie" (usage de drogues une fois au moins au cours de la vie) et données sur l'usage actuel (usage de drogues une fois au moins au cours du mois précédent). Les données sur la prévalence au cours de la vie sont généralement plus faciles à produire, mais ne sont pas très indicatives. Les données sur l'usage actuel sont plus intéressantes. Elles requièrent toutefois des échantillons plus importants pour fournir des résultats probants et sont, de ce fait, plus coûteuses à produire, surtout s'il s'agit de drogues autres que le cannabis, qui est très répandu.

Le taux de "prévalence annuelle" est généralement exprimé en pourcentage de la population jeune et adulte. Toutefois, les définitions des groupes d'âge varient d'un pays à l'autre. Vu la répartition très dissymétrique de l'usage de drogues entre les différentes cohortes d'âge dans la plupart des pays, (les adolescents et les jeunes adultes ont des taux de prévalence nettement supérieurs à ceux des adultes plus âgés ou des personnes à la retraite), les différences entre groupes d'âge peuvent déboucher sur des résultats assez divergents. Les groupes d'âge généralement utilisés par les États membres de l'ONU DC sont : 12+; 14+; 15+; 18+; 12-60; 16-59; 18-60; 15-45; 15-75 et, de plus en plus fréquemment, 15-64. La version révisée du Rapport annuel sur les drogues adoptée par les États membres a remplacé depuis 2001/2002 l'ancien questionnaire et précise bien que le groupe d'âge 15-64 ans est le groupe de population clef en regard duquel l'usage de drogues doit être mesuré. Les données de prévalence figurant dans le présent rapport sont donc rapportées pour le groupe d'âge 15-64 ans. Dans les cas où les groupes d'âge utilisés par les États membres ne différaient pas sensiblement de celui-ci, ils ont été reproduits tels que présentés et le groupe d'âge explicitement ajouté. Dans le cas où les études étaient fondées sur des groupes d'âge sensiblement différents, les résultats ont été adaptés de manière à correspondre au groupe d'âge des 15-64 ans. (Voir ci-dessous).

Les méthodes utilisées pour collecter des données sur les activités illicites varient selon les pays. Cela diminue leur comparabilité. Les possibilités d'amenuiser – a posteriori – les différences dues à l'emploi de méthodes différentes sont limitées. C'est pourquoi l'ONU DC se félicite des efforts déployés à l'échelon régional en vue d'une meilleure comparabilité des données (comme cela se fait actuellement en Europe, sous l'égide de l'OECD, et dans les Amériques sous l'égide de la CICAD).

Dans un certain nombre de cas, on obtient aussi des résultats divergents pour un même pays si l'on use de méthodes différentes. Dans de tels cas, les sources ont été analysées en profondeur et priorité a été donnée aux méthodes qui sont également utilisées dans d'autres pays. Par exemple, il est généralement admis que les enquêtes auprès des ménages sont des instruments assez fiables dans l'estima-

tion de l'usage de cannabis, de STA ou de cocaïne dans la population générale. Cela étant, les enquêtes auprès des ménages ont généralement été privilégiées par rapport à d'autres moyens d'estimation de la prévalence, comme les données figurant sur les registres de la police ou sur ceux des centres de traitement.

Toutefois, dans le cas des abus d'héroïne (ou de l'usage de drogues par injection), un accord général semble se dégager pour dire que les données sur la prévalence annuelle des enquêtes nationales auprès des ménages tendent à gravement sous-estimer ces abus, car souvent les héroïnomanes lourds ne vivent pas au sein de ménages^c. Ils sont sans abri ou vivent en milieu hospitalier ou en prison. Qui plus est, l'abus d'héroïne est fortement stigmatisé, de sorte que le nombre de personnes prêtes à ouvertement admettre un problème d'héroïnomanie est forcément limité. Toutefois, un certain nombre de méthodes indirectes ont été mises au point au cours des deux dernières décennies, qui permettent de formuler des estimations pour ce type d'usagers à problème. Plusieurs d'entre elles font appel à divers multiplicateurs (par exemple, multiplicateurs de traitement, multiplicateurs des données de la police, multiplicateurs du VIH/SIDA ou multiplicateurs de mortalité), aux procédés de capture-recapture et aux indicateurs multidimensionnels.

Chaque fois qu'il a été possible de recourir à ces moyens indirects pour estimer l'usage problématique des drogues, ils ont pris la priorité sur les résultats des enquêtes auprès des ménages. La plupart des estimations relatives à l'usage problématique des drogues ont été obtenues auprès des pays européens. À moins que l'on n'eût la preuve qu'une bonne part de l'usage problématique de drogues était liée à la consommation d'autres drogues, on a généralement considéré que l'usage problématique concernait les opiacés. Dans le cas de certains pays nordiques, où l'on sait que l'usage d'amphétamine représente une bonne part de l'usage problématique global, les données concernant les usagers à problème ont été corrigées en recourant à la proportion d'opiomanes en traitement pour estimer les abus d'opiacés. On en a usé de même pour l'Espagne, où la cocaïne a beaucoup progressé parmi les usagers à problème.

Pour les autres drogues, priorité a été accordée aux données de prévalence révélées par les enquêtes auprès des ménages. Toutefois, un certain nombre de pays n'ont pas communiqué leurs données de prévalence annuelle, mais celles de la prévalence au cours de la vie ou de l'usage habituel des drogues; ou bien ils ont fourni des données sur la prévalence annuelle, mais pour un groupe d'âge différent. Pour parvenir à des résultats fondamentalement comparables, il a donc été nécessaire d'extrapoler à partir des données relatives à l'usage actuel ou à la prévalence au cours de la vie pour obtenir des taux de prévalence annuelle et/ou d'ajuster les résultats, compte tenu des différences entre les groupes d'âge.

^c Le problème de la sous-estimation est plus répandu dans le cas de l'héroïne, mais il n'est pas exclu pour d'autres drogues, comme la cocaïne ou la méthamphétamine.

Méthodes indirectes permettant de mesurer l'usage problématique des drogues

Multiplicateur des traitements: Si une enquête parmi les usagers de l'héroïne révèle, par exemple, qu'un quart d'entre eux ont suivi un traitement l'année précédente, la multiplication par quatre de la population d'héroïnomanes en traitement enregistrés fournit une estimation du nombre probable d'usagers à problème de l'héroïne dans le pays.

Multiplicateur des données de la police: De même, si une enquête parmi les usagers de l'héroïne révèle qu'un cinquième d'entre eux ont été arrêtés l'année précédente, la multiplication par cinq du nombre de personnes appréhendées pour détention d'héroïne fournit une autre estimation du nombre d'héroïnomanes. La sélection de divers multiplicateurs et leur application à la population d'héroïnomanes enregistrés fournit un éventail d'estimations plausibles de la population d'usagers de l'héroïne dans un pays. Le point médian de cette fourchette ou la moyenne des estimations sert ensuite à établir une moyenne nationale.

Les modèles de capture-recapture sont une autre méthode, fondée sur les probabilités, à laquelle on peut recourir sans devoir entreprendre une recherche complémentaire sur le terrain. Si l'on trouve dans un registre (celui des arrestations, par exemple) les noms de 500 personnes appréhendées pour détention d'héroïne et, dans un second registre (celui des traitements, par exemple), les noms de 2 000 personnes suivant un traitement pour abus d'héroïne, et si les noms de 400 personnes figurent sur les deux registres à la fois, on peut supposer que 20% des toxicomanes (400/2 000) ont été arrêtés, de sorte que la population totale d'héroïnomanes serait de l'ordre de 25 000 (5 000/20%), soit cinq fois plus que le nombre total

d'usagers de l'héroïne appréhendée. On peut généralement obtenir de meilleurs résultats en analysant des données de plus de deux registres (à choisir, par exemple, entre les registres des arrestations, des traitements, des transports en ambulance, de la mortalité, des traitements de substitution, des patients atteints du VIH, etc.). Il existe des modèles de capture-recapture plus perfectionnés, utilisés par des pays avancés pour faire des calculs fondés sur plusieurs registres. Toutefois, pour parvenir à un ordre de grandeur plausible du problème de l'héroïnomanie dans un pays donné, il suffit sans doute de calculer les diverses combinaisons ci-dessus et d'utiliser ensuite le point médian ou la moyenne des estimations obtenues.

Autre option intéressante : l'utilisation d'indicateurs multidimensionnels. Dans le cadre de cette méthode, on lance un certain nombre d'enquêtes locales/régionales en se servant de divers multiplicateurs et/ou méthodes de capture-recapture. Ces études locales sont généralement bien moins onéreuses que les enquêtes nationales exhaustives. Elles servent de points d'ancrage aux procédures d'estimation qui s'ensuivent. L'hypothèse subséquente est que les abus de drogues à l'échelon local recourent d'autres données faciles à se procurer. Par exemple, les chiffres relatifs aux arrestations pour abus d'héroïne, aux traitements, aux infections par le VIH découlant de l'usage de drogues par injection, etc. seront vraisemblablement plus élevés dans les communautés où les abus d'héroïne sont répandus que dans celles où les abus sont moins fréquents. En outre, les abus d'héroïne peuvent aussi être en corrélation avec des indicateurs sociaux faciles à obtenir (toxicomanie plus élevée dans les secteurs défavorisés que dans les zones aisées, et dans les zones rurales qu'en milieu urbain, etc.). Prenant en compte toutes ces informations complémentaires, on peut alors extrapoler les résultats des études locales à l'échelle nationale.

c. Méthodes d'extrapolation utilisées

Quelques exemples concrets permettront de mieux comprendre les méthodes utilisées pour ces ajustements et extrapolations :

Ajustements relatifs aux différences entre les groupes d'âge:

La Nouvelle-Zélande, par exemple, a réalisé en 2001 une enquête auprès des ménages couvrant la population âgée de 15 à 45 ans. Selon cette enquête, la prévalence annuelle de l'usage d'ecstasy affectait 3,4% de cette population, soit quelque 56 000 personnes. Comme l'usage d'ecstasy est fortement associé aux groupes d'âge plus jeunes, on peut supposer que le groupe d'âge 45+ en consomme peu. Par-

tant de là, la division de la population précitée consommant de l'ecstasy par le groupe d'âge des 15-64 ans permet d'estimer le taux de prévalence à 2,2%.

La situation est un peu plus complexe dans le cas de la cocaïne. User de la même approche en Nouvelle-Zélande abaisserait le taux de la prévalence annuelle, qui passerait de 0,6% de la population âgée de 15 à 45 ans à 0,4% de la population âgée de 15 à 64 ans. Dans ce cas, cependant, il faut supposer qu'il existe certainement des personnes âgées de plus de 45 ans qui consomment de la cocaïne. Un taux de 0,4% constitue donc une estimation minimum. Une autre méthode d'estimation est indiquée. On a donc étudié la relation entre consommation de cocaïne chez les 15-45

^d À l'origine, ces méthodes ont été mises au point pour estimer la taille d'une population animale. Si, par exemple, l'on pêche 200 poissons (la 'capture'), qu'on les marque et qu'on les rejette à l'eau et que le lendemain on pêche 100 poissons, dont dix sont marqués (la 'recapture'), des considérations d'ordre probabiliste conduisent à penser que le nombre de poissons pêchés le premier jour représentait un échantillon de 10% de la population totale. De ce fait, on peut estimer la population totale de ce lac à quelque 2 000 poissons.

^e L'avantage de cette méthode tient à ce qu'il n'est pas besoin d'entreprendre de recherche complémentaire sur le terrain. Des problèmes se posent toutefois du fait que les deux 'processus d'échantillonnage' pour les registres utilisés ne sont pas indépendants l'un de l'autre, de sorte que certaines des hypothèses fondamentales du modèle peuvent être transgressées (par exemple, le ratio pourrait être plus élevé du fait que certaines des personnes arrêtées seront sans doute orientées vers un centre de traitement; de ce fait, ce ratio ne correspond plus à la proportion réelle de personnes arrêtées dans la population de toxicomanes, ce qui peut conduire à une sous-estimation de la population totale d'héroïnomanes.

ans et chez les 15-64 ans dans d'autres pays. La conclusion tirée de cet exercice est que le taux de prévalence de l'usage de cocaïne dans le groupe des 15-64 ans représente 75%, environ, du taux de prévalence du groupe des 15-45 ans. Au lieu de 0,4%, le taux de prévalence de la cocaïne en Nouvelle-Zélande a donc été estimé représenter 0,45% de la population âgée de 15 à 64 ans.

Des considérations du même ordre ont amené à ajuster les données provenant d'autres pays en fonction du groupe d'âge. Un certain nombre de pays donnent des taux de prévalence pour les groupes d'âge 15+ et 18+. Dans de tels cas, on part généralement de l'hypothèse que l'usage de drogues n'est guère important au-delà de 65 ans. Le nombre d'usagers dans la population des 15+ (ou des 18+) est donc indiqué en proportion de la population âgée de 15 à 64 ans.

Extrapolation des résultats de la prévalence au cours de la vie à la prévalence annuelle

Certains pays ont réalisé des enquêtes ces dernières années, mais ont omis de demander si la consommation de drogues alléguée avait eu lieu au cours de l'année précédente. Dans de tels cas, les résultats peuvent quand même être extrapolés de façon à obtenir une estimation de la prévalence annuelle – et l'on peut s'attendre à des résultats assez satisfaisants. Si l'on prend, par exemple, les chiffres de la prévalence au cours de la vie et de la prévalence annuelle

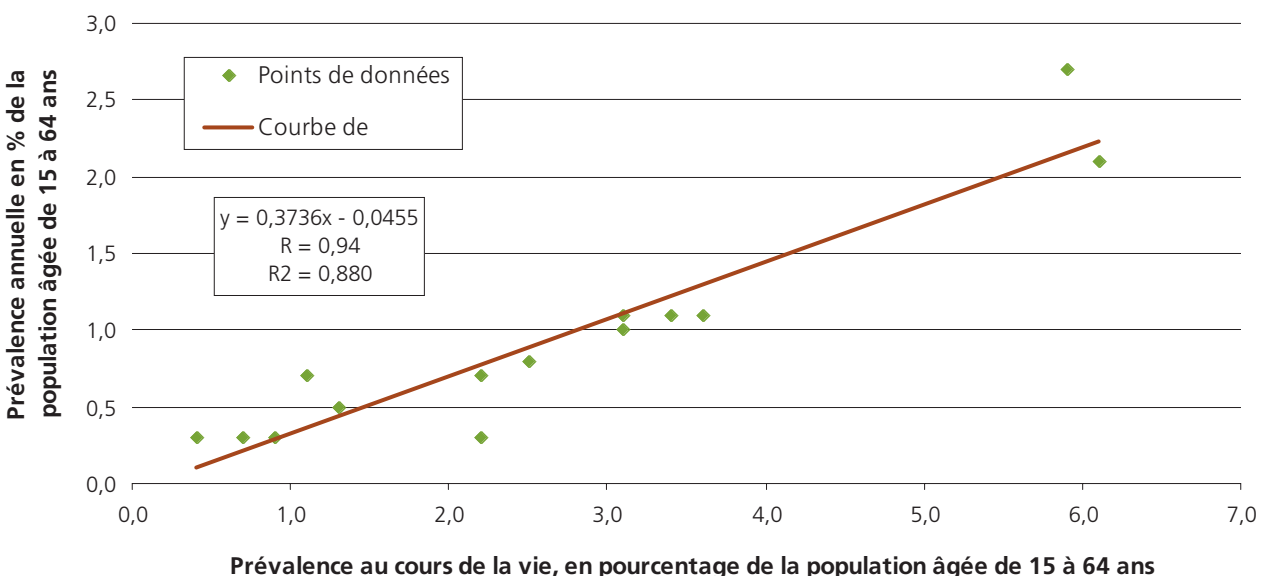
de l'usage de cocaïne dans certains pays d'Europe occidentale, on peut montrer qu'il existe une forte corrélation positive entre les deux mesures (coefficient de corrélation $R = 0,94$); autrement dit, plus la prévalence au cours de la vie est élevée, plus la prévalence annuelle l'est – en général – aussi, et vice-versa. Partant de la courbe de régression qui en résulte ($y = 0,3736 * x - 0,0455$, y représentant la prévalence annuelle et x la prévalence au cours de la vie), on peut estimer qu'un pays d'Europe occidentale ayant un taux de prévalence au cours de la vie de 2% aura probablement une prévalence annuelle de l'ordre de 0,7% (voir aussi le graphique ci-dessous)

On obtient pratiquement les mêmes résultats en calculant le ratio taux de prévalence annuelle non pondéré des pays d'Europe occidentale/taux de prévalence au cours de la vie non pondéré ($0,93/2,61 = 0,356$) et en multipliant ce ratio par le taux de prévalence au cours de la vie concerné ($2% * 0,356 = 0,7%$).

On a usé d'une méthode analogue pour calculer le ratio global, en faisant la moyenne des ratios prévalence annuelle/prévalence au cours de la vie calculés pour chaque pays. En multipliant le ratio moyen qui en résulte (0,387) par la prévalence au cours de la vie du pays concerné, on obtient une estimation de la prévalence annuelle ($0,387 * 2% = 0,8%$). Cette méthode permet aussi de calculer un intervalle de confiance pour cette estimation.

Il y a 95% de chances pour que le taux de prévalence

Taux de taux de prévalence annuelle et de prévalence au cours de la vie de l'usage de cocaïne en Europe occidentale



Source: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels; Rapport annuel de l'OEDT

^f On calcule pour chaque pays le ratio entre prévalence annuelle/prévalence au cours de la vie. On établit ensuite la moyenne des résultats. Dans notre exemple: $(0,64 + 0,32 + 0,43 + 0,14 + 0,32 + 0,38 + 0,35 + 0,32 + 0,75 + 0,31 + 0,32 + 0,33 + 0,46 + 0,34) : 14 = 0,387$.

annuelle dans le pays concerné s'inscrit dans une fourchette comprise entre 0,6% et 1%⁶. Vu l'étroite relation entre prévalence au cours de la vie et prévalence annuelle (et la corrélation encore plus étroite entre prévalence annuelle et prévalence mensuelle), on a généralement préféré les extrapolations de données de prévalence au cours de la vie ou relatives à l'usage actuel aux autres types d'extrapolations.

Mais on ne peut escompter de bons résultats de ces estimations (ne comportant qu'une faible erreur potentielle) qu'à partir des extrapolations faites pour un pays situé dans la même région. Si, plutôt que d'utiliser la moyenne pour l'Europe occidentale (0,387), on se servait du ratio des États-Unis (0,17), l'estimation pour un pays dont le taux de prévalence au cours de la vie de l'usage de cocaïne serait de 2% tomberait à 0,3% ($2\% * 0,17$). Une telle estimation serait sans doute correcte pour un pays dont l'historique en matière de drogues serait analogue à celui des États-Unis. Ces derniers pâtissent d'un problème de cocaïne depuis plus de deux décennies et se trouvent donc confrontés à des taux de prévalence au cours de la vie très élevés, ce qui ne les a pas empêchés de grandement progresser dans la réduction de la consommation de cocaïne par rapport au milieu des années 1980. Cela fait que la prévalence annuelle ne représente qu'une faible proportion de la prévalence au cours de la vie. En Europe occidentale, en revanche, le problème de l'abus de cocaïne n'est apparu qu'au cours de la dernière décennie et continue de croître.

Dans ce contexte, on a utilisé – chaque fois que possible – aux fins des extrapolations de données provenant de pays appartenant à une même région. Ainsi, on s'est servi de données provenant d'Europe centrale et de l'Est pour extrapoler les résultats à d'autres pays de la région qui ne collectent pas de données de prévalence annuelle. La plupart de ces pays n'avaient enregistré que de faibles taux d'abus pendant la guerre froide, mais ceux-ci ont crû rapidement dans les années 1990.

Extrapolations fondées sur les données relatives aux traitements

Pour nombre de pays en développement, les seules données disponibles sur la demande sont celles qui concernent les demandes de traitement. Dans de tels cas, on a cherché d'autres pays de la région ayant une structure socio-économique similaire et qui fournissent chaque année des taux de prévalence et des données de traitement. Puis, l'on a calculé pour chaque pays le ratio de personnes traitées par

1 000 usagers des drogues. On a ensuite établi la moyenne des différents pays; le ratio obtenu a servi à extrapoler le nombre de toxicomanes à partir de celui des personnes en traitement.

Extrapolations fondées sur les enquêtes en milieu scolaire

L'analyse de pays qui ont procédé à des enquêtes auprès des ménages et à des enquêtes en milieu scolaire montre qu'il existe généralement une corrélation positive entre les deux variables, en particulier pour le cannabis, les STA et la cocaïne. Cette corrélation est toutefois moins marquée que celle entre la prévalence au cours de la vie et la prévalence annuelle ou entre l'usage actuel et la prévalence annuelle dans la population générale, mais plus forte que la corrélation entre usage d'opiacés et VIH lié à l'usage de drogues par injection, et plus forte aussi que le lien entre usage de drogues et traitement.

Extrapolation à l'échelle régionale et mondiale

Après avoir comblé – dans toute la mesure du possible – les lacunes des données, l'étape suivante a consisté à calculer la prévalence moyenne pour chaque sous-région. Pour ce faire, les taux de prévalence signalés/estimés des pays ont été appliqués à la population âgée de 15 à 64 ans, telle qu'estimée par la Division de la population des Nations Unies pour l'année 2005. Pour les autres pays, ceux pour lesquels on ne pouvait faire d'estimations, on a appliqué le taux de prévalence moyen de la sous-région, à moins que des informations complémentaires n'aient donné à penser que la moyenne régionale était trop élevée/trop basse pour les pays concernés. Tous ces 'ajustements', fondés sur des informations qualitatives, n'ont que faiblement affecté l'estimation globale.

Après le calcul détaillé de toutes les estimations sous-régionales, les estimations particulières pour chaque sous-région ('nombre d'usagers des drogues') ont été agrégées pour constituer une estimation régionale; puis, on a procédé à l'agrégation des moyennes régionales pour arriver à une estimation mondiale.

d. Observations finales

Il va sans dire qu'aucune des méthodes permettant d'extrapoler les résultats d'autres pays n'est exempte d'inconvénients et, qu'en dépit des efforts déployés, les résultats de ces estimations pour tels pays particuliers doivent néan-

⁶ Le calcul de l'intervalle de confiance peut être fait comme suit :

1) Détermination d'alpha (généralement 0,05);

2) Détermination du nombre d'observations (14 dans ce cas), et

3) Calcul de l'écart type (0,1502 pour l'exemple choisi). Cela permet de calculer l'erreur type (écart type : (racine carrée de n), soit (0,1502 : (racine carrée de 14)) = 0,040). La valeur z pour alpha égale 0,05 est 1,96. Multiplier l'erreur type par la valeur z (0,040 * 1,96) devrait donner l'intervalle de confiance (+/- 0,078). Mais vu le faible nombre d'observations (où n < 30), mieux vaut recourir à la statistique T. Dans ce cas, l'erreur type doit être multipliée par la valeur t idoine (2,145 pour n-1 degrés de liberté (14-1) et alpha égale 0,05 pour les statistiques T bilatérales, comme on le trouve dans les statistiques sur la valeur de t). Le résultat obtenu est un intervalle de confiance de +/- 0,0858 (= 0,040 * 2,145). Plusieurs tableurs permettent de produire automatiquement ces statistiques. Avec Excel, par exemple, le bouton 'statistiques descriptives' dans la barre d'outils 'analyse des données' permet de calculer automatiquement l'intervalle de confiance et recourt aux statistiques T chaque fois que nécessaire. L'application de l'intervalle de confiance +/-0,086 au ratio moyen calculé ci-dessus et au ratio médian donne un éventail de ratios allant de 0,301 à 0,473. À l'aide de ces deux ratios, on parvient à une estimation minimale du taux de prévalence annuelle de 0,6% ($2\% * 0,301$) et à une estimation maximale de 0,95% ($2\% * 0,473$).

moins être interprétés avec prudence. Toutefois, cela ne devrait pas influencer sur les résultats d'ensemble dans la mesure où certaines sous-estimations sont, très probablement, compensées par des surestimations, et vice-versa, et l'on s'est efforcé au mieux d'éviter toute distorsion systématique dans l'estimation. En outre, pour réduire le risque de biais systématique, les estimations ont été fondées – dans toute la mesure du possible – sur les données des pays voisins de la région.

Il est toutefois admis que les estimations fournies aujourd'hui peuvent changer considérablement une fois que l'on dispose de données d'enquêtes. La méthode employée par l'ONUDC pour parvenir à des estimations mondiales en extrapolant les résultats d'un échantillon de pays (pour lesquels on dispose de données) à une sous-région, signifie également que tout changement méthodologique peut avoir un impact non négligeable sur les estimations finales. Dans bien des cas, cependant, les données concrètes tirées des enquêtes effectuées dans les États membres se sont révélées assez proches des estimations de l'ONUDC.

Les estimations mondiales contenues dans le présent rapport doivent néanmoins être traitées avec circonspection. Elles fournissent des ordres de grandeur plausibles plutôt que des statistiques précises sur la prévalence et l'évolution des abus de drogues dans le monde. On peut s'attendre encore à d'autres changements car les pays produisent désormais des estimations plus fiables, fondées sur des méthodes scientifiques rigoureuses. Toutefois, en l'absence d'études mondiales sur l'abus des drogues, les estimations (et les procédures sur lesquelles elles s'appuient) présentées dans ce rapport en donnent la meilleure image dont on puisse actuellement disposer.

Tendances de l'usage de drogues

a. Aperçu général

Dans l'idéal, il faudrait surveiller les tendances mondiales de l'abus des drogues en comparant les estimations de l'usage pour une année à celles de l'année suivante. Dans la pratique, toutefois, cette approche n'est pas toujours concluante car certains changements affectant les estimations mondiales sont toujours dus à un perfectionnement des méthodes, et non à l'évolution sous-jacente de l'usage. En outre, les enquêtes dans la population générale sont très coûteuses à réaliser et seuls quelques pays disposent d'un système de suivi permanent fondé sur ces outils.

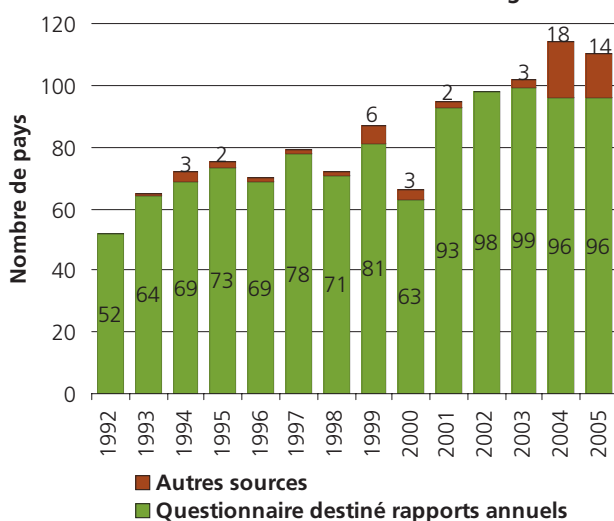
Cependant, de nombreux pays collectent des données courantes : nombre de personnes arrêtées pour abus de drogues, analyses d'urine des personnes appréhendées, nombre de personnes en traitement pour abus de drogues, numéros d'appel d'urgence, visites aux services d'urgence et trajets en ambulance liés à l'abus de drogues; ou bien ils suivent l'évolution de l'usage par des enquêtes en milieu scolaire. En outre, les experts qui s'occupent régulièrement de questions liées aux drogues – même s'ils ne disposent pas de données précises – savent souvent assez clairement

si l'usage de certaines drogues augmente, se stabilise ou diminue dans leur circonscription.

L'ONUDC puise régulièrement à cette base de connaissances. Les États membres transmettent généralement le Rapport mondial sur les drogues à leurs experts nationaux (souvent employés par le Ministère de la santé), qui font savoir à l'ONUDC – selon une échelle allant de 1 à 5 – s'ils ont constaté une 'forte augmentation', une 'certaine augmentation', 'aucun changement notable', une 'certaine baisse' ou une 'forte baisse' de l'usage des différentes drogues au cours de l'année écoulée. Les perceptions peuvent être influencées par un certain nombre de facteurs et par des informations partielles, dont les rapports de police sur les saisies et les arrestations, les rapports de centres de traitement des toxicomanies, les rapports des services sociaux, les rapports parus dans la presse, leurs impressions personnelles, etc. N'importe lequel de ces facteurs d'influence peut contenir un vice de déclaration susceptible de fausser les données en indiquant une hausse ou une baisse fallacieuse. Le degré de priorité accordé au problème des drogues influe, lui aussi, les notifications. Il est permis de supposer que les pays qui répondent avec le plus d'assiduité aux questions posées dans le Questionnaire sont ceux qui prennent le problème des drogues le plus au sérieux. Dans un certain nombre de cas, cela est dû à la hausse des abus et, partant, à une meilleure prise de conscience du problème dans le public. Tout cela suggère que l'échantillon de pays répondant aux questions posées dans le Questionnaire est peut-être légèrement biaisé en faveur des pays où la situation en matière de drogues se détériore. Les résultats fondés sur les données relatives aux tendances doivent donc être traités avec prudence et, en aucun cas, surinterprétés.

Malgré ces mises en garde, les données relatives aux tendances fournissent un aperçu intéressant des profils de

Nombre de pays et territoires faisant rapport à l'ONUDC sur les tendances de l'abus de drogues



Sources: ONUDC: Questionnaire destiné aux rapports annuels; bureaux de terrain de l'ONUDC; ONUDC: Projet 'Des données pour l'Afrique'; ONUDC: rapports du Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP), du Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP), de l'OEDT, de la CICAD et des Chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues (HONLEA)

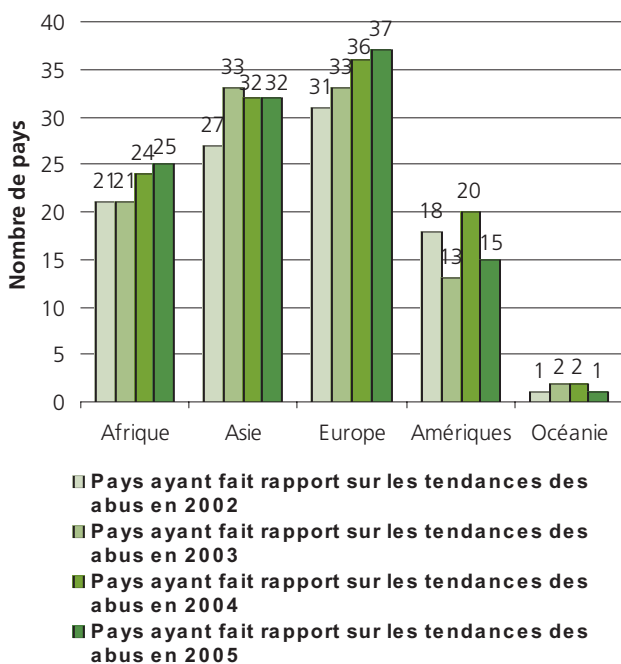
croissance des drogues particulières et des hausses constatées à l'échelon régional et mondial. Elles représentent l'ensemble le plus complet d'opinions d'experts – régulièrement diffusées depuis plus de dix ans – sur l'évolution de l'abus des drogues dans le monde.

Les réponses au Questionnaire destiné aux rapports annuels sur les tendances de l'abus sont bien plus complètes que celles sur l'estimation du nombre d'usagers des drogues. L'analyse des tendances de l'abus pour l'année 2005 est fondée sur les réponses de 96 pays et régions - à peu près le même nombre que l'année précédente, mais nettement plus qu'en 1992, où ils n'étaient que 52. En y ajoutant les informations puisées à d'autres sources (rapports des Gouvernements, des bureaux de terrain de l'ONUDC, Projet 'Des données pour l'Afrique' de l'ONUDC; rapports du Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP), du Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP), de l'OEDT, de la CICAD et des Chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues (HONLEA), et études locales), les données relatives aux tendances dans 110 pays et territoires ont constitué la base de l'analyse subséquente. La répartition des pays ayant fait rapport en 2005 a été pratiquement la même que dans les années précédentes et couvre assez bien l'ensemble des régions.

b. Agrégation des données relatives aux tendances

Diverses méthodes ont été mises au point (qui sont utilisées dans le présent rapport) pour agréger les données. La

Ventilation régionale des rapports reçus sur les tendances des abus entre 2002 et 2005



Source: ONUDC : Réponses au questionnaire destiné aux rapports annuels.

méthode 'traditionnelle; consiste simplement à compter le nombre de pays signalant des taux d'abus en augmentation, stables ou en baisse. Les changements affectant les résultats nets, c'est-à-dire le nombre de répondants signalant des hausses moins celui des répondants signalant une baisse, se sont révélés de bons indicateurs, qui permettent utilement de montrer l'évolution globale des tendances. Cela concorde avec l'analyse des tendances des cycles conjoncturels, où les entreprises se voient systématiquement demander si, à leur avis, la production semble devoir augmenter, rester stable ou diminuer au cours des prochains mois, et où les résultats nets (nombre d'entreprises prévoyant une croissance moins nombre d'entreprises croyant plutôt à un recul) sont enregistrés et diffusés aux fins de cerner l'évolution des tendances. Pour calculer cet indicateur, les catégories 'forte augmentation' et 'une certaine augmentation' ont été agrégées en une nouvelle catégorie: 'AUGMENTATION'. De même, les catégories 'forte baisse' et 'une certaine baisse' ont été agrégées en une nouvelle catégorie: 'BAISSE'. La soustraction AUGMENTATION moins BAISSE exprime le changement net.

L'avantage de cette méthode de description des tendances des drogues à l'échelle mondiale tient au fait qu'un grand nombre d'acteurs – indépendants les uns des autres – donnent leur avis sur les tendances dans leur pays respectif. Et s'il est possible que certains experts communiquent des données de tendances erronées, il semble peu plausible que les erreurs aillent toutes dans le même sens. L'inconvénient de cette approche, en revanche, tient au fait qu'elle accorde une même importance aux rapports des petits et des grands pays, ce qui peut constituer une source d'erreurs quand on veut cerner les tendances mondiales.

Tendances de l'usage de drogues telles que perçues par les experts

L'ONUDC a élaboré un autre outil d'analyse (évoqué dans le présent rapport comme 'tendances de l'usage des drogues telles que perçues par les experts') afin de pouvoir présenter autrement les tendances régionales et mondiales de l'usage, telles que signalées par les États membres. Les tendances de l'usage de drogues telles que perçues par les experts poursuivent en les approfondissant les travaux antérieurs de l'ONUDC, qui avaient débouché sur la notion d'Analyse pondérée des tendances de l'abus de drogues' (WADAT), en 2004.

La tendance est construite comme suit: chaque degré de l'estimation de tendance se voit attribuer une valeur numérique comprise entre -2 et +2 (-2 représentant une 'forte baisse', -1 'une certaine baisse', 0 'aucun changement notable', +1, 'une certaine augmentation' et +2 une 'forte augmentation'). Les estimations pour chaque type de drogue sont alors multipliées par le pourcentage de la population qui consomme des drogues par rapport à celui de l'ensemble des toxicomanes à l'échelle mondiale. Les estimations nationales sont ultérieurement ajoutées pour donner une estimation mondiale pour chaque type de drogue. Les résultats sont exprimés en une courbe des ten-

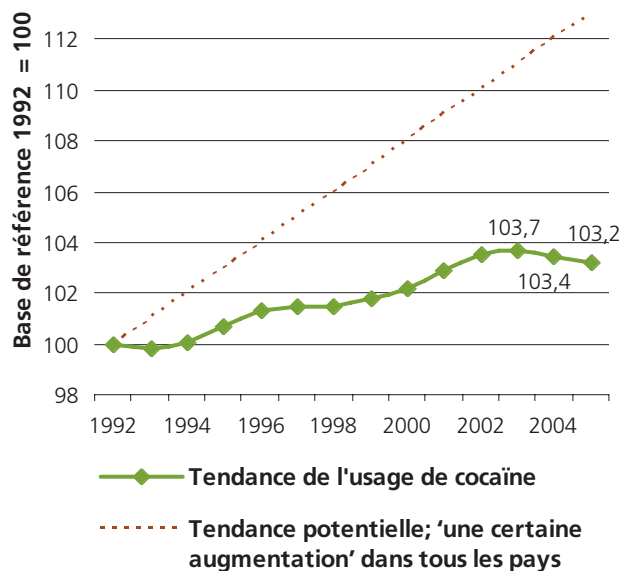
dance cumulées^b.

Dans le Rapport mondial sur les drogues 2004, les tendances notifiées par les États membres avaient été pondérées par la taille de la population du pays, en application de la notion originelle d'analyse pondérée des tendances de l'abus de drogues (WADAT). L'utilisation de la population comme outil de pondération donne généralement des résultats satisfaisants à l'échelon régional, où les taux de prévalence des drogues ne varient pas radicalement entre les pays. Cela pose toutefois un sérieux problème quand on s'efforce d'appliquer ce concept à l'échelle mondiale, surtout pour les drogues ayant des schémas de répartition régionale distincts. Par exemple, l'usage de cocaïne est concentré dans les Amériques et en Europe occidentale, alors que les niveaux de consommation en Asie restent encore minimes. Si un pays d'Asie à forte densité de population, l'Inde, par exemple, signale une augmentation des abus de cocaïne, cette hausse n'en est pas moins partie d'un seuil très bas. Il ne s'agit pas de l'ignorer, mais elle n'a pour l'instant guère d'impact sur la consommation mondiale de cocaïne. Pondérer les données relatives aux tendances par les données démographiques élèverait toutefois abruptement la tendance mondiale de la consommation de cocaïne. De tels résultats peuvent se révéler trompeurs.

On a donc cherché une solution de rechange pour résoudre ces problèmes. L'option retenue a consisté à utiliser comme facteur de pondération - pour la cocaïne, par exemple - les estimations de l'ONU DC sur le nombre d'usagers de la cocaïne par pays. Quant aux pays pour lesquels on ne dispose pas d'estimations de prévalence, on se sert plutôt, comme variable supplétive du taux de prévalence inconnu, du taux de prévalence moyen de la sous-région concernée. Cette option permet de disposer d'estimations de prévalence pour tous les pays du monde. Bien évidemment, le 'poids' accordé aux données de tendances de certains pays sera peut-être un peu trop bas, et pour d'autres un peu trop élevé, mais l'erreur potentielle associée à cette procédure est moindre que celle qui résulterait d'une pondération de la tendance par la population générale.

Le graphique ci-dessous montre les résultats obtenus pour la cocaïne, avec comme base de référence 1992 = 100. Ce graphique révèle une tendance à la hausse pour la période 1992-2003, suivie d'une légère tendance à la baisse au cours de la période 2003-2005. Cela indique qu'après l'accroissement constaté au cours de la période 1992-2003, l'usage de cocaïne a légèrement baissé à l'échelle mondiale au cours des deux années suivantes. Le fait que la courbe exprimant la tendance soit maintenant située à 103,2 (donc au-dessus de la base de référence 100), indique que l'on a enregistré une nette augmentation de la consommation de cocaïne au cours de la période 1992-2005. Mais quelle a été l'importance de cette augmentation ? Si tous

Tendances de l'usage de cocaïne* telles que perçues par les experts: 1992-2005



Sources: ONU DC: Questionnaire destiné aux rapports annuels; Bureaux de terrain de l'ONU DC; Réseau d'information sur l'abus de drogues pour l'Asie et le Pacifique (DAINAP); ONU DC: Programme mondial d'évaluation de l'abus des drogues (GAP); rapports des gouvernements, de l'OEDT, de la CICAD et de la Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues (HONLEA), et études locales.

les pays avaient fait état, chaque année entre 1992 et 2005, d'une 'forte augmentation', la tendance composite perçue aurait été de 126 (2 points par an); si tous les pays avaient signalé chaque année 'une certaine augmentation', la tendance s'établirait aujourd'hui à 113 (1 point par an); si les pays avaient jugé que la tendance était stable, la ligne exprimant la tendance serait demeurée stable et se situerait à 100. Si tous les pays avaient signalé chaque année 'une certaine baisse', la tendance se situerait à 87 et, dans le cas d'une 'forte baisse', à 74.

L'un des avantages de cet outil est qu'il prend en compte les tendances signalées par les États membres, ainsi que la taille de leur population d'usagers des drogues. En d'autres termes, la tendance confère plus de poids aux résultats communiqués par les pays ayant une large population de cocaïnomanes qu'à ceux des pays où ils sont peu nombreux. Cela concorde avec l'observation selon laquelle l'augmentation de la consommation de drogues dans un pays ayant une large de population de toxicomanes a un plus fort impact sur la consommation mondiale de drogues que la hausse constatée dans d'autres pays, où l'usage ne fait que commencer. Autre avantage : la tendance prend en compte le degré d'évolution des taux d'abus, faisant donc un meilleur usage de toutes les informations communiquées à l'ONU DC par les États membres.

^b Si le pays X, qui représente 2% de la population mondiale, signale une 'forte hausse' de l'usage de cocaïne, le calcul se fait comme suit: 2 * 0,02 = 0,04. Si le pays Y, qui représente 3% de la population mondiale, signale 'une certaine baisse', le calcul est alors: -1 * 0,03 = -0,03. Les valeurs pour tous les autres pays sont alors calculées de la même façon et agrégées. Pour 2005, le résultat net pour la cocaïne a été -0,19. Ce chiffre est alors ajouté à celui de l'année dernière: 103,41 + (-0,19) = 103,22.

Il y a, bien entendu, des limites dont il convient de tenir compte lors de l'interprétation des résultats. Les informations fournies restent, dans la plupart des cas, une opinion d'expert qui n'est pas forcément fondée sur des éléments de preuve scientifiques. Si cet outil aide à analyser les tendances, le problème principal reste celui de la qualité des perceptions. Une erreur commise par un expert dans un pays ayant une large de population de toxicomanes peut gravement fausser les estimations de la tendance mondiale. Le risque existe aussi que certains experts aient des visées politiques. Il s'ensuit que cet outil ne saurait être conçu comme pouvant remplacer des études scientifiques approfondies sur la prévalence de l'usage de drogues dans un pays donné. En outre, on ne peut tenir pour acquis que les différences entre les tendances des niveaux d'abus ("une certaine baisse"/"une forte baisse") sont interprétées de la même façon dans les différents pays, ou même au sein d'un même pays mais pour différentes années.

Les rapports sur les tendances de l'usage d'un type de drogues peuvent également être faussés par des tendances contradictoires pour telles substances particulières (chlorhydrate de cocaïne, pâte de coca/coca base, crack-cocaïne). Aux fins du présent rapport, on a pris en compte non seulement le groupe de drogues, mais aussi les différentes drogues qui le composent. On calcule la moyenne non pondérée de toutes les tendances signalées au sein d'un groupe de drogues donné. Si, pour certains pays, on connaît les caractéristiques détaillées de l'usage d'une substance (ce qui donnerait des résultats plus précis), cela n'est pas le cas pour de nombreux autres. L'on a donc appliquée

la règle générale consistant à calculer une moyenne pour toutes les drogues appartenant à une même catégorie.

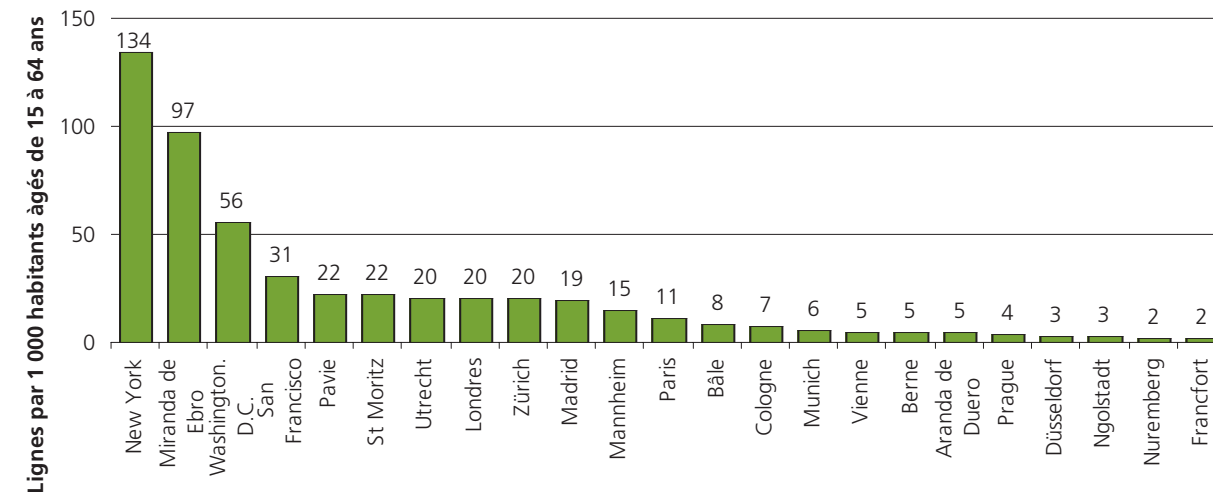
Il convient également de noter que la tendance de l'usage de drogues, telle que perçue par les experts, est limitée, en ce qu'elle ne fournit que des orientations générales quant aux principaux types de drogues signalés par les États membres, ce qui conduit inévitablement à de grosses généralisations. De ce fait, le besoin se fait encore sentir d'une analyse des tendances par drogue pour étayer les conclusions.

Mise au point d'autres méthodes novatrices pour mesurer l'ampleur et les tendances de la consommation de drogues : l'analyse des eaux usées

Vu la difficulté de mesurer la consommation de drogues en se fondant sur les rapports des sujets eux-mêmes (enquêtes auprès des ménages) et de déceler les tendances en se servant de divers indicateurs indirects (demandes de traitement, arrestations, etc.), les scientifiques ont commencé d'explorer la possibilité de mettre au point d'autres méthodes pour mesurer l'importance de la consommation de drogues. L'ONUDC n'a pas participé à cet exercice mais considère que ces tentatives sont des voies potentiellement intéressantes à explorer.

D'abord en Italie, dès 2005ⁱ et, plus tard, en Allemagne^j et au Royaume-Uni, plusieurs groupes de scientifiques ont commencé d'analyser les résidus des eaux usées afin de calculer rétrospectivement les quantités de cocaïne consommées. L'hypothèse de départ est que la cocaïne consommée

Consommation estimée de cocaïne fondée sur l'analyse des eaux usées, en 2005-2006 (exprimées en lignes de cocaïne par 1 000 habitants âgés de 15 à 64 ans)



* 1 ligne est ici présumée équivaloir à 100 milligrammes de cocaïne.

Source: Institut de recherches biomédicales et pharmacologiques: Première étude comparative multinationale de l'usage de cocaïne par de nouvelles techniques de mesure, Nuremberg, novembre 2006.

ⁱ En los primeros análisis italianos, se recogieron del río Po en Mezzano, Pavia, muestras de 500 ml de aguas residuales cada 40 minutos en cuatro días. Los análisis constataron la presencia de 25 nanogramos de benzoilecgonina (BE) por litro de agua residual, así como 1,2 nanogramos de cocaína por litro. Se constató que el caudal del Po era 1 m³ por sec-1; el coeficiente de masa molecular BE/cocaína es 0,954; el 45% de una dosis de cocaína se suele excretar en forma de BE. Con arreglo a esa información, se pudo calcular que la carga de cocaína del Po ascendía a 3,8 kg al día o 1.387 kg al año (en el supuesto de que el consumo en esos cuatro días fuera típico del consumo durante el año). Ettore Zuccato, Instituto Mario Negri de Investigaciones Farmacológicas, Chiara Chiabrando, Sara Castiglioni, Davide Calamari, Renzo Bagnati, Silvia Schiarea y Roberto Fanelli, "Cocaine in surface waters: a new evidence-based tool to monitor community drug abuse" en Environmental Health: agosto de 2005 (<http://www.ehjournal.net/content/4/1/14>)

^j Instituto de Investigaciones Biomédicas y Farmacéuticas, *First ever comparative multi-country study of cocaine use by a new measurement technique*, Nuremberg, noviembre de 2006.

finit par être éliminée du corps humain et que – dans les régions en développement – l'on en retrouvera la plus grande partie dans les systèmes d'évacuation des eaux usées, sous forme de benzoylecgonine (BE), un produit de décomposition de la cocaïne, une fois transformée par le foie. L'analyse est ainsi fondée sur l'identification de la benzoylecgonine dans les eaux usées. C'est là un marqueur intéressant, d'autant qu'il n'a – à première vue – aucune autre source connue que la transformation organique de la cocaïne.

Il ne fait aucun doute qu'il s'agit-là d'une approche résolument novatrice, qui fait appel aux possibilités de la science moderne. Les premières publications fournissent des ordres de grandeur plausibles du problème, comme on le verra ci-dessous.

Les études montrent, par exemple, que l'Hudson charrie les résidus des quelque 16 tonnes de cocaïne consommées chaque année à New York. En Allemagne, le Rhin charrie ceux des 9 tonnes de cocaïne consommées dans les villes riveraines. Quant au Potomac, à Washington, il charrie les déchets des quelque 7 tonnes consommées chaque année, etc. Mesurées en regard de la taille de la population, les données révèlent des taux de consommation de cocaïne très élevés à New York (134 lignes de cocaïne par jour et par 1 000 habitants âgés de 15 à 64 ans) et à Washington D.C. (56), alors qu'ils sont proches de zéro dans certaines régions riveraines de l'Argès, en Roumanie, et restent bien faibles à Prague (4 lignes par 1 000 habitants). Cela est plausible car la méthamphétamine reste la drogue de prédilection dans cette ville, où la cocaïne est principale-

Usage de cocaïne sur certains sites choisis - résultats des analyses des eaux usées effectuées en 2005-2006

Pays	Ville	Fleuve	Cocaïne par an (en tonnes)	Nombre de lignes (100 mg) par jour	Lignes par 1 000 habitants, par jour
États-Unis	New York	Río Hudson	16,400	449 814	90
	Washington	Potomac	7,360	201 725	38
	San Francisco	Baie	6,070	166 179	21
	Moyenne non pondérée				272 573
Espagne	Miranda de Ebro	Èbre	0,532	14 576	65
	Madrid	Manzanares	1,420	38 937	13
	Aranda de Duero	Duero	0,015	417	3
	Moyenne non pondérée				17 977
Italie	Pavie	Pô	2,850	78 187	14
Royaume-Uni	Londres	Tamise	0,975	26 709	13
Pays-Bas	Utrecht	Vecht	0,145	3 981	13
Suisse	St. Moritz	Inn	0,029	795	15
	Zürich	Limmat	0,103	2 814	13
	Bâle	Rin	0,944	25 864	5
	Berne	Aare	0,025	687	3
	Moyenne non pondérée				7 540
France	Paris	Sena	1,760	48 353	7
Allemagne	Mannheim	Rin	9,400	257 599	10
	Cologne	Rin	9,050	248 004	5
	Münich	Isar	0,283	7 767	4
	Düsseldorf	Rin	4,450	121 912	2
	Ingolstadt	Danube	0,129	3 532	2
	Nuremberg	Pegnitz	0,070	1 926	1
	Francfort	Meno	0,372	10 205	1
	Moyenne non pondérée				92 992
Autriche	Vienne	Danube	1,010	27 536	3
République tchèque	Prague	Moldau	0,132	3 611	3
Roumanie	-	Arges*	-	-	-
Moyenne non pondérée pour tous les sites européens				43 972	9
Moyenne pondérée* pour l'Europe				50 222	11
Moyenne non pondérée pour tous les sites du monde				72 547	14

Source: Institut de recherches biomédicales et pharmacologiques: Première étude comparative multinationale de l'usage de cocaïne par de nouvelles techniques de mesure, Nuremberg, novembre 2006.

ment consommée par des touristes étrangers. On a relevé des taux d'usage de cocaïne élevés le long de l'Èbre, en Espagne, et du Pô, en Italie, ainsi que dans les villes riveraines de la Tamise, en Angleterre. Les études réalisées en Italie ont révélé la présence d'importants résidus de cocaïne le long du Pô, en Italie du Nord; on en a peu trouvé, en revanche, dans les cours d'eau de la Sardaigne et de l'Italie du Sud, ce qui correspond exactement aux informations épidémiologiques existantes. Mais on a aussi constaté certains résultats surprenants, comme les valeurs très faibles relevées à Francfort (2 lignes par 1 000 habitants âgés de 15 à 64 ans). Les données épidémiologiques existantes auraient laissé présager un chiffre plus élevé. Peut-être le marché connaissait-il une pénurie temporaire au moment où cette étude a eu lieu, ou bien y a-t-il une autre raison à cette anomalie potentielle.

Les taux de consommation de cocaïne les plus élevés ont été découverts aux États-Unis, suivis par l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni. Cela concorde, pour l'essentiel, avec d'autres informations qui indiquent que les techniques de mesure utilisées dans le cadre de ces études sont généralement assez fiables et produisent des données assez précises pour permettre de distinguer entre les différents sites.

Si l'ONUDDC n'est pas en mesure de vérifier l'exactitude des résultats pour chacune des villes, il est néanmoins possible de procéder, par recoupements, à des contrôles de plausibilité en comparant les résultats des analyses des eaux usées aux informations puisées à d'autres sources.

Si, pour chaque pays, l'on multiplie les valeurs moyennes par habitant par la population nationale, les résultats indiquent que la consommation de cocaïne dans les dix pays européens où les analyses ont été effectuées serait proche de 140 tonnes. En extrapolant à l'ensemble de l'Europe occidentale et centrale (partant d'une moyenne pondérée de 11 lignes de cocaïne par jour, par 1 000 habitants), on aurait affaire à un marché de quelque 190 tonnes. Le choix des villes retenues n'étant pas représentatif de chaque pays, mais biaisé, compte tenu des sites où l'on enregistre les plus forts taux de consommation de cocaïne (ce qui est particulièrement manifeste dans les cas où l'on n'a testé qu'une seule ville par pays - comme Londres ou Paris, par exemple), on pourrait s'attendre que la consommation européenne totale soit encore plus modique. Pour prendre cet élément en considération, on pourrait soustraire un quart du total, environ, ce qui donnerait une consommation nette de quelque 140 tonnes de cocaïne. En fait, cette estimation est très voisine de celle d'Europol, selon qui quelque 250 tonnes de cocaïne sont expédiées en Europe. En déduisant les saisies opérées par les services européens de répression, il resterait quelque 140 tonnes pour la consommation intérieure.

Les calculs concernant le marché des États-Unis, fondés sur la moyenne pour les trois villes choisies, New York, Washington et San Francisco (50 lignes par jour, par 1 000 habitants) aboutiraient à une surestimation, reflétant le fait que, dans de nombreuses régions du pays, la consommation de cocaïne est, on le sait, nettement inférieure à celle que l'on constate à New York. Si l'on ignore les chiffres élevés concernant New York et en extrapolant à partir des données de Washington D.C. (38 lignes par 1 000 habitants, par jour) et de San Francisco (21 lignes par jour, par 1 000 habitants), l'estimation moyenne pour les États-Unis serait de l'ordre de 270 tonnes. Vu la taille du marché américain, cela semble une estimation raisonnable, qui concorde, au demeurant, avec les estimations antérieures de l'importance de ce marché.

S'il est clair que l'on ne dispose pas encore d'assez d'études sur les eaux usées pour proposer des estimations nationales, régionales ou mondiales fiables, les données publiées jusqu'ici sont largement conformes aux expectatives, ce qui leur confère un surcroît de crédibilité.

Certaines de ces études se sont efforcées d'estimer le nombre d'usagers de la cocaïne en partant de quantités consommées. Cela serait assurément intéressant si l'on connaissait les niveaux de consommation de cocaïne par habitant. Mais dans la plupart des villes, cela n'est pas le cas. En ce qui concerne ces calculs rétroactifs finals, visant à partir des quantités consommées pour déduire le nombre de consommateurs, on constate des divergences d'opinion entre l'ONUDDC et les auteurs de certaines études. Les informations dont dispose l'ONUDDC suggèrent que l'usager moyen consomme bien plus de cocaïne que ces études ne le laissent présager. Cela a des incidences non négligeables. Dans certaines de ces études, le nombre d'usagers de la cocaïne, tel que déduit des quantités consommées, tend à être très élevé, ce qui ne reflète pas forcément la réalité. L'ONUDDC a récemment lancé une étude multisite en Europe pour se procurer des informations plus détaillées quant aux quantités de drogues (dont la cocaïne) consommées, en moyenne, par usager; cela devrait notamment permettre d'entreprendre à l'avenir de telles études en partant d'hypothèses plus proches de la réalité.

En conclusion, l'ONUDDC suit de près la mise au point de nouvelles méthodes permettant de produire des données plus fiables sur la consommation de drogues. Une première série d'analyses des eaux usées en Europe et en Amérique du Nord a déjà fourni des résultats prometteurs, probablement point trop éloignés de la réalité. La plupart des hypothèses (tirées de la littérature scientifique) qui fondent ces études semblaient raisonnables, à l'exception du tout dernier volet : le calcul rétroactif des quantités utilisées en vue d'en déduire le nombre d'usagers des drogues poten-

^k Mais même cela serait surprenant, l'aéroport de Francfort étant l'une des principales voies d'approvisionnement de l'Allemagne en cocaïne.

^l Il est une autre méthode de calcul qui donne des résultats similaires. Si les sites choisis dans chaque pays étaient ceux où l'on relève la plus forte consommation de cocaïne, on pourrait calculer - pour ceux d'entre eux pour lesquels on dispose d'informations - le ratio entre taux d'usage moyen et taux d'usage le plus élevé. La moyenne des moyennes donne un ratio de 0,5, ce qui signifie que la valeur la plus élevée est, en moyenne, double de la moyenne nationale. La correction des données pour les pays n'ayant enquêté que sur un seul site ramènerait le total pour les 10 pays choisis à 96 tonnes, chiffre qui, extrapolé à l'ensemble des pays d'Europe occidentale et centrale, donnerait une estimation de 132 tonnes.

tiels. Mais c'est là une question qui a longtemps été négligée et qui requiert des recherches plus approfondies aux échelons local, national et international. La méthode servant à recenser les quantités consommées semble assez bien fonctionner dès lors qu'un marqueur spécifique de la drogue visée peut être retenu (comme la benzoylecgonine pour la cocaïne), et du moment que la région ou la ville concernée a un service d'évacuation des eaux usées en état de fonctionnement, ce qui leur permet d'être – en fin de parcours – rejetées dans un fleuve. À ce stade, cette nouvelle option semble prometteuse pour les pays développés, mais moins pour les pays en développement, où les infrastructures de base font souvent défaut.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة
يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى: الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经营处均有发售。 请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

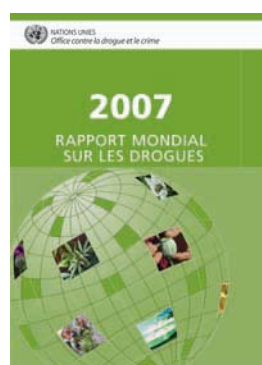
CÓMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.



NATIONS UNIES
Office contre la drogue et le crime

Vienna International Centre, PO Box 500, A-1400 Vienne, Autriche
Tél: +(43) (1) 26060-0 Télécopie: +(43) (1) 26060-5866, www.unodc.org



Le Rapport mondial sur les drogues fournit le tableau statistique le plus complet de la situation actuelle en matière de drogues illicites. L'édition 2007 rapporte les signes d'un endiguement à long terme du problème mondial des drogues. Cette tendance globale dissimule toutefois des situations régionales contrastées, qui sont examinées en détail dans le rapport. Par exemple, si la réduction impressionnante – étalée sur plusieurs années – de la culture du pavot à opium s'est poursuivie en Asie du Sud-Est, l'Afghanistan n'en a pas moins enregistré un fort accroissement en 2006. Les interceptions croissantes de cargaisons de cocaïne et d'héroïne à travers le monde ont grandement aidé à stabiliser le marché. Si des succès probants ont été remportés dans certains domaines, des défis surgissent dans d'autres. Bien que les niveaux d'abus se stabilisent à l'échelle mondiale, les pays qui jouxtent les principaux (ou les nouveaux) itinéraires du trafic, tels ceux qui traversent aujourd'hui l'Afrique, risquent de se trouver confrontés à une hausse des taux de consommation. Le Rapport mondial sur les drogues 2007 évoque aussi une méthode pouvant permettre, le cas échéant, de mieux évaluer le rôle de la criminalité organisée dans le trafic transnational des drogues et de le suivre de plus près.

ISBN 978-92-1-248155-5

